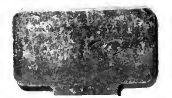
image
not
available






BIBLIOTECA NAZIONALE VITT. EMANUELE
253
2 F
13





HISTOIRE

D'ESPAGNE.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cᵉ, RUE SAINT-BENOÎT, 7.

HISTOIRE
D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

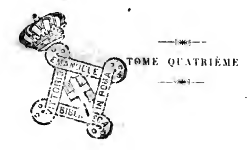
PAR

M. ROSSEEUW S^T-HILAIRE

Professeur agrégé d'histoire à la Faculté des Lettres

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE



TOME QUATRIÈME

PARIS

FURNE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 55

M DCCC XLIV

HISTOIRE

D'ESPAGNE.

LIVRE X.

CHAPITRE PREMIER.

ESPAGNE CHRÉTIENNE DEPUIS LA MORT D'ALONZO VII
JUSQU'A LA BATAILLE D'ALARCOS.

1157 A 1195.

Le partage des États de l'empereur Alonzo VII entre ses deux fils, Sancho de Castille et Fernando de Léon, avait singulièrement affaibli l'ascendant que le premier de ces deux royaumes exerçait sur l'Espagne chrétienne; et la mort de Sancho en 1158, après un règne insignifiant d'une année, vint lui porter le dernier coup, en livrant pour dix ans la Castille aux hasards d'une minorité [1]. Sancho, en

[1] Plusieurs historiens donnent à ce roi le nom d'Alonzo IX, en comptant Alonzo Ier d'Aragon au nombre des souverains de la Castille, qu'il gouverna pendant quelque temps, par suite de son mariage avec Urraca.

mourant, avait confié l'éducation d'Alonzo VIII, son fils, *le petit roi* (*el rey niño*), au comte Gutier, chef de la puissante famille des Castro, qui se partageait, avec celle des Lara, la domination de la Castille. Un double danger menaçait le trône de ce jeune prince, à peine âgé de quatre ans, et remarquable par sa vive et précoce intelligence : d'une part, une noblesse factieuse se disputait sa tutelle; de l'autre, son oncle, Fernando de Léon, s'apprêtait à saisir l'occasion d'agrandir ses États aux dépens de son neveu. En confiant à un Castro la tutelle de son fils, le roi Sancho avait vivement excité la jalousie des Lara. Les trois frères de ce nom, Manrique, Alvar et Nuño, persuadèrent au vieux comte Gutier, déjà las de son titre de tuteur, de s'en démettre en faveur de Manrique, leur aîné, et une fois maîtres de la personne du roi, les Lara le furent bientôt du pays tout entier. Pour balancer leur influence, les Castro s'adressèrent au roi de Léon, et le gagnèrent en lui promettant une part de l'héritage de Sancho. Fernando, les prenant au mot, s'appropria sur-le-champ plusieurs villes de la Castille et de l'Estramadure, et réclama pour lui la tutelle, avec la régence du pays jusqu'à la majorité du jeune roi. Trop faible pour résister, Manrique de Lara fut contraint de céder, et promit au nom du roi mineur de reconnaître la suprématie du roi de Léon.

Le royal enfant, qu'on craignait d'exposer aux hasards de la guerre civile, avait été mis en sûreté dans Soria, le point de la Castille le plus éloigné de Léon. Fernando s'y rendit avec Manrique pour recevoir l'hommage du comte et de son pupille; des cortès furent convoquées, et les habitants de Soria,

en remettant à Manrique le roi qu'on leur avait donné à garder, firent entendre ces nobles paroles : « Libre nous vous le remettons, sachez le maintenir libre. » Manrique entra dans l'assemblée avec l'enfant dans ses bras; mais celui-ci s'étant mis à crier, on l'emporta pour apaiser ses cris. Alors un allié des Lara, cachant le *petit roi* dans les plis de son manteau, monta à cheval, et s'enfuit avec ce précieux dépôt. Le roi de Léon, cependant, attendait toujours le réveil du jeune prince, qu'on lui disait endormi. Les Lara, feignant une vive inquiétude sur le sort de leur pupille, le cherchent dans toute la ville. Enfin ils s'éloignent, en promettant de revenir; mais, le soir même, ils étaient dans leurs domaines à Saint-Estevan, et Alonzo à Atienza, à l'abri du pouvoir de son oncle. Le roi de Léon, s'apercevant un peu tard qu'on l'avait joué, envoya défier le comte Manrique, comme félon et parjure, et le cita à comparaître devant son tribunal. Manrique répondit qu'il « avait agi en loyal sujet, et non en traître et félon, en délivrant son jeune maître; » et la Castille fut de son avis.

Tous ces événements s'étaient passés pendant les deux premières années du règne d'Alonzo VIII. Bientôt un nouveau prétendant vint encore se mêler à la querelle. Depuis longtemps, le roi Sancho V de Navarre attendait l'occasion de reconquérir sur un roi mineur les villes que son aïeul lui avait enlevées. Un coup de main heureux remit en sa possession toute la Rioja, avec Logroño, Najera, et le territoire contenu entre l'Èbre et les monts de Burgos (1160). Pendant ce temps, la plupart des cités castillanes étaient toujours dans les mains de Fernando de Léon; la guerre civile et l'invasion se réunissaient pour

accabler la Castille; et la cause de son roi légitime subit encore un nouvel échec par la défaite et la mort de Manrique de Lara, qui périt dans une rencontre avec les Castro (1164).

Mais, malgré ce succès, l'ascendant des Castro touchait à sa fin : leur alliance avec le roi de Léon soulevait contre eux toutes les sympathies du pays. Nuño de Lara, prenant la place de son frère, poussa avec vigueur la guerre, et fraya peu à peu à Alonzo VIII le chemin de Tolède, toujours au pouvoir d'un étranger et de vassaux rebelles. Le jeune prince, chevauchant à la suite de ses tuteurs, partageait avec eux cette vie aventureuse qu'ont menée pendant des siècles tous les souverains de l'Espagne chrétienne. Bientôt la vieille loyauté castillane se réveilla en faveur de ce roi enfant, qui, formé à l'école de l'adversité, annonçait déjà le courage et la fermeté d'un homme fait : sa cause gagna du terrain chaque jour, et des partis se prononcèrent pour lui au sein même des villes qui tenaient encore pour le roi de Léon. Un noble de Tolède, Estevan Illan, tenta sur cette ville un coup hardi, qui pouvait perdre Alonzo s'il eût échoué : il l'introduisit la nuit, lui et les siens, dans une tour qu'il commandait, fit arborer sur cette tour la bannière royale, et, le lendemain, Tolède s'éveilla aux cris de « *Real! Réal!* pour notre roi don « Alonzo VIII! » Fernan de Castro, qui y commandait, vint aussitôt mettre le siége devant la tour; mais, voyant les mauvaises dispositions des habitants, il finit par évacuer la place, et laisser le jeune roi paisible possesseur de sa capitale (1166).

Il fallut encore trois ans à Alonzo pour reconquérir une à une toutes les cités de son royaume.

Ce n'est qu'en 1169 qu'il célébra à Burgos, avec ses premières cortès, la prise de possession de sa couronne. La Castille, dès lors, se rallia tout entière autour de son trône; et le clergé qui, dans la Péninsule, s'est toujours distingué par son dévouement à la cause de la royauté, donna l'exemple au pays. Au dehors, ce prince, guidé par de sages conseils, affermit par des alliances sa couronne si glorieusement reconquise. Une trêve de dix ans, conclue avec le roi de Navarre, le débarrassa d'un ennemi dangereux; en 1170, une alliance plus intime avec le roi d'Aragon lui assura un appui contre l'ambition du roi de Léon, et la Castille put enfin se reposer de ses longues misères.

Pendant cette laborieuse minorité d'Alonzo VIII, son oncle, Fernando II de Léon, continuait à reculer ses frontières aux dépens de ses voisins, musulmans et chrétiens. Redoutant les attaques du roi de Portugal, Alonzo Enriquez, son vassal et son beau-père à la fois, Fernando avait fait fortifier Ciudad-Rodrigo, sur la frontière des deux États : le monarque portugais vint mettre le siége devant cette ville; mais il fut repoussé. Pour se dédommager de cet échec, il envahit la Galice, s'y empara de quelques places, et vint ensuite assiéger la cité musulmane de Badajoz, qui, par sa position, était, comme on disait alors, *de la conquête* du roi de Léon. Fernando marcha contre son adversaire au moment où celui-ci, maître de la ville, resserrait les Africains dans la forteresse. Les Portugais furent battus, et les musulmans, du haut de leurs remparts, eurent la joie de voir les chrétiens s'entr'égorger devant eux. Alonzo Enriquez, vaincu, se hâta d'abandonner

Badajoz; mais, dans sa fuite précipitée, il se heurta contre la porte de la ville avec tant de violence qu'il se brisa la jambe et tomba de cheval. Fait prisonnier, il fut amené devant le vainqueur, qui le reçut avec bonté et se contenta pour sa rançon des villes qu'Alonzo lui avait enlevées en Galice. Désirant sincèrement la paix, le roi de Léon ne réclama pas même son droit de suzeraineté sur le Portugal, droit qui, heureusement pour le repos des deux pays, semble être peu à peu tombé en désuétude. Depuis lors, satisfait de la suprématie qu'il exerçait sur toutes les monarchies chrétiennes de la Péninsule, Fernando prit une part moins active aux dissensions de la Castille, et ne s'occupa plus que de s'affermir dans ses conquêtes sur les infidèles (1171).

L'Aragon, sous son belliqueux régent, Raymond-Bérenger IV, dépensait alors ses forces en guerres continuelles. Ce prince habile et brave, véritable fondateur de la puissance de son pays, après avoir obtenu de Sancho la restitution de Saragosse et des anciennes conquêtes de l'Empereur dans ses Etats, après avoir enlevé aux musulmans une foule de places fortes, et rendu tributaires plusieurs de leurs Émirs, était mort en 1162, laissant le trône à son fils, Raymond-Bérenger V, âgé de onze ans. Instruit, par l'exemple de la Castille et de Léon, du danger des partages, le régent d'Aragon ne donna à son second fils, don Pedro, que les comtés de Cerdagne, Narbonne et Carcassonne, comme un fief relevant de son frère ; et son troisième fils, don Sancho, fut seulement substitué, en cas de mort, aux droits des deux autres. Quant à sa fille Doña Dulce, elle épousa depuis Sancho II de Portugal. La reine Pétronilla fut

déclarée régente jusqu'à la majorité de son fils, à qui elle fit prendre le nom d'Alonzo, cher aux Aragonais comme la mémoire du héros qui l'avait porté. Enfin la Catalogne, gouvernée, au nom du jeune roi, par le neveu du comte défunt, resta, heureusement pour le repos de la monarchie, à jamais réunie à l'Aragon.

Ce repos fut un moment troublé par un aventurier qui se fit passer pour le roi Alonzo Ier, mort en 1134 sous les murs de Fraga. L'imposteur expliquait sa longue absence par une croisade en Palestine, où il aurait passé trente ans à combattre les infidèles. Déjà son parti commençait à grossir, et une certaine émotion se répandait dans le peuple, quand la régente, en faisant arrêter et pendre l'aventurier, mit fin à ses prétentions et aux rêves de ses partisans [1]. Elle resserra ensuite les liens de l'Aragon avec l'Angleterre, acheta l'alliance du roi de Léon en le reconnaissant pour tuteur de son fils, et prolongea pour treize ans encore la trêve avec la Navarre. Enfin, en 1163, la reine, fatiguée du fardeau des affaires, remit d'elle-même le pouvoir aux mains de son fils Alonzo II; et celui-ci, malgré sa jeunesse, commença dès lors à gouverner en son propre nom.

Peu d'événements signalèrent les premières années de son règne : en 1155, les cortès de Saragosse, pour garantir la tranquillité publique, condamnèrent

[1] Les sources, pour le règne d'Alonzo II d'Aragon, sont fort pauvres : Rod. de Tolède, l. VI, ch. 3, n'a qu'une généalogie assez complète de la famille royale d'Aragon, mais rien sur les événements du règne; les *Gesta Comit. Barcin.* n'ont que quelques lignes des plus maigres. Zurita est ici le principal et le plus sûr des guides. On peut aussi consulter avec fruit dom Vaissette, *Hist. de Languedoc*, pour les rapports de l'Aragon avec le midi de la France, et les modernes Schmidt et Aschbach, écrivains exacts et consciencieux. Diago, à compter du règne d'Alonzo II, n'écrit plus que l'histoire des saints et des évêques de Barcelone.

à la perte de leurs domaines et à l'exil tous ceux qui troubleraient la paix du royaume, ou qui ne rendraient pas à la couronne les fiefs qui lui appartenaient. L'année suivante, le comté de Provence, fief de l'Aragon, ayant fait retour au jeune roi par la mort du comte son cousin, Alonzo passa les monts pour aller recueillir le riche héritage qui lui était disputé par Raymond de Toulouse. La guerre éclata bientôt entre les deux rivaux; mais Alonzo avait pour lui l'affection des Provençaux et l'appui de l'Angleterre; aussi ses armes furent-elles constamment heureuses. Néanmoins le jeune roi, reconnaissant, avec une prudence au-dessus de son âge, le danger de ces possessions lointaines, finit par céder à son frère don Pedro [1] la Provence à titre de fief, en échange de la Cerdagne et du Narbonnais, beaucoup plus à sa portée, et sa puissance se trouva solidement établie sur les deux revers des Pyrénées (1168).

Par un privilége assez rare, l'Aragon, tout en s'agrandissant au dehors, était en paix avec ses voisins, tandis que la malheureuse Castille, régie par un enfant plus jeune de trois ans que le fils de Petronilla, était sans cesse menacée de voir se rallumer le flambeau de la guerre civile. Les *ricos homes* qui gouvernaient l'Aragon au nom d'Alonzo II, au lieu de profiter comme le roi de Léon des embarras du jeune souverain de Castille pour s'agrandir à ses dépens, ne songèrent qu'à resserrer l'union des deux couronnes.

[1] Comme on trouve dans les chartes le nom de Raymond-Bérenger au lieu de don Pedro, et qu'Alonzo II n'eut pas de frère de ce nom, dom Vaissette (t. III, p. 21) conjecture avec assez de vraisemblance que l'infant don Pedro, en occupant le comté de Provence, changea son nom pour celui de Raymond-Bérenger, illustré par les comtes de Barcelone, anciens souverains de la Provence.

Une querelle passagère, née d'une question de limites, troubla un instant cette union; l'Aragonais étant venu assiéger Calahorra fut battu par le Castillan; mais cette guerre sans importance fut bientôt suivie d'une paix plus durable (1170).

Au milieu de cette vie agitée, l'actif monarque de l'Aragon poussait toujours avec la même vigueur sa croisade contre les infidèles. Dans plusieurs campagnes successives, il étendit à leurs dépens sa frontière vers le sud. Des algarades heureuses lui donnèrent pour tributaire l'Emir de Murcie, ben Saad, et plusieurs petits princes mahométans dans l'est de la Péninsule; et, fortifiant la ville de Teruel, il en fit un boulevard contre l'invasion musulmane. En 1172, la mort de ben Saad ayant réveillé son ambition, il s'avança jusqu'à Valence à la tête d'une armée, et força le fils de l'Emir à se reconnaître pour son tributaire. Déjà même, il marchait à de nouvelles conquêtes, quand le roi de Navarre envahit brusquement l'Aragon. Mais Alonzo, reprenant à la hâte le chemin de ses États, envahit à son tour la Navarre, tandis que les Almohades, profitant de son absence, s'emparaient de Valence et de l'héritage de l'Emir de Murcie.

Revenons maintenent à la Castille et aux cortès de Burgos. En 1169, ces cortès arrêtèrent le mariage de leur roi, alors âgé de quatorze ans, avec la princesse Aliénor d'Angleterre, qui apporta pour dot à son époux le comté de Gascogne. Les noces furent célébrées à Tarragone, dans les États de l'Aragonais, parent de la jeune princesse. Les *ricos homes* et les prélats castillans prêtèrent serment à

leur reine, et son époux lui assura pour douaire Burgos, Castro-Xérès, Amaya et Carrion, avec la moitié de toutes les conquêtes qui se feraient sur les Maures. De ce mariage, conclu sous d'heureux auspices, naquit l'année suivante l'infante Berenguela (Bérengère), que le jeune roi se hâta de faire reconnaître pour héritière de sa couronne, dans le cas où il n'aurait pas d'enfants mâles.

On peut considérer à cette époque la Castille comme entièrement rentrée sous l'autorité de son roi légitime. Les Castro, privés de l'appui du roi de Léon, furent forcés de se réfugier chez les Almohades, et leur chef, Fernando Ruiz, passa au service du monarque léonais, qui lui donna sa sœur en mariage. Arrivé à âge d'homme, le jeune roi de Castille brûlait de se signaler par quelque entreprise : depuis longtemps il méditait de réunir à sa couronne Logroño, Najera, avec la Rioja et les villes que Sancho lui avait enlevées pendant sa minorité. Mais, pour réaliser ce projet, il lui fallait l'appui du roi d'Aragon, et Alonzo l'obtint en donnant à ce prince la main de sa sœur doña Sancha. Tous deux, concertant leur attaque, envahirent à la fois les États du Navarrais, et, en peu de temps, le roi de Castille eut repris à Sancho toutes les places reconquises par lui sur la rive droite de l'Èbre. Mais bientôt la discorde se mit entre les deux alliés, trop jeunes et trop ardents tous deux pour rester longtemps unis. La guerre, conduite sans plan et sans accord, se poursuivit encore pendant plusieurs années. Enfin les deux rois de Castille et de Navarre, las de lutter sans résultat, acceptèrent en 1177 la médiation du roi

d'Angleterre, Henri II, beau-père du Castillan, qu'ils reconnurent pour arbitre [1].

Les ambassadeurs des deux rois exposèrent leurs griefs devant Henri II, et les prélats et barons de son royaume réunis en parlement. Les parties entendues, après que chacun eut prêté serment de se soumettre à la sentence, le parlement, auquel Henri avait délégué l'affaire, prononça son arrêt. La restitution des places conquises fut ordonnée, d'une part comme de l'autre; mais le lot du roi de Castille, qui y regagnait toute la Rioja avec la rive droite de l'Èbre, se trouvant plus beau que celui de son adversaire, le roi d'Angleterre condamna son beau-fils à payer au roi de Navarre trente mille maravédis. Les ambassadeurs, comblés des dons de Henri, retournèrent auprès de leurs souverains, et chacun d'eux, tout en se considérant comme lésé par la sentence, finit par s'y soumettre, et se jura sur l'Évangile une paix de dix ans; paix solennelle qui, un an après, était déjà rompue.

Pendant ces négociations, Alonzo VIII, impatient du repos, résolut d'enlever aux Africains Cuenca, située dans l'âpre *Sierra* qui formait du côté de l'est le rempart de la Castille. La ville assiégée par lui, au printemps de 1177, se hâta d'implorer le secours de l'Emir almohade. Mais ce secours tardant trop à venir, Cuenca fut obligée de se rendre, après avoir subi toutes les misères d'un long siége. C'est de cette

[1] Tous les détails de ce singulier procès se trouvent dans la chronique de Rudolph de Dicet, doyen de Saint-Paul de Londres (édit. de Twysden, p. 595); dans celle de Roger de Hoveden, familier de Henri II (*Script. Angliæ*, édit. Francf., p. 562), et de Jehan de Brompton (édit. de Twysden, p. 1120). Mondejar cite de longs extraits de toutes ces chroniques et de ce jugement, ignorés pendant plusieurs siècles des historiens espagnols.

époque que date l'indépendance de l'Aragon qui, de nom ou de fait, reconnaissait depuis la mort du roi *Batailleur*, en 1134, la suzeraineté de la Castille. Alonzo VIII, entouré d'ennemis ou de vassaux rebelles, crut devoir s'assurer, en renonçant à ce droit illusoire, l'alliance de l'Aragonais. De plus, les deux rois, se partageant d'avance les dépouilles des infidèles, arrêtèrent entre eux que Valence, Xativa, Denia et toute l'Espagne orientale, appartiendraient après la conquête au roi d'Aragon, tandis que l'Andalousie serait le partage de la Castille.

De 1177 à 1188, les annales de l'Espagne chrétiene offrent une lacune presque complète d'événements historiques[1]. Le roi de Castille, au milieu de ses éternelles querelles avec la Navarre et Léon, s'occupe de fortifier ses frontières ou de les étendre aux dépens des Maures. De son côté, Alonzo d'Aragon, sans cesse obligé de se partager entre ses États des deux côtés des Pyrénées, va recueillir en France l'héritage du Roussillon et celui de la Provence, vacant par la mort de son frère don Pedro, en 1181, et donne ce dernier pays en fief à son jeune frère don Sancho[2]. Retenu pendant quatre ans en France par ses querelles avec son irréconciliable ennemi, le comte de Toulouse, Alonzo ne s'en retourne qu'en 1185 dans ses États de la Péninsule, qu'il trouve en proie à la plus horrible anarchie.

[1] Il est impossible de donner une idée de l'obscurité et de la confusion des chroniques espagnoles à cette époque. Sans les patientes recherches de Mondejar qui, dans sa *Chronique d'Alonzo VII*, a rassemblé pièce à pièce dans les chartes tous les matériaux de cette histoire, il nous serait impossible de la reconstruire avec les récits tronqués et les faits sans date et sans liaison de Rodrigue de Tolède et de Lucas de Tuy.

[2] *Gesta comit. Barcinon*, p. 550. Quelques chartes citées par Bouche,

L'année 1188 fut signalée par la mort de Fernando II de Léon, après un règne de trente et un ans; plus sage que son père, il légua la couronne de Léon et tous ses États à son fils Alonzo IX, en laissant sans apanage ses deux fils du second lit. Le seul fait important qui ait signalé son règne est l'apparition des députés des villes aux cortès de Léon en 1188, l'année même de sa mort, révolution profonde que les chroniques mentionnent en deux mots, sans en soupçonner même la gravité. Le vieil adversaire du roi de Léon, Alonzo[1] de Portugal, l'avait précédé de trois ans dans le tombeau, en laissant le trône à son fils Sancho Ier. Ce prince, véritable fondateur de l'indépendance de son pays, avait obtenu en 1179 une bulle du pape Alexandre III, qui érigeait le Portugal en royaume, et lui en donnait l'investiture, en l'exemptant de toute dépendance envers les autres souverains de la Péninsule; il devait seulement, comme gage de soumission, payer au saint-siége un tribut annuel de deux marcs d'or. Ainsi se trouvèrent annulés, sous le bon plaisir de la cour de Rome, les titres de suzeraineté de la couronne de Léon sur le Portugal, et le dévot Fernando ne songea pas même à protester.

Dans cette même année (1188), Berenguela, fille d'Alonzo VIII, fut fiancée avec le prince Conrad, fils de Frédéric *Barberousse*, empereur d'Allemagne. Le contrat de mariage de l'infante de Castille nous a

Histoire de Provence, t. II, p. 164, nous apprennent que ce Sancho céda plus tard la Provence à son frère Alonzo II, en échange du Roussillon.

[1] On remarquera que pendant un moment il se trouve à la fois trois Alonzo sur les trônes de Léon, de Castille et d'Aragon. Il n'est pas d'embarras plus grave pour l'historien, et de source plus féconde de confusion pour le lecteur.

été conservé [1], et c'est un des plus curieux monuments de l'époque. Dans le cas où le roi Alonzo VIII mourrait sans enfants, l'infante et son mari y sont reconnus les héritiers du trône. Ainsi la couronne, élective chez les Goths et réservée aux mâles, est ici non-seulement attribuée à une femme, mais elle peut encore par la seule volonté du roi, et sans le concours de ses cortès, passer dans une ligne étrangère, à l'extinction de la sienne [2]. Les députés d'un certain nombre de villes, dont on trouve les noms au bas du contrat, n'y figurent que comme témoins, et la Castille n'est pas légalement appelée à intervenir dans cet acte solennel, où il s'agit de lui donner un étranger pour maître. Du reste cette union fut rompue, avant d'avoir été consommée, par l'opiniâtre répugnance de la fiancée, et le mariage dissous par le légat du saint-siége. Peut-être aussi la naissance de l'infant don Fernando, en 1189, contribua-t-elle à cette rupture en ruinant les prétentions du prince allemand à la succession d'Alonzo VIII.

Pendant ce temps, le jeune roi de Léon, inquiet des progrès continuels de la puissance du Castillan, s'alliait contre lui avec l'Aragon et le Portugal. Le roi d'Aragon en fit autant avec celui de Navarre, son ancien ennemi, et Alonzo VIII, malgré tant de services

[1] Voir Mondejar, p. 165.

[2] Il n'en était pas de même en Aragon et en Portugal, où les états du royaume réglaient seuls le droit de succession, sans que le monarque privé d'héritiers s'arrogeât le droit d'en désigner un d'avance. C'est ce que prouvent l'exemple de Martin *l'Ancien*, roi d'Aragon, mort en 1410 sans avoir voulu désigner d'héritier, et qui laisssa ce soin aux états du royaume, et celui de Henri de Portugal, le roi-cardinal, mort en 1580, et dont Philippe II d'Espagne occupa l'héritage. Dans ces deux États, en Aragon jusqu'à sa réunion à la Castille, et en Portugal jusqu'au règne de Maria Francisca, en 1777, les femmes ont été de fait exclues de la couronne.

rendus à la cause de la foi, se trouva mis au ban de l'Espagne chrétienne, et vit tous ses souverains réunis contre lui (1191). Mais heureusement pour la Castille, Alonzo de Léon avait épousé la fille de son oncle Sancho de Portugal, sans songer au lien de parenté qui les unissait. Rome, à peine instruite de ce mariage, envoya en Espagne un légat chargé de le rompre. Ce légat trouva les deux rois d'accord pour refuser de le dissoudre, et braver les censures dont il les menaçait. Célestin III, qui venait de monter sur le siége de Saint-Pierre, jaloux de signaler son pontificat par une lutte avec le pouvoir temporel, envoya à son légat l'ordre de procéder aux voies de rigueur. Un concile fut convoqué à Salamanque, en 1191. Vainement les évêques de Léon, d'Astorga, de Salamanque et de Zamora, invoquèrent, contre les lois canoniques, le droit naturel, et l'intérêt des deux pays; le légat fut inflexible, et son influence, jointe à la terreur que Rome inspirait, dicta le vote des autres prélats. Le mariage fut déclaré nul, les évêques réfractaires excommuniés; l'obstiné légat menaça même de mettre les deux royaumes en interdit, si cette union criminelle n'était sur-le-champ rompue.

Les deux souverains tinrent bon, et la jeune reine, qui avait déjà trois enfants de son époux, refusa de se séparer de lui. La menace aussitôt fut mise à exécution, et la sentence fulminée contre les rois et les royaumes de Léon et de Portugal (1193). L'interdit était alors une arme toute puissante dont l'abus n'atténuait pas la force : l'interruption du service divin était, dans cet âge de foi, une calamité publique. L'évêque de Zamora se rendit à Rome pour

mettre aux pieds du Saint Père les supplications des deux royaumes; mais le pape fut inflexible, et, après une lutte qui ne dura pas moins de cinq ans, le roi fut obligé de renoncer à son épouse (1195).

C'est dans cette même année qu'eut lieu la formidable expédition de l'Emir Almohade Youssouf dans la Péninsule et la bataille d'Alarcos. Mais pour apprécier dans toute sa portée ce grave événement, il nous faut passer en revue les Annales de l'empire almohade, depuis la mort d'Abdelmoumen en 1163 jusqu'en 1195, époque où elles se rattachent par l'invasion aux annales de l'Espagne chrétienne.

ESPAGNE ARABE. — YOUSSOUF BEN ABDELMOUMEN ET SON FILS YACOUB, EMIRS ALMOHADES. — BATAILLE D'ALARCOS.

1163 A 1199.

Accompagné jusqu'à sa mort d'un bonheur qui ne l'abandonna jamais dans ses entreprises, le fondateur de l'empire almohade, en descendant au tombeau, laissait son héritage à un fils digne de lui. Le Cid Youssouf, qu'Abdelmoumen avait appelé au trône à la place de son aîné Cid Mohammed, n'était âgé que de vingt-quatre ans; réunissant les dons du corps à ceux de l'esprit, libéral et humain autant que brave, il justifiait sous tous les rapports le choix de

son père. Le jeune prince se trouvant alors en Andalousie, on prit le parti de cacher au peuple la mort d'Abdelmoumen jusqu'à l'arrivée de son successeur. A peine arrivé dans les États du Magreb, le nouvel Emir célébra son avénement par des aumônes abondantes et par la délivrance de tous les prisonniers. Ajournant, sans y renoncer, les desseins de son père sur la Péninsule, il commença par réprimer quelques révoltes, et se voua ensuite tout entier, pendant plusieurs années, à l'administration de ses vastes États.

La domination des Almohades en Espagne, plus étendue que solide, se trouvait alors attaquée à la fois par les chrétiens du nord et par les Andaloux. Ainsi l'Emir de Murcie ben Saad, tour à tour vassal de la Castille et de l'Aragon, était venu à la tête de treize mille chrétiens, sans compter les milices andalouses, attaquer l'armée africaine, commandée par le frère de Youssouf (1165). Mais l'étoile des Almohades l'emporta encore une fois : ben Saad, vaincu, s'enfuit avec les débris de son armée; la plupart des scheiks andaloux, révoltés de ses alliances avec les chrétiens, embrassèrent le parti de Youssouf, et l'Emir de Murcie, abandonné à ses propres forces, finit par se jeter dans les bras de l'Aragonais.

Vers l'ouest, les chances de la guerre étaient moins favorables aux Almohades. Fernando de Léon venait de leur enlever Badajoz, et le roi de Portugal reculait à leurs dépens, jusqu'à Évora [1], la frontière de

[1] *Chron. Lusit.*, era 1198 ad 1204, ap. Florez, t. XIV, p. 415, et *Chron, Co nimbr.*, t. XXIII, p. 331. Évora fut prise, dit le *Chron. Lusit.*, de nuit et par un certain Giraldo, ou Girauld, surnommé *Sans Peur*, peut-être un de ces croisés français qui faisaient escale en Portugal, et par des *larrons*, ses compagnons.

son royaume. Youssouf, dont l'œil vigilant ne quittait pas ses États de la Péninsule, y fit passer son frère abou Hafs avec un renfort de vingt mille chevaux (1170). La chance tourna aussitôt : les scheiks andaloux, toujours en guerre avec l'Emir de Murcie, livrèrent aux Almohades les villes qu'ils occupaient. Quant à Badajoz, elle était déjà retombée, même avant l'arrivée d'abou Hafs, au pouvoir des Berbers. Le roi de Portugal dut s'estimer trop heureux de défendre contre eux sa frontière, et la fortune, longtemps indécise, inclina partout de leur côté. Enfin Youssouf, jugeant l'heure venue, se décida à passer le détroit, et vint s'établir à Séville pour diriger lui-même les opérations de ses lieutenants.

Outre Valence et Murcie, ben Saad possédait encore presque tout le littoral de l'Espagne orientale, quand la défection d'un de ses walis, qui livra Valence à Youssouf, porta un coup mortel au parti de l'Emir. Après avoir assiégé sans résultat Valence et remporté sur la flotte d'Aragon une victoire inutile devant Tarragone, ben Saad trouva enfin la mort dans l'île de Mayorque, enlevée par lui aux Almoravides (1172). Ainsi périt le dernier Emir musulman qui tînt encore en échec dans la Péninsule la fortune des Almohades. Son fils, pour lui succéder, fut obligé de prêter serment de vasselage à Alonzo II d'Aragon, qui était venu le réclamer, l'épée à la main. Mais bientôt, désespérant de se maintenir contre les chrétiens au nord et les Berbers au midi, le fils de ben Saad prit le parti d'abdiquer son Emirat dans les mains de Youssouf, et reçut de lui en échange de vastes domaines dans ses États du Magreb.

Las de ne vaincre que par ses lieutenants, le mo-

narque almohade franchit enfin, en 1172, la frontière chrétienne, dévasta toute la campagne de Tolède, prit Alcantara et s'en retourna à Séville, chargé d'un immense butin. L'année suivante, son fils, Cid abou Beker, battit, au dire des chroniqueurs arabes, une armée castillane, non loin de Tolède. Les chrétiens se taisent sur ce désastre; mais en revanche, les musulmans passent sous silence les succès d'Alonzo II d'Aragon, qui, dans la même année, s'empara de Teruel, reprise par les infidèles, et ceux de l'infant de Portugal Sancho, qui repoussa avec vigueur une incursion de Youssouf dans les Algarves, et remporta sur lui une victoire signalée (1175).

Pendant ce séjour de près de cinq ans dans la Péninsule, l'Emir almohade voulut y signaler son passage par des monuments utiles. C'est à lui qu'on doit cette belle mosquée [1] qui orna si longtemps Séville, et dont la tour et le *patio* subsistent seuls aujourd'hui. Il fit jeter sur le Guadalquivir un pont de bateaux, et amena dans la ville, par un aqueduc qu'on

[1] La mosquée de Séville, dit Zuñiga (*Anales de Sevilla*, p. 21), était un vaste et somptueux édifice, et sa longueur, du nord au midi, contre l'usage des temples chrétiens, était moindre que sa largeur de l'est à l'ouest. Elle se composait, comme celle de Cordoue, de nefs soutenues par des colonnes enlevées à des édifices romains; elle était pavée de dalles de marbre blanc ornées de précieuses mosaïques. On voit encore son image avec celle de la tour sur les anciens sceaux de la ville. Au nord de la mosquée se trouvait le *patio*, ou cloître planté d'orangers, existant encore, avec une fontaine au milieu, quatre citernes aux quatre angles des arcades pour les ablutions, et trois portes aux trois façades. Il y avait autrefois à l'occident un autre cloître planté d'ormes, qui a été détruit. Quant à la fameuse tour de 370 pieds de haut, qui, sous le nom de *la Giralda*, fait encore l'ornement de Séville, on en trouvera la description dans la *Revue de Paris* du 21 janvier 1838. Selon Zuñiga, il y avait naguère à l'occident une autre tour moins élevée, mais aussi forte, et qui se trouverait enclavée dans les murs de l'Alcazar. J'ai décrit, dans le même numéro de la *Revue*, la somptueuse cathédrale chrétienne, qui s'est élevée sur les ruines de la mosquée.

y voit encore [1], les eaux pures de la montagne de Guadayra. Il fit aussi réparer les murs de la cité, construire des quais magnifiques et de vastes magasins, et voulut que sa capitale espagnole n'eût rien à envier à sa capitale africaine. Enfin il fit achever par son armée les fortifications de Gibraltar, commencées par son père, et s'assura l'empire du détroit dont il commandait ainsi les deux rives.

Au milieu de cette guerre incessante, où les succès étaient trop balancés pour être décisifs, Youssouf, en 1176, reprit le chemin de l'Afrique. Une peste terrible qui désola ses États, et des révoltes toujours renaissantes, vinrent pendant plusieurs années distraire ses armes de la Péninsule où les rois chrétiens mettaient à profit son absence. Toutefois, les Almohades, en Andalousie, gardaient encore l'offensive; une de leurs algarades, en 1177, fut repoussée avec vigueur par le roi d'Aragon, et celui de Castille, par une pointe hardie, parvint, en 1181, jusqu'aux portes de Séville [2]. Enfin la guerre se poursuivit jusque sur mer, avec des succès partagés, et plusieurs batailles navales se livrèrent aux embouchures du Tage et de l'Èbre.

L'Emir de Maroc, inquiet des succès des rois de Portugal et de Castille, se décida à se rendre de nouveau dans la Péninsule, et à terminer la guerre

[1] L'aqueduc dit de Carmona paraît plutôt, suivant Zuñiga (p. 15), une œuvre des Romains que des Maures. Son point de départ est dans une gorge de la montagne à quelqnes lieues de Séville, dont il traverse la plaine en faisant plusieurs détours. Près de la ville, il n'est guère élevé que d'une vingtaine de pieds, et est loin, quoi qu'en dise Zuñiga, de la magnificence et de la régularité des aqueducs romains.

[2] Suivant les *Ann. Toled.*, I, ap. Florez, Alonzo aurait pris Séville, fait trop évidemment faux pour être discuté.

par un coup de vigueur. Plusieurs mois furent employés à réunir autour de Ceuta son immense armée, et après l'avoir fait passer tout entière devant lui, il franchit le dernier l'étroit bras de mer qui séparait ses deux royaumes (1184). Une flotte nombreuse, mouillée aux bouches du Guadiana et du Guadalquîvir, était destinée à ravitailler l'armée et à suivre tous ses mouvements. Après avoir rassemblé ses forces à Séville, Youssouf alla d'abord mettre le siége devant Santarem sur le Tage. Au moment où la conquête de cette ville, épuisée par de continuels assauts, paraissait assurée, l'Emir, contre l'avis de ses généraux, se décida à transporter son camp du sud à l'ouest de la place, dans un endroit plus exposé aux attaques. La nuit venue, Youssouf envoya à son fils abou Ishak l'ordre de partir sur-le-champ pour Lisbonne, qu'il espérait enlever par un coup de main. L'ordre fut mal transmis, et abou Ishak, croyant que son père lui ordonnait de retourner à Séville, obéit sur-le-champ, et partit avec un corps d'élite; le reste de l'armée, persuadé qu'on levait le siége, prit peu à peu la même route, et au point du jour Youssouf se trouva seul avec sa garde nègre et quelques chefs andaloux. Les chrétiens, du haut des murs, s'aperçurent bientôt que le camp africain était désert, et, impatients de le piller, ils s'élancèrent hors de la ville, firent main basse sur la garde nègre et arrivèrent jusqu'à la tente de l'Emir. Celui-ci se défendit avec le courage du désespoir, et six des assaillants tombèrent sous ses coups; mais il succomba à la fin sous le nombre, et tel était l'acharnement des vainqueurs que les femmes mêmes de son harem furent massacrées avec lui (1184).

Là s'arrêta la victoire des chrétiens: les fuyards, échappés au massacre, allèrent donner l'alarme aux troupes qui se retiraient vers Séville. L'armée tout entière tourna bride, et arriva trop tard pour sauver Youssouf, mais non pour venger sa mort. Les assiégés furent repoussés, l'épée dans les reins, vers Santarem, où les vainqueurs entrèrent pêle-mêle avec eux; hommes, femmes, enfants, tout ce qui s'offrit aux coups des Almohades fut massacré sans pitié. Mais l'expédition était finie avec la mort de son chef, et l'armée, triste et découragée, s'en retourna à Séville [1].

Voici le portrait que trace de Youssouf un historien arabe [2]: « Sage, vertueux, ennemi du sang versé, et n'aimant d'autre guerre que la guerre sainte, son unique but sur le trône fut de marcher sur les traces de son père. Nul ne sut mieux que lui pourvoir aux approvisionnements de ses armées, maintenir ses provinces dans le devoir, et en retirer les impôts sans tyrannie et sans exactions. Aussi le trésor royal s'accrut-il beaucoup sous son règne, les chemins devinrent sûrs, et tous les fidèles sous sa loi

[1] Si invraisemblable que soit cette version, que nous empruntons à Conde, celle de Mathieu Paris, le seul chroniqueur chrétien qui raconte la mort de Youssouf, l'est encore davantage. Suivant lui « le *roi des rois* Sarrazins étant venu camper devant Santarem avec trente-sept rois, ses lieutenants, la ville était presque conquise lorsque parut l'infant Sancho avec quinze mille Portugais; l'archevêque de Santiago vint de son côté avec quinze mille Galiciens. Une bataille eut lieu, où périrent trente mille musulmans; le 13 juillet, les Sarrazins, à leur tour, égorgèrent dix mille femmes et enfants auprès d'Alcobaza. Enfin, le 15, l'Émir africain ayant ouï dire que le roi de Léon s'apprêtait à combattre seul à seul avec lui, se prépara au combat; mais en voulant monter à cheval il tomba jusqu'à trois fois, et mourut; et après sa mort son armée se dispersa, abandonnant toutes ses richesses.

[2] Aboul-Hassan de Fez, trad. par Dombay, t. II, p. 96.

vivaient en paix, grâce à sa bonne administration et à sa sévère justice. »

La mort de Youssouf ayant été cachée à ses sujets du Magreb, Yacoub, un de ses dix-huit fils, ne fut proclamé Emir qu'au bout de quelques semaines. Une grave rébellion, suscitée par les derniers débris des Almoravides, ayant éclaté à *Beghaya* (Bougie), Yacoub commença par faire tomber la tête de deux de ses frères, compromis dans l'insurrection; il battit ensuite les rebelles, s'empara de Bougie qu'il mit à feu et à sang, et s'en retourna à Maroc, laissant derrière lui le Magreb décimé et soumis. (1187.) Bientôt, cherchant à échapper par la guerre sainte à la guerre civile, l'Émir franchit le détroit et se dirigea vers les Algarves. Brûlant de venger la mort de son père, il dévasta tout le Portugal jusqu'à Lisbonne et s'en retourna à Fez avec treize mille captifs. A peine eut-il repassé le détroit que le monarque portugais, le sachant occupé d'apaiser une nouvelle sédition près de Tunis, s'empara de Sylves, dans les Algarves, à l'aide de croisés anglais et allemands qui avaient fait escale à Lisbonne. Sur soixante mille habitants musulmans, quarante-sept mille furent massacrés, ou emmenés en esclavage. La ville échut en partage au roi, le butin aux croisés, et bon nombre d'entre eux, renonçant à la croisade, s'établirent à Sylves avec leur évêque. Enfin, à cette conquête le roi de Portugal ajouta celle de Beja et d'Évora.

Yacoub, ayant réprimé la rébellion de Tunis, envoya le wali de Cordone à la tête des milices andalouses venger la honte de l'Islam; les trois villes conquises par les chrétiens furent prises d'assaut, et

le wali rentra à Cordoue avec quinze mille captives destinées aux harems du Magreb (1191). Les trois années qui suivirent furent consacrées par l'Emir à préparer contre le Portugal une expédition plus importante, dernière vengeance qu'il voulait tirer de la mort de son père. Les chrétiens, rassurés par sa longue absence, reprirent courage et recommencèrent leurs incursions; mais Léon et le Portugal étaient alors en lutte avec le saint-siége, l'Aragon et la Navarre l'étaient entre eux ou avec la Castille; c'était sur cette dernière et sur les ordres militants de la frontière que retombait tout le poids de la guerre. Des évêques même prenaient part à ces expéditions, et l'archevêque de Tolède, un de ces belliqueux prélats qu'a si bien peints le poëme du Cid [1], se mettant lui-même à la tête de ses ouailles, dévasta tout le bassin du Guadalquivir, et s'en retourna à Tolède après avoir prélevé sa dîme sur les infidèles.

En 1194, Alonzo VIII envahit à son tour le territoire de Séville; parvenu, comme Alonzo I[er] d'Aragon, jusqu'aux bords de la mer, il envoya d'Algesiraz à l'Emir une lettre où il lui demandait des vaisseaux pour passer en Afrique, et aller chercher un ennemi qui n'osait pas marcher à sa rencontre. Yacoub, transporté de colère à la lecture de cette lettre arrogante, la fit lire à son armée, qui l'accueillit par des cris de fureur. L'Emir fit aussitôt tirer de son trésor l'épée et la bannière qui ne servaient que pour la guerre sainte; l'ordre du départ fut donné, et l'Afrique tout entière s'ébranla de nouveau à la voix de son souverain (juin 1195).

[1] Voyez ce poëme dans le tome I de la collection de Sanchez, au vers 2,380 et suiv.

On évalue à cent mille chevaux et trois cent mille fantassins les forces qui franchirent le détroit avec Yacoub. Embarrassé de nourrir ce prodigieux nombre d'hommes, il se décida à marcher sur-le-champ contre le roi de Castille. Celui-ci, prévoyant l'attaque, s'était de longue main préparé à lui résister. Exposé le premier au danger qui menaçait tous ses voisins, il avait cru pouvoir compter sur les princes chrétiens qui habitaient les deux revers des Pyrénées; mais quelques chevaliers provençaux et gascons répondirent seuls à son appel. Les rois de Navarre, d'Aragon, de Léon et de Portugal, trop occupés de leurs querelles entre eux ou avec le saint-siége, pour songer à celles de la chrétienté, ne rougirent pas d'abandonner son hardi champion, et attendirent l'événement pour s'allier au vainqueur, quel qu'il fût. Quelques-uns même, comme le roi de Navarre, prévoyant l'issue du combat, traitèrent sous-main avec l'Emir. Abandonné à lui-même, le *noble* roi de Castille réunit toutes ses forces et attendit de pied ferme les Africains, près d'Alarcos, forteresse située entre Cordoue et Calatrava.

Yacoub, de son côté, s'avançait à marches forcées par la vallée du Guadalquivir. Arrivé à portée de l'ennemi, il arrêta, d'accord avec ses lieutenants, le plan de la bataille, que décidèrent surtout les avis d'un vieux scheik andaloux, Abdallah el Senani, rompu par une longue pratique à la guerre contre les chrétiens. Les Almohades et les Andaloux, l'élite de l'armée, devaient former la première ligne; la seconde se composait des tribus du Magreb, troupes braves, mais indisciplinées, qui avaient besoin de s'appuyer sur des forces plus régulières; enfin Ya-

coub, à la tête de sa garde nègre, devait se tenir à peu de distance du champ de bataille, pour décider, par une dernière attaque, le sort de la journée (19 juillet 1195).

Au point du jour, l'Emir, convoquant tous ses scheiks, confia à abou Yahia, son hadjeb, le commandement de son aile gauche formée par les Almohades, et à el Senani celui de l'aile droite et des Andaloux. Quant au roi de Castille, voulant compenser par l'avantage de la position l'infériorité du nombre [1], il avait assis son camp sur une hauteur entourée de profonds ravins. Mais le point d'honneur, qui ne permettait pas à des croisés d'attendre l'attaque des infidèles, leur fit perdre tout l'avantage de cette position : une division de leur cavalerie, forte de sept à huit mille hommes, vint assaillir la première ligne de l'armée africaine. Le choc fut terrible, et les chevaux des chrétiens vinrent se clouer sur les lances des musulmans, sans pouvoir trouer ce mur vivant qui résistait à leurs coups. Les Castillans, reculant de quelques pas, retournèrent une seconde fois à la charge, mais sans plus de succès; enfin, mettant pour la troisième fois en œuvre ce terrible bélier, ils parvinrent à enfoncer le centre de la ligne ennemie. Abou Yahia, que les chrétiens prirent pour l'Emir, périt en faisant d'inutiles efforts pour rétablir l'ordre, et les chrétiens, croyant déjà la bataille gagnée, poursuivirent à travers la plaine les Africains dispersés.

Mais la sage prévoyance qui avait dicté l'ordre de

[1] Les Arabes donnent à Alonzo trois cent mille hommes, dont il faut au moins retrancher les deux tiers, ce qui ferait encore quatre musulmans contre un chrétien.

bataille des musulmans répara bientôt cet échec : la deuxième ligne, qui demeurait entière, enveloppa les Castillans, en se repliant autour d'eux comme un immense filet. En même temps el Senani, réunissant les débris de sa première ligne, Andaloux et Almohades, qui brûlaient de venger leur défaite, se dirigea contre le gros de l'armée ennemie, toujours retranchée sur sa colline. La mêlée sur ce point devint terrible, et la lutte recommença plus acharnée que jamais; enfin les charges réitérées de cette cavalerie africaine, qui n'a pas d'égale au monde pour la furie de l'attaque, parvinrent à entamer les bataillons chrétiens [1]. « Parmi eux, dit Conde, se trouvaient dix mille chevaliers bardés de fer, la fleur de la cavalerie d'Alonzo, qui avaient juré sur leur croix [2] qu'ils ne fuiraient pas, tant qu'un musulman resterait en vie. » Mais, oubliant leur serment, ils s'enfuirent en désordre, et les Africains, montés sur des chevaux plus agiles, en firent un affreux carnage.

Cependant Alonzo, à la tête de ses plus braves chevaliers, luttait encore avec le courage du désespoir. Yacoub, jugeant le moment venu, s'avança à la tête de sa réserve, au bruit des tambours et des

[1] On n'oubliera pas que nous suivons ici le récit des chroniques arabes, qu'il ne nous est pas donné de contrôler par une version chrétienne, car Rodrigue et Lucas de Tuy n'ont que quelques lignes sur la défaite d'Alarcos. Aussi relèvera-t-on facilement p usieurs invraisemblances. Comment Alonzo laisse-t-il envelopper et massacrer ses huit mille cavaliers sans leur porter secours? comment ensuite el Senani, avec son corps d'armée déjà dispersé et rompu par les chrétiens, parvient-il à entamer et à défaire (*rompió y deshizó*) le gros de l'armée castillane, que les musulmans eux-mêmes portent en ce moment à trois cent mille hommes? Ajoutons qu'en général les chroniqueurs arabes ne savent ni comprendre ni raconter une bataille.

[2] Sans doute il s'agit ici des chevaliers de Calatrava, qui portaient la croix peinte sur leur armure.

cris de guerre. « Et quand Alonzo levant la tête, ajoute la chronique arabe, aperçut la bannière des Almohades et vit cette nouvelle armée qui s'avançait contre lui : « Qu'est ceci? cria-t-il à un de ses « adversaires. — Et qu'est-ce que ce peut être, lui « répondit celui-ci, sinon l'Emir des croyants qui « arrive avec son arrière-garde, quand son avant- « garde a suffi pour te vaincre! » Et Dieu envoya sa terreur dans l'âme d'Alonzo; il s'enfuit, et les musulmans le poursuivirent en taillant les chrétiens comme les branches sur l'arbre, et en les broyant comme le blé sous la meule. »

Les vainqueurs cernèrent avec soin les murs d'Alarcos, croyant qu'Alonzo s'y trouvait; mais il était entré par une porte et sorti par l'autre, « et ainsi s'échappa l'*ennemi de Dieu*, sans rien emporter avec lui que la bride de son cheval. » La ville fut pillée de fond en comble, et il s'y trouva vingt mille captifs auxquels l'Emir donna la liberté, clémence imprudente qui fut blâmée par tous les musulmans [1].

Jamais, depuis la bataille de Zalaca, que 112 ans séparaient de celle-ci, un pareil coup n'avait été

[1] La version de Murphy (p.152) sur cette bataille, rédigée d'après d'autres sources que celles de Conde et de Dombay, est fort écourtée et empreinte d'une teinte romanesque. D'abord il place Alarcos dans le district de Badajoz, ce qui n'est pas; puis il ajoute : « La perte de l'ennemi se monta à cent quarante-six mille tués et trente mille prisonniers, outre une immense quantité de tentes, de chevaux, de mules et d'ânes; car les infidèles, n'ayant pas de chameaux, portaient leur bagage sur des bêtes de somme. Le butin en joyaux et en espèces fut incalculable, et soixante mille cottes de mailles échurent, dit-on, en partage au vainqueur. Aussi une captive se vendait-elle 1 dirhem (91 centimes); une épée, un demi-dirhem ; un cheval, 5 dirhems, et un âne, 1 dirhem... Quant à Alonzo, il se réfugia à Tolède dans le plus piteux état. Là, il rasa sa tête et sa barbe, tourna sa croix de haut en bas, et jura qu'il ne dormirait pas dans un lit, n'approcherait pas une femme, et ne monterait pas un cheval, jusqu'à ce qu'il fût vengé. »

porté à la chrétienté. Mais le sort de toutes les victoires de l'Islam, dans la Péninsule, fut toujours d'être inutiles. Le morcellement même qui faisait la faiblesse de l'Espagne chrétienne faisait aussi son salut après un désastre. Comme rarement tous ses petits princes se réunissaient contre les infidèles, il n'y en avait jamais qu'un ou deux d'écrasés à la fois, et c'était à recommencer avec les autres. D'ailleurs, depuis que l'empire almohade avait établi son centre en Afrique, les expéditions des Emirs au delà du détroit n'étaient jamais que passagères, et un succès y mettait fin aussi bien qu'un revers. Si Yacoub, avec les forces dont il disposait, eût mis à profit la stupeur de l'Espagne chrétienne, rien ne lui eût été plus facile que d'en achever la conquête. Tous ses rois, vaincus d'avance, ne demandaient qu'à devenir ses alliés, ou même ses tributaires. Mais il se contenta d'envoyer sa cavalerie ravager le pays de Tolède, et cette victoire, la dernière que dût remporter l'islam, avorta entre ses mains.

L'année suivante (1196), Yacoub, voulant réparer sa faute, vint mettre le siége devant Tolède où le roi de Castille s'était enfermé avec les débris de son armée. Après dix jours de siége, l'Emir, convaincu de son impuissance, se rabattit sur Salamanque qu'il brûla et dont il égorgea les habitants, en emmenant captifs les femmes et les enfants. Il s'empara encore de quelques villes; et, laissant de côté Madrid et Al-

[1] Suivant la chronique arabe de Murphy, la mère d'Alonzo, accompagnée *des femmes* et des filles du roi, vint tout en pleurs supplier Yacoub d'épargner Tolède. Le galant Almohade, touché de compassion, lui accorda sa demande, et lui offrit, en gage de son respect, des joyaux précieux et de riches présents.

cala, qui osèrent lui fermer leurs portes, il s'en retourna à Séville, en laissant partout des ruines pour traces de son passage.

L'Espagne chrétienne, plus divisée que jamais, n'était pas en état de tenir tête à ce redoutable ennemi : la Castille était épuisée par son effort d'Alarcos; l'Aragon était en proie à la guerre civile et à la guerre étrangère; les rois de Léon et de Navarre étaient publiquement ou en secret alliés du puissant Emir. Le roi de Portugal seul se refusait à ces honteuses alliances, et gardait, comme l'Aragon et la Castille, une attitude hostile. Mais la Castille était à bout, et il lui fallait à tout prix la paix pour réparer ses pertes. C'est alors qu'Alonzo, suivant à regret l'exemple de ses cousins de Navarre et de Léon, implora du vainqueur d'Alarcos une trève de quelques années. Yacoub eût mieux fait sans doute de se refuser à toute trève avec un ennemi abattu, et d'achever la conquête de la Castille; mais de nouvelles insurrections dans le Magreb le rappelaient à Maroc; il accorda donc à Alonzo sa demande (1197), et, franchissant le détroit, il revint dans sa capitale, où son premier soin fut de faire reconnaître pour son successeur son fils Mohammed. Bientôt les affaires passèrent dans les mains du jeune prince, du vivant même de son père, fatigué de ce fardeau; et, la santé de Yacoub déclinant chaque jour, il s'éteignit peu après (1199) au milieu des délices de son alcazar. Il était âgé de 40 ans et en avait régné près de 15.

Yacoub, conquérant et administrateur à la fois, peut être compté au nombre des plus grands rois qui aient régné sur l'Afrique. C'est sous lui que l'empire des Almohades atteignit à son faîte de splendeur, dont

Alarcos est le point culminant. Mais dans ces changeantes destinées du monde musulman, où la chute est toujours à côté de l'élévation, la rapide fortune des Almohades présageait un déclin non moins rapide; la victoire d'Alarcos devait bientôt avoir pour correctif le désastre de *las Navas de Tolosa!*

CHAPITRE II.

ESPAGNE CHRÉTIENNE. —
LA CASTILLE SOUS ALONZO VIII. —
L'ARAGON SOUS PEDRO II.

1195 A 1213.

Les Almohades victorieux n'avaient recueilli d'autre fruit de leur victoire que la prise de l'obscure forteresse d'Alarcos; mais leur plus sûr auxiliaire, c'étaient les divisions des chrétiens. Vainement le pape Célestin III s'épuisait en efforts pour réunir contre les infidèles la chrétienté espagnole, et mettre un terme aux coupables rivalités de ses rois : le seul qui prêta l'oreille à ses paroles de paix fut Alonzo II d'Aragon. Ce prince s'entremit avec un grand zèle afin de ramener l'union entre les souverains de la Péninsule; mais ses efforts ne furent pas couronnés de succès, et ayant entrepris dans ce but un voyage en Portugal, la mort le surprit, en 1196, à l'âge de quarante-cinq ans, après trente-quatre ans de règne. Alonzo, en mourant, laissait quatre filles et trois fils; il institua par son testament l'aîné, Pedro II, héritier de la couronne d'Aragon et des comtés de Catalogne et de Roussillon, sous la régence de sa mère, doña Sancha.

Son second fils, don Alonzo, eut pour sa part la Provence, Montpellier, le Gévaudan et d'autres districts du midi de la France. Enfin, le troisième, don Fernan, entra dans les ordres.

Alonzo II, un des plus grands rois qui se soient assis sur le trône d'Aragon, fut, comme tous les souverains de cette belliqueuse époque, un prince brave et un chrétien zélé. Toujours prêt à partager avec le clergé les dépouilles des infidèles, la sévérité de ses mœurs, qui lui mérita le surnom de *chaste*, ajouta encore à sa haute renommée. Les trouvères provençaux, il est vrai, ont été sévères pour Alonzo [1] et l'ont accusé de trahir sans cesse la foi donnée. Mais dans sa vie tout entière, et surtout dans ses relations avec la Castille, c'est la loyauté qui est la règle, et la perfidie n'est que l'exception. Il nous reste d'ailleurs un monument de son zèle pour la paix publique: c'est *la trève de Dieu*, qu'à l'exemple de la France il établit en Catalogne, d'accord avec le clergé et la noblesse de ce comté. Les biens de l'Église et ceux des cultivateurs y étaient mis sous la protection de Dieu et du roi. Nul n'avait le droit, même pour se payer d'une dette, de saisir les animaux attelés à la charrue. La sécurité devait régner sur les rues et les chemins, et toute violence publique être punie comme crime de lèse-majesté, pendant les dimanches et fêtes, et le carême tout entier.

Si nous écrivions l'histoire littéraire de l'Aragon, Alonzo II y jouerait un rôle presque aussi éminent que dans son histoire politique: roi chevalier, il ne se borna pas à protéger les lettres, et les cultiva lui-

[1] Voy. Pièces justificatives.

même avec succès. S'il ne lui fut pas donné de naturaliser de ce côté des Pyrénées le culte de la *gaie science*, qui ne devait y être importé que deux siècles plus tard [1], du moins les trouvères furent toujours accueillis à la cour, et un reflet des splendeurs poétiques du midi de la France vint percer les ténèbres du moyen âge espagnol.

Lors de la bataille d'Alarcos, le roi de Léon, à la première nouvelle de l'approche des Africains, s'était mis en marche vers la Castille à la tête d'une armée, sous prétexte de secourir Alonzo VIII, exposé au premier effort de l'invasion; mais, après s'être tenu pendant l'engagement à une distance prudente, la perte de la bataille une fois connue, il jeta le masque, proclama son alliance avec l'Emir, et reçut de lui un corps auxiliaire [2]; puis, s'étant assuré l'appui de Sancho VI *le Fort*, roi de Navarre, tous deux envahirent brusquement les États du Castillan. Alonzo VIII, dans cette situation presque désespérée, trouva un soutien dans la loyale amitié de Pedro II, le nouveau roi d'Aragon, et leurs armées réunies repoussèrent les attaques des rois de Navarre et de Léon (1196).

Cette guerre impie se poursuivit pendant trois ans. Pour ajouter aux malheurs de la Castille, Yacoub, excité par ses alliés chrétiens, vint deux fois porter le fer et la flamme jusqu'aux portes de Tolède; mais le magnanime Alonzo sut tenir tête à la fois à l'inva-

[1] Le premier *consistoire* ou académie du *gai sçavoir* fut établi à Barcelone en 1390, sous Juan Ier d'Aragon.

[2] Lucas de Tuy, jaloux de justifier à tout prix le roi de Léon, prétend qu'il accourait de bonne foi au secours du roi de Castille, et que celui-ci ne voulut pas l'attendre. Mais la conduite d'Alonzo de Léon rend cette assertion fort peu vraisemblable. J'ai suivi le récit de Rodrigue de Tolède, beaucoup plus digne de foi.

sion chrétienne et à l'invasion musulmane. C'est un noble spectacle que de voir ce prince, attaqué à la fois par les infidèles et par les rois chrétiens qui auraient dû le secourir, faire face à ce double danger, et, en sortant du champ de bataille d'Alarcos, préparer déjà sa revanche de *las Navas*[1]. Cependant, accablé par tant d'ennemis à la fois, ce prince reconnut la nécessité d'acheter, en traitant d'un côté, la liberté de combattre de l'autre; et il obtint une trève de Yacoub. Tranquille du côté de l'Afrique, Alonzo VIII poursuivit avec une vigueur nouvelle sa guerre contre la Navarre et Léon. Ses armes, réunies à celles de Pedro d'Aragon, pénétrèrent jusqu'au cœur de la Navarre, et réduisirent le roi Sancho à la dernière extrémité. Mais il nous faut ici reprendre les choses d'un peu plus haut, et jeter un coup d'œil sur l'histoire de la Navarre, constamment liée par la guerre à celle de la Castille.

Un des derniers actes de la vie du roi Sancho V, *le sage*, avait été de marier sa fille Berengaria à Richard Ier, dit *Cœur-de-Lion*, roi d'Angleterre, qui venait de succéder à son père Henri II. La Navarre, en effet, avait besoin d'un allié assez puissant pour la protéger, assez distant pour ne pas devenir un maître. Elle avait trouvé tous les deux dans les rois d'Angleterre qui touchaient aux Pyrénées par la Gascogne, et que ne tentait guère la possession de cette terre pauvre et montagneuse. Le mariage eut lieu

[1] Lucas de Tuy nous apprend qu'il fit relever les murs de ses cités détruites et former à l'art de la guerre les fils des nobles qui avaient péri sur le champ de bataille, en se disant : « Les fils vengeront le sang de leurs pères! »

en 1191, et l'infante dut aller chercher jusqu'en Chypre son héroïque fiancé, parti pour la croisade. En 1194, le roi Sancho mourut, laissant après lui une réputation d'habileté qu'expliquent ses attaques peu loyales contre la Castille et l'Aragon, pendant les guerres de leurs rois avec les Sarrazins.

Sancho VI, dit *le Fort* [1], en montant sur un trône entouré d'ennemis, crut devoir, comme son père, rechercher l'appui du redoutable Emir de Maroc. Le bruit de cette alliance honteuse se répandit bientôt en Europe, et souleva toute la chrétienté. Célestin III, révolté de l'apostasie de Sancho, envoya un légat pour fulminer l'interdit contre ce prince, s'il ne renonçait pas à sa guerre contre le roi de Castille et à ses traités avec les infidèles. Sancho tint bon et la sentence fut prononcée, mais non promulguée dans toute la Péninsule. Sur ces entrefaites, Célestin étant mort (1198), le saint-siége fut occupé par un pontife impatient comme Grégoire VII de faire prévaloir la suprématie du pontificat. Innocent III, élu pape à trente-sept ans, n'était pas homme à remettre dans le fourreau l'épée tirée par Célestin: un nouveau légat vint menacer le roi de Navarre de promulguer l'interdit porté contre lui, s'il ne rompait pas tout pacte avec les ennemis de la foi [2].

Serré de près par les rois de Castille et d'Aragon, abandonné par le roi d'Angleterre alors en Palestine, Sancho prit tout d'un coup un parti désespéré. Après avoir remis dans des mains sûres le gouver-

[1] On l'appela aussi l'*Enfermé*, à cause de sa longue et volontaire réclusion dans le château de Tudela, sur la fin de sa vie.

[2] Ces faits sont rapportés dans une lettre d'Innocent III, en 1198, citée par Mondejar, *append.*, p. LXXXVI, et par Baluze, lib. I, *epist.* XCII.

nement de ses États, et fortifié ses frontières, il s'échappa, suivi de quelques amis, et se déroba aux foudres de l'Église pour aller implorer l'assistance de Yacoub, l'arbitre des destinées de la Péninsule [1]. Voici, d'après les chroniques arabes [2], le récit de la visite du roi de Navarre à l'Emir de Maroc: « Le *roi de Bayonne* (c'est ainsi qu'elles l'appellent), ayant appris que le nouvel Emir Mohammed venait d'entrer à Séville [3], vint à sa merci, en lui offrant vasselage et soumission, et en lui demandant la permission de venir le saluer. L'Emir la lui accorda, et fit passer à chacune des villes que *le maudit* devait traverser, l'ordre de le bien héberger durant trois jours, mais de retenir à son départ mille hommes de son escorte, ce qui fut exécuté. Arrivé à Carmona, on voulut lui ôter les derniers mille hommes qui lui restaient: « Mais si vous me les ôtez, dit-il à l'alcade, « que conserverai-je pour cortége? — Vous marche- « rez, lui répondit celui-ci, sous la sauvegarde du « commandeur des croyants et à l'ombre des épées

[1] Il faut la crédulité du jésuite Moret pour répéter comme article de foi l'absurde légende du moine anglais Roger de Hoveden, qui veut que la fille du *Miramolin Boyac* (abou Yacoub), étant devenue amoureuse de Sancho de Navarre, sur son renom de courage et de bonne mine, ait persuadé à son père de l'appeler à sa cour et de le lui donner pour mari. Cette fable se trouve au long dans Mondejar (p. 200).

[2] Dombay, chap. II, p. 147; et Conde, t. II, p. 413. Les deux récits sont presque identiques, et également empreints des préjugés haineux des Arabes. Quant à la date de 1210, donnée par tous les deux, elle est évidemment fausse; il est probable que le chroniqueur arabe a confondu le voyage de Sancho avec l'ambassade envoyée à l'Emir des Almohades par Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre, en 1213, et dont je parlerai plus loin; mais les détails donnés par la chronique appartiennent au voyage de Sancho, en 1198.

[3] La chronique arabe est conséquente ici à sa date de 1210; mais le voyage de Sancho fut entrepris certainement du vivant de Yacoub, mort en 1190.

« musulmanes. » « Et *le maudit* sortit ainsi de Carmona, suivi seulement de ses principaux serviteurs. De la porte de Carmona à celle de Séville, pendant douze lieues, l'Emir avait fait ranger sur deux files des soldats, épée en main et lance haute, et lui-même attendait le roi de Navarre sous une tente, dressée à la porte de la ville. Une conférence s'établit entre eux par le moyen d'un interprète; puis les deux alliés, montant à cheval, le roi chrétien quelque peu en arrière, tous deux parcoururent Séville, suivis des scheiks Almohades, et l'hôte de l'Emir demeura quelque temps auprès de lui, comblé de ses présents, et ne pouvant repaître ses yeux du spectacle de sa puissance. [1] »

Cependant les ennemis de Sancho mettaient à profit son absence; la Navarre était ouverte aux incursions des rois de Léon et de Castille, et ce dernier venait mettre le siége devant Vittoria, la capitale de l'Alava. Les habitants, épuisés par des assauts réitérés, étaient sur le point de capituler; mais l'évêque de Pampelune, qui soutenait leur courage, parvint à s'échapper; et, traversant toute l'Espagne, il alla demander au roi des secours pour ses fidèles Alavais. Sancho, retenu de force par l'Emir, suivant le chroniqueur anglais, ne put leur accorder que la permission de se rendre. La ville ouvrit ses portes au victorieux Alonzo, qui s'empara, avec l'Alava et le Guipuscoa, de la plus grande partie de la Navarre. C'est alors que Sancho, renonçant enfin aux vaines

[1] Dans ce récit fort incomplet, il manque toute la partie du voyage de Sancho, qui précéda la mort de Yacoub, et son séjour en Andalousie, en attendant le retour des députés qu'il avait envoyés à Maroc. Il n'est pas vrai, comme ajoute la chronique arabe, qu'il s'en soit retourné sur-le-champ en Navarre; car son absence se prolongea plus de deux ans.

espérances dont le berçait l'Emir, s'en revint dans ses États, « chargé de présents, nous dit Rodrigue, mais léger d'honneur, et frustré de tout ce qu'on lui avait promis (1200). »

Malgré sa guerre opiniâtre contre la Navarre, l'infatigable Alonzo de Castille poursuivait toujours sa querelle avec le roi de Léon. Cette lutte, qui durait déjà depuis trois ans, avait couvert de ruines les deux pays. Jamais l'Espagne, déchirée à la fois par la guerre étrangère et par la guerre civile, n'avait touché d'aussi près à sa perte. Des prodiges effrayants annonçaient la colère du ciel, et les statues de la mère du Christ suaient du sang sur leurs autels. La lutte, du reste, n'était pas égale entre les deux rivaux: l'un, vieilli sur le trône et formé dès l'enfance à cette rude école de l'adversité, était habitué à faire face à trois ou quatre ennemis à la fois. Le roi de Léon, non moins brave, mais plus jeune et plus léger, menait au hasard ses entreprises. Alonzo VIII, ayant réuni toutes ses forces, se préparait à frapper enfin un coup décisif, quand des conseils plus éclairés persuadèrent au roi de Léon de terminer la lutte en demandant à son ennemi la main de sa fille Berenguela. Alonzo refusa d'abord, prévoyant les suites fatales que pourrait avoir cette alliance, réprouvée par l'Église entre parents aussi proches; mais la reine Léonor de Castille, voulant délivrer son pays des malheurs de la guerre civile, obtint, à force d'instances, le consentement de son époux. Ce mariage de funeste augure fut célébré à Valladolid en 1198, et l'infante de Castille apporta pour dot à son époux les villes que son père lui avait enlevées. Le clergé espagnol s'étant prononcé

en faveur de cette union, on se crut, en la célébrant, à l'abri des foudres ecclésiastiques; on négligea même d'en prévenir la cour de Rome, et ce fatal oubli prépara le malheur des deux États dont on avait voulu garantir le repos.

En effet, à peine Innocent III eut-il appris ce mariage, illicite par cela seul qu'il avait été contracté sans sa permission, qu'il chargea son légat Raynier de lancer contre les deux conjoints les foudres ecclésiastiques. Le roi de Léon, tenant tête à l'orage, refusa de quitter une épouse qu'il aimait, et son royaume fut aussitôt mis en interdit. Quant au roi de Castille, craignant d'attirer sur lui les foudres qui avaient frappé Léon, il consentit à reprendre sa fille, pourvu qu'on lui rendît avec elle les villes qu'elle avait reçues en dot. Les évêques de Tolède, de Palencia et de Zamora, envoyés en ambassade auprès du saint-siége, trouvèrent d'abord le pape inflexible; mais insistant sur l'état désespéré de l'Espagne chrétienne et sur la tiédeur toujours croissante des fidèles, qui, privés de l'office divin, n'y puisaient plus le courage de lutter contre les Sarrazins, ils plaidèrent avec tant de chaleur la cause de la malheureuse Péninsule, que le pape consentit à permettre la célébration des offices, quand le roi et la reine de Léon ne seraient pas présents; toutefois, l'interdit n'en demeura pas moins dans toute sa force, et les corps continuèrent à être inhumés sans les prières de l'Église. Le roi de Léon fut sommé de restituer les villes qu'il avait reçues, et les enfants nés ou à naître de ce mariage furent exclus de la succession à la couronne (1198).

Le roi de Léon, soutenu par la conscience de son

droit, et par son attachement à son épouse, refusait obstinément de rompre un mariage qui préparait la réunion des deux couronnes. Se souciant peu d'ailleurs de rendre à son beau-père les villes qu'il en avait reçues, il résolut de tenir bon; appuyé sur une partie de son clergé, que révoltait la tyrannie de la cour de Rome, il procéda aux voies de rigueur contre les clercs qui voulurent mettre à exécution la sentence d'interdit, et l'évêque d'Oviedo n'échappa que par la fuite à son ressentiment. Malgré la sentence qui proclamait bâtards les enfants issus de cette union, l'infant Fernando, né en 1199, et qui depuis mérita le titre de *Saint*, fut baptisé en grande pompe dans l'église de Léon, et reconnu plus tard, en 1204, comme successeur de la couronne par les Cortès du royaume. Du reste, ce mariage, maudit par l'Église, semblait, par sa fécondité, être béni du Ciel. Outre l'infant Fernando, la reine mit au monde en peu d'années un autre fils nommé Alonzo, et trois filles, Aliénor, Constancia et Berengaria.

Mais le roi de Léon, en luttant contre la cour de Rome, avait affaire à trop forte partie. Que pouvait ce prince contre un ennemi qu'aucune arme humaine ne pouvait atteindre, et qui entretenait, dans chacun des États de la chrétienté, une milice dévouée, ne recevant de mot d'ordre que de lui, et toujours prête à se soulever, sur un signe de son souverain ecclésiastique, contre son souverain temporel? La pieuse reine Berenguela, l'âme navrée des maux dont elle était l'innocente cause, consentit à renoncer à une union scellée par tant de gages, à condition que le Saint Père reconnaîtrait les enfants qui en étaient nés. Innocent III, jugeant son triomphe assez com-

plet, lui accorda sa requête, et la malheureuse Berenguela, obligée de se séparer de son époux et de ses fils, se retira en Castille auprès de son père (1204)[1]. La mémoire de cette reine infortunée, dont nous verrons se déployer plus tard le noble caractère, resta chère aux Léonais, dont elle avait restauré les murs, jadis abattus par Almansour.

Grâce à la prudence de son roi, la Castille avait échappé à cette lutte soutenue deux fois en quinze ans par le roi de Léon avec le saint-siége. En 1200, Alonzo VIII, sentant le besoin de se créer, comme l'Aragon et la Navarre, des alliances hors de la Péninsule, négocia le mariage de sa fille Blanca avec le comte d'Artois, fils du roi de France Philippe-Auguste, et qui régna depuis sous le nom de Louis VIII[1]. La reine douairière d'Angleterre, veuve de Henri II, vint en Espagne chercher sa petite-fille Blanca, pour la mener à son époux, et le roi Jean-sans-Terre, qui avait négocié ce mariage, donna pour dot à sa nièce le comté d'Évreux et les villes que le roi de France lui avait enlevées en Normandie, en Bretagne et en Anjou, avec 30,000 marcs d'argent[2]. Ainsi, la maison de Castille fut le lien qui rapprocha les deux royautés rivales de France et d'Angleterre, et c'est à ce mariage que la France dut un des plus grands rois qu'elle ait jamais possédés.

[1] S'il fallait en croire la *Chronique générale* d'Alonzo X, les ambassadeurs de France qui négociaient ce mariage demandèrent à voir les deux infantes, Blanca et Urraca. La dernière, l'aînée, leur parut la plus belle; mais ils préférèrent néanmoins Blanca, ne trouvant rien à reprendre à l'autre que son nom d'Urraca, qui sonnait mal en français (Urraca, en espagnol, signifie *pie*). Il n'est pas besoin de réfuter une fable aussi absurde; on sait que Blanche de Castille fut la mère de saint Louis.

[2] Mathieu Pâris, *Hist. Angliæ ad an.* 1200.

L'année 1204, qui vit le divorce du roi de Léon avec l'infante de Castille, fut aussi signalée par une courte expédition d'Alonzo VIII au delà des monts, dans le duché de Gascogne, que sa femme, Léonor d'Angleterre, lui avait apporté en dot. Il s'empara de la majeure partie du duché et repassa bientôt les Pyrénées, limites trop marquées par la nature pour que la France ni l'Espagne aient jamais rien gagné à les franchir. Du reste, la paix, qui permettait à Alonzo VIII ces conquêtes au dehors, fut bientôt troublée. Le roi de Navarre, de retour de son malencontreux vôyage auprès de l'Emir, avait trouvé le roi de Castille maître de l'Alava et du Guipuscoa, c'est-à-dire de la moitié de son royaume. Le roi d'Aragon, moins heureux, après avoir échoué dans le siége de Pampelune et d'Estella, avait dû se contenter de quelques places moins importantes. Mais un auxiliaire imprévu vint au secours de Sancho : ce fut le puissant comte de Biscaye, Diego Lopez de Haro, vassal du roi de Castille : loyal dans sa révolte même, il *se quitta* de son suzerain, lui rendit tous les fiefs qu'il en avait reçus, et passa au service du roi de Navarre. Bientôt ses hardies algarades portèrent la terreur en Castille, et Alonzo VIII, lassé de ces insultes, se décida enfin à entrer avec son allié, le roi de Léon, sur le territoire navarrais. Le siége fut mis devant Estella; mais Diego, se jetant dans la place, la défendit avec taut de vigueur, que force fut aux deux rois de lever le siége. Une trève, conclue par l'intervention du clergé, suspendit quelque temps la guerre, qui, bientôt rallumée avec une nouvelle furie, dura plusieurs années encore, et ne s'arrêta

que devant la menace d'une invasion africaine [1].

Avant d'arriver au récit de cette grande lutte qui aboutit à la bataille de *las Navas de Tolosa*, il nous faut jeter encore un coup d'œil sur l'histoire d'Aragon [2], qui, mêlée d'abord à celle des États chrétiens de la Péninsule, tend peu à peu à s'en séparer pour se rattacher à celle de la France. Le roi Pedro II, monté sur le trône en 1196, à vingt-trois ans, après avoir, selon la coutume d'Aragon, juré de maintenir les franchises et libertés du royaume, n'avait pas tardé à se débarrasser de la régence de sa mère, doña Sancha (1200). Les premières années de son règne avaient été remplies par ses guerres contre ses voisins; mais les vastes domaines que ce prince et sa famille possédaient de l'autre côté des Pyrénées réclamaient souvent sa présence. Un heureux mariage lui avait donné, en 1204, la seigneurie de Montpellier, avec la main de Marie, fille du comte Guillaume, mort en 1202. Le jeune roi, inconstant de sa nature, se lassa bientôt de sa femme, qu'on nous représente pourtant comme le modèle des épouses, pour se livrer

[1] Rien ne peut donner une idée de la confusion qui règne sur toutes ces guerres, dont les chroniques contemporaines disent à peine un mot, pendant ce long règne d'Alonzo VIII, où l'absence complète de dates fait le désespoir de l'historien. Il n'est pas un des événements de ces guerres qui, dans mon récit, n'ait été trois ou quatre fois reporté de sa place à une autre, sans parler de la difficulté non moins grande de faire marcher de front les cinq histoires de Castille, Léon, Navarre, Aragon et Portugal, avec celle des Almohades.

[2] Voyez pour les sources Zurita, *Annal.* et *Indices*; le recueil de Marca, où se trouvent réunis le *Chron. Barcinon.*, les *Gesta Comitum Barcin.*, et le *Chron. Ulian.*; les lettres d'Innocent III, dans Baluze; l'*Hist. de Languedoc*, t. III; la chronique intitulée *Vida de Jayme*; Blanca, *Commentar. Aragon, rerum*; Bouche, *Hist. de Provence*; Schmidt, *Geschichte Aragon*, et Hurter, *Gesch. Pabs Innoc. III, Theil.* 1.

à ses penchants capricieux. Plus tard même, bien qu'un fils, don Jayme, fût né de cette union qu'il détestait [1], il sollicita le divorce auprès d'Innocent III; mais le pontife refusa d'y consentir, et Pedro se résigna à garder sa femme et la riche dot qu'elle lui avait apportée (1213).

On sait les liens qui unissaient l'Aragon au saint-siége, depuis le jour où Sancho I[er] s'était engagé à payer au pape Grégoire VII un tribut de 500 pièces d'or [2]. Pedro II, jaloux de resserrer ces liens, résolut d'aller lui-même recevoir sa couronne des mains d'Innocent III, comme de son *souverain spirituel.* Entouré d'un nombreux cortége de barons et de prélats, il se rendit d'abord à Gênes pour traiter avec les Génois et les Pisans des vaisseaux dont il avait besoin pour conquérir les îles Baléares. De Gênes il se rendit par mer à Ostia, puis à Rome, où il fut accueilli avec une faveur toute spéciale par le Saint Père. Logé dans le palais pontifical, il se rendit de là au couvent de Saint-Pancrace, où le pape, suivi de tous ses cardinaux, vint lui-même officier.

[1] Ramon Muntaner, au début de sa chronique, raconte une anecdote assez bizarre sur la naissance de ce fils, né en quelque sorte malgré son père, et à son insu. Un *rico home* d'Aragon, Guilien de Alcalá, affligé du divorce effectif, sinon légal, des augustes époux, parvint à les rapprocher adroitement en conduisant de nuit don Pedro dans le lit de la reine, sous prétexte de livrer à ses désirs une femme qu'il aimait; et de cette cohabitation furtive naquit l'infant don Jayme. La reine, toute joyeuse de ce présent inespéré du ciel, fit allumer douze cierges en l'honneur des douze apôtres, et voulut que son fils portât le nom de celui des apôtres dont le cierge brûlerait le plus longtemps; ce fut saint Jacques (*Jayme* ou *Jacme* en catalan) qui eut l'honneur de lui servir de parrain.

[2] Voir Schmidt, p. 35. Zurita (p. 22 et 90 des *Annal.*) prétend, sans alléguer aucune preuve, que le roi Ramiro I[er], fondateur de la royauté d'Aragon, avait déjà rendu sa couronne tributaire du saint-siége; mais, au milieu de l'obscurité qui couvre le règne de Ramiro, le fait n'est rien moins qu'attesté.

L'évêque d'Ostia oignit de l'huile sainte le front de Pedro, et, de cette main qui donnait et retirait à son gré les royaumes de la terre, Innocent III plaça la couronne sur le front du roi d'Aragon, agenouillé devant lui, et le revêtit des insignes royaux. Pedro, en la recevant, jura « fidélité et obéissance au Saint « Père et à tous ses successeurs, ainsi qu'à l'Église « romaine, en s'engageant à maintenir son royaume « dans la même obéissance, à poursuivre sans pitié « l'hérésie, à respecter les immunités de l'Église dans « ses États. »

Le pape et le nouvel élu de Dieu se rendirent ensuite à Saint-Pierre, au milieu des acclamations du peuple romain. Là, le roi d'Aragon déposa sur l'autel son sceptre et sa couronne, pour en faire hommage au prince des apôtres [1]. Il offrit ensuite, par un acte solennel, ses États à saint Pierre, en les mettant sous sa protection et sous celle du saint-siége, auquel il s'engagea, pour lui et ses successeurs, à payer un tribut annuel de 500 pièces d'or. Il renonça, en outre, à tous droits sur les couvents et chapitres du royaume, et leur permit de pourvoir, par élection, aux siéges vacants, sans attendre l'autorisation royale. Tous les souverains de l'Aragon furent tenus à l'avenir, avant de ceindre la couronne, de réclamer l'investiture du saint-siége, et le pape voulut bien leur épargner le voyage de Rome, en permettant à l'archevêque de Tarragone de les couronner dans Barcelone [2].

Toutefois la fière noblesse d'Aragon ne se prêta

[1] Suivant Fea, *Descrizione di Roma*, I, 56, il existe encore à Rome un tableau qui représente cette cérémonie.

[2] Jusque-là, au dire de Zurita, la coutume d'Aragon était de ne cou-

pas sans murmurer à cette humiliante transaction. A peine Pedro était-il de retour, que tous ses *ricos homes* l'accusèrent d'avoir foulé aux pieds leurs droits et ceux du royaume en le rendant tributaire d'un souverain étranger. Pedro se défendit en soutenant qu'il n'avait aliéné que ses droits sans toucher à ceux de la noblesse; excuse évidemment fausse, car l'étroite alliance de ce prince avec le saint-siége avait surtout pour but de l'émanciper de la tutelle des *ricos homes*.

Malgré leurs réclamations incessantes, nous voyons l'année suivante le roi Pedro II établir de sa pleine autorité un nouvel impôt appelé *monedage*. Or, d'après les constitutions du royaume, tous les nobles, *ricos homes* et *infanzones* (fils de nobles) étaient de droit dans l'Aragon, comme dans toute l'Europe féodale, exempts d'impôts, ainsi que le clergé. Le nouvel impôt, supprimant d'un trait de plume tous ces priviléges, greva tous les Aragonais sans distinction d'un droit de douze deniers par livre sur tous leurs biens, meubles ou immeubles. Les chevaliers du Temple et de l'Hôpital, malgré les franchises de ces ordres, n'en furent pas exempts. Mais ni nobles ni bourgeois n'étaient d'humeur à endurer cet impôt arbitraire; les villes se soulevèrent aussi bien que les châteaux, et Saragosse fut la première à donner l'exemple. Les *ricos homes* d'un côté, les communes de l'autre, s'organisèrent pour la première fois en ligue ou *Union* pour la défense de leurs priviléges, et le roi, sans retirer l'impôt, fut obligé d'en modérer l'application. Mais cette *Union*, si peu qu'elle eût

ronner les rois qu'à l'âge de vingt ans, quand on les armait chevaliers ou quand ils se mariaient.

duré, enseigna à la noblesse et à la bourgeoisie le secret de leurs forces, et la royauté, au lieu de chercher, comme en Castille, un appui dans les communes contre la noblesse, se trouva seule et désarmée, en face de ces deux ennemis réunis pour l'attaquer.

Du reste, ces embarras pécuniaires, qui valurent aux Aragonais leur constitution, conquise pied à pied sur la royauté, comme aux communes de France leurs chartes et franchises, ne dataient pas du règne de Pedro II; Alonzo II, son père, dans un moment de pénurie, avait déjà fait frapper des monnaies qui n'avaient pas le poids, et une vive explosion de mécontentement avait accueilli cette mesure. Pedro, qui trouvait le mal fait, voulut en profiter, et maintint en vigueur cette monnaie de faux aloi[1]. S'enfonçant de plus en plus dans cette voie funeste où son père était entré, il ruina complétement les finances de l'Aragon, à tel point qu'à sa mort toutes les rentes et tous les domaines de l'État se trouvèrent dans les mains des Juifs, qui lui en avaient escompté le produit à un taux usuraire. Quant aux fiefs appartenant à la couronne, le roi, qui en faisait ouvertement trafic, les avait réduits de 700 à 130 : car, nous dit Rodrigue de Tolède, « son humeur était si libérale, que, dans un moment de gêne, il engageait à des créanciers ses villes et châteaux, de peur que sa main, habituée à donner, ne se trouvât vide de largesses. »

La trêve de 1207, entre la Navarre et la Castille, ayant ramené pour quelques années la paix dans la chrétienté espagnole, don Pedro songea, comme son allié Alonzo, à tourner ses forces contre les Maures,

[1] Voy., dans Baluze, la lettre d'Innocent III à Pedro pour lui reprocher de faire le métier de faux monnoyeur, t. II, p. 348.

et à venger sur eux l'échec d'Alarcos. L'argent lui manquait, comme de coutume; mais le saint-siége vint au secours de son vassal, en lui permettant de consacrer aux dépenses de la guerre une portion des revenus du clergé. Enfin Pedro imagina, sous le nom de *Bovage*, une nouvelle espèce de taxe qui se payait par paire de bœufs, et la destination sacrée de ce nouvel impôt décida l'Aragon, malgré ses répugnances, à s'y résigner.

Nous raconterons plus loin le rôle glorieux que jouèrent Pedro et les Aragonais à la journée de *las Navas* (1212). De retour de cette expédition, Pedro, détournant son attention des affaires de la Péninsule, ne s'occupa plus que des guerres de religion qui désolaient alors le midi de la France. Il n'entre pas dans notre sujet de décrire ni l'hérésie ni l'histoire des Albigeois; le sol orthodoxe de l'Espagne a toujours, comme on le sait, repoussé les fausses doctrines; et celle des Albigeois eût-elle même triomphé en France, il est douteux qu'elle eût jamais passé les Pyrénées. Nous n'en voulons pour preuve que le zèle de Pedro lui-même contre les hérétiques de ses États[1], et son refus de secourir son vassal, le vicomte

[1] Lisez à ce sujet, dans Marca (*Marca Hispan.*, p. 1384), la *Constitutio Petri adversus hæreticos*. Aussi tous les historiens du temps, frappés de ce contraste, ont-ils soin d'ajouter que, si Pedro secourut son beau-frère Raymond, ce fut *non ut hæretico, sed ut affini*. Pour l'histoire des Albigeois, on peut consulter Sismondi, Michelet, t. II, p. 468; Hurter, *Vie d'Innocent III*, et l'*Hist. du Languedoc*, par dom Vaissette. Quant aux sources, abondantes autant que curieuses, elles sont toutes dans le tome XIX du *Recueil des historiens de France*; les principales sont la *Chron. Petri Vallis Sarnaiss.* (de Vaux-Sernay), partisan fanatique de Montfort; celle de *Guillelm. de Podio Laurent* (de Puy Laurent), et une chronique contemporaine en languedocien, écrite par un catholique, partisan de Raymond, et un peu plus impartial que les autres. Voyez aussi le *Chron. o comment. del Rey en Jayme I*, fils de don Pedro, écrit par lui-même en catalan, la plus curieuse peut-être de toutes les chroniques de la Péninsule.

de Béziers, contre Simon de Montfort et ses croisés. Cependant le refus fait vers cette époque par Innocent III de consentir à son divorce aigrit ce prince, gouverné par des passions impétueuses, et le porta à prêter à son beau-frère, Raymond IV de Toulouse, dans sa lutte avec Rome, un appui purement politique.

La situation du comte, accusé à la fois d'hérésie et de désobéissance au saint-siége, était alors des plus dangereuses. L'exécuteur des hautes œuvres du saint-siége contre les hérétiques du Languedoc, Simon de Montfort, avait déjà frappé Raymond dans le vicomte de Béziers, le plus dévoué de tous ses alliés; Béziers, Carcassonne, Minerve, avaient succombé, et des flots de sang avaient lavé la tache de l'hérésie. Un Espagnol, le fameux saint Dominique, le fondateur de l'inquisition, était l'âme et le chef spirituel de l'entreprise, dont Simon était le chef temporel. Le pape prêtait à cette cause sa sainteté, Montfort son bras, et Cîteaux son influence. A l'appel du pontife et de saint Dominique, la France tout entière était accourue pour gagner les indulgences et les profits de cette croisade, moins périlleuse que celle de Palestine, et les dépouilles du Languedoc avaient acquitté les frais de la guerre.

Après la mort du vicomte de Béziers, ses riches domaines avaient été conférés à Simon de Montfort par le légat du pape. Le roi d'Aragon, de qui relevait le fief de Béziers, avait refusé d'abord son investiture; mais bientôt, croyant à ce prix acheter le consentement du pape à son divorce, il avait, en 1211, reçu le serment de Simon, et poussé la faiblesse jusqu'à lui confier l'éducation de son fils Jayme [1], âgé

[1] Hurter (III, 249) prétend que don Pedro n'aimait pas son fils. Le fait

de trois ans, en s'engageant même, s'il faut en croire Rodrigue de Tolède, à marier un jour à la fille de Montfort l'héritier de la couronne d'Aragon. Mais cette transaction, qui fait peu d'honneur à Pedro II, avait été bientôt rompue. Rappelé en Espagne par la guerre sainte, et indigné de voir Simon profiter de son absence pour assiéger dans Toulouse son beau-frère Raymond, le roi d'Aragon avait retiré violemment à Simon son investiture, et n'avait pas craint de donner au fils de Raymond la main d'une autre de ses sœurs, doña Sancha [1]. Cependant le concile d'Arles venait de prononcer l'interdit contre le comte de Toulouse, et l'exécution de cette sentence avait été confiée à Simon de Montfort : Pedro protesta auprès du saint-siége, et fit supplier le pape d'annuler l'interdit et de recevoir Raymond dans le giron de l'Église. Innocent III, ébranlé, blâma hautement les cruautés de Simon [2], et lui ordonna de restituer les domaines saisis par lui; mais le concile parvint à faire changer d'avis au Saint Père, qui reprocha à Pedro, dans une lettre sévère, d'avoir surpris sa religion, et le menaça des foudres de l'Église s'il persistait dans ses liaisons avec des hérétiques.

est assez probable, à cause de l'éloignement du roi pour sa femme, mère de don Jayme; on remarquera d'ailleurs que ce jeune prince, confié à Simon de Montfort, ne vécut jamais auprès de son père.

[1] Outre ses deux sœurs mariées aux deux comtes de Toulouse, Pedro en avait encore deux autres; l'aînée, doña Constancia, épousa en premières noces Émeric, roi de Hongrie, et en secondes Frédéric, roi de Sicile; la quatrième, doña Dulce, se fit religieuse. Ainsi l'Aragon était déjà entré, par ses alliances, dans la grande famille des royautés européennes.

[2] Voir la Lettre d'Innocent, traduite par Hurter (II, 258), et, pour les autres lettres, Baluze, t. II, liv. XVI, p. 48 et 55, et les *Scriptor. rerum francicar.*, t. XIX, p. 566 et suiv.

Le roi d'Aragon promit d'obéir et n'en fit rien. Une lutte était devenue inévitable : l'armée que le fils de Philippe-Auguste avait levée pour la croisade, au lieu de marcher sur Toulouse, se dirigeait vers Londres pour s'emparer du trône d'Angleterre qu'Innocent III venait de déclarer vacant. Tous les seigneurs des Pyrénées, menacés en même temps dans leurs domaines et dans leur foi, se déclaraient pour Raymond ; enfin Pedro arrivait avec ses vieilles bandes aragonaises, fières de leur victoire sur les Maures, et deux mille chevaliers et quarante mille fantassins des belliqueuses milices du Languedoc allaient se joindre à lui pour défendre dans la cause du comte de Toulouse celle de leurs libertés politiques et religieuses. Pour faire face à cette formidable armée, Montfort n'avait que deux cent soixante-dix chevaliers, deux fois autant d'écuyers et sept cents fantassins; mais ces troupes, pleines de confiance dans leur chef et endurcies par une guerre sans pitié, étaient habituées à ne pas compter leurs ennemis.

Le 10 septembre 1213, l'armée des confédérés vint mettre le siége devant Muret. Après un premier assaut, la ville, défendue par trente chevaliers seulement, était près de se rendre, lorsque parurent à l'horizon les bannières de Montfort[1]. Le roi d'Aragon, avec une imprévoyance sans excuse, laissa son ennemi entrer dans Muret, dont les provisions étaient

[1] « Comment oserez-vous combattre avec cette poignée de soldats une « armée aussi redoutable et un roi vieilli sur les champs de bataille ? » avait dit à Simon l'abbé de Bolbonne. « Lisez, » répondit celui-ci, en montrant à l'abbé une lettre du roi d'Aragon à une dame languedocienne où il lui disait que c'était pour l'amour d'elle qu'il passait les Pyrénées ; et croyez-vous maintenant, ajouta-t-il, que je puisse craindre un roi « qui, pour l'amour d'une courtisane, vient lever l'épée contre Dieu « même. »

épuisées, et qui ne pouvait tarder à se rendre. Vainement les évêques du parti opposé se rendirent nu-pieds auprès de lui, le matin de la bataille, pour le conjurer d'épargner le sang chrétien, et de ne pas tirer l'épée contre l'Église. Pedro fut inflexible, et Simon se fiant à Dieu, dont il défendait la cause, entendit la messe avec ses chevaliers et s'apprêta à livrer la bataille. Quant au roi d'Aragon, c'était, suivant sa coutume, par la débauche qu'il s'était préparé à combattre, et, au dire de son fils Jayme[1], il était tellement épuisé par une nuit de plaisir, qu'il ne put se tenir debout pendant l'office divin. Après l'office, on tint conseil : le comte de Toulouse était d'avis que l'on attendît l'ennemi dans le camp retranché; mais Pedro, se fiant à l'immense supériorité de ses forces, donna l'ordre du départ. L'armée sortit en désordre du camp, et le roi, jaloux de se signaler par quelque action d'éclat, se plaça au premier rang, en prenant seulement la précaution de changer d'armure avec un de ses hommes d'armes.

Simon, à la tête de sa petite troupe, feignit de refuser une lutte trop inégale, et opéra sa retraite en

[1] E aquei dia que feu la batalla, es cert avia jagut (couché) ab (avec) una doña, si que nos hoym dir que anch al Evangeli no poch (ne put) star de peus (pieds), ans se assech (s'assit) a son siti, mentre quel deyen (ch. XXVIII).

Un autre passage non moins curieux nous apprend le moyen qu'employaient les rusés Languedociens pour exploiter la faiblesse du bon roi d'Aragon pour le beau sexe : « *Senyor*, lui disaient-ils, voyez nos châteaux et nos villes, et emparez-vous-en, et mettez-y vos gens. » Et quand il voulait les occuper, ils lui disaient : « Seigneur, vous ne jetterez pas nos femmes à la porte de nos maisons, car elles et nous nous sommes vôtres et ferons votre volonté. » Et ils lui montraient leurs femmes, filles et parentes, les plus belles qu'ils pouvaient trouver ; car ils savaient qu'il était homme à femmes (*home de fembres*), et ils lui ôtaient ainsi ses meilleurs projets, et le faisaient changer à leur gré. »

bon ordre ; puis, par une brusque volte-face, passant un ruisseau qui le séparait des confédérés, il attaqua une de leurs ailes. Un combat terrible s'engagea, et il semblait, dit une vieille chronique, « au bruit des « estocs qui rebondissaient sur les armures, qu'on « entendait autant de cognées retentir sur les arbres « d'une forêt [1]. » Deux des chevaliers de Simon, qui avaient fait vœu de tuer le roi d'Aragon, s'attaquèrent avec furie à celui qui portait son armure. Bientôt la valeur chevaleresque de don Pedro se lassa de cette feinte : « C'est le roi que vous cherchez, cria- « t-il aux deux chevaliers, eh bien, le voici ! » Et en même temps, d'un coup de sa masse d'armes, il renversa un des croisés. Déjà, à sa valeur, à sa haute taille, aux coups terribles qu'il portait, ses ennemis l'avaient reconnu, et, s'attachant à lui, ils finirent par le percer de leurs coups. Ses chevaliers, serrés autour de lui, essayèrent vainement de le défendre, et les plus braves d'entre eux se firent tuer à côté de leur roi [2].

La mort du roi d'Aragon fut le signal de la fuite pour l'armée des confédérés, et Simon se mit à sa poursuite, pendant que la garnison de Muret repoussait l'attaque de l'infanterie ennemie. Les fugitifs furent taillés en pièces ou se noyèrent dans la Garonne, et dix-huit mille restèrent, dit-on, sur le

[1] Guill. de Pod. Laur. « Les croisés, » dit la chronique en patois languedocien, qui ressemble au catalan de la même époque, « étaient comme des ours ou des tigres affamés (*mes* (plus) *semblavan tigres ho orses affamats que gens rasonables*). »

[2] Telle est la version la plus accréditée sur la mort de Pedro II ; mais Guill. Brit. l'attribue à un combat singulier entre Simon et le roi ; Mathieu Pâris le fait tuer par Simon dans sa tente, pendant qu'il était à table, et c'est aussi la version de l'anonyme continuateur de Robert de Monte.

champ de bataille, tandis qu'il n'aurait péri du côté de Simon qu'un chevalier et huit fantassins. Le comte, en approchant de l'endroit où Pedro était tombé, descendit de cheval, et, en voyant ce corps de géant étendu sans vie, ne put, dit-on, refuser une larme à son ennemi. Ainsi mourut à quarante ans, hors de son pays, et pour une cause qui n'était pas la sienne, ce prince aventureux qui eut à la fois toutes les faiblesses et toutes les vertus d'un roi. Étrange destinée qui réservait au vassal du saint-siége de verser son sang pour la cause de l'hérésie, et au vainqueur de *las Navas* d'être privé pendant six mois de sépulture [1], comme ennemi de Dieu et de l'Église. Don Jayme, en racontant la triste fin de son père, loue à bon droit ses grandes qualités, sa générosité, son courage, sa fermeté contre des vassaux rebelles. [2] Quant à ses défauts, on a vu sa légèreté, son inconstance, son goût effréné pour les plaisirs, ses imprudentes libéralités, sa rigueur contre les hérétiques [3], pour qui il devait un jour donner sa vie. Pedro avait hérité du goût de son père Alonzo pour les lettres, et les muses provençales trouvèrent toujours accueil à la cour d'Aragon. Du reste, l'autorité royale, bien loin de déchoir dans ses mains, prit sous son règne plus de vigueur et d'accroissement, et les prétentions factieuses de la

[1] Odor. Raynald., ad an. 1213. Pedro, par un reste d'égards de la part du saint-siége, n'avait pas été excommunié; mais, bien qu'on eût évité de prononcer son nom, il avait été compris dans l'interdit prononcé contre les complices de Raymond. *Chron. Vall. Sarn.*, p. 85, et *Hist. de Langued.*, III, 249.

[2] Lo rey en Pere era lo pus franch rey, qui hanch fos en Spanya, e cortes, e avinent. E era bon cavaller d'armes, si bont avia al mo (*mundo*) (ch. VII).

[3] Cependant, dans la *Constitucio Pacis*, publiée par Marca, *Append.* p. 1384, on voit don Pedro prendre sous sa protection les juifs, indignement persécutés.

noblesse furent contenues dans de justes bornes. On est frappé des singuliers rapports de caractère qui existent entre ce prince et son contemporain Richard *Cœur de Lion*, composé non moins étrange de vertus et de vices, et, comme lui, toujours prêt à jouer sa vie et sa couronne pour le plus faible enjeu.

Le règne de Pedro II, remarquable à plus d'un titre, l'est surtout par la révolution qu'il amena dans la constitution intérieure de l'Aragon : le pouvoir des *ricos homes*, jusque-là sans limites, subit sous ce prince une grave diminution; l'institution du *Justiza* ou juge suprême, spéciale à ce pays, et qui remonte à l'origine de sa royauté, fut alors consolidée, et reçut, aux dépens des priviléges de la noblesse, une extension nouvelle. Nous réservons ces études pour le chapitre que nous consacrerons aux institutions de l'Aragon.

Pour compléter ce tableau de l'histoire des monarchies chrétiennes, il nous faudrait passer en revue les annales de la Navarre pendant le règne orageux de son roi Sancho VI, surnommé *le Fort*; mais l'absence complète de sources ne nous permet pas d'apprécier, autant qu'ils le mériteraient peut-être, les efforts inouïs de ce prince pour défendre sa frêle royauté contre les redoutables voisins qui la serraient de toutes parts. Dépouillée de la Rioja, de l'Alava et de la Biscaie, du Guipuscoa, cernée par la Castille jusqu'à la mer, et jusqu'aux frontières de France par l'Aragon, la Navarre se trouvait ainsi presque rejetée hors de la Péninsule, où Pampelune et Najera étaient les seules villes qu'elle possédât encore. Aussi verrons-nous, à la mort de Sancho *le Fort*, en 1234, la Navarre, suivant la pente qui l'entraînait vers la France,

se perdre, comme un faible ruisseau, dans ce courant plus vaste et plus agité.

ESPAGNE ARABE. — MOHAMMED BEN YACOUB. — BATAILLE DE LAS NAVAS DE TOLOSA.

1199 A 1213.

Du vivant même de son père Yacoub, Mohammed avait été reconnu pour son successeur, dans ses États d'Afrique et de la Péninsule. A peine venait-il de s'asseoir sur le trône, qu'un descendant de Youssouf l'Almoravide, réfugié avec les débris de sa race dans les îles Baléares, débarquant tout d'un coup en Afrique, s'empara d'Almahadia, près de Caïrwan, et y leva contre les Almohades l'étendard de la révolte. Mohammed, armant aussitôt contre lui, le força à chercher un refuge dans le désert, et reprit Almahadia après un long siége. Décidé à poursuivre les Almoravides dans leur dernier refuge, l'Emir expédia une flotte vers les îles Baléares; le frère du rebelle, qui y commandait, fut vaincu après une longue résistance, et sa tête envoyée à Maroc; Mayorque fut prise d'assaut, et Minorque et Iviça, effrayées, se rendirent sans résistance (1208).

Mais Mohammed allait bientôt avoir affaire à un ennemi plus redoutable : Alonzo VIII de Castille, libre enfin de tourner ses forces contre les infidèles, rompit en 1209 sa trêve avec l'Emir, et vint dévaster

tout le pays de Jaën. L'année suivante, l'infant don Fernando, son fils, recommença la même expédition avec le même succès[1]. Mohammed répondit à ces attaques en proclamant l'*aldjihed*: pendant deux mois entiers, les hordes du désert ne cessèrent de traverser le détroit, et l'Emir, s'embarquant le dernier, arriva à Séville, rendez-vous général donné à son armée (mai 1211). Là, les milices africaines se réunirent aux milices andalouses, et formèrent la masse la plus formidable que l'Islam eût jamais lancée sur la Péninsule. Les volontaires seuls montaient à 160,000 hommes, tant cavaliers que fantassins : le reste, au dire de Conde, pouvait s'élever à 300,000[2]. L'Emir divisa en cinq corps son immense armée, et chacun d'eux reçut l'ordre de marcher et de camper séparément, afin de ne pas affamer le pays qu'il traversait.

A l'approche de ce déluge vivant, l'épouvante se répandit parmi les populations chrétiennes, qui se souvenaient encore d'Alarcos et de Zalaca[3]. Mais l'Espagne comptait sur Alonzo de Castille, et cet espoir ne fut pas trompé : depuis l'échec d'Alarcos, les efforts de ce prince avaient constamment tendu à réunir contre leur commun ennemi toutes les forces des monarques espagnols. Seul, Alonzo eût échoué dans cette tâche, si Innocent III, avec le zèle d'un

[1] Voir les lettres d'Innocent III à Alonzo VIII et aux prélats de l'Espagne, citées par Mondejar, *Append.*, XI, p. 93.

[2] D'après la lettre d'Alonzo, dont je parlerai plus loin, l'Emir n'avait pas moins de 185,000 cavaliers; quant aux fantassins, Dieu seul, ajoute-t-il, pourrait en compter le nombre.

[3] Les Arabes prétendent que quelques-uns des rois chrétiens écrivirent à Mohammed pour lui offrir leur soumission ; mais le fait est peu vraisemblable.

pontife chrétien, n'eût voulu la partager avec lui. Après avoir approuvé, par un bref spécial, l'entreprise du roi de Castille, il enjoignit aux évêques de la Péninsule de le seconder de tous leurs efforts; il prononça l'interdit contre tout souverain qui oserait violer la paix conclue avec Alonzo; enfin, il ordonna, à jour fixe, d'un bout à l'autre de la chrétienté, des prières pour appeler la bénédiction du ciel sur les armes de la Castille. Mais des prières ne suffisaient pas : le Saint Père, sur les instances d'Alonzo, fit publier dans toute l'Europe une bulle de croisade contre les Sarrazins d'Espagne, et l'évêque Rodrigue de Tolède fut chargé d'aller, nouveau Pierre l'Ermite, prêcher en France la guerre sainte [1].

Mohammed avait déjà quitté Séville à la suite de ses cinq armées, qu'Alonzo n'était pas prêt encore. Avec le demi-million d'hommes dont disposait l'Emir Almohade, et la terreur qui marchait devant lui, une pointe hardie sur Tolède eût peut-être mis dans ses mains la capitale de la Castille; mais une obscure forteresse entre Ubeda et Jaën, *Salvatierra* (sauveterre) sauva l'Espagne, comme semblait le promettre son nom. Par un aveuglement inexplicable, Mohammed, cédant à l'avis de son hadjeb, crut devoir s'arrêter pour faire le siége de cette place forte, défendue par les chevaliers de Calatrava. Située presque dans les nuages, au sommet d'un roc escarpé, où l'on n'arrivait que par un étroit sentier, la place passait, à bon droit, pour imprenable, et son peu d'importance augmentait encore la folie de l'entreprise.

L'Emir, après plusieurs attaques impuissantes,

[1] Voyez la lettre d'Innocent III à l'archevêque de Sens.

s'acharna tellement à ce siége, « qu'une hirondelle, « dit la chronique arabe, eut le temps de faire son « nid sous le toit de la tente, d'élever ses petits, et « de s'envoler avec eux, avant que Salvatierra fût « prise. » L'hiver vint, et avec lui le froid et les intempéries de ce rude climat d'Espagne qui réunit tous les extrêmes des saisons les plus opposées. Les Africains, habitués au tiède climat du Magreb, succombèrent en foule. Le découragement se mit dans l'armée, et chacun murmurait hautement contre l'Emir et son fatal conseiller. Huit mois s'écoulèrent ainsi, et bien que Salvatierra, vaincue par la faim, fût enfin réduite à se rendre, l'Espagne, sauvée par ce délai inespéré, sentit renaître son courage. Le roi de Castille, remettant la lutte à l'année suivante, en dépit des murmures de son armée, qui demandait à grands cris le combat, permit seulement à l'infant don Fernando, son fils, une algarade en Estremadure. Au retour de cette expédition, une fièvre enleva le jeune prince, à l'âge de vingt et un ans. On ne manqua pas d'attribuer sa mort aux juifs, alliés acquis d'avance à toute invasion musulmane, et la haine publique s'en accrut encore contre eux [1].

La mort d'un fils, l'héritier de son trône, fut pour Alonzo VIII un coup bien cruel. Mais se courbant sous la main de Dieu, qui préparait ainsi la réunion

[1] Lucas de Tuy attribue aux juifs la mort du jeune infant, et en donne un singulier motif! « Tel était, dit-il, le zèle de ce prince pour la foi, qu'un jour qu'on lui lisait la passion de Notre-Seigneur, apprenant en même temps que les anciens rois d'Espagne en avaient banni les juifs, et que ceux-ci avaient livré aux Sarrazins la bonne ville de Tolède, il conçut contre eux une telle haine qu'il les persécutait de toutes manières, et ceux-ci, craignant d'être exterminés par lui, le prévinrent en l'empoisonnant. » (*Hisp. illust.*, t. IV, p. 111.)

des deux couronnes de Castille et de Léon, le magnanime Alonzo se voua tout entier à la grande œuvre qui remplit toute sa vie. Dans une entrevue à Cuenca, il arrêta avec le roi d'Aragon, son fidèle allié, le plan de la campagne. Ayant ensuite convoqué en Cortès ses nobles et ses prélats, il appela aux armes tous les habitants de son royaume, et s'occupa, avec une rare prévoyance, à préparer des vivres et des logements pour les hôtes qu'il allait recevoir.

En effet, dès le mois de février, les croisés commencèrent à affluer à Tolède, leur quartier général. Les habitants du midi de la France furent les plus nombreux; car, l'Espagne une fois conquise, c'était la France qui était menacée. Les évêques de Bordeaux, de Nantes et de Narbonne arrivèrent à la tête de leurs milices. De l'Italie, de l'Allemagne, de tous les coins de l'Europe accoururent aussi, à la voix d'Innocent III, une foule de croisés. Rodrigue de Tolède, avec son exagération habituelle, évalue à dix mille chevaliers et cent mille fantassins le chiffre total des ultramontains, qu'Alonzo, dans sa lettre à Innocent III, ne porte qu'à douze mille cavaliers et cinquante mille fantassins. L'infant don Pedro de Portugal vint à la tête d'une troupe choisie; les Aragonais arrivèrent vers la Pentecôte, guidés par leur belliqueux roi, avec ses prélats et ses chevaliers, au nombre de mille sept cents. Le roi de Léon, toujours brouillé avec le roi de Castille, ne voulut pas venir en personne; mais il envoya à sa place son frère avec l'élite de ses troupes. Enfin, le roi de Navarre, malgré ses griefs contre Alonzo, qui lui avait enlevé la moitié de ses États, fit à Dieu et à son pays

le sacrifice de ses ressentiments, et promit de se joindre à la croisade, pour effacer ainsi la tache de son alliance avec les infidèles.

Quant à la Castille, plus menacée que personne par le danger commun, elle se leva tout entière. L'archevêque de Tolède, Rodrigue, témoin oculaire et historien de cette grande lutte; les évêques d'Avila, de Palencia, d'Osma et de Ségovie; les grands maîtres et les chevaliers de Calatrava, de Santiago et d'Alcantara, les comtes de Haro, de Lara, et tous les grands vassaux de la couronne, accoururent à l'appel de leur roi. Enfin les communes castillanes vinrent payer avec leur sang les chartes de franchises que leurs souverains leur avaient octroyées.

Ainsi l'Europe entière avait envoyé son contingent, et l'effort de la chrétienté était égal à celui de l'Islam. Les étrangers, en arrivant à Tolède, y trouvèrent préparés en abondance des logements, des tentes, des vivres, des chariots, et jusqu'à des armes et des chevaux. L'enceinte de la ville devenant trop étroite pour contenir cette foule, dont le langage, la physionomie, les armes et les vêtements offraient l'aspect le plus varié, elle se répandit le long des rives du Tage. Bientôt, les tentes ne suffisant pas, les croisés abattirent tous les arbres des jardins, pour se faire des logements. Du reste, un ordre si sage avait été établi par les soins d'Alonzo, que les vivres ne manquèrent pas un instant, et qu'aucune dispute ne s'éleva entre tant de nations diverses. Seulement le roi de Castille et ses prélats eurent fort à faire pour réprimer le zèle des ultramontains, qui voulaient préluder à la croisade par le massacre des juifs, toujours nombreux à To-

lède; et, malgré tous les efforts d'Alonzo, plusieurs périrent victimes de ces barbares préjugés[1].

Le 20 juin 1212, cette formidable armée se mit enfin en mouvement, divisée en trois corps, assez rapprochés l'un de l'autre pour s'appuyer au besoin. Le quatrième jour, l'avant-garde atteignit le château de Malagon : malgré la résistance de la garnison, le courage emporté des ultramontains triompha de tous les obstacles; le château fut pris et la garnison passée au fil de l'épée. Le lendemain arriva le reste de l'armée, et l'on se remit en marche. Les vivres manquèrent un instant, mais les soins du roi de Castille parvinrent à y suffire, et la subsistance des troupes fut encore une fois assurée. Cependant le courage des croisés étrangers commençait à faiblir devant la chaleur, les privations et les fatigues du chemin. Habitués aux riches campagnes de la France et de l'Italie, ils regardaient d'un œil découragé les plateaux nus

[1] Tous ces détails sont empruntés à Rodrigue de Tolède, le témoin et l'un des principaux acteurs de ce grand drame. Les autres sources, que Mondejar a réunies en grande partie à la fin de sa chronique (*Appendices*, p. 93 à 128), sont la lettre où Alonzo lui-même fait à Innocent III le récit de la bataille, une lettre de l'archevêque de Narbonne, et deux lettres, l'une de Bérengère, fille d'Alonzo, à sa sœur Blanche, mariée en France, et l'autre de Blanche à la comtesse de Champagne; une traduction du récit de Rodrigue en vieux castillan, et où se trouvent quelques détails qu'il ne donne pas; un récit fort écourté de Lucas de Tuy; quelques passages des *Gesta Comit. Barcinon.*, qui insistent surtout sur la part que le roi d'Aragon prit à cette bataille; la *Chronique d'Alonzo X*, dont le récit un peu trop romanesque est cependant, avec Rodrigue de Tolède, le tableau le plus complet et le plus animé que nous ayons de la bataille de *las Navas;* quelques lignes, pour mémoire seulement, dans chacun des sommaires chronologiques que renferme le tome XXIII de Florez. Parmi les chroniqueurs étrangers, recueillis par Mondejar (p. 122), nous citerons le *Alberici chron.*, édité par Leibnitz (p. 460); maître Rigord, dans Duchesne (t. V, p. 52); Richard de Saint-Germain, dans l'*Italia sacra* d'Ughelli (III, 972); le moine Godefroy, *Script. rer. german.*, par Freher (p. 281). Quant aux Arabes, les deux sources, à peu près identiques, sont Conde et Dombay.

de la Manche, dépouillés d'arbres et d'habitations, et couverts d'une herbe rare et brûlée par le soleil, où les troupeaux trouvaient à peine leur pâture. Moins le tombeau du Christ, c'était la Palestine, avec ses déserts, son ciel de feu et ses roches pelées; aussi parlèrent-ils bientôt de retourner sur leurs pas, au grand scandale des Espagnols, moins emportés dans leur courage, mais moins prompts aussi à se rebuter devant les obstacles. Cependant les instances du roi de Castille les décidèrent à continuer leur marche.

On atteignit bientôt Calatrava, sur le Guadiana, et l'armée tout entière campa sous ses murs. Les Sarrazins avaient fortifié la ville, protégée d'ailleurs par le fleuve qui se replie autour d'elle, et leur commandant, Ben Cadiz, était décidé à la défendre aussi longtemps qu'un pan de mur resterait debout. Les chefs chrétiens les plus expérimentés, instruits par la faute de l'Emir devant Salvatierra, insistaient pour qu'on marchât en avant, sans s'arrêter devant des places qu'une victoire forcerait à se rendre. Le siége n'en fut pas moins décidé, et un premier assaut livra aux assiégeants deux tours et une partie de la ville. Les Sarrazins, effrayés, demandèrent la vie sauve, et la faculté de se retirer sans armes ni bagages. Alonzo s'y refusa d'abord; mais, sur les instances du roi d'Aragon, il finit par y consentir, et protégea loyalement la vie des assiégés, que les ultramontains voulaient massacrer.

Ben Cadiz se retira avec les habitants, et les croisés entrèrent dans la ville [1], où ils trouvèrent des

[1] Au dire de la chronique d'Alberic, ce fut un prêtre qui entra le premier dans les retranchements de Calatrava, portant dans ses mains le corps

provisions, dont l'armée avait grand besoin. Calatrava fut rendue aux chevaliers de cet ordre, et Alonzo, fidèle à son rôle de désintéressement, refusa sa part des dépouilles, et voulut que tout fût partagé entre le roi d'Aragon et les croisés étrangers. Mais ceux-ci, déjà las du joug de la discipline et des fatigues de la guerre, se décidèrent brusquement à reprendre la route de leurs foyers[1]. Leurs évêques, abandonnant l'étendard de la croix, donnèrent le signal de la défection, et cette croisade, accueillie avec tant d'enthousiasme, n'aboutit ainsi qu'à une honteuse retraite, en face de l'ennemi, qui n'était plus qu'à quelques journées de marche. Chemin faisant, les déserteurs voulurent s'indemniser sur les chrétiens du butin qu'ils n'avaient pas pu faire sur les Maures, et tentèrent un coup de main sur Tolède, dégarnie de troupes. Mais les Tolédans, qui avaient vu sous leurs murs des armées plus redontables, leur fermèrent les portes, en les appelant traîtres, déserteurs et excommuniés, et les ultramontains s'en retournèrent chez eux, légers de butin aussi bien que de gloire[2].

Abandonnés à eux-mêmes, les Espagnols se résignèrent à garder pour eux tout le danger, mais aussi tout l'honneur. L'armée arriva le lendemain sous les murs d'Alarcos, dans cette plaine célèbre par un échec que l'Espagne allait venger. Là, le roi de Navarre, à la tête de deux cents chevaliers, vint rejoin-

du Seigneur; il reçut dans son aube plus de soixante flèches, dont pas une ne le blessa. (*Append.*, Mondejar, p. 122.)

[1] Il ne s'agit pas ici de la ville de Calatrava, située plus au sud, mais d'une bourgade appelée Calatrava *la Vieja* (la Vieille), au bord du Guadiana.

[2] Ce curieux détail ne se trouve que dans les *Anales Toledan*, I.

dre les confédérés et remplir le vide que les ultramontains avaient laissé dans leurs rangs. Une fois réunis, cette *trinité de rois*, comme dit Rodrigue, passa en revue son armée, qu'elle trouva animée du plus vif enthousiasme; puis les chrétiens, après s'être emparés d'Alarcos et de quelques places fortes, se remirent en marche, par le *puerto* de Muradal, vers le bassin du Guadalquivir.

L'Emir, après la prise de Salvatierra, s'était replié vers Jaën, comme s'il eût voulu laisser à ses adversaires le temps de terminer à l'aise leurs préparatifs. La prise de Calatrava vint enfin le tirer de son inaction, et le saisit d'une telle douleur, que pendant plusieurs jours il ne voulut prendre aucune nourriture. Ben Cadiz, le brave et malheureux défenseur de Calatrava, s'étant présenté devant lui, Mohammed, dans sa fureur, le fit percer de coups de lance : cruauté inutile qui révolta les Musulmans andaloux et les fit murmurer hautement. Le hadjeb, sans songer au danger de s'aliéner cette population belliqueuse, les réunit en présence de l'Emir, et leur déclara que des rebelles comme eux n'étaient plus dignes de servir à côté des Almohades, et qu'ils eussent désormais à camper et à combattre à part. Ainsi un germe de défection et de révolte fut semé dans l'armée musulmane; l'on verra bientôt les fruits qu'il porta.

Cependant les chrétiens étaient engagés dans les ravins de la Sierra Morena, qui séparent la Manche de l'Andalousie, lorsqu'ils apprirent que l'ennemi s'avançait à leur rencontre. Mohammed avait fait occuper par un détachement le *puerto* de Losa, que, de l'aveu même d'Alonzo, « mille hommes suffisaient

pour défendre contre toutes les armées du monde. » Les Espagnols, craignant de s'engager dans ces redoutables défilés, envoyèrent une troupe d'élite, pour reconnaître le chemin. Cette poignée de braves, attaquée par des forces bien supérieures, les battit et s'empara du château de Ferrol, et l'armée put parvenir en sûreté jusqu'au sommet du mont. Les Maures, voulant au moins lui disputer la descente, occupèrent l'étroit sentier qui conduit aux *navas* ou plateaux de Tolosa. Les chrétiens ne pouvaient demeurer plus longtemps dans ces déserts où manquaient à la fois l'eau, les vivres et le fourrage; avancer était impossible, reculer était honteux, et malgré quelques voix timides qui conseillaient de rebrousser chemin, Alonzo ne voulut pas, dès le début de son expédition, donner le signal de la retraite.

Mais Dieu vint au secours de ses champions : un berger offrit au roi de le conduire de l'autre côté de la montagne par un sentier à lui connu, qui lui permettrait de tourner le défilé et d'éviter les Sarrazins. On ne reçut d'abord son offre qu'avec défiance, et des éclaireurs furent envoyés pour explorer le chemin. Ceux-ci l'ayant trouvé sûr et facile, l'armée se mit en marche et arriva sans encombre aux plateaux de Tolosa, où l'eau et le fourrage se rencontrèrent en abondance[1]. Les Musulmans, voyant

[1] La chron. d'Alberic prétend qu'à cet endroit les chrétiens n'ayant pas trouvé d'eau, le berger leur fit creuser la terre, et que l'eau jaillit en abondance; puis leur guide miraculeux disparut, sans que onc depuis on ait entendu parler de lui : « Como quier que pastor parescia, cierto, angel mensagero de Dios devia ser, » dit la *Chronique d'Alonzo X;* le sentier, suivant elle, s'appelait encore, du temps de l'écrivain, la *Senda del Emperador*. Plus de 300 ans après la bataille, on découvrit, au dire d'Ortiz (*Compend. de la hist. de España*, t. III, p. 251), que ce berger était saint Isidore, natif de Madrid, et laboureur de son métier.

leur proie leur échapper, se hâtèrent de la poursuivre. Bientôt leurs éclaireurs vinrent voltiger autour du camp des chrétiens, fortifié à la hâte; quelques escarmouches eurent lieu, plutôt, dit Alonzo, « comme les exercices d'un tournoi que comme un combat véritable. » On était alors au samedi 14 juillet; le dimanche 15, les Africains, maîtres d'une hauteur qui dominait le champ de bataille, vinrent encore offrir le combat; les rois alliés le refusèrent, voulant donner à leurs troupes un jour de repos. Les Africains, après être restés toute la journée en ligne dans la plaine, exposés à l'ardeur du soleil, s'en retournèrent dans leur camp, et l'Emir, persuadé que c'était par frayeur que les Espagnols évitaient un engagement, écrivit à Jaën qu'il tenait les trois rois assiégés, et que dans deux jours ils seraient ses prisonniers.

Vers minuit, les chrétiens se réveillèrent pour entendre la messe et se préparer au combat par la pénitence et la prière. L'armée se rangea ensuite en bataille, suivant l'ordre arrêté d'avance. Les troupes de Castille furent divisées en quatre corps : Diego Lopez de Haro marchait à la tête du premier et commandait les Biscayens; Gonzalo Nuñez, les chevaliers des ordres militaires; Ruy Diaz, les *ricos homes* et les milices féodales de Castille; enfin le roi Alonzo marchait à la tête du quatrième, suivi de l'archevêque de Tolède et des autres prélats. Les *comuneros* castillans s'étaient répartis entre ces quatre corps, qui formaient le centre de la ligne de bataille. L'aile gauche était occupée par les Aragonais, partagés en trois divisions, dont le roi Pedro commandait la dernière. Enfin l'aile droite se composait du roi Sancho de Navarre avec

ses deux cents chevaliers, et les *comuneros* d'Avila, de Ségovie et de Medina.

A défaut des chroniques arabes, Rodrigue expose, d'une manière assez confuse, le plan de bataille de Mohammed. Sur la hauteur dont nous avons parlé, l'Emir avait fait construire une enceinte retranchée au milieu de laquelle s'élevait sa tente de soie rouge, qui le signalait à tous les regards. Dans un fossé, creusé au pied du retranchement, s'étendaient les longues lignes de l'infanterie musulmane, et l'on avait, par une précaution bizarre, attaché les soldats l'un à l'autre, afin de les empêcher de fuir. En avant du fossé étaient les volontaires d'abord, puis la cavalerie almohade, redoutable par sa discipline autant que par son courage; à droite et à gauche voltigeaient les agiles cavaliers du désert, dressés à se rompre devant la cavalerie régulière qui marchait derrière eux, et à lui laisser, en se repliant, la liberté d'avancer sur l'ennemi [1]. Au centre du retranchement, fermé avec des chaînes de fer, se trouvait l'Emir, entouré de sa garde nègre, et assis sur un bouclier, son cheval de bataille près de lui. Pour tout vêtement, il portait une vieille robe noire, sainte aux yeux des Almohades, car elle avait appartenu à Abdelmoumen. Enfin, sur un chameau couvert de riches harnais, on voyait une relique plus vénérée encore, c'était le Koran du khalife Othman. On ne dit point où étaient placés les Musulmans andaloux, que le hadjeb, dans sa méfiance, avait sans doute rejetés à l'arrière-garde.

Diego Lopez et ses Biscayens engagèrent le com-

[1] Nous devons à Rodrigue ce tableau curieux de la manière de combattre des Bédouins du désert, qui, on le sait, est encore la même aujourd'hui.

bat; mais, pour arriver sur la hauteur qu'occupaient les Maures, les chrétiens avaient à monter une pente escarpée, et tout l'avantage de la position était pour l'ennemi, d'ailleurs fort supérieur en nombre. L'avant-garde chrétienne fut obligée, pour reprendre haleine, de s'arrêter un instant, et les troupes de Castille et d'Aragon se hâtèrent d'accourir à son secours. La lutte alors s'engagea sur tout le front de bataille, et les deux ailes des Espagnols en vinrent aux mains avec celles des Maures. A ce moment, quelques milices de Castille vinrent à lâcher pied. Alonzo, croyant la bataille perdue, se tourna vers l'archevêque Rodrigue, en lui disant : « C'est maintenant qu'il faut mourir, vous et moi! — C'est maintenant qu'il faut vaincre! » répondit celui-ci. Mais le roi, n'écoutant que son désespoir, allait se jeter au milieu des combattants pour y trouver la mort, lorsqu'un de ses *ricos homes*, mettant la main sur la bride de son cheval, le retint malgré lui et le rappela à la prudence qui convenait à un roi. « Toutefois, j'en « atteste le ciel, ajoute Rodrigue, au milieu de tous « ces périls, le noble roi ne changea pas un instant « de visage; ni ses gestes, ni sa parole, toujours vi- « rils et fermes, ne furent altérés un instant. » Incapable de rester plus longtemps spectateur tranquille du danger que courait son avant-garde, Alonzo se précipita au plus épais de la mêlée, et, partout où il passait, on eût dit que le feu jaillissait, et que les herbes desséchées par la chaleur allaient s'embraser sous les pieds de son cheval; les échos des vallons retentissaient des coups qui se portaient, et la poussière s'élevait comme un épais nuage jusqu'au plus haut des monts. »

La présence du roi de Castille, avec son corps de réserve, rétablit bientôt la balance du combat, qui avait penché un instant du côté des Maures. Les rois de Navarre et d'Aragon, à la tête de leurs milices, payaient aussi de leur personne et combattaient comme des chevaliers qui auraient eu leurs éperons à gagner. Après une lutte opiniâtre, les volontaires musulmans, exposés au choc de la pesante cavalerie des chrétiens, furent taillés en pièces jusqu'au dernier, sans qu'un seul d'entre eux eût un instant pensé à fuir. Les Espagnols, animés par ce premier succès, chargèrent avec une irrésistible furie les Almohades et les Berbers, qui leur résistèrent avec non moins de courage. Mais les Arabes andaloux, qui avaient encore sur le cœur l'affront que leur avait fait le hadjeb, tournèrent bride tous ensemble, au nombre de soixante mille, moins par peur que par esprit de vengeance, et donnèrent à l'armée musulmane le signal de la fuite.

Quand les Almohades et les Berbers virent que les Andaloux fuyaient, et que tout le poids de la bataille allait retomber sur eux, leur courage s'abattit tout d'un coup : cédant aux charges réitérées des chrétiens, dont le nombre semblait s'accroître à chaque instant, ils commencèrent à plier. Alors tout l'effort du combat se dirigea vers le retranchement où l'Emir se tenait avec sa garde nègre. Là, les Espagnols, se heurtant contre un rempart de lances, durent s'arrêter un instant; mais bientôt, retournant la croupe de leurs chevaux bardés de fer contre ce mur vivant, ils parviurent à l'entamer et à rompre la chaîne qui protégeait la tente de l'Émir.

De ce moment, le sort de la journée fut décidé.

Mohammed, toujours immobile devant sa tente, persistait obstinément dans sa honteuse inaction. Assis sur son bouclier, et répétant machinalement quelques versets du Koran, il attendit presque que les lances ennemies eussent percé jusqu'à lui. Dans cet instant, un Arabe du désert accourut vers lui, tenant un cheval par la bride : « Jusques à quand resteras-tu assis, prince des Croyants? lui cria-t-il. « Déjà Dieu a prononcé son arrêt; les Musulmans « sont vaincus. Prends cette jument qui n'a jamais « manqué à son cavalier, et puisse Dieu te con« duire vers un asile sûr, car dans ton salut est le salut « de l'empire! » l'Emir se leva avec la docilité muette du désespoir; l'Arabe monta sur le cheval de son maître, et tous deux, lâchant la bride à leurs montures, se mêlèrent au flot confus des fugitifs qui couvraient toute la plaine. Toujours fuyant et toujours poursuivi, il arriva à Baeza, accompagné de quatre mille hommes, misérables débris de la plus puissante armée que l'Islam eût jamais mise sur pied. Les habitants de Baeza le consultant sur ce qu'ils devaient faire : « Je n'ai point de conseil à vous donner, leur « répondit-il; tout est perdu : qu'Allah vous soit en « aide! » Et, changeant de cheval, il se remit à fuir jusqu'à Jaën, où il arriva la nuit même.

Cependant, la cavalerie chrétienne faisait un horrible massacre des Musulmans qui fuyaient devant elle, car il avait été défendu, sous peine de mort, de faire aucun prisonnier. Alonzo VIII évalue à cent mille hommes, et Rodrigue au double, le nombre de ceux qui succombèrent, et le premier chiffre n'a rien d'invraisemblable, si l'on songe aux masses engagées, à la durée du combat et à celle

de la poursuite, qui se prolongea jusqu'à la nuit. Quant aux Espagnols, s'il faut en croire leurs chroniques, ils ne perdirent pas cinquante hommes, chiffre trop miraculeux, pour qu'il soit nécessaire de le discuter. Les miracles, du reste, ne font pas faute dans les chroniques chrétiennes : la croix que le primat de Tolède faisait marcher devant lui échappa à toute atteinte avec celui qui la portait; une croix lumineuse apparut dans le ciel; enfin l'image de la Vierge, peinte sur les étendards de Castille, enfonça le mur de lances qui se dressait devant elle, à l'attaque du retranchement.

Au milieu de cette plaine couverte de morts et de mourants, les évêques entonnèrent un cantique d'actions de grâces, répété par toute l'armée. Puis les chrétiens, harassés de ce combat de géants, soutenu pendant tout un jour, sous le soleil de l'Andalousie, prirent un peu de repos dans le camp musulman, dont ils ne remplissaient pas même la moitié. Le primat de Tolède avait défendu, sous peine d'anathème, que personne s'arrêtât à piller pendant la bataille; et quand elle fut gagnée, les chevaliers, avec un noble désintéressement, abandonnèrent le pillage aux fantassins et aux valets. La plume de Rodrigue se fatigue à raconter toutes les richesses qui s'y trouvèrent en or, en argent, en armes, en chevaux, en habits précieux. Le nombre des chameaux et des bêtes de somme était tel, qu'on n'essaya pas même de l'évaluer. D'immenses provisions servirent à nourrir l'armée avec une abondance qu'elle ne connaissait plus depuis Tolède. On trouva, en flèches seulement, la charge de deux mille mulets, et, ajoute le prélat, « pendant deux

jours on n'alluma de feux dans le camp chrétien qu'avec le bois des lances et des flèches restées sur le champ de bataille. »

Loin de chercher à diminuer leurs pertes, les historiens arabes les exagérèrent au contraire ; à les en croire, de cette formidable armée qui couvrait les monts et les vallées, à peine s'il se sauva quelques milliers d'hommes. En vrais Musulmans, ils attribuent cette défaite à la Providence, « qui voulut châ« tier le vain orgueil de l'Emir et sa confiance dans « les troupes sans nombre qui suivaient ses drapeaux. « Aussi, depuis ce jour fatal, l'empire des Sarrazins « en Espagne alla en déclinant, et plus rien ne leur « réussit. Mais, en revanche, des trois rois chrétiens « qui assistèrent à la bataille de Tolosa, aucun ne lui « survécut plus d'un an, et tous trois moururent de « male mort [1]. »

En effet, la journée de *las Navas* est, après celle du Guadalete, la plus grande date de l'histoire d'Espagne. A partir de ce jour, le flot de l'invasion, qui montait depuis cinq siècles, se retire tout d'un coup et cesse de couvrir la Péninsule. L'élan de conquête, imprimé par Mahomet et continué par Thareck, Mouza, Youssouf et Abdelmoumen, se ralentit avec Yacoub, et trouve à la bataille de Tolosa son dernier point d'arrêt. La race arabe, ralliée la première sous les drapeaux du Prophète, s'était aussi usée la première, et l'empire fondé par elle en Espagne avait disparu en moins de trois siècles ; la race africaine, si inférieure à elle, n'a pas même besoin de deux

[1] Le roi d'Aragon et le roi de Castille moururent en effet l'année suivante, mais le premier seul mourut de *male mort*. Quant au roi de Navarre, sa fin n'eut lieu qu'en 1234.

siècles pour conquérir et pour perdre deux fois l'empire de la Péninsule.

Quant aux monarchies chrétiennes, la victoire de *las Navas* est aussi dans leurs annales la date d'une ère nouvelle : depuis l'invasion almoravide, leur attitude avait constamment été celle de la résistance; à cela près de quelques conquêtes, bientôt reperdues, sur la frontière, leur faiblesse et leur désunion les avaient condamnées à un rôle purement passif. Mais du jour où elles ont enfin trouvé dans leur union le secret de leur force, la scène change tout d'un coup: des champions de l'Islam, l'offensive passe aux champions du Christ; la Castille, placée au premier rang, recueille enfin les avantages de sa position, après en avoir si longtemps subi les dangers. Un heureux hasard va réunir dans les mains d'un héros, Fernando III, le saint Louis espagnol, les deux couronnes de Castille et de Léon, et le successeur d'Alonzo VIII recueillera, dans la conquête de Cordoue et de Séville, les fruits de la journée de Tolosa.

Le pieux Alonzo, renvoyant à Dieu tout l'honneur de sa victoire, fit parvenir au saint-père, avec la lettre qui la lui annonçait, l'étendard et la tente du *Miramolin*. Le pontife, dans sa joie enthousiaste, lut la lettre aux Romains assemblés, et adressa au Dieu des armées de solennelles actions de grâces. Quant aux princes espagnols, chacun d'eux s'attribua la plus large part dans le triomphe, et leurs historiens, aveuglés par l'amour-propre national, veulent à toute force que ce soit leur souverain qui ait à lui seul décidé le succès [1]. Suivant la *Chronique d'Alonzo X*,

[1] On lit dans les *Gesta comit. Barcin.* : «... Fuit domino Petro, regi

le roi de Castille ayant chargé Diego de Haro de répartir entre les rois chrétiens les dépouilles des Maures, celui-ci donna toutes les richesses aux rois de Navarre et d'Aragon : « Et pour vous, dit-il à son « seigneur, gardez la gloire et l'honneur de la jour- « née ; et chacun, ajoute la chronique, fut content « de son lot. » Le roi de Navarre voulut, en outre, emporter un fragment des chaînes de fer qui entouraient le camp de l'Emir, et ces chaînes figurèrent depuis sur les armes de la Navarre, d'où elles sont passées depuis sur celles de la France [1].

Après avoir accordé à leurs troupes trois jours de repos, les rois alliés se remirent en marche. Partout ils trouvèrent la plaine jonchée de cadavres, et l'on abattit à coups de flèches les fugitifs cachés dans les arbres. L'armée arriva devant Baeza, qu'elle trouva abandonnée, et brûla la mosquée avec quelques malades qui y avaient cherché un refuge. Ubeda, mieux fortifiée, essaya de résister ; mais une tour, ébranlée sous les coups des machines, livra en s'écroulant un passage aux assaillants. Les habitants, réfugiés dans la citadelle, furent réduits à capituler ; ils offrirent au vainqueur un million de maravédis d'or si on voulait les laisser résider dans Ubeda et leur garantir leur vie, leurs biens et l'exercice de leur religion. Les rois, qui voyaient les maladies se mettre dans leur armée, acceptèrent ces conditions ; mais les évêques s'y opposèrent, et firent rompre le traité. Les habitants furent massacrés ou faits esclaves, et la ville détruite de fond en comble.

Aragon., gloria dicti prælii attributa... *vicit* Miramolim et totum suum exercitum, *fugavit* eos per totam diem... »

[1] Ce glorieux trophée, suivant Moret, se trouve encore dans les églises de Sainte-Marie de Pampelune et de Roncevaux.

Bientôt, le désordre se mit dans l'armée victorieuse, uniquement occupée de rapines et de débauche. Les provisions qui auraient pu la nourrir pendant des mois furent gaspillées en peu de jours; et une maladie contagieuse, suite inévitable de tous ces désordres, fit dans ses rangs plus de ravages que n'en avait fait le fer de l'ennemi. Malgré l'ardeur généreuse qui enflammait le roi de Castille, force lui fut de donner le signal de la retraite, et d'ajourner l'expédition à une autre année. Les vainqueurs de Tolosa reprirent la route de Tolède, où ils furent accueillis par des transports de joie. Puis chacun s'en retourna chez soi, et ainsi se dispersa cette immense armée, qui, avec un peu plus de persévérance, aurait pu en quelques mois achever la conquête de l'Espagne musulmane.

Cependant l'Emir almohade venait de quitter la Péninsule [1] et de traverser presque seul ce détroit que, quelques mois auparavant, il couvrait de ses vaisseaux. A peine de retour à Maroc, tourmenté du pressentiment de sa fin, il fit reconnaître pour successeur au trône son fils, âgé de dix ans, le Cid Youssouf. Puis, remettant à ce jeune prince tous les soins de l'empire, il s'enferma dans son alcazar, en essayant de noyer dans la débauche le chagrin qui le minait. Bientôt, empoisonné par les ministres de son fils, impatients de régner sous son nom, il y mourut le 25 octobre 1213, à l'âge de trente-quatre ans, après avoir attaché à son règne cette date funeste d'où commence le déclin des Almohades.

[1] Aschbach prétend que Mohammed, avant de quitter Séville, fit couler à flots le sang de ses généraux qu'il accusait de l'avoir trahi, et les Andaloux, plus réellement coupables. Le fait est très-probable et tout à fait dans les habitudes africaines; mais je n'en ai pas trouvé trace dans les sources.

LIVRE XI.

CHAPITRE PREMIER.

ESPAGNE CHRÉTIENNE. —
ENRIQUE I ET FERNANDO III DE CASTILLE. —
ALONZO IX, DE LÉON. — JAYME I D'ARAGON.
— SANCHO-LE-FORT, DE NAVARRE.

1213 A 1252.

Les maladies qui avaient arrêté la marche de l'armée chrétienne avaient empêché la victoire de *las Navas* de porter tous ses fruits. Mais l'élan était donné, et l'année suivante, l'infatigable Alonzo n'attendit pas le printemps pour se remettre en campagne. Alcaraz tomba en son pouvoir après un long siége qui lui coûta deux mille hommes; ce fut là le seul résultat de cette expédition, à laquelle mit fin une affreuse famine qui vint désoler la Castille. Les populations mouraient en foule dans les champs et sur les places publiques, et l'on en vint, disent les *Annales de Tolède*, jusqu'à dérober les enfants pour les manger. Mais ces calamités publiques ne purent détourner Alonzo de la pensée qui l'occupait tout entier. L'union que le danger avait ra-

menée entre les princes chrétiens ne lui avait pas survécu : le roi de Léon ayant réclamé, les armes à la main, les villes qu'on lui avait enlevées sur les bords du Duero, le monarque castillan ne voulut pas troubler, pour une querelle de frontières, la paix de la chrétienté, et céda à son rival les places en litige; il apaisa par son intervention une guerre qui venait d'éclater sans motifs, entre les rois de Portugal et de Léon, et, détournant sur les ennemis de la foi l'inquiète humeur de ce dernier, il lui donna rendez-vous sur les bords du Guadalquivir. L'expédition, mal concertée, manqua d'ensemble et de vigueur : le roi de Léon s'empara d'Alcantara, et échoua devant Cacerès; celui de Castille, venu trop tard au rendez-vous, prit d'assaut Juliena, dont tous les habitants furent massacrés [1]. Il alla ensuite assiéger Baeza, repris par les Arabes; mais l'hiver s'avançait, la faim vint joindre ses ravages à ceux du froid, et l'armée, après avoir mangé ses chevaux, fut forcée de lever le siége.

Usé par les fatigues de ces guerres continuelles, Alonzo VIII, à peine âgé de cinquante-huit ans, touchait au terme de ses jours. La fièvre le saisit dans un village, près d'Arevalo, et sa famille avait à peine eu le temps de se réunir autour de lui, qu'il expira, le 6 octobre 1214, deux ans après la victoire de *las Navas*. Pendant ce long et glorieux règne, qui ne dura que trois ans de moins que sa vie, on a vu la Castille croître constamment en force et en influence. Aussi le deuil fut-il profond à la nouvelle de sa mort,

[1] *Anal. Toletanos*. Cette chronique est la plus riche en détails pour la dernière partie du règne d'Alonzo VIII. Voir aussi Rodrigue de Tolède pour la Castille, et Lucas de Tuy pour Léon.

et la Péninsule, sauvée par lui, partagea les regrets de la Castille.

Par suite de ce déplorable système historique, qui ne mentionne dans la vie des rois que les mariages et les batailles, le biographe d'Alonzo VIII, Mondejar, ne dit pas un mot des institutions de son règne. Il est vrai que les malheurs du temps s'opposèrent à son projet de réunir en un seul corps de lois les *fueros* locaux qui régissaient la Castille [1]; mais cette pensée seule honore le prince qui l'a conçue, et le seul tort d'Alonzo est ici de devancer de trop loin son siècle. Fidèle à la politique des monarques castillans, qui s'appuyaient sur les communes contre la noblesse, il confirma et étendit tous les *fueros* municipaux de ses États, et en octroya de nouveaux. Animé pour les lettres d'un zèle bien rare à cette époque, il jeta à Palencia, en 1209, avec l'aide du digne primat de Tolède, les bases de la première université qui ait existé en Espagne. Il fit venir de France et d'Italie les plus savants professeurs, et dota largement leurs chaires dans toutes les facultés [2]. Quant aux fondations pieuses et aux œuvres de charité publique, elles abondent sous ce règne; nous citerons seulement le couvent de *las Huelgas*, à Burgos, la ville favorite d'Alonzo, et le bel hôpital qu'il fit construire à Santiago, à côté de son propre palais, pour recevoir les pèlerins et les malades. Enfin, après avoir mis, par une charte spéciale, les possessions de l'Église sous la protection de la puissance royale, et

[1] Voy. t. III, p. 469. Voir aussi Marina. *Ensayo critico*, § 125 à 129, 152 et 153.

[2] Le pape Urbain IV conféra, en 1262, à cette université, tous les privilèges dont jouissait celle de Paris. Elle fut depuis transférée à Valladolid.

défendu à tout laïc d'y porter la main, il déclara le clergé de ses États exempt à jamais de toute espèce d'impôt[1].

Alonzo VIII, au dire d'un chroniqueur[2], était d'une taille moyenne, d'une belle figure, facile à s'animer, le front proéminent, le nez grand, les yeux bleus et les cheveux noirs. Il avait eu de sa féconde union avec Léonor d'Angleterre quatre fils et cinq filles : Berenguela, mariée au roi de Léon, et divorcée par sentence du pape; Urraca, qui devint reine de Portugal; Blanche, reine de France et mère de saint Louis; Léonor, qui fut plus tard reine d'Aragon, et Constancia, qui se fit religieuse. Quant aux fils, le seul survivant, Enrique Ier, âgé de onze ans, succéda à son père, sous la tutelle de la reine Léonor[3].

La régente étant morte vingt-cinq jours après son époux, la régence passa à la sage Berenguela sa sœur, qu'Alonzo avait désignée comme héritière de la couronne, en cas de mort d'Enrique[4]. Mais l'humeur rebelle des *ricos homes* castillans, à grand' peine domptée par un roi victorieux, se révolta à

[1] Voy. Mondejar, p. 128. Je reparlerai de cette charte en traitant dans un chapitre exprès, des immunités ecclésiastiques de l'Espagne.

[2] Zapata, *Vita de doña Berenguela, hija de don Alonzo el noble*, p. 74.

[3] Je renvoie aux Pièces justificatives l'histoire, si populaire en Espagne, des amours d'Alonzo VIII avec la belle juive Fermosa.

[4] Mondejar (*Append.*, p. 33 à 62) cite deux longues dissertations de Zapata et de Chifflet, qui prouvent, contre l'assertion de Mariana et de plusieurs autres, que Berenguela était l'aînée des filles d'Alonzo VIII. Cette question est plus grave qu'elle ne le semble, car c'est sur le prétendu droit d'aînesse de Blanche de Castille que la France a fondé ses prétentions sur cette couronne. On peut voir à ce sujet l'interminable dissertation de Mondejar (*Append.*, p. 141). Ces prétentions, très-mal fondées de la part de la France, datent surtout du règne du roi d'Espagne, Philippe V, en 1627, où une controverse très-vive s'établit entre les publicistes des deux royaumes.

l'idée d'obéir à une femme. Les trois Lara, Fernando, Alvar et Gonzalo, réclamèrent la tutelle du jeune roi, dont ils voulaient exploiter la minorité, comme leurs pères avaient exploité celle d'Alonzo. Lassée par leurs obsessions, Berenguela se décida enfin à transférer la tutelle au comte Alvar, en mettant pour condition que le nouveau régent n'exercerait son autorité que comme délégué de la reine. Alvar promit tout ce que l'on voulut; mais, à peine maître de la personne du roi, il se livra sans scrupule à toute la violence de son caractère. Tous les nobles qui n'avaient pas embrassé son parti furent dépouillés de leurs fiefs, les communes opprimées, et les dîmes ecclésiastiques détournées de leur destination. L'Église résista avec sa ténacité ordinaire, et le primat de Tolède dut employer l'anathème contre le régent pour le forcer à une restitution [1].

Bientôt un parti nombreux se forma contre les Lara: leurs ennemis héréditaires, les Haro, se mirent à la tête des mécontents, et dans des cortès tenues à Valladolid, la régence fut de nouveau offerte à la reine. Álvar, cessant dès lors de garder avec elle aucun ménagement, mit la main sur ses fiefs et la força à se retirer dans le château d'Autillo, où elle vécut jusqu'à la mort de son frère. Le jeune prince, toujours au pouvoir du régent, désirait vivement échapper à son joug. Pour mieux le tenir dans sa dépen-

[1] A l'abondance des sources, si riches pour la bataille de *las Navas*, succède tout d'un coup une grande pauvreté; car nous sommes réduits à la version de Rodrigue de Tolède, très-partiale contre les Lara. La *Chron. d'Enrique Ier*, contenue dans celle de Fernando III (Medina del campo, 1566, f°), n'est, comme celle d'Alonzo X, qu'une paraphrase de Rodrigue. Quant à Lucas de Tuy, qui raconte en quelques lignes tous ces événements, il prend également parti pour la régente contre les Lara.

dance, Alvar résolut de le marier à la fille du roi de Portugal. Or, tous les rois de l'Espagne chrétienne étant alors parents l'un de l'autre, ces alliances, qui pouvaient seules fonder le repos et l'unité de la Péninsule, étaient devenues impossibles. Innocent III, en apprenant celle qui se préparait, se hâta de l'interdire, et le mariage fut dissous avant d'avoir été conclu.

Le régent, traînant son pupille à sa suite, parcourut ensuite la Castille, sévissant sans pitié contre les nobles qui refusaient de se rallier à son parti. La reine ayant envoyé en secret un émissaire au roi, Alvar le surprit, le fit pendre, et accusa Berenguela d'avoir voulu empoisonner son frère pour régner seule en Castille. La conscience publique se souleva contre cette odieuse calomnie, et le parti de la reine commença à relever la tête. La guerre civile éclata bientôt; mais Alvar, fort de son activité, de son audace et de la présence du roi, qui prêtait une sanction à sa cause, soumit l'un après l'autre la plupart des nobles rebelles, et réduisit ses adversaires à une timide défensive.

Alvar triomphait, quand un événement bien imprévu vint arracher le pouvoir de ses mains; il était à Palencia avec son pupille, et celui-ci se livrait aux jeux de son âge avec quelques jeunes compagnons, quand une tuile détachée du toit frappa Enrique à la tête. La blessure fut si grave qu'il expira quelques jours après (6 juin 1217), à l'âge de quatorze ans. Berenguela, bientôt instruite de sa mort, envoya sur-le-champ chercher son fils Fernando, qui se trouvait à Toro près du roi de Léon. Alvar, sentant le pouvoir lui échapper avec la vie d'Enrique, es-

saya de cacher la mort de son pupille. Mais de pareils secrets ne se gardent qu'au fond d'un alcazar musulman : la Castille apprit bientôt la perte qu'elle avait faite, et Berenguela, légitime héritière du trône, aux termes du testament d'Alonzo VIII, rallia autour d'elle tous les fidèles Castillans, et quitta sa retraite pour prendre, avec son fils, possession de ses États.

Alvar de Lara, toujours à la tête d'un parti nombreux, maintenait ses droits à la régence et réclamait la tutelle du jeune Fernando. Le roi de Léon, avec son inconséquence habituelle, au lieu de songer à assurer à son fils la couronne de Castille, s'avisa de la réclamer pour lui-même, et envoya une armée soutenir ses prétentions. Berenguela, ralliant à sa cause toutes les cités de l'Estremadure, convoqua à Valladolid leurs députés qui, réunis à la noblesse et au clergé du royaume, lui jurèrent fidélité. Mais la sage princesse, convaincue par une triste expérience qu'il fallait pour régir la Castille une main plus ferme que la sienne, résolut de transmettre ses droits à son fils. Elle se démit en présence des Cortès de la couronne, qu'elle déposa, aux acclamations de tous, sur la tête du jeune prince, âgé de dix-huit ans, et celui-ci fut reconnu roi sous le nom de Fernando III (31 août 1217) [1].

Alonzo de Léon, apprenant cet événement, qui

[1] Les *ricos homes*, suivant la *Chronique d'Alonzo X*, « élevèrent Fernando III roi sous un ormeau (*alçaronlo rey so un olmo*). » On reconnaît ici cette vieille coutume nationale de l'Espagne, dont on trouve encore trace dans les provinces basques, où un ormeau séculaire, comme celui de Guernica, voit réunir sous son ombre l'*ayuntamiento* du village.

La chronique d'Alonzo, source fort suspecte d'ordinaire, quitte ici le roman pour l'histoire, et reprend plus d'autorité pour le règne de Fernando III. On se souvient qu'elle fut écrite par ordre de son fils Alonzo X, et même, dit-on, en partie rédigée par lui.

ruinait ses folles prétentions, ne s'en montra que plus acharné à les poursuivre. Loin de céder aux prières de Berenguela [1], qui lui demandait grâce pour son fils et pour la femme qu'il avait aimée, il vint lui-même se mettre à la tête de ses troupes et dévaster la Castille. Trois partis se trouvaient donc en présence: le roi de Léon assiégeait Burgos, que défendait le comte de Haro. Alvar et les Lara, vers le sud, étaient maîtres de toutes les places fortes. Enfin la reine et son fils avaient pour eux Burgos, Ségovie, Valladolid, et les cités du Duero. Mais les événements prirent bientôt un tour plus heureux pour le jeune roi, que les vertus de sa mère rendaient cher au pays. Le roi de Léon, ayant trouvé dans Burgos une résistance inattendue, comprit enfin l'inutilité de son entreprise, et s'en retourna dans ses États. Alvar de Lara, désespérant de sa cause, proposa au roi de France, Philippe-Auguste, de venir réclamer la couronne de Castille, au nom de sa belle-fille Blanche, sœur cadette de Berenguela; mais Philippe, reconnaissant le peu de fondement de ces droits, fut assez sage pour refuser de les faire valoir.

La reine et son fils ouvrirent les hostilités en enlevant aux rebelles Najera, Lerma et Lara; mais le manque d'argent mit bientôt un terme à ces succès, et Berenguela dut se dépouiller de ses joyaux, pour payer la solde de ses troupes. Toutefois, un heureux

[1] Suivant la même chronique, le roi de Léon fit proposer à sa ci-devant épouse Berenguela de revenir vivre avec lui, moyennant une dispense qu'il obtiendrait de Rome, et de régner avec lui sur la Castille et Léon, pour laisser ensuite les deux couronnes à leurs fils. Mais la reine répondit que jamais, à Dieu ne plaise, elle ne recommencerait à pécher en renouant ce que le ciel avait dénoué, et que, quant au royaume, elle le voulait pour son fils, à qui l'avaient donné Dieu et les *homes buenos* de Castille.

hasard fit tomber Alvar aux mains de la reine, et cet événement mit fin à la guerre. Le comte, pour racheter sa liberté, dut livrer toutes ses places fortes, et Fernando, débarrassé d'une rébellion qui menaçait de durer plus longtemps, prit possession du trône de Castille.

A peine le pays commençait-il à goûter les douceurs de la paix, qu'une nouvelle révolte de la race incorrigible des Lara força Fernando à rentrer en campagne. Trop faibles pour lui tenir tête, les Lara appelèrent à leur aide le roi de Léon. Alonzo IX, que l'âge et l'expérience n'avaient pas rendu plus sage, se hâta d'accourir, et, misérable instrument de l'ambition d'autrui, vint s'efforcer de détrôner le fils auquel il devait léguer sa couronne. Le pieux roi Fernando répugnait à tirer l'épée contre son père ; cependant la guerre s'étant engagée malgré lui, une rencontre allait avoir lieu, lorsque les évêques des deux partis s'interposèrent pour mettre un terme à cette lutte parricide. La mort du comte Alvar [1] rendit bientôt les négociations plus faciles : le roi de Léon, rappelé enfin à des sentiments plus chrétiens, se laissa réconcilier avec son fils, et les deux rois convinrent d'oublier leurs querelles pour marcher ensemble contre les infidèles. Quant à Fernando de Lara, découragé par la mort de son frère, il passa en Afrique où il se mit au service des Almohades.

Maître paisible de son royaume, Fernando régna

[1] Le comte, toujours au dire de la *Chron. d'Alonzo*, mourut tellement pauvre, « qu'il ne laissa pas de quoi payer des cierges pour son enterrement : et la reine, avec une charité toute chrétienne, envoya tout l'argent qu'il fallait, avec une robe de brocart pour ensevelir le comte. » Suivant Rodrigue de Tolède, sa maladie fut un coup du ciel, qui le frappa soudainement pendant qu'il revêtait son armure.

dès lors sous la tutelle de la reine, « à qui il obéissait, dit Lucas de Tuy, comme un enfant sous la férule de son maître [1]. » Cette déférence n'étounera pas, si l'on songe à la gratitude du roi envers une mère à qui il devait sa couronne. La sage reine, voulant préserver son fils des entraînements de la jeunesse, songeait à le marier : au lieu de lui chercher, dans les familles royales de la Péninsule, une alliance que le saint-siége eût bientôt rompue, elle lui choisit pour femme Béatrix de Souabe, fille de l'empereur Philippe, mort en 1208. Cette union, plus brillante que solide, servait moins les vrais intérêts de la Castille qu'une alliance avec le Portugal ou l'Aragon; et le seul résultat politique qu'elle amena fut de motiver plus tard les prétentions d'Alonzo X sur le trône impérial.

La jeune princesse arriva à Burgos, où la reine et son fils étaient venus au-devant d'elle. Là, en présence des nobles, des prélats du royaume et des députés des communes, Fernando prit sur l'autel l'épée qu'il ne devait plus tirer que contre les infidèles, et se la ceignit de sa propre main ; il se revêtit ensuite d'une armure bénite, et se conféra à lui-même l'ordre de chevalerie. Ainsi la royauté avait déjà assez grandi pour que, clerc ou laïc, il n'y eût plus personne d'assez haut placé en Castille pour armer son roi chevalier. Trois jours après, le jeune prince conduisit à l'autel la « douce damoiselle », et leur union fut bénie par l'évêque de Burgos. Depuis lors, la paix publique ne fut plus troublée que par quelques

[1] Notons, en passant, ce trait de ressemblance, à ajouter à tant d'autres, entre saint Fernando et saint Louis de France, non moins soumis à sa mère Blanche de Castille, sœur de Berenguela.

courtes révoltes, que le roi de Léon, fidèle à sa promesse, s'abstint d'appuyer, et que Fernando n'eut pas de peine à réprimer. Libre de se vouer tout entier à la guerre contre les ennemis de son Dieu, il harcela leurs frontières par de continuelles expéditions. Une rivalité généreuse s'établit entre les quatre souverains de Léon, de Castille, d'Aragon et de Portugal; et chacun d'eux, dans une série d'algarades heureuses, vint réclamer sa part dans l'héritage de l'Emirat.

Les dernières années du règne d'Alonzo IX de Léon, père de Fernando III, furent troublées par une rébellion de son frère Sancho. Sous prétexte de se réfugier à la cour de l'Emir de Maroc, asile de tous les mécontents de la Péninsule, ce prince ayant réuni un grand nombre d'aventuriers, juifs ou chrétiens, résolut de fonder en Espagne un État indépendant. S'étant emparé d'un château abandonné près de Badajoz, il y vécut quelque temps en bandit plutôt qu'en roi; mais ayant été tué à la chasse par un ours, comme le roi goth Favila, ses troupes se dispersèrent, et les Maures, s'emparant du château, passèrent la garnison au fil de l'épée (1220).

Quant au roi de Léon, après avoir, pendant les dernières années de sa vie, agrandi ses États aux dépens des Musulmans, il mourut pendant un pèlerinage à Compostelle, où il fut enseveli, après un règne de quarante-deux ans. Nous avons vu ses inconséquences, sa facilité à céder à de mauvais conseils, et ses éternelles discordes avec les rois ses voisins, sans même en excepter son fils. Lucas de Tuy, beaucoup trop partial pour ce prince, nous vante son aspect martial, et le courage impatient qui l'emportait tou-

jours au plus épais de la mêlée; ardeur mal réglée, bonne tout au plus sur un champ de bataille, et qui l'entraîna en politique dans tant de fausses démarches. Du reste, humain et charitable, tout le butin qu'il rapportait de la guerre était pour les couvents, et il nourrissait de son épargne les moines nécessiteux. Il repeupla les villes dévastées par l'invasion et en fonda de nouvelles. Il fit construire des chemins et des ponts, réparer les murs de sa capitale, et restaurer l'église de Santiago, incendiée sous Urraca, sans parler d'une foule de couvents élevés et dotés par lui. Jaloux de l'établissement scientifique d'Alonzo de Castille à Palencia, il fonda, en 1222, l'université rivale de Salamanque. A la prière de sa sage épouse, dont il fut séparé trop tôt, il revisa les *fueros* de Léon et des autres villes de ses États, et leur en accorda de nouveaux. Assignant aux juges un salaire sur le trésor royal, il leur défendit de recevoir aucun présent. Enfin, impitoyable contre les malfaiteurs, il les livra aux atroces supplices en usage dans ces siècles barbares.

Ce prince avait eu de sa première femme, Teresa de Portugal, deux fils morts avant lui, et deux filles. Par une dernière inconséquence, il légua sa couronne à ses deux filles, Sancha et Dulce, à l'exclusion de Fernando, son fils du second lit. Celui-ci assiégeait alors Jaën; averti par sa mère de la mort du roi de Léon, il accourut en toute hâte pour disputer à ses sœurs un trône qui, d'après toutes les lois du royaume, ne pouvait leur échoir qu'à défaut d'un héritier mâle. L'obstacle le plus sérieux, c'était l'amour-propre national des Léonais, qui crai-

gnaient de voir leur royaume se changer en une province de la Castille. Aussi bon nombre de *ricos homes* avaient-ils embrassé le parti des infantes, et Léon surtout, redoutant de perdre son rang de capitale, s'était hautement déclarée contre Fernando. Mais le pieux roi de Castille devait vaincre, car il avait le clergé pour lui. Tous les évêques léonais se prononcèrent en sa faveur; la princesse de Portugal, mère des deux infantes, consentit à une entrevue avec Berenguela. Les deux veuves du roi de Léon, après de longs débats, convinrent enfin que les infantes restitueraient les villes qu'elles occupaient, et céderaient leurs droits à leur frère en échange d'un revenu de 30,000 pièces d'or. Fernando entra en pompe dans sa nouvelle capitale, qu'il dota de larges franchises. « Et ainsi, ajoute Rodrigue, l'habileté de la sage reine lui donna la couronne de Léon, comme elle lui avait donné celle de Castille; et, bien que cette réunion des deux royaumes *déplût presque à tout le monde*, Berenguela sut si bien faire qu'elle s'accomplit sans désordre et sans effusion de sang. »

Ainsi, deux grands événements dominent au XIIIe siècle l'histoire de la Péninsule : au dehors, la bataille de Tolosa; au dedans, la réunion des deux États de Castille et de Léon. Cette double couronne, portée par un prince digne d'elle, va s'étendre maintenant sur la moitié de l'Espagne, de la Galice à Jaën, en attendant qu'elle touche aux deux mers (*de mar à mar*) par la conquête de Murcie et de Séville. La Navarre, confinée dans un recoin des Pyrénées, n'existe plus que pour mémoire. L'Aragon tend de plus en plus à se répandre au dehors et à s'isoler de la poli-

tique péninsulaire. Enfin l'empire africain d'Andalousie va voir ses plus belles provinces reconquises une à une par l'éternelle croisade qui remplit tout le règne de Fernando III.

ARAGON.

Jetons maintenant les yeux sur l'Aragon [1], qui, livré comme la Castille aux épreuves d'une minorité, n'avait pas, pour y mettre un terme, la prudence d'une Berenguela. La triste fin de Pedro II à Muret, jointe à l'absence de Jayme I[er], son fils, confié à la garde du meurtrier de son père, avait réveillé l'ambition de l'infant don Fernando, frère du roi défunt, et de son oncle, le comte Sancho de Roussillon. Tous deux contestaient les droits de Jayme au trône et la légitimité de sa naissance, d'accord sur ce point avec le feu roi, qui avait toujours montré de l'éloignement pour son fils, et soutenu, en dépit du pape, que le mariage dont il était issu n'était pas valable. Chacun des deux prétendants s'apprêtait à faire valoir ses droits, les armes à la main; mais l'Église, fidèle à la cause que protégeait le saint-siége, se déclara pour Jayme, et entraîna avec elle presque tous les *ricos homes.* Un drapeau manquait à ce parti, et le pape le lui donna en ordonnant à Simon de Montfort de renvoyer son pupille en Aragon. Le cardinal de Bénévent fut chargé de reconduire dans ses États le jeune prince âgé de six ans, et son cousin Raymond de Provence, qui devait être élevé avec lui (1214).

[1] Voir, pour les sources de l'histoire d'Aragon, les Pièces justificatives.

Le clergé, la noblesse et les députés des bonnes villes du royaume se réunirent à Lerida pour recevoir leur souverain; les deux infants refusèrent d'y assister. Jusqu'ici, l'usage de prêter serment au nouveau roi n'avait pas existé en Aragon; le légat, pour prévenir les désordres d'une minorité, obtint des cortès serment de fidélité à leur jeune monarque *en* Jayme Ier[1], et l'usage s'en établit depuis lors; mais les Aragonais, jaloux de leurs libertés, exigèrent qu'il jurât d'abord de maintenir tous les priviléges et *fueros* du royaume. L'enfant-roi, porté dans les bras de l'archevêque de Tarragone, balbutia le serment sans le comprendre, et reçut ensuite l'hommage de ses fidèles sujets. Son éducation fut confiée, non pas aux deux infants qui la réclamaient, mais au grand maître du Temple, le brave et loyal chevalier Guillen de Monredon, qui l'emmena dans le château de Monzon, place assez forte pour ne rien craindre des rebelles. Quant au gouvernement, il fut confié à Sancho, l'aîné des deux infants, avec le titre de *procureur général du royaume*. Le légat eut, du reste, la haute main dans tous ces arrangements. On sait, en effet, les liens étroits qui unissaient l'Aragon au saint-siége depuis le jour où le roi Pedro II, en recevant sa couronne des mains du pape, s'était reconnu son vassal; ces liens furent encore resserrés par le testament de la reine douairière, Marie de Montpellier, morte à Rome en suppliant le saint-père de continuer au fils la protection qu'il avait accordée à sa mère[2].

[1] *En*, en catalan, équivaut au *don* des Castillans.

[2] Miedes, *Vida de don Jayme*, l. II, ch. V. Le testament se trouve dans Aguirre, *Concil. Hispan*, t. V, p. 18.

Le choix du comte Sancho pour régent d'un État sur lequel il avait voulu régner était le plus déplorable que l'on pût faire. Bientôt l'ambition et l'avidité du régent et de son neveu, l'infant Fernando, agitèrent tout l'Aragon : les finances, déjà fort obérées par le roi Pedro II, en vinrent à un tel état d'épuisement que les juges, pour vivre, étaient obligés de vendre la justice, tandis que le jeune roi touchait à peine dans Monzon l'argent nécessaire à sa subsistance. L'État, en un mot, semblait à la veille de sa ruine, lorsque Ximeno Cornil, l'un des nobles les plus considérés de l'Aragon, touché des malheurs de son pays, organisa, avec un certain nombre de prélats et de *ricos homes*, une *ligue du bien public*, qui, cette fois, mérita son nom. Les confédérés, indignés de voir leur roi n'échapper à la tyrannie de son oncle que par une réclusion absolue, trouvèrent moyen de le faire sortir en secret du château qu'il habitait. Vainement l'infant don Sancho, instruit du projet d'évasion de Jayme, essaya d'intimider les partisans du prince, en disant « qu'il « teindrait en écarlate tout le chemin de Saragosse « à Monzon »; le captif parvint à s'échapper, et arriva dans sa capitale sans avoir rencontré un ennemi. Jayme, alors âgé de neuf ans, fut accueilli par ses sujets avec un enthousiasme que sa grâce enfantine et sa rare beauté augmentaient encore. On lui prêta de nouveau hommage de fidélité, et l'on subvint à la pénurie des finances en votant d'acclamation l'impôt du *bovage* (1217), impôt extraordinaire qui ne devait être acquitté qu'une fois sous chaque règne, et qui l'avait été trois fois sous celui de Pedro II.

Entouré de sages conseillers, ce royal enfant s'efforça dès lors de gouverner par lui-même. Les *ricos homes*, fidèles à leur vieil instinct de loyauté, se rangèrent peu à peu du côté de leur roi. L'année suivante, Jayme, après avoir tenu à Tarragone les cortès spéciales de Catalogne [1], convoqua à Lerida les cortès générales du royaume. L'infant Sancho, abandonné de ses partisans, y vint trafiquer de sa soumission, et échangea contre de riches fiefs son titre de régent, en prêtant à Jayme un serment de fidélité qu'il ne devait pas tenir. L'infant Fernando persista dans sa rébellion, et, attirant à lui tous les mécontents, il parvint à s'emparer des trois premières villes du royaume, Saragosse, Huesca et Jaca. Vainement Jayme, qui, dans ces difficiles débuts, fit preuve d'une prudence et d'un courage au-dessus de son âge, essaya de trouver un appui, d'abord auprès du saint-siége, en mettant l'Aragon sous sa protection [2], puis auprès de la Castille, en épousant, en 1221, l'infante doña Léonor; force lui fut de céder à la fin, et de se remettre au pouvoir de son oncle. Le gouvernement passa dès lors dans les mains de Fernando, et l'homme fait se montra bien inférieur à l'enfant en habileté et en sagesse (1223).

Ce ne fut que deux ans plus tard que Jayme, alors âgé de dix-sept ans, parvint à se soustraire par la fuite à cette honteuse dépendance. A peine rentré dans ses droits, il voulut signaler son émancipation par une croisade contre les Maures; mais ayant entrepris avec des forces insuffisantes le siége de Peniscola,

[1] La Catalogne, lors de sa réunion avec l'Aragon, s'était réservé ce privilége.

[2] Voyez dans Aguirre, t. v, p. 183, la lettre d'Honoré III, à ce sujet.

il fut obligé de le lever, et l'Emir de Valence, abou Seïd, acheta cependant la paix au prix d'un tribut annuel. Jayme tourna ensuite ses armes contre ses vassaux rebelles : la lutte fut longue et opiniâtre; à la fin, le courage personnel du roi le débarrassa de Pedro de Ahones, son plus dangereux adversaire [1], et l'appui du clergé lui ramena bientôt les autres.

Restait l'infant Fernando avec les trois cités qui avaient embrassé son parti. Les députés de ces villes, réunis à Jaca en 1227, s'engagèrent sous serment « à se soutenir mutuellement envers et contre tous, sauf la fidélité due au roi et à la reine. » Jayme, en se ménageant des intelligences dans tous les partis, parvint à frapper d'impuissance cette formidable ligue. Fernando, abandonné de ses alliés, vint implorer le pardon de Jayme, qui acheta, par le don de quelques fiefs, sa précaire soumission, et tout marcha vers une pacification générale dont l'Aragon avait grand besoin après quatorze ans de troubles. Les trois cités confédérées traitèrent avec le roi, et obtinrent l'oubli du passé et la confirmation de leurs franchises. Des fêtes populaires célébrèrent le retour de cette paix si désirée, et Jayme, après avoir reconquis son royaume, à un âge où

[1] C'est un curieux épisode des mœurs féodales que la querelle et la lutte corps à corps du jeune Jayme, avec ce vassal rebelle qui voulait tirer l'épée contre son roi, et que Jayme retint de sa main puissante. Les gens de la suite de don Pedro l'ayant débarrassé de l'étreinte du royal Hercule, tandis que les gens du roi les regardaient faire sans bouger, Jayme, suivi seulement de quatre cavaliers, se mit sur-le-champ à la poursuite du rebelle; celui-ci, atteint d'un coup de lance, fut reçu dans les bras de Jayme, qui lui dit pour toute vengeance ces seuls mots : « Don Pedro, en male heure vous êtes né ! » et le fit ensevelir avec honneur. Je regrette fort que l'étendue de ce récit m'empêche de le citer en entier. On le trouve dans la *Vida de Jayme*, ch. XXVI, et dans Zurita, t. II, ch. LXXX.

d'autres ne sauraient pas même le gouverner, put enfin diriger ses armes contre les ennemis de la foi.

NAVARRE.

Nous ne terminerons pas cette revue des monarchies chrétiennes sans dire un mot de la Navarre, presque effacée de l'histoire depuis un quart de siècle, pendant que son roi Sancho, *le Fort*, retranché dans ses montagnes, luttait à force d'habileté et de courage contre les désavantages de sa position. En 1202, le roi d'Aragon, Pedro II, voulant mettre un terme aux éternelles querelles des deux pays, avait demandé à Sancho de Navarre la main de sa sœur Teresa [1]; celui-ci se hâta d'accepter cette alliance, dictée par une saine politique. Le mariage allait se conclure, quand le pape Innocent III, qui aurait mis la chrétienté en feu pour maintenir un seul des canons de l'Église, s'avisa que l'infante était cousine du roi d'Aragon, et leur défendit de se marier, sous peine d'anathème. Le repos de deux pays fut ainsi sacrifié à un absurde préjugé, et c'est alors que Pedro II épousa Marie de Montpellier, mère de Jayme I[er].

Nous avons vu les guerres continuelles de la Navarre avec la Castille, et la part glorieuse que prit Sancho à la victoire de *las Navas*, rachetant ainsi la honte de son alliance avec l'Emir. Ce prince, ac-

[1] Morel, *Anales de Navarra*, l. XX, ch. VI, et *Innocentii III epist.*, *apud* Baluze, p. 556.

cablé d'infirmités, vivait fort retiré dans son château de Tudela; Jayme, son parent, ayant eu occasion de lui rendre visite [1], pour conclure un traité d'alliance contre la Castille, le vieux roi, qui avait perdu son fils à la chasse, se laissa séduire par les grandes qualités du roi d'Aragon, et résolut de le reconnaître pour son successeur.

L'héritier naturel de Sancho était Thibault, comte de Champagne, fils de sa sœur Blanche. Impatient de régner, Thibault avait conspiré contre son oncle: Sancho, irrité, le punit en le déshéritant. Afin de ménager l'amour-propre des Navarrais, qui redoutaient de voir leur nationalité absorbée dans celle de l'Aragon, le vieux roi s'avisa d'un singulier expédient: ce fut de conclure avec Jayme un pacte d'adoption mutuelle, où chacun reconnaissait l'autre pour son successeur, à l'exclusion de ses enfants ou de ses héritiers. Bien que Jayme eût un fils, que ce pacte privait éventuellement de ses droits, toutes les chances étaient en faveur de l'Aragon dans ce contrat entre un roi de vingt-cinq ans et un de soixante-dix-huit. Jayme n'hésita donc pas, et le traité fut signé à Tudela en 1231. Les deux souverains fixèrent ensuite le contingent que chacun devait fournir, en

[1] Jayme raconte avec beaucoup de naïveté son entrevue avec le vieux roi de Navarre. Voici quelques fragments de ce récit (l. II, ch. VII): « Et quand nous arrivâmes à Tudela, le roi ne put descendre du château vers la ville, car il était gras à l'excès (*à desmesura*), et il avait vergogne de se faire voir; aussi n'était-il pas aimé des gens du pays. Nous eûmes donc à monter jusqu'au château, où il nous accueillit bien et vint au-devant de nous; et il y avait deux ans qu'il n'en était sorti et n'avait descendu si bas. Et nous nous embrassâmes fort, et le roi était aussi grand que moi, et il se montra fort allègre et riant de ma venue, et il nous dit qu'il y avait longtemps qu'il ne s'était autant réjoui. »

cas de guerre contre la Castille, à mille hommes pour la Navarre, et deux mille pour l'Aragon. Jayme, dont les finances étaient fort obérées, arracha à grand'peine de son père adoptif cent mille sous d'or, et encore dut-il livrer en gage quatre de ses places fortes. Quant au traité d'adoption, le roi d'Aragon, qui y gagnait le plus, fut le premier qui le viola, en faisant reconnaître, en 1232, son fils Alonzo pour héritier de sa couronne. Le jeune infant était alors en Castille auprès de sa mère, la reine Léonor; car, en 1229, Jayme, héritier de l'humeur inconstante de son père, avait fait rompre son mariage par le saint-siége, pour cause de parenté, tout en reconnaissant l'infant pour son fils légitime.

Peu après, Sancho, accablé d'infirmités, mourut enfin à Tudela, en 1234, à l'âge de quatre-vingts ans, après un règne de quarante. Si la Navarre, sous ce règne, ne conquit pas une importance à laquelle la nature ne l'avait pas destinée, du moins resta-t-elle, grâce à la prudence de son roi, oubliée dans ses montagnes, trouvant ainsi sa sécurité dans sa faiblesse même. Avec lui s'éteignit, après quatre cents ans de durée, la race des descendants d'Iñigo Arista, le fondateur de la royauté pyrénéenne. A peine Sancho eut-il fermé les yeux, que les Navarrais, en dépit du pacte signé par lui, se hâtèrent d'appeler au trône le comte Thibault, en faisant prier le roi d'Aragon de les délier du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté. Jayme y consentit, sans toutefois renoncer à ce qu'il regardait comme son droit; occupé alors de la conquête de Valence, ce prince ne jugea pas que la possession de quelques ravins perdus dans les

montagnes valût une guerre, qu'empêcha d'ailleurs l'intervention du pape Grégoire IX. La maison de Champagne s'assit donc sans obstacle sur le trône de Navarre, et la France prit dès lors sur les destinées de ce royaume une influence qui devait durer jusqu'à sa réunion à la couronne de Castille.

CHAPITRE II.

DÉCLIN ET CHUTE DE L'EMPIRE ALMOHADE. — CONQUÊTES DE FERNANDO III DE CASTILLE ET DE JAYME Ier D'ARAGON.

1213 A 1236.

Le fils de Mohammed, Youssouf abou Yacoub, n'était âgé que de onze ans lorsqu'il monta sur le trône; et, gouverné par un enfant, l'Emirat almohade marchait à grands pas vers sa ruine. Diverses causes avaient empêché les chrétiens de mettre à profit la faiblesse de leurs adversaires et la terreur toujours subsistante de la défaite de Tolosa. La famine désolait la Castille; l'Aragon et la Navarre venaient de changer de souverain, et subissaient tous les maux d'une minorité; mais bientôt les agressions des chrétiens, un instant suspendues, recommencèrent, depuis Valence jusqu'aux Algarves; et leurs quatre rois resserrant chaque année le cercle menaçant dont ils entouraient l'empire de l'Islam, chacun, dès lors, put prévoir sa chute prochaine dans la Péninsule.

Pendant ce temps, le nouvel Emir de Maroc, enfermé dans son alcazar, se livrait à des goûts indignes

d'un roi. « Au lieu de se faire le pasteur de ses peuples, nous dit la chronique arabe, il ne s'occupait que d'élever des troupeaux, ne conversait qu'avec des pâtres et des esclaves, et épuisait dans la débauche sa jeunesse, déjà flétrie dans sa fleur. » Sa mort, du reste, fut digne de sa vie : frappé par la corne d'une vache, il mourut en 1224 à l'âge de vingt-un ans, après en avoir régné dix, sans être jamais sorti de sa capitale. Youssouf ne laissait pas de fils, mais une de ses concubines était enceinte. Depuis Abdelmoumen, aucune atteinte n'avait été portée à l'unité qui faisait la force de l'empire almohade ; mais à la mort de son indigne descendant, les prétendants surgirent de tous côtés. Le lien précaire qui unissait l'Afrique à l'Espagne fut le premier qui se brisa. Pendant que le grand-oncle de Youssouf, Abd el Wahid, pieux personnage accablé d'années et étranger aux affaires de ce monde, était élevé par les scheiks almohades à l'Emirat de Maroc, deux de ses neveux se faisaient proclamer Emirs à Valence et à Séville, et l'Andalousie séparait ses destinées de celles de l'Afrique.

L'Emir de Valence, abou Mohammed, le plus puissant des deux frères, attira bientôt à lui tout le gouvernement de l'Espagne ; puis, impatient de régner sur les deux rives du détroit, il résolut d'arracher le sceptre aux mains débiles d'Abd el Wahid, et n'eut pas de peine à acheter les ministres qui l'entouraient. Pressé d'abdiquer en faveur de son neveu, le vieillard y consentit sans toutefois que sa soumission désarmât les rebelles, qui finirent par le massacrer. Le Magreb presque entier se soumit, et la monarchie almohade, un instant dissoute, fut ainsi reconstituée. Mais on n'arrête pas sur la pente

un empire qui se précipite : les efforts de l'usurpateur pour mettre un terme aux exactions des walis n'aboutirent qu'à lui faire autant d'ennemis qu'il comptait de délégués de son pouvoir. Bientôt la révolte éclata de tous côtés : plusieurs des walis de l'Afrique refusèrent obéissance et se déclarèrent indépendants. La plupart de ceux de l'Espagne imitèrent leur exemple, et se firent proclamer Emirs. Celui de Cordoue, se reconnut pour vassal du roi de Castille. Fernando, habile à tirer parti de ces dissensions, se hâta d'envoyer au rebelle vingt mille auxiliaires chrétiens qui battirent les troupes d'abou Mohammed et s'emparèrent d'Andujar.

Dans cette situation critique, l'usurpateur, voyant la frontière chrétienne se rapprocher chaque année du centre de ses États, et menacer déjà Cordoue, prit un parti désespéré : ce fut de se jeter à son tour dans les bras du roi de Castille. L'Emir almohade devint ainsi l'allié et presque le vassal d'un de ces rois chrétiens que ses aïeux avaient vaincus tant de fois. Ce triste et dernier expédient hâta la ruine d'abou Mohammed : ceux là même qui l'avaient élevé au trône se tournèrent contre lui, en l'accusant de s'être vendu aux chrétiens. Il fut déclaré ennemi de l'Islam, et son nom retranché des prières publiques. Voyant l'Espagne lui échapper, il confia le soin de la ramener à son frère, abou Ali, et s'enfuit en Afrique. Mais celui-ci se fit aussitôt proclamer Emir de l'Espagne musulmane, et ses émissaires ayant fomenté l'insurrection à Maroc, le peuple se souleva contre Mohammed, et exigea son abdication. L'Emir s'étant refusé à la donner, les rebelles, pour la lui arracher par la crainte de la mort,

lui plongèrent la tête dans un bassin. Mohammed, persistant dans son refus, et voulant, disait-il, « mourir prince des croyants », on lui passa son turban autour du cou, et on l'étrangla. Son règne, qui dura près de quatre ans, ne fut qu'une anarchie continuelle. (1227)

Teint du sang de son frère, abou Ali fut à son tour proclamé Emir de Maroc. Entouré des mêmes désordres que Mohammed, il essaya comme lui de les réprimer, et souleva les mêmes haines. La constitution de l'empire almohade, établie par Abdelmoumen, reposait, on s'en souvient, sur deux conseils qui, en l'absence des Emirs, exerçaient une autorité presque illimitée. Abou Ali entreprit de les supprimer, et de changer ainsi en despotisme pur le despotisme tempéré du Mahadi. Les scheiks africains, redoutant ses projets de réforme, ne lui laissèrent pas le temps de les accomplir : déclarant abou Ali usurpateur, ils élurent à sa place le jeune Yahia, fils de l'ancien Emir Mohammed, le vaincu de Tolosa. A peine élu, le nouveau monarque se mit en route pour l'Espagne, afin d'aller disputer à abou Ali la plus belle moitié de son empire. Mais celui-ci avait pour lui, à défaut du droit, l'activité et le courage. A peine instruit du débarquement de son rival, il était en campagne avec une armée que renforcèrent quelques milliers de cavaliers castillans.

Les conditions auxquelles Fernando avait vendu son appui à l'Emir almohade présageaient assez la chute de l'empire qui les subissait : abou Ali livrait au roi de Castille dix places fortes de la frontière, à son choix ; il s'engageait à élever dans Maroc une église destinée à ses auxiliaires chrétiens, et le son

des cloches, odieux à tout mahométan, devait y annoncer le service divin. Si un chrétien voulait embrasser la loi de l'Islam, les musulmans devaient le livrer à ses coreligionnaires, afin qu'il fût jugé selon les lois de son pays; au contraire, tout musulman était libre d'embrasser le christianisme, sans que personne eût le droit de s'y opposer.

Aidé de ses nouveaux alliés, Ali n'eut pas de peine à mettre en fuite l'armée de Yahia, qui se dispersa dans la *sierra* de Ronda. Tombant ensuite à l'improviste sur l'armée chrétienne, commandée par Fernando, il la força à lever le siége de Jaën (1228). Puis, laissant à Séville le gros de ses troupes, il s'embarqua pour l'Afrique, et arriva à Maroc avec tant de diligence et de secret, qu'à peine ses adversaires soupçonnaient-ils son dessein quand ils apprirent son arrivée. Il fit aussitôt mander les membres des deux conseils et les scheiks qui avaient trempé dans l'élection de Yahia, et les fit exécuter devant lui. Tous ses ennemis avoués ou secrets, jusqu'aux enfants même, furent mis à mort. Cinq mille têtes vinrent bientôt pendre aux créneaux de Maroc; et comme les habitants se plaignaient de l'odeur qu'elles exhalaient : « De quoi vous plaignez-vous, répondit abou « Ali? cette odeur est suave pour ceux qui m'aiment, « et n'est mortelle que pour ceux qui ne m'aiment « pas. »

Parmi les proscrits se trouvait un fils de son frère, âgé de treize ans. Amené devant lui, l'enfant le supplia d'épargner sa vie, à cause de son jeune âge, de sa parenté avec lui, et parce qu'il savait le Koran tout entier par cœur. Un moment ému, l'Emir se retourna vers le *khadi al khodah* (grand juge), en lui

demandant ce qu'il pensait de la requête de cet enfant et de sa présence d'esprit dans un pareil moment. « Je pense, répondit l'impitoyable juge, que c'est une « raison de plus pour se hâter de le faire mourir; car « il viendrait un jour nous demander compte du sang « de son père. » Et le fils de Mohammed fut aussitôt égorgé.

Tout tremblait devant abou Ali. Son ancien rival, Yahia, étant repassé dans le Magreb pour essayer de le soulever, fut encore vaincu et forcé de s'enfuir dans les montagnes de Fez. L'Emir, laissant l'Afrique terrifiée, sinon soumise, s'embarqua ensuite pour l'Espagne, et Baeza, dont le wali avait appelé les Castillans en Andalousie, le vit bientôt camper sous ses murs. Mais un nouveau rival vint lui disputer le trône de la Péninsule : ce fut abou Abdallah ben Houd, descendant des derniers Emirs de Saragosse, qui, se donnant pour représentant de la nationalité arabe, protesta en son nom contre la domination africaine. Les partisans affluèrent autour de lui, et ben Houd, proclamé Emir de Murcie, promit aux Andaloux de les affranchir du joug des Almohades. Bientôt, l'Andalousie se souleva contre abou Ali, et les Africains furent partout massacrés. Un de ses frères, ayant voulu tenir tête à la rébellion, fut battu par ben Houd, et forcé de se renfermer dans Grenade, dont les habitants ouvrirent bientôt leurs portes à l'ennemi. Un autre de ses frères, le wali de Valence, ayant essayé de livrer sa ville au roi d'Aragon, en fut chassé par les habitants et forcé de se réfugier à la cour de Jayme, où il finit par embrasser le christianisme (1230).

Abou Ali, dans sa détresse, implora encore une

fois l'appui de Fernando, arbitre de tous ces débats. Aidé de ses auxiliaires chrétiens, il attaqua ben Houd, près de Tarifa. Après une lutte acharnée qui dura deux jours, abou Ali, complétement défait, traversa encore une fois le détroit; mais l'insurrection l'avait traversé avant lui, et un de ses frères venait de se révolter dans Ceuta, pendant que Yahia, remis de sa défaite, lui enlevait sa capitale, par un coup de main heureux. L'Emir, sans se laisser abattre par tant de revers, marchait sur Maroc, lorsque la mort le surprit en chemin (1232). Malgré sa rigueur impitoyable, il faut rendre justice à son activité, à son courage, à sa constance dans les revers, et reconnaître en lui le dernier des Emirs Almohades qui ait mérité ce nom.

Pendant que l'empire d'Abdelmoumen s'en allait en débris, les rois chrétiens se partageaient ses dépouilles. La plus large part revenait de droit à Fernando de Castille, qui se faisait payer en places fortes chaque millier de soldats qu'il louait à ses alliés musulmans. D'un autre côté Jayme Ier d'Aragon, le Conquérant (*el Conquistador*), dirigeait ses efforts sur Valence et les îles Baléares, et tantôt allié, tantôt ennemi, il faisait chaque année un pas vers sa conquête. Sancho II de Portugal, poussant toujours sa frontière vers le sud, s'emparait d'Elvas et de Serpa, et chassait les Maures de l'Alentejo. Les chevaliers de Santiago occupaient pour le compte du roi de Portugal Loulé, Tavira et Faro, et la pointe sud des Algarves; les chevaliers de Calatrava reculaient également les limites de la Castille. Enfin, Alonzo IX de Léon, détournant sur les ennemis de la foi son humeur guerroyante, signalait par une croisade non

interrompue les dernières années de sa vie. C'est ainsi qu'avec l'aide de quelques milices castillanes, que lui prêta son fils Fernando III, il s'empara successivement de Cacerès et de la vieille cité romaine de Merida.

Menacé par ces conquêtes, ben Houd fit trève à ses luttes avec les Almohades pour se retourner contre un danger plus pressant, et, à la tête d'une armée, il marcha aussitôt contre le roi de Léon. Alonzo IX, pris à l'improviste, et avec des forces bien inférieures, n'hésita pas à s'avancer vers l'ennemi, qu'il rencontra près d'Alanjo, à l'est de Merida. Si peu nombreux que fussent les chrétiens, ils se sentaient assurés de vaincre, car « Dieu était avec eux, et le grand Santiago se montra visible à tous les yeux, nous dit Lucas de Tuy, à la tête des milices du ciel qui venaient combattre sous l'étendard de Léon. » Avec un pareil appui, la victoire ne pouvait être douteuse; elle valut aux Léonais la conquête de Badajoz, qui complétait celle de l'Estremadure. Le pieux roi de Léon alla ensuite remercier l'apôtre du secours qu'il lui avait prêté, et c'est au retour de ce pèlerinage qu'il trouva la mort, comme nous l'avons déjà raconté (1230).

L'Aragon [1], par la réunion à la couronne du comté de Catalogne, était devenu une puissance maritime; mais pour dominer sur cette mer, il lui manquait les îles Baléares, complément nécessaire de son empire. Ces îles, conquises en 1115, par le comte de Barcelone, avaient été bientôt reperdues par la perfidie des Génois, qui les vendirent aux Maures. Elles

[1] Voyez, pour les sources de l'histoire d'Aragon, les Pièces justificatives.

appartenaient alors à l'Emir de Valence, abou Djomaïl, et un wali les gouvernait en son nom. Le roi Jayme Ier, délivré enfin des longs troubles qui agitèrent le début de son règne, brûlait de s'illustrer par quelque conquête éclatante sur les infidèles. Un jour qu'il était à table chez un riche négociant de Barcelone, nommé Pedro Martel, celui-ci vanta au roi la richesse de ces îles, leurs forêts abondantes en bois propres à la construction des vaisseaux, et la sécurité de leurs ports. Il se plaignit en même temps du tort que leurs corsaires faisaient au commerce catalan, et de la haine des Musulmans pour les chrétiens qui trafiquaient avec eux. L'âme chevaleresque du jeune roi s'enflamma à ce récit, et la conquête des Baléares fut décidée. Quelques bâtiments barcelonais ayant été enlevés par des corsaires de Mayorque, le wali refusa de les rendre, et Jayme, saisi d'une pieuse colère, jura de ne pas se tenir pour vrai roi d'Aragon jusqu'à ce qu'il eût vaincu le roi maure et l'eût saisi par sa barbe [1] pour le punir de sa discourtoisie. Rassemblant à Barcelone ses cortès, le jour de Noël 1228, il leur exposa son projet qui fut accueilli avec transport. L'archevêque de Tarragone promit de contribuer pour 1,000 marcs d'or, 500 charges de blé, et de marcher lui-même à la tête de cent cavaliers et de mille fantassins, et chacun des prélats, des nobles et des députés des villes s'associa, suivant ses moyens, à cette sainte contribution.

Une armée, avec une flotte et ses provisions de bouche et de guerre, se trouva ainsi votée par accla-

[1] Ce singulier serment est raconté avec un grand sérieux par Desclot (*Hist. de Cataluña*) et Muntaner. On sait que prendre par sa barbe un chevalier maure ou chrétien était le plus sanglant de tous les affronts.

mation. L'impôt du *bovage*, qui d'ordinaire ne se payait qu'une seule fois par règne, à l'avénement du roi, fut consenti une seconde fois, et acquitté jusque dans le Roussillon et la Cerdagne. Une foule d'aventuriers languedociens et de proscrits albigeois ou *faydits* accoururent du midi de la France. Le rendez-vous fut donné dans le port de Salon pour le printemps prochain, et, procédant au partage de sa future conquête, le roi rétribua d'avance chacun de ses grands vassaux, suivant le contingent qu'il devait apporter. L'ancien Emir de Valence, abou Abdallah, qui avait embrassé le christianisme et s'était marié en Aragon, offrit à Jayme ses services contre l'usurpateur qui l'avait détrôné, et le roi, heureux de trouver un prétexte pour motiver son agression, conclut avec l'Emir dépossédé un traité où celui-ci s'engageait à lui céder le quart de ses anciens États.

Le roi, avec ses *ricos homes* et son belliqueux clergé, s'embarqua à Salon, le 3 septembre 1229, après avoir reçu la croix des mains du cardinal-légat[1]. Sa flotte se composait de 155 gros navires, sans compter les petits bâtiments, « et la mer tout entière, « ajoute la *Vida de Jayme*, était blanche de nos voi-« les. » Une foule de navires génois et provençaux, dont un à trois ponts, vinrent se joindre à l'expédition pour en partager la gloire, et surtout le profit. A peine fut-on en pleine mer que le vent devint con-

[1] Le cardinal, voyant tant d'ardeur et de courage dans un si jeune roi, lui dit : « Mon fils, avec si peu d'années que vous avez, il est impossible « qu'une si grande entreprise vous soit venue au cœur sans une impul-« sion particulière de Dieu et une illumination de sa grâce; et à Dieu ne « plaise que je m'oppose à votre dessein !... » Et le roi, prenant un ruban croisé en deux, pria le légat de le lui coudre sur son habit; et ainsi fit le légat, en donnant au roi sa bénédiction. » (Desclot, p. 29.)

traire. Les pilotes proposaient de rebrousser chemin ; mais le roi ne voulut jamais y consentir, de peur que l'armée, déjà fatiguée de la mer, ne se débandât, et que l'entreprise, préparée à si grands frais, n'échouât à peine commencée [1]. Pendant deux jours et une nuit, l'escadre eut beaucoup à souffrir ; mais enfin le vent changeant tout d'un coup, on eut en vue l'île de Mayorque, et la flotte débarqua heureusement à Palomera, sur la pointe est de l'île, sans avoir perdu un seul vaisseau.

Le wali, instruit de l'attaque qui le menaçait, avait distribué quarante mille hommes sur tous les points où pouvait s'opérer un débarquement ; quinze mille, arrivés trop tard pour empêcher les chrétiens de prendre terre, les attaquèrent avec furie, et furent repoussés avec une perte considérable [2] ; mais le plus grand obstacle était dans les difficultés du terrain et les dispositions hostiles des habitants. Nous ne suivrons pas les croisés dans leur marche laborieuse jusque sous les murs de Mayorque, où ils arrivèrent au bout de quelques jours, livrant un combat à chaque pas. Une foule de nobles aragonais et catalans payèrent de leur sang ces premiers succès ; mais l'ardeur de leurs compagnons n'en fut pas ralentie. Le roi fit enterrer les morts avec de grands honneurs,

[1] « E nos anam (nous allons) en est viatge per fe de Deus..., e pus (puis) que nos anam en nom dell, havem fiança en ell que ell nos guiara. » (*Vida.*) Jayme raconte tout au long la touchante prière qu'il adressa dans ce danger au Christ et à sa mère. Tout ce récit de l'expédition est palpitant d'intérêt dans la vieille chronique, écrite par le principal acteur du drame.

[2] Le roi, s'étant exposé imprudemment, fut vivement grondé par Guillen et Ramon de Moncada et par ses fidèles *ricos homes*, et Guillen lui dit : « Seigneur, vous avez fait une folie, car en vous reposent notre vie et notre mort ; et confortez-vous d'une chose, que, puisque vous avez les pieds dans Mayorque, vous en êtes roi. » (*Vida de Jayme.*)

en défendant à ses soldats de faire entendre aucun cri de douleur, de peur de révéler leurs pertes à l'ennemi, et le siége de Mayorque commença sur-le-champ, à grand renfort de machines de guerre[1]. La vigueur de la résistance fut égale à celle de l'attaque : derrière chaque pan de mur abattu par les chrétiens un mur nouveau s'élevait pendant la nuit, comme par enchantement; au bout de chaque mine creusée, ils étaient sûrs de rencontrer une contre-mine, et des combats sanglants se livraient dans les ténèbres. Une pluie continue, qui tomba pendant sept semaines, vint au secours des assiégés en ruinant tous les travaux du siége; mais Jayme, pendant ce temps, s'était ménagé des intelligences dans l'île, et les vivres, grâce à ses soins, ne manquèrent pas un seul jour.

Une nuit, dans l'espoir que les chrétiens, pour ménager la vie de leurs frères, suspendraient le jeu des machines, les assiégés attachèrent à des croix, sur les remparts, tous leurs prisonniers; mais ceux-ci, en véritables martyrs de la foi, exhortèrent les assaillants à ne pas craindre de les blesser et à pour-

[1] Desclot et Zurita, d'après lui, contiennent de longs détails sur ces machines, mais sans nous expliquer clairement leur forme. Quant à leur origine arabe, on la reconnaît à leurs noms, *almajanec* et *algarrades*. Zurita, d'ailleurs, nous apprend qu'il y avait dans l'armée du roi deux *trabucos* (catapultes) et le *funebol* (machine à cordes), une autre que l'on nommait le *manganel turquesque*; et, quoiqu'elles fussent embarrassantes à cause de leur poids et de leur grandeur, elles étaient construites avec tant d'art, qu'elles faisaient le même effet que la grosse artillerie de nos jours. Rien ne pouvait leur résister, et elles lançaient des balles de pierre (*pelotas*) de telle grosseur, que les murs et les tours s'écroulaient devant elles ; et une de celles qu'avaient les Maures tirait avec tant de furie, que les balles passaient net à travers cinq ou six toiles tendues. Ce que voyant, les assiégeants construisirent un mantelet appelé *gata*, garni de trois rangs de planches, porté sur des roues, et couvert de rameaux et de terre pour être à l'abri des coups. » Tous les détails que donne Desclot sur les mines et contre-mines, prouvent aussi que l'art des siéges était déjà fort avancé.

suivre leurs attaques. Dieu devait un miracle à tant de dévouement : les machines ayant continué à tirer sans relâche, il se trouva, au dire de Desclot, que pas un des prisonniers ne fut blessé. Enfin un corps de montagnards ayant voulu détourner le ruisseau qui abreuvait le camp des chrétiens, fut taillé en pièces, et la tête de leur chef lancée dans la ville par une baliste. Perdant enfin tout espoir, le wali fit proposer à Jayme, s'il voulait se rembarquer, de lui rembourser les dépenses de l'expédition; Jayme répondit que son seul chemin pour retourner à Barcelone était de passer par Mayorque. Le wali offrit alors de rendre la ville, pourvu qu'on fournît aux habitants des vaisseaux pour passer en Afrique; mais le roi d'Aragon, se fiant à la fortune de ses armes et au Dieu qui les protégeait, refusa cette offre comme la première.

Les habitants comprirent qu'il ne leur restait plus qu'à vendre chèrement leur vie, et le siége comme la défense furent repris avec une nouvelle vigueur. Enfin Jayme, voyant ses troupes fatiguées, et instruit que les montagnards méditaient une seconde attaque, résolut de tenter un dernier effort. Le 31 décembre 1239, toute l'armée, après avoir approché des sacrements, se prépara pour l'assaut, en jurant, devant Dieu, « de ne pas retourner la tête en arrière. » A l'aube du jour, les assiégeants, l'infanterie en tête et la cavalerie à sa suite, arrivèrent au pied des remparts par une large tranchée qui cachait leurs mouvements, et entrèrent par la brèche que les machines avaient ouverte. Les Maures, retranchés dans leurs rues, se défendirent avec le courage du désespoir; mais les chrétiens, animés par le succès, triomphèrent de tous les

obstacles, et bientôt ils furent maîtres de la ville, sauf la citadelle, qui se rendit quelques jours après. Les habitants s'enfuirent dans les montagnes, et les vainqueurs, occupés de pillage, dédaignèrent de les poursuivre. Le wali, fait prisonnier, fut amené devant Jayme, qui se racheta de son serment en le saisissant par sa barbe : mais ce fut là, du reste, le seul mauvais traitement qu'il lui fit subir. Cinquante mille Musulmans, s'il faut en croire Desclot, perdirent la vie pendant le siége, et trente mille furent faits prisonniers. Maître de la ville, le roi, pour l'assainir, fit brûler dans la campagne les cadavres qui remplissaient les rues. On procéda ensuite au partage des dépouilles : les terres conquises furent réparties, libres de tout impôt, entre ceux qui avaient pris part à l'entreprise, et, les colons accourant de toutes parts, l'île se trouva repeuplée en peu de temps.

Bientôt la peste, plus meurtrière que la guerre même, se mit dans les rangs des vainqueurs, et l'on fut obligé de faire venir des renforts de l'Aragon. Mais le roi, avec une persistance héroïque, ne voulut pas abandonner sa conquête qu'elle ne fût achevée ; il passa encore plusieurs mois à réduire les montagnards, et s'embarqua enfin pour retourner dans ses États [1], après quatorze mois consacrés à cette importante expédition.

L'année suivante, Jayme dut retourner encore à

[1] « Et sachez, dit Jayme à ses compagnons d'armes en les quittant, que « je pars, non pour vous abandonner, mais pour vous aider, et vous en- « voyer assez de secours pour que les îles puissent se défendre, puisque « Dieu nous a fait la grâce de nous les donner. » « Et nous pleurâmes, et eux aussi, en prenant congé ; et nous restâmes quelque temps (*una peça*) sans pouvoir parler, pour la douleur que nous avions ; et nous leur promîmes que, si nous entendions parler d'une expédition contre eux, nous accourrions de notre personne. » (*Vida de Jayme*, ch. XCI.)

Mayorque pour apaiser une rébellion et mettre l'île en état de défense contre une attaque dont la menaçait l'Emir de Tunis. En la quittant, il céda le seigneurie de Mayorque, en fief de la couronne d'Aragon, à l'infant don Pedro de Portugal, qui, banni de son pays, avait épousé la comtesse d'Urgel. En 1212, l'obstination des montagnards, qui avaient juré de ne se rendre qu'au roi en personne, força Jayme à repasser une troisième fois à Mayorque, et l'île fut enfin pacifiée. Un détachement de la flotte s'empara sans coup férir de l'île de Minorque, importante surtout par son port de Mahon, le plus sûr et le plus beau de la Méditerranée. Enfin, deux ans après, l'évêque de Tarragone proposa au roi de conquérir à ses frais l'île d'Iviça, si on voulait la lui accorder en fief. Le roi y consentit ; l'infant de Portugal et le comte de Roussillon, oncle de Jayme, se joignirent à l'expédition, et la ville, en se rendant après une courte résistance, compléta la conquête des îles Baléares.

CONQUÊTES DE FERNANDO III DE CASTILLE.

Une destinée fatale semblait poursuivre l'Emirat almohade en lui donnant pour adversaire un prince tel que Fernando III, brave, actif, patient dans son ambition, et mêlant avec une rare habileté la politique au courage. Depuis le jour où les deux sceptres de Castille et de Léon avaient été réunis dans sa main, Fernando n'avait plus qu'une pensée, celle d'achever la conquête de l'Andalousie, et d'effacer du sol de la Péninsule toute trace de la domination musulmane; pensée hardie, qu'un demi-siècle plus tôt aucun des rois chrétiens n'eût osé concevoir. Nous avons vu les continuelles algarades de ce prince en Andalousie. En 1233, son frère, l'infant Alonzo, et Alvar Perez, en poussèrent une jusqu'au delà de Séville, et ne s'arrêtèrent qu'en face de la mer d'Afrique, sur ces rives du Guadalète où, cinq siècles avant, le sort de l'Espagne avait été joué et perdu dans une seule bataille. L'Andalousie était alors déchirée par d'affreuses discordes. Aux concurrents déjà nommés, à Yahia, à ben Houd, maître de tout le pays depuis Murcie jusqu'à Malaga, il faut encore ajouter Mohammed ben Alhamar, fondateur de l'Emirat de Grenade, et qui, maître de Jaën, Guadix et Baeza, y avait établi un État indépendant. Ben Houd, uniquement occupé de lutter contre ce nouveau rival, avait acheté à prix d'or une trève avec la Castille; mais les clameurs des Andaloux le forcèrent de renoncer à la guerre avec Alhamar, pour réunir toutes ses forces contre l'invasion chrétienne.

Ben Houd, en proclamant l'*aldjihed*, réunit bientôt une foule de volontaires africains et andaloux, et marcha au-devant de l'armée castillane campée près de Xerez. Les chrétiens, entourés par un ennemi dix fois plus nombreux, commencèrent par massacrer leurs prisonniers. Puis décidés à vendre chèrement leur vie, ils invoquèrent à haute voix Dieu et saint Iago, et chargèrent résolument leurs adversaires. Les Maures, attaqués par un ennemi auquel ils ne soupçonnaient pas même la pensée de résister, resserrèrent le cercle dont ils l'enveloppaient, en repoussant ses attaques avec un courage dédaigneux. Mais les Castillans, après des efforts désespérés, parvinrent à s'ouvrir une voie à travers la cavalerie musulmane qui, se repliant sur l'infanterie, jeta le désordre dans ses rangs. Les chrétiens saisirent ce moment pour opérer leur retraite, échappant ainsi, par cette fuite glorieuse, à une mort presque certaine [1].

Les années suivantes furent signalées par plusieurs expéditions heureuses pour la Castille. Ben Houd, uniquement occupé de sa guerre avec Alhamar, avait acheté une nouvelle trêve, et se fiait sur la parole de Fernando; mais le pieux roi ne pensait pas

[1] Cette bataille du Guadalete est racontée fort au long dans Conde (III, 14), et dans le *Chron. sancti Ferdinandi, apud* Papebrochium, *Acta sanctor.*, t. VII, mai, p. 280. Cette chronique n'est, du reste, qu'une compilation empruntée à Rodrigue de Tolède et à la *Chron. d'Alonzo X*. Mais le récit de la bataille de Xerez est original. On en trouve aussi une autre version à la page 10 de la *Chronique de Fernando III* (f°, Medina del Campo, 1566), mais avec des détails romanesques où l'histoire disparaît devant la fable : ainsi, la chronique attribue aux Castillans une complète victoire, et leur fait faire un nombre infini de prisonniers. Quant à la *Coronica general de Alonzo X*, elle parle à peine de cette bataille (p. 407, au verso).

qu'une parole donnée à un Musulman pût obliger un roi chrétien. Quelques Almogavares, gardiens de la frontière castillane, apprirent de leurs prisonniers que Cordoue, dégarnie de troupes par l'Emir, pouvait être enlevée par un coup de main. Les captifs, pour racheter leur liberté, s'engagèrent à livrer aux chrétiens le faubourg oriental, d'où il leur serait facile de s'emparer du reste de la ville. Les Almogavares, habitués à se jouer avec le danger, attendirent une nuit obscure, pour mieux assurer le succès de leur entreprise. En même temps, ils firent prévenir Alvar Perez, commandant de la frontière, de se tenir prêt à les appuyer par un corps de troupes régulières.

Le 8 janvier 1236, cette poignée d'aventuriers se mit en marche par une pluie battante, et arriva sans être aperçue au pied de la muraille; les échelles se trouvèrent trop courtes; mais, en les attachant au bout l'une de l'autre, ils parvinrent à atteindre le sommet du rempart. Le premier qui y monta fut un certain Alvar Colodro, et la tour dont il s'empara a depuis lors porté son nom. Dans cette tour se trouvaient quelques Maures endormis, qui furent bientôt jetés en bas du mur, sauf un seul qui était du complot. Guidés par lui, les assiégeants gagnèrent la porte de Martos, qu'ils ouvrirent à la cavalerie, envoyée par Perez. Au point du jour, les habitants virent avec effroi le faubourg au pouvoir des chrétiens. Ils voulurent fuir vers la ville; mais les vainqueurs, fermant toutes les issues, firent main basse sur tous ceux qu'ils rencontrèrent. Les cris de ces malheureux portèrent bientôt dans Cordoue la terrible nouvelle. La garnison tenta une sortie, et tout ce qu'elle put faire, ce fut de refouler trois fois

les Castillans jusqu'aux murs du faubourg, sans pouvoir les en déloger [1].

Jusqu'ici tout avait réussi à ces hardis aventuriers; mais une poignée d'hommes ne pouvait prendre d'assaut une ville aussi populeuse. Ils se hâtèrent donc d'expédier un message au roi, qui se trouvait alors près de Léon, à l'autre bout de son royaume. Fernando était à table quand il reçut le message. Il expédia aussitôt à toutes ses milices l'ordre de le rejoindre sous les murs de Cordoue, et, sans les attendre, il partit sur-le-champ, suivi d'une centaine de cavaliers. Ni les mauvais chemins, ni les torrents gonflés, ne purent arrêter sa marche, et quelques jours après il était devant Cordoue, où il trouva Alvar Perez, avec les milices de la frontière et les chevaliers des ordres militaires. Grande fut la joie de nos aventuriers, quand ils virent ces renforts, amenés par le roi qui venait partager avec eux la gloire de l'entreprise. Cependant toutes ces troupes réunies étaient loin de faire une armée. Ben Houd se trouvait alors à Ecija; les Cordovans, effrayés de l'orage qui s'amassait sous leurs murs, implorèrent son appui par des messages réitérés; mais ben Houd avait appris à ses dépens ce que pesait le bras du roi de Castille et était peu jaloux de se mesurer avec lui. Un chevalier castillan, Lorenzo Suarez, qui, banni de son pays pour félonie, était passé au service de l'Emir, lui offrit d'aller reconnaître les forces des chrétiens.

[1] Tout le dramatique récit de ce siége est emprunté aux deux versions presque identiques de la chronique d'Alonzo X et de celle de Fernando III. Rod. de Tolède n'a que quelques lignes; Dombay n'en a pas une, et Conde, dans son récit fort court, est d'accord avec les chroniques chrétiennes.

Ben Houd y consentit, et Suarez, saisissant cette occasion de rentrer en grâce avec son suzerain, acheta son pardon par de faux rapports sur les forces réelles des Castillans, qu'il exagéra afin de détourner l'Emir de les attaquer.

Sur ces entrefaites l'Emir de Valence ayant imploré l'appui de ben Houd contre le roi d'Aragon, Jayme Ier, qui assiégeait sa capitale, ben Houd, sourd aux prières des Cordovans, et cédant à la fatalité qui le poussait, se mit en route pour Valence avec son armée, jugeant Cordoue assez forte pour se défendre. Il arriva à Alméria, dont le wali, vendu à ben Alhamar, son implacable ennemi, lui fit le plus splendide accueil; mais après un festin où, en dépit des préceptes de Mahomet, le vin ne fut pas épargné, le trop confiant Emir fut noyé dans un bassin qui se trouvait dans la salle, et l'on répandit le bruit qu'il était mort d'une apoplexie causée par l'ivresse (1236). Son règne, sans cesse éprouvé par la guerre civile et étrangère, avait duré neuf ans. A défaut de qualités plus hautes, ben Houd avait d'un roi le courage et l'activité, et l'on ne peut lui reprocher du moins, comme à ses concurrents, d'avoir vendu l'Islam aux chrétiens en se faisant leur tributaire. La mort de cet énergique représentant de la nationalité andalouse fut un nouveau coup porté à la puissance musulmane en Espagne. L'armée qu'il avait rassemblée se dispersa après sa mort, et l'ambitieux Alhamar, recueillant peu à peu les débris de son héritage, s'empara d'Alméria, de Murcie, et enfin de Grenade qui devint le siége de son nouvel Emirat (1238).

Fernando avait déjà commencé le siége de Cordoue, quand la nouvelle de la mort de ben Houd vint ra-

nimer son ardeur et celle des siens. Chaque jour les belliqueuses milices de Léon et de la Castille accouraient sous les drapeaux de leur roi; des assauts continuels abattaient le courage des assiégés, et ébranlaient leurs murailles. La famine vint se joindre à tant de misères, et les décida enfin à renoncer à une résistance sans espoir. Les Maures, pour conserver leur vie et leur liberté, durent renoncer à tout ce qu'ils possédaient et abandonner leur ville au vainqueur. Le 29 juin 1836, Fernando entra dans sa nouvelle possession, et fit aussitôt élever sur la plus haute tour la croix victorieuse, avec la bannière de Léon et de Castille. Dans cette célèbre mosquée, la plus noble où le dieu de l'Islam ait jamais été adoré, Fernando trouva les cloches de l'église de Santiago, qu'Almansour, après la prise de Léon, y avait fait transporter. Le pieux roi les fit rendre au tombeau de l'apôtre; puis les évêques consacrèrent au vrai Dieu le temple conquis sur l'Islam, et Cordoue fut érigé en un siége épiscopal, richement doté par Fernando. Il ne manquait plus que des habitants à la nouvelle capitale de l'Andalousie chrétienne; mais le renom de cette belle conquête, la richesse du sol et la douceur du climat, en attirèrent de tous les coins de la Péninsule; « et bientôt, dit Rodrigue de Tolède, ce ne furent pas les habitants qui manquèrent aux maisons, mais les maisons aux habitants. »

Ainsi tomba pour ne plus se relever cette fière cité de Cordoue, naguère la capitale d'un puissant empire, et le centre d'une civilisation dont il reste à peine quelques traces. Déjà, sous le joug africain, la cité bien-aimée des khalifes, de capitale devenue

chef-lieu de province, se trouvait bien déchue de son antique splendeur : et cependant il lui restait encore à déchoir sous la conquête chrétienne. Ceinte encore aujourd'hui de ses tours contemporaines des Arabes, leur vaste circuit ne renferme plus que quelques rares habitants, errants dans des rues dépeuplées où l'herbe croît le long des murs. Le palmier d'Abdelrahman II ombrage encore ces ruines qu'il a vues tant de fois changer de maître, et la mosquée élevée par ce prince abrite sous sa forêt de colonnes une cathédrale chrétienne. Tout le riche bassin du Guadalquivir, qui comptait autrefois les villages par milliers, est aujourd'hui presque désert. Entre toutes ces vieilles cités de l'Espagne qui se survivent à elles-mêmes, Cordoue est la plus déchue, la plus désolée : le poids de son passé pèse sur elle et l'écrase, et la cité impériale, veuve de ses khalifes, semble encore porter le deuil de ses maîtres absents.

A dater de ce jour, le rôle de l'Espagne musulmane est fini : c'est le nord qui a vaincu, il faut que le midi obéisse. L'Andalousie passe sous le joug de la Castille. L'Aragon poursuit comme elle son œuvre de propagande armée, et va donner à Valence la foi en échange de la civilisation. Le Portugal convertit les Algarves l'épée à la main, en attendant l'heure de franchir à son tour le détroit, et d'aller venger sur l'Afrique les vieilles injures de la conquête. Partout l'esprit de l'Espagne du nord, singulier mélange de sérieux germanique et d'exaltation méridionale, s'imprime sur le midi, et efface de son mieux la vive et durable empreinte que les Arabes y ont laissée. A leur poésie luxuriante et sensuelle succèdent les rudes ébauches de la muse castillane, avec la guerre et la foi pour

seules inspirations. Les villes de l'Espagne musulmane, en ouvrant leurs portes aux chrétiens victorieux, perdent avec leur population le prestige de cités souveraines. Partout enfin le nord a triomphé, et l'unité qu'il doit un jour donner à la Péninsule y lutte en vain contre les souvenirs, si populaires encore, des huit royaumes qu'elle se vante d'avoir comptés dans son sein [1].

[1] Ces huit royaumes, que l'on appelle encore de ce nom, sont ceux de Léon et Galice, de Castille, de Navarre, d'Aragon, de Valence, de Murcie, d'Andalousie et de Grenade.

CHAPITRE III.

CONQUÊTES DE JAYME Ier D'ARAGON ET DE FERNANDO III DE CASTILLE. — EMIRAT DE GRENADE. — MORT DE FERNANDO III.

1236 A 1252.

Le belliqueux roi d'Aragon, animé par le succès de son expédition de Mayorque, méditait déjà de nouvelles conquêtes. Nous avons vu ce prince, pour frayer à ses armes le chemin de Valence, pousser l'Emir dépossédé, abou Abdallah, à reconquérir son Emirat perdu; mais cette tentative ayant échoué, ce ne fut qu'après la conquête des Baléares, en 1232, que Jayme commença sérieusement la guerre contre Valence. L'Emir actuel, abou Djomaïl, vassal du roi d'Aragon, avait attiré sur lui la colère de son suzerain, en attaquant Tortose pendant son absence, et en refusant d'acquitter le tribut; les prétextes ne manquaient donc pas à la guerre, et le roi et ses nobles furent bientôt en campagne. Les Catalans, animés du même zèle, votèrent d'enthousiasme, pour la troisième fois, l'impôt du *bovage*. L'armée aragonaise, franchissant la frontière musulmane, s'empara de Morella. Burriana, sur le bord de la

mer, ne fut prise qu'après un siége de deux mois, où le roi fit preuve d'un admirable courage, toujours le premier à l'assaut, supportant jour et nuit le chaud, le froid et la faim, pansant les blessés de ses mains, et n'échappant à la mort que par miracle.

Quelques *ricos homes*, rebutés des fatigues du siége, parlaient déjà de l'abandonner; mais le roi, peu habitué à renoncer à une entreprise commencée, s'y refusait obstinément. Une nuit, dit la *Vida de Jayme*, qu'il était allé, comme un simple soldat, monter la garde auprès des machines, pour faire honte à ceux qui abandonnaient ce poste périlleux, les Maures ayant fait une sortie, au nombre de deux cents, le roi, avec neuf chevaliers seulement, sans autres armes que leurs épées, les repoussa jusqu'aux portes de la ville, malgré les traits qui pleuvaient sur lui du haut du rempart. « Et croyez, en vérité, ajoute-t-il avec une émotion « touchante, que deux fois nous nous découvrîmes « le corps de notre écu, afin qu'une flèche pût nous « frapper, et que si nous avions à lever le siége, cette « blessure nous fût du moins une excuse. Mais le « Christ, notre Seigneur, sait mieux que nous com- « ment les choses doivent aller, et ceux à qui il veut « du bien. Et ainsi, il ne voulut pas que nous fus- « sions blessés, mais bien que nous prissions la ville. » Peniscola, effrayé de la prise de Burriana, se rendit, et plusieurs autres places suivirent son exemple. Le roi récompensa les chevaliers du Temple et de l'Hôpital, en leur donnant en fief la plupart des villes dont il s'emparait.

Au milieu des préoccupations de la guerre, Jayme trouva le temps de se remarier, du vivant de sa pre-

mière femme divorcée, Léonor de Castille, avec Violante, fille du roi de Hongrie. Ce fut le pape Grégoire IX qui négocia ce mariage, beaucoup moins utile à l'Espagne que l'autre. Mais bientôt le roi d'Aragon, s'arrachant des bras de sa nouvelle épouse, quitta son palais pour la tente qui, depuis bien des années, était devenue son unique demeure. Jayme, l'œil toujours fixé sur Valence, avait fait fortifier le château du Puig, à deux lieues de cette ville. Pendant une courte absence qu'il fit pour assister aux cortès de Monzon, l'Emir Djomaïl vint assiéger le Puig avec quarante mille hommes. Mais l'énergique résistance de la garnison déconcerta toutes leurs attaques, et Djomaïl, découragé, ne songea plus qu'à fortifier sa capitale et à s'enfermer dans ses murs.

Jayme, ses cortès terminées, s'était hâté de retourner vers la frontière, n'ayant plus qu'une pensée, celle de s'emparer de Valence. La nouvelle de la prise de Cordoue par Fernando de Castille vint encore l'enflammer d'une noble émulation. Par malheur, ce prince était loin de trouver dans ceux qui l'entouraient une résolution égale à la sienne : un jour qu'il parlait de s'en retourner dans ses États pour chercher des renforts, ses *ricos homes* déclarèrent tout d'une voix qu'ils s'en iraient avec lui. Mais laissons sa chronique nous raconter ses angoisses : « Et ils s'en allèrent, dit-il, et me laissèrent seul; et il me semblait *faire œuvre d'araignée* de perdre ainsi en une heure le fruit de tout ce que j'avais fait..... Et j'allai ensuite me coucher et me retournai plus de cent fois dans mon lit, et je suais comme si j'étais au bain, bien qu'on fût en janvier, et qu'il fît grand froid; et je me dis que j'avais affaire à de mauvaises

gens, car il n'est au monde race si superbe que ces chevaliers..... Et les ayant réunis, je leur dis : « Je « voulais partir pour votre bien et celui de notre con- « quête; mais, puisque mon départ vous afflige, je « promets ici à Dieu sur l'autel de sa mère que je « ne passerai pas l'Èbre que Valence ne soit prise. »

Le bruit de cette croisade opiniâtre, soutenue par un roi qui manquait à la fois de soldats et d'argent, s'était répandu dans toute la chrétienté. Grégoire IX, fidèle à la cause que l'Europe désertait, n'épargna rien pour secourir Jayme : grâce à ses efforts, bon nombre de croisés anglais et français vinrent grossir l'armée aragonaise, qui avait grand besoin de ce secours; car, après s'être emparé de toutes les places au nord de Valence, le roi, avec son ardeur ordinaire, s'était établi, en mai 1238, sous les murs de cette ville, avec deux cents cavaliers et mille hommes de pied seulement; mais les renforts qui arrivaient chaque jour portèrent bientôt son armée à un millier d'hommes d'armes, et à soixante ou quatre-vingt mille fantassins, et les galères catalanes se chargèrent de les nourrir. Enfin, pour mieux témoigner de sa résolution, Jayme fit venir dans son camp la reine sa femme, digne par son dévoûment de partager sa gloire et ses dangers. Djomaïl, prévoyant l'issue de cette lutte trop inégale, offrit à son adversaire de lui céder, s'il voulait lever le siége, tout le pays depuis Tortose et Teruel jusqu'au Guadalquivir, et de payer en outre un tribut annuel de dix mille besants d'or; mais le roi, sûr de sa proie, refusa dédaigneusement cette offre. « Valence, répondit-il, va « tomber en notre pouvoir, et quand nous aurons la « poule, nous aurons bientôt les poussins. »

Aujourd'hui que huit siècles de guerres sans relâche ont dépeuplé d'arbres la Péninsule, Valence, comme Grenade et Cordoue, n'est plus qu'une oasis fertile jetée dans le désert. Rien ne peut donner une idée de la prodigieuse fécondité de cette *huerta*, le *jardin de l'Espagne*, qui dans l'espace de quelques lieues rassemble toutes les merveilles de la végétation [1]. Or, cette fertilité même du sol valencien devait causer sa ruine en invitant la conquête chrétienne à descendre des tristes plateaux de l'Aragon sur ce riant littoral. Rois et peuples, tout le monde cédait à l'entraînement du climat, et le zèle des croisés s'enflammait encore de l'espoir de se partager cette *terre promise*.

Jayme, tant qu'il n'avait pas eu une armée sous ses ordres, avait voulu éviter tout engagement; mais quand il eut rassemblé des forces suffisantes pour bloquer Valence et sa vaste enceinte, le siége commença avec tout l'appareil de machines en usage à cette époque. Les Maures, ayant essayé sans succès quelques sorties, finirent par se renfermer dans leurs murs déjà entr'ouverts. L'Emir, effrayé des progrès des assiégeants, avait envoyé de tous côtés, en Afrique, en Espagne, demander des secours à ses frères en religion; mais le souverain de Grenade et tous les autres petits princes Andaloux avaient bien assez à faire de résister pour leur compte au roi de Castille.

[1] Les fruits des tropiques s'y trouvent à côté de ceux des climats plus tempérés, et ces prodiges sont dus aux savants procédés d'irrigation, dont la tradition s'est conservée depuis les Arabes. Aussi, nulle part l'empreinte musulmane n'est-elle aussi frappante qu'à Valence dans les mœurs, la physionomie, et jusque dans le costume des habitants. Il n'est pas jusqu'aux *norias*, ou roues hydrauliques chargées de poteries creuses pour élever l'eau des puits, qui ne rappellent à chaque pas le souvenir des Arabes, qui les ont importées dans la Péninsule.

L'Emir de Tunis envoya quelques galères, qui parurent en vue de la ville, et vinrent ranimer le courage des assiégés; le mauvais temps les força de s'éloigner de cette côte dangereuse, et après une attaque manquée sur Peniscola, les Africains s'en retournèrent à Tunis, à la vue des Valenciens découragés.

Le siége continuait sans relâche, et le roi, qui payait constamment de sa personne, fut même blessé dans une rencontre[1]. La mer étant devenue libre, les vaisseaux catalans venaient sans cesse ravitailler l'armée et pourvoir à tous les besoins. Les assiégés, au contraire, voyaient chaque jour diminuer leur courage avec leurs provisions. Enfin, le mur croulant de toutes parts, les habitants perdirent tout espoir d'être secourus, et forcèrent l'Emir à traiter de la reddition de la ville. Le roi, sans consulter ses nobles, dont il redoutait l'avidité[2], accorda aux Valenciens la vie sauve, avec leurs armes et ce qu'ils pourraient emporter de leurs biens, trompant ainsi la convoitise de l'armée qui avait compté sur le pillage[3]. Le 8 septembre 1238, le traité fut signé, et les assiégés

[1] Jayme raconte avec beaucoup de gaîté et de sang-froid qu'ayant été légèrement blessé à la figure par un trait d'une baliste, il porta la main si vivement à sa tête, qu'il brisa la flèche; et, le sang coulant abondamment, il s'essuya la figure, et *se mit à rire bien haut pour que l'armée ne s'effrayât pas*. Et pendant quatre jours, un de ses yeux fut fermé à cause de l'enflure. Et quand la face fut désenflée, il se promena à cheval dans tout le camp, pour rendre bon courage à ses gens. (L. II, ch. 96.)

[2] « Nous pensâmes que ce message du roi de Valence n'était bon à confier à personne de l'host, ni *rico home* ni autre : car beaucoup il y en avoit à qui il ne plaisoit mie que Valence fût prise, et mieux ils l'aimoient aux mains des Sarrasins qu'aux nôtres; la reine, que nous consultâmes, fut de notre avis. » (Ch. 101.)

[3] « Quand nous eûmes dit mot du traité à don Nuño et aux autres nobles, tous, fors l'archevêque et les évêques, changèrent de couleur, comme si on les eût férus droit au cœur; et aucun d'eux ne nous approuva et ne rendit grâces à Dieu. » (Ch. 109.)

eurent cinq jours pour opérer leur retraite. Tous ceux qui préférèrent rester dans la ville obtinrent garantie pour leurs biens et leurs personnes, avec le libre exercice de leur religion et de leurs lois, sans avoir à payer plus d'impôts que les autres sujets du roi d'Aragon. Toutefois la plupart, se défiant non sans raison des dispositions hostiles des chrétiens, à grand'peine contenus par leur roi, aimèrent mieux quitter la ville et se retirer au sud du Xucar. La bannière d'Aragon fut plantée sur les tours de Valence par les Sarrazins eux-mêmes; « ce que voyant, dit Jayme, je descendis de cheval, et baisai la terre en pleurant, pour la grand'merci que Dieu nous avait octroyée. »

L'Emir dut en outre livrer toutes ses places fortes au nord du Xucar, ne gardant pour lui que les ports de Denia et de Cullera; en retour, une trêve de sept ans lui fut accordée. Le roi veilla avec une scrupuleuse fidélité à ce que la capitulation fût observée, et tua de sa propre main des soldats qui avaient dépouillé des femmes et des enfants. Cinquante mille habitants sortirent en pleurant de cette ville bien-aimée qu'ils ne devaient plus revoir. On procéda ensuite au partage de leurs dépouilles: les prélats, les nobles, les chevaliers et les milices des communes reçurent chacun, en terres et en maisons, un lot proportionné au contingent qu'ils avaient fourni. Ce partage opéré, trois cent quatre-vingts chevaliers, aragonais et catalans, obtinrent des fiefs dans la cité ou autour d'elle, et prirent le nom de *chevaliers de la conquête*. Le vide laissé par les fugitifs fut bientôt comblé par des Catalans, peuple chez lequel a toujours dominé l'instinct de l'émi-

gration. Suivant l'usage, le roi octroya à la ville conquise et à ses nouveaux habitants un *fuero* spécial, écrit en catalan [1], et y fonda un évêché. Il pourvut à la sûreté de sa nouvelle conquête en confiant la garde de la frontière aux chevaliers à qui Valence était inféodée, et laissa pour les commander les grands maîtres du Temple et de l'Hôpital ; ces précautions une fois prises, Jayme partit pour rétablir l'ordre dans sa ville natale de Montpellier, déchirée par les factions.

Pendant le siége de Valence, Grégoire IX, en vertu du droit de suzeraineté du saint-siége sur l'Aragon, avait requis, par plusieurs messages successifs, le roi Jayme de passer en Italie pour y défendre la cause de l'Église et des cités lombardes contre Frédéric II, empereur d'Allemagne, qui leur faisait une guerre acharnée. Jayme, doué de cet esprit d'aventure qui semble être dans le sang de tous les rois d'Aragon, n'était pas loin de se rendre à la requête de son suzerain spirituel. Un traité fut même conclu avec les envoyés des cités lombardes : le roi s'y engageait à passer en Italie et à faire la guerre à l'Empereur, moyennant 150,000 livres une fois payées, plus les droits et revenus annuels que l'Empire levait en Lom-

[1] Miedès, l. XII, ch. 8 et 11. Cet auteur, au milieu de son insupportable prolixité, contient (ch. 23) un parallèle assez ingénieux entre les trois peuples soumis à la couronne d'Aragon : « Les Aragonais, dit-il, jaloux de leurs libertés plus que de leurs biens ou de leur vie, et fiers de la gloire de leurs ancêtres, ne s'occupent que du passé; les Catalans, habitant un pays stérile, naturellement tournés vers l'industrie, et habitués à vivre d'épargne et de travail, ne songent qu'à l'avenir; enfin les Valenciens, au sein de leur délicieuse *huerta*, ne vivent que pour le présent, et jouissent en enfants prodigues des dons de toute sorte dont la nature les a comblés. » Ce parallèle, écrit au seizième siècle, est encore aujourd'hui frappant de vérité.

bardie; mais retenu par sa conquête de Valence, il se trouva dans l'heureuse impossibilité d'effectuer ce voyage. Le temps d'ailleurs n'était pas venu pour l'Aragon de mêler son histoire à celle de l'Italie, où il devait jouer, sous le règne suivant, un rôle si brillant et si actif.

Pendant l'absence de Jayme, la guerre n'en continua pas moins, en dépit de la trève conclue et des ordres du roi. Don Guillen de Aguilon, à la tête des Almogavares, franchit la frontière musulmane, et, attaquant amis comme ennemis, s'empara de quelques places fortes et d'un riche butin. Bientôt Jayme lui-même, impatient de cette trève qui gênait son ardeur de conquête, mit à son tour les scrupules de côté, et alla assiéger Xativa, la seconde ville de l'Emirat (1240). Effrayée du sort de Valence, cette ville, constituée en État indépendant, traita avec le roi, en promettant de ne se rendre qu'à lui, et lui livra Castillon, un de ses boulevards, comme arrhes du traité. Le plan de Jayme, dans toute cette campagne, paraît avoir été de faire une guerre sans relâche aux Maures de la rive nord du Xucar, placés sous sa main, et de maintenir la paix avec ceux du midi, pour les empêcher de porter secours à leurs frères. Ce plan lui réussit, et bon nombre de villes au nord du Xucar suivirent l'exemple de Xativa, et prirent terme pour se rendre.

Pendant quelques années les affaires intérieures de l'Aragon et les démêlés de Jayme avec son fils aîné, don Alonzo, le détournèrent de ses guerres contre les Maures. La conquête de Murcie, par Fernando de Castille, vint réveiller son ambition, et en 1243 il résolut d'achever la conquête de l'Emirat

de Valence. Après une nouvelle tentative inutile sur Xativa, il se rendit maître d'Alcira [1] que les habitants lui livrèrent, et de Denia [2] qui ne se rendit qu'après un long siége.

Bientôt le mariage de l'infant don Alonzo de Castille avec doña Violante d'Aragon, vint resserrer les liens qui unissaient les deux couronnes, et ranimer encore la généreuse rivalité qui existait entre les deux rois. En 1246, Jayme, émule de la gloire de Fernando, que venait de couronner la reddition de Séville, jura de mourir ou de prendre cette ville de Xativa qui depuis six ans bravait tous ses efforts. Le siége fut repris avec une énergie nouvelle; mais la ville était si forte que Jayme, heureux d'en acheter la possession à tout prix, consentit à laisser, pour deux ans, entre les mains du wali le plus fort des deux châteaux qui commandaient Xativa, et garantit en outre aux habitants sûreté pour leurs biens et leurs personnes, avec la liberté de demeurer dans la ville (1248). L'armée murmurant de voir encore une fois le pillage lui échapper, Jayme apaisa son mécontentement à prix d'argent; toutefois, s'il faut en croire une chronique arabe, il chassa bientôt de la ville les malheureux habitants, qui se répandirent de divers côtés, pauvres et dépouillés de tout: « et celui qui écrit ces lignes, ajoute le chroniqueur, a vu le wali Yahia vivre aux dépens de ses amis, errants comme lui dans ce royaume qu'il avait gouverné. »

Revenons en Andalousie, où Fernando III avait rencontré dans l'Emir de Grenade, Mohammed ben

[1] Les chroniques chrétiennes disent à tort Algesiraz.

[2] Conde place en 1243 la prise de Denia, et en 1246 celle de Xativa que Schmidt et Aschbach placent en 1244, et Zurita en 1249.

Alhamar, un adversaire digne de lui. Né à Arjona, d'une famille pauvre, mais illustre, Mohammed Ier, depuis la mort de ben Houd et la défaite de Djomaïl, était devenu l'unique soutien de l'Islam dans la Péninsule. A cette époque de déclin, où les haines de races et de tribus s'étaient éteintes dans le sentiment d'une misère commune, Africains et Andaloux s'étaient ralliés autour de lui, et son Emirat était devenu un lieu de refuge pour les débris de ces nationalités vaincues que dispersait devant elle la conquête chrétienne. Du reste, ruse, courage, cruauté, tous les moyens lui étaient bons pour parvenir à ses fins, et, héritier de la puissance de ben Houd son rival, il avait trop gagné à sa mort pour échapper au soupçon d'en être le complice.

Alarmé du progrès des armes de Fernando, Mohammed, en 1238, fit un dernier appel à la piété des fidèles Musulmans; mais la foi était déchue comme les courages, et c'est à peine s'il put réunir quatre ou cinq mille volontaires, avec lesquels il alla assiéger Martos, près de Jaën. Les garnisons de la frontière se réunirent aussitôt, et le forcèrent à lever le siége. Animés par ce premier succès, les chrétiens essayèrent de lui couper la retraite; mais les Musulmans, avec le courage du désespoir, s'ouvrirent un passage l'épée à la main, et rentrèrent heureusement à Grenade (1238) [1].

[1] La romanesque chronique d'Alonzo X et celle de Fernando III, calquées l'une sur l'autre, racontent autrement le fait. Suivant elles, il n'y avait que des femmes dans la forteresse de Martos. Mais l'épouse de don Alvar Perez, qui y commandait en l'absence de son mari, fit couper les cheveux à toutes ses femmes et les fit armer de pied en cap, et les Maures trompés, crurent avoir affaire à une garnison plus masculine. Enfin Alvar Perez et ses chevaliers, de retour de leur algarade, trouvant la ville cer-

L'Emirat de Murcie, premier siége de la puissance de ben Houd, était alors morcelé en une foule d'États, composés chacun d'une ville et de son district, et gouvernés par un chef indépendant. Aucun de ces petits souverains, qui se croyaient au trône de l'Andalousie des droits égaux à ceux d'Alhamar, n'avait voulu le reconnaître pour son suzerain. Mais à côté de ce puissant rival, et sous la menace perpétuelle de l'invasion chrétienne, l'indépendance n'était qu'un rêve pour les cités andalouses et pour leurs chefs, et il ne leur restait plus que le choix entre deux maîtres. Ben Alhamar était Musulman comme eux, et cependant, chose étrange, ce n'est pas pour lui qu'ils se décidèrent. Le renom de douceur et de générosité du saint roi Fernando combattit pour lui plus encore que ses armes. L'Emir de Murcie, les alcaldes d'Alicante, d'Elche, d'Alhama, d'Orihuela, apprenant que l'infant de Castille, don Alonzo, s'apprêtait à les attaquer, vinrent le trouver à Alcaraz. Là fut conclu un traité qui assurait à Fernando droit de souveraineté sur chacune de ces villes, en retour de toutes les garanties désirables de sécurité et de liberté (1243) [1].

née, s'ouvrirent un passage, le fer à la main, à travers l'armée musulmane, qui, découragée, leva le siége sans combat.

[1] Le III[e] volume de Conde ayant été publié après sa mort, et sans avoir été revu par lui, nous n'insisterions pas sur le désordre qui y règne, sur la confusion des dates et des faits, et sur les innombrables erreurs qu'on y trouve, si ce désordre n'ajoutait une difficulté nouvelle à la tâche déjà si difficile de l'historien. C'est ainsi qu'il fait reparaître quelques pages plus loin des personnages qu'il a tués, ou contredit des faits avancés par lui, sans s'apercevoir lui-même des contradictions de son récit. Le mal est d'autant plus grave qu'à cette époque Conde est devenu l'unique source pour l'histoire de l'Espagne musulmane : car Dombay ne s'occupe plus que des annales du Magreb, et l'abrégé de Murphy est plus maigre et plus incomplet que jamais.

Les chrétiens poursuivirent le cours de leurs succès en s'emparant de plusieurs autres places. Ben Alhamar, réunissant à la hâte quelques milliers de chevaux, les repoussa du bassin de Xenil. Pressentant le danger qui le menaçait, il répara les murs de toutes ses places fortes, les approvisionna d'armes et de vivres, et alla s'enterrer dans sa cité de Grenade embellie par lui de nombreux édifices, hôpitaux, écoles, asiles pour les voyageurs, bains, marchés, boucheries, et greniers publics. Le peuple, attaché à son souverain, supportait avec joie des impôts consacrés à des dépenses utiles, dont le luxe contrastait avec les habitudes simples de l'Emir. Sans cesse occupé des affaires de l'État, qu'il traitait en conseil avec ses scheiks et ses khadis, Mohammed Ier donnait audience deux jours par semaine aux pauvres comme aux riches, et inspectait en personne les colléges et les hôpitaux; en même temps, pénétré de ce que sa position avait de précaire, sur ce sol balayé par la conquête chrétienne, il cultivait avec soin l'amitié de l'Emir de Tunis, des beni Zeyan, et des beni Merin, qui luttaient dans le Magreb contre la fortune décroissante des Almohades.

En effet, les monarques chrétiens, cernant de tous côtés l'Andalousie, se partageaient déjà cette riche proie : pendant que Jayme d'Aragon achevait la conquête du royaume de Valence, Sancho II de Portugal étendait ses conquêtes dans les Algarves, et Fernando se préparait à assiéger Jaën. Après une dernière entrevue avec sa mère, qu'il ne devait plus revoir dans ce monde, le saint roi entra de nouveau à la tête d'une nombreuse armée dans le bassin du Xenil, qu'il dévasta tout entier; puis, après

s'être rendu maître d'Alcalà de ben Zayde, et avoir encore une fois planté ses tentes sous les murs de Grenade, comme pour braver l'Emir, il revint chargé de dépouilles, mettre le siége devant Jaën. La ville se défendit avec courage, et l'Emir, résolu de sauver à tout prix cette place, qui résistait depuis tant d'années aux attaques des chrétiens, accourut avec une armée; mais ses troupes, levées à la hâte, ne purent résister aux milices castillanes, endurcies par une guerre perpétuelle, et furent mises en fuite. Malgré l'hiver qui approchait, le siége fut poussé avec une opiniâtreté que redoublait l'espoir du succès, et Fernando, comme Jayme devant Valence, jura de ne pas lever le siége que la ville ne fût prise. Les assiégés, voyant leurs vivres épuisés, leur Emir battu sous leurs yeux, et toutes les places voisines au pouvoir de l'ennemi, songèrent enfin à se rendre.

Mais le triomphe de Fernando allait être plus complet qu'il n'osait lui-même l'espérer. Malgré le courage obstiné de l'Emir, la lutte, depuis quelque temps, devenait trop inégale. Jaën, le dernier rempart de ses États, allait tomber aux mains des Castillans, et la route de Séville, comme celle de Grenade, était ouverte à leurs armes. Chaque année, ce système de dévastations périodiques dont se composait alors tout l'art de la guerre [1] achevait de ruiner l'Andalousie, et les laboureurs refusaient d'ensemencer leurs

[1] On peut remarquer, comme une singulière coïncidence, que, dans nos possessions en Algérie, le seul système efficace de guerre contre les Arabes trouvé jusqu'ici, consiste également à ravager leurs campagnes et à brûler leurs moissons. La *razzia* moderne n'est que la *tala* des guerres de la Péninsule. Seulement, elle a le tort de venir six siècles plus tard.

champs, que l'ennemi seul devait moissonner. D'ailleurs, l'orgueil des anciens conquérants de l'Espagne était brisé par tant de défaites, et leur honneur sauvé par une résistance si longue et si impuissante. Alhamar, prit tout d'un coup une résolution désespérée: ce fut de venir se remettre entre les mains de Fernando, et faire appel à sa générosité, en lui livrant Jaën et toutes les villes qui lui restaient, et en se reconnaissant son vassal.

Fernando, touché de cette confiance, que sa grande âme était digne de comprendre, releva l'Emir, qui s'était agenouillé pour lui baiser la main, en signe de vasselage, et l'embrassa tendrement en l'appelant son ami. Un traité fut conclu, par lequel Mohammed s'engageait à payer au roi de Castille un tribut annuel de 50 mille maravédis d'or; à se rendre, comme tous les grands vassaux du royaume, aux Cortès quand il y serait appelé, et à assister son suzerain, à la tête d'un nombre de cavaliers fixé d'avance, dans chacune de ses guerres avec les Musulmans comme avec les chrétiens. En retour, le roi de Castille s'engageait à laisser l'Emir en possession de toutes les villes et châteaux qui lui appartenaient, à le protéger contre ses ennemis, et à le traiter en bon et fidèle vassal. Jaën fut aussitôt remise entre les mains de Fernando, qui y mit une garnison castillane (1246).

Nous avons rendu hommage à la générosité de Fernando; mais ce n'en fut pas moins une faute grave de laisser ainsi subsister l'Emirat de Grenade, au sein de la Péninsule reconquise, et cette faute fut expiée par deux siècles et demi de guerre. Si l'humanité lui faisait une loi de bien traiter un ennemi qui se livrait

à sa merci, l'intérêt de l'Espagne lui commandait d'effacer de son sol toute trace d'un empire musulman. Entre ces deux religions et ces deux races qui se heurtaient l'une contre l'autre depuis si longtemps, une trève tout au plus pouvait avoir lieu; mais une paix sincère et durable était chose impossible. Après cinq siècles de guerre, s'arrêter à l'instant du triomphe, et ne pas consommer son œuvre; laisser subsister au milieu d'une monarchie chrétienne, non pas des musulmans isolés, disséminés dans ses villes, mais un empire compacte et solide, avec ses lois, ses armées, ses places fortes, et l'Afrique pour arrière-garde, ce n'était pas générosité, mais imprudence, et l'Espagne devait payer bien cher l'impolitique clémence de Fernando III.

Une fois Grenade soumise, un autre que Fernando se serait permis quelques moments de repos. Mais, dit la chronique d'Alonzo X, « ce grand roi était fait ainsi que, quand il avait achevé une conquête, il ne songeait qu'à en commencer une autre. Et il ne savait ni manger son pain à loisir (*comer pan folgado*), ni se tenir en repos, afin de pouvoir rendre compte à son souverain juge de l'emploi qu'il aurait fait de son temps, comme doit le faire tout roi bon chrétien. » Une seule ville manquait encore à l'entière soumission de l'Andalousie : c'était Séville sa capitale, alors gouvernée par un Emir almohade, frère d'Almamoun, le Cid abou Abdallah. Abandonné à lui-même par ses alliés du Magreb, l'Emir de Séville avait à soutenir une lutte d'autant plus inégale que l'Emir de Grenade, son seul allié possible en Espagne, servait dans les rangs opposés. En effet, ben Alhamar, fidèle à ses promesses, et à sa vieille haine d'Anda-

loux contre les Africains, avait amené à Fernando cinq cents cavaliers, et se disposait à attaquer avec lui ses coreligionnaires.

L'armée castillane entra aussitôt en campagne et commença par dévaster le pays à dix lieues à la ronde. Le wali de Carmona, laissant le soin de défendre cette place à un alcaïde d'une valeur éprouvée, alla se jeter dans Séville avec le reste de ses troupes. Fernando s'étant rendu maître d'Alcalà de Guadayra, la donna à l'Emir de Grenade, pour le récompenser de sa fidélité. C'est là qu'un coup bien cruel vint frapper le roi de Castille : sa mère, doña Berenguela, venait de mourir le 8 novembre 1246, à l'âge de soixante-seize ans. « Et le roi, dit la chronique, quand il apprit cette nouvelle, eut grand souci, et grande peine; mais la force de son âme lui fit surmonter son chagrin. Et ce n'était pas merveille qu'il fût si affligé : jamais roi, que nous sachions, ne fit perte pareille, car la reine était le miroir de la Castille, et elle fut fortement pleurée de tous les *concejos* et de tout le monde, *hidalgos* et pauvres, à qui elle faisait tant de bien. » Un instant Fernando fut sur le point de retourner dans ses États pour régler l'administration de son royaume, privé de la tutèle de sa mère; mais craignant que l'ennemi ne profitât de son absence pour approvisionner Séville, il résolut de ne pas quitter l'Andalousie qu'elle ne fût entièrement soumise; « et onc depuis ce jour, dit la chronique, il ne remit le pied en Castille. » En même temps, jugeant avec sang-froid la difficulté de l'entreprise, il ne négligea rien pour en assurer le succès, et fit armer dans la Biscaye, arsenal maritime de l'Espagne, une flotte

destinée à couper le chemin à tout renfort du côté de l'Afrique.

Ces préparatifs achevés, le roi, qui était retourné à Cordoue, devenue sa résidence habituelle, marcha contre Séville au printemps de 1247. La fertile plaine qui entoure cette ville fut ravagée de manière que pas une maison, pas un tronc d'arbre ni un cep de vigne ne restèrent sur pied. Cette œuvre de destruction s'étendit depuis Carmona jusqu'à Xérez sur un espace de vingt-cinq lieues de long, et dans le pays le plus riche du monde. Les Maures, qui, réfugiés dans la ville, voyaient dévaster leurs campagnes, ne purent supporter plus longtemps cet affreux spectacle, et, aimant mieux vivre tributaires des chrétiens que de voir leurs champs ravagés chaque année, ils se soumirent à Fernando. Carmona et plusieurs villes imitèrent l'exemple de l'Emir de Grenade; celles qui voulurent résister furent traitées avec la dernière rigueur, et leurs habitants passés au fil de l'épée. L'Emir, qui avait rempli loyalement son devoir de vassal, mais dont le cœur saignait en voyant toutes ces misères, intercéda en faveur de ses coreligionnaires : il obtint que tous ceux qui se soumettraient sans résistance seraient traités avec douceur; et son intervention amena la reddition de plusieurs places importantes.

Cependant l'Emir de Séville, désespérant d'échapper à ce réseau qui l'enveloppait de toutes parts, avait imploré le secours des Almohades du Magreb. Tout ce que ceux-çi purent faire, ce fut d'envoyer quelques navires jeter l'ancre dans le port de San Lucar, à l'embouchure du Guadalquivir. Mais la flotte

chrétienne attaqua celle des Africains, désempara ou prit la plupart de ses bâtiments, et s'ouvrit l'entrée du fleuve, qu'elle remonta jusqu'à Séville. La ville, dès lors, fut étroitement bloquée : les assiégeants, pour mettre leur camp à l'abri de toute attaque, le fortifièrent et l'entourèrent d'un grand fossé. La rive droite du Guadalquivir, qui appartenait aux Maures, fut balayée par les éclaireurs chrétiens [1]. Le wali de Niebla, accouru au secours de Séville, fut battu par Alhamar et ses Grenadins qui, au dire de la chronique arabe, ne connaissaient pas d'égal dans le maniement du cheval et de la lance. L'Emir, en venant camper sur la rive droite du fleuve, ferma désormais le chemin à tout secours, et sa bravoure fit l'admiration des Castillans, pendant que sa médiation adoucissait pour les Andaloux les maux de la guerre.

Pendant tout l'hiver, le siége ne se ralentit pas un instant; mais, le printemps venu, Fernando, résolu d'achever à tout prix cette conquête, qui devait couronner toutes les autres, convoqua le ban et l'arrière-ban de ses vassaux, et fit appel à toute la chrétienté espagnole. Son fils don Alonzo lui amena l'armée qui avait conquis Murcie ; les infants don Alonzo d'Aragon et don Pedro de Portugal lui amenèrent aussi leurs contingents. Lopez de Haro y conduisit ses milices biscaïennes ; l'archevêque de

[1] Le pieux Ferreras rapporte à ce sujet, avec la foi la plus implicite, un miracle dont la tradition vit encore en Espagne. Le grand maître de Santiago, don Pelayo Correa, attaqué par les Musulmans, les mit en déroute; mais, voyant la victoire prête à lui échapper avec le jour qui baissait, il ordonna, nouveau Josué, au soleil de s'arrêter, et le soleil ne fit faute d'obéir. La victoire fut complète, et, en mémoire du miracle, on éleva plus tard, sur la place même, une église à sainte Marie de *Deten tu dia* (arrête-toi, jour), église qui subsiste encore.

Santiago vint avec ses Galiciens, et tous les *concejos* de la Castille envoyèrent des renforts à leurs frères, campés sous les murs de Séville. Partout les chaires retentissaient des belliqueuses exhortations des prélats, qui prêchaient d'exemple, et l'Espagne répondit à cet appel, dernier effort qu'on lui demandait pour rejeter les infidèles de son sein.

Après l'arrivée de ces renforts, le siége redoubla de vigueur : dans une nouvelle rencontre entre les deux flottes sur le Guadalquivir, les Musulmans furent vaincus, en dépit du feu grégeois qu'ils lançaient sur les vaisseaux ennemis. La *tour de l'or*, belle construction arabe qui subsiste encore à l'entrée de Séville, et dont le pied baigne dans le fleuve, servait de point d'appui à la flotte musulmane dans ses engagements journaliers avec la flotte chrétienne. Le faubourg de Triana, de l'autre côté du Guadalquivir, incommodait aussi les Castillans par les sorties continuelles de l'ennemi. Ben Alhamar essaya d'incendier, au moyen de brûlots, le pont de bateaux qui unissait les deux rives; mais l'attaque ayant échoué, l'amiral Ramon Bonifacio imagina de lâcher au fil de l'eau deux grandes barques, pesamment chargées, qui, poussées par le vent et par le courant, brisèrent les chaînes qui attachaient les bateaux, et rompirent le pont, au grand dommage des assiégés [1].

[1] Les seules sources pour ce long siége de Séville sont Conde, t. III, ch. 5 et 6; la *Chron. de Fernando III*, et celle d'*Alonzo X*, copiée et traduite en latin par le *Chron. sancti Ferdinandi*. Les deux chroniques espagnoles, calquées l'une sur l'autre, offrent, au milieu de leur fatigante diffusion, le tableau le plus animé du siége. Comme étude de mœurs, on y trouvera des détails piquants : ainsi, le prieur de Saint-Jean se trouvant en danger, les évêques de Cordoue et de Lorca vont bravement à son secours, chacun à la tête de sa compagnie d'hommes d'armes. On lira avec intérêt, aux Pièces justificatives, le curieux épisode de Garcia Perez de Vargas.

Le siége durait déjà depuis un an, et la ville ne parlait pas de se rendre. Bien que située au milieu d'une plaine, la force de ses murailles et le courage de ses habitants suppléaient aux moyens de défense que la nature lui a refusés. Abou Hassan, le wali de Carmona, était l'âme de cette résistance, et son courage soutenait celui de l'immense population qui se pressait dans Séville, dernier refuge de l'Islam et de l'indépendance andalouse. Déjà deux faubourgs avaient été pris; mais celui de Triana, qui formait à lui seul une petite ville, résistait à toutes les attaques. Les provisions commençaient à devenir rares, et cependant la résolution des assiégés n'avait pas faibli. Leurs puissantes machines, dont quelques-unes lançaient jusqu'à cent dards à la fois, et perçaient un cheval bardé de fer, faisaient grand ravage dans les rangs des chrétiens. Des combats acharnés, où l'avantage restait presque toujours aux assaillants, se livraient chaque jour sous les murs de cette courageuse cité.

Toutefois aucun secours ne pouvait plus arriver jusqu'aux assiégés, et de nouveaux renforts survenaient chaque jour dans le camp castillan. Enfin, vaincus par la faim plus que par les armes des chrétiens, les habitants demandèrent à traiter. Ils proposèrent d'abord au roi de lui livrer l'Alcazar seulement, en lui payant le même tribut qu'ils payaient à leur Emir; à peine Fernando voulut-il écouter cette offre dérisoire. Alors on lui proposa le tiers, puis la moitié de la ville, avec l'Alcazar; mais ce prince, qui se sentait le maître de dicter des lois, repoussa encore cet arrangement. Enfin, après de longs débats, l'on tomba d'accord que Séville et sa forteresse se

raient remis entre les mains du roi [1]; que les habitants qui voudraient y demeurer conserveraient leurs biens et l'exercice de leur culte; que les autres seraient libres de s'éloigner avec tout ce qu'ils possédaient, et que les chrétiens leur fourniraient des vaisseaux pour passer en Afrique. Fernando offrit au brave abou Hassan, défenseur de Séville, d'y demeurer comme son vassal; mais celui-ci, ne pouvant se résigner à vivre en sujet dans cette ville où il avait régné, préféra s'expatrier, et partit pour l'Afrique le jour même où il livra les clefs de la place, le 23 novembre 1248 [2]; avec lui s'exila définitivement de l'Andalousie la conquête almohade, après y avoir régné un peu plus d'un siècle.

Fernando, s'étant établi dans l'Alcazar, fit occuper par ses lieutenants toutes les places fortes des environs. La plupart des Sévillans imitèrent l'exemple de leur wali, et allèrent demander un asile à l'Emir dé Grenade, qui avait déjà recueilli les émigrés de Valence. Alhamar, prenant congé de son suzerain, s'en retourna dans son beau fief de Grenade, « plus triste que content, dit la chronique arabe, du succès des chrétiens, succès qui était en partie son ouvrage; mais se consolant avec l'espoir que leur grandeur s'écroulerait sous son propre poids, et que Dieu n'abandonnerait pas pour toujours les siens ». Ceux

[1] Suivant la *Chron. de Fernando III*, les habitants demandèrent au roi la permission, avant d'évacuer Sévil e, de renverser eux-mêmes leur grande mosquée. Le roi les renvoya à l'infant Alonzo, qui leur déclara que, s'ils en détachaient une seule tuile, il ne laisserait pas un d'eux en vie.

[2] Les chroniques arabe et chrétienne ne parlent pas, pendant tout le siége, de l'Emir de Séville, le Cid abou Abdallah, oncle d'abou Hassan; il est probable qu'il s'expatria comme son neveu.

des Sévillans qui vinrent lui demander un asile furent reçus comme des frères, et l'Emir leur assigna des terres, en les exemptant d'impôts pour plusieurs années, heureux d'acheter à ce prix des sujets industrieux qui venaient accroître les forces de son État. D'autres cherchèrent un refuge dans les Algarves; enfin, un petit nombre seulement s'embarqua pour l'Afrique, où le pouvoir des Almohades allait décroissant chaque jour [1].

Cependant l'armée castillane avait quitté le camp qui, pendant ce siége de dix-sept mois, était devenu pour elle une patrie. La *chronique d'Alonzo X* contient une curieuse description de ce camp, qui ressemblait, dit-il, à une ville bâtie sous les murs d'une autre ville : « Jamais on n'avait vu chose pareille en Espagne ni hors d'elle, car on y avait percé des places et des rues, comme dans une grande cité; et il s'y trouvait une rue pour les changeurs, une pour les marchands d'épices et de médicaments, une pour les armuriers et les forgerons, une pour les bouchers et les poissonniers; et ainsi, chaque métier, autant qu'il y en a au monde, avait son département bien assigné. Et nos gens avaient pris racine dans le *real* (le camp) avec leurs femmes, leurs enfants et leurs biens, comme s'ils devaient y rester toujours, car le roi avait juré de ne pas lever le siége avant d'avoir pris la ville. »

Fernando, après avoir rendu grâces à Dieu de sa victoire dans la grande mosquée convertie en église, s'occupa du partage des dépouilles. Laissons encore

[1] Suivant les chroniques chrétiennes, 100,000 Sévillans se seraient embarqués pour Ceuta, et 300,000 se seraient réfugiés à Grenade, à Xerès et dans les Algarves; mais tous ces chiffres sont fort exagérés.



parler la chronique d'Alonzo X : « La noble cité de Séville est la plus grande et la mieux fermée qui se soit vue, et il n'en est pas d'aussi plane et aussi plaisante à voir. Ses murs sont très-forts, et garnis de hautes tours, à distance égale, et faites à grand labeur : sa tour de l'Or est profondément enfoncée dans l'eau, et d'un travail si subtil qu'on ne saurait estimer tout ce qu'elle a coûté. Quant à la tour de la grande mosquée [1], elle est partout renommée pour sa beauté, son élévation, car elle a soixante coudées de largeur, et quatre fois autant de hauteur; et son escalier est fait avec tant d'art qu'on peut y monter à cheval; et, au sommet de la tour, il y en a une autre, haute de huit coudées, au sommet de laquelle sont quatre pommes dorées, qu'on voit, quand le soleil les frappe, briller d'une journée de distance. Il vient à Séville des navires de tous les coins de la terre : d'Afrique, d'Angleterre, d'Italie et de France. Et sa beauté et sa richesse sont en renom de par tout le monde, car son district contient bien cent mille maisons de plaisance, et les péages de ses portes lui fournissent des rentes sans mesure. Et ce fut bien là une des plus nobles conquêtes qui, au monde, se pût faire, et une merci de Dieu pour le roi Fernando, son fidèle serviteur. »

[1] Les murs de Séville et la *torre del Oro* subsistent aujourd'hui à peu près dans l'état où ils se trouvaient du temps des Arabes, ainsi que sa grande tour quadrangulaire, la fameuse *Giralda*. Mais la partie supérieure de cette tour, qu'on aperçoit en effet dans les planes campagnes du Guadalquivir, à une énorme distance, a été ornée, ou plutôt défigurée, par les enjolivements les plus baroques que le goût moderne ait pu inventer : c'est un entassement bizarre de campanilles, de girouettes, de tourillons superposés, qui gâtent à plaisir les belles et grandes lignes de l'architecture arabe. Le tout est surmonté d'une statue colossale, en guise de girouette (*giralda*) qui, malgré sa pesanteur, n'en tourne pas moins à tout vent.

Dans le partage des dépouilles, la première part fut pour le clergé : le siége métropolitain de Séville fut rétabli avec son ancienne circonscription diocésaine; plusieurs villes et châteaux, avec de riches revenus, furent assignés pour domaine au nouvel archevêque. Le roi s'occupa ensuite de remplacer les émigrants arabes par des *pobladores* chrétiens, accourus en foule de tous les coins du royaume. De larges franchises furent octroyées aux nouveaux habitants par le *fuero* de Séville, copié, comme celui de Cordoue, sur le *fuero* de Tolède. La possession de Séville, si chèrement achetée, consommait la conquête de l'Andalousie; et Fernando, si le repos eût été fait pour lui, eût pu goûter en paix la gloire d'avoir enfin expulsé l'Islam de ses deux capitales, après cinq siècles de domination. Mais, n'estimant pas sa tâche achevée, tant qu'une seule cité dans la Péninsule verrait encore flotter les bannières musulmanes, il réduisit, l'une après l'autre, toutes les villes entre Séville et la mer jusqu'aux Algarves, encore occupées par les Almohades. Déjà même il s'apprêtait à passer en Afrique; et, au milieu de l'anarchie qui régnait dans le Magreb, peut-être eût-il réussi à le soumettre, et à venger l'Espagne des trois invasions africaines. Mais l'heure n'était pas venue pour les armes espagnoles de franchir les limites de la Péninsule.

Après huit ans de guerre et de séjour continus en Andalousie, le roi sentait depuis quelque temps s'aggraver le mal dont il portait en lui le germe, et qui devait terminer sa vie. Trente-cinq ans d'un règne laborieux avaient épuisé ses forces, que minait une lente hydropisie. Nous empruntons encore à la *chro-*

nique d'Alonzo X les touchants détails qu'elle donne sur sa fin : « Et quand le roi vit que l'heure de mourir était arrivée, et que venait la vie plus durable du ciel, il fit venir l'archevêque avec son clergé, et se fit apporter la croix et le saint corps du Seigneur; et quand il l'entendit venir, il se laissa choir en bas du lit, et prenant un bout de corde, se le mit au cou; puis il s'inclina humblement, et saisissant la croix de ses mains, se mit à méditer sur tout ce que Monseigneur Jésus-Christ avait souffert pour nous, et il la baisa plusieurs fois en se frappant la poitrine et en s'accusant de ses péchés. Après avoir reçu la communion des mains du prélat, il fit venir autour de lui ses enfants du premier lit: don Alonzo, l'aîné et l'héritier de ses royaumes, don Fadrique, don Felipe, don Enrique et don Manuel; puis les enfants de sa deuxième femme [1], don Fernando, doña Leonor et don Loys, le plus petit de tous. Et quand ils furent rangés autour de lui, avec la reine sa femme, bien dolente et bien éplorée, il fit approcher son fils aîné, le bénit, et lui enjoignit d'avoir soin de ses frères, et de regarder la reine comme sa mère; il lui recommanda aussi ses *ricos homes*, ses chevaliers et les habitants de ses fidèles communes... Et ceci achevé, voyant que la mort approchait, il leva les yeux au ciel, et s'écria: « Seigneur Dieu, vous m'avez donné royau-« mes, honneurs et puissance, plus que je n'en mé-« ritais; à présent je vous rends tout cela avec mon « âme, et je demande pardon de mes fautes à vous « et à tout le monde. » Et faisant signe au clergé

[1] Fernando III avait épousé en 1238, après la mort de sa première femme, Jeanne de Ponthieu, petite-nièce de saint Louis.

d'entonner les litanies, il rendit tout doucement son âme à Dieu, la nuit du jeudi 30 mai 1252. »

Ainsi mourut un des plus grands rois que l'Espagne ait jamais possédés, Fernando III, que l'histoire eût appelé *le grand*, si l'Église ne l'eût appelé *le saint*[1]. Son corps fut enterré dans la grande mosquée, au milieu même de Séville, la plus glorieuse de ses conquêtes. Celui qui écrit ces lignes a vu, dans la chapelle consacrée à la mémoire du saint roi, le cercueil où il repose; et cette simple tombe qui renferme les os du conquérant de Séville, au sein même du temple musulman qu'il a reconquis au vrai Dieu, l'ont plus ému que les tombes fastueuses des Charles-Quint et des Philippe II, dans les caveaux de l'Escurial.

L'Espagne, par la réunion des deux couronnes de Castille et de Léon, venait de faire un grand pas vers l'unité. Cette réunion sans doute n'était pas l'œuvre de Fernando; mais ce qui lui appartient en propre, c'est le noble usage que fit de son pouvoir ce roi toujours victorieux; c'est son désintéressement envers les autres princes espagnols, et son habileté à diriger leurs efforts contre l'ennemi commun, au lieu de les dépenser en stériles discordes. Du reste, aucune gloire, pas même celle du législateur, n'a manqué à ce beau règne. Frappé des inconvénients de tous ces *fueros* locaux qui donnaient, pour ainsi dire, un code

[1] Cette canonisation n'eut lieu qu'en 1677, sur la demande de Charles II. Mais le peuple espagnol, chez qui la mémoire du conquérant de Séville fut toujours populaire, l'avait canonisé avant le saint-siége. Ajoutons, pour donner la mesure de son zèle pour la foi, qu'il livrait sans pitié aux flammes tous les hérétiques qu'il découvrait dans ses États, et « qu'il apporta plus d'une fois lui-même, « en guise de valet, » nous dit Lucas de Tuy, du bois pour le bûcher.

à chaque cité, il songea à doter la Castille et Léon de l'unité législative, après l'unité politique; la mort interrompit cette œuvre, glorieuse autant que difficile, et l'honneur de l'achever fut réservé à son fils, Alonzo X, qui n'oublia qu'une chose en rédigeant ses lois : ce fut de savoir les faire exécuter [1].

[1] Je parlerai plus au long, dans l'analyse des *siete partidas*, des travaux législatifs de Fernando III.

CHAPITRE IV.

L'ARAGON SOUS JAYME Ier.—
LA NAVARRE SOUS THIBAULT I ET II
ET SOUS HENRI Ier.

1234 A 1276.

Nous avons conduit l'histoire d'Aragon jusqu'en 1234, date de la mort de Sancho de Navarre. Malgré le pacte d'adoption conclu entre les deux rois, Jayme, occupé de ses guerres contre les Maures, avait abandonné ses prétentions sur la royauté navarraise, et laissé Thibault de Champagne en prendre paisiblement possession. De 1234 à 1243, les guerres contre les infidèles remplissent presque exclusivement les annales de l'Aragon comme celles de la Castille, et l'histoire intérieure des deux États est également stérile en événements. En 1243, aux cortès de Daroca, Jayme, dont la prudence était loin d'égaler le courage, mit à exécution son malheureux projet de partage, en faisant reconnaître son fils aîné Alonzo pour héritier de la couronne, mais en assignant la principauté de Catalogne à l'infant Don Pedro, l'aîné des fils de Violante. Les Aragonais et l'infant Alonzo protestèrent contre ce partage : le factieux abbé de Montaragon, Fernando, oncle du

roi, l'infant don Pedro de Portugal, qui avait échangé contre de riches possessions à Valence son fief de Mayorque, et la plupart des *ricos homes,* embrassèrent la cause de l'infant Alonzo.

Déjà les deux partis étaient en armes, et près d'en venir aux mains, Aragonais d'un côté et Catalans de l'autre. Si le roi de Castille avait voulu prêter son appui aux rebelles, Jayme eût été obligé de céder; mais Fernando, au lieu d'envenimer ces germes de discorde, mit tous ses soins à les étouffer : il comprit que le véritable intérêt de la Castille, c'était de resserrer son union avec l'Aragon, union d'où dépendait l'avenir de l'Espagne chrétienne; préférant au rôle de conquérant celui de médiateur, il engagea la main de son fils Alonzo à Violante, fille de Jayme, et les villes conquises que les deux rois se disputaient sur la frontière servirent de dot à l'infante d'Aragon.

Jayme, comme tous les princes gâtés par la fortune, ne renonçait pas volontiers à ses desseins. Sur les instances de la reine, son épouse, il résolut, en 1248, de rendre plus complète son œuvre de morcellement, en assurant un apanage à ses quatre fils du second lit, au préjudice de l'infant Alonzo, le seul qu'il eût du premier. Il fit donc un nouveau partage qui confirmait à Alonzo l'Aragon, mais en restreignant ses limites jusqu'à la Cinca : don Pedro, fils aîné de sa seconde femme, eut pour sa part la Catalogne, ainsi agrandie, avec les îles Baléares; don Jayme, le second, eut le royaume de Valence; don Fernando, le troisième, les comtés de Roussillon, de Cerdagne et de Montpellier; le quatrième, Sancho, destiné à entrer dans les Ordres, reçut pour sa part trois mille marcs d'argent. En publiant cet acte im-

prudent, Jayme ralluma tous les ferments de dissensions que Fernando avait éteints. L'infant Alonzo d'Aragon, le plus lésé dans le partage, s'unit à l'infant de Portugal; tous deux commencèrent à lever des troupes et à grouper autour d'eux tous les mécontents. Le roi, alors occupé du siége de Xativa, dut ajourner sa querelle avec son fils qui, pour se concilier l'appui de Fernando III, était allé le retrouver sous les murs de Séville. Mais la guerre civile n'était que différée, et l'opiniâtreté de Jayme préparait à l'Aragon bien des malheurs, si Fernando, moins désintéressé, eût voulu prêter aux rebelles le secours de ses armes.

Enfin, en 1250, Jayme, poursuivant son désastreux projet, réunit ses cortès à Alcañiz. là, de roi et d'arbitre souverain, se faisant partie dans ce triste procès, il leur exposa ses griefs contre son fils et l'infant de Portugal, et offrit de se soumettre à la sentence des Cortès, à condition que les rebelles s'y soumettraient également. Des arbitres furent choisis parmi les prélats et les hauts barons du royaume, et un ambassadeur fut expédié aux deux princes pour les décider à déposer les armes, et à s'en remettre, comme le roi, à la décision des Cortès.

Le génie tutélaire de l'Espagne, Fernando III, usa de son influence pour décider les deux infants à la soumission; ceux-ci, sans vouloir rentrer en Aragon, s'engagèrent sous serment à accepter la sentence des arbitres. Cette sentence fut enfin rendue, et Jayme n'épargna rien pour la rendre défavorable à son fils, qu'il haïssait de tout le tort qu'il lui avait fait. On décida que l'infant aurait pour son lot l'Aragon, plus le royaume de Valence; l'infant don Pedro eut, comme

naguère, la Catalogne; don Jayme, les îles Baléares avec Montpellier; et don Fernando, le Roussillon et la Cerdagne. Mais, chose à peine croyable, dans ces Cortès, assemblées pour prononcer sur les plus chers intérêts du pays, pas une voix ne réclama en faveur de l'unité de l'Aragon, œuvre des siècles, qu'allait briser un caprice de Jayme en traitant la couronne comme un patrimoine qu'un père divise à son gré entre ses enfants. Ainsi, l'Aragon voyait se renouveler, au milieu du XIIIe siècle, les fautes de la Castille et de Léon aux XIe et XIIe, et l'expérience de tant de malheurs était perdue pour les sujets comme pour les rois.

Au milieu de tant de préoccupations, l'actif monarque trouvait encore le temps de s'occuper de l'administration intérieure du pays, et d'apporter un peu d'ordre dans le chaos de sa législation. C'est ainsi que, par une heureuse inconséquence, il résolut de doter l'Aragon de l'unité législative, au moment même où il lui enlevait l'unité politique. Ayant assemblé, ses Cortès à Huesca, en 1247, il les chargea du soin de corriger les anciens *fueros*, dont l'obscurité et les contradictions engendraient des difficultés sans nombre; il fit rédiger par les légistes les plus éclairés un recueil de toutes les lois qui pût servir de base fixe à la législation du pays et aux jugements des tribunaux. Quant à la valeur réelle de ce travail, dont nous ne pouvons ici que louer la pensée, nous l'apprécierons en étudiant plus tard les institutions politiques de l'Aragon.

Fernando III de Castille, mort en 1252, avait laissé le trône à son fils Alonzo X, gendre de Jayme. Ce prince, dont l'humeur inconstante devait attirer

sur lui tant de malheurs, se lassa bientôt de sa femme Violante, dont il n'avait pas d'enfants, et chercha à rompre cette union. La mésintelligence se mit dès lors entre le gendre et le beau-père. Enfin, la mort de Thibault Ier, de Navarre, en 1253, vint encore animer les ressentiments des deux rois, déjà aigris par leurs prétentions rivales sur le royaume de Murcie.

Mais avant de parler de cette succession si disputée du trône de Navarre, résumons en quelques lignes le règne de Thibault Ier. En 1239, ce prince s'était joint à la croisade qui partit de France pour délivrer le Saint-Sépulcre; croyant ainsi se laver du soupçon d'avoir empoisonné le roi Louis VIII de France[1], son suzerain. Son expérience de la guerre et son titre de roi le firent désigner pour chef de l'expédition; mais les dissensions des croisés firent avorter tout le fruit de cette entreprise, et, après un an

[1] Ce qui donna quelque consistance à ce bruit, assez peu vraisemblable d'ailleurs, ce fut le long et poétique attachement de Thibault pour la reine Blanche de Castille, femme de Louis VIII et mère de saint Louis. Voici ce que disent à ce sujet les *Grandes chroniques de Saint-Denis* : « Adonc, le comte regardant la reine qui étoit tant belle et sage, s'écria, tout ébahi de sa grande beauté : « Par ma foi, madame, mon cœur et toute ma terre « sont à votre commandement; ne m'est rien qui pût vous plaire, si que « je ne fisse volontiers; et jamais, si Dieu plaît, contre vous ni les vôtres « n'en irai. » D'illec se partit tout pensif, et lui venoit souvent en remembrance le doux regard de la reine et sa belle contenance. Lors si entroit dans son cœur la douceur amoureuse; mais quand il lui souvenoit qu'elle étoit si haute dame et de si bonne renommée, et de si bonne vie et nette, si muoit sa douce pensée en grande tristesse. » On a conservé de ce prince, grand *Trouveur*, comme les rois d'Aragon, des vers qui sont loin de valoir cette page naïve de la chronique. Quant aux rois de Castille, jusqu'à Alonzo X, *le Savant*, occupés uniquement de guerroyer contre les Maures, ils avaient peu de souci du *gai sçavoir* et des rimes provençales. Voir aussi, sur cette accusation d'empoisonnement plusieurs fois répétée contre Thibault, dont les ennemis mouraient toujours à propos pour lui, Raynaldi, *Annal. ecclesiast.*, *ad ann.* 1235, p. 474.

de guerres et de discordes, les princes français et le roi de Navarre, perdant enfin courage, revinrent en France, abandonnant le reste des croisés à leur malheureux sort (1240). La suite de la vie de Thibault fut remplie par ses querelles avec l'évêque de Pampelune, qui excommunia le roi et son royaume. Thibault, voyant son adversaire appuyé par le saint-siége, finit par céder; la sentence d'interdit fut levée quand le roi eut donné satisfaction au prélat offensé. Mais, tourmenté d'un reste de scrupule, Thibault partit brusquement pour Rome, afin d'obtenir l'absolution du saint-père. Sa mort, arrivée en 1253, suivit de près son retour en Navarre, et il laissa après lui, avec la réputation d'un prince brave, mais peu habile, deux fils encore enfants, Thibault II et Henri, sous la tutelle de la reine leur mère.

Redoutant pour son successeur l'ambition de Jayme d'Aragon, le roi mourant eut l'idée d'en appeler à sa générosité, et de mettre sous sa protection les droits de son jeune fils. Jayme, qui aurait pu être le plus redoutable ennemi du nouveau roi de Navarre, fut touché de la confiance que Thibault Ier avait eue en lui. Dans une entrevue avec la reine-mère, il conclut avec elle un traité d'alliance, et promit de protéger le prince contre tous ses ennemis, surtout contre la Castille, et scella cette promesse en lui accordant la main de sa fille Constancia [1]. Bien en prit à la régente de s'être assuré cet appui,

[1] Les sources pour l'histoire de Navarre sont fort maigres : elles se réduisent à quelques lignes dans les diverses annales du tome XXIII de Florez. Quant aux historiens plus récents, les principaux sont Zurita, t. III; Moret, *Annal. de Navarra*, t. III, lib. 21; Traggia, art. *Navarra*, dans le *Dicionar geográfico de España*.

car Alonzo de Castille, oubliant les exemples de son père, voulut profiter des embarras de la Navarre pour s'agrandir à ses dépens. Jayme, fidèle à sa promesse, accourut pour défendre son allié. Une bataille était inévitable, lorsque quelques prélats, s'interposant entre les deux rois, décidèrent Alonzo à implorer le pardon de son beau-père, et empêchèrent le sang chrétien de couler.

Pendant le séjour prolongé de Jayme en Navarre, les Maures laissés par lui à Valence en profitèrent pour se révolter; ils prirent pour chef un Africain, nommé al Azark, qui, condamné à mort par le roi d'Aragon, avait trouvé un asile auprès de l'Emir de Grenade. La rébellion s'étendit bientôt sur tout le nord du Xénil, où toutes les villes, excepté Xativa, tombèrent dans les mains des rebelles. Jayme prit aussitôt un parti décisif: il résolut de bannir de ses États tous les habitants musulmans, pour les remplacer par des populations chrétiennes. Cette mesure rigoureuse, que dicta au roi l'intolérance du clergé de ses États, fut fort mal accueillie des feudataires de la conquête, qui y perdaient de nombreux vassaux et de riches revenus. Celui qui se plaignit le plus haut fut l'infant de Portugal : mais Jayme, peu soucieux de s'attirer sur les bras ce nouvel ennemi, aima mieux pactiser avec lui, et acheta sa soumission par une forte somme d'argent.

Délivré de cet obstacle, le roi d'Aragon poursuivit avec son ardeur habituelle son projet d'expulsion. Forcés de quitter ce beau pays de Valence, leur patrie bien-aimée, les Maures n'avaient plus qu'à choisir entre l'exil et la révolte; poussés au désespoir, soixante mille d'entre eux préférèrent ce dernier parti. Le

reste, au nombre de deux cent mille, prévoyant l'issue de cette lutte inégale, se résigna à quitter ce sol qui les avait vus naître. Quand fut expiré le délai qu'on leur avait accordé pour vendre leurs biens, il fallut les arracher par force de leurs demeures. Vainement ils offrirent d'augmenter le tribut qu'ils payaient, et qui, pour Xativa seule, montait à cent mille besants, Jayme fut inflexible; cependant, généreux encore jusque dans ses rigueurs, il leur permit de prendre avec eux tout ce qu'ils pourraient emporter. Les Maures tremblants, malgré sa promesse, de se voir enlever en chemin le peu qui leur restait, lui en firent offrir une moitié s'il voulait leur garantir l'autre et les faire conduire en sûreté jusqu'à la frontière. Mais le roi, loin d'exploiter leur détresse, leur répondit que «pour rien au « monde il ne voudrait faire pareille chose, car il leur « avait promis sûreté, et c'était déjà bien assez pour « eux de perdre leurs maisons et leur droit de cité. « Qu'ils sortissent donc avec confiance sur sa parole, « car il ne voulait pas leur causer plus de dommages qu'ils n'en avaient déjà, et il avait lui-même « grand'pitié du mal qu'il leur faisait. » Joignant l'effet à la promesse, il les fit escorter jusqu'à Villena; et « telle était, ajoute-t-il dans ses mémoires, la multitude qui sortit, qu'elle occupait bien cinq lieues de « chemin, et que, depuis la bataille de *las Navas*, « on n'avait pas vu tant de Musulmans réunis. »

Mais l'infant don Fadrique, frère du roi de Castille, s'était posté sur la frontière pour attendre les fugitifs au passage; là il les rançonna sans pitié, en prélevant sur eux un besant par tête, et en récolta ainsi plus de cent mille. Une fois entrés dans le pays

de Murcie, et traqués entre les deux *conquêtes* de Castille et d'Aragon, ces malheureux se dispersèrent, les uns dans l'Emirat de Grenade, les autres dans le territoire de Tolède et dans la Manche d'Aragon. La Castille, en leur donnant asile, hérita de l'industrie et des richesses qu'ils emportaient avec eux : car l'Emir de Grenade, après tout, n'était qu'un vassal d'Alonzo X, et la Castille s'enrichit ainsi des dépouilles de l'Aragon.

Quant à ceux qui avaient préféré à l'exil une résistance sans espoir, ils commencèrent contre les chrétiens une guerre de détail, sanglante et sans pitié. Al Azark donna à l'insurrection l'unité qui lui avait manqué jusque-là. Pendant trois ans, retranché dans ce pays montagneux où les guerres ne finissent pas, il tint en échec toute la puissance du roi d'Aragon; mais enfin, malgré la protection avouée du roi de Castille, Jayme enleva au rebelle tous ses châteaux l'un après l'autre. Al Azark, quoique forcé de renoncer à une lutte sans issue, dicta encore ses conditions, en obtenant un sauf-conduit pour sortir du royaume, et la protection du roi pour sa famille, qui continua à l'habiter (1256).

Cependant le roi de Castille n'avait pas renoncé à ses prétentions sur la Navarre. Ce prince, sous prétexte de faire la guerre aux Maures, ayant réuni des troupes dans les Algarves, Jayme soupçonna, non sans raison, qu'une expédition en Navarre était le vrai but de cette levée. La trève entre les deux royaumes allait expirer, et des deux côtés on se disposait à reprendre les armes; déjà même Jayme avait été à Estella resserrer son alliance avec Thibault II; mais Alonzo, mieux conseillé, ne tarda

pas à reconnaître l'impuissance de ses prétentions. Dans une entrevue à Soria, en 1256, la concorde fut rétablie entre les deux rois; Alonzo s'engagea à laisser Thibault paisible possesseur du trône de Navarre, et cette paix un peu boiteuse fut confirmée l'année suivante par une nouvelle entrevue.

Jayme s'occupa ensuite de terminer ses longs différends avec saint Louis, concernant les possessions de l'Aragon au delà des Pyrénées. La couronne de France, jusque vers le XIII[e] siècle, avait toujours revendiqué droit de suzeraineté sur la Catalogne, en vertu de son ancienne conquête; longtemps même les comtes de Barcelone avaient mis en tête de leurs actes l'année du règne des rois Français. Mais en réalité, l'autorité de la France était nulle dans ce comté, surtout depuis sa réunion à la couronne d'Aragon. Cependant Jayme avait toujours à redouter du monarque français une tentative pour ressusciter des droits oubliés. De leur côté, les monarques aragonais possédaient dans le sud de la France des fiefs nombreux, et des prétentions qu'eux aussi pouvaient faire revivre. Les deux souverains avaient donc un intérêt égal à transiger, pour couper court à toutes querelles, dans le présent comme dans l'avenir. Leurs ambassadeurs se rencontrèrent à Corbeil, près Paris; Louis abdiqua son vain titre sur les comtés de Barcelone et d'Urgel, et sur le Roussillon et la Cerdagne; Jayme, de son côté, renonça à faire valoir ses droits sur divers comtés du midi de la France. Montpellier resta à l'Aragon, mais sous la suzeraineté du roi de France [1], et les habitants de cette ville, qui

[1] Voyez les actes de ce traité dans Marca, page 1444, et pour les détails, dom Vaissette, *Histoire de Languedoc*, III, 489 et 532.

s'étaient révoltés, à l'instigation de Louis, obtinrent leur pardon. Pour mieux sceller l'alliance, on arrêta le mariage d'Ysabel, seconde fille de Jayme, avec Philippe, fils aîné de Louis. Enfin Jayme céda à Marguerite de Provence, femme de saint Louis, son droit sur le comté de Provence, ancienne possession des rois d'Aragon, alors échue à Charles d'Anjou, frère de saint Louis, par son mariage avec une sœur de Marguerite.

Cependant la mésintelligence entre Jayme et son fils aîné s'était accrue des injustices dont celui-ci avait été l'objet. Le père et le fils en étaient presque venus à une rupture ouverte, et la guerre civile menaçait l'Aragon, lorsqu'elle fut prévenue par la mort inopinée de l'infant, en 1260. Cet événement, qui devait ramener l'union au sein de la famille royale, ne fit qu'y semer de nouvelles discordes. Jayme, pour y mettre un terme, procéda à un nouveau partage dont l'inégalité fut cette fois un bienfait pour le pays. Don Pedro eut pour sa part la Catalogne, l'Aragon et Valence : quant à Jayme, son père lui composa avec Montpellier, les Baléares, le Roussillon et la Cerdagne une petite royauté indépendante de la couronne d'Aragon. Comme on devait s'y attendre, les deux frères furent mécontents de leur lot : don Jayme se plaignit de l'infériorité du sien; et don Pedro, bien que le mieux partagé, réclama encore, non sans raison, contre le démembrement du patrimoine royal. Et cependant, dans ce dernier remaniement de la succession de Jayme, il y avait du moins un progrès : l'Aragon et la Catalogne, ces deux bases de sa couronne, se trouvaient réunis sous une seule main, et l'inégalité même des deux

lots assurait au futur monarque de l'Aragon sur celui de Mayorque un ascendant nécessaire au salut du pays.

Au milieu de ces longs différends, le mariage arrêté entre Philippe de France et l'infante d'Aragon, avait été conclu en 1262 à Clermont, en Auvergne. Jayme avait en outre négocié celui de son fils aîné Pedro avec Costanza, fille unique de Manfred roi de Sicile, et bâtard de Frédéric II, empereur d'Allemagne. Vainement le pape Urbain II essaya de détourner le roi d'Aragon de cette union avec un prince héritier de la haine de son père contre l'Église, et frappé de ses anathèmes; Jayme persista avec son opiniâtreté ordinaire, et conclut en 1262 ce mariage, si fécond en résultats importants, et origine des droits de l'Aragon sur la Sicile. Saint Louis, sentant sa conscience alarmée de l'alliance de Jayme avec l'ennemi du saint-siége, exigea de lui, avant la conclusion de ce double mariage, le serment de ne rien faire de contraire aux intérêts de l'Église de Rome, et à l'obéissance qu'il lui devait comme chrétien et comme roi. Enfin Jayme arrêta le mariage de son second fils avec Béatrix de Savoie, dont la sœur avait épousé Manfred. Ainsi l'Aragon touchait par ses alliances aux principaux trônes de l'Europe, preuve éclatante de l'importance conquise par lui sous le long et glorieux règne de Jayme.

Pendant ces querelles pour la succession d'un roi vivant, de graves atteintes avaient été portées à la sécurité publique : aux termes des *fueros* nationaux, sanctionnés par les Cortès de Huesca, en 1247, toute attaque à main armée, de la part d'un noble ou d'un chevalier, devenait légitime, pourvu que, dix

jours avant, il eût défié son ennemi, en présence de trois chevaliers. Aussi l'Aragon était-il devenu un vaste champ de bataille, où la force tenait lieu de droit, et où le brigandage régnait effrontément, à l'ombre d'une impunité garantie par la loi. Les montagnes, où les bandits de haut et de bas étage étaient sûrs de trouver un asile, les plaines même, où la justice a d'ordinaire un cours plus facile, étaient désolées par des bandes de malfaiteurs. Enfin, le mal en vint à un tel degré, que les communes, victimes de tous ces désordres, résolurent d'y mettre un terme, et de ne demander qu'à elles-mêmes un appui que la royauté leur refusait. Les habitants d'Aïnsa et de Sobrarbe furent les premiers qui se réunirent en *Hermandad* ou ligue, pareille à celle qu'établirent en 1247 les villes du Rhin, pour maintenir la paix publique.

Le premier acte de cette ligue fut de défendre, sous des peines graves, à tout bourgeois ou cultivateur de fournir un asile et des vivres aux malfaiteurs; quiconque avait défié son ennemi, quel que fût d'ailleurs le motif de la querelle, devait se soumettre au jugement des tribunaux, si celui qu'il avait défié leur déférait l'affaire; s'il s'y refusait, tous les membres de la junte s'engageaient à lui courir sus et à faire main-basse sur tous ses biens; à défaut de biens, sa personne était mise à la merci du roi ou de la junte, et si l'on ne parvenait pas à se saisir de lui, il était condamné à mort par contumace. Si le provocateur était noble, et qu'il refusât, comme tel, de comparaître devant les tribunaux, on s'abstenait, par un ménagement bien étrange, de l'y contraindre par la force, et l'on se contentait de protéger contre lui les biens de son ennemi.

Tout malfaiteur qui entrait sur les domaines du roi, d'un *rico home*, de l'Église ou d'une des villes de la junte, devait être remis au juge du district, sous peine, pour celui qui refusait de le livrer, de mille sous d'amende et d'une indemnité double du dégât qui avait été fait. Cette ligue, remède violent à un état de choses plus violent encore, fut conclue pour cinq ans à compter de 1260. Saragosse et les principales villes de l'Aragon se hâtèrent d'y accéder. Enfin le royaume entier fut divisé en cinq juntes, et à la tête de chacune fut placé un chef suprême (*sobrejuntero*), chargé de prêter vigueur aux décrets de la fédération.

Cette mesure énergique fut suivie d'un plein succès. L'Aragon fut purgé des malfaiteurs qui l'infestaient, et la paix fut rétablie, à la honte de la royauté, par ces communes qu'elle n'avait pas su défendre. Valence et la Catalogne ne semblent pas toutefois avoir participé aux bienfaits de cette association; Zurita ne le dit pas du moins, et quant à Muntaner, Desclot, et la *Vida de Jayme*, ces diffuses chroniques, qui ne nous font pas grâce du plus insignifiant détail d'une fête ou d'un combat, n'ont pas un mot à dire de cette vigoureuse institution des juntes, destinée à remplacer les lois dans une société désarmée.

Le repos, que l'établissement de l'*Union* avait assuré à l'Aragon, fut bientôt troublé par l'insurrection générale des Maures de l'Andalousie en 1263. Le roi de Castille, inquiet de l'étendue et des forces de cette rébellion, qui lui avait enlevé en trois semaines trois cents villes et châteaux, implora l'appui de son beau-père le roi d'Aragon. L'âme chevaleresque de

Jayme s'émut à ses plaintes, et, malgré ses anciens griefs contre Alonzo, il s'apprêta à le secourir. Ses nobles et ses prélats lui conseillèrent de profiter de la circonstance pour arracher à la Castille le redressement de ces griefs; mais Jayme répugnait à vendre ses secours à celui que, comme chrétien, il se croyait tenu de secourir contre les ennemis de la foi. Enchaîné par les coutumes de l'Aragon, qui ne permettaient pas au souverain d'entreprendre la guerre sans la sanction de ses Cortès, il convoqua dans ce but celles d'Aragon et celles de Catalogne, moins pour les consulter sur son projet d'expédition que pour en obtenir les moyens de la faire [1].

Outre la générosité naturelle à l'âme de Jayme, l'intérêt du pays lui faisait une loi de secourir son gendre : Murcie une fois enlevée à la Castille, Valence ne pouvait rester longtemps à l'Aragon, et toutes ses conquêtes dans le bassin du Xucar se trouvaient compromises. Vers la fin de 1264, Jayme exposa l'affaire aux Cortès de Barcelone; mais, malgré les bonnes dispositions de l'assemblée, l'opposition du vicomte de Cardona, qui s'acharna à faire discuter d'abord ses griefs personnels contre le roi, coupa court à toute décision. Jayme, blessé de se voir marchander ainsi par ses Cortès l'argent qu'il leur demandait, résolut de se passer de leur vote et de sortir de Barcelone; mais celles-ci, effrayées du res-

[1] « Nous ne leur demanderons pas de conseil, dit la *Vida* (ch. 85), car il n'y a pas chez eux autant de sens ni de valeur qu'il devrait y en avoir; et nous avons éprouvé qu'ils sont toujours divisés quand on les consulte sur quelque grand fait, et qu'ils ne s'accordent pas de si tôt. » Il y a dans ce peu de paroles un sentiment vrai de la nature et des droits du pouvoir exécutif dans ses rapports avec une assemblée délibérante, incapable d'action. Le fait est curieux à rencontrer en Espagne dans le XIIIe siècle.

sentiment de leur roi, et de sa menace de départ, le supplièrent de rester, en lui promettant de voter l'impôt du *bovage*, déjà concédé deux fois pendant son règne. Jayme se laissa fléchir sans peine, et la paix fut rétablie.

De plus graves résistances l'attendaient chez les Aragonais, peuple pauvre et fier, qui ne sut jamais ni payer ni obéir. Les Cortès s'étant réunies à Saragosse, le roi leur exposa, dans un long discours, la nécessité de venir en aide au roi de Castille, et leur proposa de voter, comme les Catalans, l'impôt du *bovage*, impôt inconnu à l'Aragon. Après le roi, un frère mineur raconta comme quoi un ange lui était apparu pour lui annoncer que Jayme devait être le libérateur de la chrétienté en Espagne. Ce récit, et surtout sa conclusion, qui tendait à faire voter l'impôt, furent peu goûtés des *ricos homes*. Mécontent de leur froid accueil, le roi résolut d'obtenir en détail le vote que, réunis, ils ne voulaient pas lui donner. Ayant mandé auprès de lui huit des principaux nobles, il essaya sur eux la puissance de ses arguments; mais ceux-ci répondirent qu'ils n'avaient pouvoir de rien décider; et, comme les députés catalans, ils saisirent cette occasion de faire valoir leurs griefs [1]. Ils lui reprochèrent d'in-

[1] Ximen d'Urrea dit le premier : « Seignenr, nous ne savons dans ce pays ce que c'est que le *bovage*, » et quand ils ont entendu cette parole, ils se sont tous mis à crier à la fois qu'ils n'en feraient rien. Et Jayme leur répondit : « Je m'émerveille fort de vous, car vous êtes des gens bien durs à entendre raison...; voyez ce qu'ont fait ceux de Catalogne, qui est le meilleur de mes royaumes, et le plus honoré et le plus noble, car il a quatre comtés, ceux d'Urgel, d'Ampurias, de Foix et de Pallas; et pour un *rico home* qu'il y a ici, on en compte quatre en Catalogne; et pour un chevalier ici, cinq là-bas, et pour un clerc, dix, et pour une bonne ville, cinq en Catalogne, qui est le pays le plus honoré de l'Espagne; et puisque ceux de ce

venter chaque jour de nouvelles manières de vexer le peuple, et de violer les priviléges de la noblesse; de concéder de préférence ses fiefs à des étrangers; d'admettre dans ses conseils des légistes et autres gens de basse extraction, et d'invoquer devant des tribunaux royaux des causes qui appartenaient à la justice seigneuriale; enfin, de changer au gré de son caprice les lois de l'État, et de nommer sans leur conseil le *justiza* d'Aragon [1].

Avec ce que nous savons du caractère de Jayme, on peut présumer que ces griefs étaient fondés; aussi les Cortès [2], tout en les faisant valoir, n'en attendaient-elles pas le redressement, car le jour même de cette entrevue, la plupart des *ricos homes* quittèrent Saragosse, en faisant signifier à Jayme que, tant qu'il ne leur aurait pas donné satisfaction, ils n'accorderaient pas les subsides demandés. Réunis à Alagon, ils s'unirent sous serment pour la défense de leurs *fueros*. Le roi essaya vainement de transiger; les *ricos homes*, pour toute réponse, lui envoyèrent la liste de leurs griefs en refusant de se séparer tant qu'on n'y aurait pas fait droit [3]. Parmi les mécontents se distinguait, par l'âpreté de ses exigences, un fils naturel du roi, Hernan Sanchez de Castro, comblé

pays ont bien voulu me donner du leur, vous qui avez de moi des fiefs de vingt, de trente et de quarante mille sous, vous devriez bien m'aider... » (Chap. 91).

[1] J'expliquerai au long le sens de ce mot, équivalent à celui de grand juge, en analysant les institutions de l'Aragon.

[2] La liste de ces griefs est beaucoup plus longue dans Zurita (l. III, ch. 66). On y trouvera aussi la réponse du roi, et les motifs qu'il allègue pour se justifier.

[3] Dans une nouvelle assemblée qui eut lieu à Calatayud, le roi dit aux barons : « Vous en usez comme les juifs avec Notre-Seigneur, qui criaient à Pilate : *Crucifiez-le!* sans dire pour quel crime; et vous, vous dites que

cependant des bienfaits de son père, et dont nous aurons bientôt occasion de reparler.

Après une nouvelle tentative de négociation, le roi, perdant patience, eut recours à des moyens plus énergiques, et convoquant, à Monzon, les *ricos homes* et les milices de Catalogne, il se mit à assiéger un à un les châteaux des rebelles, tout en discutant leurs propositions. Cette manière de négocier l'épée à la main lui réussit beaucoup mieux : les confédérés, n'osant porter les armes contre leur souverain, lui firent offrir de s'en remettre à la décision des prélats, en donnant caution qu'ils se présenteraient en justice si le roi voulait leur restituer leurs châteaux ; ils s'engagèrent de plus à l'assister dans son expédition de Murcie. Jayme, les prenant au mot, déféra le procès aux évêques de Saragosse et de Huesca, et en attendant la sentence, qui traîna en longueur, il fit jurer une trêve aux rebelles, et garda leurs châteaux comme gage de leur soumission.

Mais, l'un des arbitres étant tombé malade, et l'autre ayant refusé de prononcer seul, le roi, en 1265, réunit à Exea de nouvelles Cortès, qui firent droit aux principaux griefs des confédérés, en décrétant : 1° que désormais ni le roi ni ses successeurs ne donneraient de fiefs en Aragon à aucun *rico home* qui ne fût natif du royaume ; 2° qu'aucun homme

je vous *désafuère*, sans dire en quoi, et sans vouloir en recevoir réparation ; et c'est là une nouvelle manière d'agir de vassaux envers leur seigneur. Mais si je n'avais promis aide au roi de Castille, et si mon bon sens ne me retenait, il n'y aurait ni rempart ni roches escarpées au monde qui me retinssent de me venger de vous : car, pour un cavalier que vous avez, j'en mettrais trois, qui ne vous épargneraient guères, ni corps ni biens ; et toutes les cités de Catalogne et d'Aragon seraient contre vous ; de guerre, elles en savent autant que vous, et j'ai pour moi le pouvoir, le savoir et l'avoir, etc... » (Ch. 98.)

de noble race ne serait tenu de payer l'impôt du *bovage* ou de l'*herbage* ; 3° que tous les procès entre le roi et les *hijos d'algo* seraient jugés par le *justiza* d'Aragon, avec un conseil de *ricos homes* désintéressés dans la cause ; 4° enfin que le roi ne donnerait pas de terres en fief aux infants ses fils. Ainsi se termina ce long différend où Jayme, comme on le voit, finit par céder presque sur tous les points.

Libre enfin de toute préoccupation intérieure, Jayme ne songea plus qu'à réaliser son projet d'expédition contre Murcie, au profit d'Alonzo de Castille. Il convoqua à cet effet la noblesse et les milices de ses deux royaumes ; mais les Catalans seuls répondirent à cet appel. Le roi, accompagné de ses fils et d'une armée peu nombreuse, entra sur le territoire de Murcie. Par un habile mélange de douceur et de fermeté, et grâce surtout à sa fidélité bien connue à tenir sa parole, il soumit en peu de temps tout le pays révolté, depuis Villena jusqu'à Alicante [1]. Poursuivant la guerre sans souci de l'hiver ni de la fatigue de ses troupes, le roi d'Aragon, après une entrevue avec celui de Castille, vint camper, en janvier 1266, sous les murs de Murcie [2]. Là un

[1] Il est curieux de voir avec quelle humilité ce roi victorieux parle à ses bonnes villes de Teruel et de Valence pour en obtenir les vivres dont il a besoin. « Et nous les priâmes, dit Jayme, le plus tendrement que nous pûmes, de se rappeler que nous avions peuplé leur ville, et qu'ils nous aidassent de façon que nous pussions retirer honneur de l'entreprise... Et ils répondirent qu'ils aviseraient ; » car jamais, dans la chronique, réponse, quelle qu'elle soit, n'est rendue sur-le-champ ; on prend au moins vingt-quatre heures pour réfléchir. Cependant les deux villes accédèrent à sa demande. (Ch. 106 et 107.)

[2] Voici un exemple de la manière dont Jayme prenait des villes. Les gens d'Elche étant venus traiter avec lui, il commença par leur dire qu'il n'avait que deux manières d'agir : de passer au fil de l'épée ceux qui résistaient, et de bien traiter les autres. Puis, prenant à part un des en-

adalid, chargé de choisir l'emplacement de la tente du roi, l'ayant fixée à une portée de baliste de la ville, « Adalid, lui dit Jayme, tu nous as logés là « bien sottement; mais, puisque tu as choisi cet « endroit, je te dis que je m'y maintiendrai ou il « nous en coûtera cher. » Et aussitôt il fit planter les tentes, et entourer son camp de solides retranchements.

Les Maures, après quelques sorties vigoureusement repoussées, finirent par se renfermer dans leurs murs. La ville était forte et bien défendue, mais manquait de vivres. Le roi, espérant que la faim la forcerait à se rendre, donna, moitié par calcul, moitié par humanité, l'ordre qu'on épargnât sa fertile campagne. Puis, négociant sous main avec les principaux habitants, il leur offrit les mêmes conditions qu'ils avaient naguère obtenues du roi de Castille, et leur promit en son nom le pardon de leur rébellion. Le traité fut conclu : les habitants, vaincus par la famine, chassèrent le wali de l'Emir de Grenade, et livrèrent l'alcazar au roi [1]. Jayme divisa la ville conquise en deux parts, l'une pour les chrétiens, l'autre pour les Maures, et la grande mosquée, après de vifs débats, finit par rester aux chrétiens. Puis, avec une loyauté que l'on ne peut trop admirer, il fit dire à Alonzo X de venir prendre possession de Mur-

voyés, il lui mit secrètement dans la manche de sa robe 300 besants, en l'engageant à agir pour lui, et en promettant de lui donner la ville à gouverner. Pas n'est besoin d'ajouter que la ville se rendit. (Ch. 117.)

[1] « Quand nous eûmes attendu quelque temps, ayant grand' peur qu'ils ne nous manquassent de foi, nous vîmes enfin notre bannière flotter sur l'alcazar, et les tours se garnir de nos arbalétriers. Et nous dévalâmes à terre de notre cheval, et rendîmes grâce à Dieu, et nous pliâmes les genoux, et pleurâmes et baisâmes la terre. » (Ch. 144.)

cie et d'une trentaine de places fortes reconquises avec elle, et livra sur-le-champ l'alcazar à un lieutenant du roi de Castille. Il laissa seulement une dizaine de mille hommes sur la frontière pour la défendre contre l'invasion, et s'éloigna avec la double gloire d'avoir conquis un royaume, et de ne l'avoir pas gardé.

En quittant Murcie, le vieux Jayme, dont cette victoire avait réveillé l'ardeur, voulait aller mettre le siége devant Alméria et compléter ainsi la soumission du sud-est de la Péninsule; mais ses nobles, las de verser leur sang pour des conquêtes dont un autre recueillait le fruit, refusèrent de le suivre. Le roi, contrarié dans ses desseins, s'en retourna à Valence, méditant déjà une nouvelle expédition pour remplacer celle d'Alméria. Le triste succès de l'expédition de Louis IX de France, la captivité du saint roi, et l'oppression des chrétiens en Orient avaient rempli d'une pieuse douleur l'âme chevaleresque de Jayme : pénétré de reconnaissance pour le Dieu qui avait couronné de succès toutes ses entreprises, le pieux roi, comptant pour rien sa croisade de trente ans contre les infidèles, brûlait de verser son sang pour la délivrance de la Terre-Sainte. Une ambassade de Michel Paléologue, empereur de Constantinople, qui implorait son secours contre les soudans turks, vint encore raviver son zèle. Il fit part de son dessein au roi de Castille, qui essaya de l'en détourner sans y parvenir; toutefois, il finit par y contribuer de cent hommes d'armes et cent mille maravédis. Après une dernière entrevue avec Alonzo, Jayme s'occupa de réunir les troupes, les vaisseaux et les provisions dont il avait besoin. Les

Mayorquins donnèrent des navires et cinquante mille sous d'or, et la flotte, composée de trente grosses *nefs* et de quelques *galies*, se réunit à Barcelone. Jayme, sans même convoquer les Cortès pour leur faire part de son dessein, nomma son fils don Pedro lieutenant général du royaume.

Le 4 septembre 1269, l'expédition mit à la voile; le roi emmenait avec lui huit cents hommes d'armes, avec l'élite des Almogavares. Son cortége se composait des grands maîtres du Temple et de l'Hôpital, de l'évêque de Barcelone, de Hernan Sanchez et Pedro Hernandez, fils naturels du roi, et de trois cents nobles de ses royaumes. Mais une tempête affreuse, qui assaillit l'escadre près de Mayorque, la força à se réfugier à Aigues-Mortes, port du midi de la France. Le roi en profita pour aller revoir Montpellier, sa ville natale. Une division de la flotte, sous la conduite d'Hernan Sanchez, se laissant emporter par le vent au lieu de lutter contre, cingla droit vers la Syrie. Arrivée à Saint-Jean-d'Acre, elle y trouva les affaires des chrétiens en fort mauvais état, et y attendit vainement le roi et son armée. En effet, Jayme ayant tenté de s'embarquer de nouveau pour la Terre Sainte, une seconde tempête, qui ne dura pas moins de dix-sept jours, l'empêcha de continuer sa route. Croyant voir, cette fois, Dieu se prononcer lui-même contre son entreprise, Jayme, vaincu par les prières de ceux qui l'entouraient, se décida enfin à y renoncer[1], et à rester dans

[1] Bernaldo Guido, *Annal. pontif.* (ap. Raynald., III, 256), prétend que ce fut par amour pour une femme, *consilio mulieris*, que Jayme abandonna son projet de croisade. Mais le fait est peu probable.

ses États, où de nouvelles discordes entre ses fils réclamaient sa présence.

Dans cette même année, le roi d'Aragon se réunit, à Burgos, avec celui de Castille pour assister aux noces de l'infant Fernando, fils d'Alonzo X, avec Blanche de France, fille de saint Louis. Au milieu des fêtes de ce mariage, l'œil clairvoyant de Jayme discerna bien vite les germes de désaffection qui couvaient autour du trône d'Alonzo; mais il évita généreusement de se mêler aux trames de ses nobles, qu'il essaya de réconcilier avec lui, et donna même dans cette occasion quelques bons avis à son gendre, en l'avertissant de l'orage qui s'amassait contre lui. Il lui conseilla, « s'il ne pouvait se faire également bien venir des trois ordres, de s'appuyer surtout sur le clergé et sur la bourgeoisie, car avec eux il pourrait tenir tête aux nobles. » Avis judicieux, qu'Alonzo ne suivit pas toujours, mais qui semble être devenu la règle de conduite des rois castillans, et la clef de leur histoire.

L'année 1270 fut signalée par la seconde croisade et la mort du roi de France, Louis IX, sur cette plage africaine qui avait déjà vu sa gloire, son courage et ses revers. Thibault II, roi de Navarre [1], qui faisait partie de l'expédition, mourut, au retour, à Trapani en Sicile. Ce prince, pendant dix-sept ans d'un règne insignifiant, continua la politique qui

[1] Guillaume de Nangis dit de Thibault II « que sa mort fut douloureuse à tous, et ôta à l'armée son meilleur membre, car il était, après le roi de France, le plus influent, le plus brave et de meilleur conseil, et large distributeur d'aumônes pour les nécessitenx. » (Duchesne, *Hist. de France*, t. V.) Les autres écrivains à consulter sur la Navarre, fort pauvre en historiens nationaux, sont Moret, bavard insupportable et fanatique champion des droits de son pays; Traggia, *Dicion. geogr.*, et les historiens de Castille et d'Aragon, Ferreras et Zurita.

convenait le mieux à la Navarre, en cultivant l'amitié du roi de France, dont il avait épousé la fille en 1258. N'ayant pas eu d'enfants de cette union, il maria son frère et futur successeur Henri à Blanche, fille de Robert d'Artois, frère de saint Louis. Sans cesse inquiété par la Castille, dans sa précaire royauté, Thibault trouva un constant appui dans la généreuse amitié de Jayme d'Aragon. Sa mort fut suivie de près par celle de sa femme, et son frère Henri hérita paisiblement du trône qu'il ne devait pas occuper longtemps.

Cependant le fils naturel de Jayme, Hernan Sanchez, que nous avons laissé en Syrie avec une division de la flotte, ne voyant pas arriver le reste de l'expédition, avait, comme son père, repris le chemin de la Catalogne. A son passage en Sicile, il fut accueilli par Charles d'Anjou, roi de ce pays et allié de la maison d'Aragon, et reçut de sa main les éperons de chevalier. Mais cette faveur causa la perte de Hernan, en excitant contre lui la haine de son frère l'infant don Pedro. Celui-ci l'accusa d'avoir conclu avec le roi de Sicile un traité qui lui assurait le trône d'Aragon, dans le cas où il parviendrait à faire périr l'infant, héritier de la couronne. L'accusation était absurde; car, après don Pedro, restait encore son frère Don Jayme qu'il eût fallu aussi écarter pour s'ouvrir une voie au trône. Mais la haine aveuglait à ce point l'infant, que, pour éviter d'être tué par son frère, il résolut de le prévenir; il entra la nuit, avec quelques hommes d'armes, dans la chambre où Hernan dormait avec sa femme, et celui-ci n'échappa à la mort que par miracle [1].

[1] Desclot, ch. 21, raconte au long toute cette querelle des deux frères.

Mais Hernan avait un parti puissant parmi les nobles catalans, qu'avait irrités contre l'infant la rigueur de son administration. Quelques seigneurs aragonais épousèrent aussi sa querelle. Trop faible cependant pour résister à son frère, que le titre de *Procureur général du royaume* armait de tous les pouvoirs d'un roi, Hernan chercha un appui auprès de Jayme, qui avait toujours eu un faible pour lui. Le vieux roi, appuyé sur ses Cortès à Exea, en 1272, prit hautement son parti, et enleva à Pedro la lieutenance générale du royaume. L'infant, exaspéré, refusa de se réconcilier avec son frère, et employa tous les moyens pour attenter à sa vie. Cherchant à le perdre dans l'esprit de son père, il l'accusa d'aspirer au trône, de son vivant même, et d'avoir usé de sortiléges (*hechizos*) contre lui et les deux infants. Jayme, ébranlé un instant, finit par armer contre le rebelle; mais l'évêque de Valence, s'interposant entre le père et le fils, parvint à les réconcilier, et Jayme, facile à apaiser comme à irriter, pardonna à l'infant, sans lui rendre toutefois la lieutenance qu'il lui avait ôtée.

Le roi, dont l'âge n'avait pas amorti l'humeur guerrière, convoqua en 1273 sa noblesse de Catalogne et d'Aragon, pour une nouvelle expédition. Le vicomte de Cardona et les principaux barons catalans refusèrent de le suivre, sous prétexte qu'ils ne lui devaient pas le service militaire hors de son

Mais son témoignage est fort suspect à cause de sa haine aveugle contre Hernan Sanchez. Il n'est pas de crime dont il ne l'accuse, et entre autres, d'avoir attenté plusieurs fois aux jours de son frère l'infant. En outre, il en fait une espèce de bandit de grand chemin, abhorré de tous les nobles catalans, dont la plupart se liguèrent cependant avec lui. L'infant, au contraire, est, dans Desclot, un modèle de toutes les vertus.

royaume. Jayme les somma de lui rendre les fiefs qu'ils tenaient de lui; les rebelles s'y refusèrent, et la guerre civile allait éclater, quand le nouveau pape, Grégoire X, invita Jayme, comme vassal du saint-siége, à se rendre au concile de Lyon, pour arrêter le plan d'une nouvelle croisade (1274). Jayme ne pouvait être sourd à un pareil appel; ajournant donc sa querelle avec ses *ricos homes*, il se rendit à Lyon, où il fut reçu en grande pompe par le saint-père, et charma, par sa bonne mine et son adresse à cheval, le peuple qui s'était rendu à sa rencontre [1]. Le roi d'Aragon, qui avait passé sa vie à faire la guerre aux infidèles, était pour le pape une précieuse recrue; et toujours prêt à tirer l'épée malgré son âge, il s'empressa d'offrir au saint-père la dîme de tous les revenus de son royaume, et s'engagea à se joindre à l'expédition avec mille chevaliers.

Jusque-là tout était sérieux : mais, en se voyant au milieu de cette brillaute assemblée, l'élite de la chrétienté, Jayme se prit de la puérile fantaisie de se faire couronner par le pape, comme l'avait été son père don Pedro. Fidèle à l'esprit de la cour de Rome, Grégoire X exigea qu'en se faisant couronner par lui, Jayme acquittât envers le saint-siége le tribut de vas-

[1] « Et étant à chevaucher, il fit faire à son cheval une grande courbette, et les Français dirent : « Le roi n'est pas tant vieux qu'on nous le disait, « et il pourrait encore donner un bon coup de lance à un Turc. » De là, entrant dans la cité, qui était toute tapissée et ornée d'arcs de triomphe, ce fut grande admiration que de voir sa taille si haute et proportionnée, avec sa barbe longue et vénérable par sa blancheur, et son visage à la fois plein de majesté et de douceur. Il montait un grand cheval blanc richement harnaché, et il était si bien assis en selle que tous ses membres suivaient, malgré son grand âge, les moindres mouvements et les courbettes du cheval, comme il sieyait à homme qui, pendant cinquante ans, n'avait fait d'autre métier. » (Miedes, l. XIX, ch. 2.)

selage. C'était trop demander à un prince victorieux, et Jayme se souvint à temps de ses devoirs de roi, et de l'indépendance, si glorieusement conquise, de la royauté d'Aragon. Il refusa de se reconnaître pour tributaire du saint-siége, ajoutant qu'après tant de sang versé par lui et ses fidèles sujets pour le maintien de la foi, il ne s'attendait pas à voir revivre de pareilles prétentions [1]. La querelle s'envenimant, le roi finit par renoncer à son projet de couronnement, et s'en retourna en Aragon, laissant le pape et le concile poursuivre inutilement leur projet de croisade.

De retour dans ses États, Jayme ne s'occupa plus que de réduire ses vassaux factieux. Le vicomte de Cardona, sommé de se dessaisir de ses fiefs, répondit en organisant contre lui une ligue de tous les barons catalans, auxquels se réunirent bientôt les mécontents de l'Aragon. Hernan Sanchez, le bâtard du roi, irrité de voir l'infant réconcilié avec son père, se joignit aux révoltés. Tous, avant de prendre les armes contre leur suzerain, *se quittèrent* de lui et de la foi qu'ils lui devaient, se prétendant lésés dans leurs *fueros* et priviléges; et la guerre commença sur-le-champ, sans que les confédérés attendissent même les trente jours prescrits par la coutume féo-

[1] « Quand nous fûmes prêts à partir, nous allâmes prendre congé de lui, et nous lui dîmes : « Saint-père, nous ne voulons pas justifier le pro-« verbe : *Qui fou à Rome vient, fou s'en revient.* Et puisque nous n'avons « encore vu d'*Apostolique* que vous, il faut que nous prenions pénitence « de vous. » Et nous lui confessâmes nos péchés, et le mal et le bien que nous avions fait; et il nous donna pour toute pénitence de nous garder du mal et de persévérer dans le bien. Et sur ce, nous pliâmes le genou devant, et il nous mit la main sur la tête, et nous donna bien sa bénédiction jusqu'à cinq fois, et nous lui baisâmes la main, et primes congé. » (Ch. 57.)

dale. Vainement Jayme convoqua à Lerida, en 1275, des cortès générales, pour essayer de ramener la paix dans le pays; les mécontents, malgré le sauf-conduit que le roi leur offrait, n'osèrent pas s'y rendre, et envoyèrent des députés à leur place. D'ailleurs, l'implacable haine qui régnait entre l'infant et son frère, rendit tout rapprochement impossible; les cortès se séparèrent sans résultat, et la guerre recommença plus acharnée que jamais. Le roi, qui partageait maintenant contre Hernan l'inimitié de son frère, enjoignit à celui-ci de le poursuivre sans pitié, et lui-même se chargea de réduire les insurgés de Catalogne.

Mais la haine de l'infant n'avait pas besoin d'être excitée : traquant son ennemi comme une bête fauve, de château en château, il parvint à l'enfermer dans celui de Pomar sur le Cinca. Hernan s'enfuit déguisé en pâtre, tandis qu'un de ses écuyers, revêtu de ses habits, s'échappait d'un autre côté. L'écuyer fut pris, et la ruse découverte; Hernan, cerné de toutes parts, essaya vainement de passer le fleuve à la nage; il fut arrêté sur ses bords, et l'implacable Pedro le fit noyer sur-le-champ. Tel fut le sanglant dénoûment de ce drame, que rend plus odieux encore l'approbation de Jayme; car lui-même nous apprend, et nous avons besoin de son témoignage pour le croire, qu'il se réjouit de la mort d'un fils rebelle, et s'applaudit de l'affreuse justice qu'un frère en avait faite [1]. La mort de Hernan hâta le dénoûment

[1] « On nous dit que l'infant avait pris son frère et l'avait fait noyer, et *il nous plut fort* (*e a nos plach*) quand nous l'eûmes ouï : car c'était bien dure chose qu'étant notre fils, il se fût levé contre nous qui lui avions fait tant de bien et lui avions donné un si bel héritage. » (Ch. 65). Il n'y a pas un mot de plus sur ce sujet.

de la guerre: le vicomte de Cardona et ses alliés, après une résistance inutile, finirent par se remettre à la merci de Jayme. Celui-ci, toujours généreux envers un ennemi désarmé, consentit à remettre aux cortès de Lerida l'arbitrage de ces différends; mais les cortès échouèrent encore dans cette tâche difficile, et, sur la nouvelle du débarquement de l'Emir de Maroc en Andalousie, elles se séparèrent, après avoir reconnu l'infant don Alonzo, fils de don Pedro, comme futur successeur des trois royaumes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, après la mort du roi et celle de son fils aîné.

Ce qui frappe surtout dans ces longues querelles, ce sont les ménagements dont est forcé d'user un roi victorieux. A chaque prétention nouvelle des factieux, Jayme répond en faisant longuement valoir ses griefs, et en revient toujours à demander des arbitres, et à promettre d'accepter leur sentence. Ainsi, malgré le prestige de tant de conquêtes, l'ascendant de la royauté d'Aragon sur sa noblesse diminue, à mesure que s'accroît son influence extérieure. Que l'on compare le long et orageux règne de Jayme à celui de son contemporain Fernando III de Castille, et l'on sera frappé de la supériorité de puissance de ce dernier, de l'obéissance sans conditions de ses grands vassaux, aussi soumis au dedans que dévoués au dehors. Sans doute le même esprit d'indépendance existait chez les *ricos homes* castillans, et les longs désordres de la minorité de Fernando sont là pour l'attester. Mais sous des rois fermes et belliqueux, tels qu'Alonzo VIII et Fernando III, cette humeur indocile des nobles est aisément domptée, parce que là l'élément de résistance n'est que

dans les hommes et non dans les institutions. En Aragon, au contraire, c'est la constitution même du pays, ce sont ses traditions de liberté légale qui autorisent et provoquent ce persistant esprit de rébellion dans ses nobles, et ces continuelles usurpations sur la puissance royale; c'est dans les *fueros* d'Aragon que nous trouverons le secret de cette lutte soutenue avec tant de persévérance, tantôt pour les priviléges d'une caste, tantôt pour les libertés du pays tout entier.

Pendant le cours de ces différends, le roi de Navarre, Henri Ier, frère de Thibault II, était mort en 1274 [1], après un règne de quatre ans, en faisant reconnaître pour héritière de la couronne sa fille Jeanne, âgée de trois ans, sous la tutelle de sa mère. Parmi les nobles navarrais, les uns voulaient, malgré le testament de Henri, confier la tutelle de sa fille au roi de Castille, pour qu'il la mariât à un de ses petits-fils; les autres voulaient envoyer la jeune reine en France pour y être élevée et mariée; d'autres enfin voulaient appeler au trône le roi d'Aragon; Jayme toujours prêt, malgré son âge, à s'embarquer dans toute entreprise nouvelle, envoya en Navarre son fils don Pedro, pour y faire valoir ses droits qu'il lui transmettait, après y avoir renoncé tant de fois. Alonzo X, de son côté, fit également cession de ses droits à son fils Fernando, et lui donna une armée pour les appuyer.

Ainsi la France, la Castille et l'Aragon, avaient

[1] Henri Ier de Navarre mourut d'un excès d'embonpoint. Ce prince avait aussi eu un fils; mais l'enfant au berceau, porté dans les bras de sa nourrice, s'en échappant par un bond soudain, tomba d'une fenêtre élevée, et mourut sur le coup; la nourrice, épouvantée, se précipita après lui.

chacun leur drapeau dans ce malheureux pays, et étaient tout prêts à y plaider leur cause l'épée à la main. Le seul intérêt qui ne fut pas représenté dans ce conflit était celui de la Navarre. Les cortès navarraises, rassemblées à *Puente la Reyna*, furent sommées par Pedro d'Aragon de remettre la couronne au roi Jayme, en vertu du testament de Sancho, et d'accorder la main de la jeune reine au fils aîné de l'infant; à ce prix, celui-ci s'engageait à protéger le pays contre toute agression du dehors, et à jurer le maintien de ses *fueros*. Les cortès, voulant s'assurer la protection de l'Aragon, acceptèrent le marché[1]. Pendant ce temps, l'infant de Castille entrait en Navarre à la tête d'une armée, en réclamant aussi pour son fils aîné la couronne et la main de la reine. La reine douairière Marguerite, nièce de saint Louis, craignant pour sa fille, au milieu des factions déchaînées, prit le brusque parti de se réfugier à la cour de France; elle y mit les droits de Jeanne sous la tutelle de Philippe *le Hardi* son cousin, qui s'empressa de l'accueillir et de la fiancer à son fils Philippe *le Bel*, futur héritier du trône.

Cependant la Péninsule, délivrée depuis longtemps du fléau de l'invasion africaine, s'émut tout d'un coup au bruit des immenses armements de l'Emir du Maroc: Ben Youssouf, pour en cacher le but, feignit de les diriger contre Ceuta, et sollicita

[1] Les sources manquent ici pour l'histoire de Navarre. Les chroniques, et notamment celle du prince de Viana, sont fort postérieures en date, et d'ailleurs très-succinctes. Tous ces faits sont racontés par Zurita avec beaucoup de clarté et de précision. On les trouve aussi, mais noyés dans d'interminables détails, chez Moret et Miedes.

dans ce but l'appui de Jayme, en lui achetant, 200 mille besants d'or, une flotte et 500 hommes d'armes. Mais le débarquement de l'Emir en Andalousie, à la tête d'une puissante armée, détrompa bientôt le roi d'Aragon. Avec sa générosité ordinaire, il envoya au secours du roi de Castille son fils don Pedro avec mille hommes d'armes et cinq mille fantassins. Ce n'était point assez pour Jayme : malgré son âge avancé, il aurait cru manquer à ses devoirs de chrétien et de roi, s'il n'eût pas marché lui-même au secours du roi de Castille. Toutefois, une révolte qui éclata parmi les Maures de Valence réclama sa présence, et fit avorter cette expédition. Les Musulmans, nombreux encore dans l'Espagne orientale, malgré la sentence d'exil prononcée contre eux, et secrètement excités par l'Emir de Grenade, enlevèrent aux chrétiens bon nombre de places fortes. Le roi, bientôt accouru à la tête de ses milices, fit aux rebelles une guerre opiniâtre. Al Azark, qui était rentré avec l'insurrection dans le pays de Valence, perdit la vie dans une rencontre; mais les insurgés, animés par le succès des armes africaines, n'en obtinrent pas moins des avantages signalés; et le vieux roi, épuisé par les fatigues de cette campagne, fut obligé de remettre le commandement à son fils et de se retirer à Alcira.

Là, sentant sa fin approcher, il fit venir ses enfants, et, entouré de ses prélats et de ses *ricos homes*, il fit reconnaître par eux son fils aîné Pedro pour héritier des royaumes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, et don Jayme du royaume de Mayorque avec Montpellier, le Roussillon et la Cerdagne [1].

[1] Desclot, partisan décidé de l'infant don Pedro, prétend que Jayme, sur son lit de mort, demanda pardon à son fils « des torts et des injustices

Puis, avec l'autorité d'un père mourant, il les exhorta à maintenir entre eux la concorde. Il fit promettre à l'aîné de ne pas prendre de repos qu'il n'eût chassé tous les Musulmans de ses États, « parce qu'il « n'aurait jamais en eux que des ennemis ou secrets, « ou avoués, suivant les circonstances. » Puis, après avoir réglé, avec une grande fermeté d'âme, l'ordre de ses funérailles, il renonça à la couronne en faveur de son fils, lui remit son épée, toujours victorieuse, et prit l'habit de l'ordre de Cîteaux, décidé, s'il échappait à la mort, à se retirer dans un couvent de cet ordre, pour ne plus s'y occuper que de son salut[1]. Mais Dieu avait mesuré les jours qui lui restaient à vivre; et de retour à Valence, il y mourut, le 7 juillet 1276, après un règne glorieux de soixante-huit ans.

A en croire les historiens aragonais, jamais plus grand roi ne se serait assis sur le trône. Donnés au conquérant et au soldat, ces éloges sont mérités; car, depuis le berceau jusqu'à la tombe, l'épée de Jayme fut constamment tirée pour la défense de la foi, et le bonheur qui couronna toutes ses entreprises ne fut pas seulement l'œuvre de la fortune. Il gagna sur les Maures trente batailles rangées, et fonda, dans les territoires conquis, plus de deux mille églises. Doué

qu'il avait commis envers lui, tandis que jamais roi n'avait eu un fils aussi obéissant; puis il lui donna sa bénédiction; et l'infant, vivement ému, ne sut lui répondre parole, sinon le baiser au visage, puis aux mains, avec abondance de larmes; et il assista toujours à son chevet, sans s'éloigner ni pour dormir ni pour manger, jusqu'à ce que Dieu rappelât son âme au ciel. (P. 83.)

[1] Ces derniers détails sont extraits de la *Vie de Jayme*, qui conduit ainsi ce roi jusqu'à son lit de mort, fait qui pourrait sembler étrange et faire suspecter la véracité de ces curieux mémoires. Mais, sauf les dernières pages, écrites par une autre main, tout le reste porte un cachet de vérité auquel on ne peut se tromper. Seulement, l'absence complète de dates nuit un peu à la clarté du récit.

de tous les avantages physiques si précieux pour un roi, à une époque où la force matérielle décidait du succès des batailles, il fut, comme son père Pedro II, le plus accompli des chevaliers de son temps. Voici le portrait que trace de lui son contemporain Desclot (p. 24) : « Le roi don Jayme fut un des princes « les plus parfaits de ce siècle, car il était plus haut « d'une palme que tous les autres hommes, et bien « proportionné dans tous ses membres. La tête forte, « le teint blanc et coloré, le nez long et droit, la « bouche grande mais gracieuse, les dents blanches, « de beaux yeux d'un bleu clair, les cheveux sem- « blables à des fils d'or, les épaules larges et la cein- « ture mince, les jambes et les cuisses fortes et bien « taillées; agile dans tous les exercices du corps, à « pied et à cheval, habile au maniement des armes, « fort, vaillant et libéral ; accessible à tous, et misé- « ricordieux à l'extrême, il eut dès l'enfance la grande « affection et désir, qui lui durèrent toute la vie, de « s'employer à la guerre contre les Maures. » Quant à sa générosité, il suffit de se rappeler sa conduite envers les rois de Castille et de Navarre, et son empressement à tirer l'épée pour eux, même aux dépens des intérêts de l'Aragon. Nous avons vu ses vassaux rebelles se lasser plutôt de se révolter que Jayme de leur pardonner. Louer sa bravoure serait inutile après tout ce que nous en a raconté sa vie; et cependant cette âme si forte n'était pas fermée à la pitié : « Jayme, au dire d'un ancien auteur[1], refu-

[1] Extrait de la chronique de Gauberte Fabricio de Vagad, Saragosse, 1499, Ce livre, extrêmement rare, n'est cité par aucun des historiens aragonais, et ne se trouve, je crois, à Paris, que dans la riche collection espagnole de M. Ternaux-Compans.

« sait, aussi longtemps qu'il pouvait, de signer une « sentence de mort ; et quand il fallait donner cours « à la justice, il était malade le jour où il condamnait, « et pleurait *souventes fois* du grand souci qu'il avait « de faire mourir un homme. (p. 74) »

« On accuse le roi Jayme, poursuit le naïf chroni-« queur, d'avoir failli à l'endroit des femmes. Mais la « faute fut moindre dans un roi si beau, qu'il n'avait « pas son pareil dans toute la chrétienté, et de si « douce et gentille apparence que toutes les dames « tournaient les yeux sur lui, et qu'il n'avait que la « peine de choisir (p. 75). » C'est en effet une ombre au tableau, dans la vie de ce roi conquérant, que cette passion effrénée pour les femmes, qu'il avait héritée de son père, et qui le jeta dans de coupables écarts. C'en est une surtout que cette joie odieuse qu'il montra de la mort d'un fils rebelle, assassiné par son frère. Une faute plus grave encore, au point de vue politique, c'est sa puérile obstination à partager ses couronnes entre ses enfants, aux dépens de l'unité de sa couronne. Cette faute fut atténuée, il est vrai, par l'inégalité même du dernier partage, qui réunit dans les mains de son fils aîné l'Aragon, la Catalogne, et Valence; mais les querelles qu'engendra plus tard la création de ce malheureux royaume de Mayorque prouvent assez ce qu'eût été, sans la mort de l'infant Alonzo, le sort de l'Aragon, morcelé, dans le premier partage, entre tant de royautés rivales.

Des passions mal réprimées et la colère, mauvaise conseillère pour les rois, poussèrent parfois Jayme à des actes de cruautés qui répugnaient à la douceur de son caractère. L'évêque de Gérone, son direc-

teur, accusé d'avoir trahi le secret de la confession, eut la langue arrachée en 1246, par ordre de son royal pénitent. Les mœurs du temps, assez rudes encore pour inspirer de pareils actes, ne l'étaient plus assez pour les approuver : les évêques catalans excommunièrent le monarque, mais il fut absous par le pape, après une sévère réprimande, et de pieuses fondations lui furent imposées comme pénitence [1].

Nous avons vu les efforts de ce prince aux cortès de Huesca, en 1247, pour mettre en ordre la confuse jurisprudence du pays. Nous mentionnerons aussi comme une ressemblance de plus avec son père, son amour pour la poésie, et la protection qu'il accorda aux *trouveurs* espagnols et provençaux. Les lettres et les sciences furent également encouragées par lui, et, en 1245, il fonda à Valence une haute école de belles-lettres et de théologie, que le pape dota de grands priviléges. En outre, la ville elle-même entretenait à ses frais des jeunes gens aux universités de Paris, de Toulouse et de Montpellier [2].

Mais une institution pèse sur la mémoire de Jayme : c'est celle de l'inquisition, que l'histoire lui reproche d'avoir laissé introduire en Aragon. En 1232, le pape Grégoire IX enjoignit à l'archevêque de Tarragone de faire rechercher dans son diocèse

[1] Rainaldi, *Annal. ecclésiast.* Zurita passe prudemment le fait sous silence.

[2] « Il savait, dit un vieux chroniqueur catalan, Carbonell, par don spécial du Saint-Esprit, de lui-même et sans maître, les saintes Écritures ; et il prêchait à toutes les fêtes de l'an, citant à chaque instant les textes sacrés, comme eût pu le faire le meilleur maître en théologie ; et jamais il ne voulut entendre messe sous un dais ; il restait tout le temps de la messe agenouillé à deux genoux, loin de l'autel, comme indigne, et empêchait que ceux de sa maison n'ouïssent messe dans les tribunes (*cancells*), comme font les femmes. »

les hérétiques vaudois, dont les doctrines se glissaient dans la Péninsule. Ce soin devait être exclusivement confié aux frères prêcheurs de Saint-Dominique. Jayme, loin de s'opposer à cette usurpation du saint-siége, s'y associa de tout son pouvoir en poursuivant sans pitié les hérétiques. En 1233, il décréta [1], sur le conseil des prélats catalans, qu'il ne serait permis à aucun laïque de disputer sur la foi catholique, ni de posséder l'ancien et le nouveau Testament en langue vulgaire, sous peine d'excommunication; que tout suspect d'hérésie ne pourrait être appelé à aucun emploi dans ses États; qu'un tribunal, mi-parti de clercs et de laïques, connaîtrait de toutes les causes d'hérésie, avec droit de fouiller dans ses recherches, jusqu'aux endroits les plus secrets, et de faire interdire par l'évêque tous ceux qui s'y opposeraient [2]. En 1246, le saint-siége confirma les droits des Dominicains, même à l'exclusion de ses propres délégués; et en 1253, étendant les priviléges de l'inquisition naissante aux dépens des droits de la royauté et des franchises du pays, il autorisa les disciples de saint Dominique à passer outre aux *fueros* des villes et corporations qui seraient contraires aux droits de l'inquisition; à priver de leurs emplois tous ceux qu'ils jugeraient à propos, et à instruire leurs procès, sans communiquer aux accusés les noms des témoins.

[1] Marca, *Marca Hispan.*, 1425. Je reviendrai sur ce sujet en traitant de l'établissement de l'inquisition en Castille, et du sort des juifs dans la Péninsule.

[2] Le concile de Tarragone, en 1242, publia une constitution fort sévère contre les hérétiques vaudois. Ces conciles de Tarragone sont très-fréquents sous Jayme II, et purement ecclésiastiques. Voir Aguirre, t. V, *ad an.* 1242, et Llorente, *Hist. de la Inquisicion*, t. I.



Jayme, par son testament, rédigé en 1272, confirma le partage de ses États entre ses deux fils légitimes. Il légua ensuite des châteaux et de riches domaines à deux autres fils nés de dona Térésa de Vidaure, sa maîtresse, qu'il avait, dit-on, épousée après la mort de la reine Violante, et que son inconstance naturelle lui fit répudier un an avant sa mort. Mais reconnaissant pour légitimes les deux fils qu'il avait eus d'elle, il les substitua, en cas de mort sans enfants, aux droits des deux enfants, héritiers de ses couronnes. Il donna à un autre de ses fils naturels, Pedro Hernandez, la barônnie de Hijar. L'aînée de ses filles, Violante, avait épousé Alonzo X de Castille; Constancia, la seconde, l'infant don Manuel, frère d'Alonzo; la troisième, Ysabel, Philippe III, roi de France. Jayme appela à la succession au trône d'Aragon les fils de chacune d'elles, suivant l'ordre de naissance de leur mère, dans le cas où ses quatre fils légitimes viendraient à mourir; la quatrième, dona Maria, était entrée en religion. Enfin, après avoir pourvu au sort de sa nombreuse descendance, Jayme terminait son testament en excluant à jamais les femmes de la succession au trône d'Aragon; et, contre l'usage des testaments de roi, celui-ci fut obéi, même dans sa dernière clause.

LIVRE XII.

CHAPITRE PREMIER.

RÈGNE D'ALONZO X DE CASTILLE.
—EMIRAT DE GRENADE.

1252 A 1284.

Dans son règne laborieux, Fernando-le-Grand avait presque achevé la tâche imposée à tout monarque espagnol, celle d'affranchir la Péninsule du joug des infidèles. Il restait pour son successeur une tâche plus difficile encore : c'était de rétablir l'ordre dans un État dont les ressorts, tendus par une longue guerre, allaient se relâcher tout d'un coup ; et l'infant Alonzo, en montant sur le trône à un âge déjà mûr, à trente et un ans, ne paraissait pas au-dessous de ce que la Castille attendait de lui.

L'Emir de Grenade en apprenant la mort de Fernando, se hâta de renouveler avec le fils son traité d'alliance, et de se reconnaître son vassal. Ben Alahmar, avec le patient génie de sa race, ne jugeait pas

le moment venu de secouer le joug; mais amassant en silence des forces pour la lutte, il encourageait dans ses États l'agriculture et le commerce; le fertile bassin du Xénil réunissait dans ses limites resserrées tous les produits des climats les plus divers, et ses mines d'or et d'argent ajoutaient encore aux revenus de l'Emir. Le développement intellectuel n'était pas moins encouragé par ce prince, ami des lettres; partout s'élevaient des écoles et des colléges, et les maîtres les plus savants consacraient leurs soins à l'éducation de ses fils. La forteresse de l'Alhambra s'élevait déjà sur ses fondements. Enfin, l'antique splendeur du khalifat semblait revivre dans ce diminutif de royaume, qui, peuplé de tous les réfugiés musulmans de la Péninsule, devait à sa nombreuse population une force bien supérieure à son étendue.

Le nouveau roi de Castille, confiant dans la foi jurée par son vassal, songea d'abord à donner suite à la conquête du Magreb, dernière pensée de son père. Le pape Innocent IV approuva l'entreprise; mais l'argent manquait pour la réaliser. Afin d'y subvenir, Alonzo eut recours à l'expédient toujours funeste d'altérer le titre des monnaies, industrie que Philippe *le Bel* allait importer en France. Le résultat fut une hausse subite dans le prix des denrées. Pour remédier au mal, Alonzo X s'avisa d'un autre expédient: ce fut de leur fixer un *maximum* qu'elles ne pouvaient dépasser. Aussitôt les marchés furent déserts, et la cherté des produits augmentant avec leur rareté, une disette factice désola le pays, et Alonzo fut contraint de révoquer sa mesure.

Après avoir marié sa sœur Léonor à l'héritier du

trône d'Angleterre, et sa fille naturelle au roi de Portugal, ce prince, dont l'esprit inquiet roulait toujours de nouveaux desseins, songeait à faire valoir sur la Souabe les droits de sa mère Béatrix, quand la mort de l'empereur Guillaume de Hollande, en 1256, vint ouvrir une nouvelle carrière à son ambition. Les électeurs, pour ramener la paix dans l'Empire, avaient résolu de décerner la couronne à un prince étranger. Alonzo ne pouvait manquer une si belle occasion de faire parler de lui en Europe. Dès ce moment, tous les efforts de sa diplomatie, tous les trésors de son royaume furent dépensés pour atteindre à ce but. Son concurrent, Richard, frère du roi d'Angleterre, ayant, dans cet encan de l'empire, acheté les voix prépondérantes parmi les électeurs[1], fut élu par trois d'entre eux, et couronné à Aix-la-Chapelle, le 12 mai 1257; de leur côté, les quatre autres proclamèrent empereur le roi de Castille, qui se hâta de solliciter la sanction du pape. Celui-ci, craignant de se compromettre en prononçant entre les deux rivaux, leur refusa à tous deux l'investiture. Alonzo, fort de l'adhésion de saint Louis, épuisa les finances de son royaume pour s'acheter des partisans. Déjà même il songeait à aller réclamer sa nouvelle couronne les armes à la main, quand les troubles qui éclatèrent dans ses États le forcèrent à ajourner ce projet.

La Castille, épuisée par les folles dépenses de

[1] Richard *donna* à l'électeur de Cologne 12,000 livres sterling et 8,000 à chacun des deux autres, somme énorme pour ce temps. Alonzo *promit* à chaque électeur 20,000 marcs d'argent, qu'il ne paya pas. (Voir Pfister, *Hist. d'Allem.*, année 1257.) Richard, pendant son semblant de règne, qui dura quinze ans, ne vint que quatre fois en Allemagne, et pour peu de temps.

son roi, murmurait hautement. La désaffection gagnait chaque jour ses sujets, musulmans et chrétiens. Alonzo, avec son imprévoyance ordinaire, s'était aussi aliéné l'Emir de Grenade, et le poussait peu à peu dans les rangs de ses ennemis. Sommé par son suzerain de joindre ses milices à celles de la Castille, pour réprimer une révolte de Xérez, ben Alahmar obéit à regret, et contribua cependant à amener la reddition de la place. Alonzo, confiant à son frère don Enrique le commandement de l'expédition, s'en retourna à Séville, Quelque temps après, don Enrique, brouillé avec son frère, voulut se réfugier à Grenade; mais l'Emir, qui craignait de mécontenter Alonzo, conseilla à l'infant de passer à la cour de Tunis, où il fut reçu avec de grands honneurs[1]. Le roi de Castille, voulant mettre à une nouvelle épreuve la fidélité de ben Alahmar, requit son assistance pour soumettre l'Algarve, et celui-ci obéit encore cette fois. Leurs forces réunies mirent le siége devant Niebla, qui succomba après un siége de neuf mois. Sa reddition entraîna celle de toute l'Algarve, territoire riche et très-peuplé (1257).

Mais malgré son apparente soumission, ben Alahmar épiait le moment favorable pour s'affranchir d'un vasselage qui lui pesait, et s'occupait d'approvi-

[1] La chronique ajoute que « l'infant ayant gagné grand crédit à la cour de Tunis, les chefs maures résolurent de le tuer. Redoutant ses chevaliers, braves et nombreux, ils firent mander l'infant par le roi, et placèrent dans une cour où il devait passer, deux lions pour le tuer. L'infant étant entré seul dans la cour, les deux lions vinrent à lui; mais il tira sa bonne épée, et les lions n'osèrent pas l'attaquer. Aussitôt il sortit, en engageant les gardiens à mieux garder leurs lions. Tous ses gens furent faits prisonniers, mais le roi ne voulut pas qu'on le tuât, et lui permit de sortir du royaume avec un petit nombre des siens.

sionner ses places fortes, et de se préparer à la guerre. Il réparait les murs de Gibraltar, quand il y reçut la visite des envoyés de Murcie et de Xérès, qui lui proposèrent de le reconnaître pour souverain, s'il voulait les aider à secouer le joug des chrétiens. Fidèle à son système de dissimulation, l'Emir ne jugea pas à propos de jeter le masque : il invita les députés à s'entendre pour faire éclater à la fois la sédition sur tous les points de l'Andalousie, et s'engagea seulement à refuser à Alonzo son service de vassal, et à armer en faveur de ses coreligionnaires, quand les forces de la Castille seraient divisées entre tant d'ennemis.

Assurés de son appui, les Andaloux n'hésitèrent pas à lever le drapeau de l'insurrection. Au jour dit, la révolte éclata depuis Murcie jusqu'à Xérès, au nom de ben Alahmar, et aux cris de mort contre les chrétiens (1261). Partout ceux-ci furent massacrés, ou chassés des places qu'ils occupaient; à Xérès, la résistance fut longue et sanglante : les Castillans et le comte Gomez, leur chef, retranchés dans l'Alcazar, se firent tuer jusqu'au dernier, plutôt que de se rendre [1]. L'Emir, tout en excitant sous main ce réveil de la nationalité musulmane, s'abstint d'y prendre part, et se contenta de faire passer aux insurgés des hommes et de l'argent que lui envoyait l'Emir d'Afrique. Les habitants de Tarifa et d'Alg ziras, en apprenant la résistance des chrétiens dans Xérès, forcèrent leurs walis à marcher au secours de leurs frères. Les Grenadins secoururent de même les habitants de Murcie, et les aidèrent à recouvrer leur liberté. Enfin les Sévil-

[1] La chronique prétend que les Maures prirent vivant le comte Gomez avec de longs crocs de fer, redoutant de l'approcher de plus près, et qu'ils l'épargnèrent à cause de sa grande bravoure (*bondad*).

lans essayèrent de se rendre maîtres de la reine de Castille, qu'Alonzo avait laissée dans leurs murs; mais la tentative échoua, et Séville resta, ainsi que Cordoue, sous le joug des chrétiens.

Alonzo, informé de ces fâcheuses nouvelles, partit sur-le-champ pour l'Andalousie. Feignant de croire encore à la fidélité de Ben Alahmar, il lui envoya l'ordre de venir le joindre à la tête de ses troupes; celui-ci s'excusa d'obéir, sous prétexte que ses sujets se refuseraient à le suivre, et le roi, prenant ce refus pour une déclaration de guerre, ordonna aux commandants de la frontière de traiter les Grenadins en ennemis. Ainsi se trouva compromise en peu de jours l'œuvre d'un long règne, et l'Espagne vit se rallumer une guerre d'extermination entre ces deux races, qui ne pouvaient plus habiter sur le même sol (1262).

Ben Alahmar jugéant enfin le moment venu de se déclarer, sortit de Grenade, à la tête de sa cavalerie, et battit les Castillans dans un premier engagement. Mais l'Emir avait blessé l'orgueil de ses walis de Malaga, de Gomarès et de Guadix, en leur préférant ses auxiliaires Africains : les trois walis se déclarèrent vassaux de la Castille, et prirent les armes contre l'Emir. Alonzo, plus libre dans ses opérations, mit à son tour le siége devant Xérès, qui ne se rendit qu'au bout de cinq mois, après une résistance désespérée. Toutes les villes voisines imitèrent son exemple, et leurs habitants se réfugièrent à Grenade, dont l'Emir voyait ainsi diminuer ses États, et augmenter sa population (1265).

Enfin, Alahmar, lassé de la guerre, demanda et obtint la paix, à condition de payer chaque année

250 mille marcs, et d'aider Alonzo à recouvrer le royaume de Murcie; et le roi de son côté s'engagea à ne plus soutenir les trois walis dans leur rébellion. Mais, en dépit de sa promesse, au lieu d'aider ben Alahmar à réduire ses walis, il finit par exiger de lui qu'il reconnût leur indépendance; et sur le refus de l'Emir, la guerre éclata de nouveau. Cadix, se fiant à la force de sa position, négligeait de se garder contre une attaque. Cette ville, imprenable par terre, repose sur un îlot, éloigné d'une lieue du continent, auquel elle ne touche que par une étroite chaussée. Une flotte castillane parut à l'improviste, et s'en empara par un coup de main. Le butin fut immense dans cette riche cité, que sa situation aux portes de l'Océan destinait plus tard au monopole du commerce des deux mondes. Toutefois, les chrétiens, n'étant pas en force pour s'y maintenir, l'évacuèrent au bout de quelques jours (1269).

Au milieu de toutes ces guerres, Alonzo avait trouvé le temps de conclure, en 1268, le mariage de son fils aîné Fernando avec Blanche, nièce de saint Louis. Dans cette même année, l'infant Dyonis de Portugal vint à Séville, pour tâcher d'obtenir de son aïeul Alonzo X l'exemption du tribut de vasselage que ce royaume payait encore à la Castille. Le roi, qui aimait tendrement son petit-fils, lui accorda sa demande. Mais, par cette concession impolitique, il s'aliéna toute sa noblesse, déjà mécontente des dépenses qu'entraînait sa candidature à l'empire. L'infant don Felipe, frère du roi, et le comte de Lara, se mettant à la tête des mécontents, les décidèrent à se confédérer, comme ceux de l'Aragon, en 1265, pour obtenir à main armée le redressement de leurs griefs;

et l'imprudente libéralité d'Alonzo devint ainsi le principe de toutes ses disgrâces.

Quêtant partout des ennemis à leur souverain, les révoltés s'assurèrent l'appui du Portugal, de la Navarre, des Emirs de Grenade et de Maroc (1270). Alonzo, au lieu de trancher la querelle par un coup de vigueur, aima mieux transiger. Les mécontents, mandés par lui à Burgos, refusèrent d'y entrer, et vinrent en tenue de guerre camper devant les portes de la ville. Le roi, « allant trouver, dit la chronique, ses nobles qui ne voulaient pas venir à lui, » fit droit à tous leurs griefs, fondés ou non, et ajouta pour justifier ses prétentions à la couronne impériale, « qu'elles étaient basées sur le choix des électeurs de l'empire, et que pour l'honneur de son royaume, il devait donner suite à cette élection. » A peine satisfaits de toutes ses concessions, les nobles exigèrent que le roi les fît ratifier par ses cortès, et Alonzo s'empressa d'y consentir. Les cortès une fois assemblées, les rebelles se décidèrent à s'y rendre sur un sauf-conduit du roi, et vinrent tous en armes, et suivis de leurs milices, traiter avec lui comme avec un ennemi. Là, leurs exigences augmentant avec sa faiblesse, ils allèrent jusqu'à lui demander de détruire les *poblaciones*, fondées par lui en Castille; de les exempter de tout impôt, eux et leurs vassaux, et de renoncer à tout droit de douanes sur les marchandises importées. Le roi fit observer, avec beaucoup de sens, aux mécontents, que « ceux qui avaient « tous les jours quelque demande à faire au roi, ne « devaient pas chercher à tarir la source de ses libé« ralités. » Et, ajoute la chronique, « dans tous ces débats, le roi montra si bien son bon droit que tous

ceux qui étaient là convinrent qu'il avait la justice pour lui, et que les *ricos homes* lui cherchaient querelle sans raison. »

Mais les mécontents n'avaient pas la moindre envie d'en venir à un accommodement, et un matin, ils partirent brusquement de Burgos, malgré les efforts d'Alonzo pour les retenir. Puis, ils envoyèrent, aux termes du *fuero viejo*, déclarer à leur suzerain, « qu'ils se quittaient de lui, et lui demandaient terme (*plazo*) de trente jours, de neuf et de trois, pour pouvoir sortir du royaume, » Le roi fit droit à leur requête et ils se mirent en route, pillant et brûlant sur leur passage villes, églises et villages, et arrivèrent à la cour de Grenade, où ils furent reçus à bras ouverts (1272). Là, les négociations recommencèrent entre le monarque et ses sujets : de nouvelles listes de griefs furent expédiées à Alonzo, et celui-ci céda encore, sur les instances de la reine et de ses fils. Mais cette dernière concession fut inutile : la royauté castillane, en cessant d'être conquérante, avait perdu les moyens d'être libérale ; Alonzo n'avait plus à donner à ses nobles les fiefs en terre conquise que les rois ses aïeux leur avaient prodigués. Nous avons vu la noblesse aragonaise, sous Jayme Ier, faire aussi valoir ses prétentions l'épée à la main ; mais elle avait affaire à un roi conquérant que la lutte n'épouvantait pas, et pour qui régner c'était combattre. Alonzo, moins ferme et moins habile, provoqua, par ses concessions même, les insatiables exigences de ses nobles, et nous verrons la lutte, s'envenimant chaque jour, finir par lui coûter le repos, le pouvoir, et enfin la vie.

L'Emir de Grenade avait bien vite compris le parti

qu'il pouvait tirer de la rébellion de l'infant et des émigrés castillans[1]. Ceux-ci, se reconnaissant pour ses vassaux, lui prètèrent foi et hommage, et s'engagèrent à le servir envers et contre tous, Maures ou chrétiens, sans en excepter même le roi de Castille. Bientôt ils payèrent leur dette à Ben Alahmar, en combattant pour lui ses walis révoltés, appuyés par Alonzo. Mais les forces de l'Emir, trop divisées, ne lui permettaient pas de pousser la lutte avec vigueur; las à la fin de cette guerre de détail, il prit un parti dangereux : ce fut d'appeler à son aide l'Emir de Maroc, qui lui envoya un renfort de cavalerie, avec la promesse de passer bientôt lui-même en Espagne.

Réunissant toutes ses forces, Alahmar, assisté des bannis castillans, se préparait à marcher contre les walis rebelles. Au moment de sortir de Grenade, la la lance d'un des cavaliers se brisa contre la porte, et l'armée tout entière vit dans cet accident fortuit un funeste présage. En effet, le jour même du départ, l'Emir se sentit saisi d'un malaise soudain, et bientôt le mal prit une telle violence qu'il fallut s'arrêter et dresser à la hâte une tente dans la campagne. Les médecins consternés ne savaient plus quel remède appliquer, lorsqu'un vomissement de sang termina brusquement la vie de l'Emir (1273). Fondateur du royaume de Grenade, ce prince, par un habile mélange de politique et de courage, était parvenu à assurer, au milieu de tant de rivalités et de périls, la précaire existence de son Emirat. La

[1] Conde et Ferreras prétendent que les émigrés se réservèrent, aux termes de la loi féodale, la faculté de ne pas porter les armes contre leur ci-devant suzerain, Alonzo; mais le traité cité par la chronique, page 24, dit expressément le contraire.

mort, il est vrai, arrêta trop tôt le cours de ses desseins; mais Mohammed II, son fils et son successeur, se montra digne de continuer l'œuvre de son père, et reprit contre les walis l'expédition interrompue par la mort de l'Emir.

Alonzo, cependant, était loin d'avoir abandonné ses prétentions à l'empire, quand la mort de Richard d'Angleterre, en 1272, vint raviver encore ses espérances; vainement il essaya de réchauffer le zèle de ses alliés : personne, en Italie comme en Allemagne, n'avait pris au sérieux sa candidature. Chacun appréciait à sa juste valeur ce prétendant maladroit qui remuait l'Europe de ses intrigues, et qui, à genoux devant des nobles révoltés, prostituait la majesté royale en mendiant leur soumission. Alonzo, en un mot, voulait être empereur, et ne savait pas être roi; de là les fautes et les malheurs de son règne; de là le mépris de la Castille, mépris qu'on voit percer, à chaque ligne, à travers le silence des chroniques.

L'Allemagne, depuis l'extinction de la race des Hohenstaufen, se trouvait annulée comme puissance politique. Chacun de ses petits princes exploitait à son profit les désordres d'un interrègne que nul n'était pressé de voir finir. Mais, heureusement pour le repos de l'Europe, la tiare venait d'échoir à un pontife digne de comprendre sa mission. Grégoire X, jaloux de rendre la paix à l'Église et au monde, s'efforçait alors de réunir les rois de France, d'Angleterre, de Sicile, de Castille et d'Aragon dans une pensée commune, celle de la guerre contre les infidèles. Grégoire, pour inaugurer son pontificat, rêvait une expédition en Terre sainte, rêve insensé après les derniers revers et la mort de saint Louis. Las de

rencontrer toujours en travers de ses desseins les prétentions d'Alonzo, il essaya vainement de le faire renoncer à cette couronne qui, depuis quinze ans, semblait fuir devant lui. Il enjoignit en même temps aux électeurs de procéder à une élection nouvelle, et de mettre fin à ce long schisme, et Rodolphe, souche de l'illustre maison de Hapsbourg, fut élu à l'unanimité, en octobre 1273.

Alonzo n'en persista pas moins à faire valoir ses droits; mais il fallait d'abord en finir avec l'Emir et les nobles castillans. Déjà quelques-uns d'entre eux étaient venus faire leur paix avec le roi, qui les avait accueillis avec empressement. La reine Violante fut chargée de négocier avec les rebelles, qui rabattirent peu à peu de leurs prétentions; Mohammed se décida enfin à se rendre avec eux à Séville, où le roi se trouvait déjà, et l'infant don Felipe, avec tous ses compagnons d'exil, s'y réconcilia avec son frère. On convint que le roi pardonnerait aux bannis tout ce qui s'était passé, leur rendrait leurs domaines et satisferait à tous leurs griefs. Quant à l'Emir, prince jeune et entreprenant, dont il fallait se hâter de faire un vassal, Alonzo lui fit grand accueil, et voulut l'armer chevalier de sa main. Mohammed II, en prêtant foi et hommage au roi de Castille, s'engagea à lui payer un tribut de trois cent mille maravédis par an, et déchira le traité conclu par lui avec les mécontents.

Jusque là, il n'avait pas été dit un mot de la chose que l'Emir avait le plus à cœur, c'est-à-dire de ses walis rebelles, qu'Alonzo s'obstinait à soutenir. « Mohammed, dit la chronique arabe, joignait à tous les dons de la jeunesse une réserve et un tact au-des-

sus de son âge; il parlait le castillan avec une grande facilité, et aimait à converser avec la reine Violante et ses damoiselles; et un jour la reine le surprit par une demande indiscrète, car Mohammed ne s'attendait pas à voir traiter des affaires d'État dans le boudoir d'une femme. Elle lui dit qu'elle avait à le requérir d'un don, qu'en courtois chevalier il ne lui refuserait pas. Mohammed, sans défiance, lui accorda sur-le-champ sa requête. Alors la reine le supplia d'accorder une trève d'un an aux trois walis, qu'on s'occuperait de réconcilier avec lui. L'Emir y consentit, mais en dissimulant son ressentiment, voyant par là que le dessein des chrétiens était de l'affaiblir par cette guerre intestine, qu'ils pourraient toujours réveiller à leur gré; et il prit congé du roi pour s'en retourner dans ses États. » (1274.)

Libre de toute inquiétude du côté de Grenade, Alonzo ne songea plus qu'à son projet favori d'une expédition en Allemagne. Il réunit à Séville et dans les ports de la Galice des vaisseaux chargés de munitions, et leur donna rendez-vous à Marseille, où il envoya par terre de nombreux convois. Rassemblant ensuite ses Cortès, il fit reconnaître son fils aîné Fernando de la Cerda pour lieutenant-général du royaume, et pour son héritier, dans le cas où il viendrait à mourir, et lui recommanda en partant, de soutenir toujours les walis de Guadix, de Gomarès et de Malaga, afin d'avoir prise par eux sur l'Emirat de Grenade.

Le concile de Lyon était près de s'assembler : Alonzo y envoya des ambassadeurs protester contre l'élection de Rodolphe; mais ni le pape ni le concile n'accueillirent sa protestation. Le roi, ne se tenant

pas pour battu, résolut d'aller en personne faire valoir ses droits auprès du concile. Il se mit donc en route pour la France, en mars 1274, et rencontra à Beaucaire Grégoire X, qui se montra fort peu disposé à troubler pour lui la paix de l'empire. Trompé dans ses dernières espérances, et apprenant à ce moment l'invasion de l'Andalousie par l'Emir de Maroc, il se décida brusquement à retourner sur ses pas. Mais Alonzo, même quand il prenait un bon parti, ne le prenait jamais qu'à demi. Bien loin d'abandonner son projet, il continua à porter le titre d'Empereur, et à revêtir tous ses actes du sceau de l'Empire. Il écrivit à ses alliés d'Italie et au roi de Bohême, son unique partisan, qu'il ne renonçait pas à la couronne, et qu'après avoir mis en ordre les affaires de Castille, il passerait aussitôt en Allemagne pour y soutenir ses prétentions (1275).

L'absence du roi livrait l'Andalousie aux intrigues de Mohammed et aux armes de ben Youssouf. Mohammed n'avait pas pardonné à la reine Violante la surprise dont il avait été victime. Résolu de se venger à tout prix, dût-il lui en coûter son Emirat, il réitéra ses instances auprès de l'Emir de Maroc, et promit de lui livrer, pour faciliter son passage, Algéziras et Tarifa, les deux clefs du détroit. Ben Youssouf, heureux de voir s'ouvrir la Péninsule devant lui, réunit sur-le-champ des troupes pour l'expédition. Les trois walis, craignant le ressentiment de l'Emir de Grenade, appuyé sur l'alliance du Magreb, se hâtèrent de conclure la paix avec lui. Un premier corps de dix-sept mille hommes, commandé par un fils de Youssouf, occupa Algéziras et Tarifa, que leur livra Mohammed, et les Africains,

s'avançant jusqu'à Xérès, dévastèrent tout le pays.

Bientôt l'Emir de Maroc, à la tête d'une nombreuse armée, franchit lui-même le détroit, et fut reçu par Mohammed comme un libérateur et un maître, plutôt que comme un allié. Tous deux arrêtèrent le plan de la campagne : on convint que ben Youssouf ravagerait le territoire de Séville, et Mohammed celui de Jaën, et le prince des croyants se hâta d'attaquer « ces odieux chrétiens. » Le brave *adelantado* de la frontière, don Nuño de Lara marcha au-devant de l'Emir de Maroc; toutefois les Castillans avaient à lutter contre des forces trop supérieures; ils furent taillés en pièces, et leur chef, après des prodiges de valeur, resta sur la place avec huit mille des siens [1]. Ben Youssouf assiégea ensuite Ecija, où s'étaient réunis les restes de l'armée chrétienne; mais la ville se défendit avec tant de courage, que force fut au conquérant africain de lever le siége.

De son côté, l'archevêque de Tolède entreprit de défendre le pays de Jaën contre l'Emir de Grenade : il appela sous ses drapeaux les milices de la Castille, et refusa d'attendre les secours que lui amenait le comte de Haro; novice dans le métier de général, il attaqua sans précaution un ennemi supérieur en nombre, et chargea les Maures avec tant de furie, qu'il fut enveloppé et fait prisonnier, pendant que ses plus braves chevaliers se faisaient tuer à ses côtés. Les Africains et les Andaloux se disputaient leur

[1] La chronique arabe de Dombay fait de cette victoire un triomphe presque égal à celui d'Alarcos. Suivant elle, les chrétiens auraient perdu 18,000 hommes, et les Africains 32 seulement; mais Dombay réfute lui-même ces exagérations, et s'en réfère aux chiffres de Cardonne, qui évalue les pertes des Castillans à 4,000 fantassins et 250 chevaliers. Le chiffre de 8,000 est donné par Conde.

captif et la rançon qu'ils comptaient en tirer ; déjà ils étaient près d'en venir aux mains, lorsqu'un vieux chef andaloux poussa son cheval contre le prisonnier, et le perça de sa lance, en s'écriant : « A Dieu ne plaise que, pour un chien maudit, tant de braves Musulmans en viennent à verser leur sang! » Les vainqueurs coupèrent au prélat la tête et la main droite, et les Maures et les Andaloux se partagèrent ces sanglantes dépouilles. Le lendemain don Lope de Haro arriva avec son armée[1], et, déplorant la perte de l'archevêque à qui un jour d'attente eût sauvé la vie, il résolut au moins de venger sa mort. Un nouvel engagement eut lieu, mais sans résultat. Les deux partis, également épuisés, s'éloignèrent pendant la nuit, les Maures avec leur butin, les chrétiens avec le corps mutilé du prélat.

Mais la Castille n'était pas au bout de ses disgrâces. L'infant don Fernando accourait à marches forcées à la tête des milices du nord, quand la mort le surprit à Ciudad-Real, après une courte maladie (1275). Avant de mourir, saisi d'un triste pressentiment, il confia à don Juan Nuñez de Lara, son compagnon d'armes, la tutelle de ses deux fils, si connus dans l'histoire sous le nom des infants de la Cerda. Cette mort imprévue jeta la consternation dans toute la Castille. Sancho, le second fils d'Alonzo, caractère énergique, qui tranche par ses défauts comme par ses qualités sur le fond terne de ce triste règne, accourut à Ciudad-Real pour s'emparer de la lieutenance générale du royaume, et du titre d'*Infant-héritier*. Du reste, le courage de Sancho était à la hauteur de

[1] Conde et les sources arabes se trompent en faisant assister à cette bataille le roi de Castille, alors absent.

ses prétentions. Loin de se laisser abattre par cette série de revers, il ranima le courage des milices de la frontière, ravitailla ses places fortes, fit armer une flotte à Séville, pour fermer la mer aux Africains, et montra à l'Andalousie qu'en l'absence de son roi, et après la mort de l'héritier de la couronne, il lui restait encore un prince digne de la commander. Cet ensemble de mesures fermes et habiles rendit aux Castillans leur courage; toutefois, devenus plus sages par l'expérience, ils s'abstinrent de reprendre l'offensive, et de livrer le sort de la Castille à la fortune d'une bataille.

Il fallait que la domination chrétienne eût déjà jeté en Andalousie de bien profondes racines, car sauf Algéziras et Tarifa, livrées par Mohammed, aucune ville importante n'ouvrit ses portes aux Africains. Cette expédition des deux Emirs, entreprise avec des forces si imposantes, se borna à deux victoires sans résultat. Ainsi Alonzo, malgré toutes ses fautes, recueillait le fruit de la sagesse de ses pères, qui avaient eu soin d'importer dans chaque cité musulmane toute une population chrétienne, avec ses mœurs, ses lois, sa religion et ses haines. Sans cette précaution, toutes les conquêtes de Fernando III et de Jayme Ier eussent été inutiles, et l'Emir de Grenade n'eût pas même eu besoin, pour enlever l'Andalousie à la Castille, de l'appui de l'invasion africaine.

Ben Youssouf, cependant, se bornait à dévaster la campagne de Séville, au lieu de profiter de la consternation que la mort de l'infant avait jetée dans les rangs des chrétiens. Bientôt, inquiet des préparatifs de résistance de Sancho, il se retira à Algéziras, et y passa tout l'hiver, hésitant entre la honte de re-

culer et le danger de marcher en avant. La disette, vint encore aggraver sa fâcheuse position; mais Sancho, occupé de ses plans d'ambition, se hâta de traiter avec l'ennemi qu'il eût pu vaincre : une trève de deux ans fut conclue entre lui et Youssouf, qui s'en retourna en Afrique, sans que l'Emir de Grenade fût compris dans le traité. Les trois walis, voyant la paix faite avec l'Emir de Maroc, la firent aussi pour leur compte avec la Castille, et se reconnurent vassaux de son roi (1276).

Les empires, comme on le voit, se sauvent plutôt par les fautes de ceux qui les attaquent que par le courage de ceux qui les défendent. Alonzo, dont l'absence imprudente avait exposé la Castille à tous ces dangers, rentra enfin dans ses États, en janvier 1276, et manda son fils auprès de lui. L'infant ayant demandé à son père, en récompense de ses services, de le reconnaître comme son successeur au trône, une grave opposition s'éleva au sein du conseil, plus soucieux que le roi des droits de ses petits-fils. Les prétentions de Sancho ne furent guère appuyées que par son oncle, l'infant don Manuel, qui soutint que « quand la mère-branche d'une souche royale vient « à périr, le rameau qui est en dessous doit prendre « sa place : » mais Alonzo passa outre à toute opposition, et fit reconnaître, par ses Cortès, Sancho comme héritier de la couronne, sous prétexte que l'infant don Fernando, mort du vivant de son père, n'avait pu transmettre à son fils des droits qu'il ne possédait pas encore.

Cependant la cause des malheureux infants de la Cerda ne fut pas abandonnée de tout le monde : le roi de France Philippe, au nom de Blanche sa cou-

sine, réclama en leur faveur, et exigea qu'on reconnût leurs titres à la couronne. Alonzo s'y étant refusé, le roi de France se préparait à soutenir leurs droits les armes à la main, quand le pape Jean XXI parvint à étouffer ces semences de guerre, et à ajourner au moins une rupture. En Castille même, la reine Violante, femme d'Alonzo, se rangea du côté des infants ses petits-fils, et écrivit au nouveau roi d'Aragon, son frère, pour protester contre leur spoliation. Ses protestations ayant été inutiles, Blanche, ses deux fils, et Violante elle-même allèrent chercher un asile en Aragon. Leur départ acheva d'exaspérer le roi de Castille. L'infant don Fadrique, son frère, avait attiré sur lui sa colère en favorisant la fuite de la reine. Alonzo, se laissant emporter hors de son caractère, souilla sa vie d'un crime odieux en faisant étrangler son frère sans forme de procès [1]. Le gendre de l'infant fut brûlé vif par ordre de Sancho, exécuteur impitoyable des vengeances de son père (1277).

La mort du pape Jean XXI laissa un instant le roi de France libre de donner cours à son ressentiment : il arma sur-le-champ, et déclara la guerre au roi de Castille; mais l'hiver et le manque de vivres l'empêchèrent de passer les Pyrénées, et le nouveau pontife, Nicolas III, s'employa comme son prédécesseur à rétablir la paix entre les deux rois. La trève conclue

[1] « Porque supò algunas cosas del Infante su hermano,» dit la chronique. Un vieil auteur portugais, cité par Zurita, t. IV, ch. 3, attribue la mort de don Fadrique à une prédiction des astrologues qui avaient annoncé au roi « qu'il mourrait déshérité de la couronne de Castille par un homme de son « sang. » Ferreras rapporte simplement le fait, mais se garde bien de le juger : aux yeux du dévot écrivain, un roi de Castille est comme le pape : il ne peut pas faillir.

avec l'Emir de Maroc touchait à sa fin, et le pape somma le roi de Castille de recommencer la guerre avec les infidèles. Alonzo obéit, et réunit à Séville la plus forte escadre qu'un roi de Castille eût encore armée : elle se composait de quatre-vingts galères et vingt-quatre gros vaisseaux, sans compter les bâtiments légers. La flotte, bien pourvue de vivres et de machines de siége, vint bloquer Algéziras, et fermer le passage à tout secours de l'Afrique. Une forte armée, sous les ordres de l'infant don Pedro, vint la rallier sous les murs de la ville, et le siége fut poussé des deux côtés avec une grande vigueur (1278).

L'Emir de Grenade, mécontent de celui de Maroc, se repentait d'avoir cédé à son perfide allié Algéziras et Tarifa, les deux joyaux de sa couronne; et, loin de songer à secourir la première, il aimait presque autant la voir dans les mains des chrétiens que dans celles de Youssouf. La baie d'Algéziras, ouverte aux vents du nord-est par l'isthme étroit et plat qui lie Gibraltar à la terre-ferme, a toujours été peu sûre pour les vaisseaux, et la flotte castillane avait beaucoup à souffrir. Les troupes de terre, découragées par l'opiniâtre résistance des habitants, avaient perdu beaucoup de monde, et le siége s'était peu à peu converti en blocus. Les vivres commençaient à manquer sur les vaisseaux et dans le camp des chrétiens, dont l'armée voyait croître chaque jour ses souffrances et les difficultés du siége; les chaleurs, la fatigue engendrèrent bientôt les maladies; les marins découragés, privés de solde depuis plusieurs mois, abandonnèrent les navires à l'ancre, sans autre garde que quelques malades, incapables de les défendre.

Ben Youssouf se trouvait alors à Tanger, épiant

le moment où il pourrait secourir Algéziras. Averti par ses espions, il équipa à la hâte quatorze galères qui vinrent attaquer à l'improviste les Castillans, et brûler leurs navires, à la grande joie des assiégés, que la faim allait forcer à se rendre. Animés par ce premier succès, les Africains débarquèrent, taillèrent en pièces les chrétiens, mirent le feu à leurs quartiers, firent prisonniers l'amiral, et parvinrent à jeter dans Algéziras des vivres et des renforts. L'infant don Pedro perdit courage en se voyant forcé de recommencer le siége. Levant son camp à la hâte, il y laissa tous ses bagages, et abandonna honteusement une entreprise commencée avec toutes les chances de réussite. Alonzo, voyant le triste succès de ses armes, se décida à demander la paix, et l'obtint, après avoir ainsi échoué dans la seule grande entreprise militaire de son règne.

Cependant les infants de la Cerda étaient toujours aux mains du roi d'Aragon, qui, sur les instances de leur oncle Sancho, avait promis de les retenir en son pouvoir, et les faisait élever dans son château de Xativa. La reine Violante, gagnée à prix d'argent par son fils Sancho, avait abandonné leur cause et était rentrée en Castille, et Blanche, leur mère, s'échappant de la cour du perfide roi d'Aragon, était allée chercher en France un asile et un vengeur. En dépit de l'intervention du saint-père, la querelle allait toujours s'envenimant entre les deux rois de France et de Castille. Les troubles de la Navarre, où chacun d'eux comptait un parti, vinrent leur fournir un champ de bataille. Philippe de France, champion des droits de sa cousine Jeanne, souveraine de ce pays, voulait y asseoir son influence, en mariant la jeune reine avec un de

ses fils. Le gouverneur de la Navarre, Beaumarchais, fut bientôt assiégé dans le château de Pampelune par les habitants, révoltés à l'idée du mariage de leur reine avec un prince français. Philippe se hâta d'envoyer en Navarre son oncle Robert d'Artois, avec une armée qui vint mettre le siége devant Pampelune. Le roi de Castille, de son côté, envahit aussi la Navarre, et arriva à trois lieues de la capitale. Mais, trouvant les Français trop supérieurs en nombre, il battit en retraite. Les partisans d'Alonzo, abandonnés par lui, évacuèrent Pampelune, qui traita bientôt de sa soumission. Les soldats français, voyant le pillage près de leur échapper, s'élancèrent à l'assaut, malgré les efforts de leur chef pour les retenir; maîtres de la ville, ils la mirent à feu et à sang, et ce cruel exemple entraîna la soumission de tout le royaume. (1278).

De retour de cette expédition, Alonzo, après avoir conclu la paix avec l'Emir de Maroc, voulut venger sa vieille injure sur l'Emir de Grenade, coupable d'avoir deux fois appelé les Africains en Espagne. Déjà il allait envahir son territoire, lorsqu'un mal d'yeux très-grave le força de remettre à son fils aîné la conduite de l'expédition. Un détachement de l'armée tomba dans une embuscade, et y perdit quelques milliers d'hommes, avec le grand maître de Santiago et la plupart de ses chevaliers. La bravoure et le sang-froid de l'infant préservèrent seuls l'armée d'une déroute complète. Mais Sancho répara bientôt cet échec en mettant à feu et à sang toute la *Vega* de Grenade, sans que l'Emir osât s'y opposer [1] (1280).

[1] Suivant Conde, au contraire, Mohammed, à la tête de cinquante mille hommes, livra aux Castillans une sanglante bataille, et les força, après des pertes graves, à repasser la frontière.

Alonzo, avec sa légèreté ordinaire, avait mis la main sur les dîmes de l'Église pour subvenir à ses profusions. Plusieurs clercs avaient même perdu la vie, en défendant leur patrimoine, et le roi, qu'on accusait de s'entourer plus volontiers de juifs que de chrétiens, s'était fait du clergé un de ces ennemis qui ne pardonnent pas. Pour se laver de ses torts, Alonzo fit arrêter en un jour tous les juifs chargés de la perception des impôts, et, les taxant à une rançon de 12,000 *ms* [1] par jour, il leur fit restituer tout l'argent qu'ils avaient enlevé au pays. Vingt-cinq ans plus tard, *Philippe-le-Bel* en faisait autant avec les juifs de France, et, dans les deux pays, on ne daignait pas même chercher un prétexte à cette odieuse extorsion.

Le vide de son trésor une fois comblé, Alonzo prit avec ses fils le chemin de Bayonne, où le roi de France devait se rencontrer avec lui pour terminer à l'amiable leurs différends. Mais Philippe, ajournant l'entrevue, voulut traiter l'affaire par ambassadeurs. A la suite d'un long débat, on convint que Sancho hériterait de la couronne de son père, et qu'Alonzo, l'aîné des la Cerda, obtiendrait le royaume de Jaën en fief de la Castille. Sancho, qui ne voulait rien abandonner de ses droits, protesta contre cet arrangement, et fit ainsi avorter la négociation [2] (1281). Reprenant ensuite sa guerre avec l'Emir, Alonzo entra en personne sur son territoire. Sancho, qui commandait l'avant-garde, s'étant imprudem-

[1] Abréviation espagnole pour le mot *maravédis*.

[2] Suivant Zurita (l. IV, p. 15), les infants, en excitant les villes à la rébellion, furent chargés par Sancho de répandre contre le roi les plus odieuses calomnies, entre autres qu'il était *fou* et *lépreux*.

ment avancé jusque sous les murs de Grenade, fut attaqué par toutes les forces de l'Emirat. Les Castillans, effrayés, lâchèrent pied; mais l'héroïque infant, demeuré seul avec quelques chevaliers, parvint à se dégager et à rejoindre le gros de l'armée.

La saison des chaleurs était arrivée : Alonzo distribua ses troupes dans les garnisons de la frontière, et s'en retourna à Séville demander de l'argent à ses Cortès. Le point le plus difficile, c'était de faire sanctionner par elles la promesse de donner Jaën en apanage à l'aîné des la Cerda. Le roi, qui redoutait l'opposition de son fils, envoya en grand secret négocier l'affaire auprès du pape. Mais Sancho, en ayant été informé, le reprocha si durement à son père, que celui-ci, perdant patience, lui dit qu'il se passerait de son consentement, et tiendrait sa parole en dépit de lui, fallût-il en venir à le déshériter. « Messire, lui ré« pondit l'infant, ce n'est pas vous qui m'avez fait ce « que je suis, mais bien Dieu, qui a fait mourir un « frère, mon aîné et votre héritier, pour que j'héri« tasse, en son lieu et place, de tous vos royaumes; « et cette parole que vous m'avez dite, vous auriez « mieux fait de me l'épargner : mais un jour viendra « où vous pourrez bien vous en repentir. »

Dans ce conflit, les députés des villes prirent parti pour Sancho, qui, prompt à se décider, envoya son frère don Juan rallier à sa cause les villes du pays de Léon, et leur promettre, en son nom, de les protéger contre la tyrannie de son père; lui-même, de son côté, en fit autant des villes de l'Andalousie. Les grands-maîtres de Santiago et de Calatrava, se tournant, comme tout le monde, du côté du soleil levant, vinrent prêter hommage à l'héritier du trône. San-

cho, encouragé par ces premiers succès, convoqua tous les *concejos* du royaume à Valladolid pour avril, s'attribuant ainsi le droit le plus essentiel de la royauté, celui de convocation des Cortès. Il engagea les *ricos homes* bannis par Alonzo à rentrer dans le royaume, et promit de leur rendre leurs fiefs. Le roi de Portugal, Dyonis, s'était brouillé avec le roi de Castille son aïeul; l'infant se lia avec lui par traité, ainsi qu'avec le roi d'Aragon. Enfin il acheta l'appui de l'Emir de Grenade, et conclut avec lui, contre Alonzo, un traité d'alliance offensive et défensive.

Sancho, n'ayant plus de ménagements à garder, se mit en route pour Valladolid, et rallia en passant Tolède, Ségovie et Burgos. Les Cortès, assemblées par son ordre, déclarèrent le roi Alonzo X déchu du trône, à cause de sa mauvaise administration, et offrirent la couronne à l'infant. Du moment où la Castille se faisait son complice, l'usurpation de Sancho devenait moins coupable, et cette espèce d'interdiction, prononcée contre un roi notoirement incapable, pouvait au moins se justifier par l'intérêt du pays. Sancho en atténua encore l'odieux en se refusant à accepter le sceptre du vivant de son père, et se contenta des titres d'*infant-héritier* et de régent du royaume. Il tint fidèlement ses promesses à tous ses partisans, rendit aux exilés leurs fiefs, combla les infants de dons et de faveurs, et accorda aux *ricos homes* et aux communes toutes leurs demandes, en les garantissant par chartes scellées.

Mais en dépouillant ainsi de tous ses droits la couronne qu'il arrachait du front de son vieux père, l'usurpateur, par une juste rétribution de la Provi-

dence, se chargea lui-même du soin de se punir. Donnant à droite et à gauche, à nobles et à vilains, le plus clair de ses revenus, rentes des *juiveries*, *maureries*[1], droits de douanes et d'octroi, il ne garda rien pour lui, se flattant de contenter à ce prix l'insatiable avidité des nobles et des infants. Il accorda la main de sa sœur Violante au frère de don Lope de Haro, et éleva ainsi au niveau du trône cette orgueilleuse famille. Enfin il épousa lui-même sa cousine doña Maria; le saint-siége, instruit de ce mariage illicite, ne tarda pas à le déclarer nul, sous peine d'interdit; mais l'opiniâtre Sancho n'en garda pas moins sa femme, en dépit des foudres de l'Église.

Alonzo, informé de cette conspiration unanime de la Castille, qui rappelle celle de la France contre Louis-le-*Débonnaire*, se livra à un de ces accès de colère impuissante qui alternaient chez lui avec la faiblesse. Comme le fils de Charlemagne, le fils de Fernando III avait commis bien des fautes; mais était-ce à ses enfants, ou à des nobles comblés de ses bienfaits qu'il appartenait de l'en punir? Alonzo, se croyant encore roi, se hâta d'écrire à tous les *ricos homes*, prélats et *concejos* de ses royaumes pour les rappeler à leur devoir; mais ni clercs, ni nobles, ni bourgeois ne se mirent en mesure de lui obéir. La seule ville de Badajoz demeura fidèle à son souverain, et ferma ses portes à l'infant. Alonzo, ne trouvant plus en Castille ni sujets, ni alliés, voulut en chercher au dehors. Il s'adressa sans succès, au pape d'abord, puis aux rois de Portugal et d'Aragon qui,

[1] On appelait ainsi des impôts spéciaux établis sur les juifs et les Maures comme une sorte de capitation ou rachat perpétuel.

engagés avec Sancho, refusèrent de le secourir; au roi d'Angleterre, qui s'excusa sur la distance et sur les guerres qu'il avait dans son pays. Il alla même jusqu'à implorer l'appui de son ancien adversaire, le roi de France; mais celui-ci n'avait pas l'âme assez grande pour tendre la main à un ennemi abattu[1]. Enfin, abandonné par tout le monde, Alonzo prit un parti désespéré, ce fut de se jeter dans les bras de son plus redoutable ennemi, l'Emir de Maroc. Ben Youssouf, saisissant ce prétexte d'intervenir dans les affaires de la Péninsule, lui envoya sur-le-champ un corps de cavalerie, que lui-même suivit de près avec une armée.

Jusque là tout avait réussi à Sancho; mais par un de ses brusques retours, la fortune se tourna tout d'un coup contre lui : les infants don Juan et don Pedro, ses frères, se détachèrent brusquement de son parti, et entraînèrent dans leur défection les villes du Duero. Don Lope de Haro, abandonnant aussi sa cause, tenta sans succès de ramener au roi les villes de la Castille. Enfin, Youssouf et Alonzo, après avoir réuni leurs forces, marchèrent droit sur Cordoue, où l'infant avait laissé sa femme. Mais Sancho, faisant en vingt-quatre heures vingt-deux lieues d'Espagne[2], arriva dans la ville avant que les deux rois eussent paru sous ses murs. Ceux-ci commencèrent sur-le-

[1] Voyez dans le testament d'Alonzo (*Chronique*, p. 54), une touchante énumération des démarches qu'il fit pour trouver un appui : « Désem-« paré, dit-il, de toutes les choses de ce monde, sinon de la merci de « Dieu ; trahi par tous les souverains chrétiens, qui ne m'ont donné que de « belles paroles pour réconforter cette poignée de malheureux, pauvres « et abandonnés comme moi, qui m'étaient demeurés fidèles, je n'ai trouvé « d'appui et de dévoûment que dans un roi maure, l'ancien ennemi de ma « maison. »

[2] Les lieues d'Espagne sont de dix-sept au degré.

champ le siége que l'infant soutint avec sa résolution accoutumée, et les deux alliés, qui n'avaient pas compté sur une si longue résistance, apprenant que l'Emir de Grenade marchait contre eux, s'éloignèrent en ravageant tout le pays. Alonzo, destiné à porter malheur à toute entreprise à laquelle il s'associait, s'en retourna à Séville, et Youssouf repassa la mer, après cette expédition peu glorieuse pour ses armes (1282).

Cependant une réaction commençait à s'opérer en faveur du malheureux Alonzo. Le pape, pressé par lui de lancer l'interdit contre Sancho, n'osa pas se compromettre à ce point; mais il usa de son ascendant pour ramener dans le devoir le grand maître de Santiago. Alonzo, vengea lui-même la majesté du roi et celle du père, outragées en même temps, en lançant contre son fils l'anathème paternel à défaut de celui de l'Église. Après instruction publique du procès, il proclama l'infant don Sancho maudit et déshérité, lui et ses descendants à perpétuité. Bien que le roi fût hors d'état de faire exécuter sa sentence, cet arrêt de la justice d'un père ne fut pas sans pouvoir sur l'opinion. Bon nombre de *ricos homes*, déjà mécontents de Sancho, revinrent trouver Alonzo à Séville, où l'infant don Juan avait déjà fait sa paix avec lui (1283).

Un danger plus grave encore attendait le fils rebelle: Youssouf, saisi de pitié pour ce vieux roi, si durement puni de ses fautes, n'était retourné dans le Magreb que pour y faire de nouvelles levées. Bientôt, à la tête d'une armée formidable, il repassa le détroit avec son fils et son héritier, abou Yacoub. Dans une entrevue à Séville avec Alonzo, on convint que

l'Emir prendrait d'abord à partie ben Alahmar, pour le punir de son alliance avec l'infant, et que le roi de Castille fournirait mille cavaliers d'élite. Mais la discorde ne tarda pas à se mettre entre les Africains et leurs auxiliaires chrétiens: Youssouf, par un calcul habile, avait défendu que l'on ravageât le territoire de Grenade. Les Castillans, mécontents de ne pouvoir piller et brûler à leur aise, s'en retournèrent à Séville. Chemin faisant, ils battirent un corps de troupes de l'infant, et envoyèrent les têtes des chefs à Alonzo, qui les fit clouer aux portes de Séville.

Sancho, durant cet intervalle, était passé dans le nord de la Castille, où, avec l'aide du roi d'Aragon, il faisait aux partisans de son père une guerre sans merci. Le faubourg de Talavera s'étant soulevé contre lui, l'infant fit massacrer tous ses habitants, hommes, femmes et enfants, au nombre de plus de quatre cents, et cette cruauté gratuite diminua encore le nombre de ses adhérents. Enfin, le pape Martin IV, vaincu par les instances d'Alonzo X, enjoignit à tous les prélats, barons, et communes de la Castille, de rendre leur obéissance à leur roi légitime. Il requit les rois de France et d'Angleterre de prêter secours à Alonzo, et fit excommunier tous les partisans de l'infant. Ainsi la Castille se trouva placée sous l'interdit en même temps que l'Aragon et Valence, par suite de la lutte de Pedro III avec le saint-siége, et la Péninsule tout entière, sauf le Portugal, se vit un instant rejetée hors du giron de l'Église. L'infant, redoutant plus les armes spirituelles que les armes temporelles de son père, décréta peine de mort contre les clercs qui mettaient la sentence à exécution, et en appela du pape présent au pape futur ou au premier concile.

Tout d'un coup, Sancho tomba gravement malade, et fut bientôt abandonné par les médecins. Le bruit de sa mort se répandit jusqu'à la cour solitaire du vieux roi, qui était lui-même près de sa fin. « Et le roi, voyant que l'infant son fils était mort, en eut grand « souci (*muy gran pesar*); mais, ne voulant pas le « montrer, il se retira seul dans une chambre, et il se « mit à pleurer fortement, et à dire, avec sanglots et « plaintes amères, qu'il lui était mort le meilleur « homme de son lignage. Et quelqu'un lui ayant re- « proché de tant regretter un fils qu'il avait déshérité, « le roi lui répondit : Je ne pleure pas sur l'infant, « mais sur moi-même, malheureux que je suis! puis- « qu'à présent qu'il est mort, jamais je ne recouvrerai « mes royaumes; car si grande est la crainte qu'ont « de moi mes *ricos homes* à cause du mal qu'ils m'ont « fait, que jamais ils ne voudront se rendre à moi; « et j'aurais encore plutôt obtenu mes royaumes de « mon fils don Sancho, s'il avait vécu, que de tous « les autres qui se les partageront. Et il ne parlait ainsi « que pour cacher la douleur qu'il avait de la mort « de son fils. »

Sancho ayant recouvré la santé en dépit des médecins, le vieux roi sentit s'émouvoir ses entrailles de père, et se réjouit de toute son âme de sa guérison, sans oser le faire paraître. Mais son heure, à lui, était venue : les chagrins, plus que les années, avaient épuisé ses forces et hâté le terme de ses jours. Son second fils, don Juan, prévoyant que le testament qui déshéritait Sancho ne serait pas exécuté, réclamait pour sa part de la succession Séville et Badajoz; mais le roi refusa d'y consentir. Avant de mourir, Alonzo, en père et en chrétien, par-

donna au fils ingrat qui lui avait fait tant de mal, et à tous ceux de ses sujets qui l'avaient offensé; il en fit faire, « dit la chronique, sa charte bien scellée de son grand sceau doré [1], et peu après, « il rendit « l'âme, entouré de son fils don Juan, et de ses *ricos « homes*, qui menaient grand deuil en voyant mourir « leur père et leur roi. » (4 avril 1284.)

Le testament d'Alonzo est un curieux monument des mœurs et des idées de l'époque : après avoir recommandé à Dieu son âme et ses sujets fidèles, il règle en ces termes la succession de ses États : « Et comme il est de coutume et de droit que le fils aîné d'un roi hérite de sa couronne quand il n'a rien fait pour en déchoir, le plus âgé des fils de notre aîné don Fernando devait, si son père nous avait survécu, lui succéder sur le trône de Castille; mais puisque Dieu a voulu que le droit qui était dans la ligne directe en sortît par la mort de Fernando, *consultant le droit ancien et la loi naturelle, d'accord avec le fuero d'Espagne*, nous avions octroyé à notre fils don Sancho, plus rapproché de nous par la ligne directe que nos petits-fils, la succession du trône en lieu et place de son frère. » Puis, après avoir énuméré les torts de ce fils, et sa noire ingratitude après tous les bienfaits dont il l'a comblé : « Nous ordonnons, continue le testament, d'accord avec le roi de France [2], que tous nos royaumes passent en

[1] Zurita fait observer avec raison que ce pardon accordé par Alonzo mourant à son fils, et la charte qu'il en fit faire, sont probablement des inventions du chroniqueur, qui voulait faire sa cour à Sancho. Ce qui est certain, c'est qu'il n'existe aucune trace d'un acte qui révoque l'exhérédation de Sancho ou le testament du roi.

[2] « Ces deux nations réunies, dit Alonzo X dans son testament, en parlant des Espagnols et des Français, » pourraient conquérir non-seulement

héritage à nos petits-fils, de telle sorte que l'aîné hérite de notre seigneurie, et fasse à l'autre un traitement convenable. Et nous voulons que, si les fils de don Fernando meurent sans enfants, tous nos États reviennent au roi de France, arrière-petit-fils comme nous, d'Alonzo VII, l'*Empereur*, afin qu'ils soient réunis avec le royaume de France, de manière à n'en faire qu'un pour toujours. »

Par une dernière contradiction, le roi laisse à son fils don Juan, les royaumes de Badajoz et de Séville, sous la suzeraineté de la Castille, quoiqu'il les lui eût refusés de son vivant, et lui conseille de s'appuyer sur l'alliance de la France et de la cour de Rome, « qui furent toujours une seule et même chose. » Il lègue enfin à son dernier fils, don Jayme, le royaume de Murcie, en fief de la Castille, et la ville de Niebla à sa fille Béatrix de Portugal, pour faire retour à la couronne après sa mort. Le sort ordinaire des testaments de rois est de ne pas être exécutés; mais jamais, certes, acte de cette nature n'avait renfermé autant de germes de discorde, et Alonzo luttait ici d'imprévoyance avec Jayme d'Aragon. Du reste, celui qui n'avait pas su se faire obéir de son vivant ne pouvait se flatter d'être obéi quand il ne vivrait plus, et Sancho, en protestant contre le testament de son père, servit les intérêts de la Castille encore plus que les siens.

Alonzo, mort à l'âge de soixante-trois ans, après en avoir régné trente-deux, avait eu de sa femme, Violante d'Aragon, cinq fils et trois filles, plus deux

« l'Espagne, mais toutes les terres des ennemis de la foi. » Il est curieux de voir un roi de Castille, au XIII[e] siècle, pressentir la politique de Louis XIV, résumée dans ce mot si juste et si profond : *Il n'y a plus de Pyrénées*

enfants naturels nés avant son mariage, doña Beatrix, reine de Portugal, et don Alonzo *el Niño*. La vie tout entière de ce malheureux prince fut un singulier exemple des vicissitudes humaines. Fils d'un père que le bonheur suivit dans toutes ses entreprises, Alonzo sembla avoir pris à tâche de prouver que des revers comme des succès, trop longtemps répétés, ne sont pas l'œuvre de la fortune, et qu'on est presque toujours coupable de ses malheurs. Jamais, dans cette longue série de siècles, l'autorité royale, élevée si haut par Fernando III, n'était encore tombée si bas. Et cependant Alonzo, malgré toutes ses fautes, mourut roi, au moins de nom, et la Castille respecta encore dans son vieux monarque la vaine ombre de pouvoir que dut lui laisser son fils.

Nul roi ne mérita plus qu'Alonzo ce surnom de savant (*sabio*), qui n'est pas toujours, comme en espagnol, synonyme de Sage. Ses connaissances en astronomie, les faveurs dont il combla les savants arabes et juifs appelés par lui à Tolède, le rendirent suspect, aux yeux du vulgaire, de nécromancie et d'hérésie. Le mot fameux qu'on lui a prêté : « Si Dieu « m'avait consulté lorsqu'il créa le monde, je lui au- « rais donné de bons avis, » prouve l'idée que ses contemporains se faisaient de ses prétentions à la science universelle. Ces prétentions, du reste, n'étaient pas sans fondement; la postérité a ratifié les éloges qui furent donnés à ses Tables astronomiques, rédigées à grands frais, avec une rare exactitude et un esprit vraiment scientifique. Elle sera moins indulgente pour la Chronique[1], composée par son

[1] *Coronica general de Alonzo el sabio*, par Florian de Ocampo. Zamora

ordre, et en partie rédigée par lui. Nous avons jugé ailleurs cette chronique, vaste et inintelligente compilation de tous les annalistes de l'Espagne, et de toutes les légendes fabuleuses qui ont inspiré ses Romances. Secouant avec audace ce long préjugé de respect pour le latin, qui entrava si longtemps le progrès des littératures modernes, Alonzo X ordonna, en 1250, que tous les actes publics fussent écrits dans le castillan vulgaire, qu'il éleva du rang de patois populaire à celui d'idiome national. Et, chose étrange, en même temps qu'il fondait la langue espagnole, et lui consacrait dans les *Partidas* le plus beau monument du moyen âge, Alonzo, poëte aussi bien que savant, écrivait une partie de ses poésies dans le dialecte galicien, le plus rapproché de notre langue romane, centre de tout le mouvement littéraire de l'époque.

Un auteur anglais compare, non sans justesse, Alonzo X à Jacques Ier d'Angleterre, dont le caractère offre le même mélange de faiblesse et d'emportement, la même vanité puérile unie à une science réelle. Le plus grand tort de ce prince, ce fut de naître dans un siècle trop rude et trop ignorant pour lui. Même après Fernando III, la Castille avait besoin d'un conquérant, et elle n'eut dans Alonzo qu'un savant couronné. Un roi moins pacifique, au lieu de pactiser avec l'Emir et de Grenade, eût réparé l'unique faute du règne de Fernando, en arrachant du sol de l'Espagne la dernière racine d'un empire musulman. Il eût ainsi épargné à la Castille deux siècles de

1541, in-folio, *letra gotica*. Voir aux Pièces justificatives, la liste des œuvres littéraires d'Alonzo X.

guerre civile, donné à l'ambition de ses nobles un aliment, et complété l'œuvre que les *rois catholiques* devaient seuls achever. Mais Alonzo n'était pas né pour la guerre, à une époque où la guerre était encore le seul moyen de gouvernement, et il fut coupable, aux yeux du pays, de toutes les vertus qu'il n'avait pas. Voué aux paisibles fonctions de l'apostolat, il eût été un prélat éclairé, un savant historien comme Rodrigue de Tolède; sur le trône, il ne fut que le plus incapable de tous les rois, et, sur ce théâtre trop élevé pour lui, ses qualités lui nuisirent encore plus que ses vices.

Le règne d'Alonzo X est une date funeste dans les annales de la Castille : jamais à aucune époque, l'humanité ne s'y est montrée sous un aspect aussi triste; jamais l'égoïsme n'a régné aussi effrontément sur une société où la violence constitue le seul droit, l'intérêt le seul mobile. Les princes et les nobles changent sans cesse de parti au gré de leur caprice ou de leur intérêt, et sont toujours prêts à porter les armes contre leur patrie ou contre leur souverain. Pendant que, dans le reste de l'Europe, la royauté tend à se constituer, et le régime féodal à revêtir sa dernière forme, en Espagne, la monarchie et la noblesse ne savent qu'user leurs forces dans des discordes stériles, dont la liberté doit seule profiter. A dater de la dernière moitié du XIII[e] siècle, l'histoire de l'Espagn , comme celle de l'Europe, change de caractère; les guerres civiles prennent tout d'un coup la place des croisades, et l'esprit de faction succède à l'esprit d'aventures. Seuls fidèles à l'esprit de leur race, les belliqueux souverains de l'Aragon sont obligés de porter leur activité hors de la Péninsule, et ne ren-

contrent au dedans que factions et obstacles. Quant aux rois de Castille, leur rôle se borne à une lutte impuissante, et à des alliances alternatives avec la noblesse et les communes; la bourgeoisie, grandie de l'abaissement du pouvoir royal, exploite les malheurs publics au profit de ses libertés politiques; la noblesse au profit de ses intérêts de caste; et de ces deux égoïsmes, le premier, à coup sûr, est plus pardonnable que l'autre.

CHAPITRE II.

ANALYSE DES SIETE PARTIDAS.

Au XIII[e] siècle, nous l'avons dit, le Code gothique régissait encore la Castille; mais comme toutes les lois qui survivent à l'ordre social pour lequel elles ont été faites, il ne répondait plus aux besoins d'une société nouvelle, et les *fueros* nobiliaires ou municipaux, destinésà en combler les lacunes, aggravaient encore, par leurs contradictions, le désordre qui régnait dans la législation. Fernando III, préoccupé comme tous les grands princes, du besoin d'organiser, après avoir conquis, songea le premier, dans l'intérêt du pays comme dans celui de son pouvoir, à doter ses deux royaumes d'un code uniforme qui résumât tous leurs *fueros*. Son premier soin fut de faire traduire le code gothique en castillan, sous le nom de *fuero juzgo;* ne pouvant l'imposer aux municipalités, qui préféraient se juger d'après leurs propres lois, il l'implanta du moins, comme législation provisoire, dans ses nouvelles *poblaciones* d'Andalousie, et corrigea de son mieux les imperfections des chartes et coutumes locales pour les mettre en harmonie avec lui.

Mais l'œuvre d'une refonte universelle des lois était trop forte pour cette monarchie à peine constituée;

Fernando l'entreprit, sans pouvoir l'achever. Cependant il fit dans l'administration des réformes importantes: il supprima les gouverneurs des provinces, fonctions qui conféraient une autorité presque souveraine, et les remplaça par l'institution moitié politique, moitié judiciaire, des *adelantados mayores*, qu'il tint dans une dépendance plus immédiate de la couronne. Enfin il légua en mourant à son fils un essai de législation, le *Setenario* ou Septenaire, divisé comme les *Partidas* en sept parties, « pour « ôter les sept principaux vices qui se trouvent « au cœur des hommes. » Alonzo X publia plus tard cette ébauche de code, qui traite, à propos de droit civil, des sept noms de Dieu, des sept vertus du roi Fernando, des sept arts libéraux, des sept planètes, des sept sacrements, et du saint sacrifice de la messe.

Alonzo X, ou *le savant*, hérita de l'œuvre commencée par son père, et de la pensée qui l'avait dictée. Pour préparer les voies aux changements qu'il méditait, il commença par se concilier la noblesse, en lui distribuant une partie de ses domaines; il popularisa l'étude des sciences et des arts utiles, étendit les priviléges des universités, et réunit autour de lui un concile de savants, appelés de tous les coins de l'Europe. Enfin il encouragea de tout son pouvoir le mouvement de renaissance des études judiciaires, si sensible à cette époque. Alonzo avait compris, avec plus de sagacité qu'on n'en eût attendu de lui, tout le parti que la monarchie pouvait tirer des légistes (*letrados*, lettrés), caste intermédiaire entre le peuple et la noblesse, tenant à l'un par son origine, et à l'autre par son amour des distinctions; dévouée d'ailleurs à la royauté par instinct de légalité comme

par calcul d'intérêt, et toujours prête à lui rendre, en textes monarchiques, l'appui qu'elle en recevait [1]. Cette caste puissante, nourrie des traditions de l'empire, se ralliait alors d'un bout de l'Europe à l'autre à la cause du pouvoir absolu, et les *Pandectes* de Justinien, retrouvées en Italie, lui prêtaient leur autorité, accrue du respect superstitieux des peuples pour cette source antique du droit.

L'Espagne était donc mûre pour une révolution législative, et Alonzo X, s'emparant de cette disposition des esprits, sut la faire servir à l'exécution de son projet. Longtemps détourné de cette pensée par ses prétentions au trône impérial, il s'y prépara du moins par diverses compilations des lois existantes. L'*Especulo* (miroir), destiné à guider dans leurs jugements les alcaldes de la cour, fut rédigé vers 1254, et extrait des meilleurs *fueros* de la Castille. Dans son œuvre du *Fuero Real*, Alonzo se proposa d'imprimer quelque unité à la confuse législation des *fueros*, et d'en concilier les contradictions. Ce corps de droit bref, clair, méthodique, où il réunit les lois locales les plus favorables à l'esprit monarchique, parut en même temps que l'*Especulo*, et fut concédé, comme un *fuero* privilégié, à plusieurs villes.

Mais ces publications incomplètes étaient loin de satisfaire à la grande pensée d'Alonzo X, qui, en fait de législation, voulait créer, et non restaurer. Impatient de donner un code unique à tous ses États, il fit

[1] « Les jurisconsultes appelés par l'empereur Frédéric Barberousse à la diète de Roncaglia, en 1158, lui dirent par la bouche de l'archevêque de Milan ces paroles remarquables : Sachez que toute autorité législative sur le peuple vous a été accordée; votre volonté est le droit, car il est dit : ce qui a plu au prince a force de loi ; le peuple a remis tout son empire à lui et en lui. » Radevicus apud Gieseler, *Kirchen-Geschichte*, 11. P. 2, p. 72.

commencer en 1256 la rédaction de son œuvre célèbre des *siete Partidas*. Les plus savants jurisconsultes furent invités à y concourir, et largement payés de leurs peines[1]. Les Institutes et les Pandectes de Justinien, avec les Décrétales du saint-siége, leur fournirent les éléments de leur travail, où ils admirent aussi, par ménagement pour les usages reçus, quelques extraits des *fueros* et du code gothique. Quant à l'absurde opinion qu'Alonzo X rédigea seul ce vaste corps de lois, Marina[2] prouve jusqu'à l'évidence que ce prince ne fut pas plus l'auteur des *Partidas* que Théodose celui du code qui porte son nom, Alarich du *Breviarium*, Erwig ou Egiza du *Forum judicum*, et Justinien des Pandectes. Chacun de ces monarques recueillit justement la gloire de son œuvre, parce que d'eux émanait la volonté suprême qui l'avait fait rédiger. D'ailleurs, les différences de style et les contradictions que l'on rencontre d'une *Partida* à l'autre suffiraient pour prouver que tout l'ouvrage n'a pas été composé par une seule main.

En élevant l'édifice dont son père avait fondé la base, Alonzo X se garda bien de continuer le plan suivi dans l'informe *Setenario* de Fernando III; il préféra, avec raison, recommencer l'œuvre sur nouveaux frais. Les bornes de cet ouvrage ne nous permettent pas l'examen approfondi que mériterait ce curieux monument; mais nous donnerons du moins une idée des principaux titres, en conservant,

[1] On cite parmi eux les noms de Jacome Ruiz, Fernando Martinez et Maestre Roldan, docteurs ès lois.

[2] *Ensayo critico sobre la legislacion*. Madrid, in-4°. Je ne saurais proclamer trop haut les obligations que j'ai au savant écrivain qui, le premier, la porté la lumière dans le chaos des institutions de la Castille.

malgré leur manque absolu de méthode, les classifications du législateur. Citons d'abord un passage du prologue, curieux échantillon de l'esprit pédantesque du moyen âge : « Il existe trois âmes, a dit Aris« tote, l'une végétative, la deuxième sensitive, et la « troisième raisonnable; les végétaux possèdent la « première, les animaux la seconde, et l'homme seul « les réunit toutes trois. Avec la première, il doit « aimer son pays, comme la plante s'attache au sol, « avec la deuxième son roi, avec la troisième Dieu. « Et comme dans l'âme sensitive il y a dix sens, « cinq extérieurs et cinq intérieurs, le peuple (qui « est au service du roi comme le corps est au ser« vice de l'âme) doit garder dix choses par rap« port à son roi. Ainsi, comme la vue est le premier « des sens, le peuple doit voir de loin les dangers « qui le menacent; comme l'ouïe se complaît aux « sons agréables, le peuple doit aimer à entendre « dire du bien de son souverain, et à en dire lui« même; il doit *odorer* et sentir de loin ce qui est « avantageux au roi, pour le lui procurer, et ce qui « lui est nuisible, pour le repousser. Le goût étant « placé dans la bouche, le renom du roi doit avoir « bonne saveur dans la bouche du peuple, et sa « langue doit repousser le mensonge en lui parlant, « comme son palais repousse les aliments gâtés. « Enfin, comme le tact écarte ce qui est âpre, et ac« cueille ce qui est doux, le peuple doit être doux au « tact de son souverain, et surtout ne pas le toucher « pour le blesser ou le tuer..... »

Telle est l'idée qu'on se faisait d'un code dans ces siècles, à la fois subtils et grossiers, où la morale n'était pas distincte de la législation, et où le législateur

était tenu de tout embrasser dans son œuvre. Les codes barbares, s'adressant à un peuple toujours sur le pied de guerre, sont nécessairement rudes comme ses mœurs et bornés comme ses idées; la loi n'y connaît que des délits, car les délits sont presque les seuls rapports qui existent d'homme à homme; et tout le droit se résumant en droit pénal, pour un tarif de châtiments, il suffit de quelques pages. Les codes du moyen âge, au contraire, miroir fidèle d'un État social où rien n'est encore à sa place, sont embarrassés et confus comme lui. Le législateur s'y préoccupe tellement des détails, que l'ensemble lui échappe, et à force d'entasser des lois, il perd de vue la méthode qui doit les unir. Or, en étudiant son œuvre, on s'y perdrait comme lui, si l'on ne se rattachait aux grandes idées qui la dominent. Ces idées, dans les *Partidas*, peuvent se réduire à deux, le trône et l'Église, double despotisme qui pèse plus ou moins sur toutes les législations du moyen âge.

Aussi, qu'on le remarque bien, les *Partidas* tout entières ne contiennent pas une seule allusion aux *fueros;* même en leur empruntant leurs lois, l'auteur du code ne daigne pas les citer, et leur nom, comme celui des Cortès, n'y est pas prononcé une fois. Dans ses préoccupations monarchiques, les franchises communales ne sont pour lui qu'un accident; elles dérangent l'unité de son cadre, elles le gênent dans ses classifications, et s'il les tolère, c'est seulement parce qu'il n'ose pas les détruire. A ses yeux, les deux seules bases du pacte social, ce sont les devoirs envers Dieu, c'est-à-dire envers l'Église, et les devoirs envers le souverain; tous les droits sont en haut, tous les devoirs en bas; dix pages suffisent pour tracer les

obligations du monarque envers les sujets; il en faut deux cents pour définir celles des sujets envers lui.

Les *Partidas*, à elles seules, renferment quatre codes bien distincts : Dieu passant avant les hommes, la première est consacrée au droit ecclésiastique, la seconde au droit monarchique, les quatre suivantes au droit civil, y compris la procédure, et la dernière au droit pénal. La première *partida* n'est, en somme, qu'un résumé des Décrétales, vraies ou fausses, du saint-siége. Mais pour bien comprendre la révolution que devait produire cette invasion des doctrines ultramontaines dans le droit civil, il nous faut dire un mot des relations de l'Église espagnole avec la cour de Rome jusqu'au règne d'Alonzo X[1].

Pendant les trois siècles de durée de la monarchie gothique, nous avons vu l'Espagne lutter avec succès contre toute tentative d'envahissement de la part du saint-siége. Sous les rois des Asturies, de Léon et de Castille, la résistance fut la même, quoique la tendance à l'empiétement fût déjà plus sensible. Le clergé, moins puissant, s'identifia davantage avec le pays, et les droits de la royauté se confondirent avec ceux de l'Église. Ainsi, l'élection des évêques, ce point de droit si contesté, se partageait entre le roi et le clergé, et Rome y restait complétement étrangère. Le roi jouissait en outre de la faculté d'ériger et de restaurer les siéges épiscopaux, et de juger les causes ecclésiastiques, d'après la loi canonique de l'Espagne. Mais ces droits, bien que consacrés par

[1] Le même sujet a été traité par moi avec beaucoup plus d'étendue dans un Mémoire, inséré par l'Académie des sciences morales et politiques dans son *Recueil des savants étrangers.*

le temps et l'usage, ne pouvaient longtemps s'accorder avec les prétentions des pontifes à la nomination des évêques, et à la juridiction suprême sur toutes les églises du monde chrétien.

Alonzo VI a le triste honneur d'être le premier roi de Castille qui ait encouragé ces prétentions : un moine de Cluny, Bernard d'Agen, nommé par lui en 1085, archevêque de Tolède, alla pour la première fois recevoir des mains du Saint-Père le *pallium* et l'investiture. La Péninsule cessa dès lors d'échapper à cette loi d'attraction universelle qui faisait graviter la chrétienté autour de Rome, et Grégoire VII ajouta une province de plus à son royaume spirituel[1]. A dater de ce règne, les rois et les chapitres, avant de procéder à l'élection des évêques, durent s'autoriser de la permission et même de l'*injonction* de la cour de Rome[2]. La chancellerie papale commença à s'arroger le monopole des dispenses, réservé jusque-là à l'autorité diocésaine. Une foule de clercs et d'aventuriers français, ardents promoteurs de la suprématie du saint-siége, envahirent la Castille à la suite de deux reines françaises, femmes d'Alonzo VI, et s'y établirent comme en terre conquise, en y important avec eux les maximes ultramontaines. Mais ce qui contribua surtout à faire prendre racine dans la Péninsule à ces maximes, si longtemps rejetées par elle, ce fut la suppression de la liturgie gothique

[1] « Vous ne devez pas ignorer que l'Espagne, depuis les temps anciens, « est le domaine propre de saint Pierre. » (*Epist. Gregor. VII ad princip. hispan.* Labbe, *Concil.* v. IX, ann. 1073.)

[2] « A romana curia data simul nobis et *injuncta* permissio. » Charte d'Alonzo VII, publiée par Risco, *Esp. sagr.*, t. XLI, ann. 1154.

ou mozarabique qui régnait depuis six siècles dans toute l'Espagne, soit arabe, soit chrétienne, comme l'emblème de sa nationalité religieuse [1].

En même temps, par une compensation peu honorable pour le clergé castillan, ce qu'il perdait en indépendance, il le regagnait en priviléges, et l'époque de son asservissement devint aussi celle de sa puissance. Les immunités ecclésiastiques, longtemps restreintes par la coutume et les lois du royaume, suivirent pas à pas les progrès de l'autorité pontificale. L'immunité réelle ou la franchise d'impôts, que le clergé a toujours réclamée, au nom d'un prétendu droit divin [2], n'a jamais, quoi qu'on en ait dit, existé pour lui sous les Goths; mais, à partir du XII[e] siècle, elle avait été accordée par quelques rois, comme une faveur spéciale, à certaines églises de Castille; toutefois, la soumission des clercs aux charges publiques était demeurée la règle, et l'immunité l'exception. Mais sous Alonzo X, les choses changèrent brusquement de face, et l'immunité des biens de l'Église, consacrée par les *Partidas* [3], devint la règle commune, que Rome et le clergé furent d'accord pour faire prévaloir. Quant à l'immunité *personnelle*, qui affranchissait ce dernier de la juridiction séculière, les *Partidas*, sous ce rapport, n'avaient plus rien à concéder; car le concile de Coyanza, dès 1050, en avait posé le principe, successivement confirmé depuis lors par tous les rois de Castille.

[1] Voir tome III, p. 309, l'histoire de cette suppression.

[2] Masdeu oppose avec raison à cette prétention l'exemple et le précepte de Jésus-Christ, qui paya le tribut pour lui et pour ses disciples. S.-Matth., XVII, 24; et divers textes de saint Paul, *Epist. ad Romanos*, cap. XIII.)

[3] *Part.* I, tit. VI, loi 50 et 51.

Mais tous ces priviléges ne suffisaient pas à l'Église, déjà placée à tant de titres en dehors de la loi commune. Il était réservé à Alonzo X d'attacher son nom à une renonciation plus complète des prérogatives de sa couronne. Obligé de chercher un appui à son pouvoir dans les codes politiques de l'ancienne Rome, il crut en trouver aussi dans le droit ecclésiastique de la nouvelle, et ne s'aperçut pas que le pape lui reprenait à mesure ce que Justinien lui rendait. Les dangereuses maximes de la loi canonique sur la suprématie du saint-siége, et sa suzeraineté spirituelle sur toutes les couronnes de la chrétienté[1], repoussées par l'Espagne, furent admises par les *Partidas*, et effectuèrent une révolution dans le droit public du pays. Le code nouveau[2] reconnut au pape titre pour ériger des siéges diocésains nouveaux ou en supprimer d'anciens, pour déposer les évêques ou les rétablir, confirmer ou annuler les élections canoniques, même quand l'élu serait digne. « Enfin, dit la loi, le « pape a la faculté de conférer les dignités de l'Église « à qui il veut et où il veut, car tout le pouvoir des « prélats se concentre et s'affirme en lui. »

Les *Partidas* ne portent pas moins atteinte aux juridictions diocésaines qu'à celle du roi : « L'apostolique (le pape) peut soustraire tout évêque à la « juridiction de son archevêque, et absoudre ceux « qu'il a excommuniés; nul ne peut juger un procès « dont appel a été fait au saint-père, sauf ceux à qui « il en délègue le pouvoir. Dans tout procès d'Église,

[1] « Domino excommunicato subditi fidelitatem non debent. » (Decretal. lib. V, tit. 37.) « Papa imperatorem deponere potest ex causis legitimis. » (Lib. II, tit. 13.)

[2] *Part.* II, tit. v, loi 5.

« on peut en appeler au pape dès le début de la « cause, et tout procès important doit lui être sou« mis. » Ainsi s'éleva à Rome, de l'aveu d'un roi de Castille, un tribunal souverain pour toutes les causes ecclésiastiques de ses États, dans le même siècle où Frédéric II défendait avec tant de courage les droits de l'Empire contre la papauté, où le pieux saint Louis, lui-même, maintenait contre elle les libertés de l'Église gallicane, et faisait arrêter les subsides levés sur le clergé de France par le légat. Rome, dès lors, devint le centre de tous les intérêts et de tous les litiges de l'Église espagnole : les prêtres séculiers y traduisirent leurs prélats, les moines leurs abbés, les évêques leurs métropolitains, et tous ensemble y apportèrent leurs griefs contre le pouvoir temporel.

La cour de Rome, habile à tirer parti du clergé régulier, instrument plus docile et mieux discipliné que le clergé séculier, encouragea ouvertement les ordres religieux à se soustraire à la juridiction épiscopale, pour ne relever que de la sienne; les *Partidas*, en concédant au pape ce droit si contesté, violèrent la loi antique du royaume, renouvelée par les Cortès de Coyanza. A côté des républiques communales, qui reconnaissaient du moins le roi pour suzerain, se constituèrent des républiques monacales qui ne recevaient de loi que celle de Rome. Les évêques, en voyant évoquer devant la cour papale toutes les affaires ecclésiastiques, même en première instance, s'en vengèrent en empiétant à leur tour sur la juridiction royale. L'indépendance du clergé, de ses personnes et de ses biens envers toute autorité laïque, fut reconnue en droit comme en fait, et les *Partidas* consommèrent l'usurpation en déclarant que « tous

« les procès qui naissent des péchés que les hommes « commettent, doivent se décider par le jugement de « la sainte Église [1].

Mais ce n'est point encore assez pour le clergé : après les causes ecclésiastiques, il lui faut les causes civiles; les laïques eux-mêmes, complices de ses empiétements, apportent leurs procès devant ses tribunaux, plus respectés que ceux de la couronne. L'immunité *personnelle* acquise aux clercs et à leurs dépendants devient une source d'abus et d'illégalités; une foule de laïques se font serviteurs des membres du clergé pour jouir à ce titre de tous ses priviléges; la tonsure, prodiguée à tous, même aux lépreux, aux mendiants, aux voleurs de grand chemin, protége leurs désordres, et leur assure l'impunité devant les tribunaux civils. Quant aux laïques d'un ordre plus relevé, ils s'affilient au tiers ordre de saint François et de saint Dominique, pour participer à ces précieuses immunités, sans renoncer au monde, à ses pompes ni à ses œuvres.

Par une dernière prétention plus hardie encore, le clergé s'était arrogé vers le XIIe siècle le droit de lever, dîme sur tous les biens de la terre, droit d'origine divine s'il faut l'en croire, et aussi ancien que l'Église et les apôtres. La cour de Rome avait accordé ce droit à quelques églises de Castille, par bulles pontificales que les rois eurent la faiblesse de confirmer; et cet abus une fois toléré, était devenu de plus en plus fréquent. Les *Partidas*, sur ce point comme sur tous les autres, n'hésitèrent pas à sanctionner l'usurpation. Suivant ce code [2], « les rois, seigneurs,

[1] *Part.* I, tit. VI, loi 58.
[2] *Part.* I, tit. XX et XXI.

« chevaliers, marchands, laboureurs, etc., doivent « tous payer *dîme à Dieu*, tant de leurs héritages « et troupeaux que de leurs gains, soldes et salaires. » Ajoutons, toutefois, que cette loi ne fut guère observée, malgré les anathèmes dont l'appuyait l'Église, et que les Cortès réclamèrent à plusieurs reprises contre les violences exercées par le clergé pour arracher aux malheureux paysans le paiement de leurs dîmes.

Les *Partidas* s'éloignent sur une matière plus grave encore de l'esprit des lois municipales et de celui de l'antique monarchie : c'est à propos de la fameuse loi d'*amortizacion*[1] ou de mainmorte, digue impuissante opposée par les rois de Castille aux acquisitions territoriales des clercs et des nobles qui menaçaient d'enlever au fisc toutes les terres payant impôt. Une loi d'Alonzo VII, l'*Empereur*, répétée dans le *fuero viejo*, et dans la plupart des *fueros* de l'époque, défendait d'aliéner les domaines de *Behetria*, entre des mains ecclésiastiques, sans l'autorisation du roi. Une autre loi de ce prince interdisait même aux mourants de léguer à l'Église, pour le salut de leur âme, toute propriété dont l'aliénation pût porter atteinte aux revenus de la couronne, et annulait les testaments et donations faits au clergé par des laïques.

Le code d'Alonzo X se tait sur ces lois importantes, profondément enracinées pourtant dans les codes et dans les mœurs du pays ; mais il autorise l'envahissement du clergé dans les lois suivantes : « Chacun peut « donner à l'Église autant qu'il voudra de son bien, « sauf si le roi le défend [2]. L'Église hérite du patri-

[1] Voir Campomanes, *Tratado sobre de la lei de amortizacion.*

[2] *Part.* I, tit. VI, loi 55.



« moine du clerc qui n'a pas de parents jusqu'au quatrième degré [1]. Les biens du novice passent au monastère [2]. Tout lieu destiné au service de Dieu peut « hériter, ainsi que tout moine ou clerc [3]. L'homme « qui entre en religion ne peut tester, car sa fortune « appartient au couvent, s'il n'a point d'héritiers en « ligne directe [4]. » Le code, il est vrai, a soin d'ajouter [5] que « si l'Église achète ou reçoit en don une « propriété qui paie redevance au roi, elle doit acquitter cette redevance. » Mais cette timide restriction n'atténuait que bien peu la gravité de l'abus, et Alonzo lui-même, après avoir concédé le droit, fut obligé de le restreindre. Le *fuero* de Sahagun, octroyé par lui, défend aux religieux d'acquérir des terres payant impôt, et aux laïques de les leur vendre ou léguer, et permet seulement à ceux-ci le don d'une portion de leurs biens meubles pour le repos de leur âme.

Ainsi l'alliance est définitivement conclue, dans le code des *Partidas*, entre l'Église et la royauté, et elle l'est aux dépens des libertés publiques et de la couronne qui, en renonçant à ses droits les plus essentiels, s'est donné des maîtres au lieu d'alliés. Mais, en revanche, elle s'est acquis des défenseurs dévoués qu'elle retrouvera à l'heure du danger, dans ses luttes avec la noblesse. Les *fueros* municipaux lui avaient donné la bourgeoisie, les *Partidas* lui

[1] *Part.* tit. XXXI, loi 4.
[2] *Ibid.*, III, tit. II, loi 10.
[3] *Ibid.*, VI, tit. III, loi 2.
[4] *Ibid.*, tit. I, loi 17.
[5] *Part.* I, tit. VI, loi 55.

donnent le clergé, et avec lui le peuple qu'il domine, et des rangs duquel il est sorti.

Après le droit ecclésiastique, voyons maintenant le droit politique : si la première des *partidas* est consacrée à Dieu, la seconde l'est au monarque, son délégué sur la terre. La première *personne* légale dans le code, c'est le roi : aussi faut-il voir avec quel soin minutieux la loi retrace aux sujets leurs devoirs envers lui : « Il faut aimer trois choses « dans son roi : son âme d'abord, puis son corps, « puis ses œuvres. Mais ce n'est pas assez de craindre « et d'aimer son roi, il faut encore l'honorer et le « garder; il faut l'honorer en actions et en pa- « roles, mort ou vivant, ancien ou nouveau, absent « ou présent, à pied, à cheval ou en litière; le « garder en l'entourant de sa vigilance comme d'une « clef qui l'enserre, et le préserver de tout danger « et de toute faute; car, ainsi que le cœur est au mi- « lieu du corps pour donner la vie à tous ses mem- « bres, le roi doit être au milieu de son peuple comme « la vie et le cœur de l'État. » Toute offense envers le souverain, plus criminelle qu'aucune autre, doit être plus sévèrement punie : ceux qui tirent l'épée à trois milles de sa résidence perdent la main droite, sans préjudice de la pénalité ordinaire. Un officier de sa maison qui en tue un autre doit être exilé, s'il est noble, et enterré vif avec le cadavre, s'il est serf de naissance. Ceux même qui se rendent à la cour sont sous l'abri de la sauvegarde royale : le noble qui les maltraite est banni; le roturier est mis à mort.

Ainsi nous trouvons déjà autour de la royauté du XIII[e] siècle ce prestige d'inviolabilité, moitié légale,

moitié religieuse, d'où naîtra plus tard le dogme du droit divin. Si le monarque n'est pas infaillible comme le pape, du moins ses sujets doivent fermer les yeux sur ses faiblesses, et reporter sur le principe le respect que l'individu a cessé de commander. La religion, que l'auteur des *Partidas* a si largement dotée, lui vient en aide à son tour : en retour des biens matériels dont il la comble, elle lui prête son appui moral, et s'acquitte envers lui en faisant à ses sujets un article de foi de l'obéissance.

Ces principes une fois posés, la loi s'occupe de régler l'ordre de succession au trône, abandonné jusqu'ici à l'empire de la coutume. Le droit de primogéniture, absent du code gothique, est admis par les *Partidas*. « L'avantage de naître le premier, y est-il « dit, est une grande marque d'amour que Dieu donne « au fils aîné du roi ; car, en le faisant naître avant les « autres, il donne assez à entendre qu'il le préfère, et « le met avant eux pour qu'ils lui soient soumis et « le révèrent comme un père et seigneur. Cependant, « selon la coutume ancienne (les *fueros*), les pères, « ayant pitié de leurs autres fils, ne donnent pas tout « à l'aîné, et laissent à chacun d'eux une part ; mais « les hommes sages, sachant que ce partage ne pour« rait se faire dans l'héritage d'un royaume, ont dé« crété que le fils aîné succéderait seul ; que la cou« ronne descendrait toujours par la ligne directe, et « qu'à défaut d'hoirs mâles, la fille aînée du roi la « posséderait ; que si le fils aîné du monarque mou« rait avant d'en hériter, elle passerait à son fils ou « à sa fille, et qu'à défaut d'eux seulement, son frère « ou son plus proche parent s'en saisirait après lui.

« Telle est la loi, et tout ce qu'on fera contre elle sera « trahison [1]. »

On a vu, sous le règne d'Alonzo X, l'opposition que rencontra en Castille ce droit de *représentation*, repoussé par la coutume du pays, et qu'Alonzo lui-même se chargea de contredire en appelant à lui succéder son second fils Sancho, à l'exclusion des fils de son aîné défunt. Nulle question de droit public n'a été plus controversée en Espagne que cette fameuse querelle entre le droit de *représentation* et celui d'*immédiation :* le premier, personnifié dans les infants de la Cerda, le second dans l'infant don Sancho. Nous essaierons de résumer en peu de mots ce long débat. Le droit civil romain avait admis le droit de *représentation*, consacré par une loi de Justinien, qui appelle les petits-fils à succéder aux droits de leur père mort, du vivant même, et sous la puissance de l'aïeul, chef de la famille (*Novell.* 118). La loi gothique, sur ce point, reproduit la loi romaine, et établit en faveur des fils et petits-fils un préciput égal au tiers des biens du défunt.

Dans tout ceci, qu'on ne l'oublie pas, il n'est question que de la succession civile; quant à celle de la couronne, ce n'est qu'en 838 que la question apparaît dans le droit politique du moyen âge. Louis-le-Débonnaire, ce faible et malheureux roi, qui offre avec Alonzo X de si frappants rapports, enlève l'Aquitaine à ses petits-fils, héritiers naturels de Pepin Ier leur père, pour la donner à leur oncle Charles, son fils favori. En Allemagne, Othon-le-Grand, en 942, embarrassé de prononcer entre les deux

[1] *Partida* II, tit. XV, loi. 2.

principes, s'en rapporte au jugement de Dieu : il confie la querelle à deux champions qui la décident en champ clos, et la victoire demeure au défenseur du droit de *représentation*[1].

Dans l'Espagne chrétienne, la question n'est posée que sous le règne d'Alonzo X. Jusque-là, d'après la coutume du pays, le droit d'*immédiation* semblait tacitement établi en fait d'hérédité royale; toutefois, la jurisprudence n'était pas fixée encore, et nous la voyons varier constamment sous le règne même d'Alonzo X. Ainsi l'*Especulo de las leyes*, le premier de ses essais législatifs, reconnaît le droit d'*immédiation*, et appelle au trône l'oncle au détriment du neveu. Le *fuero real*, au contraire, admet dans la succession civile le droit de *représentation* en faveur des petits-fils, et reproduit la loi de Justinien. Enfin les *Partidas*[2], appliquant au droit politique ce principe du droit civil, proclament le droit de *représentation* dans l'hérédité au trône, et autorisent les prétentions des infants de la Cerda. Puis, comme si la vie d'Alonzo ne devait être qu'un tissu de contradictions, l'auteur des *Partidas*, invalidant lui-même son œuvre, finit par proclamer son second fils Sancho héritier de la couronne, au préjudice des fils de son frère défunt. Enfin, pour se donner à lui-même un dernier démenti, Alonzo, dans son testament, appelle à lui succéder les infants de la Cerda, sans en revenir toutefois au droit de *représentation*, contre lequel il a soin

[1] Ce fait curieux n'est attesté que par l'auteur espagnol du commentaire sur Mariana, édition de Valence, in-folio. Je n'en ai trouvé trace ni dans Pfister ni dans Schmidt.

[2] Marina, *Ensayo critico*, § 370, 413, 414. Ferreras, *ad ann.* 1276.

[2] Part. II, tit. xv, l. 2.

de se prononcer dans le même acte. Mais ce testament, comme la plupart des testaments de rois, ne fut pas exécuté, et le droit d'*immédiation*, plus conforme aux mœurs politiques de la Castille, domina jusqu'à la fin du xv[e] siècle, où Ysabel rétablit expressément le principe opposé, et remit en vigueur la loi des *Partidas*. C'est ainsi que l'Espagne est rentrée dans le droit commun des monarchies européennes qui toutes, sans exception, ont reconnu le droit des petits-fils à l'exclusion de leurs oncles [1].

La loi des *Partidas*, qui fixe à vingt ans la majorité des rois, ne rencontra pas moins de répulsion, et ne fut jamais admise en Castille. A la fin de la minorité d'Alonzo XI, le régent du royaume, lorsque le jeune roi eut atteint quatorze ans, dut renoncer à sa tutelle, et la coutume ici prévalut sur la loi. Plus tard encore, lorsque Enrique III fut parvenu au même âge, les cortès de Madrid fixèrent définitivement à quatorze ans l'époque de la majorité royale, et infirmèrent ainsi la loi d'Alonzo X.

Les *Partidas*, en imposant au monarque le serment de ne rien aliéner du domaine ni de l'autorité de la couronne [2], ne font que rajeunir une loi de l'empire gothique et des anciennes constitutions de Léon et de la Castille. Aux termes de l'*Especulo* [3], le nouveau roi ne pouvait même acquitter les legs du monarque défunt, s'ils portaient atteinte à l'intérêt du pays; mais

[1] Voir Covarrubias, *Practic. quæstion.*, c. XXVIII, n° 4 : Molina, *De Primogen.*, l. III, ch. 6 ; Gama, *Part.* I, *décis.* 103 ; et surtout l'excellente dissertation sur les droits des infants de la Cerda, *Append.* du tome V de la belle édition de Mariana, in-folio, Valence, 1809. J'ignore le nom de son auteur, partisan prononcé du droit d'*immédiation*.

[2] *Part.* II, tit. XV, loi 5.

[3] Liv. II, tit. XVI, loi 6.

par malheur, un autre passage du même code[1] contredit cette sage loi en permettant au roi d'aliéner par testament des villes ou châteaux de son domaine. L'avidité des grands s'autorisa de ce texte pour s'enrichir aux dépens de la royauté. Les cortès réclamèrent en vain contre ces usurpations; les rois firent aux cortès des promesses, sincères peut-être, et n'en continuèrent pas moins à dépouiller leur couronne pour enrichir des sujets ingrats. Alonzo XI en fut même réduit à légitimer ces concessions dans son *ordenamiento* d'Alcalà[2], et à déroger ouvertement au principe posé par les *Partidas*.

Une loi plus imprudente encore est celle qui attribue aux sujets le droit de « garder leur roi de toute « mauvaise action, d'abord par des conseils et re« montrances; puis, au besoin, en lui jetant à la tra« verse des obstacles pour le faire renoncer à ses « desseins. » C'est en s'appuyant sur ce texte qu'une partie de la noblesse se ligua contre le roi Juan II et son connétable Alvar de Luna, et fit couler à flots le sang castillan dans une longue guerre civile. Les cortès, gardiennes de la sécurité du royaume, réclamèrent avec énergie contre cette funeste interprétation donnée à la loi, et Juan II finit par en fixer le sens en déclarant qu'aucun texte de code ne pouvait porter atteinte à l'obéissance que des vassaux devaient à leur souverain.

La troisième *partida* est un véritable code de procédure, précédé d'homélies dans le goût de l'époque, sur l'origine et le but de la loi; elle est empruntée

[1] Liv. II, tit. Ier, loi 8.
[2] Tit. XXVII, loi 3.

presque en entier au Digeste, et parfois aux *fueros.* Sans nous perdre dans toutes ces lois de détail, donnons un rapide aperçu des bases de la procédure. Le fils, en puissance de père, ne doit pas traduire celui-ci en justice, si ce n'est pour sévices ou refus d'aliments, ou pour aliénation du patrimoine. Sorti de la puissance paternelle, le fils a le droit de citer son père, mais non au criminel; il en est de même de l'affranchi à l'égard de son patron. L'esclave ne peut se constituer partie civile : c'est au maître à plaider sa cause, puisque c'est sur lui que retombe le dommage. Le mari ne peut intenter contre sa femme d'action criminelle que pour adultère ou trahison. Le moine a titre pour soutenir en justice les droits de son couvent. Les parties peuvent appeler de la sentence aux tribunaux supérieurs ou au roi qui, dans les affaires au-dessus de 5,000 maravédis, juge en personne assisté de son conseil; si l'appelant est une veuve ou un orphelin, c'est toujours le roi qui prononce; enfin, celui même qu'il a condamné peut recourir à sa merci pour obtenir des lettres de grâce.

Les *fueros* des communes et les anciens codes, y compris ceux d'Alonzo X lui-même, étaient simples et concis : les lois, peu nombreuses, étaient connues de tous, et l'on n'avait pas besoin de légistes pour les interpréter. Jusqu'au XIIIe siècle, on ne connaissait pas en Castille les avocats de profession : les parties plaidaient elles-mêmes leur cause, sauf le mari pour sa femme, et le chef de famille pour ses dépendants, les *hommes de son pain*, comme disent les *fueros.* Aucun prélat ou *rico home* ne devait comparaître en personne devant les tribunaux de peur d'influen-

cer leur décision ; un procureur se chargeait de leur cause ainsi que de celle des malades ou absents, et l'alcalde défendait d'office les droits des veuves et des orphelins.

Mais la législation romaine, introduite en Castille par Alonzo X, amena bientôt la chicane à sa suite : les légistes qui peuplaient les chaires des universités, propagèrent avec un zèle intéressé la connaissance du droit romain; moines, clercs, laïcs, tout le monde s'adonna à cette profession lucrative; ces avocats improvisés, s'entremettant dans tous les procès, fatiguèrent les parties et les juges de leurs subtilités et de leurs lenteurs. En 1258, Alonzo X lui-même fut contraint, sur les plaintes réitérées des *concejos*, d'interdire aux parties de prendre plus d'un avocat. Celui-ci, en plaidant, devait se tenir debout, dans une position convenable, et ne pas injurier les juges ni la partie adverse. Du reste, la présence d'un avocat n'était pas obligatoire dans le débat, si ce n'est pour les pauvres auxquels l'alcalde devait en donner un d'office. Bientôt, le nombre toujours croissant de ces « allongeurs de procès » força l'auteur des *Partidas* à ériger la *avogacia* en profession régulière, et la loi [1] fixa les conditions requises pour l'exercer : 1° l'examen et l'élection par les juges et magistrats de la commune: 2° le serment prêté par l'élu de remplir fidèlement les devoirs de sa profession ; 3° l'inscription de son nom sur un registre public. Malgré ces sages précautions, le nombre des avocats alla s'augmentant sans cesse, et le préjugé populaire s'éleva partout contre eux : un grand nombre de

[1] *Partida* III, Introd. du tit. VI.

concejos se refusèrent à les admettre, et Alonzo X dut autoriser les communes récalcitrantes à s'en passer et à juger les procès suivant l'ancienne coutume.

Mais le mal n'était pas dans ceux qui interprétaient le droit, il était dans le droit lui-même. Cet entassement infini de lois auquel chaque session de cortès venait en ajouter d'autres, ces dangereuses maximes des Décrétales, entées sur les subtilités du droit romain, fournissaient à la chicane un inépuisable aliment. De là ce caractère d'incertitude et de contradiction qu'on retrouve dans toute la jurisprudence castillane du moyen âge; de là cet arrêt de proscription porté par Jayme Ier d'Aragon contre le droit romain. « Nous ordonnons que les lois romaines et go« thiques, les décrets et les Décrétales ne soient plus « reçus dans les causes séculières, mais qu'elles se « jugent suivant les *usages* de Barcelone et les *fueros* « du lieu, et à leur défaut, d'après l'équité et le droit « naturel. »

Dans cette 3e *Partida*, écrite tout entière sous l'influence des codes de l'Empire, Alonzo n'hésite pas à se prononcer contre l'absurde épreuve du duel judiciaire, et ce, pour deux raisons : « l'une, parce « que souvent, dans de telles épreuves, la vérité « se perd et le mensonge triomphe; l'autre, parce « que celui qui s'y aventure a l'air de vouloir tenter « notre Seigneur Dieu [1]. » Ajoutons que, fidèles à l'esprit de contradiction qui caractérise leur auteur, les *Partidas* autorisent plus loin ce qu'elles ont défendu, et qu'un titre entier de la *part.* VII contient

[1] *Partida* III, tit. XIV, loi 8.

les règles du défi, et un autre celles du combat judiciaire [1].

La quatrième *partida*, dénuée de toute espèce de méthode, entasse pêle-mêle les décisions, souvent opposées, du droit canonique, civil et féodal. Elle traite du mariage, de la puissance paternelle, de l'autorité des maîtres sur leurs esclaves, et des lois des fiefs. Si le mariage a été précédé de fiançailles, il doit être accompli, après l'âge voulu par la loi, quatorze ans pour l'homme, et douze pour la femme. Le père ne peut fiancer sa fille malgré elle : de part et d'autre, on doit donner des arrhes pour garantir la validité de l'engagement, que le sacrement ne fait que sanctifier. Le lien dès lors ne doit plus se rompre, pour cause de maladie ni d'infirmité, ni même pour apostasie d'un des deux conjoints. L'un d'eux ne peut prendre l'habit religieux sans l'agrément de l'autre, qui doit en ce cas faire vœu de chasteté. Le *debitum conjugale* doit être acquitté, sauf les jours de jeûne ou de fête, et l'Église peut y contraindre le réfractaire; mais le faire par concupiscence est un péché véniel, et prendre des stimulants un péché mortel. La femme suit la condition du mari : fût-elle de la plus basse extraction, si elle épouse le roi, elle devient reine; si un comte, comtesse, etc. D'après les anciennes lois des *fueros*, c'était l'époux qui dotait la femme; mais dans les *Partidas*, c'est le père qui doit doter sa fille, et la dot peut être exigée par le mari.

Les empêchements canoniques inventés par la

[1] A peu près vers la même époque, l'empereur Frédéric II, en rédigeant les *Constitutions de Sicile*, se prononçait également contre le duel judiciaire.

cour de Rome pour activer le commerce des dispenses, sont au nombre de quinze; les principaux sont : l'erreur dans la personne, la condition servile de l'un des deux époux, si l'autre l'a ignorée; l'affinité charnelle jusqu'au quatrième degré, et l'affinité spirituelle qui se contracte sur les fonts de baptême. La loi déclare *inceste* tout rapport d'un homme avec sa parente ou celle de sa femme. La parenté naturelle, ou par alliance, invalide le mariage, même après la consommation, ainsi que l'impuissance (*frigor, fria natura*), la disproportion physique, la folie, etc.

Les esclaves peuvent se marier entre eux sans le consentement du maître; ils ne doivent pas être séparés, même en cas de vente. Ils peuvent aussi épouser une personne libre, pourvu que celle-ci n'ignore pas leur condition, et si le maître consent à cette union, l'esclave devient libre de droit.

La séparation peut résulter de l'adultère ou de l'apostasie d'un des deux conjoints, mais il n'est permis à l'époux divorcé de se remarier qu'après la mort de l'autre. Le divorce causé par empêchement d'affinité ou de nature ne met pas d'obstacle à une union nouvelle. Le concubinage est autorisé par la loi, pourvu que l'homme ne soit ni marié, ni dans les ordres; mais la concubine (*barragana*) ne doit être ni esclave ni vierge, ni âgée de moins de douze ans. Cette union quasi-légale est dissoute de droit par le mariage de l'homme avec une autre femme; les fils qui naîtraient ensuite de la concubine sont réputés adultérins, et les deux complices soumis à la peine de l'adultère.

Les fils légitimes sont ceux qui naissent au sein du

mariage, leur mère eût-elle été dans l'origine une concubine ou même une esclave. Les fils naturels n'héritent pas, mais leur père peut les légitimer, et les rendre ainsi aptes à succéder, et à partager avec les enfants légitimes. Les fils naturels ne peuvent prendre les ordres, sans dispense du pape; mais ils sont ensuite admissibles à toutes les dignités de l'Église, comme à celles de l'État. Quant aux enfants adoptifs, ils sont réputés légitimes.

La puissance paternelle s'étend sur les fils nés en mariage et sur leur descendance, mais non sur les fils naturels. L'usufruit de tout ce que les fils gagnent ou dont ils héritent appartient au père; pressé par la pauvreté, il peut vendre ou mettre en gage (*empeñar*) son fils, pour acheter du pain. Le Code, pour justifier ce droit odieux, cite une ancienne loi de Castille qui permet au père assiégé de manger son fils, avant de rendre le château dont la garde lui a été confiée. Si le père meurt avant d'avoir émancipé son fils, celui-ci reste sous la puissance de l'aïeul. Ainsi la loi romaine règne ici dans toute son absurde rigueur, et l'on regrette cette sage disposition des *fueros* qui émancipait le fils, du moment où il se mariait. Toutefois, la puissance paternelle peut se perdre par son abus, ou par les crimes du père, ou par les dignités dont le fils est revêtu.

En traitant, à la fin de ce volume, de l'esclavage et de la féodalité en Castille, nous parlerons des lois des *Partidas* qui concernent la condition des esclaves et les fiefs; quant aux lois sur les contrats et obligations, prêts, donations, ventes et gages, testaments et héritages, qui composent la v[e] et vi[e] la *partida*, nous nous dispenserons de les analyser. Tous ces

titres sont copiés presque littéralement sur le Code Justinien, et les compilateurs semblent avoir pris à tâche de contredire, dans ces deux *Partidas*, les coutumes nationales et les *fueros*, la seule base naturelle pour une législation de la Castille [1].

La septième et dernière *partida* traite exclusivement des peines et châtiments : la plupart sont empruntés au code Justinien, mais les *fueros* ont fourni les titres des défis, des duels, trèves et sauvegardes, et les Décrétales [2] les lois sur les Juifs, Maures et hérétiques. Dans les idées monarchiques de cet âge, la trahison envers le roi est le plus grave de tous les délits *humains*, et sa pénalité doit venir la première. Aussi est-elle punie de la mort, de la confiscation des biens, et de l'infamie perpétuelle des enfants du défunt, qu'elle exclut à jamais de tout office ou dignité, soit dans l'État, soit dans la commune. Le trépas même n'arrête pas ici les vengeances de la loi : après la mort du coupable, on peut encore le juger, saisir son patrimoine et vouer sa mémoire à l'exécration. On retrouve, du reste, dans tout le moyen âge chrétien, cette coutume barbare de la confiscation, châtiment posthume des crimes du père sur des fils innocents.

L'infamie est aussi prononcée contre les enfants naturels non reconnus; contre les fils que leur père a maudits dans son testament; contre l'homme réprimandé par le juge, ou forcé de restituer un objet volé; contre la femme adultère, ou la veuve qui se remarie avant un an; contre les entremetteurs, les

[1] *Part.* v, tit. iv, loi 11.
[2] *Part.* vi, tit. xv, loi 3.

sodomites, les bouffons, les jongleurs et chanteurs ambulants; contre le champion à gages ou le gladiateur, le chevalier dégradé ou le soldat chassé de l'armée, le parjure, l'usurier et tous les coupables de graves délits; l'arrêt d'un tribunal d'appel ou le bon plaisir du roi peuvent seuls effacer cette tache. Celui qui contrefait le sceau et les chartes du roi, ou les bulles du pape, est puni de mort, ainsi que le faux témoin; le faux monnayeur est brûlé vif. Les autres faux, y compris celui du plébéien qui prend les armes d'un chevalier, et du laïc qui dit la messe sous des habits de prêtre, sont punis de l'exil. Si le coupable est de condition libre, ses biens passent à ses héritiers directs, ou à défaut, au roi.

L'homicide est légitime quand on tue pour défendre sa vie ou sa propriété; tout soldat peut tuer un déserteur qui passe à l'ennemi. Le meurtre prémédité d'un homme libre ou *même d'un esclave* est puni de mort. L'homicide involontaire n'entraîne aucune peine, mais des témoins doivent attester qu'il n'y avait pas inimitié du meurtrier contre le défunt. Si la mort donnée est le résultat d'une imprudence, la peine est l'exil pour cinq ans dans une île [1]. Le médecin qui cause la mort d'un homme libre, est soumis à la peine du talion; si c'est un esclave qu'il a fait périr, il doit en rendre un à son maître. L'apothicaire qui vend du poison et l'acheteur subissent la peine capitale. La femme enceinte qui se fait avorter est mise à mort, si le fruit était viable; sinon, la peine est de

[1] Cette peine est empruntée aux Codes romains : mais la Castille oubliait, en l'introduisant dans ses Codes, qu'il lui manquait des îles pour l'appliquer. C'est là, certes, un curieux exemple des préoccupations d'Alonzo X et des légistes de l'époque.

cinq ans d'exil. Celui qui fournit des armes à un insensé ou à un furieux est réputé coupable de l'homicide que l'autre commet. L'incendiaire doit être livré aux flammes.

La peine du parricide est empruntée à la loi *Pompeia*[1]. Seulement le sens de ce mot est fort étendu dans les *Partidas :* « celui ou celle qui fait périr son père, « son époux, ou un de ses ascendants ou descendants « directs, doit être fouetté publiquement, et cousu « dans un sac de cuir avec un coq, un chien, un « singe et une couleuvre, puis jeté à l'eau avec ses « complices[2]. » L'intention seule du parricide, suffisamment établie, est punie de mort comme le fait.

Le titre du vol (*de furtis*) est copié presque en entier du code Justinien. Aussi nous dispenserons-nous de l'analyser. Les peines de l'adultère, de la fornication et du rapt sont un peu moins sévères que dans la loi gothique. A mesure que la société vieillit, le délit devient plus commun, et la loi plus indulgente. La femme ne peut poursuivre son mari pour adultère[3]; le mari, ou à défaut de lui, ses parents ont droit de dénoncer celui de la femme; mais l'accusateur, s'il n'établit la preuve du crime, doit subir la peine qu'il invoquait contre elle, c'est-à-dire le fouet et la réclusion à vie dans un couvent[4]. L'époux peut

[1] *Pandect.* VII, p. 213.

[2] Le Code gothique, pour le même crime, se contente de la mort ordinaire.

[3] « Cum atque adulterium sit violatio tori alieni, consequens est ut mu« lier maritum adulterii accusare non possit. » (*Pandect.* VII, 48, § 181.)

[4] *Part.* VII, tit. XVII, loi 15. La loi *Julia* punissait l'adultère de la déportation avec perte de moitié des biens du coupable. (*Pandect.* VII, 48, § 183.) Constantin décréta la peine de mort. Justinien lui substitua la réclusion dans un couvent.

pardonner à sa femme criminelle, et la rappeler auprès de lui. Le mari qui soupçonne son épouse d'adultère doit avertir trois fois le séducteur de ne plus approcher d'elle; et s'il les trouve ensemble dans un endroit écarté, il a le droit de tuer le séducteur seulement. Dans le cas de flagrant délit, le père peut tuer sa fille et son complice, mais il doit ou les frapper ou les épargner tous les deux [1]. Les esclaves sont interrogés et soumis à la torture, en cas d'adultère commis dans la maison de leur maître; mais ils ne doivent plus, après cela, retourner en son pouvoir.

L'inceste, commis sciemment, est puni de mort, et la bigamie de cinq ans d'exil. La séduction d'une jeune fille, d'une veuve, ou d'une religieuse entraîne la confiscation de la moitié des biens du coupable, ou le fouet et l'exil s'il est d'un rang inférieur [2]; quant à l'esclave, il doit être brûlé vif. Si la femme est de condition vile, le séducteur échappe à la peine, pourvu qu'il n'ait pas usé de violence. Le viol est puni de la peine capitale, et tous les biens de l'offenseur appartiennent à la victime. Celle-ci peut lui sauver la vie en l'épousant; mais ses biens, dans ce cas, passent à ses héritiers, et non à la femme qu'il épouse. Le crime contre nature a pour châtiment la mort. Les entremetteurs (*alcahuetes*) et ceux qui tiennent une maison de débauche sont bannis. L'homme qui prostitue sa femme, ou une vierge, ou une religieuse, est condamné à la peine capitale.

[1] *Pandect.*, § 184. Voir aussi Code gothique, liv. III, tit. IV. L'adultère était puni de mort par l'*Edictum Theodorici*, § 38.

[2] *Pandect.*, § 190.

Les lois contre les magiciens, les juifs, les Maures et les hérétiques sont empreintes de toute la bigote rigueur de cet âge : les sorciers et devins sont mis à mort, et ceux qui les accueillent, exilés. Toutefois, l'astrologie est permise, comme un des sept arts libéraux, et l'on sait qu'Alonzo *le savant* était passé maître dans cette science. « On ne doit chercher « à convertir les païens que par de bonnes paroles, car « Dieu ne se paie pas d'un service que les hommes « font par crainte et par violence. » Les chrétiens qui insultent les juifs ou Maures convertis sont sévèrement punis. Le Maure qui séduit une vierge chrétienne est lapidé, et sa complice perd la moitié de ses biens; à la seconde fois, elle doit les perdre tous, et être mise à mort. Le chrétien qui se fait musulman, perd tous ses biens, qui passent à ses fils, si ceux-ci n'ont pas apostasié; et si le renégat est pris en terre chrétienne, il est exécuté sur-le-champ.

Les hérétiques ne sont pas traités avec plus d'indulgence : avant de les châtier, on doit tâcher de les ramener à la foi; s'ils se convertissent, on leur pardonne, après un châtiment sévère, et ils restent notés d'infamie; s'ils persistent, le prédicateur et ses adhérents les plus dévoués doivent être *brûlés*, les autres bannis ou jetés en prison, jusqu'à ce qu'ils se rétractent. Les biens des hérétiques passent cependant à leurs fils, si ceux-ci sont restés chrétiens. Celui qui accueille un hérétique dans sa maison la perd, et paie une amende de dix livres d'or : ainsi, le germe d'intolérance, déposé dans le code gothique, a porté ses fruits : l'inquisition est déjà tout entière dans les *Partidas!*

La torture clôt enfin ce long catalogue de peines :

le code y soumet, faute de preuves, en cas de présomption grave, l'accusé et même le témoin qui varie dans ses dépositions. Par une révoltante partialité, il en exempte les nobles et les riches, tandis que, d'après le *Forum judicum*, personne n'en est affranchi dans les causes capitales. Les mineurs, les chevaliers, les gradués en droit et en science, les membres des conseils communaux, ainsi que les femmes enceintes, en sont exempts de droit.

Nous venons d'examiner en détail l'œuvre d'Alonzo X : il nous reste, après en avoir fait l'analyse, à en faire aussi l'histoire, et à dire les motifs qui firent ajourner si longtemps sa mise en vigueur. Le code des *Partidas*, nous l'avons dit, constituait une véritable révolution dans les lois du pays : les communes, dont il tendait à abroger les *fueros*, accueillirent avec méfiance, malgré leur dévouement à la royauté, cette usurpation, menaçante pour leurs libertés. La noblesse, dont il diminuait les priviléges, se ligua avec les communes pour le repousser. La force manquait à Alonzo pour l'imposer au pays, et soumettre au frein des nobles plus habitués à dicter la loi qu'à la recevoir. D'ailleurs, en plus d'une circonstance, l'auteur des *Partidas* avait donné l'exemple de la violation des lois qu'il avait faites; à quel titre eût-il réclamé pour elles l'obéissance?

Aussi l'histoire nous laisse-t-elle dans une grande incertitude sur l'autorité réelle de ce code des *Partidas*, et l'époque où il fut adopté. Le seul fait avéré, c'est que, pendant près d'un siècle, il ne fut point reconnu comme code national. Seulement Alonzo X obligea les juges qui prêtaient serment entre ses mains à y ajouter celui de « décider leurs procès

d'après les lois de ce livre [1], et fit distribuer des copies aux principales cités de son royaume, mais sans le promulguer en Cortès. Fatigué des réclamations de ses nobles contre les *Partidas*, Alonzo X eut la faiblesse d'y céder et de leur permettre de continuer l'usage du *fuero de los hijos d'Algo*. Tolède, Léon, l'Andalousie et l'Estrémadure arrachèrent à leur tour au faible monarque la permission de se juger d'après leurs lois; enfin, Alonzo contribua lui-même à frapper son œuvre d'impuissance, en octroyant à un certain nombre de communes de nouveaux *fueros*. Chacun des États de la couronne s'obstinant ainsi à garder son ancienne législation, l'usage des *Partidas* se borna aux tribunaux du roi, qui l'adoptèrent comme le droit commun du pays.

Ce n'est qu'en 1348 qu'Alonzo XI inséra dans son fameux *Ordenamiento de Alcalá*, destiné à combler les lacunes des *fueros*, une portion des *Partidas*, comme complément à ses propres lois. Quant au reste, il en sanctionna indirectement l'usage, en décidant que tous les procès se jugeraient d'abord d'après l'*Ordenamiento*, puis d'après les *fueros* locaux et le *fuero real*, et qu'enfin à défaut de ceux-ci, on s'en référerait aux *Partidas*, placées ainsi au dernier degré de cette échelle législative. Leur autorité fut dès lors constamment reconnue, comme celle d'un code supplémentaire, et confirmée par tous les rois, depuis Enrique II, jusqu'à Philippe II. Voici à peu près dans quel ordre doit se classer l'autorité des divers corps de droit, alors en vigueur dans la Castille : au premier rang, se mettaient les lois rédigées en

[1] *Partida* III, tit. IV, loi 6.

Cortès par le roi vivant; puis les *fueros* municipaux écrits; le code gothique, que les légistes considéraient encore comme la loi générale du royaume; le *fuero de los hijos d'algo*, spécial pour la noblesse, le *fuero viejo*, à l'usage des juges communaux; le *fuero de la cour du roi*, employé dans les tribunaux de la couronne; le *fuero de las leyes*, donné à quelques villes, en guise de charte locale; l'*Especulo*, et enfin le neuvième et dernier, le code des *Partidas*, comme supplément commun à tous les autres.

Maintes fois la nation en Cortès demanda un remède à cette stérile abondance de lois [1], dont elle réclamait un abrégé succinct; les rois le promirent, mais les difficultés du temps ne leur permirent pas de tenir leur promesse. Peu à peu cependant, les légistes, dans leur culte exclusif pour l'étude du droit romain et des Décrétales, négligèrent l'étude des lois nationales, et ne reconnurent, après le Digeste et le Droit Canon, d'autre autorité que celle des *Partidas*. Les lois des Cortès furent laissées de côté comme celles des *fueros;* et les décisions des tribunaux dépendirent dès lors du caprice des juges, qui, puisant à leur gré dans ce vaste arsenal de lois, choisissaient de préférence celles qui s'éloignaient le plus de l'esprit et des mœurs du temps.

Ainsi, malgré leur tardive adoption par la Castille, les *Partidas* tiennent une place considérable dans l'histoire du droit espagnol. Pour résumer notre jugement sur elles, le code d'Alonzo X est une réaction contre la noblesse, au profit du trône et surtout de l'Église. Son autorité, respectée en fait de droit civil,

[1] Voyez aux Pièces justificatives une citation à ce sujet.

fut toujours impuissante pour fonder en Castille un droit politique; chaos législatif où se heurtent les principes les plus contraires, il a pour but de constituer le pouvoir monarchique, et il l'asservit à celui de l'Église; il veut restreindre les empiétements des nobles, et il enregistre la plupart de leurs priviléges. Mais au fond, l'œuvre des *Partidas*, dans la pensée du législateur, était dirigée contre la noblesse, et celle-ci ne s'y trompa pas; car pendant près d'un siècle, sa résistance, tantôt sourde, tantôt armée, parvint à faire ajourner leur mise en vigueur. Ce code qui représentait si bien l'Espagne avec ses deux penchants, le monarchisme et la théocratie, ne fut pas compris par elle, parce qu'il eut, comme toutes les œuvres d'Alonzo, le tort d'être trop en avant de son siècle; et ce prince, après un règne troublé, descendit au tombeau, sans avoir la consolation de se voir revivre dans son œuvre favorite.

CHAPITRE III.

PEDRO III D'ARAGON.

1276 A 1285.

Il est impossible, en rapprochant les annales de l'Aragon de celles de la Castille, de ne pas être frappé du contraste qu'elles présentent. L'énergie toute passive du Castillan, tranche avec le courage agressif de l'Aragonais, peuple aventureux comme ses rois, et mêlé comme eux à tous les grands débats du moyen âge. Peut-être, pour fonder l'avenir de la monarchie espagnole, fallait-il la réunion de ces deux éléments si divers, dont l'un a donné l'élan, et l'autre la durée; contraste fécond, qu'on retrouve au berceau de tous les grands peuples, et d'où devait naître, pour l'Espagne, ce rare et merveilleux accord d'ardeur dans l'entreprise et de persistance dans l'exécution, qui finit par lui soumettre le Nouveau-Monde avec la moitié de l'ancien.

Le règne de Pedro III, surnommé *le Grand*, fait époque dans l'histoire d'Aragon. Jayme Ier, *el Conquistador*, avait fondé la monarchie aragonaise, et achevé la conquête au dedans; il ne restait plus à son fils qu'à la porter au dehors, et à occuper dans des guerres lointaines cette ardeur turbulente que les

nobles aragonais eussent dépensée en guerres civiles. Par un scrupule que son père n'eût pas eu, Pedro se refusa à prendre le titre de roi, avant d'avoir été couronné à Saragosse, et se contenta de celui d'*infant héritier*. Bientôt les *ricos homes*, le haut clergé et les députés des villes se réunirent à Saragosse, et, le 16 novembre 1276, le roi reçut l'onction sainte des mains de l'archevêque. Mais, en même temps, le fils de Jayme protesta [1], par acte exprès, « qu'en « recevant sa couronne des mains de l'archevêque, « il n'entendait pas la tenir de l'Église de Rome, « et qu'il ne la porterait jamais ni pour elle ni contre « elle: » prédiction dont la première partie devait seule s'accomplir. Suivant l'usage d'Aragon, Pedro, déjà âgé de quarante ans, reçut l'ordre de chevalerie, et fit prêter le serment de fidélité à son fils don Alonzo, comme à son futur successeur. Puis, il s'en retourna à Valence gagner ses éperons de chevalier, en poursuivant sa guerre contre les Maures.

Montesa, où les rebelles s'étaient réfugiés au nombre de trente mille, fut la première place qu'assiégea Pedro. Après une longue résistance, les assiégés finirent par se rendre; les villes voisines imitèrent leur exemple, et les Musulmans, redoutant l'intolérance du joug chrétien, abandonnèrent pour la plupart ce riche pays de Valence, et laissèrent à Pedro un royaume privé de ses plus industrieux habitants.

La Catalogne, impatiente de la suprématie de l'Aragon, n'avait pas perdu ses souvenirs d'indépendance: elle en voulait à don Pedro de n'être pas venu

[1] Un fait bizarre, c'est qu'on ne trouve dans l'histoire aucune trace du serment que Pedro III dut prêter, lors de son couronnement, aux *fueros* du royaume, ni de celui qu'il dut en échange recevoir de ses sujets.

à Barcelone recevoir des cortès du pays la plus riche de ses trois couronnes, et confirmer à la Catalogne ses *fueros* et ses coutumes nationales. Quelques nobles Catalans, grands vassaux de la couronne, avaient mis à profit l'absence du roi, pour dévaster ses domaines. Le roi, préoccupé de soins plus pressants, négocia, en attendant qu'il pût les combattre. Ce ne fut qu'en 1280 que, tournant contre eux toutes ses forces, il les assiégea dans Balaguer, où, après une défense opiniâtre, ils furent contraints de se rendre à merci.

Pedro avait vu d'un œil d'envie son frère le roi de Mayorque posséder en toute souveraineté les îles Baléares, cette riche annexe de la couronne d'Aragon. Ce prince avait, en outre, reçu en apanage indépendant le Roussillon et la Cerdagne avec Montpellier. Pour couper court à tous les différends, il consentit enfin à tenir ces États en fief de l'Aragon, et prêta à son roi serment de fidélité; mais il garda au fond de l'âme un profond ressentiment de son injure, et la paix, rétablie en apparence entre les deux frères, couvrit mal la sourde inimitié qui les divisait.

Nous verrons dans l'histoire de Castille la part que prit Pedro III aux dissensions de ce pays, en épousant la cause des infants de la Cerda. Mais en se mêlant à cette querelle, ce prince déguisait des desseins plus profonds, et son ambition se tournait déjà vers l'Italie, où nous allons voir, pendant un siècle ou deux, émigrer l'histoire d'Aragon. Pour réaliser ces desseins, il avait à ménager les rois de France et de Castille qui surveillaient tous ses mouvements. La France, gouvernée au dedans par un prince faible et maladif, Philippe *le Hardi*, avait au dehors un représentant

plus digne d'elle dans Charles d'Anjou, comte de Provence, roi de Sicile, de Naples et de Jérusalem. Personnifiée dans cet énergique cadet de la maison de saint Louis, la France se portait alors pour héritière du pontificat et de l'empire, tous deux épuisés de leur lutte. Le moment était propice : les croisades étaient mortes avec saint Louis, mais les ambitions qu'elles avaient éveillées n'étaient pas éteintes avec elles. Déjà même, Charles, trouvant l'Italie une conquête trop facile, tournait ses regards vers l'Orient, et rêvait à s'asseoir sur le trône de Byzance. Investi depuis 1265 de la royauté de Sicile, ce beau fief de la couronne papale, le vainqueur de Manfred et de Conradin faisait payer cher au saint-siége l'appui qu'il lui avait prêté en écrasant le parti gibelin. Le pape Nicolas III, élu en 1277, osa le premier commencer la réaction contre l'influence française en Italie, et enlever à Charles ses titres de sénateur de Rome et de vicaire impérial en Lombardie. Mais pour résister à ce redoutable adversaire, il fallait au pape des alliés, et l'imprudence de Charles ne tarda pas à lui en fournir.

Étranger, assis par la violence sur le trône des Deux-Siciles, et écrasant cette île opulente sous une tyrannie fiscale et militaire à la fois, il avait soulevé contre lui de profonds ressentiments [1]. Enfin la Sicile poussée à bout trouva un vengeur dans Giovanni Procida, gentilhomme et médecin, natif de Salerne.

[1] Suivant Nicolaus Specialis, *Rerum sicular*, l. I, p. 10, ch. 2, *ap.* Marca, *Marca Hispan.*, Charles disposait arbitrairement des héritières riches ou nobles, qu'il mariait à ses partisans, et envoyait à l'échafaud ou en prison, sans forme de procès, ceux qui lui étaient suspects. Les impôts étaient si insupportables, qu'à vrai dire, Charles était maître de toutes les fortunes ; ceux qui n'étaient pas en état de payer, il les faisait conduire en prison, une chaîne au cou, et on les marquait au front avec un fer chaud, comme esclaves du roi.

Gibelin dans l'âme, Procida, après la mort du dernier de ses maîtres, avait, comme beaucoup de nobles siciliens [1], cherché un asile en Aragon auprès de Pedro III, héritier des droits du malheureux Manfred. Quêtant partout des ennemis à Charles et à la France, il essaya de gagner à sa cause le roi d'Aragon; mais l'ambition de Pedro n'était jamais pressée; pour agir, d'ailleurs, deux choses lui manquaient, de l'argent et des alliés, et Procida se mit à l'œuvre pour les trouver.

Vendant, pour subvenir aux frais de ses voyages, les fiefs que le roi lui avait donnés, il part pour Constantinople sous un habit de moine. Introduit près de l'empereur, Michel Paléologue, il lui montre Charles prêt à envahir ses États, la Sicile opprimée attendant l'heure de la révolte, le pape secrètement aliéné de la France, enfin le roi d'Aragon prêt à donner à l'entreprise un chef, une flotte et une armée si on veut les lui acheter. L'empereur, effrayé de cette persévérante ambition de la France qui, depuis les croisades, avait toujours aspiré à dominer en Orient, signe un traité avec le roi d'Aragon, lui fait demander pour son fils la main d'une de ses filles, et achète son alliance 30 mille onces d'or. Ce premier succès obtenu, Procida passe en Sicile et persuade aux nobles d'offrir à Pedro III la couronne, s'il veut venir la prendre. De là il s'abouche avec le pape, qu'il trouve hésitant entre sa crainte de la France et ses ressentiments contre Charles; Nicolas cède à la fin, gagné par l'éloquence de Procida, ou par l'or de Paléologue. Il signe le traité et envoie un

[1] Voir aux Pièces justificatives.

de ses nonces proposer au roi d'Aragon la royauté de Sicile en fief du saint-siége.

Toutes ces négociations avaient duré de 1277 à 1280. Pendant cet intervalle, le secret, confié à tant de personnes, avait été gardé avec une rare discrétion. Le roi d'Aragon se préparait à la lutte en rétablissant l'ordre dans son royaume, en resserrant ses alliances avec la Castille et le Portugal, en réunissant sans bruit des provisions, des armes, des vaisseaux. Procida, qu'on trouve partout à cette époque, retourne à Constantinople pour chercher des subsides, puis en Castille pour réclamer l'appui d'Alonzo X contre le roi de France, qui, maître de la Navarre par la tutelle de Jeanne, gardait avec soin cette porte toujours ouverte pour entrer dans la Péninsule.

Mais, avec la mort du pape Nicolas III, la scène change tout d'un coup : l'ascendant de Charles se relève plus puissant que jamais. Maître du conclave, il fait jeter en prison les cardinaux qui lui résistent, dicte aux autres l'élection de Simon de Brie, sa créature (1281), sous le nom de Martin IV, et la politique du saint-siége change encore une fois. Aux envoyés aragonais qui viennent sonder ses dispositions, le nouveau pape fait répondre : « que si le roi d'Aragon « veut obtenir quelque chose de lui, il faut qu'il « commence par lui payer son tribut de vasselage, « ou qu'il ne touchera pas les dîmes pour la guerre « sainte. » Les Siciliens, qui accourent implorer l'appui du saint-père, ne sont pas plus heureux, et Charles fait jeter en prison leurs députés.

Pedro cependant, avec une dissimulation toute italienne, amusait la cour de Rome par des ambassades réitérées. En même temps il armait sur les

côtes de Catalogne une flotte puissante, dans le but apparent de soutenir l'Emir de Tunis contre son frère; mais la grandeur de l'armement cadrait si peu avec l'exiguité du motif, que nul ne fut dupe des protestations du roi d'Aragon. Un nouvel envoyé de Pedro à Rome fut éconduit, avec mission de redire à son maître « qu'on voyait clair dans toutes ses affaires, « et qu'on savait fort bien où se dirigerait son expé- « dition. » Le roi de France, partageant les inquiétudes du saint-père, fit demander à Pedro des explications; mais le rusé Aragonais parvint à endormir ses soupçons, et réussit même à arracher à Philippe un subside de 40 mille livres pour l'aider dans sa prétendue croisade, empruntant ainsi à ses ennemis de l'argent pour leur faire la guerre.

« Le monde entier, dit Muntaner, était à se deman- « der le vol que prendrait le roi d'Aragon avec des « ailes aussi étendues. » Jayme de Mayorque, frère du roi d'Aragon, secrètement vendu à la France, étant venu offrir ses services à Pedro, et le prier de lui confier le vrai but de son expédition, « si ma main « gauche, répondit ce dernier, savait le secret de ma « droite, je me la couperais sur-le-champ. » Le roi de France, trop tard éclairé sur le but de cet armement, envoya prévenir son oncle de faire bonne garde sur ses côtes; mais l'orgueilleuse confiance de Charles dans sa fortune l'aveugla sur le danger; il répondit dédaigneusement « qu'il connaissait la « fausseté et la déloyauté de Pierre d'Aragon, mais « qu'il ne se souciait pas de si chétif royaume et de « prince si mendiant [1] ».

[1] *Cron. Sicil. della cospirazione di Procida*, p. 291. Ricard. Malaspini,

Enfin Pedro, après avoir pourvu à l'administration de ses États et désigné pour son successeur son fils aîné don Alonzo, se décida à partir. Le 3 juin 1282, la flotte aragonaise, composée de cent cinquante voiles, quitta les côtes de Catalogne. Parmi la foule de volontaires qui s'étaient offerts, le roi n'avait choisi que l'élite de ses Almogavares [1] au nombre de quinze mille fantassins et archers, plus un millier de chevaliers des plus nobles de l'Aragon, où leur sort était envié de tous ceux qui restaient. Ce fut à Colla, petit port entre Bone et Bougie, que Pedro se dirigea, pour tromper la chrétienté qui avait les yeux fixés sur lui. S'il avait voulu profiter de la terreur que son arrivée répandit en Afrique, l'Emirat de Tunis était conquis dans une seule bataille; mais l'Afrique n'était pour lui qu'une étape sur la route de Sicile. Se fortifiant dans Colla, il se contenta de

p. 208. Giov. Villani, lib. VII, cap. 60. « Pietro, come Catalano, di natura fellone... » dit ce dernier.

[1] Voici ce que dit Desclot de ces Almogavares (l. II, ch. 3) : « Ce sont gens qui, pendant la guerre, ont pour métier de porter toujours le harnais au dos, de ne pas demeurer en lieu habité, mais dans les monts et les bois et dans des embuscades, en terre de Maures, jusqu'à deux ou trois journées de la frontière. Ils ne vivent que de leur butin, et ils souffrent de telles fatigues et âpretés de vie, qu'eux seuls pourraient les supporter; car parfois ils passent deux jours sans manger, et au besoin, ils se soutiennent avec l'herbe des champs, sans nausées ni dégoût; et ils ne portent, hiver comme été, qu'une jaquette fort courte, des caleçons étroits en cuir, un *alfanje* ou épée mauresque, courte, large et de fine trempe, attachée par une forte courroie; leur pique ou lance courte, deux dards et une sacoche sur les épaules, où ils ont du pain pour deux jours, de l'amadou et une pierre à feu. Ils sont très-légers à la fuite ou à la poursuite, comme presque tous les montagnards d'Aragon ou de Catalogne; ceux qu'on appelle *golfines* sont Catalans, ou Galiciens, ou Castillans, et ce sont pour la plupart des hidalgos qui, n'ayant pas assez pour vivre comme tels ou qui, ayant joué ou dépensé ce qu'ils avaient, ou ayant dû s'expatrier pour quelque délit, prennent les armes pour ne savoir autre manière de vivre, et se mettent sur la frontière à rançonner Maures et chrétiens. Le roi de Castille n'a jamais pu les réduire. »

repousser les attaques des Maures, résolu d'attendre la fortune au lieu de courir après elle.

Les choses, en attendant, avaient marché depuis quelques mois, et la Sicile, lasse d'attendre le résultat des indécisions de Pedro et des trames de Procida, avait déjà secoué le joug des Français. Le lundi de Pâques, 30 mars 1282, les habitants de Palerme se rendaient à l'église pour assister aux vêpres. Charles, soit insulte, soit défiance, avait défendu aux Siciliens de porter des armes, et les Français, seuls armés, se rendaient à la fête pêle-mêle avec eux. Un Provençal, nommé Drouet, s'approche d'un nobleItalien qui passait avec son épouse ; sa brutale convoitise est excitée par la beauté de la jeune femme, et feignant de s'assurer si elle ne porte pas d'armes sous sa robe, il outrage grossièrement sa pudeur. Un cri d'indignation s'élève dans la foule : un jeune homme, dont l'histoire aurait dû conserver le nom, saisit l'épée de Drouet et la lui plonge dans le sein. Aussitôt, non pas comme on l'a dit, au premier coup de la cloche de vêpres, mais sans plan arrêté, sans signal convenu, par un irrésistible élan de la fureur populaire, le cri de *mort aux Français* retentit d'un bout de la ville à l'autre. Les victimes sont là, par groupes épars, sans défense contre un peuple furieux; leur costume, leur accent les désignent aux coups [1]; les femmes, les enfants ne sont pas même épargnés, et malheur à la vierge sicilienne qui, mariée à un Français, a mêlé son sang à ce sang détesté; est-elle enceinte, on fouille ses

[1] La tradition veut que pour reconnaître les Français, on leur ait fait prononcer, l'épée sur la gorge, le mot *ciceri*, comme naguère chez les Hébreux le mot *shibbolet*, et la moindre hésitation dans la prononciation, le grasseyement, l'erreur d'accent étaient pour ces malheureux un signal de mort.

flancs avec le fer pour y chercher une victime de plus.

Quatre mille Français périrent dans cette journée et dans la nuit qui la suivit. Le vice-roi, surpris dans son palais, fut épargné par un caprice du peuple. Telle était la terreur qu'inspirait Charles qu'il fallut à la Sicile un mois pour se décider à suivre l'exemple de Palerme. Peu à peu, d'un bout du royaume à l'autre, les Français furent massacrés ou chassés des villes qu'ils occupaient; Messine, où s'étaient réfugiés les débris de leur armée, se souleva la dernière; mais enfin, le 28 avril, les armoiries de France et d'Anjou sont traînées dans la boue; le vicaire royal, avec six cents hommes d'armes, est forcé de se réfugier de l'autre côté du détroit, et la dernière garnison française évacue le sol sicilien. En même temps une députation partait de Palerme pour aller inviter le roi d'Aragon à venir prendre possession de la couronne, et protéger la Sicile contre la vengeance de Charles.

Le comte d'Anjou se trouvait à Rome quand arriva la terrible nouvelle. Si hautain qu'il fût, le coup l'atterra : « Ah! sire Dieu, lui fait dire Villani, molt « m'avez offert à surmonter. » Bientôt, réunissant des troupes de tous côtés, en Italie et en France, Charles parut sous les murs de Messine. Les habitants, tremblants devant sa colère, essayèrent de le fléchir par l'entremise du légat; mais le prince irrité demandait huit cents têtes, et les Messinois ne songèrent plus qu'à vendre chèrement leur vie. Leurs murailles abattues furent relevées en trois jours; hommes, femmes, enfants, tout le monde se mit à l'ouvrage[1],

[1] Villani nous a conservé sur ce sujet une chanson de l'époque :

Deh! come gli è gran pietate
Delle donne di Messina,

et les attaques des Français furent repoussées avec un héroïque courage.

Pendant ce temps, le roi d'Aragon jouait son rôle jusqu'au bout, et envoyait demander au pape des indulgences et de l'argent pour sa croisade. Tout d'un coup les envoyés de Palerme arrivent à Colla vêtus de deuil, sur un vaisseau aux voiles et aux enseignes noires. « Seigneur, merci, s'écrient-ils en se jetant « à ses pieds, nous sommes de la terre orpheline « de Sicile, abandonnés de Dieu et de toute puis- « sance d'ici-bas! Chétifs malheureux, nous allons « périr tous si vous ne nous secourez, au nom de « la passion de notre Seigneur Jésus-Christ. » Le roi les reçut de son mieux, et se montra fort touché de leurs plaintes, les payant de belles promesses, en homme qui ne jugeait pas l'heure venue d'agir. Bientôt arrivèrent des envoyés de Messine, en deuil comme les premiers. L'armée tout entière s'émut, et réclama à grands cris le signal du départ. Le rusé Pedro, après s'être fait demander longtemps ce qu'il brûlait d'accorder, feignit enfin de voir dans tout ceci la volonté du ciel, et, malgré l'opposition d'une partie de son conseil, il donna, « au nom de Dieu et de madame sainte Marie », l'ordre de lever l'ancre. Un immense cri de joie s'éleva dans toute l'armée, et tous s'agenouillant sur le rivage, chantèrent le *Salve regina*.

Le 3 août, après une heureuse traversée, Pedro débarqua à Trapani, et mit le pied sur la terre de

Veggendole scapigliate
Portare pietra et calcina!
Iddio ii dia briga e travaglia
A chi Messina vuoi guastare!

Sicile. Reçu par ces ardentes populations avec des transports de joie, il refusa l'argent qu'on lui offrit, et ne voulut que des soldats. Puis il se mit en route pour Palerme, en ayant soin de faire passer à Messine un corps de deux mille Almogavares; les six journées de marche de Palerme à Messine, il les firent en trois jours, et ils étaient dans la ville avant que les assiégeants eussent soupçonné leur approche. En les voyant ainsi, la barbe longue, pour vêtements des haillons, pour coiffure une résille, pour chaussure un morceau de cuir attaché avec des cordes, les Messinois n'eurent pas d'abord grande confiance en leurs nouveaux défenseurs; mais bientôt ils changèrent d'avis en les voyant à l'œuvre.

Le siége continuait cependant, et malgré leur résistance désespérée, les Messinois se voyaient réduits aux dernières extrémités. De son côté, le roi d'Aragon songeait sérieusement à les secourir. Reçu à Palerme, aux acclamations du peuple[1], son premier soin, après avoir ceint dans la cathédrale la couronne de Sicile, et juré le maintien des libertés du royaume, fut d'armer les milices du pays et d'envoyer son défi au roi Charles, qu'il sommait d'évacuer la Sicile, comme lui appartenant du chef de sa femme. Il se mit ensuite en route avec toutes ses forces, après avoir confié le commandement de sa flotte à un noble calabrais, Roger dell' Oria, le plus illustre de tous ces

[1] Les dames, dit Desclot, admiraient fort sa haute taille, son maintien belliqueux et sa courtoisie. Parmi elles se distinguait la belle Machalda, épouse d'Alaymo de Lentin, l'un des principaux promoteurs de la révolte, femme si valeureuse que, durant tout le siége, elle fit le service militaire à l'égal du plus hardi capitaine, avec trente cavaliers équipés à ses frais. On peut voir, dans la chronique de Neocastro, d'amusants détails sur sa première entrevue avec don Pedro et ses inutiles efforts pour le séduire.

grands hommes de mer que Pedro avait su s'attacher, en leur laissant avec l'autorité d'un amiral la liberté d'un corsaire.

Il était temps que les secours arrivassent, car Messine allait succomber. La flotte aragonaise parut à l'horizon, et Charles, apprenant que le roi s'avançait par terre avec une armée, comprit enfin qu'il fallait céder, et donna, en frémissant de rage, le signal du départ. Les assiégeants, pressés de fuir, au milieu de la nuit, ne purent emporter que leurs armes; leurs tentes, leurs bagages, les dépouilles de la Sicile, tout fut la proie des Messinois et des Almogavares; poursuivant les fugitifs, ils taillèrent en pièces ceux qui n'avaient pu s'embarquer, et pillèrent le camp, où ils trouvèrent, dit Muntaner, « un « tel butin que Messine en fut riche à jamais, et qu'on « y maniait les florins comme des deniers. » Cent cinquante transports rassemblés par Charles, furent brûlés sous les yeux du roi de Sicile, qui assistait de l'autre côté du détroit à la ruine de toutes ses espérances [1].

Pedro, en apprenant la retraite des Français, ne pouvait croire qu'un roi valeureux, avec quatorze mille chevaux et cinquante mille fantassins, pût ainsi se retirer sans combat; regrettant de voir sa proie lui échapper, il continua sa route vers Messine, où l'enthousiasme fut encore plus grand qu'à Palerme. Les fêtes durèrent plus de quinze jours; mais

[1] Tous ces faits se trouvent racontés dans Muntaner de la manière la plus pittoresque (ch. 62 à 64). La prolixité du récit m'empêche seule de le citer. Je suis obligé de renvoyer le lecteur à l'excellente traduction qu'en a publiée M. Buchon, en le mettant toutefois en garde contre les nombreuses inexactitudes et l'exagération familière au chroniqueur aragonais, toujours porté à amplifier la gloire de son roi et de son pays.

Pedro n'était pas homme à laisser une entreprise inachevée. Il expédia une flotte de vingt-deux galères à la poursuite de Charles, qui se trouvait alors sur la côte de Calabre, si près de Messine, que d'une rive à l'autre on distinguait un homme à cheval. Redoutant une rencontre avec l'escadre aragonaise, Charles, que l'on s'étonne de trouver aussi prudent, avait dirigé sur Naples le gros de sa flotte, composé de quatre-vingts galères. Personne, ni à Messine, ni sur la flotte française, ne pouvait croire que vingt-deux galères osassent en attaquer quatre-vingts. Cette fois comme toujours, l'audace fit le succès, et la chose réussit par cela même qu'on l'avait jugée impossible. La flotte de Charles était déjà à la hauteur de Nicotena, à trente milles de Messine, lorsque, à sa grande surprise, elle vit cingler vers elle cette frêle escadre que la moitié de ses forces suffisait pour écraser. Des deux côtés, on se rangea en bataille; mais la force n'était pas là où était le nombre, et à peine en était-on venu aux mains, que les Pisans donnèrent les premiers l'exemple de la fuite; les Provençaux et les Génois les suivirent de près, et les Napolitains, abandonnés par eux, firent force de rames vers Nicotena. Alors les marins catalans, se jetant sur les fuyards, s'emparèrent de quarante-cinq galères et de cent trente transports chargés de vivres; puis, poursuivant leur succès, ils assiégèrent Nicotena, la prirent, et y massacrèrent plus de deux cents chevaliers français. Mais laissons maintenant parler Muntaner :

« S'étant remis en route, malgré la tempête, ils voguèrent toute la nuit et se trouvèrent au jour devant Messine, à la pointe du Phare. Les gens de la ville,

voyant si grand nombre de voiles, s'écrièrent : « Ah « Seigneur ! qu'est-ce cela? voici la flotte du roi « Charles, qui après s'être emparée de celle d'Aragon, « revient sur nous? » Le roi, qui se levait toujours à l'aube du jour, soit été, soit hiver, sortit du palais, à peine suivi de dix personnes. Il courut le long de la côte, où il trouva nombre d'hommes, de femmes et d'enfants au désespoir. Il les encouragea en disant : « Ne craignez rien, ce sont nos galères qui ramènent « la flotte du roi Charles, » et tous s'écriaient : « Dieu « veuille que cela soit ainsi ! » Arrivé à la fontaine d'or, le roi voyant s'approcher toutes ces voiles, poussées par le vent des montagnes, dit à part soi : « Dieu qui m'a conduit ici ne m'abandonnera pas, non « plus que ce malheureux peuple ! »

« Tandis qu'il était dans ces pensées, un vaisseau pavoisé aux armes d'Aragon vint devers le roi, et l'amiral En Cortada, débarquant, dit au roi : « Seigneur, voilà vos galères, elles vous amènent celles de vos ennemis. Nicotena est prise, brûlée et détruite, et il y a péri plus de deux cents chevaliers français. » A ces mots, le roi descendit de cheval et s'agenouilla pour rendre grâces à Dieu, et tout le monde suivit son exemple. Les vingt-deux galères s'approchèrent remorquant chacune après elle plus de quinze bâtiments, et ainsi firent-elles leur entrée à Messine, pavoisées, bannières déployées, et traînant dans l'eau les enseignes ennemies. Jamais on ne vit telle allégresse : on eût dit que le ciel et la terre étaient confondus, et au milieu de tous ces cris, on entendait les louanges de Dieu et de madame sainte Marie. »

Pedro usa noblement de sa victoire : il renvoya

à Charles trois mille prisonniers, après leur avoir fait donner à chacun un sou tournois, à condition qu'ils ne serviraient jamais contre lui. De la rive de Calabre, le roi de Sicile, en mordant de rage le pommeau de son épée, put entendre les cris de joie dont les Messinois saluaient sa défaite. Jaloux de la victoire des marins catalans, les Almogavares allèrent à leur tour en Calabre attaquer le comte d'Alençon, neveu de Charles, qui venait d'arriver de France avec de nombreux renforts. Débarqués à Catane, à la pointe du jour, en un instant ils furent maîtres de la ville. Trois cents hommes d'armes, qui formaient la garde du prince, furent taillés en pièces, et le prince, après une résistance désespérée, fut massacré dans sa chambre, avec dix de ses compagnons. Le butin fut énorme, et Messine regorgea des dépouilles de cette brillante chevalerie française qui venait aux guerres d'Italie comme à un tournoi, revêtue de ses armes de parade et de ses habits de fête [1].

On a peine à s'expliquer, en présence de tant de désastres, l'inaction de Charles. Pliant sous le poids de sa mauvaise fortune, il se contenta de se fortifier dans la petite ville de Régol, s'attendant chaque jour à voir le roi d'Aragon paraître sous ses murs. Sa situation, il est vrai, était désespérée : jeté avec quelques milliers de Français sur une terre étrangère. attendant l'insurrection de la Calabre et de Naples

[1] De là les immenses richesses amassées par dell' Orla. « Et tous ceux qui le suivirent, dit Muntaner (t. I, p. 346), s'enrichirent tellement, qu'au jeu, ils ne recevaient que ceux qui avaient de l'or, ou tout au moins mille marcs d'argent. » — « Quand les Français envahirent la Catalogne, dit Desclot, les amiraux de Philippe enviaient la fortune des corsaires de Barcelone. »

après celle de Sicile, sa flotte détruite, sait-on l'expédient auquel il s'arrêta? ce fut d'envoyer défier son ennemi en champ clos. Le roi d'Aragon qui, après tant de victoires, aurait pu se croire dispensé d'en appeler au jugement de Dieu, accepta le défi. On arrêta que les deux rois se rencontreraient, le 1er juin 1283, à Bordeaux, sur le territoire du roi d'Angleterre, chacun avec cent chevaliers, pour combattre à outrance, et que le vaincu abandonnerait la Sicile à l'autre; et Charles, laissant à son fils, le prince de Salerne, la lieutenance de ses États d'Italie, se mit en route pour la France.

L'ex-roi de Sicile, en passant par Rome, s'assura l'appui du saint-père: Martin IV, Français de cœur, prononça l'interdit, et prêcha la croisade contre son vassal révolté, le roi d'Aragon, qu'il déclara déchu de son trône. Il défendit tout combat en champ clos entre les deux rois, comme remettant en question ce que Dieu et le saint-père avaient jugé, annula le traité conclu, et défendit au monarque anglais, sous peine d'excommunication, de prêter aux deux champions la terre de ses États. Charles, en arrivant à Paris, n'eut pas de peine à obtenir le concours du roi de France, que la mort de son frère avait saisi de la plus vive douleur. L'ambition de Philippe était d'ailleurs excitée par la sentence du saint-père, qui, en déclarant Pedro déchu de ses couronnes, invitait le roi de France à s'en emparer. De Paris, Charles se rendit à Marseille, d'où il expédia en Sicile vingt-cinq galères, et envoya par terre en Calabre son petit-neveu le comte d'Artois, avec une nombreuse cavalerie. Puis, avec cent chevaliers, choisis parmi les plus renommés de la Provence et de l'Italie, il se

dirigea vers Bordeaux et y arriva avant le jour marqué. Il y trouva le roi de France, avec trois mille chevaliers, brûlant de venger la mort du comte d'Alençon, et prêts à courir sus au roi d'Aragon, comme à un traître et un excommunié.

Pedro, pendant ce temps, n'était pas resté inactif: avant de quitter ses nouveaux États, il promena ses armes sur toutes les côtes de la Calabre, où les Français se retirèrent partout devant lui. Pour donner aux Siciliens un gage de son dévoûment, il fit venir sa femme et ses fils qu'il leur laissa comme otages, et fit prêter serment par les Cortès de Palerme à son second fils don Jayme, son futur successeur sur le trône de Sicile. Puis, après avoir nommé grand amiral Roger dell' Oria, l'illustre marin, il s'embarqua, avec quatre galères seulement, pour la Catalogne, en promettant aux Siciliens de revenir après le combat. Reçu dans ses États avec des transports de joie, il s'occupa sur-le-champ de réunir ses cent chevaliers [1], et envoya demander au roi d'Angleterre s'il voulait lui garantir le champ clos; mais celui-ci s'y refusa, de peur d'encourir les censures de l'Église, et fit avertir sous main le roi d'Aragon des dangers qu'il allait courir.

Pedro, du reste, semble n'avoir jamais pris ce duel au sérieux. Son adversaire, en manquant à sa parole, l'avait dégagé de la sienne, et Charles, autorisé par le pape, s'il était vaincu, à ne tenir

[1] Suivant Zurita, nombre de chevaliers italiens et allemands du parti gibelin s'offrirent pour prendre part au combat. Un fils de l'Emir de Maroc s'offrit également, promettant, si le roi était vainqueur, de se faire chrétien. Mais le roi, déclinant toutes ces offres, choisit 50 chevaliers catalans, 40 aragonais et 10 valenciens.

aucune de ses promesses, ne pouvait pas exiger en conscience que son ennemi vînt, avec cent chevaliers, tenir tête à une armée. Mais à cette époque de scrupules chevaleresques, alors même qu'on manquait à l'esprit d'un traité, il fallait en accomplir la lettre : Pedro, oubliant sa prudence ordinaire, laissa à Jaca ses cent chevaliers, et partit pour Bordeaux, déguisé en écuyer, avec trois compagnons seulement, à la suite d'un marchand de chevaux qui connaissait tous les passages des montagnes. Mal vêtu, apprêtant lui-même ses aliments dans les auberges, servant à table son prétendu maître, lui tenant l'étrier quand il montait à cheval, il joua scrupuleusement durant tout le voyage son rôle de valet. Des relais avaient été disposés sur toutes les routes, et le roi, reposant à peine quelques heures, et faisant par jour trois journées de chemin, arriva sans encombre à Bordeaux, où des courriers, expédiés chaque jour, amusaient pendant ce temps les rois de France et de Sicile. Ayant mandé auprès de lui le sénéchal anglais, qui lui était dévoué, il fit dresser acte de sa comparution, et s'offrit à combattre si on pouvait lui garantir le champ clos. Descendant ensuite dans la lice, il en fit le tour la lance à la main ; puis, après avoir été dans une église remercier Dieu de l'appui qu'il lui avait prêté, il s'en retourna en Aragon par un autre chemin, sans s'arrêter jusqu'à ce qu'il eût laissé la frontière derrière lui, fier d'avoir concilié le soin de sa sûreté avec le respect pour sa parole de chevalier et de roi [1].

Le duel manqué, chacun se prépara au combat.

[1] On trouve dans Desclot (p. 128) un récit plus détaillé de cette romanesque aventure, et du danger que courut le roi à son retour près d'Albaracin, où don Juan de Lara faillit le faire prisonnier.

Charles, après avoir fait constater l'absence du roi d'Aragon, qu'il accusa hautement de lâcheté et de manque de foi, leva une armée en Provence, et marcha sur Naples, où la révolte gagnait chaque jour du terrain. Vers cette époque, sa flotte se faisait battre à l'entrée du port de Malte, par l'habile et brave dell' Oria, avec perte de dix-neuf galères et huit cents prisonniers (juin 1284)[1]. Enhardi par ce succès, qui lui valut la conquête de Malte, l'amiral aragonais, après avoir ravagé les côtes de la Calabre, vint croiser en vue de Naples où se trouvait le prince de Salerne, fils et lieutenant du roi Charles. Les Napolitains, en voyant l'ennemi, songeaient déjà à s'enfuir, suivant leur coutume; mais le jeune prince, emporté par son courage, et malgré les ordres de son père, se jeta sur un vaisseau, et tout le monde finit par le suivre. Les deux flottes, égales en nombre, furent bientôt en présence; mais dell' Oria, par une feinte retraite, attira le prince à quelques lieues de la côte : puis, se retournant brusquement, il attaqua l'ennemi déconcerté, lui prit ou coula bas trente galères, et mit le reste en fuite. Le prince, après s'être vaillamment défendu, fut fait prisonnier[2]. Les îles de Capri et d'Ischia, qui commandent l'entrée de la baie de Naples, se rendirent également. Le royal captif fut ramené à Messine où un

[1] Voir pour les détails Muntaner (t. I, p. 232), et Desclot (p. 138).

[2] Villani raconte que les gens de Sorrente étant venus à bord de l'amiral pour le féliciter, prirent pour lui le prince prisonnier, et lui offrirent une poignée de pièces d'or et des figues, en lui disant : « Plaise à Monseigneur Dieu que, comme vous avez pris le fils, vous eussiez pris le père! — Par le saint Dieu! s'écria le prince; voilà des gens bien fidèles à Monseigneur le roi! » (l. VII, ch. 92.)

Desclot (p. 148 à 152) contient un récit très-animé de cette bataille. Voir aussi Muntaner (t. I).

tribunal le condamna à subir le même supplice que son père avait infligé au jeune Conradin; mais la reine et l'infant Jayme lui firent grâce de la vie. Quant aux prisonniers, les Messinois, dans un premier transport de colère, en avaient massacré une partie; le roi d'Aragon, dont la clémence contraste vivement avec les cruautés de Charles, fit remettre le reste en liberté sans rançon. De là passant en Calabre, l'infant poursuivit la conquête de ce pays; ses opérations, appuyées par une flotte victorieuse, furent partout couronnées de succès, et Naples seul resta au pouvoir des Français.

Le lendemain même de la défaite de sa flotte, Charles débarqua à Gaëte avec soixante galères et deux mille chevaliers. Quand il apprit la capture de son fils, la colère l'emporta sur le regret : « Que n'est-il mort, s'écria-t-il, puisqu'il a failli à notre commandement! » Aigri par l'adversité, il essaya de raffermir par les supplices la foi chancelante des Napolitains. Mais, abattu par une série de revers sans exemple, il s'épuisa en vains préparatifs de vengeance, et usa ainsi le reste de ses forces que dévorait une rage impuissante. Il mourut enfin le 7 janvier 1285, avec tout l'appareil extérieur de la piété, en se vantant sur son lit de mort de n'avoir conquis la Sicile que pour la plus grande gloire de Dieu et du saint-siége.

Nous avons laissé le roi d'Aragon s'apprêtant à repousser les attaques de la France. L'orage, en effet, s'amassait contre lui avec une lenteur menaçante. Pendant que le roi Philippe, appuyé sur la bulle du pape, appelait la France aux armes, son plus jeune fils, Charles de Valois, était passé à Rome pour y

recevoir l'investiture de la couronne d'Aragon, que le saint-siége lui offrait à de dures conditions de vasselage[1]. Charles de Valois se soumit, sur l'avis des barons et du haut clergé de France, et reçut en grande pompe cette couronne, plus facile à donner qu'à prendre; il revint ensuite en France s'occuper de mettre à exécution contre le roi d'Aragon la sentence du saint-siége. Philippe III, après avoir été prendre l'oriflamme à Saint-Denis, se mit en marche, le 26 mars, à la tête d'une brillante escorte, et, le 19 avril, il se trouvait à Toulouse, où accoururent en foule les croisés du midi de la France. L'enthousiasme était grand pour cette croisade plus facile que celles de Palestine : les populations, à défaut d'armes, prenaient des pierres qu'elles jetaient devant le roi, en parodiant le mot de l'Évangile : « Je jette cette pierre « contre Pierre « d'Aragon. » L'armée de Philippe se composait de vingt mille chevaux et quatre-vingt

[1] Voici ces conditions, où l'on reconnaîtra l'esprit prévoyant de la cour de Rome : « Le nouveau roi d'Aragon, Catalogne et Valence, s'engageait à ne jamais séparer ses États, et à n'appeler à lui succéder qu'un de ses fils légitimes, ou une fille, à défaut d'enfants mâles. Si la couronne passait à un prince non catholique ou *non dévot à l'Église*, le saint-siége devait prendre en main l'administration du royaume durant la vie de ce prince. Si le nouveau roi mourait sans enfants, du vivant de son père Philippe, ni celui-ci ni son fils aîné, héritiers de la couronne de France, ne pourraient succéder à celle d'Aragon. Cependant, le roi Philippe pourrait donner pour roi à ce dernier pays un autre de ses fils, ou, à défaut, un de ses parents; mais de manière à ce que *la couronne d'Aragon ne pût jamais être réunie sur une même tête avec celle de France, de Castille ou d'Angleterre, et, dans ce cas, la couronne d'Aragon devait faire retour à l'Église*. Le roi s'engageait à garder à ses nouveaux sujets leurs *fueros* et franchises, en tout ce qui n'était pas contraire aux sacrés canons; à ne faire paix ni trêve avec le roi don Pedro ou ses fils sans le consentement du saint-siége; à faire au pape et à ses successeurs serment de fidélité, la première année de son règne, et à payer un tribut annuel de 500 livres tournois, etc. »

mille fantassins[1], et une flotte de cent quarante galères, pisanes, génoises ou calabraises, devait suivre tous ses mouvements.

Quant au roi d'Aragon, les dangers qui l'entouraient semblaient avoir doublé son activité, sans lui rien faire perdre de sa prudence : pendant qu'il faisait défier le roi de France en combat singulier, et harcelait le saint-siége de ses ambassades, il s'assurait l'alliance du nouveau roi de Castille, Sancho; il réclamait le secours du roi d'Angleterre qui, embarrassé entre deux rois ses alliés, s'obstinait à garder une prudente neutralité; enfin, allant chercher jusqu'au fond de l'Allemagne l'appui du parti gibelin, il concluait avec l'empereur Rodolphe une alliance fondée sur de communs intérêts.

Pendant ce temps, la situation intérieure de l'Aragon était menaçante : l'esprit de révolte de la noblesse et les germes de discorde que Pedro avait su étouffer couvaient encore, toujours prêts à se rallumer. Les énormes dépenses de la guerre de Sicile aggravaient encore ces mécontentements, en alourdissant pour le peuple le poids des impôts. Ces populations habituées à la guerre contre les infidèles, où le butin indemnisait du danger, voyaient à regret les forces de l'Aragon se consumer dans une guerre lointaine. L'optimisme de Muntaner essaie en vain de nous cacher le peu de sympathie qu'avait excité en Aragon la conquête de la Sicile, toujours menacée par Charles. Le peuple, avec son bon sens grossier, jugeait la gloire de son roi par ce qu'elle lui coûtait, et s'alarmait de

[1] Ce sont les chiffres de Villani. Desclot, plus libéral, les porte à 150,000 fantassins, outre 50,000 hommes attachés aux bagages, et 17,000 archers.

cette ligue formidable des rois de France, de Sicile, et du pape contre le roi d'Aragon, réduit à la douteuse amitié de la Castille et de l'Angleterre. La sentence d'interdit, prononcée en 1283 contre Pedro et ses sujets, semblait bien dure à un peuple qui avait joui pendant des siècles de la faveur toute spéciale du saint-siége. Les Aragonais, d'ailleurs, se plaignaient, non sans raison, de la préférence marquée de don Pedro pour les Catalans, plus faciles à gouverner. Ils redoutaient l'humeur guerrière de leur roi, et son penchant à s'entourer de soldats, voisinage toujours redoutable pour une constitution. La noblesse, fière de ses antiques priviléges, ne pouvait pardonner à Pedro le peu de cas qu'il en faisait, et le silence qu'il gardait sur toutes ses entreprises, en jetant le pays, sans le consulter, dans des guerres dispendieuses. Enfin l'invasion française, de plus en plus menaçante, semait encore l'inquiétude dans un pays plus habitué à attaquer qu'à se défendre, et que, depuis l'expulsion des Maures, le pied de l'étranger n'avait pas foulé.

Tous ces mécontentements éclatèrent aux Cortès de Tarragone, en septembre 1283. Les *ricos homes* s'unirent aux députés des villes pour exposer au roi leurs griefs, et le conjurer de vouloir bien désormais faire part de ses desseins à ses fidèles sujets. Mais le roi répondit fièrement que « jusqu'ici il avait fait ses « affaires tout seul, sans avoir besoin du conseil de « personne, et que, s'il en avait besoin, il saurait bien « le demander; enfin, qu'il s'agissait pour le moment « de repousser les Français, et non d'autre chose; et « que, la guerre une fois finie, il verrait ce qu'il au- « rait à faire. »

Cette réponse hautaine augmenta l'irritation des esprits; les mécontents, voyant qu'on leur refusait justice, résolurent de se la faire eux-mêmes : poussés à bout par les exactions des juifs, percepteurs de ses impôts, las de voir des juges, étrangers à l'Aragon, empiéter sur les *fueros* des villes et sur les juridictions seigneuriales, ils eurent recours à un remède non moins violent que le mal : nobles et bourgeois, tous se liguèrent par une *Union* solennelle pour la défense de leurs *fueros;* par cet acte, ils s'engageaient « à poursuivre en commun le redressement de leurs griefs, sauf la fidélité qu'ils devaient au roi; à procéder par la force contre ceux qui refuseraient d'accéder à leur confédération; à se défendre l'un l'autre, dans leurs personnes et dans leurs biens, si le roi ou ses officiers y portaient atteinte, sans arrêt du *Justiza* d'Aragon, se tenant en ce cas pour déliés de leur serment envers le monarque, et se réservant de s'unir à l'infant Alonzo, héritier de la couronne, pour chasser don Pedro du royaume. »

Constituer en face de la royauté une ligue aussi redoutable, c'était organiser la révolte sur un pied légal, et l'injure était plus poignante encore pour un roi victorieux. Aussi Pedro prorogea-t-il brusquement à Saragosse ces Cortès rebelles[1], en promettant d'examiner leurs griefs. Mais transportées au sein de la capitale, les Cortès firent entendre des réclamations plus énergiques encore : elles protestè-

[1] Tous ces détails sur les disputes de Pedro III avec ses Cortès, nous sont donnés par Zurita, qui a puisé à des sources aujourd'hui perdues. S'il fallait en croire Muntaner, rien au contraire n'aurait troublé la touchante union de Pedro et de ses Cortès. Quant à Desclot, historien chevaleresque comme Muntaner, il a à peine quelques lignes sur ce sujet.

rent contre les impôts illégaux du *bovage* et de la *quinta* [1], et insistèrent sur le maintien des prérogatives du *Justiza*, gardien des libertés de l'Aragon. *Ricos homes*, chevaliers et bourgeois, chacun rivalisa de zèle pour soutenir les droits du pays. Devant ce formidable concert, Pedro, menacé à la fois de la guerre civile et de la guerre étrangère, comprit enfin qu'il fallait céder. Les confédérés ayant rédigé la liste de leurs griefs, don Pedro leur donna satisfaction dans un acte connu sous le nom de *Privilegio general*, véritable *magna charta* de l'Aragon [2]. Voici, du reste, les principales stipulations de ce pacte arraché, non pas à un roi avili comme Jean *sans Terre*, mais à un prince fier et belliqueux, par des révoltés à genoux, ainsi que les représente le grand sceau de l'*Union* [3].

« Le roi, après s'être engagé à respecter tous les *fueros* d'Aragon et de Valence, promet qu'aucune poursuite judiciaire n'aura lieu d'office contre un sujet aragonais, sans la requête de la partie civile. Le *Justiza*, aidé d'un conseil de *ricos homes*, *mesnaderos*, chevaliers, *infanzones* [4], bourgeois et députés des villes, prononcera sur tous les procès, aux termes des

[1] Je traiterai plus loin des impôts dans un chapitre spécial, à la fin des Institutions de l'Aragon.

[2] « Base de liberté civile, ajoute l'Anglais Hallam, peut-être plus satisfaisante encore que la nôtre » (t. II, p. 68).

[3] Ce sceau, dont on peut voir le dessin dans Blancas, représente le roi assis sur son trône, et les confédérés agenouillés devant lui dans une attitude suppliante pour dénoter leur loyauté. Mais au fond on découvre un camp et de longues lignes de lances, destinées à appuyer leur humble requête. La légende est *Signum Unionis Aragon*. Hallam compare avec raison cet hypocrite respect pour un roi à qui ils faisaient la guerre au langage tenu par le *long Parlement* avant que le parti presbytérien fût renversé.

[4] J'expliquerai plus loin le sens de ces noms de divers membres de la noblesse inférieure.

fueros d'Aragon; tous les biens confisqués sous les deux derniers règnes seront restitués; des représentants de tous les ordres de l'État siégeront dans les conseils du roi, et décideront avec lui de la guerre ou de la paix, et des intérêts généraux du pays; chacun des trois royaumes d'Aragon n'aura que des juges indigènes; toute juridiction royale haute et basse sera proscrite, hors des domaines royaux; toutes les villes du domaine royal, autrefois données en fief à des *ricos homes*, leur seront concédées de nouveau; aucun fief ne sera retiré par le roi à un *rico home* sans jugement du *Justiza* et de son conseil; tout *rico home* qui voudra, *pour quelque raison que ce soit*, se quitter du service du roi, pourra, en partant, lui recommander sa femme, ses filles, ses vassaux et ses biens. Les *ricos homes*, pour les fiefs qu'ils tiennent du roi, ne seront pas astreints à le servir hors du royaume ni au delà de la mer; aucun péage nouveau ne sera établi, et toutes les prohibitions de sortie pour les denrées seront abolies, ainsi que l'impôt sur le sel et la *quinta*. Celui du *monedage* sera perçu sur les vassaux des *ricos homes*, non pas au profit du roi, mais au profit du seigneur du fief. Enfin les cortès générales d'Aragon s'assembleront une fois chaque année à Saragosse, et les membres de l'*Union* se réservent en outre de présenter au roi, en temps et lieux, les autres demandes qu'ils pourraient avoir à lui faire [1].

Tel est cet acte célèbre d'où datent les libertés de l'Aragon. C'est avec une sympathie mêlée de sur-

[1] On trouvera le texte du *Privilegio* dans les *fueros de Aragon*, *Saragoza*, 1624, in-folio, p. 7; et le même, avec les réserves et protestations du roi, p. 9 *bis*.

prise qu'on voit poindre, au milieu des ténèbres du moyen âge, ces premières notions de droit public. Comme ces lois éternelles qui régissent le monde physique, et qu'une fois découvertes, l'humanité s'étonne d'avoir ignorées si longtemps, il nous semble impossible, à nous qui ne possédons ces droits que d'hier, qu'un État ait jamais pu exister sans eux. Mais qu'on ne s'y trompe pas, le *Privilegio general*, malgré sa date de 1283, est moins une charte nouvelle que la confirmation de coutumes et de priviléges déjà anciens dans le pays; à chaque ligne, le roi y parle des franchises dont ses fidèles sujets ont été dépouillés, et s'engage à les respecter à l'avenir. Base de la constitution de l'Aragon, et résumé de ses antiques *fueros*, le *Privilegio* a été conquis pied à pied par les *ricos homes*, comme la *magna charta*, son aînée d'un demi-siècle, l'a été par les barons anglais. Qu'importe après cela que des arrière-pensées égoïstes se soient mêlées à cette grande œuvre, et que les nobles des deux contrées aient surtout songé à leurs franchises, en stipulant pour celles du pays? L'accord de la noblesse et des communes a fondé les libertés des deux peuples, tandis que, faute d'un semblable accord, la constitution de la Castille, plus démocratique au fond que celle de l'Aragon, a péri dans les orages où la royauté elle-même a failli s'engloutir.

Du reste, en comparant la *magna charta* d'Angleterre avec celle de l'Aragon, on est frappé du rapport entre le caractère et les institutions des deux peuples : les libertés publiques, municipales et privées, n'y marchent qu'à l'ombre des priviléges nobiliaires; les franchises, garanties par les deux chartes, ne sont

pas considérées comme une conquête, mais comme une restitution, là des vieilles et saintes lois d'Édouard le Confesseur, ici des antiques *fueros* d'Aragon. Des deux parts, ce qui est nouveau, ce qui est inouï, ce n'est pas la liberté, c'est le pouvoir absolu [1]. Les deux peuples ne proclament pas leurs droits comme une découverte qu'ils ont faite, mais ils les *retrouvent*, comme chose qui est à eux, et qui n'a pas cessé d'exister. L'inviolabilité du citoyen devant la loi, l'*habeas corpus*, s'établit en même temps que l'indépendance de la nation devant le monarque; le droit privé se fonde avec le droit politique, et les souverains, cédant à la nécessité ou à la force, confirment à chaque règne ces bases de toute constitution libre. Les deux peuples, enfin, ne se fiant qu'à eux-mêmes du soin de garder leurs franchises, établissent des *conservateurs*, sentinelles publiques chargées de veiller sur ce trésor toujours menacé [2].

Les Valenciens, séduits par l'exemple des Aragonais, réclamèrent à leur tour, en vertu d'un privilége concédé par Jayme Ier, le droit d'être jugés suivant le *fuero* d'Aragon, et Pedro, en voie de concessions, se rendit à leur prière. Les Cortès furent ensuite dissoutes, et le roi s'en alla à Valence, activer les préparatifs de la guerre avec la France. En octroyant à cette ville de nombreuses franchises, et en réduisant

[1] Zurita a sur ce sujet quelques nobles paroles : « Chacun, dit-il, fut unanime sur ce point; les *ricos homes* et les chevaliers ne songèrent pas plus à leur prééminence et à leurs *fueros* que les communes et les ordres inférieurs; ayant tous pour assuré qu'Aragon ne tenait pas tant son existence des forces du royaume que de la liberté; la volonté de tous étant que quand celle-ci finirait, l'État finît avec elle. » (Liv. IV, ch. 38, p. 265.)

[2] Voyez, pour le côté anglais de ce parallèle, Hallam (t. II, pages 69 et suivantes).

ses impôts [1], il chercha à s'en faire un appui contre l'Aragon. Fort peu soucieux de tenir ses engagements avec l'*Union*, il força par ses menaces les Valenciens à répudier ce même *fuero* d'Aragon, qu'il venait de leur confirmer. Enfin, il enleva sous de vains prétextes la charge de *Justiza* à don Pedro de Artasona [2], dont le crime réel était d'avoir été l'un des plus actifs promoteurs de l'Union.

Les confédérés, justement inquiets, resserrèrent leur ligue, et défendirent à ses membres de servir dans les armées du roi, jusqu'à ce qu'il eût fait droit à leurs requêtes. Ils se refusèrent à payer, avant le terme fixé par la loi, l'impôt du *monedage*, et s'engagèrent par serment à ne pas accepter un fief enlevé à l'un des confédérés, sans arrêt du *Justiza*. Enfin, ils allèrent jusqu'à lever des troupes pour appuyer leurs décrets, à traiter de puissance à puissance avec les Navarrais, et à envoyer des ambassadeurs au pape pour le supplier de lever l'interdit qui pesait sur le royaume.

Pedro avait échoué en Aragon, il se retourna vers la Catalogne, où il espérait être plus heureux. Mais les Cortès de Barcelone [2], en janvier 1284, lui pré-

[1] Blancas, *Commentar.*, p. 660.

[2] Je citerai à ce propos un curieux passage de Carbonell (p. 77); passage dont je suis loin toutefois de garantir l'authenticité. « Et quoique les Catalans en ce moment fussent mal contents du roi EnPere, qui, par grande ire contre la Catalogne de ce qu'elle n'avoit pas voulu l'aider d'une forte somme par lui demandée et aussi par façons d'agir de roi trop absolu, avoit fait brûler par sa suprême volonté toutes les chartes et constitutions du pays, et tous les priviléges octroyés aux barons, nobles et communes; cependant, pour rester fidèles à leur serment, ils comparurent devant lui avec des lances sans fer et des fourreaux sans épées donnant à entendre au roi par cette muette rhétorique que leurs armes étoient leurs franchises, et que sans elles ils n'avoient plus ni force ni valeur. Et le roi, touché de leur grande humilité, leur rendit tous leurs priviléges et leur octroya tout ce qu'ils lui demandèrent. »

sentèrent aussi leurs griefs, et comme les Aragonais, les Catalans durent au besoin que l'on avait d'eux la confirmation de leurs franchises, le redressement de tous les *desafueros*, et l'abolition du *bovage* et de l'impôt du sel, qui leur étaient spécialement odieux. Les Catalans avaient, du reste, des droits tout spéciaux à la reconnaissance de don Pedro, car c'était à eux qu'il devait la conquête de la Sicile. Aussi, en retour de toutes ces concessions, lui prêtèrent-ils le plus énergique appui dans sa guerre contre la France; et le clergé lui-même, malgré l'embarras qu'il éprouvait à prendre parti dans une querelle où son chef temporel était d'un côté, et son chef spirituel de l'autre, témoigna à don Pedro, en mettant à sa disposition les revenus de l'Église, tout l'intérêt qu'il portait à sa cause.

Les Cortès d'Aragon, réunies de nouveau à Huesca, en mars 1285, insistèrent auprès du roi pour obtenir le redressement de leurs griefs. Le roi, au fond du cœur, désirait un rapprochement: aussi, après de longs débats, finit-on par arrêter que tous les différends entre le monarque et ses sujets seraient jugés, aux termes des *fueros*, par le *Justiza* et son conseil. Toutefois, malgré le désir sincère de conciliation qui animait don Pedro, les prétentions des membres de l'*Union* devinrent si exorbitantes qu'il perdit à la fin patience; réunissant les *ricos homes* et les députés des villes, il leur rappela ses longs et impuissants efforts pour rétablir la concorde, et satisfaire des mécontents dont les exigences croissaient avec ses concessions; il les conjura, au nom de l'intérêt du pays, d'ajourner tous ces débats pour tourner avec lui leurs forces contre les Français. Mais les partis ne se laissent

pas désarmer avec des prières, et cet appel à leur patriotisme ne fut pas entendu : le roi d'ailleurs avait légitimé d'avance tous les actes de l'*Union*, en reconnaissant aux sujets de ses trois royaumes le droit de s'unir sous serment pour rétablir la paix dans l'État. Aussi les Cortès assignèrent-elles au roi, comme à un sujet rebelle, un délai (*plazo*) pour se présenter devant elles. Pedro refusa de s'y rendre, et les Cortès, après avoir attendu le terme fixé, sommèrent le *Justiza* de passer outre, et de prononcer comme si le roi eût été présent. Pedro, envoyant par écrit ses réponses, fut jugé par contumace, et absous ou condamné, suivant le bon plaisir du tribunal; ainsi furent décidées plusieurs causes importantes, dans cette singulière procédure, où un roi était partie, et où un sujet était juge.

Sur ces entrefaites, une sédition grave vint à éclater à Barcelone : un simple bourgeois, Berenguer Oller, ayant échauffé les esprits de la populace en lui promettant le redressement de tous ses griefs, s'empara des revenus de la ville, refusa d'obéir aux officiers royaux, et se rendit maître de toute l'autorité publique. Bientôt, effrayé des haines soulevées contre lui, il complota, avec les hommes perdus qui l'entouraient, de mettre à mort tous les riches marchands, et de piller leurs maisons, puis de livrer la ville au roi de France. Pedro, averti à temps, accourut à Barcelone, la veille du jour de Pâques où la révolte devait éclater. Mais laissons parler Desclot, le seul qui raconte cette singulière sédition. « Oller se disposait à aller au-devant du roi, lorsqu'il apprit qu'il était arrivé, et il demeura comme pâmé en voyant ses trames ruinées. Cependant il se rendit

auprès de lui, et lui demanda sa main à baiser. Pedro lui répondit que « ce n'était pas la coutume « que des rois tels que lui, Oller, baisassent la main « d'un autre roi. » Oller, à ces mots, se troubla fort, car il connut que le prince se raillait de lui. Mais comme il était très-habile et très-dissimulé, il n'en fit rien voir, et répondit qu'il n'était roi, ni fils de roi, mais son humble sujet et vassal, tout occupé de son bien; et don Pedro, s'acheminant vers son palais, lui dit de le suivre, lui mettant, en signe de faveur, la main sur la tête, lui à cheval et Oller à pied; et arrivé au château, le roi fit fermer les portes, en ordonnant qu'on ne les ouvrît que pour les intimes d'Oller, et le lendemain le rebelle fut pendu avec sept de ses complices. »

Les immenses préparatifs du roi de France étaient terminés, et d'un moment à l'autre on pouvait s'attendre à le voir franchir les monts. A ses cent galères et à sa formidable armée, Pedro n'avait à opposer que quelques milliers d'hommes et une vingtaine de vaisseaux, car l'élite de ses flottes était encore en Sicile. Les cortès d'Aragon lui refusaient tout appui; les Catalans, malgré leur dévouement, étaient épuisés par une guerre longue et dispendieuse, et n'avaient pas même pu payer la cinquième partie des aides qu'ils s'étaient imposées. Enfin, pour comble de disgrâce, Pedro qui aurait dû avoir dans son frère, et son vassal Jayme, maître du Roussillon, une sentinelle avancée contre la France, n'avait en lui qu'un ennemi, caché sous le nom d'allié. En effet, Jayme, aigri contre son frere par la perte de Valence, et par celle de son indépendance, avait traité, sous main, avec le roi de France, en s'engageant à lui livrer

un passage pour entrer en Aragon. Malgré les instances de Pedro, Jayme s'était toujours refusé à une entrevue, et éludait toutes les demandes de secours que son frère ne cessait de lui adresser.

Justement alarmé, Pedro prit un parti énergique : partant sans bruit avec quelques compagnies d'hommes d'armes, et marchant jour et nuit, il arriva devant Perpignan avant qu'on eût même soupçonné son approche. Une porte se trouva ouverte, et le roi d'Aragon fut reçu avec empressement par les gens de la ville, las de la tyrannie de Jayme. Refusant de voir son frère qu'une maladie retenait au lit, Pedro exigea de lui la cession de toutes les places fortes du Roussillon, « qu'il saurait, dit-il, mieux « défendre que lui. » Jayme consentit à tout, en homme qui se sentait pris en faute, et qui n'était pas le plus fort; mais, se méfiant du ressentiment de son frère, il s'échappa, pendant la nuit, laissant aux mains de don Pedro ses trésors, sa femme, que celui-ci remit en liberté, et ses fils qu'il emmena en otages. Mais, sentant, avec le peu de troupes qui l'avaient suivi, l'impossibilité de garder Perpignan, le roi d'Aragon se hâta de repasser les monts, et confiant aux Aragonais le soin de garder leur frontière contre les Navarrais, il se chargea de la Catalogne, que menaçaient les armes de la France.

A peine Pedro était-il de retour de cette hardie expédition, que les bannières de Philippe se présentaient devant Perpignan. Le roi de Mayorque, n'ayant plus de ménagements à garder, livra tous ses châteaux, qui reçurent garnison française. Perpignan, Elne et Collioure donnèrent à leur roi un inutile exemple de fidélité, en essayant de fermer leurs portes

au roi de France; mais forcée de céder à des forces trop supérieures, Perpignan fut traitée en ville conquise. Cette innombrable armée s'abattit ensuite sur le Roussillon qu'elle dévasta, et s'achemina vers les Pyrénées qu'elle comptait franchir par le col de la Junquera ou de Panissars (avril 1285).[1]

Ainsi, le roi d'Aragòn se trouvait sans alliés, avec une poignée de troupes et quelques vaisseaux, pour faire face à la plus formidable invasion qui, depuis Charlemagne, eût assailli le nord de la Péninsule. Le roi de Castille, dont il espérait l'appui, lui manqua à l'heure du danger: Sancho, saisissant cette occasion de se réconcilier avec le roi de France, refusa tout secours au roi d'Aragon, sous prétèxte qu'il avait besoin de ses forces contre l'Emir de Maroc. Trahi par tout le monde, Pedro ne compta plus que sur lui-même, et il s'achemina vers les Pyrénées, pour défendre contre les Français ce rempart de monts qu'ils ont traversé tant de fois, toujours pour le repasser.

Le *puerto* de Panissars, que Philippe avait choisi pour pénétrer en Espagne, à cause du voisinage de la mer, est encore la route directe de Perpignan à Barcelone. Le roi d'Aragon se fia, pour suppléer au nombre, au courage et à l'agilité de ses montagnards, et fit occuper par eux le *puerto*, ainsi que tous les cols voisins. De grands feux allumés sur les

[1] Toute cette expédition est racontée en grand détail par Desclot, moins pittoresque il est vrai que Muntaner; suivant Desclot, l'armée d'invasion se composait de 17,600 hommes d'armes, tous de noble lignage; de 100,000 fantassins équipés de pied en cap, et de 50,000 pionniers (*gastadores*), armés seulement de bâtons, qui recevaient chacun par jour un tournois d'*argent noir* et la permission de piller. Zurita ne parle que de 18,000 cavaliers et de 60,000 piétons.

crêtes des Pyrénées trompèrent l'ennemi sur les forces des Espagnols, que grossissaient sans cesse de nouveaux renforts. D'un bout de l'Aragon à l'autre, la cloche de chaque paroisse appela aux armes cette énergique population, toujours prête à se lever pour la défense de son pays ou de ses *fueros*. Avec l'audace qui chez lui n'excluait pas la prudence, Pedro, à la tête d'un millier d'Almogavares, s'aventura même au nord des Pyrénées, jusqu'à Collioure, dont les habitants l'avaient appelé; mais l'entreprise échoua, et le roi n'échappa à la mort que grâce à la vitesse de son cheval, après avoir brûlé, pour se consoler de son échec, les navires français qui se trouvaient dans le port. Chaque nuit, les Almogavares, familiers avec tous les sentiers de la montagne, venaient attaquer l'ennemi jusque dans ses quartiers. Le roi de France, effrayé de cette petite guerre (*guerrilla*) qui lui coûtait plus d'hommes que la grande, essaya vainement de franchir le col en jetant cinquante mille hommes dans cet étroit pertuis; mais les Aragonais fondirent sur l'avant-garde avec tant de furie, qu'on voyait, dit Muntaner, « hommes « et chevaux rouler comme des cailloux du haut en « bas de la montagne. » Le roi de France, qui assistait au massacre de ses soldats, sans pouvoir les secourir, s'écria : « Qu'est-ce, grand Dieu? suis-je « trahi? que maudit soit celui qui m'a conseillé de « prendre ce passage! » Alors monseigneur Philippe, se retournant vers son frère Charles, « Beau frère, lui « dit-il, voyez les habitants de votre nouveau royaume, « quel bel accueil ils vous font! »

L'armée française, découragée, dut rétrograder jusqu'à Elne, où dans sa fureur elle massacra tout,

hommes, femmes et enfants, et mit à feu et à sang cette malheureuse ville [1]. Vingt jours entiers, le roi de France était resté au pied des Pyrénées, et ses troupes abattues demandaient déjà le signal de la retraite, lorsqu'un moine français, l'abbé d'Argelez, vint indiquer au roi un passage, le col de *la Manzana*, tellement difficile que l'ennemi n'y avait mis que cinquante hommes pour le garder. Philippe y envoya sur-le-champ tous les pionniers de l'armée, avec quelques milliers d'hommes pour les protéger. Les cinquante hommes qui gardaient le col furent taillés en pièces, et en quatre jours un chemin fut frayé, praticable pour les chariots. Vainement le roi d'Aragon essaya de déloger les travailleurs, les Almogavares furent repoussés, et l'armée française passa désormais sans obstacles, tandis que Pedro se repliait sur Rosas; mais l'armée et la flotte française y arrivèrent avant lui. De sa petite ville de Peralada [2], il vit déboucher en Catalogne cette immense armée, que Muntaner évalue à deux cent vingt mille hommes et, levant les yeux au ciel, il ne put que s'écrier: « Seigneur Dieu, ne m'abandonnez pas, ni moi, ni « mes peuples. »

Fidèle à la tactique qui a toujours réussi à l'Espagne contre l'invasion, le roi d'Aragon évita pru-

[1] On peut lire dans Sismondi (t. VIII, p. 363) le récit de ce massacre traduit de Guill. de Nangis, *Gesta Philip. audac.* (p. 545); voir aussi les *Chron. de Saint-Denys* (p. 112), et Giov. Villani (VII, 101, 307). « Le légat, dit Nangis, sermonna les Français en disant qu'il prenait sur lui tous les péchés qu'ils avaient faits en leur vie; mais qu'ils allassent sus aux ennemis de la chrétienté, hardiment et sans rien épargner. »

[2] Le roi ayant laissé mille Almogavares à Peralada pour la garder, ceux-ci, pour s'indemniser du butin qu'ils faisaient sur l'ennemi dans leurs courses, mirent le feu à la ville, qui fut presque toute brûlée.

demment une bataille rangée; mais harcelant sans relâche l'ennemi, il se contenta de lui tuer en détail force soldats, et de l'inquiéter à chaque pas dans sa marche. Abandonnant toutes les positions qu'il ne pouvait défendre, il ordonna aux habitants des villes ouvertes de les évacuer, pour se retirer dans les montagnes. Lui-même se replia sur Gérone avec sa petite armée, pour faire traîner la guerre, et gagner ainsi la saison des maladies, qui allaient combattre pour lui. Il renvoya dans leurs foyers les milices communales, distribua ses Almogavares dans les places fortes, et confiant au vicomte de Cardona le soin de défendre Gérone, il se retira à Barcelone, pour y attendre les événements. Le roi de France pendant ce temps s'emparait de tous les ports de la côte, et le légat du pape conférait à Charles de Valois, avec une puérile solennité, la souveraineté de la Catalogne, où il ne possédait encore que quelques bourgades. Philippe vint ensuite mettre le siége devant Gérone, après avoir vainement essayé d'ébranler la fidélité du vicomte de Cardona.

La loyauté aragonaise se réveilla enfin, en face des dangers de son souverain : les membres de l'*Union*, s'assemblant à Saragosse, en juillet 1285, ajournèrent d'un commun accord tous leurs griefs, et vinrent en masse offrir au roi leur appui. Pedro les répartit dans les villes fortifiées, d'où ils fatiguaient les Français par de continuelles escarmouches, enlevaient leurs convois, taillaient en pièces leurs éclaireurs, mais évitaient avec soin tout engagement sérieux. Le roi, partout présent, partageant fatigues et dangers avec le dernier de ses soldats, se montrait le digne fils du grand Jayme. Pendant que les hardis corsaires de Barcelone semaient la terreur sur toute la côte,

Pedro, réduit à une quinzaine de vaisseaux, en avait détaché trois pour aller en Sicile chercher l'amiral dell' Oria et ses quatre-vingts galères. Les douze autres feignirent de prendre à leur tour la route de Sicile; mais revenant sur leurs pas, ils se trouvèrent le surlendemain au matin devant Rosas. Le gros de la flotte française venait d'en sortir, et il n'y restait plus que vingt-huit galères qui, attaquées à l'improviste, et croyant avoir bon marché des douze galères catalanes, se firent battre et prendre par elles [1]. Le reste, peu éloigné de Rosas, accourut, mais trop tard pour atteindre la flotte catalane qui, traînant à sa suite douze galères prisonnières, rentra à Barcelone avec l'amiral français et bon nombre de captifs de haut rang. Des fêtes brillantes célébrèrent cette victoire, d'un si heureux présage pour la campagne qui s'ouvrait.

Le roi de France et le cardinal, dit Muntaner, ayant appris ces fâcheuses nouvelles, se tinrent pour morts : « Quels sont ces démons, dit le légat, qui « nous font si rude guerre? — Ce sont, répondit le « roi, les gens les plus dévoués à leur seigneur ; vous

[1] La victoire, suivant Muntaner, qui donne à ce sujet (ch. 130) des détails fort curieux sur la marine de l'époque, fut surtout due aux arbalétriers du pont (*ballesters de tabla*) qui, chez les Catalans, remplaçaient, en temps de guerre, le troisième banc de rameurs (*tercerols*). « Chacun d'eux, dit-il, savait au besoin fabriquer une arbalète et préparer tous les objets nécessaires pour l'armer, un dard, une flèche, une corde et un câble, et portait avec lui tous les outils nécessaires : et tout cela, les Catalans l'apprenaient à la mamelle; aussi étaient-ils les premiers arbalétriers du monde. » En outre, au moment de la bataille, on liait souvent les galères l'une à l'autre, comme le firent les Français. Muntaner recommande en outre d'attacher les rames des galères au moment de l'abordage, pour pouvoir les abattre sans les rentrer dans la galère. Enfin il est bon, ajoute-t-il, sur une flotte nombreuse, de garder une dizaine de galères avec trois rangs de rameurs, pour poursuivre l'ennemi. » Au besoin aussi, les arbalétriers prenaient la rame pour laisser reposer la chiourme.

« leur couperiez la tête avant de les faire consentir à « ce que le roi d'Aragon perdît un pouce de son « royaume, et je vous dis que vous et moi, par votre « conseil, nous avons fait une folle entreprise. » Cependant les galères prises furent bientôt armées, et la flotte catalane, au nombre de vingt-deux bâtiments, ressortit pour tenir la mer. Le roi, dont les forces allaient s'augmentant chaque jour, sortit d'Hostalrich avec cinq cents chevaux et cinq mille piétons, tous gens d'élite, et marchant toute la nuit, il se trouva le matin devant Gérone, à portée de trait de l'armée française, dont le Tet le séparait. Par une feinte retraite, il sut attirer dans la montagne un corps de cavalerie qui s'aventura à sa poursuite. Un engagement très-vif eut lieu, et don Pedro, se jetant au plus épais de la mêlée, y fit des prodiges de valeur, et tua de sa main le commandant ennemi ; mais redoutant d'être enveloppé par des forces supérieures, il laissa le champ de bataille aux Français, qui en profitèrent pour s'attribuer la victoire [1].

Le siége de Gérone continuait toujours, et l'armée française, suivant cette tactique absurde qui régnait encore à la fin du dernier siècle, consumait ses forces devant une ville de second ordre, au lieu de frapper l'ennemi au cœur en marchant sur sa capitale. Les efforts des assiégeants furent longtemps déjoués par l'opiniâtre résistance du vicomte ; mais les provisions

[1] Cette escarmouche est rapportée fort au long dans Desclot. Muntaner, avec son emphase ordinaire, attribue à son héros une victoire complète. Quant à Villani et aux chroniqueurs italiens, ils prétendent que le roi d'Aragon, vaincu et forcé de fuir, fut blessé à la figure d'un coup de lance, et qu'il mourut peu après de sa blessure ; assertion parfaitement fausse, car Pedro vécut encore trois mois et prit part à tous les événements de la guerre.

manquaient dans la ville, et les assiégés durent enfin songer à se rendre. Les souffrances, du reste, étaient égales de part et d'autre : les chaleurs de l'été avaient semé dans le camp français les germes d'un mal contagieux qui y fit d'effrayants ravages. D'énormes mouches noires, qui s'attachaient aux chevaux, en firent périr plus de vingt mille, et frappèrent les soldats d'une terreur superstitieuse. Eux-mêmes mouraient par milliers, et le roi de France, atteint de la fièvre, s'apprêtait à lever le camp, lorsqu'il fut prévenu par les assiégés. Philippe entra enfin, après un siége de deux mois et demi, dans sa nouvelle conquête, et la quitta bientôt en y laissant une forte garnison.

Mais la longue résistance de Gérone avait sauvé la Catalogne, et frappé d'impuissance cette expédition, entreprise à si grands frais. L'imprudent Philippe avait commis une faute grave en concentrant ainsi toutes ses forces sur un seul point, au lieu d'envahir l'Aragon par la Navarre en même temps que par la Catalogne, de manière à rendre toute résistance impossible. La faute était irréparable, et elle coûta à Philippe la moitié de son armée, sa gloire et enfin sa vie. Il avait fait vœu de prendre Gérone, et, ce serment une fois tenu, il crut en avoir assez fait pour racheter sa parole, et ne songea plus qu'à ramener en France ses troupes découragées.

Mais il n'était pas au bout de ses disgrâces : avant même que Gérone fût prise, Pedro d'Aragon, qui semblait avoir les vents à ses ordres, avait vu arriver de Sicile sa flotte et le brave amiral dell' Oria, qui ramenait avec lui la victoire. Après s'être concerté avec le roi à Barcelone, il marcha avec quarante-six

galères au-devant de la flotte française qui en comptait cinquante-cinq, et la rencontra près du cap de San-Felice. Le combat eut lieu pendant la nuit, et au milieu de cette confuse mêlée, les Catalans conservèrent leur supériorité accoutumée : pour redoubler la terreur de ses ennemis, dell' Oria avait fait attacher deux fanaux, l'un en tête et l'autre en proue de ses galères, ce qui semblait doubler leur nombre. Après un combat acharné, où firent merveilles les arbalétriers catalans, treize galères françaises furent prises avec cinq cents prisonniers. Quinze galères pisanes se jetèrent à la côte, où l'amiral les fit décharger et brûler, et le reste parvint à se réfugier dans le port de Rosas. Dell' Oria [1], habitué à cette terrible guerre de Sicile, où Charles d'Anjou ne faisait jamais de quartier aux prisonniers, en envoya à Barcelone deux cent soixante auxquels il avait fait crever les yeux. Puis, profitant de la terreur qui régnait dans l'escadre ennemie, il se dirigea vers Rosas, où il s'empara du reste des galères et de cent cinquante transports [2]. Ce double succès acheva d'établir la supériorité de la marine catalane et décida la retraite du roi de France.

[1] Le trait suivant fera connaître le caractère de dell' Oria : Le comte de Foix étant venu de la part du roi de France lui demander une trêve, Roger refusa durement, « quand bien même, dit-il, le roi d'Aragon le lui or- « donnerait. » Et le comte lui reprochant qu'il était bien osé de refuser trêve à un aussi redouté seigneur que le roi de France, qui pouvait mettre en mer trois cents galères : « Eh bien! moi, dit-il, j'en armerai cent, et « qu'il en vienne trois cents ou dix mille si vous voulez, aucune n'osera « m'attendre ni aller sur mer sans un sauf-conduit du roi d'Aragon; et les « poissons eux-mêmes n'oseront pas lever la tête hors de l'eau, s'ils ne por- « tent un écu aux armes d'Aragon. » Le comte de Foix sourit et n'insista plus. (Desclot, ch. 17.)

[2] Ni Desclot ni Zurita ne parlent de cette seconde victoire de la flotte d'Aragon, attestée par Muntaner et par les chroniques françaises. Voir l'*Histoire de France* de M. Henri Martin (t. V, p. 52).

Cette retraite n'était pas chose aisée, pour une armée abattue par les revers, minée par les maladies, en face d'un ennemi animé par une victoire récente. Le roi d'Aragon, avec son activité ordinaire, se porta au col de Panissars, pour couper la retraite à ce convoi de moribonds, dont pas un seul, s'il l'eût voulu, ne fût sorti du défilé. L'armée se mit en route dans le plus grand désordre, laissant après elle tous ses bagages, chacun s'estimant assez heureux s'il parvenait à sauver sa vie. En tête était le roi Philippe, porté dans une litière, sous la pluie qui tombait à flots, l'âme encore plus malade que le corps, et à côté de lui ses deux fils, le légat et la sainte oriflamme. Pour frayer le chemin à ce débris d'armée, le roi dut envoyer en avant le vicomte de Narbonne rassembler les milices du Languedoc et leur faire occuper les passages des Pyrénées. Enfin, pour comble d'humiliation, il lui fallut, suivant une relation un peu suspecte, mendier la pitié du roi qu'il était venu détrôner, et en obtenir la permission de franchir le col de Panissars. Pedro accorda le passage pour le roi et son escorte, mais sans le garantir au reste de l'armée. Monté sur une des cimes qui dominaient le col, le roi d'Aragon assista à ce spectacle, et son âme dut s'enfler d'une joie orgueilleuse, en voyant fuir devant lui l'ennemi qu'il n'avait pas même eu la peine de combattre. Le roi passa le premier avec sa famille, sa cour et quelques centaines d'hommes; Pedro, ayant défendu sous peine de la vie à ses soldats de bouger, contint à grand' peine leur impatience à la vue de cette proie qui leur échappait.

Mais quand vinrent les bagages du roi, il fut impossible de retenir l'ardeur des Almogavares. Les

chariots qui renfermaient les dépouilles de la Catalogne furent pillés, ceux qui les escortaient taillés en pièces. Les cris des combattants qu'on entendait au loin, allèrent instruire l'avant-garde du sort auquel elle venait d'échapper. Ce ne fut qu'en sortant de cette « porte d'enfer, » et lorsqu'elle aperçut le roi de Mayorque avec les milices du Roussillon, que cette poignée d'hommes, qui fut l'armée de France, se crut enfin sauvée[1]. Quant au légat, telle était sa frayeur, que se hâtant vers Perpignan, en avant de l'escorte, il acheva d'y mourir de peur au bout de quelques jours. Philippe, comme lui, y arriva mourant, non de peur, mais de chagrin d'avoir vu détruire la plus noble armée qui se fût jamais rangée autour de l'oriflamme[2]. Il expira à Perpignan, le 5 octobre : sa dernière parole fut pour supplier son fils Philippe-le-Bel, qui dans cette fatale retraite avait fait preuve d'un rare sang-froid, de pardonner à son frère Charles les maux que son ambition avait attirés sur la France[3].

Par un singulier hasard, cette même année 1285 vit périr l'un après l'autre tous les acteurs qui avaient figuré dans ce drame. Les rois de Sicile et de France

[1] Suivant Desclot, Roger dell' Orla, avec dix mille de ses marins, les attendait encore en Roussillon, de l'autre côté des monts, et leur enleva force butin.

[2] « Questa impresa fu con la maggior perdità di gente e cavalli e gran tesoro che per li tempi passati havesse havuto lo reame di Francia; e di poi lo re di Francia e li più dei baroni furono à mal agio di moneta e in debito. » Villani (l. VII, ch. 105).

[3] Gervinus (p. 133) fait une comparaison ingénieuse et vraie entre cette expédition avortée et celle de Xerxès en Grèce : il y retrouve tout; les Thermopyles, et le sentier enseigné par trahison; l'évacuation d'Athènes, et les temples brûlés; Salamine, et la retraite des Perses; il n'y manque qu'un Hérodote, et encore l'auteur allemand veut-il à toute force nous le faire voir dans Muntaner.

venaient de succomber, après avoir survécu à leur fortune; le pape Martin IV, mort le 29 mars, avait été remplacé par Honoré IV. Enfin, le roi d'Aragon vint le dernier clore cette série de royales funérailles. A peine les Français avaient-ils le pied hors de la Catalogne, qu'il résolut de punir le roi de Mayorque de leur avoir ouvert le chemin de la Catalogne. Ce prince, par la possession du Roussillon et de la Cerdagne, se trouvait tellement dans la dépendance du roi de France, que sa trahison n'était pas tout à fait sans excuse. Du reste, les dégâts commis par l'armée française dans le Roussillon avaient assez vengé don Pedro. Mais depuis longtemps il convoitait les îles Baléares, et l'occasion était propice pour réparer la faute de Jayme Ier, qui les avait détachées de la couronne d'Aragon. Les Mayorquins, Espagnols de langue et de cœur, appelaient de tous leurs vœux leur réunion à la Catalogne, et don Pedro, en l'effectuant, servait ainsi les vrais intérêts du pays.

Déjà le roi se préparait à passer à Mayorque et à déchaîner sur le roi de Castille les infants de la Cerda, pour le punir de son manque de foi, lorsque saisi d'un refroidissement, après avoir lutté contre le mal avec son énergie ordinaire, il se mit au lit pour ne plus se relever. Sentant sa fin approcher, il confirma son testament, rédigé à son départ pour l'Afrique; et en s'engageant, s'il guérissait, à aller plaider lui-même sa cause devant la cour de Rome, il obtint l'absolution de la sentence d'interdit, que leva, *in extremis*, l'archevêque de Tarragone. L'infant don Alonzo, au moment de s'embarquer pour Mayorque, ayant appris la maladie de son père, était revenu en toute hâte auprès de lui : « Infant, » lui dit le roi,

« qui vous a conseillé de venir ici? Êtes-vous un « médecin, pour me guérir? Votre présence n'est pas « nécessaire auprès de moi; partez donc sur-le-« champ, car si Dieu veut que nous mourions, « vous n'y pouvez rien, ni vous, ni personne. » Docile aux ordres de son père, l'infant lui baisa les pieds, les mains et la bouche; Pedro lui donna sa bénédiction, « et l'infant s'en alla avec la grâce de « Dieu. »

Le roi, sur son lit de mort, signa l'ordre de délivrer tous les prisonniers, sauf le prince de Salerne, et quelques autres dont la captivité importait au repos de l'État. Deux jours après, il rendit l'âme, à peine âgé de quarante-six ans, après en avoir régné neuf, emportant avec lui de grands desseins inachevés, et la gloire d'avoir doté l'Aragon d'une couronne de plus. De Jayme Ier date la puissance intérieure de cette monarchie, et de Pedro III sa gloire extérieure. Dans son règne si court, il eut le double honneur de repousser une invasion étrangère, et de donner à l'Aragon un pied en Italie. Le premier de tous ses rois, il mêla l'Espagne aux grands événements qui jusque-là s'étaient accomplis sans elle, et prépara les hautes destinées que devait réaliser, deux siècles plus tard, Fernando *le Catholique*. Le premier aussi, il osa entrer en lice avec la papauté, et prendre parti dans cette lutte que l'Empire avait entamée, que l'Aragon poursuivit, et où la France devait vaincre! Si l'on compare Pedro à son père, au courage près, on n'est frappé que des contrastes : ce n'est plus l'aveugle ardeur d'un aventurier couronné, c'est la froide prudence d'un roi, brave au besoin, mais plus souvent habile. Jusqu'ici nous avons vu,

sur le trône de Castille ou d'Aragon, des héros ou des saints, c'est la première fois que nous y voyons un homme d'État. Placé comme Alonzo X en face de vassaux rebelles, Pedro eut sur eux l'ascendant de cette ferme volonté qui remplace au besoin le génie. Peut-être mourut-il à temps pour échapper à de graves embarras; peut-être les nobles factieux, qui l'avaient si loyalement secouru à l'heure du danger, lui auraient-ils fait payer cher leur appui. Mais sa mort ajourna le débat au règne suivant, et nul revers ne vint troubler cette série de prospérités qui auraient pu lui valoir le surnom d'*Heureux*, ajouté à son surnom de *Grand* [1].

Par son testament, le roi laissait à son fils don Alonzo les royaumes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, avec la suzeraineté de Mayorque, du Roussillon et de la Cerdagne; à son second fils, don Jayme, le royaume de Sicile et toutes ses conquêtes d'Italie. En cas de mort d'Alonzo sans enfants mâles, Jayme devait lui être substitué, et si Jayme mourait le premier, aussi sans enfants, le trône de Sicile devait passer successivement aux infants don Fadrique et don Pedro. Ainsi l'enseignement des fautes de Jayme Ier n'avait pas été perdu : deux des fils du roi défunt restaient sans apanage, tandis que deux seulement s'en trouvaient pourvus, par ce judicieux partage entre les États d'Aragon et les États conquis [2].

[1] Voici le portrait que le Dante trace de Pedro III d'Aragon :

« . . . . Quei che par si membruto,
« D'ogni valor portò cinta la corda. »
(*Purgat.*, VII, 112.)

[2] Des deux filles de Pedro, l'une, Ysabel, avait épousé le roi de Portugal; l'autre, Violante, fut confiée aux soins de son frère Alonzo.

LIVRE XIII.

CHAPITRE PREMIER.

SANCHO IV, ROI DE CASTILLE.[1]

1284 A 1295.

La mort d'Alonzo X venait enfin d'assurer à l'impatient Sancho cette couronne dont il s'était saisi du vivant même de son père. Le parricide était con-

[1] Les sources contemporaines pour le règne de Sancho sont peu nombreuses. La première et la plus importante est la *Cronica de don Sancho el Bravo*, imprimée à la suite de celle d'*Alonzo el Sabio*, Valladolid, 1° 1554, *Letra gotica;* 2° un sommaire chronologique, rédigé par l'Infant don Juan Manuel, arrière-petit-fils de Fernando III, et publié pour la première fois dans le tome II de *l'Esp. sagr.* de Florez. Ce sommaire commence à l'an 1274 et s'arrête en 1329. Il est fort court et rédigé avec une évidente partialité. Il faut y ajouter les divers annuaires du même genre, contenus dans le tome XXIII de Florez : le *Chron. Conimbric.* (de Coïmbre), *Chron. de Cardeña, Anales Toledan*, III ; on peut aussi consulter, mais avec peu de fruit, Alonzo de Cartagena, *Anacephalosis*, ch. 85 ; Franciscus Tarapha, *de Regib. hispan.*, p. 561 ; Roder. Sanctius, *Hist. Hisp.*, liv. IV, chap. 6 et 7, tous contenus dans le tome Ier de Schottus, *Hisp. illustr.* Puis Ferreras, Mariana dont je n'ai jamais rien tiré que des phrases sonores et vides, et Zurita qui donne une large place à la Castille dans son histoire d'Aragon. Les sources arabes sont Conde et Dombay ; ce dernier, pour les Emirs de Maroc seulement. Aschbach, par malheur, n'a pas encore poussé au delà du règne de Fernando III ses travaux sur l'histoire d'Espagne.

sommé : le chagrin, plus que l'âge, avait tranché les jours du vieux roi, et légitimé l'obéissance factieuse que la Castille prêtait à son fils. Mais, par un juste châtiment du ciel, ce pouvoir, conquis par l'usurpation, se trouvait d'avance miné par elle : les nobles s'étaient fait de la révolte une habitude et un droit, et Sancho qui, pour acheter leur appui, avait dû leur abandonner toutes les prérogatives de sa future couronne, allait recueillir dans leur désobéissance le fruit et le châtiment de la sienne.

A peine relevé de sa longue maladie, l'infant se trouvait à Avila, lorsqu'il apprit la mort d'Alonzo. Après avoir célébré avec pompe les obsèques du monarque dont il avait abrégé la vie, il se hâta de quitter ses habits de deuil, et se fit proclamer héritier des royaumes de Castille, Léon, Tolède, Galice, Séville, Cordoue, Jaën et des Algarves. Passant de là à Tolède, il y reçut l'onction sainte, et fit reconnaître pour héritière de ses États l'infante Ysabel sa fille, dans le cas où il ne lui naîtrait point d'enfants mâles. « Et aussitôt, ajoute la Chronique, toutes les guerres cessèrent comme par enchantement dès que l'on sut que Sancho était roi ; » car son courage, son énergie, en contrastant avec la faiblesse de son père, promettaient au pays un digne successeur de Fernando III.

Le premier soin du nouveau monarque fut de s'assurer, dans une entrevue à Velez, l'appui de son oncle Pedro III d'Aragon. Une fois tranquille de ce côté, Sancho songea au midi, où son frère don Juan, aux termes du testament du feu roi, réclamait Séville et Badajoz pour sa part d'héritage. Mais Séville, restée fidèle au malheureux Alonzo, n'hésita pas, après sa mort, à se ranger du côté de son roi légitime ; l'infant,

abandonné de tous ses partisans, prit le parti de se soumettre; Sancho l'accueillit avec bonté, et entra à Séville au milieu des acclamations du peuple.

L'Emir de Grenade, Mohammed, l'allié de Sancho dans sa révolte, envoya renouveler avec lui ses traités, en évitant de soulever la délicate question de vasselage. Enfin l'Emir de Maroc, abou Youssouf, qui avait embrassé le parti d'Alonzo X contre son fils rebelle, envoya dire à ce dernier « qu'ayant été l'ami « du père, il ne demandait pas mieux que de l'être « aussi du fils. — Dites à votre roi, répondit Sancho, « que je me souviens encore du ravage qu'il est venu « porter dans mes États, et que je tiens d'une main « le pain et de l'autre la lance, et que celui qui vou- « dra m'ôter le pain, je lui ferai goûter du fer. »

Cette réponse équivalait à une déclaration de guerre, et les garnisons d'Algéziras et de Tarifa envahirent aussitôt le territoire chrétien. Sancho se hâta d'armer une flotte pour fermer à l'Emir l'entrée de la Péninsule, et loua d'un marchand génois douze galères armées, au prix de six mille *doblas* par mois. Réunissant ensuite ses Cortès à Séville, il en obtint quelques subsides, et passant de là en Castille, il s'occupa de rétablir l'ordre dans ce pays déchiré par les factions. Mais pendant ce temps l'Emir de Maroc, débarquant en Andalousie, vengeait sur elle les torts de son roi. Tout le pays, d'Algéziras à Ecija, fut dévasté, et abou Youssouf vint camper devant Xerès qui, abandonnée par son roi, n'en opposa pas moins une résistance désespérée.

Hâtons-nous de dire, pour expliquer l'inaction d'un prince actif et brave, en présence de tant de désastres, que, depuis le règne d'Alonzo X, l'Espagne s'était de

nouveau habituée à l'invasion. Avec cette passive résignation du fatalisme arabe qui est restée dans le sang espagnol, le paysan accoutumé, à l'approche d'une algarade ennemie, à se renfermer dans les villes, voyait d'un œil résigné son toit incendié, ses champs ravagés, et se serrait, comme son troupeau, devant l'orage qui passait. Les villes seules comptaient pour quelque chose, et le roi, après les avoir munies de vivres et de soldats, leur laissait le soin de se défendre; qu'importaient alors quelques champs dévastés, quelques villages brûlés? le laboureur qui n'avait plus rien à perdre n'en faisait qu'un meilleur soldat, et le pillage l'indemnisait de ce que le pillage lui avait enlevé.

Cependant les plaintes de l'Andalousie émurent enfin Sancho : réunissant à Burgos ses Cortès, il fit décréter une levée en masse de toutes les milices de ses États, et se mit en route pour Séville, à la tête des ordres militaires et de quatre mille hommes d'armes[1]. La flotte de Castille, au nombre de cent galères et vaisseaux bien armés, vint jeter l'ancre à l'entrée du Guadalquivir et fermer la retraite à l'Emir. Youssouf comptait dans son armée dix-huit mille cavaliers, « la fleur des tribus africaines »; mais inquiet sur la difficulté d'une retraite, il crut prudent d'éviter un engagement : il leva le siége de Xérès, dont la résistance avait sauvé l'Andalousie, et se mit en marche pour Algéziras, en coupant court à cette campagne où, pour la seconde fois, il s'était montré si au-dessous de sa fortune. Sancho était d'avis de poursuivre sans relâche l'Emir, et de le forcer à accepter

[1] Il ne faut pas oublier que chaque homme d'armes avait avec lui plusieurs écuyers ou varlets.

la bataille; mais l'infant don Juan et son beau-père, don Lope de Haro, déclarèrent au roi qu'ils le laisseraient marcher seul contre l'ennemi, et Sancho, frémissant de colère, dut renoncer à une victoire certaine.

L'Emir de Maroc, voyant son expédition manquée, crut devoir recourir à l'appui de l'Emir de Grenade, qu'il avait d'abord dédaigné. Il l'invita à venir traiter avec lui et les trois walis rebelles, d'une alliance commune contre la Castille. Mais l'Emir s'y étant refusé, Youssouf parvint à lui enlever Malaga, qu'il se fit céder par son wali, en échange de possessions en Afrique (1281). Mohammed sentit vivement l'injure; néanmoins il dissimula son ressentiment, et se mit à négocier avec le roi de Castille; Youssouf en fit autant de son côté, et Sancho, courtisé à la fois par ces deux puissants rivaux, finit par se décider pour l'alliance de Youssouf, qui, plus éloigné, était pour lui moins à craindre et pouvait l'aider à se défaire de son rival. L'infant don Juan et son beau-père plaidèrent avec chaleur la cause de Mohammed, et, n'ayant pu la gagner, ils *se quittèrent* du service du roi. Sancho, toujours à court d'argent, s'en fut à Algéziras rendre visite à son nouvel allié, et en reçut un subside de deux millions de maravédis pour sa guerre contre Grenade. Mais, peu de temps après, l'Emir de Maroc mourut à Algéziras. Il eut pour successeur son fils abou Yacoub, déjà âgé de quarante-six ans. Le premier soin du nouvel Emir fut de faire la paix avec celui de Grenade, et de la continuer avec le roi de Castille. Abou Yacoub s'en retourna ensuite dans le Magreb, où le retinrent pendant plusieurs années des rébellions continuelles.

Depuis deux ans qu'il était assis sur le trône, Sancho cherchait à rétracter les funestes concessions qui lui en avaient ouvert le chemin. Le patrimoine de la couronne n'y avait pas moins perdu que l'autorité royale. Les Cortès de Palencia, en 1286, firent entendre à ce sujet des réclamations énergiques : le roi, s'emparant de ce prétexte, fit révoquer par les Cortès[1] toutes les exemptions d'impôt, concédées par lui aux ordres militaires et aux nobles de ses États, et interdit à tout *rico home* d'acquérir aucun domaine ou droits productifs dans les possessions royales.

Jusqu'ici nous avons vu Sancho faire preuve d'énergie au dedans comme au dehors, et reconquérir pied à pied le pouvoir aliéné par son père et par lui. Ses nobles, si longtemps rebelles, s'étaient façonnés à l'obéissance; mais le plus puissant de tous, don Lope de Haro, seigneur de Biscaye, fier des liens qui l'unissaient à la famille royale[2], avait pris sur l'esprit du roi un empire qu'on ne s'explique guère avec le caractère de Sancho. Don Lope avait obtenu pour son frère le gouvernement de l'Andalousie, et s'était fait livrer la plupart des places fortes de la Castille; mais, en s'emparant ainsi de l'esprit du roi, le comte s'était aliéné tous les *ricos homes*. Bientôt, les communes unirent leurs voix contre lui à celles de la noblesse, et Sancho, redoutant qu'après sa mort l'ambitieux comte n'arrachât la couronne à son fils Fernando, encore au berceau, pour la faire passer sur la tête de

[1] La *Chronique de Sancho*, seule source pour les événements intérieurs de son règne, ne donne pas le nom de ces Cortès dont parle une charte citée par Ferreras.

[2] L'infant don Juan, frère du roi, avait épousé la fille du comte de Haro, marié lui-même à la sœur de Sancho.

don Juan, se prépara à secouer le joug de son vassal.

Les rois de France et d'Aragon, poursuivant leur vieille querelle, se disputaient alors l'alliance de la Castille. Sancho, sur l'avis des cortès de Toro, en 1287, préféra s'allier à la France, au grand déplaisir de don Lope, qui soutenait la cause de l'Aragonais. Aussi, lui et l'infant son gendre partirent-ils de Toro, fort mécontents; bientôt, le comte arma ouvertement contre son souverain, et l'infant se mit à *courir* le territoire de Salamanque. Le roi demanda compte à don Lope de la conduite de son gendre: le comte répondit que l'infant n'agissait que par ses ordres, et qu'il ne déposerait pas les armes qu'on n'eût fait droit à ses griefs. Le roi fut réduit à transiger: des négociations s'ouvrirent hors des portes de Valladolid, où les rebelles refusèrent d'entrer. « Sancho, dit la Chronique, était sorti un instant de la salle, et il se dit: « Jamais je ne retrouverai une occasion comme « celle-ci de me venger de ces deux hommes qui « m'ont fait tant de mal. » Et, voyant que ses gens étaient bien plus nombreux que ceux du comte, il rentra dans la salle, et dit aux rebelles: « Vous ne « sortirez pas d'ici que vous ne m'ayez rendu mes « châteaux. » Et le comte se levant s'écria: « Comment, prisonniers! à moi, mes compagnons! » Et tirant son épée, il se dirigea vers la porte où se tenait Sancho, et l'infant tira aussi la sienne et blessa deux *ricos homes*, qui le souffrirent, parce qu'il était frère du roi; les autres, voyant que le comte marchait sur son souverain l'épée nue, le frappèrent; et la main qui tenait le glaive tomba avec lui, tranchée par le fer; puis, d'un coup de masse d'armes, ils le renversèrent, *sans l'ordre du roi;* et Sancho, mar-

chant vers Diego Lopez, cousin du comte, lui dit: « Diego, quelle peine mérite le vassal qui a *couru* « la terre de son seigneur? » Et celui-ci ne sachant que répondre, le roi lui donna trois grands coups d'épée sur la tête, dont il tomba comme mort. La reine, apprenant ce qui se passait, vint pour sauver la vie de l'infant don Juan, et si ce n'avait été pour l'amour d'elle, le roi l'aurait tué volontiers (*de bueña mientre*), quoiqu'il fût son frère; et il le fit arrêter sur-le-champ et mettre aux fers. »

Le comte de Haro était mort; mais en mourant, il avait laissé des vengeurs : sa veuve, sœur de la reine de Castille, se retira en Aragon avec son fils Diego, et décida le roi Alonzo III à lâcher sur la Castille le prétendant dont il la menaçait. Les malheureux infants de la Cerda sortirent après plus de dix ans de leur prison de Xativa, et Alonzo, promettant à l'aîné l'appui de ses armes, le fit proclamer roi de Castille à Jaca, en septembre 1288. Le frère de don Lope, pressé par le roi d'accepter les fiefs du comte défunt, fut sur le point d'y consentir; mais la peur finit par l'emporter sur l'intérêt, et se défiant de cette main encore teinte du sang de son frère, il passa en Aragon, et s'y rallia au parti du prétendant. Quant aux rebelles de l'intérieur, Sancho négocia avec eux les armes à la main, et leur reprit tous les domaines dont il s'était dépouillé.

Au printemps de 1289, le roi d'Aragon, à la tête d'une puissante armée, entra en Castille avec son prétendant et les rebelles castillans. Bientôt les deux armées se trouvèrent en présence. Mais aucun des deux adversaires ne se souciait d'engager la bataille, qu'ils évitèrent d'un commun accord. Le roi d'Aragon

s'en alla prendre Moron, et il assiégeait Almazan, lorsqu'une invasion de son oncle Jayme, ex-roi de Mayorque, le rappela dans ses États. Sancho franchit à son tour la frontière aragonaise, et dévastant tout le pays jusqu'à Tarrazona, il s'en retourna en Castille, sans que la paix qui, depuis plus d'un demi-siècle, régnait entre les rois de la Péninsule, eût été sérieusement troublée. Badajoz s'était ralliée au parti du prétendant : Sancho, qui n'était pas homme à laisser un affront impuni, envoya sous les murs de la cité rebelle une armée qui la força à capituler; mais ses lieutenants, impitoyables comme lui, violèrent la capitulation, et firent massacrer, *par son ordre*, quatre mille personnes de tout sexe et de tout âge. Passant ensuite à Tolède, où la tranquillité avait été troublée, ce terrible justicier fit mettre à mort l'*alcalde mayor* et bon nombre de notables. Enfin, semant partout la terreur devant lui, Sancho s'en fut à Bayonne rencontrer le roi de France qui, passant avec la fortune dans le camp du vainqueur, abandonna sans retour la cause des infants de la Cerda.

L'Emir de Grenade, en 1291, renouvela son traité avec la Castille; l'Emir de Maroc, irrité contre le Grenadin, qui lui avait repris Malaga par trahison, envahit l'Andalousie. Sancho, résolu de marcher au secours de son allié, resserra ses liens avec le Portugal, en arrêtant l'union de son fils aîné avec Constancia, fille du roi Dyonis; tirant de prison le rebelle don Juan, son frère, il lui pardonna toutes ses fautes, et lui fit prêter serment à Fernando son fils. Enfin, il s'assura l'alliance du nouveau roi d'Aragon, Jayme II, qui venait de succéder à son frère Alonzo III, et en

obtint un secours de onze galères, en lui engageant la main de sa fille Ysabel.

L'Emir de Maroc avait commencé le siége de Vejer; mais, instruit des armements de Sancho, il jugea prudent de repasser le détroit, avant que la flotte castillane vînt lui en fermer le passage. Il se trouvait à Tanger, lorsque parut la flotte chrétienne, commandée par le marchand génois, amiral de Castille. La flotte africaine ayant accepté le combat, fut défaite sous les yeux de l'Emir et de son armée : treize vaisseaux furent pris, et le reste mis en fuite. L'amiral, profitant de la terreur des musulmans, leur fit acheter sa retraite par un lourd subside. De son côté, Sancho à la tête d'une flotte nouvelle, armée dans ses ports de Biscaye, vint camper sous les murs de Tarifa, en juin 1292. Tarifa, petite ville peu importante par elle-même, l'est par sa position au milieu du détroit que dominent encore les ruines de son château mauresque. Tout autre que Sancho eût reculé devant l'idée d'un siége, dans cette saison, sous les rayons du soleil d'Afrique; mais la persévérance de ce prince était à l'épreuve de tous les obstacles : le siége se poursuivit donc par terre et par mer, et au bout de trois mois la ville fut obligée de se rendre; toutefois, au milieu des fatigues d'une campagne sous ce climat dévorant, Sancho avait pris le germe de la maladie qui devait lui coûter la vie. Pour mieux conserver sa conquête, il y établit le grand-maître de Calatrava, et le chargea de tenir constamment en mer des galères armées pour garder le détroit. L'Emir de Grenade s'était chargé de subvenir aux besoins de l'armée chrétienne et aux

dépenses de la campagne. Pour prix de ces secours, la ville, une fois conquise, devait lui être livrée; mais Sancho, maître de cette clef du détroit, refusa de s'en dessaisir, et un profond ressentiment couva depuis dans l'âme de l'Emir.

Sancho, après ce siége laborieux, aurait eu besoin de repos; mais le repos n'était pas fait pour cet actif monarque. Après avoir réprimé une révolte nouvelle de son frère don Juan, qu'il força de se réfugier en Portugal, le roi, instruit que l'Emir africain songeait à reconquérir Tarifa, fit réparer les fortifications de cette ville, et expédia pour la frontière les deux Lara avec des troupes nombreuses. Jaloux de se débarrasser de son frère, qui inquiétait sa frontière d'Estrémadure, il obtint du roi de Portugal qu'il contraignît l'infant à sortir de ses États. Chassé du Portugal, l'obstiné rebelle mit à la voile pour la France; mais les vents l'ayant porté à Tanger, il fit offrir à l'Emir de Maroc de se mettre à sa solde, et de l'aider à reprendre Tarifa aux chrétiens. L'Emir accueillit cette offre avec joie et donna à don Juan une flotte et une armée pour assiéger Tarifa. Don Perez de Guzman, qui commandait dans la place, la défendit avec courage. L'infant s'étant emparé d'un des fils du gouverneur, menaça de tuer l'enfant sous les yeux de son père, si celui-ci ne lui ouvrait pas les portes de sa ville; mais l'héroïque Perez répondit que, avant de livrer la ville que son roi lui avait confiée, il verrait plutôt mourir tous ses fils, et fournirait au besoin le couteau pour les égorger; et, jetant son épée du haut des murs, il se retira. Don Juan, le prenant au mot, eut la lâcheté de faire massacrer l'enfant avec l'épée de son père, et de jeter sa tête dans

Tarifa; barbarie inutile, car la place ne se rendit pas. Les Maures découragés ne tardèrent pas à lever le siége, et l'infant, ne se souciant pas de retourner en Afrique, passa à la cour de Grenade. L'Emir de Maroc, consterné par cette série de revers, vendit à Mohammed Algésiraz, sa dernière possession en Espagne, et Sancho eut ainsi la gloire de voir les Africains se retirer devant lui de la Péninsule.

Mais le germe de mort que ce prince avait emporté du siége de Tarifa minait lentement tout son être; sentant ses forces décliner chaque jour, il réunit à Alcalà de Henarès ses prélats et ses *ricos homes*, et, en leur présence, il institua son fils aîné Fernando héritier de ses États, lui substituant, en cas de mort, don Pedro et don Felipe, ses frères. La tutelle du jeune roi, âgé de neuf ans, fut confiée à sa mère doña Maria, et tous les assistants prêtèrent à leur futur monarque serment de fidélité. Peu de jours après, le roi, sentant son mal s'aggraver, se fit porter à Tolède, où il mourut le 25 avril 1295. Il avait eu de son mariage quatre fils et deux filles. Son règne court, mais plein, n'avait duré que onze ans, et, dans cet intervalle, Sancho avait su mener à fin deux grandes entreprises : il avait reconstruit le pouvoir royal qu'Alonzo X avait laissé s'en aller pièce à pièce, et chassé les Africains de l'Espagne. Il avait effacé, à force de services rendus au pays, ses fautes envers son père; mais son dernier tort fut de mourir trop tôt pour son fils et pour la Castille, et de les livrer tous deux aux hasards d'une minorité.

CHAPITRE II.

FERNANDO IV, ROI DE CASTILLE, DIT L'AJOURNÉ (*EL EMPLAZADO*).

1295 A 1312.

Jamais roi de neuf ans n'était monté sur le trône dans des circonstances plus critiques que Fernando IV : l'ébranlement causé par les troubles du règne d'Alonzo X n'était pas apaisé encore; le règne de Sancho, trop court pour fermer des plaies aussi profondes, avait refoulé le mal au dedans, mais sans le guérir, et, à sa mort, il éclata de nouveau. D'un côté, un enfant sous la tutelle d'une femme que Rome ne voulait reconnaître, ni pour reine, ni pour épouse, ni pour mère; de l'autre, des princes du sang, prêts à se disputer la tutelle et le trône même du jeune roi, en arguant de l'illégitimité de sa naissance; des grands vassaux, aussi puissants que des rois, les Haro, les Lara, debout comme deux génies malfaisants aux deux côtés du trône; des rois, tous alliés ou parents du monarque castillan, et qui vont s'en faire un titre pour le dépouiller; enfin, l'Afrique prête à l'invasion, et l'Emir de Grenade, vassal équi-

voque qui attend depuis dix ans l'heure de la révolte, tel est le sombre avenir qui s'ouvre devant la Castille avec le règne de Fernando.

Le nouveau roi fut couronné à Tolède, et y reçut le serment de tous les assistants, après l'avoir prêté lui-même aux *fueros* du royaume. La régente, pour gagner l'affection du peuple, lui fit remise de l'impôt de la *sisa*, établi par Sancho sur les boissons. Mais les mauvaises nouvelles arrivèrent bientôt : l'infant don Juan, qui devait à la reine sa liberté et sa vie, fut le premier à lever le drapeau de la révolte, en se faisant proclamer roi de Castille, et en s'unissant à l'Emir de Grenade pour envahir les États de Fernando. Don Diego de Haro, réfugié en Aragon, rentra en armes sur le territoire castillan, en réclamant son fief de Biscaye. Les deux frères de Lara, vendant à la reine leur fidélité, se firent donner par elle de l'argent pour lèver des troupes contre le comte de Haro, et s'unirent au rebelle qu'ils devaient combattre. Le vieil infant don Enrique, frère d'Alonzo X, de retour en Espagne après une captivité de vingt-six ans en Calabre, se saisit pour sa part de l'Estrémadure. Enfin, le roi Dyonis de Portugal arma pour reconquérir les villes de Moura, Serpa et Mouron, que le roi Alonzo X avait données en dot à sa fille Béatrix.

La régente, ne voyant autour d'elle que des ennemis ou des factieux, convoqua ses Cortès à Valladolid. Don Enrique persuada aux députés de ne s'y rendre que bien armés, afin de prévenir les mauvais desseins de la reine, qui voulait, disait-il, « frapper un impôt sur chaque enfant que femme mettrait au monde. » Plus l'accusation était absurde, plus elle obtint de crédit, et la reine, en arrivant à

Valladolid, trouva les portes fermées. Après de longs pourparlers, on consentit enfin à la recevoir, elle et son fils, mais sans son escorte, et don Enrique, fort de l'appui des communes, réclama hautement la régence. Les Cortès retentirent bientôt de plaintes contre les abus de pouvoir des délégués royaux, comme si ce roi de dix ans était responsable de tout le mal qui se faisait en son nom. Destituée de tout appui, la reine finit par abandonner la Biscaye au comte de Haro, et la lieutenance du royaume à don Enrique, mais elle refusa de se dessaisir de la tutelle. Peu à peu, l'intérêt qu'inspirait son abandon et le jeune âge de son fils, réveillèrent dans l'âme des députés la vieille loyauté castillane, et Maria obtint enfin d'eux un serment de fidélité qu'ils devaient tenir mieux que les *ricos homes* (1295).

Pendant ce temps, l'infant don Juan se présentait devant Badajoz, qui lui ferma ses portes : il fut plus heureux devant Coria et Alcantara, et le roi de Portugal, qui comptait avoir meilleur marché d'un prétendant que d'un roi légitime, le reconnut pour roi de Castille. Mais la reine, en appelant au zèle de ses braves *comuneros*, leur remit la garde de sa frontière et le soin de défendre l'héritage de leur roi, et sa confiance ne fut pas trompée; seulement, les communes se firent payer en franchises l'appui qu'elles lui prêtaient. La *Chronique de Fernando IV*, la seule source pour ce règne, contient sur les rapports de la reine avec les représentants des communes des détails curieux. Les députés, ayant à traiter de leurs affaires, refusèrent de les discuter en présence des deux autres ordres, et force fut d'en passer par où ils voulaient. Ils vinrent chez la reine lui re-

mettre leurs pétitions, pour en « deviser seuls à seuls avec elle, et la reine les leur octroya toutes. Puis, elle les entendit un à un, et jugea leurs différends; elle assistait à ces plaids, chaque jour depuis le matin jusqu'à nones, sans bouger de place, et les *ricos homes* s'émerveillaient fort qu'une femme pût suffire à si rude besogne, et tous étaient charmés d'elle, de sa douceur et de son bon entendement. »

Ces Cortès de Valladolid furent encore signalées par l'établissement d'une junte ou *hermandad*, entre les députés de Léon et de Galice, dans le but de protéger l'ordre public contre les violences des nobles. Cette « charte de fraternité » que nous avons citée ailleurs[1], est empreinte d'un vif caractère d'indépendance. Les communes, prêtes, comme par le passé, à accorder au roi l'argent qu'il leur demande, savent néanmoins le lui faire acheter par des concessions. Le dévouement au monarque est chez elles conviction, et non crainte ou faiblesse; elles *veulent* que Fernando « leur garde droit » comme elles lui gardent elles-mêmes fidélité, en se déclarant prêtes à se protéger elles-mêmes, contre la noblesse d'abord, et au besoin contre une royauté qui ne sait pas les défendre.

Le roi de Portugal ayant déclaré la guerre à la Castille, la reine envoya l'infant don Enrique lui offrir, comme gage de la paix, les villes qu'il réclamait, et proposer à l'infant don Juan de lui rendre tous ses fiefs, s'il voulait rentrer au service du roi, et ces offres furent acceptées. La reine acheta ensuite trois cent mille maravédis la soumission des deux Lara et de Diego de Haro. Mais en revanche, le mau-

[1] Voyez les principaux statuts de cette *Hermandad*, t. III, p. 484.

vais vouloir de Jayme d'Aragon était toujours pour elle une source d'inquiétudes : ce prince venait de lui renvoyer sa fille Ysabel, en renonçant à l'épouser, sous prétexte qu'il n'avait pu obtenir des dispenses du pape. Le prétendant de la Cerda était toujours en Aragon, où il offrait un point de ralliement aux mécontents de la Castille. Enfin, grâce aux intrigues de l'infant don Juan, une ligue se tramait entre l'Emir de Grenade et les rois de Portugal, de France et d'Aragon, et Jayme II, confiant une armée à son frère don Pedro, déclarait, en son nom et en celui du prétendant, la guerre au roi de Castille.

Tout semblait se réunir pour arracher la couronne du front de ce malheureux prince; mais sa mère lui restait, providence visible qui veillait sur lui au milieu de tant de dangers. Don Juan ayant convoqué à Palencia les députés des villes, la reine sut les prémunir contre ses artifices, et obtint de Palencia qu'elle fermât ses portes à l'infant. Maria, confiante dans la justice de sa cause, alla de ville en ville implorer l'appui de ses *comuneros*. En s'adressant à l'honneur castillan, elle fut comprise de tous; et Ségovie, qui lui avait d'abord fermé ses portes, finit par les lui ouvrir.

L'infant d'Aragon, traînant à sa suite son prétendant, était entré en Castille, jusqu'à Saint-Estevan de Gormaz, brûlant et pillant tout sur son passage. Là, les alliés réunissant leurs forces, marchèrent sur Léon, qui, jalouse de redevenir la capitale d'un royaume, les accueillit dans ses murs, où don Juan se fit proclamer roi de Léon, de Galice et de Séville. Alonzo de la Cerda prit à son tour dans Sahagun le titre de roi de Castille. Les confédérés commencèrent

ensuite le siége de Mayorga; mais la résistance de la garnison frappa d'impuissance toute la ligue, en retenant trois mois les assiégeants sous ses murs. Une affreuse mortalité se mit dans leur camp; l'infant don Pedro d'Aragon succomba le premier, et son armée, forcée d'opérer sa retraite dans un pays dévasté, dut implorer de la pitié de la reine la permission de retourner en Aragon (1296).

Malgré cet heureux incident, la situation de Maria n'en était pas moins triste : les exigences des *ricos homes* croissaient avec sa détresse; tous les revenus de son royaume étaient aux mains de ses ennemis : avec un trésor épuisé, il lui fallait trouver chaque jour deux mille maravédis pour la solde de son armée. Le roi d'Aragon s'emparait d'Alicante et de Murcie, et celui de Portugal s'avançait à marches forcées sur Valladolid. La reine, qu'on pressait de fuir, refusa d'abandonner cette loyale cité. Heureusement, la discorde éclata bientôt entre les confédérés : don Juan de Lara, par un reste de scrupule, refusa de tirer l'épée contre son roi légitime, et le roi de Portugal, craignant de se trouver sans alliés, au milieu d'un pays ennemi, reprit prudemment le chemin de ses États. Maria, dont on ne saurait trop admirer la force d'âme et la patience au milieu de ces épreuves, sut amener le roi de Portugal à conclure enfin une paix sincère, et à réaliser le projet d'union entre leurs enfants. Les fiançailles eurent lieu à Alcañizas, en 1297, et l'infante Beatrix de Castille, encore au berceau, fut aussi fiancée à l'héritier du trône de Portugal.

Sous peine de reproduire l'insupportable prolixité de la *Chronique de Fernando IV*, il nous faut abréger le récit d'événements toujours les mêmes, et qu'on

peut résumer en peu de mots : révoltes intéressées des *ricos homes*, toujours prêts à vendre leur soumission, et à la reprendre après l'avoir vendue; éternelles intrigues de l'infant don Enrique, caressant tous les partis, et trafiquant de son alliance avec chacun; chez la reine, même fermeté tempérée de douceur, même habileté à plier devant la nécessité, pour se redresser inflexible quand il s'agit de l'honneur de son fils et des droits de sa couronne; enfin, importance toujours croissante des communes, qui, opprimées et courtisées tour à tour par la royauté et par la noblesse, ne relèvent en réalité que d'elles-mêmes, et savent s'associer au besoin pour défendre leurs droits. Chacune d'elles, toujours prête à fermer ses portes devant les factieux, constitue comme une petite république armée, au sein même de la monarchie. Dans chacune, il y a deux partis, celui de la rébellion et celui du roi légitime; mais un secret penchant les ramène tôt ou tard au parti de la royauté, personnifiée sous les traits de cette sainte reine, qui plane sur la Castille comme un génie tutélaire.

En revanche, la noblesse castillane, avec ses alternatives de révoltes sans motif, de trahisons sans pudeur et de soumissions sans bonne foi, se montre le plus actif instrument des misères du pays. Les princes du sang lui disputent ce rôle odieux; le clergé, sans action sur une société dominée par les instincts brutaux, s'efface de la scène et perd toute influence. La démoralisation des hautes classes de l'État, commencée sous Alonzo X, s'accroît sous le règne plus désastreux encore de son petit-fils, et la loyauté des communes, faciles à égarer, mais plus faciles encore à ramener, contraste avec l'égoïsme

de cette noblesse tour à tour cupide, déloyale ou factieuse.

Grâce à l'étroite alliance du roi d'Aragon avec le roi de France, souverain effectif de la Navarre, la Castille, entourée d'ennemis, se trouvait seule pour leur résister. Réduite à la douteuse amitié du roi de Portugal, Maria implora son secours, et ce prince accourut aussitôt à la tête d'une armée; mais, pour prix de son appui, il osa lui proposer de confirmer à l'infant don Juan la royauté de Léon et de Galice, pour faire retour après sa mort à la couronne de Castille. La généreuse reine refusa d'acheter une paix précaire au prix de l'honneur et du patrimoine de son fils. Les communes la soutinrent dans sa résistance, et le monarque portugais, voyant tous ses plans avortés, s'en retourna dans ses États. Les cortès de Valladolid, en 1300, ayant accordé à la reine des subsides, l'infant don Enrique s'en appropria la plus grande partie, sous prétexte de défendre contre Grenade l'Andalousie, dont il s'était fait nommer *adelantado*. En effet, l'Emir, profitant des embarras de la Castille, avait reconquis ses villes de Quesada et d'Alcaudete, et racheté Algéziras à l'Emir de Maroc. Frustré dans son espoir de racheter Tarifa aux chrétiens, il en entreprit le siége; mais la valeur des habitants le força à le lever, et il se vengea de cet échec en brûlant les faubourgs de Baeza et de Jaën.

Nous abrégeons le récit des éternelles négociations de Maria avec les infants et les nobles rebelles[1]. En

[1] La Chronique donne le texte d'un traité conclu entre la reine et don Juan qui s'y engage « à ne pas *desservir* le roi *pendant six ans* ; et si « après ce temps, il a à le desservir, il doit le desservir comme il est *fuero* « de desservir son roi et seigneur, et pas autrement. »

1301, les intrigues du vieil infant don Enrique avec le roi d'Aragon amenèrent la reprise des hostilités. L'armée aragonaise s'empara de Lorca, que lui vendit son alcalde, sous les yeux mêmes de Maria, accourue de Burgos pour la secourir. Jayme II d'Aragon se trouvait dans Murcie quand tout à coup la place fut investie par les troupes de la reine; sans les infants don Enrique et don Juan, cette circonstance aurait terminé la guerre; les *ricos homes* étaient décidés à prendre à la fois la ville et le roi d'Aragon; mais les intrigues des deux infants parvinrent à délivrer Jayme et à faire lever le siége. La reine, frustrée dans son espoir, s'en revint à Léon tenir ses Cortès; elle y reçut enfin les dispenses qu'elle sollicitait pour la légitimation de son mariage; il lui en coûta dix mille marcs d'argent pour obtenir cette sanction que le saint-siége avait toujours refusée à Sancho; mais la cause du jeune roi y gagna un de ces appuis moraux qui valent une armée, et la cause du prétendant, abandonnée par Rome, ne fit plus que languir.

Une affreuse famine, suivie de la peste, vint encore désoler la Castille, et le quart des habitants du royaume succomba par suite de ce fléau. La reine n'en poursuivit pas moins son œuvre de pacification, et recueillit le fruit de ses longs efforts, en voyant l'ordre et la sécurité se rétablir peu à peu dans le pays. Comme un ange consolateur, elle allait de ville en ville, réparant les maux de la guerre, apportant aux malades des secours, aux pauvres du pain, et recueillant partout les bénédictions du peuple; noble caractère, idéale et chaste figure qui tranche sur ce fond monotone de crimes et de lâchetés, et console l'historien du tableau de misères qu'il est forcé de retracer!

Mais une épreuve plus cruelle attendait la pieuse Maria : ce fils, auquel elle avait voué toute sa vie, allait payer ses bienfaits de la plus noire ingratitude. Le roi venait d'atteindre sa dix-septième année : à l'âge où Jayme I[er] et Fernando III avaient déjà reconquis un royaume, Fernando IV n'était encore qu'un enfant. L'infant don Juan et Nuñez de Lara, unis pour le dominer, s'emparèrent de ce faible esprit, en lui répétant que sa mère ne cherchait qu'à prolonger sa dépendance, et à régner sous son nom. Frappée dans ses plus chères affections, celle-ci essaya en vain de ramener le fils ingrat qui l'abandonnait. Avec une crédulité qui ne fait honneur ni à son intelligence, ni à son cœur, Fernando se laissa persuader que la reine voulait se réconcilier à ses dépens avec le prétendant de la Cerda, et lui donner en mariage sa fille Ysabel. Escorté de ses commodes tuteurs, le jeune roi parcourait cependant le royaume de Léon, chassant et se divertissant de son mieux; en dépit des conseils de sa mère, il abandonna au roi de Portugal les trois villes qui devaient servir de dot à la future reine, l'infante de Portugal, et celle-ci vint à Valladolid recevoir la main de son époux (1302).

Les gardiens de ce roi toujours mineur, qui n'échappait à une tutelle que pour retomber sous une autre, allèrent ensuite le promener en Estrémadure, et Fernando, vu de trop près, perdit ce prestige que le malheur avaient prêté à sa cause. Les députés des communes, convoqués par lui à Medina-del-Campo, refusèrent de s'y rendre sans un ordre de la reine, et la ville offrit même à celle-ci de fermer ses portes au roi et aux infants. Mais Maria, mère avant d'être reine, n'usa de son influence sur les communes

que pour les faire obéir aux ordres de son fils; et, sur les instances de l'ingrat Fernando, elle consentit à assister à ces Cortès pour lui gagner leurs suffrages.

La session à peine ouverte, les députés, révoltés de l'ascendant de l'infant et de Lara sur le faible monarque, voulurent quitter l'assemblée, et les prières de Maria purent seules les retenir. Pour prix de tant de services, les deux tuteurs l'accusèrent de détourner les communes de l'obéissance, et engagèrent son fils à lui retirer la garde de l'infante Ysabel, et à lui demander des comptes de sa tutelle. Mais le cœur faillit au roi, plus faible que méchant, au moment d'infliger à une mère ce nouvel affront, et il se contenta d'exiger les comptes du chancelier de la reine-mère. Le chancelier les rendit en effet, et avec une si rigide exactitude, que les censeurs n'y trouvèrent rien à redire. Il prouva que la reine, bien loin d'avoir détourné, comme on le prétendait, quatre millions de maravédis, était en avance de deux, empruntés pour le service du roi; que toute son argenterie avait été vendue pour les dépenses de la guerre, en sorte qu'il ne lui restait plus pour boire qu'un seul vase d'argent, et qu'elle mangeait dans des écuelles de terre. Les accusateurs furent réduits au silence, et Maria se vengea de tant d'outrages en persuadant aux Cortès d'accorder au roi les *aides* qu'il demandait.

Fernando, pendant ce temps, signait à Cordoue un traité de paix avec le nouvel Emir de Grenade, dont le père, Mohammed II, venait de mourir après un règne de trente et un ans. Sur le théâtre étroit qui lui était assigné, ce prince avait dignement continué l'œuvre du fondateur de la dynastie. Serré entre deux ennemis,

dont un seul suffisait pour l'écraser, il sut, en les opposant l'un à l'autre, échapper à ce double danger. La frontière musulmane n'avança pas sous son règne, car pour l'Islam le temps des conquêtes était passé; mais elle ne recula pas non plus, et Algéziras, qui ouvrait à l'Emir africain les portes de la Péninsule, redevint le boulevard de l'Emirat de Grenade. Mohammed III avait hérité du courage et des talents de son père, mais non de sa fortune: après avoir enlevé aux chrétiens quelques places fortes, il renonça à une lutte sans espoir, et se résigna à traiter avec Fernando et à se reconnaître pour son vassal. Celui-ci, en retour, lui abandonna les places conquises, à condition que Tarifa resterait à la Castille. La mort de l'infant Enrique vint enfin mettre un terme à toutes ses intrigues. La vieille querelle avec l'Aragon fut ensuite terminée, au préjudice de la Castille, il est vrai, par l'arbitrage du roi de Portugal, de l'infant don Juan et de l'évêque de Saragosse. Enfin, le prétendant de la Cerda vendit à Fernando, moyennant une dizaine de villes et cinq cent mille *ms.*, ses droits à la couronne, d'où lui vint depuis lors le surnom d'Alonzo le *Déshérité*.

Hâtons-nous d'arriver au petit nombre d'événements historiques qui marquent la fin de ce triste règne. L'année 1308 fut signalée en Aragon comme en Castille par un événement grave, qui agita l'Europe tout entière: ce fut le procès des templiers, commencé en France par Philippe *le Bel*, avec une rigueur toute fiscale, et poursuivi, avec autant d'avidité mais moins de rigueur, dans le reste de la chrétienté. Les crimes réels des templiers, c'étaient les immenses richesses et l'envie mêlée de crainte qu'ils inspiraient.

Jusqu'au dernier moment, leur orgueil leur fit croire, malgré tant de haines coalisées contre eux, qu'on n'oserait les attaquer. Dédaignant tout appui étranger, ils avaient refusé de se fondre avec leur ancien rival, l'ordre de l'Hôpital, moins riche, et partant moins envié; Philippe *le Bel* lui-même avait frappé à leur porte, pour se faire affilier à leur règle, et cette porte était restée fermée. Mal leur en prit, car Philippe fût sans doute devenu leur grand maître, comme Fernando *le Catholique* le devint plus tard des ordres de la Castille; il eût alors conservé le Temple, tout en sécularisant ses immenses revenus, et l'eût sauvé en le ruinant; mais les templiers aimèrent mieux périr riches et indépendants que vivre pauvres et asservis, et l'histoire n'a point à les en blâmer.

Maintenant, étaient-ils coupables de tous ces honteux délits dont la torture leur a arraché l'aveu, rétracté sur les bûchers, en face de ce Dieu devant lequel ils allaient paraître? Il est encore permis d'en douter, même après le procès, même après la suppression de leur ordre, condamné par Clément V, « comme véhémentement suspect[1]. » Mais, ainsi que toutes les institutions qui survivent au besoin qu'on a eu d'elles, les templiers avaient fait leur temps : les croisades une fois finies, les ordres militaires, institués dans ce but, n'avaient plus de sens,

[1] Villani dans son histoire, défend chaudement les templiers ; Sismondi *Hist. de France*, t. IX, p. 196 et suiv., penche, comme Raynouard, à les croire innocents, et Michelet, t. III, p. 122, à les juger coupables, mais de délits en quelque sorte *symboliques*, de formules de réception mal interprétées du public, qui n'en saisit que la lettre et non l'esprit. De ces plaidoyers contradictoires qu'il faut comparer, le dernier est plus ingénieux peut-être ; mais je suis plus près de l'opinion de Sismondi, tout en admettant néanmoins le relâchement des mœurs et de l'orthodoxie dans l'ordre. (Voir aussi Henri Martin, *Hist. de France*, t. V, p. 163.)

et, comme elles, ils devaient finir. Toutefois, les rois chrétiens, moins implacables que Philippe, se souvinrent, en les supprimant, des services qu'ils avaient rendus : le pape les défendit même, autant que le lui permettait sa situation dépendante. Édouard d'Angleterre protesta en leur faveur ; le roi de Castille, sommé par la cour de Rome de saisir provisoirement tous leurs biens, et d'instruire leur procès, les traduisit devant des juges qui n'étaient pas décidés à les trouver coupables. Les templiers, moins puissants en Espagne qu'en France, n'essayèrent pas d'une résistance inutile. Ils remirent tous leurs châteaux aux mains de l'infant don Felipe, pendant que leur jugement s'instruisait devant un synode, convoqué à Salamanque. Le grand maître et les commandeurs y plaidèrent victorieusement leur cause, et furent déclarés, après ample information, « exempts « de tous les crimes qu'on leur reprochait, bons re- « ligieux et de bonne vie et mœurs »; mais, malgré les réclamations du grand maître, leurs biens restèrent sous le séquestre à la disposition du saint-père.

Quant au roi d'Aragon, sollicité par le roi de France, et sommé par le saint-père d'instruire contre les templiers de ses États, il confia ce soin aux archevêques de Saragosse et de Valence et à l'inquisiteur général d'Aragon. La plupart échappèrent par la fuite au jugement qui les menaçait; le reste, et à leur tête le commandeur d'Aragon, ayant essayé de résister, furent arrêtés et leurs biens séquestrés. Monzon, le boulevard de l'ordre, soutint un siége de neuf mois, et, après avoir imploré en vain la protection du saint-père, finit par se soumettre. Le procès traîna en longueur jusqu'en 1312, où le concile de

Vienne, ayant décrété la dissolution de l'ordre après une durée de cent qutre-vingt-quatre ans, attribua ses biens à celui de l'Hôpital ; mais sur la demande des rois d'Aragon, de Castille et de Portugal, il fut fait une exception pour l'Espagne qui, condamnée à une éternelle croisade, ne pouvait se priver de tant d'épées vouées à la défense de la foi. Aussi le tribunal, assemblé en Aragon pour juger les templiers, les renvoya-t-il presque tous absous, en leur laissant la liberté de servir dans d'autres ordres militaires. Celui de Monteza, fondé en Aragon en 1207, fut doté d'une partie de leurs biens. Quant à ceux qui furent condamnés, on modéra pour eux la rigueur des peines canoniques, et, coupables ou innocents, leur sang du moins ne souilla pas l'Espagne.

Une révolte nouvelle de l'infant don Juan, qui, à la tête des *ricos homes* en armes, vint forcer le roi à congédier ses ministres, troubla encore une fois le repos de la Castille. Instruit enfin par l'expérience, Fernando comprit que pour se débarrasser de vassaux factieux, il fallait avoir recours à la politique de ses aïeux, c'est-à-dire à la guerre sainte. S'étant rencontré dans cette pensée avec le roi d'Aragon, tous deux scellèrent leur réconciliation par un double mariage : celui de l'infant don Jayme avec Léonor de Castille, et de don Pedro, frère de Fernando IV, avec la fille du roi d'Aragon. Bientôt la Castille tout entière se trouva, pour la première fois depuis la mort de Sancho, groupée autour de son souverain. Fernando lui-même, sentant s'éveiller en lui de meilleurs instincts, s'apprêta à gagner, aux dépens des Maures, ses éperons de roi. Les Cortès, convoquées à Madrid en avril 1308, n'eurent qu'une voix pour approuver l'en-

treprise. Tous les subsides réclamés furent votés d'enthousiasme pour trois ans, la solde des troupes payée, et le rendez-vous donné à Tolède. Le jeune roi laissa à sa mère le soin de gouverner ses États en son absence. Le pape accorda pour trois ans le tiers des revenus de l'Église. Il y joignit les dispenses pour le mariage entre les infants d'Aragon et de Castille, parents au deuxième degré. Par un progrès de tolérance dont il faut savoir gré à la cour de Rome, elle passa cette fois par-dessus ses scrupules, et n'hésita point à ratifier, dans l'intérêt des deux pays, une union sans exemple jusque-là à ce degré de parenté.

Fernando, pour plaire à ses *ricos homes*, plus pressés de piller que de combattre, comptait dévaster d'abord la *Vega* de Grenade; mais le roi d'Aragon insista pour lui faire entreprendre le siége d'Algéziras, tandis que lui-même se chargerait de celui d'Almeria. Le moment était favorable : l'Emir de Maroc, abou Youssouf, venait de mourir assassiné, et son petit-fils, Amer ben Yoûssouf, l'avait remplacé sur le trône. Quant à l'Emir Mohammed III, se fiant à la trève conclue, il ne s'occupait, depuis son avénement, que d'embellir sa cité de Grenade. Les tributs que lui payaient ses sujets juifs et chrétiens suffisaient à ses dépenses, et une prospérité inouïe régnait dans ce petit État, dont la richesse et la population dépassaient de beaucoup l'étendue. L'Emir, dépourvu d'alliés, avait donc à faire face à la fois à deux redoutables ennemis, et leur attaque, mieux concertée, aurait pu balayer de la Péninsule la dernière trace d'un empire musulman.

Pendant que le roi d'Aragon avec une flotte nom-

breuse faisait voile pour Almeria, le roi de Castille sortait de Séville à la tête d'une puissante armée. Le 27 juillet 1309, Fernando vint camper sous les murs d'Algéziras, dont la conquête devait fermer à l'Emir toute communication avec l'Afrique. La fortune se prononça d'abord en faveur des chrétiens : tandis que le roi d'Aragon enlevait à l'Emir Ceuta, de l'autre côté du détroit, Fernando s'empara de Gibraltar par un coup de main. Les habitants se rendirent, à condition qu'on les transporterait en Afrique, et un vieux Maure, que l'on chassait de son toit, dit au roi : « Seigneur, que t'ai-je fait pour que tu me « chasses d'ici? Ton bisaïeul, le roi Fernando III, « quand il prit Séville, m'en bannit, et je vins de- « meurer à Xérès; puis ton aïeul, quand il prit Xérès, « me força à la quitter pour Tarifa, d'où m'a chassé « ton père Sancho. Et, venu ici, je croyais y être « sauf, plus qu'en aucun lieu d'Espagne; et voici « qu'il n'y a plus aucun endroit, de ce côté de la mer, « où l'on puisse vivre tranquille, et il faut que je m'en « aille en Afrique pour y achever mes jours. »

Le roi se hâta de faire réparer les murs de Gibraltar, d'y mettre une garnison, et revint presser le siége d'Algéziras. Le manque de solde et de vivres, les pluies incessantes qui tombèrent pendant trois mois, lassèrent enfin la patience des assiégeants. Les maladies nées à la suite de tant de souffrances enlevèrent le comte de Haro et bon nombre de *ricos homes*. Le fléau de la Castille, l'infant don Juan, ne pouvant persuader le roi de lever le siége, quitta brusquement le camp, et entraîna dans sa défection plus de cinq cents chevaliers. Le roi, resté seul avec son frère don Pedro, se vit réduit à six cents hommes

d'armes; mais avec une fermeté qu'on n'eût pas attendue de lui, il résolut de faire honte aux déserteurs, en poursuivant sans eux son entreprise. L'infant don Felipe, son frère, lui ayant amené quelques renforts, le siége recommença de plus belle; et, en dépit des fléaux déchaînés sur l'armée, Fernando fit preuve d'une admirable constance, « aimant mieux, disait-il, « mourir sous les murs d'Algéziras qu'en partir dés-« honoré. » Les Maures, que la faim décimait, supplièrent le roi de traiter avec eux; l'Emir, n'osant secourir Algéziras, proposa à Fernando, s'il voulait lever le siége, de lui livrer Bedmar, Quesada, avec deux autres places, et de se reconnaître pour son vassal. L'échange était avantageux et le roi finit par l'accepter : après avoir signé ce traité, aussi glorieux qu'une victoire, il s'en retourna à Burgos, assister au mariage de sa sœur Ysabel avec le duc Jean de Bretagne (1309).

Mais les Grenadins, qui avaient dicté à l'Emir cette paix humiliante, ne la lui pardonnèrent pas. Muley Nasser, frère de Mohammed III, souleva contre lui le peuple, irrité de le voir confier à des étrangers la direction des affaires de l'État. L'alcazar fut entouré par les révoltés, qui, sans se livrer à aucune violence, se contentèrent de crier : « Vive Muley Nasser notre Emir! » La maison du wazyr de Mohammed, odieux au peuple, fut pillée de fond en comble, et le wazyr massacré sous les yeux de son maître. Les insurgés, maîtres de l'alcazar, donnèrent à Mohammed le choix de renoncer à la vie ou à la couronne, et Nasser, s'épargnant la vue de son frère, le fit conduire à Almuñecar. Reconnu pour Emir, Nasser comprit que le seul moyen de s'affermir sur ce trône

usurpé, c'était de venger la honte de l'Islam; des révoltes, qui éclatèrent au sein de sa famille, le détournèrent de ce projet; un mal subit, dont il fut atteint, rendit le courage à ses ennemis, et les partisans de l'Emir déchu, le tirant de son exil, le ramenèrent à Grenade. Mais quel fut leur étonnement, en y arrivant, d'entendre les cris de joie du peuple qui célébrait le retour de Nasser à la vie! Mohammed s'excusa en prétextant ses inquiétudes pour la santé de son frère, et Nasser, dissimulant ses soupçons, le renvoya dans son exil, où il mourut bientôt, noyé par un accident qui sans doute ne fut pas l'œuvre du hasard.

Fernando, dans sa campagne d'Algéziras, avait pris goût au métier des armes; dans une entrevue avec le roi d'Aragon, tous deux arrêtèrent le plan d'une nouvelle expédition. Les Cortès de Valladolid votèrent de larges subsides, et une armée, conduite par l'infant don Pedro, entra en Andalousie et vint mettre le siége devant Alcaudete. Le roi, en allant la rejoindre, fit mettre à mort, sans vouloir les entendre, deux chevaliers accusés de meurtre; ceux-ci, avant de mourir, protestèrent de leur innocence, et citèrent le roi qui les condamnait, à comparaître dans trente jours devant le tribunal de Dieu. Le faible esprit de Fernando fut frappé, et sa santé, déjà altérée, en reçut une atteinte nouvelle. Forcé, par son malaise toujours croissant, de retourner à Jaën, il y reçut la nouvelle de la reddition d'Alcaudete et de la paix conclue avec l'Emir. Mais ce fut là la dernière pensée que ce prince donna aux intérêts de ce monde : le lendemain ; 7 septembre 1312, on le trouva mort sur son lit, à l'heure même où expiraient les trente jours; de là le nom de

Fernando l'Ajourné (*el Emplazado*) que ce monarque a porté dans l'histoire. Cette mort étrange fut attribuée à la justice divine, et laissa la Castille, à peine sortie des embarras d'une longue minorité, en proie, sous un roi de deux ans, aux malheurs d'une minorité nouvelle. Fernando, âgé de vingt-six ans, en avait régné près de dix-sept, si c'est régner que d'asseoir sur un trône, au milieu d'incessantes révoltes, l'inexpérience et les faiblesses d'une éternelle enfance.

CHAPITRE III.

ALONZO III, ROI D'ARAGON.

1285 A 1291.

Avant la mort de Pedro III, l'infant don Alonzo, docile aux ordres de son père, était retourné à son expédition de Mayorque. Les habitants, déliés de leur serment envers leur roi, par sa trahison envers son frère, s'empressèrent de secouer un joug qu'ils détestaient, et de se soumettre à l'infant. Iviça, à son tour, imita Mayorque, et Alonzo, après avoir assuré le maintien de sa conquête, revint en Espagne pour y ceindre la couronne d'Aragon, pendant que son frère Jayme recevait à Palerme celle de la Sicile. A peine monté sur un trône que menaçaient la révolte et la guerre étrangère, le nouveau roi avait tout intérêt à rester uni avec son frère : l'amiral dell' Oria, qui lui conseillait cette alliance, n'eut pas de peine à se faire écouter, et Alonzo se décida à renvoyer en Italie l'illustre marin avec sa flotte qui venait de dévaster les côtes de la Provence.

Mais les plus dangereux ennemis du roi d'Aragon n'étaient pas au dehors : à la nouvelle de la mort de Pedro III, les membres de l'Union s'étaient réunis à Saragosse le 29 janvier 1286. Leur premier acte fut d'envoyer des députés à Alonzo se plaindre de ce qu'il

n'avait pas attendu, pour prendre le titre de roi, d'avoir juré le maintien des *fueros* de l'Aragon. Le prince répondit avec beaucoup de mesure « qu'il « s'était laissé donner ce titre par les prélats et les « *ricos homes* qui lui annonçaient la mort de son « père; mais que loin de vouloir porter atteinte à « leurs franchises, il était prêt à prêter le serment « qu'on lui demandait. » Et en effet, de Valence, où il venait de célébrer les obsèques du feu roi, Alonzo se rendit à Saragosse. Là, après avoir reçu à la fois la couronne et l'ordre de chevalerie, il protesta, comme son père, en faveur de l'indépendance de sa couronne, et prêta serment de maintenir les *fueros* de la noblesse et des villes de l'Aragon.

Ce point une fois obtenu, les membres de l'Union réclamèrent encore le droit de réformer la maison du roi, et de bannir de ses conseils tous ceux qui leur étaient contraires. Le roi, fort de la condescendance dont il avait fait preuve, refusa de céder cette fois, et finit par sortir de Saragosse. L'Union, abandonnée à elle-même, remit la décision à des arbitres; mais ceux-ci, loin de terminer la querelle, l'envenimèrent encore : le roi fut sommé, sous peine de voir saisir ses revenus, de revenir à Saragosse traiter avec les Cortès des affaires de l'État, d'appeler dans ses conseils les personnes que l'Union lui avait désignées, d'expulser celles qu'elle tenait pour suspectes, et de révoquer toutes les concessions de fiefs faites depuis la mort de Pedro III. Tous les confédérés s'engagèrent par serment, s'il n'acceptait pas ces conditions, à lui refuser tout impôt, et à se prêter aide et appui pour lui résister.

Alonzo, harcelé par des messages réitérés, se dé-

cida enfin à se rendre au sein des Cortès. Une fois en présence de l'Union, il n'hésita pas à repousser des requêtes que n'autorisaient ni les lois ni les coutumes du pays. Cette fermeté inattendue déconcerta ses adversaires : la plupart des nobles de second ordre et des députés des villes, et un certain nombre de *ricos homes* se séparèrent de l'Union; Saragosse, Huesca, Tarragone et Jaca, persistèrent seules dans leur rébellion. Le roi, par des concessions sagement calculées, s'efforça de désarmer leur opposition : il consentit à consacrer un jour chaque semaine à entendre les griefs de ses sujets, à convoquer tous les jours son conseil d'État, enfin à ne permettre dans les tribunaux de Valence l'emploi d'aucun autre *fuero* que celui d'Aragon.

Mais bientôt, pendant un voyage qu'Alonzo dut faire à Minorque, les mécontents, enhardis par son absence, dévastèrent le territoire de Valence, et mirent la main sur les rentes royales. A la tête des confédérés était l'évêque de Saragosse, oncle maternel du roi, avec don Jayme, son frère naturel, et une foule de *ricos homes*. Tranchant du souverain, l'Union envoya des ambassadeurs aux rois de France et de Castille et à l'Emir de Grenade pour s'allier avec eux, et fut même sur le point de reconnaître pour roi le comte de Valois, naguère investi par le pape de la couronne d'Aragon. Quelques tentatives de rapprochement, essayées par le roi, échouèrent complétement; l'Union, qui sentait la force de son côté, insista tellement sur ses griefs, qu'enfin Alonzo fut contraint de céder. Le jour de Noël 1288, il fit son entrée à Saragosse, et y signa les deux actes si con-

nus sous le nom de *Privilèges de l'Union.* Par le premier, il s'obligeait à ne procéder contre les membres de la ligue, qu'après sentence du *Justiza*, et avec le consentement des Cortès. Seize châteaux devaient être consignés par lui pour gage de sa parole, et en cas qu'il y manquât, il consentait à n'être plus reconnu par les mécontents pour roi et pour seigneur, et les laissait libres de s'en choisir un autre. Par le second, il s'engageait à convoquer chaque année, à Saragosse, les Cortès d'Aragon, et à accueillir dans son conseil des députés choisis par elles. Ces représentants de l'Union devaient jurer de ne se laisser séduire, ni par dons, ni par faveurs royales, et ils pouvaient être changés au gré des Cortès.

Tel fut le dénouement imprévu d'une lutte où la royauté n'avait manqué pourtant ni de persistance, ni de vigueur. Osons le dire, en dépit des sympathies qui s'attachent plus volontiers à la cause de l'opposition, le bon droit cette fois était tout entier du côté du monarque : cette Union illégale, qui se constituait en État souverain, et traitait d'égal à égal avec la royauté, ne menaçait pas moins le repos de l'Aragon que la dignité de sa couronne. La laisser assister, par ses délégués, aux conseils privés du roi, lui reconnaître le droit de se choisir, en cas de violation du pacte, un autre monarque, et de faire la guerre à celui qu'elle répudiait, qu'était-ce, sinon organiser l'anarchie, et légitimer la guerre civile? Toutefois, ne l'oublions pas, les concessions arrachées à Alonzo III n'étaient que la conséquence de celles de ses deux devanciers. L'Union, reconnue par Jayme I[er] comme une institution légale, avait enfanté le *Privilegio*

general, et celui-ci amenait à son tour les *Priviléges de l'Union*, c'est-à-dire l'abdication de la royauté dans les mains d'une junte factieuse.

Ajoutons, pour en finir avec l'histoire intérieure du règne d'Alonzo III, que les conventions stipulées dans ces *Priviléges de l'Union* restèrent pour la plupart sans exécution; que la loi d'Aragon trouva toujours, grâce à la mauvaise volonté des juges royaux, la plus grande difficulté à s'établir dans le pays de Valence; que la remise des châteaux, par le roi, ne s'effectua qu'en partie; que les arrêts du *Justiza* d'Aragon ne s'exécutaient pas; que, malgré la présence des conseillers imposés au roi, les affaires les plus graves se décidaient sans eux; que le roi n'assemblait pas tous les ans ses Cortès, comme il l'avait promis. Aussi les membres de l'Union se gardèrent-ils bien de la dissoudre, et, resserrant leurs liens par un pacte nouveau, ils restèrent jusqu'à la fin du règne d'Alonzo dans une attitude de méfiance vigilante.

Revenons maintenant aux affaires extérieures[1], que nous avons dû laisser de côté pour suivre jusqu'au bout l'histoire de ces dissensions. Édouard I[er] d'Angleterre cherchait depuis longtemps à se faire médiateur dans la querelle entre le saint-siége et les rois de

[1] Les sources pour les événements extérieurs de l'Aragon sont fort maigres : elles se réduisent à Muntaner, dont les dates sont presque toujours fausses et les faits controuvés, lorsqu'il n'en parle pas comme témoin oculaire; car dans ce cas il est précieux pour les détails et pour la couleur locale. Quant à Zurita, son excessive prolixité diminue le fruit qu'on pourrait en tirer, et dans les relations de l'Aragon avec la Castille, il faut parfois se méfier de son patriotisme. Schmidt enfin est exact, mais trop abrégé. Quant aux actes, on les trouve dans Rymer, *Fœdera*, et dans Raynaldi, *Annales ecclesiastici*. Voyez sur ce dernier ouvrage les Pièces justificatives.

France et d'Aragon. Dans ce but, il engagea, en 1286, le saint-père et les deux rois à traiter avec lui de la paix de la chrétienté. Alonzo, moins engagé que son frère dans la lutte avec Rome, y consentit volontiers. Par l'intervention du monarque anglais, une trève d'un an fut conclue entre les trois rois d'Aragon, de France et de Mayorque, et, chose plus rare, elle fut observée. Alonzo essaya ensuite de renouer les relations, si longtemps interrompues, de l'Aragon avec son suzerain spirituel. Sans prétendre à reconquérir la bienveillance du pape, il se flattait du moins d'obtenir sa neutralité dans les affaires de Sicile; enfin il y gagnait du temps et la liberté d'agir contre Minorque, restée au pouvoir des musulmans. Le gouverneur maure avait montré quelques velléités de révolte; mais la brusque arrivée du roi, à la tête d'une armée, fit tomber toute pensée de résistance. Les habitants obtinrent, au prix d'un tribut, la liberté de se retirer en Afrique, et Minorque, à compter de ce jour, resta au pouvoir des chrétiens. (1286-87.)

Alonzo fut moins heureux du côté du saint-siége. Après la mort de Martin IV, en 1285, son successeur Honoré IV s'était hâté de renouveler la sentence d'excommunication contre le roi Jayme, et de désavouer tout traité qui n'aurait pas pour base la soumission de la Sicile. Cette attitude malveillante de la cour de Rome, sous un pontife d'ailleurs modéré, frappa d'impuissance tous les efforts du roi d'Angleterre pour terminer ce long débat. Les négociations continuaient toujours à Bordeaux, sous la médiation d'Édouard : Alonzo insistait pour faire révoquer l'investiture de sa couronne, octroyée à un prince français,

et l'interdit mis sur ses trois royaumes. Il affirmait que son frère Jayme se soumettrait au saint-siége, si l'on voulait reconnaître ses droits au trône, garantis par l'amour des Siciliens. Pressé par les réclamations du roi de France, Alonzo n'était pas loin de consentir à relâcher les infants de la Cerda, ces malheureux otages du repos de l'Espagne, pourvu que l'aîné épousât sa sœur doña Violante, avec Murcie pour dot. Enfin, il était prêt à accorder la liberté du prince de Salerne, si l'on reconnaissait pour valable la cession de ses droits que le prince avait faite à Jayme.

Mais tout espoir de conciliation venait toujours échouer devant cette malheureuse question de la Sicile, à laquelle personne ne voulait renoncer. A la fin Édouard, infatigable dans ses efforts, invita le roi d'Aragon à une entrevue à Oloron le 25 juillet 1287. Après de longs débats, on convint que le prince de Salerne serait mis en liberté, au prix de 50 mille marcs d'argent, et en livrant comme otages à Alonzo ses trois fils, soixante de ses nobles et les places fortes de la Provence; le roi d'Aragon devait en revanche consigner pour otages son frère don Pedro et trois de ses plus hauts barons. Le prince s'engageait à obtenir du saint-siége et de la France une trève de trois ans; et si, au bout de ces trois ans, la paix n'était pas conclue, il devait encore payer 100 mille marcs, et laisser ses otages et ses villes au pouvoir de l'Aragon, à moins que lui-même ne préférât se constituer prisonnier.

La guerre, en attendant, continuait en Sicile avec une animosité toujours croissante; le comte d'Artois, nommé, par Charles d'Anjou mourant, lieutenant-général du royaume, avait acheté une flotte

aux Vénitiens, et s'était emparé de Catane. Pendant l'absence de dell' Oria, occupé de poursuivre les Français jusque dans les mers du Levant, le roi Jayme de Sicile avait laissé dépérir sa marine, et l'on accusait déjà l'amiral, lorsqu'il apparut de retour de sa glorieuse croisière[1]. En peu de temps, les arsenaux furent remplis, les vaisseaux armés, et dell' Oria, à la tête d'une flotte formidable, mit à la voile pour Agosta en Calabre, que le roi de son côté vint assiéger par terre. La ville fut prise au bout de quelques jours; l'amiral, ayant appris qu'une flotte française se préparait à secourir Agosta, parut tout d'un coup devant Naples, le 16 juin 1287, et offrit la bataille à l'ennemi; les Français, avec quatre-vingts galères contre quarante, n'hésitèrent pas à l'accepter. Après une lutte opiniâtre, la victoire finit par rester aux Aragonais, qui s'emparèrent de quarante vaisseaux et de cinq mille prisonniers. Sans les efforts du comte d'Artois et du légat, Naples se soulevait en faveur de Jayme, et ce fut à grand' peine qu'on obtint du vainqueur une trève d'un an.

Quelque glorieux que fussent les services de l'amiral, le roi ne lui pardonna point d'avoir conclu sans son aveu cette trève qui arrêtait le cours de ses succès. Les envieux de dell' Oria l'accusèrent de

[1] Zurita, d'après un auteur sicilien que, suivant sa coutume, il se garde bien de nommer, raconte l'anecdote suivante : « Dell' Oria à son retour, instruit de ces calomnies, quitta brusquement l'arsenal où il travaillait ; couvert de poussière et mal vêtu, il accourut au palais dans ce méchan appareil ; et là, devant le roi et tous ceux qui s'y trouvaient, il rappela dans un long discours tous les services qu'il avait rendus, le sang qu'il avait versé et les grandes choses qu'il avait faites, pendant que ses ennemis passaient leur temps dans les fêtes à faire la cour aux dames. Et tout ceci fut dit par lui avec une telle magnificence de langage, et ouï de tous avec tant de silence et d'admiration, qu'aucun de ses adversaires ne fut assez osé pour le contredire. »

s'être laissé acheter, et voulurent le faire juger comme coupable de haute trahison [1]; mais le roi se refusa à traiter avec tant de rigueur l'homme qui lui avait mis la couronne sur la tête, et qui pouvait seul la maintenir. Cependant le traité d'Oloron ne s'exécutait pas: Honoré était mort en 1287, et le premier acte de son successeur, Nicolas IV, fut d'adopter, selon l'usage de la cour de Rome, où les hommes changent, mais non les maximes, la politique de son devancier [2]. Nicolas annula les traités de Camfranc et d'Oloron, somma les Siciliens de reconnaître leur dépendance du saint-siége, Jayme de renoncer à la couronne, et le roi d'Aragon de mettre en liberté le prince de Salerne, toujours prisonnier, et de comparaître en personne devant la cour de Rome. Alonzo se contenta d'y envoyer des ambassadeurs; mais le pontife irrité n'en persista pas moins dans son attitude hostile envers l'Aragon [3].

Tout en négociant, Alonzo se tenait prêt à agir. Le roi de Mayorque, poussé sous main par la France, avait envahi le Lampourdan. Le roi d'Aragon marcha sur-le-champ vers sa frontière avec une armée, et son attitude énergique fit reculer son adversaire. Le roi de Castille, après quelques hésitations, avait fini par se jeter dans les bras de la France; mais Alonzo possédait contre lui une arme dont il n'hésita plus à se

[1] Nicol. Specialis, liv. II, chap. 2; ap. Muratori, *Script. rer. ital.*, t. X, p. 954.

[2] Bernardo Guido, ap. Muratori III, 612; et Villani, *ibid.*, p. 317.

[3] S'il fallait en croire Zurita (liv. IV, chap. 103), Nicolas, avant d'être pape, était venu autrefois en Aragon comme légat, et avait béni le roi Jayme I[er] et ses enfants. Pressé par la France de prononcer de nouveau l'interdit contre le roi d'Aragon, il s'y serait refusé en disant : « A Dieu ne plaise que je maudisse ceux que j'ai bénis une fois! » Ce qui ne l'empêcha pas en 1289 d'excommunier Alonzo.

servir : tirant de leur longue captivité les infants de la Cerda, il fit couronner l'aîné, don Alonzo, roi de Castille et de Léon par les bannis castillans réfugiés à sa cour, et s'apprêta à le soutenir de toutes les forces de son royaume (1288).

Édouard d'Angleterre, poursuivant son rêve de pacification, négociait toujours avec le roi d'Aragon pour obtenir la liberté du prince Charles de Salerne. Les deux rois se réunirent de nouveau à Camfranc, et le prisonnier y fut amené pour traiter du rachat de sa liberté, que le pape venait de réclamer par une lettre menaçante. Après s'y être longtemps refusé, le prince consentit à ratifier le traité d'Oloron : il remit au roi d'Aragon ses deux plus jeunes fils, avec un à-compte de 23 mille marcs d'argent, et s'engagea à livrer dans trois mois son fils aîné, sous peine d'une amende de 70 mille marcs. A ces dures conditions, le prince fut enfin mis en liberté, et Alonzo III ne songea plus qu'à venger ses longs griefs contre la Castille.

Nous avons déjà raconté, dans le règne de Sancho, ce semblant de guerre qui se termina sans hostilités réelles. Pendant ce temps, le prince de Salerne, impatient de se faire relever des engagements qu'il venait de signer, alla trouver, à Pérouse, le pape qui lui conféra la couronne de Sicile, sous le nom de Charles II[1], le 29 mai 1289. Une croisade contre Jayme fut prêchée d'un bout à l'autre de l'Italie. Enfin le pape, excommuniant le roi d'Aragon, déclara nuls

[1] Raynaldi (t. XXIII des *Annal. ecclés.*, p. 46) donne l'acte que Charles II de Naples et de Sicile signa en recevant sa couronne : il y reconnaît sa dépendance du saint-père, et octroie aux Siciliens des lettres de grâce que le pape confirme, en levant les censures prononcées contre eux. Charles promet en outre de ne pas donner à la Sicile des administrateurs français, et d'y mettre un cardinal romain à la tête du gouvernement.

les traités conclus avec lui, et accorda au roi de France les dîmes de l'Église, afin qu'il aidât son frère le comte de Valois à s'emparer de la couronne d'Aragon. Ainsi, en dépit des efforts du roi d'Angleterre, la guerre s'était rallumée sur tous les points : Alonzo avait à faire face à la fois aux rois de France, de Castille et de Mayorque. Jayme de Sicile, plus menacé encore, mit le siége devant Gaëte, que le roi Charles et le comte d'Artois ne tardèrent pas à venir secourir; mais l'avantage était pour Jayme, dont la flotte était maîtresse de la mer. Le roi de Naples, bientôt découragé, fit demander, par le légat, une trève de deux ans à son ennemi, qui consentit à la lui accorder. Le comte d'Artois, indigné de voir son allié mendier une trève au lieu de combattre, s'en retourna en France avec ses chevaliers.

Alonzo cependant travaillait sans relâche à se réconcilier avec le saint-père; vaincu par ses instances, le pape consentit à envoyer en France deux cardinaux pour traiter de la paix. Le roi d'Aragon réunit à Barcelone ses Cortès pour arrêter les bases du traité, et nomma, d'accord avec elles, les ambassadeurs à qui devait être confiée la négociation. Ainsi Alonzo, en acceptant la tutelle de ses Cortès, eut l'art de se les donner pour complices dans les transactions déshonorantes qu'il songeait à conclure.

Les ambassadeurs partirent enfin pour Tarascon, où ceux du roi Jayme de Sicile n'étaient pas arrivés encore. Le roi d'Aragon, en séparant sa cause de celle de son frère, eut, comme il l'avait prévu, meilleur marché des légats du pape; et, non sans de longues négociations, la paix fut enfin conclue en février 1291, entre le saint-père, le roi de France, le roi

d'Aragon, et le roi Charles de Naples et de Sicile, aux conditions suivantes : Alonzo devait, par une ambassade solennelle, demander pardon au pape de ses offenses, et rentrer, en fils repentant, dans le giron de l'Église. Il s'engageait, pour lui et ses successeurs, à payer chaque année au saint-siége, en signe de vasselage, une redevance de trente onces d'or. A ce prix, toutes les censures lancées contre lui devaient être révoquées, ainsi que la donation, faite par le pape, de la couronne d'Aragon au comte de Valois. La paix devait régner désormais entre les trois souverains de France, d'Aragon et de Sicile, à savoir, le roi Charles, le seul reconnu par la cour de Rome. Le royaume de Mayorque devait rester à l'Aragon. Alonzo s'engageait à aller se mettre aux ordres du saint-père, avec deux cents chevaux et cinq mille fantassins, afin de marcher en personne à une expédition en Terre-Sainte. Mais la condition la plus dure pour le roi d'Aragon, si l'ambition n'eût fait taire en lui tout autre sentiment, c'était de ne prêter à Jayme aucun appui, et de rappeler tous les nobles aragonais ou catalans qui servaient dans ses armées, sous peine pour eux de perdre tous leurs fiefs dans la Péninsule. Il devait en outre s'entremettre auprès de son frère pour le faire renoncer à la couronne; et si Jayme s'y refusait, le roi s'engageait sous serment à l'y contraindre par la force, et à ne pas quitter la Sicile avant de l'avoir fait rentrer sous l'obéissance du saint-siége.

Tel est ce traité, d'autant plus honteux pour le roi d'Aragon que tous les fruits en étaient pour lui, et qu'il s'y faisait l'exécuteur des hautes-œuvres du saint-père. Les ambassadeurs de Jayme à la cour d'Aragon, en voyant la Sicile ainsi sacrifiée, reprochè-

rent énergiquement au roi d'abandonner une cause qui était la sienne, et le quittèrent pour s'en retourner en Italie[1]. Alonzo, sans s'émouvoir de leurs reproches, se hâta d'exécuter le traité. Le plus difficile pour lui était de se justifier auprès de son frère; mais la mort vint lui épargner ce soin : au milieu des fêtes qui précédaient son mariage avec la fille du roi d'Angleterre, il tomba soudainement malade. Un abcès se déclara dans la cuisse, et après dix jours de souffrances, il mourut à trente-sept ans, avec la résignation d'un chrétien, le 18 juin 1291. Alonzo III, par son testament, laissait ses couronnes d'Aragon, de Catalogne et de Mayorque à son frère Jayme, à charge pour celui-ci d'abandonner la Sicile à son frère Frédéric; en cas de mort de Jayme, Frédéric devait succéder à la couronne d'Aragon, et don Pedro, le dernier des quatre frères, à celle de Sicile; dispositions fort sages, car Alonzo avait compris, comme son père, que ces deux couronnes ne pouvaient sans danger se réunir sur une seule tête. Ainsi ce prince, sur son lit de mort, protestait lui-même contre les engagements qu'il venait de signer, et son testament, en

[1] Zurita, trop loyal pour absoudre Alonzo, et trop bon Aragonais pour le condamner, s'en tire en mettant dans la bouche d'un de ces ambassadeurs, Beltran de Canellas, ce qu'il pense lui-même de la conduite du roi d'Aragon. « Cette paix, dit Beltran, était honteuse et infâme, puisque le roi en avait si inhumainement exclu sa mère et ses frères, qu'il abandonnait aux bourreaux, pour se délivrer lui et ses royaumes. De quel cœur irait-il naviguer dans les mers de Sicile, et entrer dans ce royaume pour persuader à son frère de l'abandonner aux mains des tyrans ?... Son frère Jayme étant, d'après le testament du feu roi, l'héritier éventuel du trône d'Aragon, Alonzo pouvait-il défendre aux Aragonais d'aller combattre pour le légitime successeur de cette couronne, et leurs *fueros* nationaux ne leur permettaient-ils pas d'aller servir qui ils voulaient?... » Cette dernière assertion est fausse, car les *observantias de Aragon*, liv. VI, tit. 1er, loi 9, défendent au vassal d'aller servir un autre suzerain, sans la permission du seigneur.

invalidant toutes les clauses du traité de Tarascon, préparait à la chrétienté de nouvelles discordes.

Dans ce règne trop court, où le caractère d'Alonzo III n'a pas eu le temps de se développer, l'histoire hésite à porter sur ce prince un jugement définitif. C'est aux dépens de son trésor, sans cesse obéré, qu'il acheta de ses contemporains le surnom de *Magnifique*, et les Cortès de Monzon, en 1289, furent obligées de fixer des bornes à ses prodigalités. Le courage, héréditaire dans la maison d'Aragon, ne manquait pas à Alonzo, comme l'attestent trois vers du grand poëte politique de l'Italie, le Dante[1]. Quant à son caractère, une prudence mêlée de faiblesse, une habileté mêlée de ruse, sont les deux traits qui y dominent. Le résultat le plus saillant de son règne, c'est l'accroissement outre mesure du pouvoir des *ricos homes* et des communes aux dépens de la prérogative royale. Étrange diversité de caractère entre les deux grands peuples qui se partagent la Péninsule! En Castille, une noblesse égoïste et factieuse, agissant sans concert, sans plan arrêté, ne sait pas faire tourner au profit de la liberté ses révoltes perpétuelles, tandis que les communes, toujours prêtes à se rallier autour du trône, aiment mieux devoir leurs franchises à une charte qu'à l'insurrection. En Aragon, au contraire, *ricos homes*, clergé, bourgeoisie, tout se réunit par un même instinct contre la royauté, comme l'ennemi commun que tous ont à redouter; d'où ce mot, si profond et si vrai de Fernando *le Catholique* : « Il est aussi difficile de séparer les Aragonais que d'unir les Castillans. »

[1] « E se rè dopo lui fosse rimaso
Lo giovinetto, che retro à lui siede,
Bene andava il valor di vaso in vaso. »

CHAPITRE IV.

DON JAYME II D'ARAGON, DIT *LE JUSTICIER.*

1291 A 1327.

Les *ricos homes* de Catalogne et d'Aragon, après avoir déféré provisoirement la régence à l'infant don Pedro, firent inviter le roi Jayme à venir prendre possession du trône. Mis en demeure de choisir entre deux couronnes, Jayme aurait dû se contenter de celle d'Aragon, et renoncer à celle de Sicile; mais il aima mieux les garder toutes deux, et, dans le parlement national réuni à Messine, il fit reconnaître son frère Frédéric pour lieutenant du royaume, pendant son absence. Les Siciliens, qui se souvenaient de la défection d'Alonzo III, ne virent pas sans un triste pressentiment s'éloigner le roi qui avait partagé leur mauvaise fortune; et se serrant autour de cette maison d'Aragon, qui semblait avoir attaché son sort à celui de la Sicile, ils attendirent avec fermeté l'orage qui les menaçait.

Après une courte traversée, Jayme arriva à Barcelone le 16 août; mais, se rappelant ce qu'il en avait coûté à son frère pour s'être trop hâté de prendre le titre de roi d'Aragon, avant de l'avoir reçu des Cortès, il se contenta jusque-là du titre de roi de Sicile. Le couronnement eut lieu à Saragosse avec un grand

éclat : après avoir juré de maintenir les *fueros* et coutumes d'Aragon, Jayme protesta, comme son frère, qu'il recevait sa couronne libre de toute dépendance envers le saint-siége. Puis, par une autre protestation, tenue secrète, il déclara monter sur le trône par droit d'aînesse pur et simple, et non en vertu du testament d'Alonzo III ; en d'autres termes, qu'il acceptait la couronne d'Aragon, sans renoncer à celle de Sicile.

Annexer ensemble ces deux États, c'était détruire l'œuvre de la sagesse de deux règnes, et lancer de nouveau l'Aragon dans le tourbillon des affaires d'Italie. Toutefois, pour diminuer le nombre de ses ennemis, Jayme se hâta d'abandonner la cause perdue du prétendant de la Cerda, et de se rapprocher du roi Sancho de Castille. Cette alliance fut scellée par un projet de mariage entre Jayme et l'infante Ysabel, âgée de neuf ans, qui fut remise à son fiancé pour être élevée à la cour d'Aragon. Du reste, le roi de Castille gagnait plus à ce traité que son nouvel allié ; car Sancho, en guerre avec les infidèles, s'assurait contre eux le secours des flottes catalanes, et frappait de mort les prétentions d'Alonzo de la Cerda, en le privant de l'appui de l'Aragon. Jayme, au contraire, menacé d'une double guerre contre la France et le roi Charles de Naples, ne pouvait compter sur l'appui de la Castille, dont l'action était nulle au dehors ; aussi ce traité fut-il fort mal reçu des Aragonais.

Les hostilités entre les flottes de Naples et celles de Sicile, avaient été suspendues par une trêve ; elles continuèrent en Calabre, où Vlasco de Alagon et dell' Oria, aussi heureux sur terre que sur mer, battirent les Français dans deux rencontres. Mais

la situation de Jayme n'en était pas moins périlleuse : au dedans, les *ricos homes*, toujours divisés, ne savaient s'unir que pour dicter des lois à la royauté. Au dehors, l'aspect des affaires devenait de plus en plus menaçant : le pape Nicolas V, Français de cœur, car Français et Guelfe sont synonymes à cette époque, s'était prononcé contre le roi d'Aragon, en défendant au clergé de le reconnaître pour roi, et en ordonnant aux habitants des Baléares de rentrer sous l'obéissance de Jayme de Roussillon. Le comte de Valois, malgré le traité de 1291, réclamait la couronne d'Aragon, et prétendait, avec la loyauté qui caractérise les transactions de cette époque, n'avoir renoncé à ses droits qu'en faveur d'Alonzo III, et non de son successeur. Philippe-le-Bel appuyait les prétentions de son frère, et pressait le pape de prêcher une seconde croisade contre l'Aragon, malgré le mauvais succès de la première; mais Nicolas s'y refusa, de peur de nuire à son projet favori d'une expédition en Terre-Sainte, et sa mort, arrivée en avril 1292, vint couper court à ce projet insensé.

Le roi de Castille était parvenu à se faire livrer par le roi d'Aragon les fils du roi Charles de Naples, et la possession de ces précieux otages le rendait maître des négociations. Dans une entrevue avec Jayme, le roi de Castille lui porta des paroles de paix de la part des deux rois de France et de Naples : ce dernier, qui venait de perdre son fils aîné, offrait la main de sa fille à l'infant Frédéric, avec la Sicile pour dot, à condition que le roi d'Aragon restituerait ses conquêtes en Calabre, offre avantageuse, si elle était sincère, et que l'on s'étonne de ne pas voir acceptée par Jayme; mais celui-ci rompit brus-

quement les négociations. Les Siciliens, qui craignaient de voir encore la paix se conclure à leurs dépens, se hâtèrent d'envoyer des ambassadeurs au roi d'Aragon, pour le supplier de ne pas déserter, comme Alonzo III, la cause de son frère et de la Sicile; Jayme les rassura en affirmant qu'il ne traitait que de la cession de ses droits à son frère Frédéric, pis-aller que les Siciliens étaient prêts à accepter, comme une garantie de plus pour leur indépendance. La trève fut prorogée, et Jayme envoya à Messine un de ses confidents pour faire accepter la paix à son frère et aux Siciliens; négociation difficile, où, pour l'honneur de la maison d'Aragon, il était à souhaiter qu'il ne réussît pas.

Cependant, la vacance du saint-siége, prolongée depuis deux ans, reculait cette paix après laquelle soupirait tout le monde chrétien. Les cardinaux, toujours en conclave, ne pouvaient parvenir à s'entendre, lorsqu'une inspiration, qu'ils crurent descendue du ciel, leur fit élire à l'unanimité un pauvre ermite du Labour, sous le nom de Célestin IV. Le nouveau pape, avec une modestie un peu tardive, s'aperçut bientôt que son mérite n'était pas au niveau de sa position, et après avoir régné deux mois à peine, il se décida, par un rare exemple d'humilité, à descendre du trône pontifical, et à céder la place à un plus digne[1].

[1] Boniface VIII, dont les qualités comme les défauts offrent avec ceux de son prédécesseur le plus parfait contraste, se hâta de le faire enfermer dans une étroite prison, de peur qu'en venant à se repentir de son abdication, il ne créât un schisme dans l'Église. Célestin mourut dix-huit mois après, et fut canonisé plus tard. C'est de lui que le Dante a dit : *Inferno*, liv. III, vers 58 :

« Che fece per viltate il gran rifiuto. »

(Voir Sismondi, *Républ. italiennes*, t. IV, p. 82.)

Caïetani, élu pape sous le nom de Boniface VIII, avait d'avance aliéné son indépendance, en promettant à Charles de Naples son appui, s'il voulait favoriser son élection. Ainsi, ce pontife, sur la joue duquel la France devait souffleter Rome, arrivait à la tiare par l'influence d'un prince français et des voix de la France dans le conclave. L'ascendant de la papauté, si déchu en Italie depuis dix ans, semblait prêt à renaître sous un pontife actif, ardent, habile, en qui l'on croyait voir renaître les Hildebrand et les Innocent III. Jayme recula devant une lutte avec ce formidable adversaire. Dès cette époque, on voit percer en lui le dessein bien arrêté de changer l'ancienne politique de l'Aragon, et de renoncer aux alliances gibelines pour se jeter dans les bras des guelfes. Or, comme tout le monde, les Siciliens exceptés, avait à gagner à la paix qui allait se conclure, tout marcha bientôt à grands pas vers un accommodement. Célestin V, pendant son court pontificat, avait uniquement tendu vers ce but, et Boniface VIII, à peine couronné, n'épargna rien pour l'atteindre; des ambassadeurs sillonnèrent l'Europe en tous sens, et la mort même de Sancho de Castille, l'un des plus ardents promoteurs de la paix, n'interrompit pas les négociations. Les Aragonais eux-mêmes, unis longtemps au saint-siége par des liens si étroits, supportaient impatiemment un interdit qui les blessait dans leur orgueil et dans leur foi, et Jayme allait au-devant de leurs vœux les plus chers, en cherchant à se réconcilier à tout prix avec la cour de Rome.

Entre des ennemis fatigués de lutter, un rapprochement est toujours facile : un congrès réuni par le pape à Anagni, arrêta les conditions suivantes : le

mariage projeté entre le roi d'Aragon et l'infante de Castille était dissous par le saint-père, pour cause de parenté, et Jayme devait épouser Blanche, fille du roi Charles, avec cent mille marcs de dot, que le pape s'engageait à payer. La Sicile et les îles adjacentes étaient restituées au saint-siége, sous réserve des droits du roi de Naples. Le roi de France et son frère le comte de Valois renonçaient à toute prétention sur la couronne d'Aragon, et le dernier recevait comme indemnité le comté d'Anjou, que lui cédait le roi Charles. La sentence d'interdit contre le roi d'Aragon et son frère Frédéric était annulée; les fils du roi de Naples, prisonniers de Jayme, étaient rendus à leur père, avec tous les autres otages. Enfin, un nonce du pape devait être envoyé en Sicile, pour réconcilier ce pays avec le saint-siége et lever l'interdit dont il était frappé. A ces stipulations publiques il faut ajouter un article secret par lequel le roi d'Aragon renonçait à ses droits sur la Sicile, moyennant la cession par le pape des îles de Corse et de Sardaigne, et s'engageait à mettre à la solde du roi de France quarante galères, pour l'aider dans sa guerre contre l'Angleterre.

Aussitôt la paix conclue, Jayme assembla ses Cortès pour la leur faire ratifier, ce qu'elles firent sans difficulté; seulement, quelques députés observèrent que le roi renonçait à ce qu'il tenait, c'est-à-dire à la Sicile, pour la Corse et la Sardaigne, plus aisées à donner qu'à prendre. Restait à exécuter la clause la plus délicate, celle qui concernait la soumission de la Sicile. Boniface VIII, jaloux de tout terminer à l'amiable, parvint à décider Frédéric à une entrevue à Vellétri, où il vint accompagné de

l'amiral dell' Oria et de Procida [1]. Là, le pape proposa à l'infant, s'il voulait abdiquer la couronne de Sicile, de le marier à Catherine, fille de Philippe de Courtenay, empereur titulaire de Constantinople, et nièce de Charles II de Naples; ce dernier s'engageait, en ce cas, ainsi que le pape, à aider l'infant à s'emparer du trône de Constantinople. Peu séduit par l'offre de cette couronne en expectative, Frédéric, éluda la proposition, et l'entrevue se termina sans résultat.

Pendant ce temps, la nouvelle de la paix conclue à Anagni était parvenue à Messine, et les Siciliens, qui ne pouvaient croire à ce lâche abandon de la part de Jayme, y virent d'abord une ruse de Frédéric pour enlever la couronne à son frère. Mais bientôt le doute fut impossible, et deux religieux, dépêchés par le pape pour exhorter les rebelles à l'obéissance, faillirent être mis en pièces. Une nouvelle ambassade fut envoyée en Aragon pour protester contre le traité, et essayer de le faire révoquer, et elle arriva juste à temps pour voir conclure le mariage qui devait sceller la ruine de la Sicile. En effet, le légat du pape et le roi Charles II avaient amené au roi d'Aragon sa fiancée, et les noces furent célébrées à Barcelone le 1er novembre 1295 [2]. Les envoyés

[1] Nicol. Specialis, ap. Murator, t. X, p. 962, contient sur cette entrevue de curieux détails : le pape prenant la tête de Frédéric entre ses mains l'embrassa avec effusion, et n'épargna pour le gagner ni promesses ni caresses; mais Frédéric resta froid devant toutes ces démonstrations, et promit d'accepter *si les Siciliens y consentaient*. C'était refuser poliment. Quant à l'amiral : « C'est donc vous, lui dit le pape, qui avez fait périr « tant de monde, et qui avez été pour l'Église un si rude adversaire? — « C'est par la faute de vos prédécesseurs et de vous, répondit l'intraitable « amiral. »

[2] Il faut voir avec quelle joie d'enfant Muntaner décrit ces noces somptueuses qui durèrent plus de huit jours. « Quant à la reine Blanche, ajoute-

siciliens refusèrent d'assister à ces noces de fâcheux augure; et « en apprenant, dit Zurita, que le roi don Jayme abandonnait au roi Charles tous ses droits sur la Sicile, ils se troublèrent comme s'ils eussent ouï sentence de mort; et devant toute la cour ils déclarèrent qu'ils se départaient de la seigneurie du roi, et se réputaient libres d'en choisir un autre. » Jayme, lui-même, reconnaissant la justesse de leurs plaintes, admit leur protestation, et en fit dresser acte public [1].

Lorsque les députés, de retour à Palerme, y débarquèrent vêtus de deuil, et la tristesse peinte sur leurs visages, la Sicile comprit qu'elle n'avait plus à compter que sur elle-même. Le parlement se réunit sur-le-champ, et l'infant d'Aragon fut élu tout d'une voix, et couronné en pompe à Palerme, le 25 mars 1296, sous le nom de Frédéric III, nom déjà illustré par l'empereur Frédéric II d'Allemagne, qui avait régné dans ce pays. Les Aragonais établis dans l'île accueillirent ce choix avec transport, et l'amiral dell' Oria se chargea de prouver « que l'infant était le troi- « sième Frédéric que les prophètes avaient annoncé « comme devant être le maître de l'Empire. » Les envoyés du pape, munis de ses blancs-seings et de ceux du roi d'Aragon, ne purent même obtenir de débarquer [2]; et la nation, se serrant tout entière autour du

t-il, c'était la personne la plus belle, la plus sage et la plus chérie de Dieu, comme En Jacme est bien le seigneur le plus courtois, le plus aimable et le plus brave du monde; et quant à elle, c'était une fontaine de grâces et de bonté; et les peuples l'appelèrent *dame Blanche de sainte paix.* »

[1] Suivant Carbonell, p. 87, les députés, après avoir prononcé, dans leur grande ire, de desbonnêtes et terribles paroles, ajoutèrent ces mots : « Nous avons bien ouï dire que vassaux eussent désemparé leur seigneur, « mais jamais que seigneur eût désemparé ses vassaux. » Et ils s'en retournèrent après avoir fait teindre en noir les voiles de leurs vaisseaux. »

[2] Pedro de Ansalon les reçut sur le rivage l'épée à la main, et leur dit :

roi qu'elle s'était donné, s'apprêta à défendre avec lui son indépendance. Jayme, empressé de regagner les bonnes grâces du saint-père, somma les barons et chevaliers aragonais, établis en Sicile au nombre d'un millier environ, de renoncer au service de son frère, mais la plupart refusèrent d'obéir. Le pape, de son côté, annula l'élection de Frédéric, donna à Charles de Naples cinq mille marcs d'or et les dîmes pour les frais de la guerre, et conféra au roi d'Aragon le titre de gonfalonier de l'Église, et de généralissime de la prétendue croisade qui devait servir de prétexte à une expédition contre la Sicile.

La guerre ne tarda pas à recommencer en Calabre, et Frédéric, prenant l'offensive, s'empara de toutes les possessions du roi de Naples, réduit à une défensive timide sur les côtes de la Pouille. Le pape, effrayé des progrès de Frédéric en Calabre, somma le roi d'Aragon, aux termes du traité d'Anagni, de venir à Rome se concerter avec lui sur les moyens d'opérer la soumission de la Sicile. Jayme éluda longtemps, sous divers prétextes, et finit par envoyer à Rome sa mère à sa place avec l'amiral et Procida, devenus tous les deux, par leurs secrètes intelligences avec lui, justement suspects au roi de Sicile[1]. Ce ne fut qu'après avoir terminé sa guerre de Murcie, qu'il se décida à venir à Rome, en mars 1297. Là,

« C'est avec ceci à la main, et non des actes ou des contrats, que les Siciliens se procureront la paix. »

[1] Outre ses trames avec le roi d'Aragon, l'amiral s'était encore rendu redoutable au roi de Sicile par le nombre de châteaux forts qu'il possédait dans l'île, et ses immenses richesses, qui montaient, dit-on, à trente-trois mille onces d'or de revenu. L'once sicilienne, suivant Sismondi, valant 60 francs, c'était donc près de deux millions, somme énorme pour l'époque.

les deux maisons de Naples et d'Aragon, si longtemps ennemies, s'unirent d'un nouveau lien par le mariage de l'infante Violante avec Robert, duc de Calabre, troisième fils de Charles II, et futur héritier de ses États. Jayme y reçut du saint-père l'investiture des royaumes de Corse et de Sardaigne, en fief de l'Église; en retour, il s'engagea à fournir à son nouveau suzerain cent hommes d'armes et cinq cents fantassins, outre un tribut annuel de deux mille marcs d'argent, et à ne jamais contracter alliance avec les ennemis du saint-siége. Ainsi le roi d'Aragon, enlacé peu à peu dans les filets de la cour de Rome, se trouvait obligé à faire de ses ennemis les siens, et à porter les armes partout où elle le lui commanderait, fût-ce en Sicile et contre son frère.

Cette apostasie du roi d'Aragon entraîna bientôt celle de dell' Oria : aigri contre Frédéric qui, influencé par des courtisans envieux, ne tenait pas assez de compte de ses services, l'illustre amiral, en avançant en âge, sentait quelque scrupule de se trouver depuis tant d'années en guerre avec le saint-siége. Déjà, dans cette lutte héréditaire où trois rois s'étaient essayés tour à tour contre l'immuable politique de la cour de Rome, l'Aragon avait renoncé au combat; la Sicile seule tenait bon, et l'amiral, en abandonnant sa cause, eut pour excuse l'exemple du roi qui la trahissait. Dell' Oria fit aux pieds du saint-père amende honorable, fut relevé des censures ecclésiastiques, et reçut l'autorité effective de l'amiralat de l'Église, dont le titre avait été donné au roi Jayme. Procida, complice de cette défection, resta à Rome avec la reine douairière d'Aragon, désavouant

ainsi, dans un moment de faiblesse, l'œuvre de l'émancipation de son pays; et Jayme, étouffant un reste de scrupule, s'en retourna en Catalogne pour préparer une expédition en Sicile. Vainement Frédéric essaya de s'adresser au cœur de son frère : aux instances des envoyés siciliens, Jayme ne répondit que par de vaines protestations de dévouement au saint-siége. Quant à l'amiral, il s'exécuta sur-le-champ, et alla se mettre à Naples à la disposition du roi Charles, promettant de faire passer la victoire avec lui sous les drapeaux des Français.

Il était temps en effet pour l'indolent Charles de Naples de trouver un appui plus efficace que les brefs du saint-père. La guerre, conduite avec mollesse, devenait de plus en plus contraire aux armes du prétendant. L'amiral lui-même, ayant débarqué quelques troupes en Calabre, se fit battre par don Vlasco de Alagon, qu'il avait vainement tenté de séduire; mais bientôt l'avant-garde de la flotte catalane, expédiée par le roi d'Aragon, vint ranimer le courage des Napolitains, en portant le ravage sur les côtes de la Sicile; et Jayme, après avoir restitué à son oncle les îles Baléares, s'embarqua pour l'Italie, à la tête de quatre-vingts galères [1], en août 1298.

Arrivé à Ostia, le roi d'Aragon, suivi de l'amiral, alla recevoir de la main du saint-père le gonfalon de l'Église, emblème de sa nouvelle dignité : de là, il se rendit à Naples, et les deux flottes ayant opéré leur jonction, Jayme se trouva à la tête d'un des plus formidables armements qui eussent jamais couvert les

[1] Suivant Zurita, liv. V, chap. 35, les Catalans avaient fourni pour cet armement deux cent mille livres : le roi, en retour, leur fit remise à tout jamais de l'impôt du *bovage*.

mers : tous les peuples du midi de l'Europe, l'Aragon, la Catalogne, la France, la Provence, la Toscane et la Calabre, y avaient envoyé leur contingent; mais Frédéric, plein de confiance dans son bon droit et dans le courage des Siciliens, n'hésita pas à se présenter devant Naples, à la tête de soixante-quatorze galères, commandées par Corrado Doria ou d'Oria, d'une famille génoise, dont la gloire maritime devait éclipser un jour celle de son homonyme calabrais [1]. Jayme, qui désirait au fond de l'âme se dispenser de combattre son frère, le fit engager sous main à éviter un engagement contre des forces trop supérieures. Le conseil était bon, et Frédéric le suivit; aussitôt le roi d'Aragon cingla vers la Sicile, où il s'empara de plusieurs places fortes : voulant s'assurer un port pour faire hiverner sa flotte, il vint mettre le siége devant Syracuse, qui lui opposa la plus vive résistance. Frédéric se hâta d'accourir au secours de la ville assiégée, et dans plusieurs rencontres la victoire se déclara en faveur des Siciliens. Giovanni dell' Oria, parent de l'amiral, qui lui avait confié une division de sa flotte, se fit battre par l'escadre sicilienne, et, tombé au pouvoir de l'ennemi avec une vingtaine de galères, il fut décapité comme traître sur la place de Messine.

Jayme poursuivait sans espoir le siége de Syracuse, lorsque arriva la nouvelle de la perte de sa flotte : la consternation se mit dans l'armée, où les fatigues et les maladies avaient déjà enlevé dix-huit mille hommes. Jayme, découragé, se décida enfin à lever le siége,

[1] Zurita appelle ce dernier Roger de Lauria; mais j'ai préféré suivre l'orthographe de Villani, qui l'appelle dell' Oria; quant à l'amiral génois, Zurita le nomme de Oria, ce qui est absolument le même nom. On sait les victoires de Doria sous Charles-Quint.

et à fuir honteusement devant un ennemi inférieur en nombre (février 1299). Arrivé devant Messine, il fit proposer à son frère de lui rendre ses galères et ses prisonniers, s'engageant à ce prix à ne jamais remettre le pied en Sicile; mais Conrad Llança, émigré catalan au service de Fréderic, lui conseilla, au lieu de traiter avec le roi d'Aragon, de lui courir sus. Frédéric suivit ce conseil; toutefois Jayme, qui avait l'avance et le vent pour lui, parvint à lui échapper, et rentra à Naples avec ses vaisseaux. Il y trouva sa femme qui venait d'accoucher d'un fils, l'infant Alonzo. Une violente maladie, causée par le dépit, mit en danger les jours du roi, qui, à peine guéri, se rembarqua pour la Catalogne, où il s'occupa de préparer une autre expédition.

Frédéric, prompt à mettre à profit sa victoire, reprit l'une après l'autre toutes les places que son frère lui avait enlevées, et ne négligea rien pour assurer la défense de ses côtes. Rassemblant son parlement à Messine, il trouva la résolution des Siciliens égale à la sienne : en peu de temps quarante galères furent prêtes à prendre la mer. Il était temps, car Jayme arrivait avec une seconde flotte plus nombreuse que la première. Frédéric, voyant approcher le danger, résolut de marcher au-devant de lui, et de livrer bataille, en dépit de l'infériorité de ses forces. Il rencontra bientôt les cinquante-six galères du roi d'Aragon près du cap Orlando, déjà rangées en bataille, et la poupe tournée vers la terre. Sans vouloir même attendre un renfort qui leur arrivait, les Siciliens, pleins d'une confiance qu'ils devaient à leurs succès, marchèrent droit à l'ennemi. L'amiral dell' Oria, qui s'attendait à une attaque, avait fait attacher ses galères les unes

aux autres, de manière à former un rempart continu. Frédéric, divisant les siennes en deux ailes, se plaça au centre avec la *Capitane;* et, le jour étant trop avancé, il résolut d'attendre au lendemain.

Pendant la nuit, l'amiral fit débarquer les chevaux et les gens inutiles, détacha ses navires, et cingla vers la pleine mer. Son ordre de bataille fut celui de Frédéric, deux ailes et la *Capitane* au milieu, montée par lui et par le roi d'Aragon. A la pointe du jour, la bataille commença, le 4 juillet 1299. De part et d'autre l'acharnement était extrême, car chacun reconnaissait dans les rangs ennemis des frères, des parents, des compatriotes, qui la veille avaient combattu avec lui. On se battit d'abord à distance, puis des engagements partiels eurent lieu, puis enfin les deux escadres donnèrent avec furie l'une sur l'autre, et la mêlée devint générale. Les Siciliens combattirent avec leur courage accoutumé; mais l'amiral fit attaquer leurs derrières par six de ses galères, et le désordre se mit dans leurs rangs. Frédéric, voyant la victoire lui échapper, résolut de mourir en roi, et de se jeter au plus épais de la mêlée ; mais épuisé par un jour de combat, sous l'ardeur du soleil de Sicile, il tomba évanoui.

Quelques-uns de ses chevaliers parlaient déjà de se rendre au roi d'Aragon, pour échapper à la cruauté de l'amiral, qui ne faisait quartier à personne; mais Ugo de Ampurias refusa de livrer à l'ennemi son maître vivant, et faisant force de rames, la galère royale s'échappa avec dix-huit autres, triste débris de cette flotte qui portait avec elle la fortune de la Sicile. Peut-être le roi d'Aragon, attristé de cette victoire, prêta-t-il secrètement les mains à la

fuite de son frère, car les galères fugitives ne furent pas poursuivies, et rentrèrent heureusement à Messine. Jayme, du reste, n'avait pas montré moins de courage que Frédéric : blessé par une flèche qui lui cloua le pied au bordage de son navire, il continua à combattre, pour ne pas décourager les siens en leur laissant voir sa blessure. Don Vlasco de Alagon qui, de la galère qu'il dirigeait, n'avait des yeux que pour celle où combattait son roi, voulut s'éloigner avec elle; mais Perez d'Arbe, qui portait son pennon, refusa d'obéir à ses ordres, et déclara que, lui vivant, jamais il ne verrait fuir le vaisseau qu'il montait; et, jetant son casque, il se brisa la tête contre le mât.

Dell' Oria, qui avait à venger la mort de son neveu, usa sans pitié de sa victoire, et ne fit pas de prisonniers; chefs et matelots, tout fut égorgé par ses ordres. Du reste, l'acharnement des marins catalans était égal au sien, et dans cette lutte de peuple à peuple, une rivalité commerciale envenimait encore les rivalités politiques. Mais dans ce sanglant conflit, la part de la Sicile, même vaincue, était encore la plus belle : appelés à lutter contre la première nation maritime de l'époque, commandée par un roi jeune et brave, et par le meilleur amiral qu'eût encore vu la Méditerranée, les Siciliens, tant de fois vainqueurs sous ce même dell' Oria, n'avaient cédé qu'après une lutte désespérée à la supériorité du nombre.

Jayme, de son côté, n'avait pas triomphé sans remords; aussitôt après la bataille, il partit pour l'Aragon, accusé par les Français dont il désertait la cause, et maudit par les Siciliens qu'il avait trahis. Du reste, sa conduite, odieuse au point de vue moral, n'était guère moins fausse au point de vue politique.

Pedro III ayant une fois commis la faute de conquérir la Sicile, le dénouement le plus heureux était celui qu'avait amené le testament de ce prince, c'est-à-dire le partage des deux couronnes entre les deux frères. Ainsi les chances étaient divisées, le danger éloigné de l'Aragon, et un débouché ouvert à sa population dans ces États d'Italie, qui furent longtemps pour lui ce que le Nouveau-Monde fut pour la Castille. Mais en renversant Frédéric du trône pour complaire au saint-siége, et faire régner à Messine la maison d'Anjou, sa vieille ennemie, qu'y gagnait Jayme? Il fermait à la Catalogne une issue pour son commerce, il affermissait en Italie l'ascendant de la maison de France, toujours hostile à celle d'Aragon; enfin, en échange de la Sicile, volontairement soumise aux fils de son libérateur, il recevait du pape la précaire souveraineté de la Corse et de la Sardaigne, c'est-à-dire deux conquêtes à faire au lieu d'une déjà faite, et une lutte à soutenir avec les deux races les plus indomptées de l'Italie.

Frédéric, de retour à Messine, fit un dernier appel au dévouement de ses sujets, et bientôt une nouvelle escadre, plus forte que la première, fut prête à reprendre la mer. Pendant ce temps, l'amiral dell' Oria, resté avec sa flotte sur les côtes de la Sicile, s'y empara de plusieurs places fortes; l'importante cité de Catane se rendit sans coup férir, par la trahison de son gouverneur. L'indolent Charles, instruit du succès que ses armes obtenaient sans lui, expédia à Trapani une seconde flotte et une seconde armée, sous les ordres du prince de Tarente. Frédéric, obligé de faire face à deux ennemis à la fois, marcha droit sur le prince le moins redoutable des deux. C'est sur terre, cette

fois, que se décida le sort de la Sicile : les premières chances du combat furent pour les Français, qui assaillirent avec leur furie habituelle la cavalerie de Frédéric, et y jetèrent le désordre; déjà on pressait le roi de fuir; mais, décidé à jouer sur ce dernier enjeu sa vie et sa couronne, il fit, à l'aide de ses braves Almogavares, une charge si désespérée sur la cavalerie ennemie, qu'il la rompit à son tour. Le prince de Tarente, désarçonné et blessé, fut fait prisonnier[1].

La bataille de Falconara, gagnée par les Siciliens et par leur roi, le 1er décembre 1300, trancha cette longue querelle qui, depuis dix-huit ans, avait fait couler tant de sang. Abandonnés par le roi d'Aragon à leur propre incapacité, les princes français de Naples, amollis comme leurs soldats, par les délices du climat, ne surent ni réparer leur défaite, ni poursuivre leurs avantages. Dans la guerre assez languissante qui suivit cette bataille, les succès, toujours partagés, n'amenèrent aucun résultat décisif : tandis que Vlasco de Alagon battait près de Gagliano le comte de Brienne qu'il faisait prisonnier[2], l'invincible

[1] Suivant Muntaner, autorité grave pour toute cette guerre où il assista, le prince avait reçu de son père l'ordre de débarquer près du cap Orlando, pour opérer sa jonction avec son frère et marcher sur Catane. Mais le jeune prince, jaloux de vaincre seul, désobéit à son père, et cingla vers Trapani. « Dans ce conflit, le roi Frédéric et le prince, se trouvant en face l'un de l'autre, se reconnurent et en eurent grande joie; ils se prirent corps à corps, et se battirent avec tant d'acharnement qu'ils faussèrent l'un sur l'autre toutes leurs armes. Enfin le roi donna un tel coup de massue sur la tête du cheval du prince, qu'il le coucha par terre. Alors Martin Perez de Ros mit pied à terre et voulut tuer le prince. « Non, non, s'écria le roi, ne le tue point ! » Mais don Vlasco survint, et dit : « Tue-le ! — Non, dit encore le roi ! » et on peut dire que, ce jour-là, le roi fut un bon père pour le prince, car après Dieu, c'est lui qui lui sauva la vie.

[2] Muntaner, pour ne pas diminuer la gloire de Frédéric de Sicile, ne dit pas un mot de ce combat, pas plus qu'il n'a parlé de la bataille navale où son héros fut vaincu.

dell' Oria mettait en fuite une escadre sicilienne, plus faible que la sienne, il est vrai, et lui prenait vingt-huit galères, en déshonorant sa victoire par d'atroces cruautés (1300). Animé par le succès de sa flotte, le duc de Calabre vint mettre le siége devant Messine, et la réduisit aux dernières extrémités. Le courage d'un aventurier nommé Roger de Flor[1], sauva Messine en y jetant des vivres par mer, aux yeux de la flotte et de l'armée ennemie, qui, vaincue à son tour par la faim, ne tarda pas à lever le siége (1301).

Las de voir sa cause si mal défendue, Boniface VIII prit le parti de chercher en France un autre champion : Robert d'Artois, auquel il s'adressa le premier, prit son argent, sans se mettre en peine de le gagner. A défaut de lui, le comte de Valois, prétendant en expectative, accepta du saint-siége le titre de vicaire impérial, et la mission de soumettre l'île rebelle. Le nouveau défenseur de l'Église passa en Sicile, à la tête d'une armée soldée par le saint-père, emmenant avec lui le duc de Calabre, l'amiral dell' Oria, et une foule de chevaliers napolitains. Mais les maladies, plus meurtrières que le fer, combattirent pour les Siciliens : sur quatre mille hommes d'armes, Charles de Valois en perdit trois mille cinq cents, sans compter les fantassins, et le comte, effrayé, se hâta de conclure la paix, avec les pleins-pouvoirs qu'il tenait du pape et du roi de Naples.

Dans ce traité, signé le 19 août 1302, on arrêta que Frédéric, en se reconnaissant feudataire du saint-siége, prendrait le titre de roi de Trinacrie, et paie-

[1] Voyez Pièces justificatives.

rait à la cour de Rome un tribut de 3,000 onces d'or (180 mille francs); qu'il échangerait les places occupées par lui en Calabre, contre celles que le roi de Naples possédait en Sicile. Après la mort de Frédéric, la couronne de Trinacrie devait faire retour à la maison d'Anjou, et Charles II et ses héritiers se réservaient le droit de la racheter au prix de cent mille onces d'or; pour mieux garantir la paix, Frédéric épousa, comme son frère, la fille de son ennemi, Aliénor, sœur de Blanche, reine d'Aragon; l'interdit qui avait pesé si longtemps sur la Sicile fut enfin levé, à la grande joie de cette dévote population; et Valois, honni par tous les partis, quitta l'Italie, après avoir, suivant le mot qui courut alors, « si bien réussi « dans toutes ses entreprises, qu'en Toscane où il « devait porter la paix, il avait laissé la guerre, et en « Sicile, où il allait faire la guerre, il avait laissé la « paix. »

Tel fut le pacifique dénouement de ce drame qui avait pendant vingt ans ensanglanté tout le midi de l'Europe, fondé la grandeur de l'Aragon, ébranlé celle de la France, et porté le premier coup à la puissance du saint-siége. Le véritable vaincu dans ce conflit, ce ne fut pas le roi de Naples, ce fut le pape : ce pouvoir qui ne cédait jamais, même après une défaite, dut céder pour la première fois; ces foudres sous lesquelles avaient plié des rois et des empereurs, s'émoussèrent sur un petit peuple, mis au ban de l'Europe, et trahi par tous ses rois, sauf un cadet de la maison d'Aragon, assez pauvre pour jouer sa vie sur une couronne, et assez patient pour gagner la partie, à force de la perdre et de la recommencer.

Après avoir suivi jusqu'au bout cette lutte héroïque de la Sicile contre des conquérants étrangers, il est temps de revenir à l'histoire intérieure de l'Aragon. Nous avons vu dans l'histoire de Castille l'invasion et la mort de l'infant d'Aragon don Pedro sur le territoire castillan, et la conquête du royaume de Murcie par Jayme en personne (1296). Quant aux événements intérieurs, ils sont à peu près nuls durant ce laps de temps : pendant que les affaires de Sicile appellent au dehors l'attention du monarque, les révoltes au dedans semblent devenues plus rares, et les *ricos homes* moins factieux : leur remuante humeur trouve un aliment dans les guerres de Sicile, et la tranquillité publique y gagne autant que le pouvoir royal. De retour dans ses États, après le honteux succès obtenu contre son frère, Jayme profite de ce court intervalle de paix, pour remplir son trésor épuisé, et fonder l'université de Lérida, le premier établissement scientifique créé en Aragon.

Cet accord entre les *ricos homes*, dont les annales de l'Aragon offrent si peu d'exemples, avait duré pendant les dix premières années du règne de Jayme II. Soit qu'on en fasse honneur à la sagesse de ce prince, et à son respect pour les lois, ou bien à l'émigration de la noblesse en Sicile, émigration que Jayme encourageait tout bas, en menaçant tout haut de la punir, cet accord, quelle qu'en fut la cause, commençait à s'altérer, et Jayme se trouva tout d'un coup arrêté dans ses projets au dehors. Don Lope de Luna, gouverneur général de l'Aragon, et quelques nobles de son parti, s'unirent à Saragosse, en 1301, pour le redressement de leurs griefs. Cette *Union* nouvelle fut jurée aux mêmes conditions que les autres,

et s'organisa au grand péril de la royauté. L'effet se joignit bientôt aux menaces, et les troupes de la ligue se mirent à dévaster le pays. Saragosse arma pour leur résister, et Jayme se hâta de la seconder dans cette résistance, si heureuse pour sa cause. Rassemblant ses Cortès dans cette ville, il fit prononcer par elles des peines sévères contre les rebelles, et le *Justiza* d'Aragon, qui, sous ce règne, commence à devenir l'instrument docile de la volonté royale, fut chargé de les appliquer. Toute *Union* fut déclarée par les Cortès illicite et contraire aux *fueros* du royaume comme aux droits du monarque.

Effrayés de cette sentence, les rebelles envoyèrent au roi leurs procureurs. Ils arguèrent, pour se justifier, de toutes les Unions de ce genre qui avaient précédé la leur, et du fait qui, à défaut du droit, régnait en Aragon depuis bien des années. Ils contestèrent aux Cortès celui de connaître d'autres affaires que des intérêts généraux du royaume, et prétendirent que du *Justiza* seul relevaient tous les différends entre le roi et ses *ricos homes*. Jayme, de son côté, défendit avec un zèle exemplaire la prérogative du parlement, que d'ordinaire les rois d'Aragon ne prenaient pas si fort à cœur; et la cause ouïe contradictoirement au tribunal du *justiza*, celui-ci rendit un arrêt définitif qui annulait l'Union, comme illégale, révoquait tous ses actes, et livrait les rebelles et leurs biens à la merci du roi. Après de vaines protestations, les mécontents se soumirent, et le roi condamna les plus compromis à l'exil et à la perte de leurs fiefs. Ainsi, dans ce curieux procès, on voit la royauté, limitée à la fois par les empiétements de la noblesse,

et par les *fueros* du pays, rendre aux lois l'hommage de venir elle-même plaider sa cause devant elles. C'en est assez pour prouver quelles solides garanties la liberté avait déjà conquises en Aragon, au début du XIV[e] siècle: la Castille elle-même, bien qu'avec moins de fermeté, la suivait dans cette voie où, l'Angleterre exceptée, l'Europe tout entière est restée si longtemps en arrière de la Péninsule.

Vers cette époque, commence la fameuse querelle entre le pape Boniface VIII et le roi de France Philippe-le-Bel, héritier de l'Empire dans ce long duel, où les rois vaincus se succèdent l'un à l'autre. Philippe, en appelant à l'opinion contre un adversaire qui avait si longtemps régné par elle, convoqua dans Notre-Dame ses états généraux, et s'appuya sur le peuple pour résister à l'Église. Dans cette lutte à mort qui s'engageait entre les deux pouvoirs, temporel et spirituel, le roi de France avait besoin d'alliés; il en chercha auprès du roi d'Aragon, devenu le vassal du saint-siége après en avoir été l'ennemi : mais Jayme, sans rompre avec la France, éluda ses offres en alléguant ses liens avec la cour de Rome, dont il était feudataire pour le royaume de Sardaigne. Quant à la Castille, qui persistait à soutenir les bannis de l'Aragon, les représailles étaient faciles : et Jayme intrigua à son tour avec les rebelles, si nombreux à la cour de Fernando IV. Mais bientôt l'attention de Jayme et celle de l'Europe se tournèrent vers l'Italie : Boniface VIII, le dernier pontife en qui ait vécu l'esprit de Grégoire VII, vit dans Anagni la papauté atteinte avec lui du gantelet de fer d'un Colonna, et Philippe venger sur la joue du pape, captif comme

le Christ [1], l'anathème lancé contre lui. L'impression fut profonde dans tout le monde chrétien, qui voyait ainsi souffleter sa vieille idole, et qui n'essaya pas de la défendre. Un secret instinct disait aux rois que c'était leur cause qui triomphait avec Philippe ; et les peuples se réjouirent tout bas d'échapper au joug de ce pouvoir chez lequel les prétentions avaient survécu à la force.

Un des derniers actes de Boniface VIII avait été d'envoyer un légat en Sardaigne et en Corse, pour engager les habitants à se soumettre au roi d'Aragon. Ces deux belles îles étaient alors un sujet de rivalité pour les deux grandes républiques commerçantes de l'Italie, Gênes et Pise, comme naguère pour Carthage et pour Rome, et plus tard pour les Goths, les Franks et les Arabes, qui s'en étaient tour à tour disputé la possession. La Sardaigne, partagée en quatre Judicatures [2], avait longtemps été gouvernée par quatre juges, dont l'autorité trop morcelée n'avait pu la préserver de la conquête. Vers la fin du XIII[e] siècle, Pise, vaincue sur mer par Gênes dans une bataille décisive, avait laissé à sa rivale les

[1] Veggio in Alagna entrar lo Flordaliso
E nel vicario suo Cristo esser catto ;
Veggiolo un' altra volta esser deriso,
Veggio rinnovellar l'aceto e'l fele,
E tra vivi ladroni essere anciso.
Veggio'l nuovo Pilato, si crudele
Che ciò nol sazia..... » (Purgator. cant. 20.)

[2] Cette division de la Sardaigne en *Judicatures* est très-ancienne. Grégoire VII, en 1073, écrit avec de grands égards aux quatre Juges, véritables souverains, que les familles régnantes d'Europe finirent par reconnaître, et qui prirent rang parmi elles. Mimaut, le plus récent historien de la Sardaigne, croit cependant que ces Juges ne datent que de la conquête pisane, vers 1020, et que les premiers furent des nobles pisans qui devinrent peu à peu indépendants, mais sans système régulier d'hérédité.

deux tiers de la Sardaigne avec la Corse presque entière. Le saint-siége, plus jaloux d'avoir pour vassaux des rois que des républiques, avait conféré au roi d'Aragon l'investiture de la Sardaigne, et Charles de Naples, dans sa haine contre Pise, l'âme du parti gibelin, pressait Jayme d'entreprendre la conquête de l'île, en lui promettant son appui et celui des guelfes d'Italie. Mais Jayme, avec la prudence qui faisait le fond de son caractère, refusa de s'embarquer dans une guerre lointaine, avant d'avoir terminé ses différends avec la Castille (1303).

Pendant plusieurs années, Jayme persista dans ces sages délais, comme par un pressentiment des maux que cette conquête devait coûter à l'Aragon. Jusqu'en 1309, l'histoire de ce pays n'offre aucun événement digne de remarque. En 1305, le Français Bertrand de Goth, élu pour successeur à Benoît XI sous le nom de Clément V, ayant quitté l'Italie pour aller s'établir à Avignon, et mis ainsi le pontificat sous la main de Philippe-le-Bel, l'ascendant de la France s'accrut d'une manière menaçante pour l'équilibre du midi de l'Europe. En 1307, la reine de France et de Navarre, Jeanne, vint à mourir, et Philippe, sur la demande des Navarrais, leur accorda pour roi son fils Louis, dit *le Hutin*. Ce jeune prince, âgé de quinze ans, après avoir prêté serment aux *fueros* de son nouveau royaume, ne tarda pas à retourner en France; il y ramena prisonnier l'*Alferez mayor* de la Navarre, don Fortun Almoravid, coupable d'avoir défendu l'indépendance de son pays, et Fortun mourut en prison après une longue captivité. Au milieu du déchaînement des factions en Navarre, les partisans de l'Aragon avaient invité Jayme à faire valoir

ses droits sur ce pays; mais celui-ci, tout entier à son projet d'expédition en Sardaigne, refusa de soulever contre lui la haine de la puissante maison de France; et resserrant ses liens avec les rois de Naples, de Sicile, et les cités guelfes d'Italie, il conclut un traité avec la seigneurie de Gênes contre celle de Pise. Enfin tout semblait mûr pour ce projet si longtemps médité, quand la guerre, éclatant de nouveau entre les deux rois de Naples et de Sicile, força Jayme à ajourner encore son entreprise.

La seule expédition importante accomplie par Jayme avant celle de Sardaigne est le siége d'Alméria, exécuté en 1309, de concert avec le roi de Castille qui se chargea de celui d'Algéziras. Les deux rois envahirent le territoire de Grenade. Le roi d'Aragon, à la tête d'une nombreuse flotte, investit par terre et par mer Alméria, située sur une plage accessible de tous les côtés. L'Emir, menacé à la fois dans deux de ses villes les plus importantes, alla livrer sous les murs de la ville une bataille qu'il perdit[1]. Au même moment, le wali rebelle d'Alméria, avec une division de la flotte d'Aragon, enleva à l'Emir de Grenade Ceuta, sa seule possession en Afrique. Le siége d'Alméria continuait cependant[2], avec plus d'acharnement que jamais, et la place, malgré les secours que lui faisait passer l'Emir, était sur le point

[1] On trouvera dans Muntaner de longs détails sur cette bataille, sur le courage de Jayme, qu'il fallut retenir par la bride au moment où il allait s'élancer au plus épais de la mêlée, et sur le combat singulier de l'infant don Fernan, fils du roi de Mayorque, avec le fils du wali de Guadix qu'il pourfendit jusqu'aux dents.

[2] La *chronique de Fernando IV* raconte avec orgueil que les Castillans n'avaient pas fortifié leur camp devant Algéziras, comme les Aragonais devant Alméria, et que ce n'était pas l'usage de Castille, où on l'eût tenu à grand déshonneur.



de capituler; mais Mohammed ayant, au prix d'une paix honteuse, acheté la retraite du roi de Castille, Jayme accepta à son tour l'offre que lui fit l'Emir de mettre en liberté tous les captifs chrétiens, et se décida à lever le siége, le 26 janvier 1310. Ainsi cette double expédition, entreprise à si grand bruit, et qui valut à la Castille la conquête de Gibraltar, se borna pour l'Aragon au rachat de quelques prisonniers, et au mariage de l'infant don Pedro de Castille avec doña Maria, fille de Jayme. En 1311, don Sancho de Mayorque, monté sur le trône après la mort de son père, vint à Barcelone prêter serment au roi son suzerain pour cette royauté vassale, dont la France et l'Aragon se disputaient la tutelle. Jayme lui-même, qui avait perdu depuis quelques années sa femme Blanche de Naples, las du veuvage, épousa Marie de Lusignan, sœur du roi de Chypre. Mentionnons aussi la fin inopinée de Philippe-le-Bel, remplacé sur le trône par son fils Louis-le-Hutin, roi de Navarre, mort après six mois de règne, et l'avénement de Philippe-le-Long son frère, rapide succession de funérailles qui donnèrent beau jeu aux partisans de la papauté pour y voir un jugement de Dieu.

L'infant Jayme, fils aîné du roi, avait été fiancé à l'infante Léonor de Castille, qu'on élevait pour lui à la cour d'Aragon. Mais quand l'époque fixée pour le mariage fut arrivée, l'infant, dont l'humeur sombre et violente avait déjà excité les préventions des Aragonais, refusa de se laisser marier, et parla de renoncer au monde pour entrer en religion. Le roi, qui ne se souciait pas de perdre les places fortes consignées comme arrhes à la Castille, insista pour que son fils accomplît la cérémonie, sauf à ne pas

consommer le mariage; car, suivant la morale de l'époque, tout traité dont on exécutait la lettre, pouvait être impunément faussé dans son esprit. L'infant, après de longs refus, se laissa traîner à l'autel; mais il refusa de donner à son épouse le baiser de paix, et fit dresser une protestation secrète comme quoi il ne se mariait que contraint et forcé. Puis, en sortant de l'église, il quitta brusquement sa femme, et disparut du palais. Le roi, attristé plus encore qu'irrité, alla jusqu'à offrir à son fils d'abdiquer en sa faveur; mais, menaces ou concessions, rien ne put fléchir cet esprit opiniâtre. Alors le roi ayant assemblé ses Cortès à Tarragone, l'infant renonça à tous ses droits au trône en faveur de son frère Alonzo, et prit l'habit d'hospitalier de Saint-Jean-de-Jérusalem (1319).

Si une piété sincère avait dicté cette renonciation, nous n'aurions qu'à admirer et à nous taire; mais l'âme avilie de l'infant n'était pas capable de s'élever à un pareil détachement des choses de ce monde, ainsi qu'il le prouva bientôt en souillant des plus sales désordres l'habit qu'il portait, sans jamais témoigner un regret de la détermination qu'il avait prise; il poursuivit jusqu'au bout sa carrière de débauches, et laissa du moins à l'Aragon la joie d'avoir échappé à un pareil maître [1]. L'année même de sa renonciation, son frère et son suppléant Alonzo voyait naître de sa femme Teresa de Entença un fils débile et ma-

[1] Peu de temps auparavant, don Jayme, fils aîné du roi de Mayorque, avait donné à l'infant d'Aragon l'exemple de cette renonciation, dès longtemps concertée entre eux, suivant Muntaner, qui les appelle « ces deux dignes frères mineurs. » Enfin, Louis, second fils de Charles II de Naples, avait également pris l'habit religieux, et abandonné ses droits éventuels au trône.

ladif, qui fut depuis Pedro IV, l'un des plus grands rois de l'Aragon.

En 1321, l'infant Alonzo fut proclamé par les Cortès de Saragosse héritier de la couronne, et son père résolut de lui confier le commandement de son expédition, si longtemps ajournée, en Corse et en Sardaigne. La guerre continuant toujours entre les rois de Naples et de Sicile, Jayme n'épargna rien pour réconcilier ces ennemis héréditaires : il en appela à la médiation du saint-siége, et menaça même de défendre, les armes à la main, la cause de son frère[1]; mais l'opiniâtreté de Robert de Naples, fils et successeur de Charles II, fit échouer toutes les négociations, et pendant tout le reste de ce règne héroïque de Frédéric III, la guerre et l'interdit continuèrent à peser sur la malheureuse Sicile.

Enfin, le roi d'Aragon, réduit à se passer d'alliés, assembla à Gérone, en 1322, ses Cortès catalanes, et en obtint les subsides nécessaires pour équiper une flotte. Négociant en même temps qu'il armait, Jayme gagna à sa cause Hugo, juge d'Arborea, ainsi que les génois Malaspina et Doria, les principaux feudataires de l'île, et tout fut bientôt prêt pour tenter l'entreprise. Le vaste appareil de cette expédition avait d'avance semé l'effroi dans toute l'Italie : « ainsi le « monde tremblait, dit Muntaner, chaque fois que « l'aigle d'Aragon était prêt à prendre son vol. » Bien

[1] Dans les longues négociations qui eurent lieu à cet effet, le roi d'Aragon alla même, dit Zurita, jusqu'à offrir de céder au roi Robert, en échange de ses droits sur la Sicile, ses propres prétentions sur la Sardaigne et la Corse, moyennant une indemnité convenable. Il est fort à regretter dans l'intérêt de l'Aragon que cette offre n'ait pas été acceptée. Frédéric de son côté offrit de tenir la Sicile en fief de Robert; mais celui-ci déclara qu'il donnerait sa tête à couper plutôt que d'y consentir.

que l'orage semblât dirigé contre la Sardaigne, on s'attendait, comme du temps de Pedro III, à le voir éclater partout. Les Pisans supplièrent le saint-père de rejeter sur les Maures de Grenade la tempête qui les menaçait, et offrirent de rembourser à Jayme les frais de ses armements. Le pape lui-même, dont le roi d'Aragon avait fait réclamer l'appui, le refusa formellement, sous prétexte « qu'il y « avait déjà bien assez de guerres dans la chré- « tienté »: il chercha même à le détourner de son entreprise, en lui rappelant le climat empesté de la Sardaigne et le courage des habitants; mais le roi, qui avait l'opiniâtreté aussi bien que le courage des princes de sa maison, tint bon et activa ses préparatifs. Le départ de la flotte fut fixé au 15 avril 1323; sans attendre son arrivée, le juge d'Arborea donna le signal des hostilités, en faisant massacrer, à jour fixe, toutes les garnisons pisanes disséminées dans l'île.

Les circonstances, du reste, étaient favorables : Gênes, déchirée par les partis, n'était pas en état de se mêler à la querelle; Pise, depuis sa défaite, était déchue pour jamais de son ancienne puissance; l'empereur, occupé de ses guerres en Allemagne, n'animait plus de sa présence le courage du parti gibelin; enfin le roi de Naples, tremblant pour ses États, et en guerre avec la Sicile, ne pouvait s'opposer à une conquête, autorisée par le saint-siége, et appuyée sur toutes les alliances guelfes de l'Italie.

Le 30 mai, l'infant Alonzo s'embarqua avec sa femme, et l'escadre, composée de soixante galères, vingt-quatre gros navires, et plus de deux cents transports, mit à la voile avec lui. Tel était l'empressement

des Aragonais pour faire partie de cette expédition, que plus de vingt mille hommes furent obligés de rester, faute de moyens de transport. Après une traversée contrariée par le mauvais temps, l'armée, composée de quinze cents chevaux et douze mille fantassins, débarqua le 15 juin dans le golfe de Palma, au sud-ouest de l'île, et mit aussitôt le siége devant Iglesias ou Città di Chiesa, tandis que l'amiral En Carroz, avec vingt galères, allait bloquer Cagliari, les deux seules places où Pise tînt encore garnison. Les Pisans, pour qui la Sardaigne avait une importance commerciale très-grande, résolurent de ne pas la céder sans combat : vingt-cinq galères, envoyées par eux, vinrent harceler l'armée, et lui enlever quelques transports, mais sans obtenir aucun avantage signalé.

L'été avançait cependant, et le redoutable climat de la Sardaigne, qui, chez les Romains, était synonyme de *mort*, allait bientôt combattre pour Pise mieux que toutes ses flottes. L'*intemperia*, exhalaison d'un sol à la fois ardent et humide, commença à sévir dans l'armée, déjà rebutée par les lenteurs du siége. L'infant lui-même et sa femme tombèrent malades, et bientôt il ne resta plus dans le camp personne pour veiller les mourants et enterrer les morts; l'infante vit périr autour d'elle toutes les femmes de sa suite, et cependant Alonzo refusa de lever le siége, et quitta même plus d'une fois son lit de douleur, pour aller, tout tremblant de la fièvre, repousser les sorties des assiégés. On estime à six mille hommes les pertes des Aragonais dans cette campagne meurtrière [1]. Instruit de ces désastres,

[1] Muntaner dans un *sermon* en vers qu'il adressa au roi avant son expé-

le roi s'empressa de demander à ses Cortès catalanes des renforts à envoyer à son fils; ses ambassadeurs coururent en tous sens l'Italie, pour ménager à l'infant des alliés; et par un étrange renversement des affinités de sang et de nature, le roi de Naples, en haine des Gibelins de Pise, promit son appui aux Aragonais, tandis que Frédéric de Sicile, en haine des Guelfes, cherchait à ménager un rapprochement entre les Pisans et le roi d'Aragon.

Le siége d'Iglesias continuait toujours, en dépit des maladies qui désolaient à la fois le camp et la ville. La famine contraignit enfin les assiégés à capituler, le 7 février 1324, après huit mois de siége. La victoire venait à temps pour les Aragonais, car c'est à peine s'ils se trouvaient en nombre pour occuper leur conquête. L'infant, après y avoir laissé l'élite de ses soldats, se hâta d'aller rejoindre l'armée qui assiégeait Cagliari. Décidé à s'emparer de cette place, dût-il lui en coûter l'autre moitié de son armée, il fit bâtir en face d'elle une ville nouvelle, qu'il nomma *Bonayre* (bon air). Sur ces entrefaites, arrivèrent dix-huit galères expédiées par Jayme, et ce renfort ramena la confiance dans l'armée. Les Pisans, perdant tout espoir, firent proposer à l'infant de lui céder toute l'île, ne gardant pour eux que Cagliari, qu'ils tiendraient en fief de l'Aragon, et, de guerre lasse, Alonzo finit par y consentir; ce traité imprudent, qui ajournait la lutte au lieu de la terminer, fut signé le 19 juin. Telle fut l'incomplète issue de

dition (voy. t. II, ch. 272), conseillait avec raison à l'infant, au lieu de partager ses forces entre deux siéges, de marcher droit sur Cagliari, où l'armée eût trouvé un refuge pendant la saison des maladies. Son conseil, par malheur, ne fut pas suivi.

cette conquête, opérée en un an, à grand renfort d'hommes et d'argent, et avec plus de courage que de prudence. La soumission de la Sardaigne entraîna celle de la Corse [1], dont les principaux chefs vinrent d'eux-mêmes rendre hommage à l'infant. Celui-ci, du reste, usa de sa victoire avec une rare modération : il s'occupa de peupler sa nouvelle ville, qui, six mois après avoir été bâtie, pouvait déjà armer six mille soldats. Il confirma les feudataires de Pise dans leurs fiefs, espérant ainsi les rattacher à sa cause. Après avoir nommé lieutenant-général Philippe de Saluces, l'infant se rembarqua avec les débris de son armée, le 18 juillet, et arriva à Barcelone où l'accueil empressé de la population fit oublier aux conquérants de la Sardaigne leurs fatigues et leurs pertes. Enfin, en 1320, les Génois et les Pisans, vaincus sur mer dans une bataille décisive, s'engagèrent, par un nouveau traité, à évacuer complétement l'île, dont le roi d'Aragon demeura seul maître.

Pendant cet intervalle, Philippe-le-Long, roi de France, était mort sans laisser d'héritiers, et le trône était passé à son frère Charles-le-Bel. Frédéric de Sicile avait fait reconnaître pour successeur son fils don Pedro. Enfin, le pacifique roi Sancho de Mayorque, qui, moitié peur, moitié loyauté, avait été toute sa vie le plus fidèle vassal de l'Aragon, était mort en 1325, laissant le trône à son neveu. Cependant le roi Jayme touchait à la fin de ce long règne, tout rempli de conquêtes au dehors, et de paix au dedans : il s'éteignit le 2 novembre 1327, à la suite

[1] C'est du moins ce qu'affirme Muntaner; mais Zurita, tout en rapportant le fait, le regarde comme douteux, et s'étonne avec raison que Pedro IV, dans ses mémoires, n'en ait pas parlé.

d'une longue maladie, âgé de soixante-six ans; il en avait régné trente-six.

Au point de vue intérieur, le règne de Jayme nous apparaît sous un jour tout différent de ceux qui le précèdent. Sous ce prince pacifique, la haute noblesse d'Aragon, si prompte à s'unir contre ses rois pour la défense de ses priviléges, semble se relâcher de sa vigilance; les plus remuants, il est vrai, ont péri dans les longues guerres du dernier règne, ou ont été chercher dans les mers d'Italie un champ plus large pour leur activité; débarrassé d'eux et de la Sicile, au grand profit de l'Aragon, Jayme, continuant avec ses *ricos homes* cette lutte sourde, plus efficace qu'une guerre ouverte, cherche des appuis dans les autres pouvoirs de l'État : il les trouve, non pas, comme en Castille, dans les communes, mais dans la noblesse du second ordre. Les légistes, peu nombreux chez ce peuple plus ami des armes que des lettres, deviennent aussi pour Jayme des auxiliaires utiles : il seconde de toutes ses forces le progrès de leur influence, les appelle à sa cour, et s'en fait suivre, même dans ses guerres. Enfin, avec cette habileté patiente qui le caractérise, il gagne à la royauté l'appui du *Justiza*, qui, sous ses prédécesseurs, avait été contre elle l'instrument de tous les partis; dans toute contestation avec ses nobles, il n'hésite pas à venir mettre la couronne en cause devant lui, assuré d'avance qu'elle gagnera son procès, si elle daigne le plaider : aidé du docte Salanova, il met en ordre la collection des *fueros* nationaux, et exploite, dans l'intérêt de sa prérogative, leur commode obscurité [1]. Re-

[1] Prologue des Cortès de Saragosse en 1300, cité dans la préface de la collect. des *fueros*.

tranché derrière cet amas de vieilles lois, il attaque les nobles avec leurs propres armes; il exhume, il invente au besoin des textes légaux pour justifier ses prétentions; et, tout en poursuivant ses profonds desseins, il mérite de ses peuples le surnom de *Justicier*, plus cher à l'Aragon que celui de conquérant. Ce règne habile, sur lequel la conquête de la Sardaigne jette un vernis de gloire, qui compense un peu le honteux abandon de la Sicile, est surtout consacré aux lois; et Jayme, en mourant, put se vanter avec vérité, « d'avoir passé bien des « nuits sans sommeil, afin de faire jouir ses sujets « des douceurs de la justice et de la paix. »

La liberté enfin ne gagne pas moins que le pouvoir royal à cette lutte assidue de Jayme contre la haute noblesse : les nombreux actes législatifs rendus par lui, les ordonnances qui règlent les formes de la procédure contre le *Justiza* d'Aragon et ses lieutenants [1], attestent un respect sincère et un soin vigilant des franchises du pays [2]. La loi, d'ailleurs, est pour tout le monde en Aragon l'objet d'un culte si religieux, que les rois eux-mêmes ne s'y montrent pas, comme ailleurs, en hostilité constante avec elle; condamnés à ne pouvoir rien que par la loi, ils s'habituent, bon gré, mal gré, à la voir s'asseoir sur le trône avec eux; à chaque règne nouveau

[1] *Fueros inusitatos*, p. 36 bis, tit. *Forus inquisitionis*. Aux Cortès de Saragosse, en 1325, le roi, après avoir confirmé le *privilegio general*, abolit en Aragon l'usage de la torture, le droit de perquisition dans les maisons, la confiscation, sauf dans le cas de fausse monnaie, et seulement encore contre des étrangers sans feu ni lieu, etc.....

[2] La preuve qu'il aimait plus la loi que les légistes, c'est qu'au dire de Zurita, liv. VI, chap. 75, il bannit d'Aragon un légiste fameux, Ximen Alvarez de Rada, qui par son art perfide et son esprit de chicane avait réduit à la pauvreté un grand nombre de plaideurs.

ils confirment et étendent les franchises du règne précédent. Aussi, est-ce un spectacle qui repose l'œil des misères du moyen âge que de voir dans ce pays la couronne, la noblesse et le peuple, divisés sur tant de points, s'accorder au moins sur un seul, le respect pour la loi.

CHAPITRE V.

ALONZO IV D'ARAGON, DIT LE BENIN, (*EL BENIGNO*).

1327 A 1336.

Au milieu de cette série de grands princes qui se succèdent sur le trône de l'Aragon, le court règne du fils de Jayme II n'est en quelque sorte qu'une transition, et Alonzo IV s'efface, de son vivant même, derrière son fils don Pedro. Le nouveau roi, après avoir reçu à Barcelone l'hommage de la Catalogne, se rendit à Saragosse, où la fête de son couronnement fut célébrée, le 2 avril 1328, avec une pompe [1] inconnue jusque-là. Des envoyés des rois de Castille, de Navarre, de Grenade et de Tlemcen assistèrent à ces fêtes somptueuses, où la royauté d'Aragon luttait de faste pour la première fois avec les royautés étrangères [2].

[1] Muntaner, qui se trouva à ces fêtes comme syndic de Valence, les décrit avec un puéril enthousiasme. « Le nombre des chevaliers réunis à Saragosse montait, dit-il, à plus de trente mille. L'infant don Pedro, frère du roi, vint avec huit cents chevaliers, et son autre frère, don Ramon Berenguer, avec cinq cents; don Jayme de Exerica, qui avait épousé la veuve du roi de Mayorque, en amena cinq cents à lui seul, etc. » C'en est assez pour donner une idée du faste et de la puissance de la noblesse d'Aragon. Voir aussi Blancas, *Coron.*, p. 26 à 47; Zurita, lib. VII, ch. 1; et Carbonell, p. 111.

[2] C'est aussi en 1328 qu'eut lieu le couronnement de Philippe de Valois,

Cette même année, 1328, fut marquée par un événement important dans l'histoire de la Navarre, traitée pendant quatre règnes en province de la France, et gouvernée par des vice-rois français. Jeanne, petite-fille de la reine de ce nom, et fille de Louis le Hutin, avait par son aïeule des droits incontestables sur le trône de Navarre : les états assemblés à Pampelune, jaloux de se donner enfin un souverain de leur choix, se hâtèrent de la reconnaître. Philippe de Valois, le nouveau roi de France, qui voyait à regret détacher ce fleuron de sa couronne, se montra d'abord peu disposé à restituer la Navarre à sa légitime héritière. Il s'y résigna cependant, au prix de quelques concessions arrachées à Philippe, comte d'Évreux et mari de Jeanne, et le royal couple fut couronné à Pampelune, en 1329, par les Navarrois enivrés de leur précaire indépendance. Seulement, les fêtes du couronnement furent un peu troublées par une émeute contre les juifs : dix mille furent massacrés en un jour dans la seule ville d'Estella, et leurs propriétés pillées ; il en fut de même dans la plupart des villes du royaume, où les chrétiens, poussés à bout par leurs exactions, soldèrent avec eux leurs comptes l'épée à la main. Ajoutons que les espérances des Navarrois furent encore trompées, et que leurs *rois propriétaires*, comme les appellent les historiens nationaux, ne résidèrent guère plus au milieu d'eux que des rois étrangers, et les firent également gouverner par des vice-rois.

L'Emir de Grenade continuait à menacer les frontières de l'Espagne chrétienne : le roi d'Aragon, pour

le représentant de la loi salique sur le trône de France, et celui de Louis de Bavière, empereur, dans la ville de Rome.

s'assurer contre lui l'appui de la Castille, se remaria, en 1329, à l'infante Léonor, sœur d'Alonzo XI, et une ligne offensive et défensive fut conclue entre les deux souverains. L'infant don Jayme, qui était allé offrir son épée à l'Emir de Tlemcen, ménagea à son frère le roi d'Aragon l'alliance de l'Emir africain contre celui de Grenade. Les rois chrétiens se donnèrent rendez-vous sur la frontière pour le printemps de l'année suivante, et l'Espagne, si longtemps reposée de la guerre sainte, s'y prépara avec son ardeur accoutumée.

Une révolte qui éclata en Sardaigne força le roi d'Aragon à renoncer à se mettre lui-même à la tête de l'expédition. Il se contenta de faire partir une flotte pour harceler les côtes de l'Emirat, et d'envoyer les ordres militaires de son royaume au secours du roi de Castille. Celui-ci, dans une campagne heureuse, ayant forcé l'Emir à se reconnaître pour son vassal, les Grenadins profitèrent de la trève conclue avec la Castille pour attaquer l'Aragon; sûrs, dans toute invasion, de trouver un appui dans leurs compatriotes soumis au joug chrétien, ils vinrent dévaster tout le pays au sud de Valence; mais les énergiques mesures que prit Alonzo IV, pour la défense de ses États, forcèrent bientôt les musulmans à la retraite (1331).

Le nouveau roi de France, Philippe de Valois, avait fait offrir aux rois de Castille et d'Aragon de se joindre à eux pour faire la guerre aux infidèles, avec les rois d'Angleterre, d'Écosse et de Bohême, les ducs de Bourgogne, de Bretagne, de Bourbon, de Flandre et d'Alençon, et toute la noblesse de France. Le roi d'Aragon, peu soucieux d'appeler des étran-

gers dans la Péninsule, éluda l'offre de Philippe, offre qui du reste n'était pas sérieuse et n'avait pour but que de tirer de l'argent du saint-père. Mais la finesse de la cour de Rome éventa bientôt la ruse : le pape fit dire au Valois de commencer sa croisade, et que les subsides viendraient après, et Philippe se garda bien de les acheter à ce prix.

La Sardaigne cependant était toujours en feu : Gênes avait soulevé contre elle la ville de Sassari; mais l'amiral En Carroz réprima la révolte en confisquant les biens des rebelles, et en les bannissant de la Sardaigne. Gênes aussitôt déclara la guerre à l'Aragon, et ses galères vinrent inquiéter les côtes de l'île et la tenir en état de blocus. En revanche, les galères catalanes allèrent porter le ravage sur les côtes d'Italie, et inspirèrent aux flottes ennemies une telle terreur qu'elles n'osaient plus sortir de leurs ports. Gênes cependant, par un suprême effort, équipa soixante galères, et s'apprêta à tenter une descente en Sardaigne. Aussitôt le roi d'Aragon, convoquant le ban et l'arrière-ban de sa noblesse, intéressée à défendre les fiefs qu'elle possédait dans l'île, y envoya une flotte puissante, montée par l'élite de ses chevaliers, et la flotte génoise, qui se vit prévenue, s'en alla menacer les côtes de la Catalogne.

A compter de cette époque, la guerre entre les deux pays prend un caractère d'acharnement que les rivalités mercantiles peuvent seules expliquer : comme dans la lutte entre Rome et Carthage, le monde était devenu trop étroit pour ces deux peuples, également avides de conquêtes commerciales, et condamnés à se rencontrer partout sur toutes les rives de la Méditerranée. Gênes avait

pour la soutenir le souvenir de sa récente victoire sur Pise, sa rivale; la Catalogne avait la Sardaigne et la Sicile conquises, et ses nombreux trophées maritimes, dus à son courage et à la science de ses amiraux; elle avait le sentiment de sa force, doublée par celle de l'Aragon, et l'ardeur de ses marins était encore excitée par ces lois terribles qui commandaient, comme à Carthage, la victoire sous peine de mort, et exigeaient la tête du capitaine qui avait abandonné ou fait échouer son navire devant des vaisseaux ennemis. Aussi verrons-nous se poursuivre pendant près d'un siècle [1] cette lutte, fertile en désastres des deux parts, et qui devait nuire également au commerce des deux pays.

Vainement le saint-siége s'épuisait-il en efforts pour ramener la paix entre les deux peuples rivaux : bientôt la Sardaigne tout entière fut sur le point d'échapper aux Aragonais, qui n'y possédaient plus que Sassari, Iglesias et le château de Cagliari. Les revenus que le roi tirait de l'île montaient à peine à trente-six mille florins, et les dépenses à plus de quarante mille (1335). Enfin, las de cette guerre ruineuse, le roi d'Aragon commença avec la république de Gênes des négociations qui n'aboutirent à la paix que sous le règne suivant.

Quant aux affaires intérieures de l'Aragon, elles se résument toutes dans la longue querelle de l'infant don Pedro avec sa belle-mère, la reine Léonor de Castille. Avant de se remarier, le roi d'Aragon, effrayé de l'appauvrissement du domaine royal, épuisé, comme celui de Castille, par les libéralités de ses

[1] Voir les historiens génois, Oger Panis, an. 1291, et Jacopo Auria, p. 601.

devanciers, avait rendu un décret où il s'interdisait pendant dix ans le droit de concéder en fief aucune ville ou domaine appartenant à la couronne. Mais bientôt, un fils étant né de son second mariage, le faible Alonzo, dominé par sa femme, comme celle-ci l'était par son ancienne gouvernante, doña Sancha, résolut de se délivrer d'une entrave qui le gênait, et se fit relever par le pape de son engagement.

Fort de l'autorisation du saint-père, Alonzo, après avoir donné à la reine sa femme Huesca et quelques autres villes, concéda à Don Fernando, son fils du second lit, la ville de Tortose pour lui et ses descendants. Les habitants protestèrent contre leur séparation du domaine de la couronne; mais on acheta les plus influents, on intimida le reste, et l'infant Fernando fut reconnu comme marquis de Tortose, malgré les réclamations de l'héritier présomptif don Pedro. Alicante, Orihuela, Albaracin, etc., allèrent grossir l'apanage du jeune infant, que la reine suscitait pour rival à son frère. Le roi, dont la faible santé faisait présager la fin, inquiet sur le maintien de ces donations après sa mort, s'efforça de les garantir à son fils bien-aimé, en faisant prêter serment à tous les grands de le maintenir en possession de son apanage. Gagnés par les obsessions de la reine, tous y consentirent, sauf un seul; car l'intérêt des *ricos homes* d'Aragon était d'encourager dans la famille royale ces dissensions qui profitaient à leur pouvoir.

Appuyé sur l'assentiment de sa noblesse, Alonzo, dans son insensée prédilection pour le fils de Léonor, ne garda plus de mesure : à ses dons précédents il ajouta Xativa, Murviedro, Burriana, Morella et Cas-

tellon, c'est-à-dire tout le royaume de Valence, moins la capitale. Mais le joug d'un enfant et d'une étrangère répugnait à ces populations libres. Aucune de ces villes ne voulut prêter hommage à son nouveau seigneur, et l'on fut sur le point de lapider ceux qui venaient en prendre possession au nom de l'infant. Le centre de la rébellion se fixa à Valence, ville populeuse et remuante, fière de ses priviléges et de son titre de capitale. Tous les habitants prirent les armes, et s'organisèrent, avec des chefs de leur choix, sous les yeux même du roi, qui s'y trouvait alors. Il faut lire dans la chronique de Pedro IV, écrite par lui-même [1], le récit animé de cette insurrection, où apparaît sous un jour si curieux l'orgueil municipal de cette cité, impatiente du joug de l'Aragon, et qui se sentait assez riche pour être libre.

« Or, dit la chronique (p. 113), les gens de la cité arrêtèrent, dans leur conseil, de se rendre tous en armes au palais du roi, et de tuer tous ceux qu'ils y trouveraient, fors le roi, la reine et les infants. Et quand ils eurent fait cet accord, don Guillen de Vinatea, homme brave et signalé dans la ville, dit qu'il se chargerait d'en informer le roi et qu'il n'y plaindrait pas sa vie : « Et si je meurs, ajouta-t-il, je mourrai « en loyal citadin. » Don Guillen se rendit ensuite, avec les jurats et conseillers, chez le roi qu'ils trou-

[1] Cette autobiographie, presque aussi curieuse que celle de Jayme Ier, fait partie des Chroniques de Carbonell, p. 101 à 204, et son authenticité n'a jamais été contestée. En voici le titre : « Chronica del Rey En Pere : hon (où) es scrita tota la hystoria de son Pare lo Rey Nanfos (Alonzo). E es hi (là) feta mention de alguns actes del Rey En Jaume. E es dita Chronica per zo com ell mateix (lui-même) la compongue, e scrisque (écrivit) de ma sua propia, stant ell Rey de Arago ; hon tracta non solament dels dessus scrits, mas encara (encore) dell mateix, commençant de la sua nativitat en avant. »

vèrent avec la reine et tous les prélats et seigneurs de son conseil; et Guillen lui dit : « qu'il s'émerveil« lait fort que pareilles donations eussent été faites « par un roi d'Aragon; qu'elles n'avaient d'autre but « que d'affaiblir la cité de Valence, en la démem« brant des autres villes qui faisaient sa force, « comme un corps dont on couperait le bras; que « jamais lui ni ses co-bourgeois n'y consentiraient, « quand même on leur ôterait la tête du cou; mais « que s'il tombait un cheveu de leur tête, il n'en « réchapperait pas un seul de ceux qui étaient ici « présents, sauf le roi, la reine et les infants. »

A ce rude langage, Alonzo répondit en rejetant la faute sur la reine, qui, animée d'un esprit plus viril, s'emporta jusqu'à menacer les rebelles de la vengeance de son frère le roi de Castille. Mais le roi se tournant vers elle : « Reine, lui dit-il, notre « peuple d'Aragon est un franc peuple, et non sub« jugué comme celui de Castille, car ils nous tiennent « pour leurs seigneurs, et nous, nous les tenons pour « de bons et loyaux vassaux et compagnons. » Et ce disant, il se leva et quitta la salle, et les donations furent révoquées, de l'avis même de ceux qui les avaient conseillées au roi, et qui tremblaient pour leur vie.

Frustrée dans ses espérances, Léonor fit alors retomber sa colère sur les conseillers qui avaient embrassé le parti de l'héritier du trône. Les uns furent chassés du conseil; d'autres, redoutant la vengeance de cette femme altière, s'exilèrent volontairement; un seul, don Lope de Concut, sommé de comparaître, osa se présenter au roi, qui l'avertit en vain de fuir la vengeance de la reine. Fort de sa

conscience, il resta, et la reine le fit arrêter, mettre à la torture, puis exécuter, sous prétexte qu'il avait jeté des sorts sur elle pour l'empêcher d'avoir des enfants. On instruisit ensuite contre les absents, et Léonor, se croyant sûre de sa victoire, arracha au faible monarque l'ordre de lui livrer ses deux fils du premier lit, Pedro et Jayme. Les deux infants étaient alors aux mains de leur gouverneur, don Miguel de Gurrea, homme ferme et loyal qui, craignant pour leur liberté et peut-être pour leur vie, les amena dans les montagnes de Jaca, prêt au besoin à aller chercher avec eux un asile en France; et le roi d'Aragon, qui dans tout ceci n'avait été que le docile instrument de la haine de sa femme, dut révoquer l'ordre qu'il avait donné.

L'infant don Pedro, alors âgé de treize ans, montrait déjà dans un âge si tendre ce mélange de sagacité et d'énergie qui le fit plus tard réussir dans tous ses desseins. Guidé par ses conseillers, il réclama le titre et les droits de gouverneur du royaume, qui appartenaient à l'héritier présomptif, et qu'exerça en son nom son gouverneur Gurrea; malgré sa jeunesse, l'infant déploya dans l'accomplissement de ces devoirs difficiles une telle fermeté unie à une si implacable rigueur, qu'avant même d'être roi il était plus craint et plus obéi que le roi son père. Son jeune âge, ses malheurs, et surtout sa rigide justice, lui gagnèrent les cœurs du peuple. L'opinion, hautement prononcée en sa faveur, arrêta les persécutions de sa marâtre, et le départ pour la Castille de la favorite doña Sancha, chassée par l'indignation publique, mit fin aux épreuves qui avaient assailli la jeunesse de don Pedro (1333).

Doué d'une ambition précoce comme son intelligence, le jeune infant excita la jalousie de son père et les craintes de sa belle-mère, en empiétant au delà des droits de sa charge, et en nouant des intelligences avec les villes qui devaient un jour lui obéir. En 1324, son mariage fut arrêté avec Jeanne, fille de la reine Jeanne de Navarre. La Navarre, alors en guerre avec la Castille, avait recherché cette union, avantageuse pour les deux pays, et promis avec la fiancée une dot de cent mille livres tournois qui se réduisit plus tard à soixante mille. La reine, qui venait d'accoucher d'un second fils, l'infant don Juan, cherchait à obtenir pour lui, de la faiblesse de son époux, un nouvel apanage; mais don Pedro envoya à Rome protester contre cette violation des engagements les plus saints, et supplier le pape de retirer la dispense donnée à Alonzo. Léonor, de son côté, qui voyait décliner progressivement la santé de son mari, et craignait d'avance pour ses jours et pour ceux de ses fils, essaya de s'emparer de quelques places fortes sur la frontière pour les livrer aux Castillans; la vigilance de l'infant fit échouer toutes ces intrigues. La mort du roi survint sur ces entrefaites, le 24 janvier 1336, et la reine n'eut rien de plus pressé que de se réfugier en Castille avec ses deux enfants, malgré les efforts de Pedro pour lui fermer le chemin et étouffer les germes de guerre civile qu'elle emportait avec elle.

Ainsi se termina, après neuf ans de durée, ce règne insignifiant, que couvre déjà de son ombre la grande figure de Pedro IV. On a vu le courage qu'Alonzo, avant de monter sur le trône, déploya dans son expédition de Sardaigne; sa santé, détruite par les fatigues de la guerre, et par l'air

empesté de l'île, peut servir d'excuse à la faiblesse de son caractère. Quant à sa bonté, elle nous est assez attestée par le surnom que l'histoire lui a donné, et contraste vivement avec l'inflexible rigueur de son fils don Pedro.

LIVRE XIV.

CHAPITRE PREMIER.

RÈGNE D'ALONZO XI DE CASTILLE [1]. — EMIRAT DE GRENADE.

1312 A 1350.

Un enfant, Alonzo XI, âgé d'un peu plus d'un an, venait de monter sur le trône, et la Castille, à peine échappée aux longues agitations du règne de Fernando VI, voyait s'étendre devant elle la perspective d'une minorité plus longue encore. Deux partis divisaient déjà la famille royale : d'un côté, la reine Maria, mère du roi défunt, s'appuyait sur son fils

[1] La principale, ou plutôt l'unique source pour ce règne est la *Chronique d'Alonzo XI*, dout il existe plusieurs éditions, assez différentes l'une de l'autre. La plus ancienne a été publiée à Valladolid en 1551. La seconde, qui se trouve à la Bibliothèque royale, est celle de Medina del Campo, 1563 ; uue autre, qu'ou dit pleine de fautes, est de Tolède, 1595. Enfiu, dans la collectiou plus récente des chroniques castillanes, 7 vol. in-4°, elle a été réimprimée à Madrid, en 1787, par Risco, le coutinuateur de Florez, sans un seul mot de commentaire. Le prologue de cette chronique, diffuse et fort inférieure eu intérêt à ce délicieux roman historique qu'on appelle la *Chronique d'Alonzo X*, attribue sa rédaction à Juau Nuñez de Villazau, *alguazil mayor* d'Enrique II, par ordre duquel il l'écrivit. Ajoutous que les dates de cette chronique sont toutes arriérées de trois à sept aus, sans en excepter même l'édition de Risco, qui aurait dû rectifier ces erreurs.

don Pedro, l'un des prétendants à la tutelle; de l'autre, l'infant don Juan, grand-oncle du roi, uni à son neveu don Felipe, à l'infant don Juan Manuel, *adelantado* de Murcie, à la reine Constança, veuve de Fernando IV, et aux deux infants de la Cerda, s'apprêtait à faire valoir ses droits les armes à la main. Les communes se partageaient, comme la noblesse, entre les deux camps, et la ville d'Avila, à qui l'on avait confié la garde du jeune roi, veillait sur ce précieux dépôt, que chacun d'eux cherchait à lui enlever.

L'infant don Juan, pour mettre de son côté une apparence de modération, offrit la tutelle à la reine douairière; mais celle-ci refusa prudemment une charge dont elle n'aurait eu que le titre sans l'autorité. Les deux prétendants luttaient alors d'intrigues pour recruter des voix dans les Cortès qui allaient décider la question. Celles-ci se réunirent à Palencia, en 1313, et les forces des deux partis s'y balancèrent également. La moitié des députés choisit pour tuteurs la reine douairière et son fils don Pedro, l'autre la reine Constança et l'infant don Juan. Mais la mort de cette princesse vint porter un coup fatal à la cause des infants; don Juan consentit à partager la tutelle avec la reine-mère et l'infant don Pedro; et la guerre civile fut suspendue par cet heureux accord, dont les Cortès de Burgos et de Carrion vinrent encore consolider les bases (1315).

Pendant ce temps, l'Emirat de Grenade s'acheminait à grands pas vers sa ruine. Depuis que la fortune avait cessé d'accompagner les armes musulmanes, l'Emir Nasser cherchait en vain à s'affermir sur le trône, d'où il avait chassé son frère. L'exemple de son heureuse usurpation semait l'esprit de révolte

jusqu'au sein de sa propre famille. Son neveu Ismayl abd el Wahid ayant ameuté le peuple contre le ministre favori de son oncle, les séditieux en armes vinrent demander à Nasser la tête de son hadjeb. L'Emir, chéri de ses sujets, parvint à apaiser le tumulte; mais abd el Wahid, à la tête d'un parti nombreux, vint camper sous les murs de Grenade, et toutes les passions populaires furent bientôt déchaînées: le vol, le meurtre, le pillage, accablèrent les habitants paisibles, et la populace, maîtresse de la cité, en ouvrit les portes aux révoltés du dehors. Nasser, avec une faible escorte, s'était retiré dans l'Alhambra. A cette époque de tiédeur, les vieilles haines de l'Islam contre les chrétiens étaient fort refroidies, et l'Emir n'hésita pas à demander du secours à l'infant don Pedro, qui se hâta d'accourir à son aide. Le secours arriva trop tard : Nasser, las de ces scènes de violence, avait abdiqué l'Emirat, en échange de Guadix et de son district. L'inconstante populace accueillit avec joie ce changement; mais son affection protégea du moins la vie de son ancien maître (1314). L'Emir déchu, résistant à ses partisans qui l'invitaient à tenter encore la fortune, fut assez sage pour préférer sa retraite de Guadix, où son successeur le laissa paisiblement achever ses jours.

Le nouvel Emir, rigide observateur de la loi de Mahomet, lutta de toutes ses forces contre le relâchement des croyances, et remit en vigueur le précepte oublié qui défendait l'usage du vin. Il imposa aux juifs un costume qui les distinguât des fidèles, et frappa sur eux des taxes nouvelles dont les produits furent employés à armer contre les chrétiens. L'infant don Pedro étant venu défendre sa frontière, dès la

première rencontre les Grenadins furent battus, avec perte de quinze cents chevaux. L'Emir, impatient de venger la honte de ses armes, alla assiéger Gibraltar; mais cette ville, secourue à temps par l'infant, déjoua les efforts des musulmans, et l'Emir découragé fut forcé de lever le siége (1316).

Nous ne raconterons pas en détail cette guerre d'escarmouches, où l'infant don Pedro fit preuve d'une rare activité; en 1319, l'infant don Juan, jaloux de la gloire de son neveu en Andalousie, marcha à son tour vers la frontière, et, réunissant leurs troupes, les deux princes mirent à feu et à sang la *Vega* de Grenade. L'Emir, effrayé, eut recours à un parti désespéré : il acheta l'appui de l'Emir de Fez en lui livrant Algéziras, avec cinq autres places fortes. Son armée, grossie d'un renfort d'Africains, marcha à la rencontre des chrétiens, qui, inférieurs en nombre, se décidèrent à opérer leur retraite. L'arrière-garde, composée de nouvelles recrues, fut attaquée avec tant de furie que le désordre se mit dans ses rangs; don Pedro accourut à son secours, et, se jetant au milieu des fuyards, il essaya vainement de les arrêter. Dans cette mêlée confuse, les deux infants perdirent la vie, et l'armée castillane opéra sa retraite avec tant de désordre, que le corps de don Juan, jeté en travers sur une mule, étant tombé sans qu'on s'en aperçût, demeura au pouvoir des infidèles. Don Juan *le tortu* son fils, l'envoya redemander à l'Emir, qui le fit mettre dans un cercueil revêtu de drap d'or et le renvoya à sa famille.

Aux termes du décret des Cortès, Maria restait seule tutrice de son petit-fils; mais les infants qui survivaient affichèrent hautement leurs prétentions à

la tutelle. La pieuse reine Maria, seule désintéressée, essaya, en 1320, aux Cortès de Burgos, de terminer le différend en partageant la tutelle avec les infants don Felipe et don Juan Manuel. Aussitôt don Juan *le tortu* et don Fernando de la Cerda, réunissant leurs prétentions, se préparèrent à les soutenir l'épée à la main, et organisèrent entre les villes de leur parti une Union (*hermandad*) dont le premier acte fut de refuser obéissance au roi.

Une transaction étant devenue impossible, on eut recours aux armes, et ces hostilités sans résultat firent plus de mal au pays qu'une guerre régulière. Sans les graves désordres qui vinrent agiter l'Emirat de Grenade, les musulmans, en mettant à profit l'anarchie qui désolait la Castille, auraient pu lui dicter un paix honteuse; une trève, qu'elle fut réduite à mendier, la sauva de l'invasion. Mais un dernier malheur attendait la Castille: la sage reine Maria, qui depuis deux règnes présidait à ses destinées, mourut en 1322, avant d'avoir pu lui donner la paix. « La reine, avant de mourir, dit la chronique, fit appeler tous les chevaliers et les prud'hommes de la ville de Valladolid, et leur dit comment elle était à bout, et entre les mains de Dieu, et que sa vie touchait à sa fin : mais qu'elle voulait leur laisser en garde le roi, son petit-fils, pour qu'il fût élevé dans leurs murs jusqu'à ce qu'il fût en âge de régner, et qu'ils ne le remissent aux mains de personne au monde. Et tous, après qu'elle eut parlé, tinrent à grand honneur la confiance qu'elle avait en eux, et promirent de faire, comme bons et fidèles vassaux, tout ce qu'elle leur mandait. Et la reine se confessa dévotement et reçut les sacrements; puis, ayant re-

vêtu l'habit des frères prêcheurs, elle remit son âme à Dieu, et la Castille, de Séville à Burgos, mena grand deuil de sa perte. »

La mort de doña Maria déchaîna de nouveau les partis qu'elle avait contenus. Qu'on se figure la situation d'un pays partagé entre quatre ou cinq prétendants dont chacun tirait à soi le pouvoir et les revenus de l'État, et assurait à ses partisans l'impunité pour prix de leur appui. Du reste, aucune parole n'égalerait en énergie le tableau qu'en trace la Chronique : « Toutes les villes du royaume et tous les domaines recevaient grand dam et étaient fort mal menés; car les *ricos homes* et chevaliers vivaient de vols et de rapine, et les tuteurs y prêtaient la main pour les avoir dans leur parti. De même, les bourgeois de chaque cité étaient divisés en factions : les plus puissants opprimaient les autres, et prenant les rentes du roi, ils maintenaient des troupes par ce moyen, et levaient des impôts illégaux. Dans quelques districts, les laboureurs se soulevèrent, tuèrent ceux qui les opprimaient, et pillèrent tous leurs biens. Et, dans tout le royaume, il n'y avait plus de justice nulle part; l'on ne marchait plus qu'armé sur les chemins et en troupes nombreuses, pour se défendre contre les voleurs. Personne n'osait demeurer dans les lieux qui n'étaient pas clos de murs; et dans ces lieux même, la plupart ne vivaient que de vol et de rapines, car c'était là le métier de tout le monde, laboureur ou bourgeois aussi bien qu'*hidalgo*. Quand on trouvait des hommes morts sur les chemins, nul n'en prenait souci. Aussi, quand le roi eut à sortir de tutelle, il trouva tout son royaume dépeuplé, et beaucoup de lieux

déserts : car les gens abandonnaient leurs héritages, pour aller s'établir en Aragon et en Portugal.

Alonzo, qui venait d'entrer dans sa quatorzième année, convoqua, en 1325, ses Cortès à Valladolid. Il y reçut des mains de ses tuteurs les sceaux, emblème de son pouvoir. « Le roi, dit la Chronique, élevé avec quelques fils de *ricos homes* par des hommes habitués à la pratique des cours, avait bon air à se vêtir et à marcher. Son langage était le pur castillan, et il n'hésitait jamais quand il avait à parler. Quand il fut à Valladolid, il siégeait trois fois par semaine pour ouïr les plaids qui venaient par-devant lui, et il était fort entendu à les démêler. Il aimait beaucoup à monter à cheval, et était moult expert en armes et faits de guerre. Il portait grand amour à ses sujets, et se ressentait fort du désordre qui était dans le pays par manque de justice, et il avait mauvais vouloir pour les malfaiteurs. »

Les Cortès[1], malgré l'épuisement du pays, accordèrent au roi des subsides. Mais, en retour de leur condescendance, on voit percer le plan bien arrêté de faire payer à la royauté le besoin qu'elle a de leur vote. Nous analyserons rapidement les actes de ces Cortès de 1325, qui méritent de faire date dans les Annales représentatives de l'Espagne. En réponse aux plaintes des députés des villes sur les violences des nobles, le roi s'engage à réprimer toutes les violences et prises d'armes (*asonadas*) qui portent le désordre dans le pays, et à ne plus donner de blancs seings pour faire mettre un citoyen à mort ou en prison, sans qu'il ait été d'abord jugé d'après son *fuero*. Il

[1] Coleccion de cortés de los reynos de Castille y Leon, dada a luz por la real academia de la historia, Madrid 1836. In-4°.

consent, eu égard aux fourberies des juifs et à la pauvreté du royaume, à annuler le quart des dettes contractées par les chrétiens, à condition que le reste sera payé dans un an; il promet de faire abattre les châteaux forts qui servent de repaires aux malfaiteurs, et défend à tout noble qui n'est pas bourgeois d'une commune d'y acheter aucune propriété; il s'engage à ne choisir pour percepteurs de ses impôts que des hommes de bon renom, bourgeois de la commune où ils doivent exercer; à mettre un terme aux troubles graves qui résultent des *Hermandades*, organisées par les villes pour résister à la tyrannie des nobles. Il autorise les vassaux de l'Église qui s'établiront sur ses terres à y résider sans rien perdre de leurs biens; il essaie de mettre une digue aux empiétements du clergé sur la juridiction et les domaines de la couronne, et de restreindre l'impunité assurée devant ses tribunaux aux clercs qui ont tué un laïque. Il remet à la Castille tous les impôts que ses tuteurs ont établis jusqu'à sa majorité[1]. Enfin il promet de maintenir tous les *fueros*, et privilèges, acquis aux communes sous les règnes précédents, et de ne jamais révoquer aucun des engagements qu'il vient de prendre.

Les Cortès terminées, Alonzo s'occupa de nommer les officiers de sa maison, et choisit, suivant l'usage, un juif pour trésorier de sa couronne. Il parcourut ensuite toutes ses provinces, s'efforça d'y faire régner les lois que, depuis longtemps, elles ne

[1] Le roi Alonzo, ayant un peu plus d'un an quand il montra sur le trône, n'avait donc en 1324 que treize ans accomplis. Mais, pour considérer les rois comme majeurs, il suffisait qu'ils fussent entrés dans leur quatorzième année.

connaissaient plus. Sentant la nécessité d'un exemple, il prit et rasa, aux portes même de Valladolid, un château fort qui servait de refuge à de nobles bandits. Cet acte de juste rigueur répandit une salutaire terreur; l'ordre ne tarda pas à se rétablir partout, et Alonzo, qui brûlait de marcher sur les traces de ses ancêtres, put songer enfin à tourner ses forces contre les infidèles.

Les princes du sang, habitués à régner sous le nom d'un roi mineur, s'effrayèrent de voir Alonzo vouloir régner par lui-même, et les infants don Juan Manuel et don Juan *le tortu*, se liguèrent contre lui; mais le roi parvint à dissoudre cette ligue en promettant à don Juan Manuel d'épouser sa fille, et en le nommant *adelantado* de la frontière. Furieux de cet affront, don Juan se mit à intriguer avec les rois de Portugal et d'Aragon. Alonzo, résolu d'en finir avec l'incorrigible rebelle, lui offrit, s'il voulait se rallier à lui, la main de sa sœur Léonor. Séduit par l'éclat de cette alliance, don Juan, malgré un salutaire instinct de méfiance, consentit enfin à se rendre à la cour. Alonzo sortit à sa rencontre pour lui faire plus d'honneur; mais à peine don Juan était-il entré sous son toit qu'il le fit assassiner (1325). La chronique mentionne brièvement le fait, sans nous donner aucun détail. Sans doute l'infant avait mérité la mort; mais un monarque, quand il peut en appeler à des juges, ne doit pas avoir recours à des assassins. Du reste, un roi de quinze ans n'est guère responsable de ses actions : et nous n'imputerions pas à Alonzo cette justice un peu sommaire, si elle n'était d'accord avec l'ensemble de son caractère et des actes de sa vie.

Don Juan ne laissait qu'une fille au berceau, et son

riche héritage, composé de la Biscaye et de quatre-vingts villes ou châteaux, épars dans tout le royaume, passa aux mains d'Alonzo. Ce coup de vigueur, frappé par un roi encore imberbe, effraya tellement don Juan Manuel, qu'il se réfugia à Murcie, sur le territoire d'Aragon. Le châtiment du factieux infant entraîna la soumission de tous ses partisans : quelques sentences de mort, infligées à propos, rétablirent la tranquillité, et le roi, accompagné de l'élite de sa noblesse, qui n'oubliait ses discordes que devant l'ennemi, put enfin marcher vers la frontière. Séville, qui n'avait pas encore vu son souverain, l'accueillit avec transport, et Alonzo, impatient d'essayer ses armes sur les infidèles, entra sur le territoire ennemi en 1327.

Le moment était favorable : le trône de Grenade était alors occupé par un enfant, Mohammed, fils de l'Emir Ismayl, tombé, deux ans auparavant, sous les coups d'un assassin. Parmi les captives qu'Ismayl avait ramenées de sa dernière campagne, une jeune chrétienne, d'une rare beauté, avait excité ses désirs; il l'enleva sans scrupule à son cousin Mohammed, qui l'avait lui-même, au péril de sa vie, arrachée aux outrages des soldats. Mohammed osa se plaindre, et Ismayl le bannit; mais le rebelle, pénétrant dans l'Alcazar, un poignard sous sa robe, en frappa mortellement l'Emir. Au milieu du tumulte, le meurtrier parvint à s'échapper, et le fils d'Ismayl fut proclamé Emir, avant même que le peuple fût instruit de la mort de son père. A peine maître du trône, Mohammed tourna ses armes contre les chrétiens, et se fit battre par l'infant don Manuel, pendant que les Africains, lui ayant enlevé Marbella et Ronda, prenaient de nouveau pied dans la Péninsule.

Tout présageait donc à Alonzo une victoire facile; et cependant cette expédition, préparée à grand bruit, se borna à la conquête de quelques châteaux forts, et à un échec essuyé par les chrétiens sous les murs de Ronda. En revanche, la flotte africaine, qui venait au secours de l'Emir, fut battue par l'amiral castillan. L'Emir, pour réparer cette défaite, vint l'année suivante assiéger Baena avec l'élite de ses soldats. La garnison chrétienne, en voyant cette troupe toute brillante d'or et de soie, et plutôt armée pour un tournoi que pour un siége, l'attaqua avec une confiance dédaigneuse; mais les Grenadins la firent bientôt repentir de sa témérité, en la poursuivant, la lance dans les reins, jusqu'aux portes de la ville. Les défenseurs de Baena ne tardèrent pas à se rendre, et l'Emir, après avoir passé sur le corps à un détachement qui venait les secourir, enleva par un coup de main Gibraltar, dégarnie de troupes. Tournant ensuite ses armes contre ses alliés africains, il leur reprit avec Algéziras toutes les villes qu'ils possédaient de ce côté du détroit, et de nouvelles destinées semblèrent recommencer pour l'Emirat de Grenade (1329).

Le roi de Castille, préoccupé par de graves embarras intérieurs, ne prit pas part à cette guerre, peu honorable pour ses armes. En 1327, Alonzo, bien que fiancé à la fille de Don Juan Manuel, avait accepté la main de Doña Maria, fille du roi de Portugal; don Juan Manuel, blessé de ce manque de foi, envoya dire au roi qu'il se *quittait* de lui et se *dénaturalisait* de son royaume. S'alliant en même temps avec le roi d'Aragon, son beau-frère, et avec l'Emir de Grenade, il se mit à dévaster tout le pays depuis Tolède jusqu'à Valladolid, s'attaquant ainsi

au cœur même de la monarchie, pendant que les musulmans en harcelaient les frontières.

Hors d'état de faire face à tant d'ennemis à la fois, le jeune roi de Castille fit proposer à Alonzo IV d'Aragon, la main de sa sœur Léonor; l'offre fut acceptée comme un gage de paix et d'union entre les deux couronnes. Mais les dangers les plus graves n'étaient pas au dehors : le faste et les hauteurs du comte de Transtamare, favori d'Alonzo XI, avaient soulevé contre lui tous les partis [1]; la guerre civile qui, à vrai dire, n'avait jamais cessé en Castille depuis le premier jour de ce règne, se ralluma plus ardente que jamais. Un légat du pape, chargé de rétablir la paix, échoua dans sa négociation. L'esprit de sédition, qui fermentait partout, gagna Zamora, Toro et jusqu'à Valladolid, la cité royaliste par excellence. Alonzo, convoquant les milices des cités qui lui étaient restées fidèles, fut bientôt sous les murs de Valladolid; mais la loyauté des habitants se révolta à l'idée de combattre leur roi, et tout finit par un compromis aux dépens du comte de Transtamare. Le roi, bien aise d'échapper à son joug, renvoya le comte de sa cour, et le priva de ses dignités. Sommé de rendre à la couronne les villes qu'il possédait en fief, l'ex-favori

[1] L'anecdote suivante jette un jour curieux sur les mœurs féodales de l'époque : « Et comme il y avait longtemps, dit la Chronique, p. 118, qu'on n'avait fait de comte en Castille, Alonzo ne savait trop comment s'y prendre pour donner ce titre à son favori, et voici ce qu'on fit : le roi s'assit sur une estrade, et on apporta une coupe pleine de vin et trois soupes, et le roi dit : « Mangez, comte, » et le comte dit : « Mangez, roi. » Et ceci fut répété par chacun trois fois; et ils mangèrent ensemble de ces soupes; et tous ceux qui étaient présents criaient : « *Evad, evad el conde!* (Regardez le comte!) » Et depuis lors il mena à sa suite pennon et chaudière (*pendon et caldera*), et eut maison et tint rang de comte, et tous ceux qui, auparavant, le traitaient en parent et en ami devinrent ses vassaux, eux et beaucoup d'autres. »

répondit par un refus, et essaya de se liguer avec don Juan Manuel. Mais Alonzo coupa court à ses intrigues en le faisant assassiner, et hérita de ses trésors et de ses places fortes (1328).

Au milieu des troubles continuels qui avaient assailli le début de ce règne, les assemblées des Cortès étaient devenues très-rares. Alonzo les convoqua enfin à Madrid, ville dont le nom commence à apparaître plus souvent dans l'histoire[1]. Le préambule de ces Cortès mérite d'être cité, par le ton d'affection qui y règne entre le roi et ses sujets : « Au nom de « Dieu très-saint, savoir faisons à tous ceux qui liront « les présentes comment nous, Don Alfon, roi de « Castille, etc., ayant grand vouloir d'accomplir jus- « tice, et de redresser les griefs de nos sujets, nous « avons convoqué en Cortès les féaux habitants de nos « provinces, comme nos amis et conseillers naturels, « pour nous entendre avec eux sur ce qu'il y avait de « mieux à faire pour le bien du royaume : et après « avoir ouï leurs conseils, nous avons, d'accord avec « eux, arrêté ce qui suit.... etc. » Le discours se termine par une demande d'argent pour la guerre contre les infidèles; c'était là la conclusion ordinaire de toutes les harangues royales; mais les Cortès furent si touchées de la pieuse ardeur de leur jeune roi et de son amour pour la justice[2], qu'elles lui accordèrent toutes ses demandes.

[1] La chronique ne parle pas des Cortès de Medina del Campo en 1328, dont Marina (*Teoria* t. II, p. 329) cite cependant les actes.

[2] « Tel était, ajoute la Chronique, l'ordre sévère que le roi faisait régner autour de lui, qu'à ces Cortès, où tant de gens se trouvaient réunis, les marchands couchaient sans crainte sur les places, et y laissaient leurs marchandises sans gardiens, tant la justice royale était redoutée des malfaiteurs. »



A peine guéri d'une maladie qui le mit à deux doigts de la mort, Alonzo se prépara à prendre sa revanche des succès obtenus par l'Emir de Grenade. Il rétablit dans tous ses fiefs l'infant don Juan Manuel, au prix d'un serment de fidélité qui devait bientôt être violé; averti par les plaintes de la Castille contre son trésorier juif Yusaf, il lui retira sa charge, à la grande joie du pays, et lui fit rendre gorge, pour le punir de ses malversations. Puis, après une entrevue avec le roi de Portugal, qui lui amena un renfort de cinq cents chevaliers, il se dirigea vers Cordoue, rendez-vous assigné à son armée. Quelques escarmouches heureuses et la prise de Teba signalèrent seules cette campagne. L'Emir, lassé de la guerre, finit par proposer à Alonzo de se reconnaître son vassal, et de lui payer un tribut annuel; enfin, l'infant Alonzo de la Cerda vendit au roi ses prétendus droits à la couronne, et reçut en échange de riches domaines (1330).

C'est de cette époque que date la liaison d'Alonzo XI avec Léonor de Guzman, mère de ce Henri de Transtamare qui deviendra l'assassin de son frère Don Pedro et l'héritier du trône de Castille. Issue d'une des premières familles du royaume, et veuve à dix-huit ans, Léonor attira sur elle, par sa beauté, les regards de l'inconstant monarque. Fasciné par ses charmes et son esprit, il eut d'elle, en 1331, un fils qu'il dota richement et créa comte d'Aguilar. Attaché à sa nouvelle maîtresse par un lien chaque jour plus étroit, ni les plaintes de la reine, ni les reproches du clergé, ni les menaces de son beau-père, ne purent l'arracher à cette liaison illicite, qui devait après lui attirer tant de maux sur la Castille.

Roi depuis dix-neuf ans, Alonzo n'était encore ni couronné, ni armé chevalier. Cette dernière cérémonie, par un raffinement de piété chevaleresque, eut lieu à Santiago sur le tombeau même de l'apôtre. Le roi prit de sa main ses armes sur l'autel; puis, s'approchant de l'image du saint, armée de toutes pièces, il se fit donner par elle le coup d'épée sur le col (*pescosada*) et l'accolade de rigueur, et ainsi ce fut l'apôtre qui le fit chevalier. Le couronnement s'accomplit à Burgos en 1331 : le roi se posa lui-même la couronne sur la tête, et la mit sur celle de son épouse; des fêtes somptueuses, où Alonzo arma de sa main un grand nombre de chevaliers, accompagnèrent cette solennité.

La province d'Alava, depuis qu'elle s'était séparée de la Navarre, avait toujours formé une seigneurie distincte, ayant le droit de choisir le maître et la forme de gouvernement qui lui convenaient : tantôt elle prenait pour seigneur un des fils du roi, tantôt un sire de Biscaye; les rois de Castille n'y exerçaient aucun des droits de la souveraineté, et le pays s'appelait la *confrérie* d'Alava. Alonzo se trouvait à Burgos quand des députés de cette confrérie, *hidalgos* et laboureurs, vinrent lui offrir la seigneurie d'Alava, pour qu'il la réunît à la couronne de Castille. Le roi se rendit à Victoria, et tous les nobles et laboureurs, rassemblés en junte, lui remirent, par la main de l'évêque, la souveraineté du pays, en lui demandant par grâce un *fuero* écrit, qu'Alonzo s'empressa de leur accorder. Ainsi se retrouve à toutes les époques l'énergique esprit d'indépendance qui s'est conservé dans les provinces basques. En voyant un peuple de pâtres traiter ainsi d'égal à égal avec la

monarchie castillane, et stipuler, en se donnant, la forme et les limites de son obéissance, on comprend mieux comment, de nos jours, ces mêmes provinces, ralliées autour de leurs *fueros*, ont pu tenir en échec toutes les forces de la Péninsule, et ne se courber qu'après une lutte de sept ans sous le niveau de l'unité constitutionnelle.

Pendant ce temps, les événements marchaient en Andalousie : l'Emir de Fez avait envoyé en Espagne son fils, abd el Melek, à la tête de sept mille cavaliers; Alonzo ordonna trop tard à son amiral de leur fermer le détroit. Le prince africain, déjà débarqué, mit aussitôt le siége devant Gibraltar. Les vivres manquaient dans la ville, et Alonzo y envoya les chevaliers des ordres avec quelques troupes, en attendant qu'il pût s'y rendre en personne. A force de concessions, il arracha à l'infant Don Juan Manuel la promesse d'envahir l'Emirat de Grenade du côté de Jaën, et se mit enfin en route pour Séville. Huit jours se passèrent à délibérer si l'on braverait, pour secourir Gibraltar, les forces des deux Emirs, et le roi parvint, non sans peine, à faire décider qu'on marcherait en avant. Déjà l'on n'était plus qu'à quatre journées de la place, lorsque arriva la nouvelle que le gouverneur l'avait vendue aux Africains. Une foule de voix s'élevèrent aussitôt pour conseiller la retraite; mais Alonzo refusa de tourner le dos à l'ennemi, avant d'avoir au moins tiré l'épée du fourreau; et calculant qu'une ville, assiégée depuis cinq mois, ne devait pas être en très-bon état de défense, il résolut de commencer sur-le-champ le siége.

Bientôt l'armée castillane campa sur cette langue de terre, étroite et sablonneuse, qui unit au continent

la presqu'île où est assis Gibraltar. L'amiral avec sa flotte était à l'ancre dans la baie, bloquant l'entrée du port et le fermant aux secours des Africains, postés près d'Algéziras, sur la rive opposée du golfe. La disette se faisait vivement sentir dans l'armée comme dans la flotte. Après quelques escarmouches peu heureuses, Alonzo se préparait en frémissant à abandonner la place, lorsque parurent à l'horizon quelques navires chargés de vivres. Le siége fut repris avec une nouvelle ardeur. Adossé contre un mur de rochers, Gibraltar ne pouvait être attaqué par mer que du côté de l'ouest, et par terre du côté du nord, à travers l'isthme étroit où campait l'armée chrétienne. Un siége récent a rendu familiers à la plupart des lecteurs la situation de cette roche fameuse, où se sont brisés les efforts de nations conjurées. Alors, comme en 1755, tout le désavantage de la position était pour les assiégeants, et l'insalubrité du climat ajoutait encore aux difficultés de l'entreprise.

Le roi, après avoir expédié une partie de sa flotte à Séville, pour en tirer des vivres et des munitions, fit occuper les points les plus importants du rocher qui domine la ville; l'armée tout entière se relaya pour garder ces postes périlleux, d'où les soldats ne pouvaient descendre qu'avec des cordes. Alonzo, non sans des peines incroyables, y fit porter des machines qui battirent sans relâche la place et ses remparts. L'amiral essaya de brûler l'arsenal et les navires enfermés dans le port; mais une solide estacade, bâtie par les assiégés, déjoua tous ses efforts. Cependant abd el Melek était toujours à Algéziras, assistant de loin à l'héroïque défense de cette ville qu'il brûlait de secourir. L'Emir de Grenade se décida enfin à join-

dre ses forces à celles des Africains, et les deux armées réunies vinrent camper près de San Roque, à une lieue au nord du camp chrétien, de manière à couper à Alonzo toute communication avec la terre ferme. La situation devenait menaçante : les vivres étaient chaque jour plus rares, les soldats découragés désertaient par bandes, et tombaient presque tous aux mains des musulmans; un captif chrétien ne se vendait que deux pièces d'or à Algéziras. Une âme moins ferme que celle d'Alonzo se fût abattue devant tant d'obstacles; déjà même, en Castille, le bruit se répandait que le roi et son armée ne reviendraient pas de leur expédition, et les infants et les nobles factieux qui avaient refusé de l'accompagner, mettaient à profit son absence pour rançonner le royaume.

Mais Alonzo, sachant bien que, tant que la mer et sa flotte lui restaient, tout espoir n'était pas perdu, fit couper par une tranchée l'isthme où il campait, et mit ce rempart entre les musulmans et lui, résigné à supporter leurs bravades et à refuser tout combat. Ce plan était le plus sage, car les assiégés, tourmentés aussi par la faim, ne pouvaient pas tenir longtemps; et les deux armées musulmanes étaient condamnées à assister sans combattre à la reddition de la ville, que le roi continuait à battre en brèche. Mais la mort inopinée de son fils Fernando, l'héritier de sa couronne, les violences de l'infant don Juan Manuel, et l'épuisement du royaume, le décidèrent enfin à accepter la paix qu'on lui offrait, et à laisser échapper sa conquête. Une trêve de quatre ans et un traité d'alliance furent signés avec les deux Emirs: celui de Grenade se reconnut de nouveau

pour vassal de la Castille, et Alonzo s'éloigna à regret après cette paix peu glorieuse.

Mais l'Emir de Grenade, enflé de sa victoire dont il s'attribuait tout l'honneur, blessa par ses bravades l'orgueil africain : les présents qu'il avait reçus de son nouveau suzerain, l'éloge qu'il faisait à chaque instant du courage et de la loyauté des chrétiens, le firent accuser par les rigides musulmans de trahir la cause de l'Islam; et bientôt Mohammed, qui avait eu l'imprudence de congédier son armée, périt assassiné dans une embuscade tendue par les Africains. Quelques serviteurs fidèles portèrent son corps à Grenade, où son frère Youssouf fut aussitôt proclamé Emir (1333).

Alonzo apprit en chemin la mort de son ennemi, et songea un instant à la mettre à profit pour envahir ses États; mais, avec une armée décimée par la faim, et un royaume en proie à la plus affreuse anarchie, force lui fut d'ajourner son dessein. De part et d'autre, d'ailleurs, on avait besoin de la paix : l'Emir de Fez redoutait, en s'absentant, de livrer ses États à l'ambition de l'Emir de Tlemcen; le nouveau souverain de Grenade ne songeait qu'à s'affermir sur le trône; et Alonzo, enfin rentré en Castille, ne s'occupa plus que de venger sur les rebelles les maux qu'ils avaient faits au pays. Le hasard ayant fait tomber entre ses mains le sire de Haro, le roi le fit mettre à mort sans procès. Il s'empara de la Biscaye, héritage de don Juan *le tortu*, autre victime de cette justice sanglante, la seule que pût supporter la Castille. Lara, effrayé du sort de son complice, vendit à Alonzo sa soumission au prix de la Biscaye, et don Juan Manuel implora et obtint encore une fois son pardon.

L'inflexible justice d'Alonzo XI commençait à porter ses fruits : tout château qui refusait de lui ouvrir ses portes, voyait bientôt une armée camper sous ses murs, ayant le roi à sa tête, et le châtelain rebelle était mis à mort sans pitié. C'est depuis cette époque que, par une grave innovation dans le droit féodal, tous les *hidalgos*, arrière-vassaux des *ricos homes*, firent insérer, dans l'hommage qu'ils leur rendaient, que « si « le roi paraissait sous les murs du château qu'ils te« naient en fief, ils seraient autorisés à le lui remettre.»

Alonzo était toujours sans héritier de sa couronne, et, par un contraste douloureux pour la Castille, Leonor de Guzman, sa maîtresse, venait de lui donner encore un fils. Mais enfin, en 1334, la naissance d'un fils légitime, don Pedro, devenu si célèbre par ses cruautés et par sa fin déplorable, vint combler de joie le roi et le pays, qui la célébrèrent par des fêtes somptueuses.

Le roi d'Aragon, Alonzo IV, malade d'hydropisie, touchait alors à sa fin ; sa femme Leonor, sœur d'Alonzo de Castille, redoutant pour ses enfants la haine de son beau-fils, l'infant don Pedro, le futur successeur de la couronne d'Aragon, réclama contre lui l'appui de son frère. Don Pedro, de son côté, s'assura secrètement l'alliance de la Navarre, et la main de Jeanne, héritière du trône. Une armée navarraise franchit la frontière castillane, dégarnie de troupes, et ravagea tout le pays. Alonzo fit marcher sur-le-champ contre les Navarrais une armée qui les poursuivit l'épée dans les reins jusqu'à Tudéla, et s'empara de Fitero qu'elle mit à feu et à sang. Mais bientôt le roi, uni par des liens d'amitié à Philippe de Navarre, qui servait alors dans les armées de

France, prêta l'oreille aux paroles de conciliation que lui apporta l'archevêque de Reims; les places conquises restèrent à la Castille, les prisonniers furent rachetés, et un traité d'alliance fut signé entre les deux rois (1335).

Don Juan Manuel et le sire de Lara s'étaient ligués contre leur souverain avec le Portugal, sous prétexte de le soustraire à l'influence de doña Leonor, et de défendre les droits de la reine légitime. La mort du roi d'Aragon, en mettant sur le trône Pedro IV, l'implacable ennemi du roi de Castille, vint encore prêter un appui à leur ligue. Menacé d'une guerre avec l'Aragon, Alonzo résolut d'en finir avec ses vassaux rebelles, et vint assiéger dans Lerma le sire de Lara. Un coup de main, tenté sur Badajoz par le roi de Portugal, pour secourir ses alliés, fut repoussé avec vigueur, et Lara, réduit à la dernière extrémité, n'eut plus de ressource que dans la pitié du roi. Alonzo, condamné à la clémence par la complicité secrète de ses *ricos homes* avec la rébellion, pardonna encore une fois; mais les murs de Lerma furent abattus, et Lara dut livrer le peu de châteaux qui lui restaient (1336).

Délivré de tous ses ennemis au dedans, le roi se hâta d'envoyer des secours à sa sœur, la reine d'Aragon, et de s'allier avec le roi de France. Quant au roi de Portugal, Alonzo lui fit expier son agression en dévastant ses frontières, pendant que la flotte castillane remportait sur la flotte portugaise une victoire décisive (1337). Il fallut l'intervention d'un légat du saint-siége et la menace d'une invasion africaine pour ramener la paix entre les deux rois. Mais la Castille pour être forte avait besoin d'être unie, et

la constitution même de la société féodale rendait cette union impossible. Tant que des nobles factieux braveraient à la fois les lois et leur souverain, la Castille, paralysée par cette plaie intérieure, ne pouvait rien contre l'étranger. Alonzo, par un décret daté de Burgos, en 1338, essaya de remédier à cette anarchie légale : accordant un pardon général pour tous les meurtres et délits commis jusqu'à ce jour, il déclara sa ferme volonté de les réprimer à l'avenir. Tous les nobles, en guerre avec d'autres nobles, furent sommés de déposer les armes, et d'en appeler aux tribunaux pour terminer leurs différends ; enfin, sapant dans sa base même la hiérarchie féodale, il ordonna à tous ceux qui possédaient en fief ou arrière-fief des châteaux et places fortes de venir lui en faire hommage, et de ne plus les occuper qu'en son nom.

Bientôt l'imminence du danger força les rois chrétiens de la Péninsule à ajourner leurs querelles : le bruit des immenses armements de l'Emir de Fez vint remplir l'Espagne tout entière d'anxiété et d'effroi (1339). Les rois de Castille et d'Aragon convinrent d'envoyer chacun une flotte pour garder le détroit, et Alonzo tint en haleine le courage de ses soldats par une algarade sur le territoire de Grenade. Les préparatifs de l'Emir africain traînant en longueur, le roi se rendit à Madrid, afin d'arracher à ses communes quelques subsides. Épuisées par vingt années de guerre civile, les cités de la Castille répondirent néanmoins à l'appel de leur roi ; le pape accorda le tiers des dîmes de l'Église, et Alonzo, après avoir payé la solde de ses *ricos homes*, leur donna rendez-vous sur la frontière pour le printemps suivant.

Deux attaques de l'Emir de Grenade et d'abd el Me-

lek, fils de l'Emir de Fez, furent heureusement repoussées, et le prince africain perdit la vie dans le combat. Non moins ferme contre ses sujets révoltés que contre les ennemis du dehors, le roi, après avoir déposé le grand maître d'Alcantara, que les hauteurs de doña Leonor avaient poussé à la rébellion, vint l'assiéger dans Valencia, et le fit décapiter et brûler comme traître. Pendant ce temps, l'amiral d'Aragon perdait la vie dans une rencontre avec les Maures, et sa flotte, en se retirant, laissa à l'escadre castillane le soin de garder le détroit. Celle-ci, fatiguée par une croisière sans relâche, dut aussi rentrer dans le port. Alonzo fit aussitôt sommer le roi d'Aragon, aux termes du traité, de lui renvoyer une autre flotte, et se rendit à San-Lucar pour y faire radouber ses galères, et armer en hâte toutes celles qui se trouvaient dans le port.

Mais il était trop tard : la flotte musulmane, au nombre de deux cent cinquante voiles, avait déjà franchi le détroit et débarqué à Gibraltar. L'amiral castillan, qui comptait à peine trente vaisseaux, n'essaya pas de s'opposer au passage des Africains, et ses ennemis l'accusèrent de s'être laissé acheter par l'Emir. Informé de ces calomnies, le digne amiral résolut de les démentir, en luttant avec quelques navires contre la plus puissante flotte que l'Islam eût jamais mise sur pied. La tentative était si désespérée que ses capitaines, sauf deux ou trois, refusèrent de le suivre. L'amiral, se jetant avec eux au plus épais des galères musulmanes, y trouva ce qu'il y cherchait, c'est-à-dire une mort glorieuse, mais inutile [1].

[1] Le récit de cette mort est si touchant, que je ne peux me refuser au

Les Castillans, brûlant eux-mêmes les navires qu'ils ne pouvaient défendre, cinglèrent vers Carthagène, où cinq galères seulement parvinrent à se sauver.

Sans se laisser abattre par cet échec, Alonzo supplia le roi de Portugal de lui envoyer une flotte pour remplacer la sienne. Il acheta ensuite à la seigneurie de Gênes quinze galères, et se trouva bientôt à la tête d'une flotte supérieure à celle qu'il avait perdue. Mais le détroit, si bien gardé d'ordinaire, était resté libre pendant plusieurs mois, et l'Emir de Fez en avait profité pour transporter dans la Péninsule sa formidable armée, que la Chronique fait monter à un demi-million d'hommes. L'Emir de Grenade se rendit à Algéziras pour saluer l'arbitre des destinés de la Péninsule. Les deux alliés tombèrent d'accord d'ouvrir la campagne par le siége de Tarifa; Alonzo, informé de leur projet, renforça la garnison, la pourvut de vivres, et lui

plaisir de citer en entier ce passage de la Chronique (p. 392). « La galère de l'amiral remorquait à sa suite un navire à voiles, et, comme il ne faisait pas de vent, ceux qui étaient dans ce navire passèrent dans la galère de l'amiral pour combattre avec lui. Et les Maures, voyant ce navire sans équipage, s'en emparèrent, et, comme il était plus élevé que la galère amirale, ils faisaient de là grand mal aux chrétiens, en leur lançant des flèches et des barres de fer; et les gens qui combattaient avec l'amiral allaient diminuant en nombre; or, ils faisaient tous si grande estime de lui, que quand l'un d'eux se sentait blessé à mort, il se traînait vers l'amiral et lui baisait la main, pour se donner cœur à la bataille, et, tout blessé qu'il était, il s'en retournait mourir en combattant. Et l'amiral tenait une main sur sa bannière, et dès qu'il voyait les siens reculer, il allait frapper au beau milieu des Maures, et les chassait de sa galère, après quoi il s'en retournait à sa bannière. Mais enfin, quand il ne resta presque personne avec lui, les Maures entrèrent en foule dans son vaisseau. Et entourant d'un bras le pennon de Castille, de l'autre il combattait en exhortant les siens à l'imiter. Quand tous furent tués, jusqu'au dernier, il combattit encore, jusqu'à ce qu'on lui lança de l'autre vaisseau une barre de fer sur la tête, dont il mourut. Et les Maures, osant enfin l'approcher, lui coupèrent la tête et la jetèrent à la mer, et le corps fut porté au roi Abou-Hassan. »

promit, sur sa parole de chevalier et de roi, de venir la délivrer. Le siége commença, à grand renfort d'artillerie et de machines de guerre. En s'arrêtant ainsi devant une ville de second ordre, au lieu de marcher droit sur Séville, l'Emir de Fez avait d'avance frappé de mort son entreprise : la résistance inattendue de la garnison donna à l'armée castillane le temps de marcher à son secours. Alonzo avait envoyé sa flotte se réunir à celle du roi de Portugal, mouillée près de Cadix; mais l'amiral portugais refusa de se rallier à l'amiral castillan, et celui-ci, avec quinze galères seulement, n'hésita pas à venir croiser en face de Tarifa. Cette vue ranima le courage des assiégés, tandis que les assaillants, entassés sur cet étroit littoral où leur nombre était un embarras plutôt qu'une force, commençaient à se repentir de leur entreprise.

Le roi de Castille venait d'entrer dans sa vingt-neuvième année; si jeune encore, il avait déjà fait de grandes choses, mais il lui en restait de plus grandes à faire, et la bataille de *las Navas* attendait encore son pendant. Avant de commencer la lutte, il fit réclamer l'appui des rois de Portugal et d'Aragon. La reine Maria, se vengeant noblement des torts de son époux, alla elle-même implorer les secours de son père, qui se montra, en paroles du moins, plein d'ardeur pour la cause de la chrétienté, et promit d'amener lui-même un renfort à la Castille.

Une tempête, qui dispersa la flotte chrétienne, fit périr douze galères et chassa les autres jusqu'à Carthagène. Les Maures, joyeux, crurent que le ciel se prononçait en leur faveur; la tempête leur ayant livré une foule de marins castillans, ils tranchèrent la tête

à ceux qui refusèrent d'abjurer leur religion, et ce fut le plus grand nombre. Ce succès ranima le courage des assiégeants, sans abattre celui de leurs adversaires : un nouvel assaut ramena les Africains entre les palissades et les murs de la ville : les chevaliers qui la défendaient opposèrent à l'ennemi un rempart vivant, et parvinrent à le repousser. Mais telle était la multitude des assaillants, que leurs pertes étaient à peine senties par eux, tandis que celles des chrétiens étaient irréparables. Le roi, soutenant par des messages réitérés le courage de la garnison, n'attendait plus pour se mettre en route que l'arrivée du roi de Portugal. Celui-ci parut enfin, amenant avec lui quelques troupes, et les deux rois se dirigèrent vers Tarifa, où Alonzo avait donné rendez-vous aux deux Emirs. L'armée chrétienne, mal nourrie et mal payée, ne montait qu'à huit mille chevaux et douze mille fantassins; et cette poignée d'hommes, animée du courage des martyrs, marcha pleine de confiance à une mort plus probable que la victoire. Elle s'avançait à petites journées, pour attendre les vivres et les renforts qui lui arrivaient chaque jour. Douze galères, expédiées par le roi d'Aragon, vinrent en même temps rejoindre la flotte castillane; mais l'escadre portugaise, sur l'ordre de son roi, déserta son poste au moment du combat, pour s'en retourner à Lisbonne.

Les deux Emirs, informés de l'approche des chrétiens, ne voulurent pas les attendre sous les murs de Tarifa, où leur innombrable armée ne pouvait s'étendre à l'aise. Ils se décidèrent à lever le siége de cette ville, dont l'héroïque résistance avait sauvé l'Espagne, et, brûlant toutes leurs machines, ils allèrent planter leurs tentes sur une hauteur, à l'ouest

de la ville, appelée la Montagne du Cerf (*la Peña del Cervo*). L'Emir de Grenade campa à quelque distance de celui de Fez, et dans cette forte position ils résolurent d'attendre l'ennemi. Heureux d'apercevoir les Maures, qu'ils craignaient de trouver enfermés dans Algéziras, les chrétiens s'apprêtèrent avec confiance « à la sainte bataille. » Les musulmans, au dire de la Chronique, ne comptaient pas moins de cinquante mille chevaux et cinq cent mille fantassins; l'armée chrétienne n'avait guère à lui opposer que quarante mille fantassins et dix-huit mille chevaux. Le roi de Castille, suppléant au petit nombre par l'habileté des dispositions, opposa le roi de Portugal à l'Emir de Grenade, et se chargea de tenir tête à l'Emir africain. Enfin il envoya à la garnison de Tarifa et aux deux amiraux l'ordre d'attaquer par derrière le camp africain, tandis que lui-même l'assaillirait de l'autre côté.

Un ruisseau ignoré, le *Rio salado,* qui a donné son nom à cette journée, séparait les deux armées, et, courant du nord au sud, il va se jeter dans la mer. A l'est se trouvaient les deux camps musulmans, adossés à la montagne, et la ville derrière eux, sur le bord de la mer. A l'ouest, les deux rois chrétiens avaient rangé leur petite armée, le roi de Portugal en face de l'Emir de Grenade, le roi de Castille en face de l'Emir africain, le plus rapproché de la mer et de la plage étroite où allait se livrer le combat. Les Maures avaient occupé tous les gués du ruisseau, avec un pont étroit qui s'y trouvait, et qu'ils auraient mieux fait de détruire. Le lundi, 30 août 1340, le roi de Castille se leva avant le jour, et reçut la communion des mains de l'archevêque de Tolède; il plaça ensuite ses chevaliers au premier rang, tandis

que tous les laboureurs et *gens de rien*, dit la Chronique, restaient au sommet de la colline.

L'infant don Juan Manuel, qui commandait l'avant-garde, ayant reçu l'ordre de passer le ruisseau, montra une hésitation qui aurait découragé une armée moins décidée au combat. Mais deux chevaliers, donnant à l'infant l'exemple qu'ils auraient dû recevoir de lui, passèrent le pont avec un millier d'hommes, en faisant main basse sur ceux qui le gardaient. Les Maures, un instant déconcertés par cette brusque attaque, revinrent à la charge, et l'immense supériorité du nombre leur rendit bientôt l'avantage. Le roi, voyant plier les siens, leur envoya des renforts, et les chrétiens, gagnant peu à peu du terrain, s'emparèrent d'une hauteur qui s'étendait du ruisseau au camp africain. En suivant la crête de cette colline, ils arrivèrent ainsi au harem de l'Emir, chassant devant eux les Africains qui fuyaient vers Algéziras.

A ce moment critique, l'attaque concertée par Alonzo eut lieu sur les derrières des Maures, que chargèrent avec furie la garnison de Tarifa et les équipages de la flotte. Les infidèles ébranlés commencèrent à rompre leurs rangs; alors Alonzo, jugeant le moment venu, passa le ruisseau avec l'élite de sa chevalerie, et vint donner au plus épais de la mêlée, pendant que le perfide don Juan restait immobile avec les siens. Pedro Ruiz, qui portait le pennon de Castille, s'élança avec le gros de l'armée sur la colline où l'avant-garde avait déjà passé, et le roi demeura avec une faible escorte près du ruisseau, dans l'étroite vallée où était entassée la masse des troupes africaines. Là, entouré d'ennemis, sa vie fut un moment en danger, et ses plus braves chevaliers

tombèrent à ses côtés. Mais le roi, se dressant sur ses étriers, se retourna vers les siens : « Frappez, leur « cria-t-il, frappez, car au jour d'aujourd'hui, je « veux voir ce que sont mes vassaux, et leur faire « voir ce que je suis; » et aiguillonnant son cheval, il allait se jeter au milieu de la mêlée, quand le primat de Tolède, qui de toute cette journée ne le quitta pas un instant, le retint par la bride, en lui disant: « Demeurez, sire roi, et n'aventurez pas le destin « de la Castille, car les Maures sont vaincus, et « Dieu a permis que la victoire vous reste [1]. »

En effet l'armée musulmane, coupée en deux par la double attaque des chrétiens, se dispersait déjà de tous côtés. Le roi de Portugal, après avoir passé le ruisseau beaucoup plus haut, avait attaqué l'Emir de Grenade, et n'avait pas été moins heureux qu'Alonzo; les deux rois, vainqueurs en même temps, poursuivirent les fuyards jusqu'à une lieue du champ de bataille, et en firent un affreux massacre. Il en aurait péri plus encore, si les chrétiens, malgré les ordres de leurs chefs, ne s'étaient arrêtés à piller le camp musulman; la Chronique, prodigue de miracles, affirme que dans cette bataille si chaudement disputée, où soixante mille hommes en combattaient plus de cinq cent mille, il ne périt que vingt Castillans contre deux cent mille Maures. Quant aux prisonniers, le nombre, suivant elle, en fut si prodigieux qu'elle n'essaie même pas de l'évaluer.

La chronique arabe, qui raconte en peu de mots

[1] On remarquera, dans mon récit de la bataille de *las Navas* la même histoire, racontée presque dans les mêmes termes, à propos d'Alonzo VIII et de l'archevêque Rodrigue de Tolède, l'historien de la bataille. Je n'en conclus point, du reste, contre l'authenticité des deux versions.



cette sanglante journée, en attribue la perte à la sortie de la garnison de Tarifa. Elle reproche aux Africains d'avoir donné l'exemple de la fuite, tandis que les Grenadins soutinrent dignement leur réputation de courage. Ces derniers, s'il faut l'en croire, se retirèrent avec leur Emir à Algéziras en gardant leurs rangs, et en combattant toujours. L'Emir de Fez, après avoir perdu un fils prisonnier et deux tués, s'enfuit à Gibraltar; et craignant que la flotte chrétienne ne vînt lui couper le passage, il se hâta de faire voile vers Ceuta [1]. Quant à l'Emir de Grenade, l'armée victorieuse lui fermant le retour dans ses États, il s'embarqua pour Almuñecar, et passa de là à Grenade, où la triste nouvelle l'avait déjà précédé.

Comme la bataille de *las Navas*, avec laquelle elle offre tant de rapports [2], cette mémorable victoire du *Rio salado* (*Ouad-acelit*, chez les Arabes) marque dans l'histoire d'Espagne une ère décisive. A dater de ce jour, l'Afrique est pour toujours refoulée au delà du détroit; l'Emirat de Grenade demeure abandonné à ses propres forces, en face des monarchies chrétiennes conjurées pour sa ruine, et dont les désordres prolongent seuls sa durée. Mais le jour où les deux couronnes réunies de Castille et d'Aragon tour-

[1] Suivant la Chronique chrétienne, p. 450, l'Emir, à son retour à Ceuta, ayant fait compter ses soldats, trouva qu'il lui en manquait quatre cent mille, tant tués que prisonniers. Son armée avait mis cinq mois à passer le détroit avec soixante galères; elle le repassa en quinze jours avec douze. Tout en rabattant beaucoup de ces exagérations, la perte des Maures fut immense.

[2] La chronique chrétienne, p. 450, contient une longue comparaison entre ces deux journées; elle établit avec raison que celle de *las Navas* fut une véritable croisade, soutenue par l'Espagne tout entière, tandis que celle-ci appartient plus exclusivement à la Castille. Car l'Aragon n'y envoya qu'un chevalier, et le Portugal seul y paya la dette des monarchies chrétiennes, toutes représentées à la bataille de *las Navas*.

neront contre lui toutes leurs forces, ce jour-là, c'en sera fait de l'Islam dans la Péninsule, et les *rois catholiques*, en plantant sur l'Alhambra la croix triomphante, en effaceront jusqu'au dernier vestige.

L'amiral d'Aragon, qui avait gardé pendant la bataille une honteuse neutralité, laissa, malgré les ordres du roi de Castille, la mer libre aux deux Emirs pour se retirer dans leurs États. Alonzo voulait commencer sur-le-champ le siége d'Algéziras; mais le manque de vivres le força de retourner à Séville, où les deux rois furent accueillis par des fêtes. Les vainqueurs se partagèrent les dépouilles du camp africain, et l'on y trouva une telle quantité de métaux précieux, que dans toute l'Espagne l'or et l'argent baissèrent d'un tiers de leur valeur. Le roi de Portugal, comblé de présents, reprit le chemin de ses États, et Alonzo, après avoir envoyé porter au saint-père la nouvelle de sa victoire, quitta l'Andalousie en donnant à ses *ricos homes* rendez-vous à Cordoue pour le printemps suivant (1361).

Le printemps venu, l'armée castillane, après une feinte attaque sur Malaga, s'empara d'Alcalà de ben Zayde. Mais, instruit que l'Emir de Fez se préparait à débarquer avec une nouvelle flotte, Alonzo résolut de lui fermer la Péninsule, en enlevant aux Africains Algéziras, porte toujours ouverte à l'invasion. Un seul obstacle s'y opposait, c'était le manque d'argent; le pays, épuisé par cette guerre sans fin, n'avait plus à offrir à son roi qu'une bonne volonté stérile. Le roi, dans sa détresse, eut recours à une contribution nouvelle, l'*alcabalà*, dont il frappa toutes les marchandises, et cette ressource fournit aux dépenses les plus urgentes.

Avant de commencer le siége d'Algéziras, le roi essaya, mais sans succès, de détacher l'Emir de Grenade de l'alliance de celui de Fez. Les deux flottes musulmanes, au nombre de soixante galères, cinglèrent à la rencontre de l'amiral castillan. Mais celui-ci, ayant rencontré douze galères africaines séparées du gros de l'escadre, parvint à en brûler six et à prendre les autres. Le monarque portugais envoya à son allié un renfort de dix galères, et la triple flotte de Castille, de Portugal et d'Aragon, en état maintenant de tenir tête à toutes les forces de l'Islam, croisa sans relâche sur tout le littoral du midi. Alonzo, de son côté, à la tête des milices d'Andalousie, s'achemina vers Xerez. En arrivant à un endroit appelé *las Cabezas de san Juan*, le roi, se rappelant que, dans ce lieu même, il avait appris le désastre de sa flotte, s'écria tout d'un coup: « Le cœur me dit qu'ici « même nous apprendrons quelque bonne nouvelle! » Et, en effet, il achevait à peine ces mots, lorsqu'une lettre de l'amiral vint lui apprendre la déroute de la flotte musulmane.

Voici comment la chronique raconte cette bataille, presque aussi décisive que celle du *Rio salado*. Bloquée par l'amiral dans la baie d'Algéziras, où elle avait cherché un refuge, la flotte musulmane, résolue à s'ouvrir à tout prix un chemin, attaqua les chrétiens. Mais ceux-ci avaient le vent pour eux, et leurs navires à voile, qui d'ordinaire ne jouaient que le second rôle dans un engagement, tombèrent sur les galères africaines avec tant de furie, que du premier choc ils en coulèrent six à fond. Deux navires chrétiens, emportés par leur élan, étaient allés s'échouer sur la côte : on parvint à en remettre un à flot, et l'on

mit le feu à l'autre; l'incendie gagna les galères musulmanes les plus proches, et le désordre se répandit dans la flotte africaine, qui chercha à gagner le large. Les chrétiens les poursuivirent, et l'engagement, devenu général, dura la plus grande partie du jour. Tel était l'acharnement des combattants, que les deux flottes, poussées par le vent, arrivèrent jusqu'à Tarifa, « sans s'être même, dit la chronique, aper« çues si les vaisseaux marchaient ou restaient immo« biles. » Les deux amiraux musulmans furent tués, leurs galères désemparées, et un petit nombre seulement put se réfugier à Ceuta. Les Maures perdirent en tout vingt-six galères, brûlées, prises ou coulées, tandis que les chrétiens ne perdirent que trois vaisseaux (1342).

Pour mettre le comble à ce succès, l'amiral aragonais, qui avait affecté de se tenir à l'écart des Castillans, arriva avec son escadre, après avoir, chemin faisant, dispersé ou brûlé treize galères musulmanes. Le roi de Castille monta sur un de ses vaisseaux pour aller reconnaître Algéziras, et admirant son heureuse situation et la bonté de son port, il s'affermit encore dans son dessein d'en faire le siége. Il voulait même le commencer sur-le-champ pour profiter du découragement de l'ennemi; mais rien n'était prêt, ni vivres, ni munitions, ni armée; et au risque de laisser à l'Emir de Grenade le temps de secourir la ville, Alonzo dut se contenter de la faire bloquer par les deux amiraux en attendant qu'il pût l'assiéger lui-même.

Malgré son activité, plusieurs mois s'écoulèrent avant que tout fût prêt pour l'expédition; et le 25 juillet 1342, il se mit enfin en route pour Algéziras. L'ar-

mée ne s'arrêta pas qu'elle n'eût atteint Tarifa, et là, le roi, l'ayant passée en revue, compta six mille chevaux, et quatre mille arbalétriers et lanciers. C'était bien peu pour attaquer une place aussi forte; mais, comptant sur sa flotte et sur les renforts qui étaient en marche, Alonzo n'hésita pas; et, le 3 août, il vint camper au sud-ouest de la ville, dans une position des plus fortes. Les deux flottes castillane et aragonaise vinrent mouiller dans la baie, en face d'Algéziras et à portée du camp chrétien. Au dire des prisonniers, la garnison seule montait à huit cents cavaliers et douze mille piétons, sans parler des milices de la ville. Elle était d'ailleurs bien pourvue de vivres, d'artillerie, et de machines qui « lançaient des flè« ches si grandes et si fortes, qu'un homme avait de « la peine à en lever une de terre. »

Les assiégés, rassurés en voyant le petit nombre de leurs ennemis, exécutèrent quelques sorties heureuses. Alonzo, qui se trouvait trop éloigné de la place, vint camper sur une hauteur plus voisine; il fit creuser entre son camp et la ville un fossé profond, et, de ce moment, les sorties de la garnison furent repoussées avec succès. Mais le départ de la flotte aragonaise, rappelée par son souverain, vint entraver les progrès des assaillants. Alonzo, résolu à ne point lever le siége que la place ne fût prise, écrivit au roi d'Aragon pour le conjurer de ne pas trahir ainsi la cause de la foi; au roi de France pour lui emprunter quelque argent, en lui offrant pour gage ses joyaux et sa couronne de roi; au roi de Portugal pour lui demander ses galères, et deux millions de maravédis, hypothéqués sur Xerez et Badajoz; au pape, enfin, pour lui rappeler combien la conquête d'Algéziras importait au

salut de la chrétienté, et implorer les prières et les dîmes de l'Église.

Le roi d'Aragon, touché de ses instances, renvoya au roi de Castille dix galères qui lui furent d'un grand secours. Le roi de Portugal en renvoya dix autres, tout en refusant l'emprunt qu'on lui demandait; mais ces galères, soldées pour deux mois seulement, restèrent trois semaines devant Algéziras, et s'en retournèrent sans avoir combattu. Pas un chevalier, pas un écuyer ne vint de Portugal servir dans les rangs de l'armée chrétienne, « et chacun, ajoute la chronique, s'en étonnait fort, vu la parenté des deux rois. » Quant au pape et au roi de France, ils ne répondirent que par le silence aux prières du roi de Castille.

La patience d'Alonzo allait bientôt être mise à de plus rudes épreuves : l'hiver approchait, et les pluies survinrent avec leur abondance et leur furie habituelles. En peu d'heures, le camp chrétien ne fut plus qu'un lac de fange, où s'enfonçaient les tentes, et où les hommes et les chevaux se débattaient dans la boue. Les ruisseaux, tout à l'heure à sec, étaient devenus des torrents, les chemins étaient défoncés, et les communications étaient coupées sur tous les points. Un mois durant, ce temps affreux continua sans relâche : l'eau entrait dans la chambre du roi, et, gagnant jusqu'à son lit, le forçait à se tenir sur pied toute la nuit. Au milieu de ce conflit des éléments, il fallait veiller pour repousser les attaques des Maures, qui, d'assiégés, s'étaient faits assaillants. Bientôt les maladies se mirent dans l'armée, et les chevaux et les hommes moururent en foule; mais le roi transporta son camp dans un terrain plus

sablonneux, et opposa à toutes ces souffrances un courage qui soutint celui de ses soldats.

Jusqu'en novembre la pluie ne cessa pas de tomber, et, en rendant tous les chemins impraticables, elle aida du moins les chrétiens à compléter le blocus de la ville. Déjà l'on était en décembre, et le siége, à vrai dire, n'avait pas commencé. Le roi fit dresser quelques machines qui furent bientôt mises en pièces par l'artillerie des assiégés. Mais les chrétiens, relevant leurs machines chaque fois qu'on les abattait, commencèrent à battre avec succès les murs de la ville. Deux tours en bois, bâties par eux, causèrent grand dommage aux assiégés, qui, maltraités dans plusieurs rencontres, renoncèrent à sortir de leurs murs. Le siége cependant ne marchait pas plus vite: la Castille épuisée n'envoyait ni hommes, ni vivres, ni argent. L'Emir de Grenade qui, au lieu de secourir ce boulevard de l'Islam, s'occupait d'assiéger quelques bourgades, fit offrir à Alonzo, s'il voulait renoncer au siége, de lui payer tous les frais de la guerre, et de se reconnaître son vassal; mais le roi repoussa cette offre avec dédain, et informé que l'Emir de Fez se préparait à débarquer, il s'apprêta à soutenir la lutte sur terre et sur mer à la fois.

On était arrivé en février, et le temps commençait à se remettre. Chaque jour arrivaient des renforts de tous les points de l'Espagne. Bourgeois, paysans, accouraient tous, leur pennon en tête, et guidés par leurs évêques. L'armée, étendant chaque jour le cercle de ses attaques, entourait peu à peu la ville tout entière, et amenait ses tranchées jusque devant les remparts, en travaillant de nuit pour diminuer le danger. Toujours mêlé aux travailleurs afin de les encourager par

sa présence, toujours armé de pied en cap pour échapper aux assassins qui se glissaient dans son camp, Alonzo, général et soldat à la fois, le premier à combattre, et le dernier à se reposer, semblait n'échapper à tant de dangers que par une grâce spéciale de la Providence. Avare de la vie de ses soldats autant que prodigue de la sienne, il fit placer sur les remparts du camp des tonneaux pleins de terre pour amortir les boulets et les flèches. Il fit ceindre l'entrée du port d'une forte estacade, en poutres liées par des chaînes de fer, pour en fermer l'entrée aux vaisseaux. Les Castillans, animés par l'espoir du succès, redoublaient d'efforts: partagés en divers camps, qui formaient autant de forteresses ceintes de fossés profonds et de hauts remparts, ils bâtissaient chaque jour de nouvelles tours en bois, montées sur des roues, pour battre la ville en brèche; mais l'artillerie des assiégés avait bientôt mis en pièces ces fragiles machines, et il fallait recommencer sur nouveaux frais.

Malgré la garde assidue que faisait la flotte chrétienne, l'Emir de Fez envoyait chaque nuit, sur de petites barques, des vivres qui prolongeaient la résistance de la garnison. Une tempête horrible qui brisa contre les remparts plusieurs navires chrétiens, rendit encore aux assiégés quelque courage. Bientôt arrivèrent de nouveaux renforts, avec quelques croisés de France, d'Allemagne et d'Angleterre, et à leur tête le duc de Lancastre, prince du sang royal. Concentrant ses attaques du côté le plus faible des remparts, Alonzo le fit battre sans relâche par ses machines. Mais les assiégés, avec une constance égale à la sienne [1], détruisaient un à un tous les travaux de

[1] Le récit de ce mémorable siége occupe dans la chronique plus de 130

l'ennemi, comblaient ses fossés, et lui reprenaient chaque matin tout le terrain qu'il avait gagné la nuit. Las de voir leurs tours et bastides [1] sans cesse abattues, les Castillans construisirent à la fin un château de bois, vaste et élevé, où un grand nombre d'hommes pouvaient combattre à l'abri, et en même temps si léger qu'on pouvait aisément le faire mouvoir; et ce château roulant rendit de grands services aux assaillants.

Cependant le bruit de ce long siége et de l'héroïque persévérance du roi de Castille s'était répandu dans toute la chrétienté, et les peuples ne partageant pas la coupable indifférence de leurs rois. Gaston de Béarn, comte de Foix, et d'autres seigneurs de la Gascogne, vinrent, avec le printemps, grossir les rangs de l'armée. Le roi de Navarre, Philippe, engagé dans la querelle du roi de France son suzerain avec l'Angleterre, envoya au roi de Castille une flotte chargée de vivres, en annonçant qu'il ne tarderait pas à la suivre, et juillet le vit arriver en effet avec cent chevaliers, et trois cents fantassins. Malgré les sages avis des Castillans, tous ces croisés étrangers, qui ne savaient rien de la manière de combattre des Maures, tenant à déshonneur de suivre ou de consul-

pages. Je suis donc forcé, à mon grand regret, de passer des détails fort curieux sur les procédés en usage dans les siéges à cette époque. On les trouvera surtout à la page 535 et suivantes. Je citerai seulement le passage suivant, qui peint les terribles effets de l'artillerie, quand elle parut pour la première fois : « Les chrétiens avaient grand effroi de ces balles de fer que lançaient les *tonnerres;* car, quelque membre qu'elles vinssent frapper, elles l'enlevaient à raz, comme si on l'eût tranché avec le fer. Et si peu que l'homme fût atteint, il était bientôt mort, et il n'y avait chirurgie qui le pût guérir : car elles venaient en brûlant avec du feu ; et telle était leur force, qu'elles traversaient de part en part un chevalier avec son armure. »

[1] Espèce d'échafaud mobile où le soldat combattait à l'abri.

ter personne, s'exposèrent à d'inutiles dangers, et sans les secours qu'Alonzo leur fit passer, ils auraient tous péri. Le pape et le roi de France envoyèrent aussi quelques subsides, qui furent employés sur-le-champ à solder les Génois, peu habitués à faire crédit, même à leurs alliés; mais l'armée n'en toucha pas un denier, et le roi réunissant autour de lui les Cortès armées qui le suivaient, leur exposa d'une façon si touchante sa pauvreté, ses besoins et le bon emploi qu'il avait fait de son argent, qu'on lui accorda encore deux *aides* à lever dans tout le royaume. Enfin le roi d'Aragon, aux dix galères qu'il avait déjà au service de la Castille, en ajouta dix autres, à la grande joie d'Alonzo, dont la flotte était désormais en état de tenir tête à celle des deux Emirs.

L'escadre d'aboul Hassan, réunie à Ceuta, s'apprêtait à rallier celle de l'Emir de Grenade, qui lui-même, à la tête de son armée, était venu camper sous les murs de Gibraltar, de l'autre côté de la baie. Tout annonçait une lutte décisive, qui n'eut pas lieu cependant : elle fut remplacée par une série d'engagements sur terre et sur mer, où les chrétiens eurent presque toujours l'avantage. La flotte castillane prit à l'ennemi plusieurs galères, et l'escadre africaine, trop rapprochée de la côte, fut surprise par un coup de vent, et perdit vingt galères brisées contre les rochers. Mais les navires castillans ayant pris le large pour échapper à la tempête, les galères africaines, au nombre de soixante, purent se rallier et débarquer à quelques lieues au nord de Gibraltar, et les troupes qu'elles portaient se réunirent à celles de l'Emir de Grenade.

Le roi, montant sur un de ses vaisseaux, alla lui-

même reconnaître l'armée ennemie, qui s'élevait à quarante mille fantassins et douze mille chevaux, l'élite des deux Emirats. Persuadé qu'une bataille générale allait avoir lieu, sur terre et sur mer, Alonzo n'hésita pas à dégarnir son camp pour renforcer les équipages de sa flotte, qui était revenue mouiller devant Algéziras. Cependant la disette avait reparu dans le camp castillan; les chevaux étaient presque tous morts, et il fallut, faute de fourrages, abattre ceux qui restaient pour en nourrir l'armée. Les tentes, minées par le soleil et par la pluie, tombaient en lambeaux; mais le roi, toujours prêt à partager avec les siens le peu qui lui restait, relevait leur courage, et, « la mort dans l'âme, dit la chronique, il ne se « montrait jamais que le sourire sur les lèvres. » Enfin la perte du grand-maître d'Alcantara, noyé en voulant traverser un gué, et celle du roi de Navarre, emporté par la fièvre, vinrent encore jeter le découragement dans l'armée.

Une attaque tentée par l'Emir de Grenade contre le camp des chrétiens fut déjouée par leur vigilance. Une tentative d'Alonzo pour incendier la flotte musulmane ne fut pas plus heureuse. Bientôt les Aragonais, qu'on ne payait pas, menacèrent à leur tour de s'éloigner avec leurs vingt galères; le roi, à bout de ressources, emprunta quelque argent aux marchands catalans et génois qui suivaient l'armée, et lui vendaient des vivres au poids de l'or. Mais si la disette était dans le camp castillan, la famine était dans la ville : malgré cette prodigieuse résistance qui durait depuis dix-huit mois, la résolution des assiégés commençait à faiblir. Alonzo, informé que quelques barques trouvaient encore moyen de pénétrer dans

la place, s'embarqua lui-même chaque nuit et alla croiser devant le port, pour donner aux autres l'exemple de la vigilance. L'Emir de Grenade, qui depuis la bataille du *Rio salado* se souciait peu d'affronter les chrétiens en bataille rangée, s'était avancé jusqu'à un ruisseau qui séparait les deux armées; mais il fut ramené, la lance dans les reins, vers ses retranchements.

Enfin les assiégés, perdant tout espoir d'être secourus, commencèrent à entrer en pourparlers, et l'Emir de Fez remit à celui de Grenade ses pouvoirs pour traiter. Ce dernier proposa au roi de lui rendre la ville, à la condition que les habitants se retireraient sains et saufs avec tous leurs biens; qu'une trève de quinze ans aurait lieu entre la Castille et les deux Emirs, et que celui de Grenade demeurerait vassal d'Alonzo, et lui paierait un tribut de douze mille pièces d'or. Le roi accepta ces offres, et le traité fut signé le 26 mars 1344. Les bannières castillanes flottèrent bientôt sur les tours de la ville. Le jour des Rameaux, Alonzo et son armée entrèrent processionnellement, des palmes à la main, dans la grande mosquée, qui changea son nom pour celui de *Sancta-Maria de la Palma*. Le roi alla ensuite loger à l'Alcazar où il accueillit avec courtoisie les chefs de la garnison, et des relations de confiance mutuelle s'établirent entre les Maures et les chrétiens.

Ainsi se termina, après vingt mois de durée, ce siége d'Algéziras, mémorable exemple de ce que peut la volonté d'un seul homme luttant à la fois contre les éléments, contre le manque d'argent, de vivres, d'alliés et de ressources. L'Espagne ici se personnifie dans Alonzo XI, digne représentant de ce peuple où

le génie est rare, mais où la patience le remplace, et où les grands talents se rencontrent moins que les grands caractères. Le pieux monarque envoya annoncer au saint-père la prise d'Algéziras, conquête dont la chrétienté ne comprit pas toute l'importance. Il rendit sans rançon à l'Emir de Fez ses filles, faites prisonnières à la bataille du *Rio salado*, et qui avaient été traitées avec les plus grands égards; vivement touché de cette grandeur d'âme, l'Emir resserra avec son généreux ennemi l'alliance qui les unissait. Quant à l'Emir andalou, rendu à ses goûts pacifiques, il ne s'occupa plus que de faire régner l'ordre dans ses États, et d'embellir sa cité bien-aimée de Grenade.

Jusqu'au siége de Gibraltar, en 1349, nous ne savons plus rien du règne d'Alonzo; l'histoire de la Castille, réduite à une seule chronique, s'arrête tout d'un coup quand cette chronique vient à lui manquer. Excité par la prise d'Algéziras à de nouvelles conquêtes, Alonzo croyait n'avoir pas rempli sa tâche de roi chrétien, tant qu'il resterait aux Africains un pouce de terre dans la Péninsule, où ils possédaient encore Gibraltar et Ronda. Impatient de rompre la trêve qui l'enchaînait, Alonzo attendit, à regret, jusqu'en 1349; mais alors, voyant l'Emir de Fez engagé dans une guerre civile, le roi de Castille, vint brusquement camper devant Gibraltar. La place était si forte, si bien pourvue d'hommes et de vivres, que le siége se changea bientôt en un blocus. « Et « alors, dit la chronique, ce fut la volonté de Dieu « que ce prince, le plus redoutable ennemi de l'Is- « lam, fût atteint de la peste qui, sous le nom de « *peste noire*, désolait alors toute l'Europe. » Le mal avait déjà sévi dans le camp, et le roi, dont la ro-

buste constitution avait été altérée par les fatigues du siége d'Algéziras, résista obstinément aux instances de ceux qui le pressaient de s'éloigner. « C'est bien « assez, leur répondit-il, que Gibraltar ait déjà été « prise une fois sous mon règne, et je périrai plutôt « que de renoncer à mon entreprise. » La mort sembla le prendre au mot, car il succomba bientôt, en mars 1350, à l'âge de trente-neuf ans, après un règne laborieux qui avait duré presque autant que sa vie, et laissant le trône à un fils de quinze ans, Pedro dit le *Cruel*, peu fait pour consoler la Castille du héros qu'elle pleurait.

Ainsi mourut, comme saint Louis, dans la force de l'âge, et sur le théâtre même de sa gloire, le dernier roi conquérant qui ait régné sur la Castille jusqu'à Ysabel. S'il n'eut pas toutes les vertus du monarque français, il eut du moins son courage, sa piété, son dévouement à la cause de la Foi; et en expirant comme lui sur la terre étrangère, il n'eut pas à se reprocher d'avoir consumé, dans des entreprises pieusement insensées, les forces de son royaume. Les Maures, eux-mêmes, rendirent hommage à la mémoire de ce noble ennemi: bien que l'Emir, au fond de l'âme, ne pût s'affliger de la perte de l'homme qui avait si souvent humilié les armes musulmanes, il manifesta hautement ses regrets, en disant que « la Castille venait de perdre un de ses plus nobles rois. » L'Emir et tous les chefs musulmans prirent le deuil du roi Alonzo, et leurs troupes laissèrent passer, sans les inquiéter, les chrétiens qui portaient son cercueil.

Les institutions politiques d'Alonzo XI sont en moins petit nombre qu'on n'aurait pu l'attendre d'un

règne aussi troublé. On, est frappé, dans toutes les Cortès de ce règne, du progrès constant d'influence des députés des villes, de la hardiesse de leurs plaintes, et de l'accueil bienveillant qu'elles trouvent auprès du monarque. Mais les actes des Cortès d'Alcalà, en 1348, font surtout époque dans l'histoire de la Castille, et contiennent le germe d'une réforme politique que firent avorter les désordres des règnes suivants. C'est dans cette assemblée que les *Partidas* furent proclamées lois nationales, « en tant qu'elles « n'étaient pas contraires aux lois du royaume, à « Dieu et à la raison. » Alonzo XI, sans s'inquiéter de la contradiction qui existait entre l'esprit de liberté des *fueros* municipaux et les maximes absolutistes des *Partidas*, se contenta d'amender celles-ci sur quelques points, et les admit comme code supplémentaire. Appuyées sur l'œuvre d'Alonzo X, les doctrines ultramontaines commencèrent, dès lors, à prendre faveur, et préparèrent, pour le siècle suivant, l'avénement de la monarchie absolue.

Alonzo XI, dans les Cortès d'Alcalà, confirma aussi aux *hidalgos* leur charte spéciale, le *Fuero viejo*, avec tous les priviléges abusifs qu'elle leur conférait. Enfin une révolution grave, opérée par ces mêmes Cortès, fut le changement de maximes de la couronne dans la question si délicate de la perpétuité des fiefs. On a vu comment ces fiefs, d'abord révocables, suivant le bon plaisir du roi qui les octroyait, étaient devenus peu à peu héréditaires, dans le cours du XIIIe siècle. Alonzo X, dans le code des *Partidas*, admet, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, les doctrines les plus opposées : ainsi, après avoir rappelé l'obligation imposée aux rois, par les anciens

fueros, de ne jamais aliéner le patrimoine de la couronne[1], et de ne jamais vendre ni concéder à aucun titre ces biens-fonds qui sont « comme les racines du « royaume »[2], l'auteur des *Partidas* y attribue expressément au roi le droit de « donner des villes ou châ- « teaux de ses États en *héritage* à qui il veut[3]. »

Alonzo XI, lui-même, frappé du danger de ces perpétuelles aliénations du domaine royal qui avaient réduit ses revenus à 1,600,000 MS, tandis que les dépenses s'élevaient à 9,000,000, avait commencé par réintégrer dans le domaine de la couronne une foule de fiefs, confisqués sur des nobles rebelles; aux Cortès de Madrid, en 1329, il avait posé, avec une grande fermeté, le principe de l'inaliénabilité de ces biens, et s'était engagé même, sur la demande des Cortès, à révoquer toutes les concessions de ce genre. Se serait-on attendu, après cela, à voir le même prince, aux Cortès d'Alcala, désavouer l'esprit de la législation nationale et tous les antécédents de son règne, en déclarant que « pour mettre « un terme aux obscurités et contradictions des an- « ciens *fueros* du royaume, du livre des *Partidas* et « des décrets des Cortès, les concessions de villes et « châteaux en fief qui remontent au règne d'Alonzo X, « son bisaïeul, sont reconnues perpétuelles et irrévo- « cables, pourvu qu'elles soient attestées, ou par « chartes écrites, ou par la notoriété publique[4]. »

Dans une question non moins grave, celle de la juridiction civile et criminelle, on retrouve dans

[1] *Partida* II, tit. 15, loi 5.
[2] *Ibid.* loi 4.
[3] *Part.* II, tit. 1, loi 8.
[4] *Ordenamiento*, tit. XXVII, loi 2.

l'*Ordenamiento de Alcalà* la même abdication des droits de la couronne. Ainsi, s'il est un axiome reçu en Castille, c'est que « la justice appartient au roi, « et ne peut pas se séparer de lui (*no se puede apartar « de el*); » et cependant l'*Ordenamiento* déclare que « si le droit de justice haute et basse est concédé di« rectement au feudataire, ou impliqué dans la con« cession du fief, la juridiction criminelle lui est et « demeure acquise au bout de cent ans, et la juridic« tion civile au bout de quarante, sauf le recours en « appel qui appartient au roi, et qu'il ne peut « aliéner[1]. »

De telles innovations étaient pour la couronne un danger permanent et grave, car elles traduisaient en droit ce qui, jusqu'ici, n'avait été qu'un fait; elles légitimaient d'avance toutes les usurpations, en leur donnant pour complices le temps qui les sanctionnait. Nous verrons, sous les règnes de Juan II et de Enrique IV, les résultats de cette imprudente concession d'Alonzo XI, arrachée, sans doute, par des nécessités qui l'expliquent sans la justifier.

[1] *Ibid.* loi 3.

CHAPITRE II.

PEDRO LE CRUEL, ROI DE CASTILLE [1].

1350 A 1369.

Jusqu'au règne de Pedro-le-Cruel, la Castille a quelquefois méprisé ses rois, elle ne les a jamais haïs. Aussi ce règne sanglant fait-il tache sur ses annales : dans le brutal emportement de sa rage, Pedro semble obéir à une sorte de férocité organique, à une soif instinctive de sang, qu'on retrouve plus ou moins chez toutes les races du midi, et qu'a développée chez le peuple espagnol une guerre d'extermination de huit siècles. Pendant ce long règne, tout souillé de luxure et de meurtres, pas un seul bon instinct ne s'éveille dans cette âme dépravée, chez qui la cruauté semble tenir du vertige ; et, malgré la juste horreur qui s'attache au fratricide, on finit par savoir gré à don Enrique d'avoir délivré la Castille du joug d'un tyran, et vengé dans son sang le sang de ses frères égorgés.

Le nouveau roi, âgé de quinze ans à peine, après avoir reçu la couronne à Séville, passa sous la tutelle de sa mère et du Portugais Albuquerque, cousin et

[1] Voir les Pièces justificatives, n° 7.

favori de la reine. De tous les ennemis qui entouraient son trône, les plus dangereux étaient dans sa propre famille : Leonor de Guzman, la maîtresse du feu roi, appuyée sur ses nombreux enfants [1], formait à elle seule un parti dans l'État, et tenait la royauté en échec : on l'attira à la cour, sous prétexte de négocier avec elle, et elle y échangea contre une prison sa précaire liberté. L'aîné de ses fils, Enrique, plus heureux, parvint à s'échapper et à gagner les Asturies, tandis que ses frères venaient à Séville faire leur soumission au roi, et baiser la main que devait bientôt rougir le sang de leur mère.

Le jeune roi, à peine relevé d'une maladie grave, ne s'occupait que de chasse et de faucons, et laissait régner sous son nom l'arrogant favori. Les créatures d'Albuquerque peuplaient sa maison, et un juif, don Samuel Lévi, régissait ses finances. Pedro, qui ne connaissait pas ses États de Castille et de Léon, quitta Séville, en traînant après lui sa captive doña Leonor. Mais laissons ici la chronique nous raconter, dans sa naïveté terrible, le premier meurtre qui ait inauguré ce règne : « Et quand doña Léonor arriva à Llerena, son fils don Fadrique, grand maître de Santiago, demanda la permission de la voir, à quoi le roi consentit. Doña Leonor, tenant son fils embrassé, resta une grande heure à pleurer avec lui, et aucune parole ne fut dite par l'un ni par l'autre. Puis le grand maître s'en fut, et onc il ne vit plus sa mère depuis

[1] Leonor avait eu d'Alonzo XI dix enfants : don Enrique, comte de Transtamare, qui fut roi de Castille ; don Fadrique, maître de Santiago ; don Fernando, seigneur de Ledesme ; don Telo, seigneur d'Aguilar ; don Sancho, depuis comte d'Albuquerque ; don Juan, don Pedro et doña Juana, qui se maria avec don Fernando de Castro ; plus, deux fils morts en bas âge.

ce jour, car la reine-mère envoya l'ordre de la faire mourir... »

Sans doute, ce meurtre, commis sous les yeux de don Pedro, éveilla les instincts de férocité du Néron castillan; car, à dater de ce jour, nous le voyons entrer dans cette voie de sang, et y marcher sur les cadavres de ses frères. Le roi se méfiait surtout de don Tello, second fils de Léonor; mais celui-ci, redoutant pour lui le sort de sa mère, s'empressa de sortir de Palenzuela pour venir baiser la main du roi. « Eh bien, don Tello, lui dit son frère, savez-vous « comme quoi votre mère doña Leonor est morte? « — Seigneur, répondit ce dernier, je n'ai de père ni « de mère que la faveur de Votre Majesté; » et la réponse de don Tello plut beaucoup au roi.

Une sédition, dirigée contre Albuquerque, avait éclaté dans Burgos; le roi s'y rendit pour l'apaiser. La mort de l'*adelantado* de Castille, Garcilaso de la Vega, tout-puissant dans Burgos, fut bientôt décidée en conseil. La reine mère, qui le protégeait, lui fit dire en secret de ne venir au palais sous aucun prétexte; mais pour son malheur Garcilaso ne la voulut pas croire, aussi à peine fut-il entré que trois écuyers d'Albuquerque mirent la main sur lui. Alors Garcilaso dit au roi : « Seigneur, plaise à votre merci de « me faire venir un prêtre pour me confesser. » On fit approcher un clerc qui se rencontra par hasard Garcilaso, s'écartant avec lui vers l'embrasure d'un balcon, commença à se confesser, et le clerc raconta depuis que le malheureux, tout en lui parlant, cherchait des yeux une arme pour se défendre. Albu-

[1] Voyez Pièces justificatives, n° 8.

querque dit au roi : « Seigneur, qu'ordonnez-vous de lui? » « Qu'on le tue, » répondit Pedro. Les arbalétriers (*ballesteros*) le frappèrent alors, l'un avec une masse d'armes sur la tête, l'autre avec une dague, jusqu'à ce qu'il mourût. Le roi leur ordonna de jeter le corps par la fenêtre; des taureaux qui passaient le foulèrent aux pieds, et le roi se divertit longtemps de ce spectacle. La mort de Garcilaso, et les penchants cruels qu'elle révélait dans un roi si jeune, frappèrent de stupeur la Castille. Plusieurs notables de Burgos partagèrent le sort de leur *adelantado*, et la terreur fut si grande dans la cité que bon nombre d'habitants prirent la fuite.

Après une entrevue avec le nouveau roi de Navarre, Charles-le-Mauvais, monté sur le trône en 1350 sous la tutèle de la France, le roi de Castille tint à Valladolid ses premières Cortès. On y arrêta son mariage avec Blanche, fille du duc de Bourbon, cousin du roi de France, et « du lignage de la fleur de lys. » Une révolte manquée de don Enrique, dans les Asturies, et une autre plus sérieuse, en Andalousie, furent réprimées par l'énergie et l'activité du jeune roi, qui, traversant en quelques jours toute la Péninsule, se porta lui-même sur les points menacés; et toute trace de rébellion s'effaça au nord comme au midi du royaume (1353).

Blanche de Bourbon venait d'arriver à Valladolid, où elle s'attendait à trouver son futur époux; mais depuis un an déjà, les affections du monarque étaient placées ailleurs : Albuquerque lui avait donné pour maîtresse une jeune fille de noble naissance et d'une rare beauté, doña Maria de Padilla, que Pedro aimait éperdument. La naissance d'une fille était venue res-

serrer encore leur union, et Albuquerque, jaloux de l'ascendant que la Padilla et ses parents exerçaient sur le jeune roi, le pressa de se rendre à Valladolid, au-devant de son épouse. Pedro, malgré sa répugnance pour cette union, craignit d'offenser le puissant monarque de France; il céda enfin, bien à regret, et partit, « laissant doña Maria à Montalban, « et son âme avec elle » (1353).

Avec la noblesse et le haut clergé de Castille, rassemblés à Valladolid, se trouvèrent les frères du roi, Enrique et Tello, escortés de quelques centaines de lances. Albuquerque cria à la trahison, et pressa le roi de sévir contre eux; mais l'étoile d'Albuquerque avait déjà pâli : les nouveaux favoris du roi de Castille, Diego de Padilla, frère de doña Maria, et Hinestrosa son oncle, plaidèrent la cause de ses frères, et les réconcilièrent avec lui. L'union de Pedro et de sa malheureuse fiancée fut célébrée à Valladolid le 3 juin 1353, avec une pompe digne des deux couronnes qu'elle rapprochait. Deux jours après, le roi se préparait à aller rejoindre sa maîtresse, lorsque sa mère et sa tante doña Leonor, reine d'Aragon, le supplièrent d'épargner cet affront à la Castille, à la France et à sa jeune épouse. Le roi jura par la croix de Dieu qu'il n'y avait jamais pensé, et une heure après il était à cheval sur la route de Montalban.

Albuquerque, voyant toute la cour se tourner du côté du soleil levant, et abandonner à Valladolid les deux reines, finit par se mettre en route, avec une escorte de quinze cents chevaux, pour aller rejoindre le roi. Mais les instances que lui fit Pedro pour hâter son arrivée excitèrent sa défiance : « Je sais, ré-

« pondit-il, que la petite-fille de doña Maria joue en « ce moment avec ma tête devant le roi; » et au lieu de se rendre à Montalban, il se mit à fortifier ses châteaux, et à traiter avec son souverain les armes à la main. Pedro, craignant que l'ex-favori n'unît ses ressentiments à ceux de la reine, crut devoir, pour éviter une rupture, aller passer deux jours près d'elle à Valladolid; mais ce fut la dernière fois de sa vie que Blanche revit son époux : les deux jours à peine expirés, il se hâta de retourner auprès de sa maîtresse, et les chevaliers français qui avaient accompagné la reine, indignés d'un pareil affront, partirent sans prendre congé du roi.

Albuquerque avait fini par chercher un asile en Portugal. Délivré de son joug, Pedro, cédant à l'influence bienfaisante que Maria exerçait sur lui, parut se rapprocher de ses frères : il accepta l'hommage de don Fadrique, grand maître de Santiago, et maria don Tello à doña Juana de Lara, en lui donnant pour dot la Biscaye, réunie à la couronne après la mort de l'héritier des Lara. Mais l'infortunée Blanche fut retenue à Arevalo, dans une retraite qui ressemblait fort à une prison, sans que la reine-mère ni personne fût admis à la visiter. Toutes les créatures d'Albuquerque furent chassées de leurs emplois : les Padilla, tout-puissants du crédit de leur parente, partagèrent entre eux et leurs créatures toutes les dignités du royaume, et le grand maître de Calatrava, dévoué à Albuquerque, fut remplacé par le frère de doña Maria.

Capricieux dans ses amours comme dans ses haines, Pedro s'était épris de doña Juana de Castro, veuve de don Diego de Haro. Comme Juana refusait de se

rendre à ses désirs, il lui offrit de l'épouser, en faisant proclamer la nullité de son mariage avec Blanche de Bourbon. Les évêques d'Avila et de Salamanque déshonorèrent leur ministere en bénissant à Cuellar ce mariage adultère. Bientôt, le tyran, las de ses nouvelles amours, quitta cette épouse d'un jour, qu'il ne revit plus de sa vie. En même temps, pour se venger de don Tello, dont il suspectait la fidélité, il lui retira la Biscaye qu'il donna à son cousin don Juan d'Aragon.

Tout en rampant devant l'assassin de leur mère, les fils de doña Leonor n'avaient pas renoncé à la venger : don Enrique et don Fadrique se réconcilièrent avec Albuquerque, et formèrent avec lui une ligue, où entra l'infant de Portugal, don Pedro, dont les amours avec Inez de Castro ont acquis une si tragique célébrité. Pendant que don Enrique allait soulever les Asturies, son frère don Fadrique, le grand maître de Santiago, entra sur les terres de l'Ordre et s'empara de toutes ses forteresses. Don Fernan de Castro, le frère de doña Juana, amena aux révoltés sept cents lances et douze cents fantassins. Le roi, qui ne comptait guère dans ses rangs qu'un millier de chevaux, se mit en route pour Segura, quartier général de la rébellion, et envoya Hinestrosa prendre à Arevalo la reine Blanche pour l'amener à Tolède, et l'enfermer dans l'alcazar. Mais la fière population de cette ville s'indigna de voir prendre ses murs pour une prison; à peine Blanche fut-elle arrivée, que Tolède tout entière se souleva en sa faveur. En entrant dans la ville, la reine avait demandé à aller faire sa prière dans une église; mais une fois au pied de l'autel, elle refusa, avec le courage du désespoir, de

quitter ce lieu d'asile. Hinestrosa, moitié peur, moitié compassion, n'osa pas l'y forcer, et prit le parti de la laisser à Tolède, pour aller conter au roi ce qui s'était passé (1354).

Tolède, saisie de pitié pour les malheurs de « cette « tant noble dame, créature sans péché et sans tache, » lui donna ses plus grandes dames pour s'enfermer avec elle dans l'alcazar. Les remparts de la ville furent fortifiés, et les habitants, se mettant en rapport avec les révoltés de la frontière, invitèrent don Fadrique à se rendre à Tolède. Le mot d'ordre de l'insurrection était de réconcilier le roi avec sa femme légitime, et d'enlever le pouvoir aux parents de la Padilla. Bientôt don Fadrique arriva avec sept cents chevaux, et vint prêter serment à la reine. Cordoue, Jaën, Talavera, avec une foule de nobles, embrassèrent sa cause, populaire dans toute la Castille. Les deux infants d'Aragon, don Fernando et don Juën, bannis de leur pays par leur frère Pedro IV, ne tardèrent pas à se joindre aux rebelles, et la ligue, grossissant chaque jour, compta près de cinq mille hommes sous les armes.

Le roi, abandonné peu à peu de ses *ricos homes*, et de toutes les cités de son royaume, fit tête à l'orage : ni prières ni menaces ne purent le décider à renoncer à la Padilla. Les rebelles venaient de s'emparer de Medina del Campo, quand la mort d'Albuquerque vint porter un coup fatal à leur ligue ; et cette mort venait si à propos pour don Pedro, qu'on le soupçonna de l'avoir hâtée. Albuquerque, en mourant, défendit qu'on lui rendît les derniers devoirs, tant que la ligue n'aurait pas triomphé ; son cercueil suivit désormais l'armée des rebelles, et chaque fois

qu'un conseil avait lieu, le majordome du défunt prenait la parole pour lui, comme s'il eût été en vie. La reine douairière, trahissant à son tour la cause de son fils, s'unit aux rebelles, afin de dicter au roi, pour son bien et celui de la Castille, les dures conditions que la nécessité seule pouvait lui faire accepter. Don Pedro, en apprenant la défection de sa mère, se livra à une rage impuissante, et refusa d'abord de traiter; mais les sages conseils d'Hinestrosa le décidèrent à se soumettre, et le roi se mit en route, suivi de quelques *ricos homes* et d'une poignée de cavaliers, tant était déchu, sous la réprobation universelle, ce prince qui commandait naguère aux deux tiers de l'Espagne. Arrivé sous les murs de Toro, on abaissa pour le recevoir un pont-levis assez étroit pour ne laisser passer que ceux qu'on voulait admettre avec lui. Le roi à peine entré, on ferma la porte derrière lui, et l'on s'empara de sa personne; le grand maître de Calatrava et le prieur de Saint-Jean, ses compagnons de voyage, furent mis à mort en sa présence, Hinestrosa et Lévi jetés en prison, et tous les emplois de sa maison distribués, sans qu'on daignât même le consulter.

A compter de ce jour, Pedro fut traité plutôt en prisonnier qu'en roi : ses nouveaux tuteurs, frères et cousins, se relayaient chaque jour pour veiller sur leur captif, et ce joug lui paraissait bien dur après la liberté dont il avait joui. Mais un roi de vingt et un ans, d'humeur aussi peu endurante, ne pouvait rester longtemps en tutèle : Pedro, déjà passé maître en fait de duplicité, sut gagner secrètement à sa cause bon nombre de partisans, y compris sa tante et ses deux cousins d'Aragon, et attendit l'heure des re-

présailles, en se fiant au temps qui travaillait pour lui.

Les confédérés, après avoir fait de somptueuses funérailles à Albuquerque, exigèrent de Pedro des concessions nouvelles. Décidé à tout accorder pour tout reprendre, il laissa patiemment mettre sa royauté au pillage; mais un beau matin qu'il était sorti de la ville, sous prétexte d'une partie de chasse, en compagnie de ses tuteurs, il profita pour leur échapper d'un épais brouillard; et rejoignant une escorte qui l'attendait, il se hâta de fuir vers Ségovie (1354).

La nouvelle de son évasion frappa comme un coup de foudre la reine et les confédérés. A peine entré dans Ségovie, Pedro envoya réclamer les sceaux de sa chancellerie, en ajoutant que si on les lui refusait il saurait bien trouver du fer pour en frapper d'autres. Cette assurance lui réussit: on lui renvoya ses sceaux, et de ce jour ses partisans secrets commencèrent à se déclarer. Les deux infants d'Aragon furent les premiers à lever le masque, et leur exemple en entraîna d'autres. Fidèle à ses promesses, Pedro paya loyalement aux transfuges le prix de leur défection. Impatient de se venger, il fit massacrer dans son propre palais l'*adelantado* de Castille et tous les officiers qu'on lui avait imposés, et distribua leurs emplois à ses partisans. Après une attaque manquée sur Toro, il se dirigea vers Tolède; mais ses frères, don Enrique et don Fadrique, y étaient arrivés quelques heures avant lui. Les Tolédans, occupés de traiter avec le roi, fermèrent leur ville aux rebelles. Ceux-ci se dirigèrent alors vers une porte que leurs partisans leur ouvrirent, et bientôt les pennons du comte et de son frère flottèrent sur les murs. Les partisans du roi se jetèrent aussitôt dans l'alca-

zar où ils se fortifièrent. Les gens du comte, avec la licence habituelle aux guerres civiles, se mirent à piller une juiverie écartée, et y massacrèrent plusieurs milliers de personnes, hommes, femmes et enfants; mais la grande juiverie leur opposa plus de résistance, et les gens du roi, s'y introduisant à l'aide des habitants, repoussèrent les soldats du comte au moment où ils allaient s'en rendre maîtres.

Il ne restait plus à don Enrique et aux siens qu'à évacuer Tolède, et c'est ce qu'ils firent au moment même où le roi y entrait, après avoir mis le feu aux portes qu'on tardait à lui ouvrir. Pendant le combat, les deux frères don Enrique et don Pedro, animés l'un contre l'autre d'une implacable haine, s'étaient cherchés sans se rencontrer; Pedro, apprenant que son ennemi lui échappait, fit quelques lieues sur ses traces sans pouvoir l'atteindre. De retour à Tolède, il ne voulut pas entrer dans l'alcazar, de peur de loger sous le même toit que sa femme. Bientôt, le sang coula à flots dans Tolède : tous les nobles du parti de don Enrique et vingt-deux notables furent mis à mort sans forme de justice, « et comme on conduisait au supplice un vieil orfévre âgé de quatre-vingts ans, un de ses fils, âgé de dix-huit, vint supplier le roi de le faire mourir en faisant grâce à son père, ce qui fut fait; mais tout le monde eût mieux aimé que le roi pardonnât au père et au fils. »

De Tolède, Pedro s'en retourna vers Toro, qu'il comptait assiéger; don Enrique, qui craignait par-dessus tout de se laisser enfermer dans une place forte, s'en échappa la nuit et alla se réfugier en Galice. Mais Pedro allait avoir à faire face à un ennemi plus redoutable, c'était le saint-siége : il avait fait jeter

en prison l'évêque de Siguenza, l'un des partisans de Blanche; le clergé, qui ne s'était pas ému du sang versé à Tolède, réclama contre cet attentat à l'inviolabilité de ses membres. Ses représentations ayant été vaines, le pape lança l'interdit contre ce roi, « adultère et bigame, ennemi de Dieu et de l'Église; » et Pedro dut accorder au légat du saint-père, qui vint le trouver sous les murs de Toro, la liberté du prélat. Le légat consentit alors à lever l'interdit; mais il échoua dans ses efforts pour obtenir la liberté de la malheureuse Blanche et pour réconcilier Pedro avec sa mère et ses frères, et la guerre se ralluma plus acharnée que jamais.

Le siége de Toro continuait toujours : don Fadrique, voulant faire sa paix avec le roi, persuada aux habitants de s'en remettre avec lui à sa merci, et Pedro se décida, non sans peine, à accorder au grand maître son pardon. La garnison, qui n'avait point de pitié à attendre, se réfugia avec la reine-mère dans l'alcazar. L'ennemi gardait toutes les issues, et nul ne pouvait ni entrer, ni sortir : « Alors le roi s'étant approché des palissades, un chevalier, nommé don Martin Abarca, se présenta à lui, conduisant par la main l'un des fils de doña Leonor, don Juan, comte de Ledesma, âgé de quatorze ans, et implora sa merci pour lui et pour son pupille. Le roi lui répondit : « A don Juan mon frère, je pardonne, mais non à vous, don Martin, et soyez certain que, si vous venez à moi, je vous ferai mourir. » « Seigneur, lui dit Martin, faites de moi ce que vous voudrez; » et il vint auprès du roi qui ne le fit pas tuer, ce qui plut fort à tous les chevaliers de son parti. »

La reine-mère, tremblant pour ses partisans, en-

voya demander leur grâce à son fils; celui-ci lui fit répondre de venir à lui, et qu'il verrait ce qu'il aurait à faire. La reine, saisie de terreur, obéit, et, chemin faisant, tous ses chevaliers furent massacrés à ses côtés. A cet horrible spectacle, la reine et doña Juana, femme de don Enrique, tombèrent évanouies, et elles restèrent longtemps à terre, sans que personne songeât à les secourir. Enfin la reine revint à elle, et voyant à ses côtés tous ces corps nus et sanglants, elle commença à pousser de grands cris et à maudire à haute voix le roi son fils; mais celui-ci la fit relever et conduire à son palais; et, peu de jours après, elle se retira en Portugal, où elle mourut l'année suivante, empoisonnée, dit-on, par son propre père, peu édifié de la vie qu'elle menait. Quant à sa compagne d'infortunes, doña Juana, elle fut jetée en prison, où on la garda comme otage, et la colère de Pedro s'appesantit sur tous les partisans de ses frères.

La cause du roi faisait chaque jour des progrès. Don Tello, son frère, réfugié en Biscaye, implora son pardon, que Pedro lui accorda, dans l'espoir d'attirer auprès de lui tous ceux qui avaient trempé dans la rébellion de Toro, et de les prendre ainsi « d'un seul coup de filet. » Don Enrique, qui se trouvait alors en Galice, sollicita du roi la permission de passer en France. Cette permission lui fut accordée avec une facilité qui éveilla ses soupçons. Pedro expédia à son frère tous les saufs-conduits qu'il lui demandait; mais il fit sous-main donner l'ordre à tous les commandants de ses places fortes de se saisir de lui et de le tuer. Don Enrique en fut informé, et, passant par les Asturies, où les ordres du roi n'étaient pas encore arrivés, il s'embarqua pour La Rochelle, où il

entra au service du roi de France. D'autres nobles Castillans, compromis avec lui, allèrent l'y retrouver, et grossir ce noyau de proscrits qui devaient donner un jour un roi à la Castille. Quant à don Tello, peu pressé de profiter de ses lettres de grâce, il demeura en Biscaye.

Vers cette époque, un incident, peu grave en lui-même, attira à la Castille un nouvel et redoutable ennemi. Le roi se trouvait à San Lucar, à l'entrée du Guadalquivir, lorsque arrivèrent dans ce port dix galères catalanes, commandées par un chevalier aragonais. Elles y rencontrèrent deux vaisseaux italiens chargés d'huile, et s'en emparèrent, sous prétexte qu'ils appartenaient à Gênes, en guerre avec l'Aragon. Le roi, courroucé de cet affront, leur fit dire que ces vaisseaux, se trouvant dans un port neutre, n'étaient pas de bonne prise; qu'il fallait donc les relâcher, ne fût-ce que par égard pour lui, puisqu'ils avaient été pris en sa présence. Sur le refus du commandant, Pedro le fit menacer de mettre l'embargo sur tous les biens que les sujets catalans possédaient en Castille; le commandant, avec l'opiniâtreté aragonaise, résista aux menaces comme aux prières, vendit les deux navires, et fit voile vers la France (1356).

Telle fut l'origine de cette longue guerre, qui devait amener les drapeaux castillans sous les murs d'une des capitales du roi d'Aragon, et coûter à celui de Castille la couronne et la vie. Du reste, bien des germes de haine existaient déjà entre ces deux rois, tous deux implacables dans leurs ressentiments, tous deux destinés à tremper leurs mains, sans remords, dans le sang de leurs frères; et l'incident de San Lucar ne fit que hâter une rupture devenue inévitable. Pedro

commença par faire jeter en prison tous les marchands catalans qui se trouvaient à Séville. Il envoya sommer le roi d'Aragon de lui livrer le commandant des galères, et de chasser de sa cour les proscrits castillans; et, en cas de refus, Il chargea son ambassadeur de lui déclarer la guerre. Pedro IV, alors occupé des préparatifs de son expédition en Sardaigne, consentit à livrer le coupable, mais refusa de retirer son appui aux bannis castillans, et l'ambassadeur prononça son défi; le roi d'Aragon l'accepta, et la guerre fut déclarée entre les deux pays (1356).

Tandis qu'une flotte castillane allait croiser vers les îles Baléares, le roi, à la tête des milices de Castille, marcha vers la frontière d'Aragon; Diego Padilla, avec les milices de Murcie, franchit celle de Valence, et, de Calatayud à Teruel, toute la frontière des deux royaumes fut bientôt en feu. Le roi d'Aragon, surpris par cette brusque attaque, fit face au danger avec sa résolution accoutumée : levant des troupes, fortifiant ses villes, il combla le vide de ses finances en saisissant les biens des marchands castillans établis dans ses États. Il requit, aux termes des traités, le régent de Navarre, en l'absence du roi Charles, prisonnier en France, de lui envoyer quatre cents chevaux; il demanda des secours au roi de France, offensé dans la personne de Blanche de Bourbon, et fit offrir à don Enrique, comte de Transtamare, un asile et des fiefs dans son royaume. Don Enrique accepta cette offre avec transport, et vint avec une petite armée grossir le nombre des réfugiés castillans qui se trouvaient déjà à la cour d'Aragon.

Le roi de Castille se trouvait alors à la tête de sept à huit mille chevaux : il en fit marcher deux mille

sur Xativa; don Tello, qui combattait avec son frère, don Fadrique, dans des rangs opposés à ceux de leur aîné, envahit, avec deux mille autres, l'Aragon, du côté de Soria; enfin le roi, avec le reste, vint mettre le siége devant Tarrazona, après avoir mis à feu et à sang le district de Molina. Un légat du saint-siége, envoyé tout exprès pour empêcher le sang chrétien de couler, parvint, à défaut de la paix, à laquelle se refusaient les deux rois, à leur faire conclure une trève d'un an (1357). Tarrazona, conquise par le roi de Castille, et Alicante par le roi d'Aragon, devaient être remises à la garde du légat. Les biens du comte de Transtamare et de ses partisans devaient leur être restitués; les proscrits aragonais devaient également recouvrer leurs fiefs, et obtenir leur pardon. Du reste, aucune de ces conditions ne fut observée: Pedro Ier garda Tarrazona qu'il avait peuplée de sujets castillans, et le légat, irrité de ce manque de foi, prononça contre lui les censures de l'Église.

Les milices de Séville s'étaient emparées de don Juan de la Cerda, qui cherchait à faire révolter le pays. Consulté sur ce qu'il fallait faire du prisonnier, le roi envoya l'ordre de l'assassiner. A peine le message de mort était-il exécuté, que survint la femme de don Juan, apportant la grâce de son mari, que le roi lui avait accordée, sachant bien qu'elle viendrait trop tard; et la malheureuse femme n'arriva que pour assister aux funérailles de son époux. Enfin, par un dernier outrage, Pedro s'éprit de cette même femme à qui il venait d'enlever son époux, et voulut la tirer du couvent où elle s'était réfugiée; mais l'héroïque veuve, plutôt que de céder à ses désirs, n'hésita pas à faire de son visage une horrible plaie, et brava ainsi

les poursuites du tyran. Frustré dans sa convoitise, Pedro se rejeta du côté de la belle-sœur de don Juan Celle-ci résista d'abord, et finit par céder à ce redoutable amour, qui punissait la résistance comme un crime. La nouvelle favorite fut installée dans la tour de l'Or, tandis que doña Maria, toujours aimée de son amant, malgré ses caprices passagers, trônait en reine à l'alcazar.

Pedro nourrissait toujours contre son frère, le grand maître don Fadrique, une violente inimitié. « Le mardi 29 mai 1358, le roi était à Séville dans son palais, lorsque arriva don Fadrique, qui le trouva jouant aux dames, et don Pedro lui fit grand accueil. Don Fadrique s'en fut ensuite voir doña Maria de Padilla; celle-ci savait tout ce qui se tramait, et en le voyant, elle fit si triste mine que chacun en pouvait bien comprendre le motif; car elle était femme de bon entendement et de cœur pitoyable, et n'était guère contente de toutes les choses que faisait le roi. Le grand maître, après sa visite à doña Maria, descendit dans la cour de l'alcazar, où on gardait ses mules, et il trouva que le gardien les avait mises dehors avec tous ses gens, et avait fermé les portes. Ce que voyant, le grand-maître ne savait s'il devait retourner vers le roi; un de ses chevaliers, voyant une petite porte ouverte, l'engagea à sortir sur-le-champ; et comme le grand maître hésitait, on vint lui dire que le roi le demandait. Don Fadrique s'y rendit, tout effrayé, car il commençait à se douter de quelque chose; et à mesure qu'il passait par les portes du palais, il allait perdant de sa compagnie, ainsi que les gardiens en avaient reçu l'ordre. En arrivant à la chambre du roi, il n'avait plus avec lui que le grand

maître de Calatrava, frère de doña Maria, qui ne savait rien de tout ceci, et deux autres chevaliers.

« La porte du roi était fermée; les deux grands maîtres s'y arrêtèrent, et Pedro dit à don Lopez de Padilla, son *ballestero mayor* : « Lopez, arrêtez le « grand maître. — Lequel? dit celui-ci. — Le grand « maître de Santiago. » Lopez, mettant la main sur don Fadrique, lui dit : « Vous êtes mon prisonnier. » Le roi dit alors à quelques massiers (*ballesteros de maza*) qui se trouvaient là : « Tuez-le; » et ceux-ci hésitant à le faire, un chambellan dit à haute voix « aux massiers : « Traîtres, que faites-vous? ne voyez- « vous pas que le roi vous ordonne de tuer le grand « maître? » Ils commencèrent alors à lever leurs masses. A cette vue, don Fadrique se débarrassa des mains de Lopez et se mit à bondir dans le corridor, portant la main à son épée pour la tirer; mais la poignée s'était prise dans le ceinturon, et jamais il ne put en venir à bout. Poursuivi par les massiers, il leur échappait sans cesse. L'un d'eux enfin le joignit, et, lui assénant un coup sur la tête, le fit tomber à terre, et les autres, accourant aussitôt, le frapperent tous ensemble. Le roi, voyant son frere mort, parcourut aussitôt l'alcazar, pour chercher les compagnons du grand maître et les faire tuer; mais tous, en voyant les portes fermées, avaient pris la fuite par les fenêtres. Un seul, qui n'avait pu suivre, s'était réfugié dans l'appartement de doña Maria, et s'emparant d'une de ses filles, il s'en faisait un rempart, espérant ainsi échapper à la mort. Mais le roi fit arracher sa fille de ses bras, et le frappa lui-même de son poignard. Quand l'écuyer fut mort, don Pedro s'en retourna auprès

du grand maître, et voyant qu'il respirait encore, il tira le poignard qu'il portait à sa ceinture, et le donna à un de ses pages pour l'achever. Et dès que cette besogne fut faite, le roi s'assit à table pour dîner, dans la chambre même où gisait le corps de son frère. »

La vengeance du tyran n'était pas complète, car don Tello respirait encore. Il se mit sur-le-champ en route pour la Biscaye, avant que le bruit de la mort de don Fadrique y fût arrivé, et engagea l'infant don Juan d'Aragon à y venir avec lui, pour recueillir l'héritage de don Tello. La haine prêtait des ailes à don Pedro : en sept jours, il traversa l'Espagne dans toute sa longueur, et arrivait à Aguilar, quand il fut aperçu par un écuyer de don Tello qui avertit sur-le-champ son maître. Celui-ci, sans perdre un instant, gagna le port de Bermeo, y monta sur la première barque qu'il trouva, et gagna Bayonne, qui appartenait au roi d'Angleterre. Pedro, après avoir fait arrêter la femme du fugitif, se mit sur-le-champ à sa poursuite; mais don Tello avait trop d'avance, et la mer venant à grossir, force fut au roi de rentrer dans le port.

L'infant don Juan d'Aragon voyant la Biscaye sans maître, rappela humblement au roi la promesse qu'il lui avait faite; Pedro lui répondit qu'il allait convoquer la junte nationale, pour engager les Biscayens à le prendre pour leur seigneur. En même temps il fit dire sous-main à la junte de n'en pas prendre d'autre que lui, ce qu'elle lui promit. La junte rassemblée, Pedro lui proposa de se donner à l'infant don Juan, héritier de leur seigneurie, du chef de sa femme; mais les Biscayens s'y refusèrent, en répon-

dant « qu'ils ne voulaient d'autre suzerain que don Pedro, roi de Castille, et ses successeurs. Le roi dit alors à l'infant qu'il voyait clairement la volonté du pays, qui refusait de se donner à lui. A ce refus, don Juan reconnut les trames (*encubiertas*) de don Pedro, et à compter de ce jour il se tint pour malcontent. »

Mais la mort de l'infant était résolue depuis longtemps, et Pedro ne lui avait jamais pardonné sa rébellion de Toro. Le roi partit pour Bilbao, et l'infant qu'il avait mandé près de lui se rendit au palais sans escorte. Don Juan portait pour toute arme une courte épée; quelques courtisans, qui étaient du secret, la lui ôtèrent comme en se jouant, et l'un d'eux l'ayant entouré de ses bras, un *ballestero* le frappa de sa masse sur la tête. L'infant étourdi ne tomba pas sur le coup, et comme il marchait, ainsi qu'un homme privé de sens, le *ballestero* lui brisa le crâne d'un coup de masse. Le roi fit alors jeter le cadavre par la fenêtre, et le montrant aux Biscayens, rassemblés sur la place : « Voilà, leur dit-il, le seigneur que vous « m'avez demandé; » et le corps fut ensuite jeté dans la rivière.

De Bilbao, le roi partit pour Burgos, où l'attendaient les têtes de ses victimes, qu'il se faisait envoyer de tous les coins de son royaume; car Pedro, comme les despotes arabes, ne croyait une sentence de mort exécutée que quand il avait vu la tête de son ennemi. Mais il lui en manquait encore deux, qu'il eût achetées au prix de tous ses trésors : c'étaient celles de don Enrique et de don Tello. Plus heureux que son frère, Enrique n'avait laissé aux mains du tyran aucun otage qui lui fût cher; un de ses vassaux avait eu l'adresse de lui ramener en Aragon sa femme doña

Juana que Pedro retenait prisonnière. Enrique, qui n'avait plus rien à ménager, entra en dépit de la trève sur le territoire castillan, pendant que don Fernando d'Aragon, brûlant de venger la mort de son frère, tentait sur Carthagène une attaque qui échoua. Pedro, qui venait d'armer à Séville une flotte de vingt galères, fit voile pour Guardamar, et s'en empara par une brusque attaque. Mais un coup de vent furieux jeta à la côte quinze de ses vaisseaux, et il dut s'en retourner par terre à Murcie, après avoir fait mettre le feu à la ville et aux débris de ses galères. Bientôt une nouvelle flotte s'équipa par ses ordres à Séville. Le roi de Portugal lui promit dix galères, l'Emir de Grenade trois, et une expédition plus sérieuse se prépara contre le roi d'Aragon.

Celui-ci, de son côté, ne restait pas inactif : après s'être allié, en dépit des remontrances du saint-père, à l'Emir de Fez, il vint camper sous les murs de Medina Celi. Rome, dont il faut louer les efforts persévérants pour le maintien de la paix, intervint aussitôt, et le cardinal légat entra avant les Aragonais sur le territoire de Castille. Après de longues négociations, le roi consentit à la paix, si son adversaire s'engageait 1° à lui livrer le capitaine des galères qui avait provoqué les hostilités ; 2° à bannir de ses États l'infant Fernando d'Aragon, don Enrique et don Tello, avec tous leurs compagnons d'exil ; 3° à restituer Orihuela, Alicante et toutes les villes conquises ; 4° enfin à payer pour les frais de la guerre dix millions de MS.

Imposer de pareilles conditions, c'était rendre la paix impossible, et le cardinal échoua dans tous ses efforts pour en obtenir d'autres. Le roi de Castille,

irrité de voir ses offres repoussées, rendit sentence contre les infants et tous les bannis castillans, et les déclara déchus de leurs fiefs. Enfin, emporté par une rage aveugle, qui tenait de la bête plus que de l'homme, il fit tuer sa propre tante doña Leonor d'Aragon[1], au grand regret de tous ceux qui avaient encore le cœur à son service. Bientôt, ce fut le tour de la femme de don Tello, qu'il fit égorger à Séville. Voulant éloigner la reine Blanche de Bourbon du théâtre de la guerre, il la fit conduire à Xérez avec la veuve de l'infant don Juan d'Aragon; mais cette dernière mourut peu après, et le bruit se répandit que le roi l'avait fait empoisonner.

La flotte castillane, armée à grands frais dans tous les ports du royaume, se trouva prête enfin à faire quatre-vingts navires, sans compter les petits bâtiments. Jamais encore la Castille n'avait mis sur pied une flotte aussi formidable; la terreur se répandit aussitôt sur tout le littoral de l'Aragon; tous les vaisseaux se renfermèrent dans les ports, et sept galères castillanes envoyées pour reconnaître les mers de Valence, ne rencontrèrent pas un seul ennemi. Pedro s'embarqua sur sa flotte, remonta la côte jusqu'à l'embouchure de l'Èbre, où il fut rallié par les galères de Portugal, et vint croiser devant Barcelone. Le roi d'Aragon, qui avait alors presque toutes ses galères en Sardaigne, parvint à rassembler une vingtaine de bâtiments qu'il fit ranger devant l'entrée du port de Barcelone, à l'abri des bas-fonds qui l'obstruent. Toute la ville se mit sous les armes, et le

[1] Suivant les Mémoires de Pedro IV, p. 180, il la fit mettre à mort par des esclaves sarrazins, car aucun chrétien ne voulut la toucher.

peuple divisé en corps de métiers, chacun sous sa bannière, s'apprêta à combattre sous les yeux de son roi.

Le 10 juin 1359, la bataille s'engagea avec un rare acharnement : une vieille rivalité de gloire animait les deux peuples, également jaloux de vaincre sur un élément que l'un regardait comme sien, et que l'autre voulait lui disputer. Les deux flottes, à défaut d'artillerie, étaient pourvues de machines de guerre; l'habileté et le courage des marins catalans suppléaient à leur petit nombre; aussi le succès fut-il balancé, et la nuit vint sans que la victoire fût encore décidée. Le lendemain, le combat recommença avec une nouvelle furie : mais les Castillans, embarrassés du nombre de leurs vaisseaux [1], étaient loin d'égaler leurs ennemis dans la dextérité des manœuvres; leurs machines, mal dirigées, atteignaient rarement le but, et prêtaient à rire aux Catalans, dont chaque coup portait, au contraire, en plein dans les navires ennemis. La flotte castillane, découragée, s'éloigna pendant la nuit [2], et Pedro, dévoré d'une co-

[1] Lopez de Ayala, qui, pour haïr Pedro Ier, n'en aime pas moins la Castille, déchire de sa Chronique cette page peu honorable pour son pays. Il se contente de dire que les Catalans ayant semé d'ancres toute la plage devant Barcelone, afin de faire dommage aux vaisseaux castillans, Pedro, qui en fut informé, redoutant d'ailleurs l'artillerie et les *tonnerres* que les Catalans avaient à terre, resta trois jours devant la ville sans rien tenter, et finit par s'éloigner.

[2] La Chronique contient quelques détails curieux sur le mode de construction des vaisseaux à cette époque. « Le roi, dit-elle, avait une galère fort grande, appelée *Uxel*; elle avait été prise sur les Maures, qui les fabriquaient aussi grandes pour faire passer des troupes de Ceuta à Gibraltar; elle pouvait contenir quarante chevaux dans la cale; le roi y fit construire trois châteaux (ou *gaillards*) : l'un d'avant, l'autre d'arrière, et le troisième au milieu, et nomma trois alcaldes, un pour chaque château; il mit pour garnison dans ladite galère cent soixante hommes d'armes et cent vingt arbalétriers. » Si l'on y ajoute les écuyers et les marins néces-

lère impuissante, donna l'ordre de cingler vers Iviça dont il commença le siége.

Mais le roi d'Aragon n'était pas homme à se contenter d'une victoire à demi gagnée : rassemblant à la hâte tous les vaisseaux épars dans ses ports, il fit voile vers Iviça, dont Pedro se hâta de lever le siége pour aller tenter un débarquement sur la côte de Valence. Bientôt parurent les galères catalanes, qui, après avoir en vain cherché la flotte castillane dans les eaux des Baléares, venaient la poursuivre près de la côte ferme. Pedro se dirigea par terre vers Alicante, tandis que sa flotte, évitant toute rencontre, s'en retournait à Séville. L'amiral portugais prit congé du roi après cette triste campagne, et Pedro s'en alla oublier toutes ses disgrâces à Tordesillas, auprès de doña Maria qui venait de lui donner un fils.

Sur terre, les armes de la Castille n'étaient pas plus heureuses : Hinestrosa, oncle de la Padilla, venait de perdre la vie dans une rencontre avec les deux frères Enrique et Tello. Poussé à bout par cette série de revers, Pedro, dans un transport de fureur insensée, fit égorger les deux derniers fils de doña Leonor, don Juan et don Pedro ses frères, qu'il avait épargnés jusque là ; « et ce crime, dit la chronique, affligea fort tous ceux qui étaient dévoués de cœur à la cause du roi ; car ces jeunes princes étaient innocents et n'avaient jamais failli envers lui. » Ce prince, du reste, était tellement détesté qu'il n'avait plus dans toute la Castille un seul serviteur à qui il pût se fier. Les seuls mots qui sortaient de sa bouche

saires pour la manœuvre, on voit que l'équipage ne montait guère à moins de cinq cents hommes, nombre que porte d'ordinaire une frégate de soixante canons.

étaient des sentences de mort, et, toujours entouré de traîtres, il lui fallait se hâter de sévir, afin que le châtiment prévînt la trahison. L'histoire se lasse à enregistrer cette longue série de meurtres, que la chronique raconte, sans réflexion aucune, avec une impitoyable froideur; mais ce qui étonne surtout c'est la longanimité du pays, qui laisse sur le trône un pareil monstre, par un stupide respect pour ce titre de roi qu'il déshonore, et qui, résigné à son joug, attend patiemment que l'étranger vienne l'en délivrer.

Enhardis par leurs succès, Enrique et Tello entrèrent de nouveau en Castille, pendant que le commandant de Tarrazona la vendait 40 mille florins au roi d'Aragon. Les infants s'emparèrent de Haro et de Najera où, comme de bons chrétiens, ils commencèrent par massacrer tous les juifs. Pedro se trouvait alors malade à Burgos; mais soutenu par sa haine, il fut bientôt sur pied, et, à la tête de cinq mille chevaux et dix mille fantassins, il marcha au-devant de son frère don Enrique, qui l'attendait près de Najera. Après un engagement assez vif, l'infant fut forcé de se réfugier dans la ville. Pedro en l'y assiégeant pouvait terminer la guerre d'un seul coup; mais ce prince, superstitieux autant que cruel, avait rencontré sur sa route un écuyer qui se lamentait de la mort de son oncle, tué dans le combat; frappé de cette rencontre comme d'un sinistre présage, il refusa obstinément d'entreprendre le siége; et don Enrique, échappé à ce danger, se réfugia en Navarre.

Par une étrange coïncidence, les trônes de Castille, d'Aragon et de Portugal étaient alors occupés par trois Pedro, tous trois également redoutés de leurs

sujets. L'infant de Portugal, épris d'Inez de Castro, avait résolu d'asseoir un jour avec lui sa maîtresse sur le trône, et l'avait même, dit-on, épousée en secret. Le vieux roi Alonzo en fut informé, et fit tuer par quatre de ses chevaliers doña Inez dans le couvent où elle s'était réfugiée. Ceux-ci, fuyant devant la colère du prince, étaient venus chercher un asile en Castille. La haine de l'infant les y poursuivit, et à peine fut-il couronné roi, en 1360, qu'il offrit au fils d'Alonzo XI de lui livrer les meurtriers d'Inez, en échange de tous les proscrits castillans qui se trouvaient en Portugal. Cet odieux marché s'accomplit, et la colère des deux rois put s'assouvir à son aise sur ses victimes.

La méfiance du tyran le poussait à se défaire l'un après l'autre de ses plus fideles serviteurs [1]. L'archevêque de Tolède, qui l'avait offensé, reçut l'ordre de partir pour le Portugal, sans qu'on lui laissât le temps de prendre ni un écu, ni un livre, ni un vêtement. Bientôt ce fut le tour du trésorier Simuel Lévi : le

[1] Voici la lettre vraiment touchante qu'une de ses victimes, don Gutier Fernandez de Tolède, lui écrivit avant de mourir : « Seigneur, je vous « baise les mains, et me *quitte* de votre Seigneurie, pour aller trouver « un seigneur plus grand que vous. Vous savez comment ma mère, mes « frères et moi nous avons toujours été dans votre maison (*crianza*) de« puis le jour où vous êtes né ; et nous avons passé bien des maux et souf« fert bien des peines pour votre service. Et cependant vous me faites « mourir, parce que je vous ai dit certaines choses qui étaient utiles à « votre service ; accomplissez votre volonté et que Dieu vous le pardonne ; « mais je ne l'ai jamais mérité. Et à présent, seigneur, je vous le dis à « l'instant de ma mort, si vous n'arrêtez pas le couteau, et si vous ne ces« sez pas de prononcer ainsi des sentences de mort, vous perdrez votre « royaume et mettrez votre personne en péril. Et je vous demande en « grâce de la garder ; car je parle loyalement avec vous, et, à l'heure où « je suis, on ne doit dire que la vérité. » Cette lettre, ajoute la Chronique, fut remise au roi, et il fut fort mécontent qu'on l'eût laissé écrire à don Gutier.

juif avec sa famille fut arrêté, et ses biens saisis dans tout le royaume. On trouva chez le trésorier 160 mille *doblas de oro*, quatre mille marcs d'argent, 125 coffres de drap d'or et de soie et de joyaux précieux. La dépouille de ses parents se monta à 300 mille *doblas;* tout cet argent, fruit des sueurs du peuple, avait été détourné sur les rentes du royaume. Quant à don Samuel, on l'amena à Séville, où le roi le fit mettre à la torture pour savoir s'il n'avait pas d'autres trésors; et la question fut si dure que le malheureux mourut au milieu des tourments, sans avoir rien révélé[1].

Au printemps de 1361, le roi de Castille franchit de nouveau la frontière d'Aragon. L'Aragonais marcha à sa rencontre, et la querelle, cette fois, se serait tranchée par l'épée; mais le cardinal légat intervint encore : l'Emir de Grenade, Ismayl, venait de traiter avec le roi d'Aragon, et Pedro, craignant d'avoir à la fois deux ennemis sur les bras, se décida à prêter l'oreille aux propositions de paix, en se réservant de punir l'Emir de sa trahison. Le roi d'Aragon s'engagea à congédier tous les proscrits castillans, et le roi de Castille promit en échange de rendre les places qu'il avait enlevées. Des otages furent donnés de part et d'autre, et cette paix, vivement désirée par les

[1] Au dire du *Compendio*, les juifs de Tolède, jaloux du crédit et des richesses de Lévi, dirent au roi, qui manquait d'argent, que, depuis vingt ans, Lévi pillait son royaume, et qu'il n'avait qu'à lui en emprunter, et à le mettre à la torture, s'il prétendait ne pas en avoir. Le roi goûta fort l'avis, et faisant appeler le Juif : « Père, lui dit-il, j'ai besoin d'argent; prêtez-moi deux mille marcs d'or. » Et le juif répondit qu'il n'en avait pas un seul. Le roi, irrité de ce refus, lui fit donner la question, et Lévi mourut sans avoir rien avoué. Le roi, s'étant emparé de ses trésors, confessa depuis que, si celui-ci lui en avait donné seulement le tiers, il l'aurait laissé vivre.

deux peuples, en fut reçue avec des transports de joie.

Le traité à peine signé, Pedro se hâta de s'en retourner auprès de la Padilla, décidé à se délivrer à tout prix de la malheureuse Blanche. Mais laissons la chronique raconter ce drame, si terrible dans sa simplicité : « En ce temps-là, la reine était toujours prisonnière à Medina Sidonia, et son gardien était Iñigo Ortiz de Estuñiga. Le roi ordonna à un de ses médecins d'aller donner à la reine des herbes pour l'empoisonner, celui-ci en parla à Ortiz ; Ortiz alla sur-le-champ trouver le roi, et lui dit que « jamais il ne « prêterait sa main à pareille besogne, car la reine « était sa maîtresse, et consentir à la tuer c'était for-« faire à son devoir de vassal. » Alors Pedro se courrouça fort contre Ortiz, et lui ordonna de la livrer à un de ses *ballesteros*, à qui il commanda de la tuer ; ce qui fut fait sur-le-champ. Ladite doña Blanca était âgée de vingt-cinq ans, quand elle mourut ; elle était blanche et rose, de bonne grâce (*donayre*) et de bon entendement ; et elle disait chaque jour ses heures bien dévotement ; elle passa dans toutes ses prisons grande pénitence, et supporta le tout avec une merveilleuse patience [1]. »

[1] Voici quelques vers touchants de la romance, postérieure d'un siècle au moins, où l'auteur fait parler la malheureuse Blanche :

« Oh Francia, dulce patria
Porqué no me tuviste,
Cuando á sufrir á España
De ti salir me viste ?....
Oh Francia, mi noble tierra !
Oh mi sangre de Borbon !
Hoy cumplo dezisiete años
Y en los dezlocho voy ;
El rey no me ha conocído,
Con las vírgenes me voy... »

Peu de temps après, comme par un châtiment du ciel, doña Maria de Padilla mourut à Séville dans les bras de son amant. La douleur de Pedro fut égale à son amour, et empreinte de la violence habituelle de son caractère. Comme l'infant de Portugal, il fit rendre des honneurs royaux à la seule femme qu'il eût jamais aimée. Maria, du reste, méritait ses regrets : humble de cœur et charitable, elle cherchait à se faire pardonner son pouvoir emprunté, et, bien différente de la plupart des maîtresses de roi, elle n'usa jamais de son empire sur le tyran que pour diminuer le nombre de ses victimes.

Depuis la fin du dernier règne, l'Emirat de Grenade, en paix avec la Castille, était en proie comme elle à des discordes sans fin : après la mort de l'Emir Youssouf, assassiné par un fou, au milieu de la mosquée, son fils aîné Mohammed V avait été proclamé Emir à l'âge de vingt-trois ans. Adoré de ses sujets, en paix avec tous ses voisins, Mohammed, sur ce trône agité de Grenade, jouissait d'un calme que ses souverains avaient rarement connu. Mais sa belle-mère, la veuve de Youssouf, était jalouse pour son fils Ismayl de l'élévation de Mohammed. Un complot fut tramé par elle : les conjurés, s'emparant par surprise de l'alcazar, proclamèrent Ismayl II Emir, pendant que Mohammed s'échappait sous un déguisement, et allait se réfugier à Cadix (1359). Ismayl se hâta de se déclarer le vassal du roi de Castille; Mohammed, de son côté, alla implorer le secours de l'Emir de Fez, qui arma sur-le-champ pour le rétablir sur le trône. Bientôt l'Emir fugitif repassa le détroit à la tête d'une armée africaine, et les troupes d'Ismayl n'osèrent pas même lui disputer le passage. Mais le sort, acharné à

poursuivre Mohammed, voulut qu'au moment où il allait remonter sur son trône, l'Emir de Fez mourût assassiné. Mohammed, abandonné par ses auxiliaires, recourut à son tour au roi de Castille, en offrant de lui payer tribut, et Pedro saisit avec empressement cette occasion de se venger d'Ismayl, dont la défection l'avait forcé à conclure la paix avec l'Aragon (1362).

L'usurpateur, tout occupé de ses plaisirs, laissait régner sous son nom son frère Abou Abdallah; celui-ci fit déposer Ismayl par une populace ameutée, et monta sur le trône à sa place. L'Emir déchu se réfugia dans l'Alhambra; mais emporté par son courage, il tomba dans les mains de son frère, qui le fit aussitôt égorger, et fit promener sa tête dans les rues de la ville. Au même moment, une armée chrétienne envahissait le territoire de l'Emirat. Mohammed, enfermé dans Ronda, en sortit pour venir au-devant de son allié, tandis que le nouvel Emir Abou Abdallah se déclarait le vassal du roi d'Aragon. Les troupes castillanes se répandirent dans le bassin du Xénil qu'elles dévastèrent sans pitié. Le généreux Mohammed, dont le cœur saignait à la vue des maux déchaînés par lui sur ses sujets, aima mieux renoncer au trône que de l'acheter à ce prix, et pria le monarque chrétien de rappeler ses soldats[1].

La situation de l'usurpateur, brouillé avec la Castille et détesté de ses sujets, n'en était pas moins précaire. Déjà son rival venait d'être proclamé à Malaga,

[1] Dans tout ce récit de la guerre de Grenade, Ayala et Conde sont constamment en désaccord; mais je n'hésite pas à préférer la Chronique arabe (t. III, p. 148), beaucoup mieux informée. Ainsi, Ayala paraît avoir ignoré l'usurpation et la mort d'Ismayl, et ne parle que d'Abou Abdallah, qu'il appelle *le roi vermeil* (*el rey Bermejo*).

la seconde ville de l'Emirat. La guerre continuait toujours sur la frontière : battu d'abord par les chrétiens, Abou Abdallah prit enfin sa revanche près de Guadix, en s'emparant du grand maître Diego Garcia, frère de la Padilla, avec une foule de ses chevaliers. L'Emir, jaloux de se concilier les bonnes grâces du roi de Castille, crut lui faire sa cour en lui renvoyant son prisonnier, qu'il chargea pour lui de riches présents. Mais Pedro, las de son ancien favori, ne répondit à la courtoisie de l'Emir que par une nouvelle attaque. Alors l'usurpateur, à bout de toutes ses ressources, se décida, malgré tout ce qu'il savait de la perfidie de son adversaire, à se remettre entre ses mains, et à en appeler à sa générosité.

Le malheureux Emir partit de Grenade pour Séville, avec une escorte de cinq cents chevaux, emportant avec lui ses plus riches joyaux, ses chevaux les plus fins, et ses armes les plus précieuses. Don Pedro lui fit grand accueil, et donna l'ordre de le traiter en roi. Mais les riches bagages de l'Emir, les pierres précieuses dont étaient ornés ses habits et ses armes, avaient fasciné les regards de Pedro. De ce moment, la perte de son hôte fut résolue; sa personne d'ailleurs n'était pas sacrée, car il n'avait pas obtenu de sauf-conduit. Le soir même, il fut arrêté, avec cinquante de ses plus nobles scheiks. Deux jours après, l'Emir et ses compagnons furent tirés de leur prison; Abou Abdallah, revêtu d'une saie écarlate et monté sur un âne, fut conduit hors de la ville : le roi le frappa lui-même de sa lance. Quarante de ses scheiks furent égorgés avec lui, les autres jetés dans une étroite prison, et Pedro fit publier dans la ville un ban qui portait que « le traître Abou Abdallah venait d'être mis

« à mort pour s'être révolté contre son légitime sei« gneur. » Mohammed se mit aussitôt en route pour Grenade, où il fut accueilli avec transport par l'inconstante populace qui l'avait renversé du trône. Le premier présent que lui adressa le roi fut la tête de son rival. L'Emir, en retour, lui renvoya tous les captifs chrétiens qui se trouvaient dans ses États, et un docile vassal de la Castille s'assit ainsi sur le trône de Grenade (1362).

Pedro, rassemblant ensuite ses Cortès à Séville, devenue pendant tout ce règne la vraie capitale du royaume, leur déclara que Blanche de Bourbon, défunte, n'avait jamais été sa femme légitime, et qu'avant de l'épouser, il était déjà marié avec doña Maria de Padilla. Son chancelier, son aumônier, et le grand maître de Calatrava, frère de doña Maria, attestèrent sur l'évangile la réalité de ce mariage. Tous les *ricos homes*, prélats et députés des villes, durent prêter serment de fidélité à l'infant don Alonzo, fils de la Padilla. Enfin le roi, jaloux de déposer, comme l'infant de Portugal, une couronne sur le cercueil de sa maîtresse, fit enlever son corps du monastère où elle reposait, pour l'enterrer avec une pompe royale dans la cathédrale de Séville.

Cependant Pedro songeait toujours à rompre la paix que le légat l'avait forcé à conclure avec le roi d'Aragon. Dans ce but, il contracta avec le roi de Navarre, Charles-le-Mauvais, un traité d'alliance, portant clause que le premier qui aurait guerre devrait être secouru par l'autre. Le roi de Navarre, menacé d'une guerre avec la France, croyait la clause toute à son profit, car le rusé Pedro n'avait pas dit un mot de ses projets contre l'Aragon. Le traité une fois si-

gné, Pedro, après le repas, tira à part le roi Charles, et lui notifia son dessein de déclarer sur-le-champ la guerre à l'Aragonais. Bien surpris fut le roi de Navarre, qui pour la première fois trouvait plus rusé que lui. Toutefois, Charles réfléchit bientôt qu'il se trouvait dans une ville castillane, et au pouvoir d'un prince qu'il était peu sûr d'avoir pour ennemi; il fit donc de nécessité vertu, et se résigna à exécuter le traité, en promettant à Pedro d'envahir le même jour que lui le territoire de son adversaire.

Le roi d'Aragon était alors à Perpignan, occupé de surveiller la France. Plongé dans une sécurité profonde, il se croyait en paix avec la Castille, lorsqu'il apprit tout d'un coup l'arrivée de Pedro devant Calatayud, et du roi de Navarre, devant Sos. Sans alliés, sans troupes et sans argent, Pedro IV, qui n'était pas de ces rois que le danger prend au dépourvu, fit tête à l'orage: par son ordre, ses Cortès s'assemblèrent à la fois dans ses trois royaumes, et à son premier appel don Enrique et don Tello, qui se trouvaient en Provence, se hâtèrent d'accourir avec un millier de chevaux.

Cependant la fortune, qui n'est pas toujours du côté du bon droit, se déclarait pour le roi de Castille: une foule de places étaient déjà tombées dans ses mains, et Calatayud elle-même, malgré la plus courageuse défense, fut enfin obligée de se rendre. On s'attendait à voir Pedro porter la guerre au cœur des États de son ennemi; mais, impatient de revoir sa maîtresse, il repartit pour l'Andalousie, laissant ainsi avorter dès le début une expédition qui, conduite avec plus de vigueur, eût pu lui livrer tout le bassin de l'Èbre. A peine arrivé à Séville, il vit mourir dans ses bras son

fils unique, celui qu'il regardait comme son futur successeur. Le deuil du roi fut profond, et il l'imposa à tous ses sujets. Il se hâta de faire reconnaître pour héritières de la couronne ses trois filles, en les substituant l'une à l'autre. Aucune opposition ne s'éleva de la part du pays : la Castille en effet, malgré les tristes souvenirs du règne d'Urraca, n'avait pas pour le gouvernement des femmes le même éloignement que l'Aragon et que la France sa voisine, et, un siècle plus tard, une des plus belles pages de son histoire devait dater du règne d'Ysabel.

Pedro, avant de recommencer sa lutte avec le roi d'Aragon, voulait s'assurer des alliés : il conclut avec le roi d'Angleterre, Édouard III, et son fils, le célèbre *prince Noir*, une ligue offensive contre l'Aragon et contre la France, que le meurtre de Blanche avait soulevée contre lui. Il obtint de l'Emir de Grenade un secours de six cents chevaux; le roi de Navarre lui envoya son frère don Loys et le captal de Buch, avec quelques centaines de lances, et Pedro, en y joignant ses propres forces, se trouva à la tête d'une formidable armée (1363).

L'Aragon, épuisé par ses longues discordes et par sa guerre de Sardaigne, n'était guère en état de lui résister. Toutes les places qu'assiégea le roi de Castille se soumirent à lui, et traversant dans toute leur étendue les États de son ennemi, il vint s'emparer de Murviedro, à quatre lieues de Valence. De l'aveu même des historiens aragonais, si l'armée castillane, concentrant toutes ses forces, se fût dirigée contre Saragosse, la capitale du royaume eût pu tomber entre ses mains; car l'Aragon, semblait frappé de stupeur par cette attaque imprévue, et la marche de don

Pedro ne fut qu'une suite de triomphes. Mais le roi d'Aragon, aguerri dès longtemps contre l'adversité, n'était pas homme à céder sans résistance. Négociant en attendant qu'il pût prendre les armes, il signa avec la France un traité d'alliance auquel il réussit à faire accéder le roi de Navarre, qui servait à contre-cœur la cause du Castillan. Un double projet de mariage entre les deux maisons d'Aragon et de France scella cette alliance, qui devait arracher la couronne à l'assassin de Blanche. Don Enrique fut reconnu pour seul roi de la Castille, et, à défaut de lui, l'infant don Fernando d'Aragon. Pendant ce temps, les renforts que le roi attendait arrivèrent de Catalogne, et, quittant Saragosse, il s'avança à la rencontre de l'ennemi, par Tortose et le bord de la mer.

Le roi de Castille, dont l'armée était fort affaiblie par les garnisons qu'elle laissait derrière elle, était venu camper sous les murs de Valence. Informé de l'approche de son ennemi, il se replia à la hâte sur Murviedro. L'Aragonais s'avança jusque sous les murs de cette ville, où Pedro se tint enfermé sans vouloir accepter la bataille. Personne au fond ne se souciait de combattre, et l'on se remit à négocier : un traité de paix fut rédigé par les soins du légat. Le roi d'Aragon avait fait promettre, sous-main, à son adversaire, de le débarrasser du comte don Enrique et de l'infant don Fernando [1]; Pedro, avant de signer, réclama l'exécution de cette promesse, qu'éluda l'Aragonais, et le roi de Castille rompit brusquement les négociations.

[1] Ce qui prête quelque vraisemblance à cette assertion d'Ayala, c'est la mort de l'infant Fernando, que son frère, Pedro IV, fit assassiner peu après.

Pedro venait de voir naître un fils d'une de ses maîtresses, et la naissance de cet enfant, qu'il songeait à faire reconnaître pour son héritier, en épousant sa mère, ne fut pas sans influence sur la rupture du traité. Après s'être emparé d'Alicante, d'Elche et de Denia, il vint camper à une lieue de Valence, au Grao, village qui sert de port à cette ville, pour y attendre sa flotte. Don Tello, qui cherchait à faire sa paix avec lui, le fit prévenir que le roi d'Aragon marchait au secours de la ville, et Pedro, qui se souciait peu d'affronter les chances d'une bataille, repartit aussitôt pour Murviedro, le jour même où le roi d'Aragon entrait en triomphe à Valence (1364).

La flotte de Castille était enfin arrivée; l'Aragonaise, bien inférieure en nombre, dut lui céder la mer, et se réfugia dans la rivière de Cullera. Pedro se préparait à l'y poursuivre; mais un coup de vent terrible faillit jeter tous ses vaisseaux à la côte. Déjà même celui que montait le roi avait perdu trois ancres, lorsque le vent s'apaisa tout d'un coup, et Pedro, à peine remis de la peur qu'il avait éprouvée [1], se hâta d'opérer sa retraite, après avoir laissé à Murviedro une forte garnison. Au mois d'août suivant, il était de nouveau en campagne. Le roi d'Aragon marcha à sa rencontre; mais Pedro, qui n'était pas assez sûr de l'affection de ses sujets pour compter sur leur courage [2], évita encore une fois la bataille, et fit mas-

[1] A peine échappé au danger, le roi alla à l'église pieds nus, en chemise et la corde au cou, remercier la sainte Vierge de lui avoir sauvé la vie.

[2] Les Mémoires de Pedro IV (p. 195 *bis*) racontent à ce sujet que « le roi de Castille, ayant assemblé ses *ricos homes* pour les consulter, tous furent d'avis qu'il livrât bataille et lui promirent la victoire; mais le roi, avant de leur répondre, se fit apporter un pain et leur parla en ces termes: « Vous êtes d'avis que je livre bataille; eh bien, je vous le dis, en

sacrer, dans sa colère, les équipages de cinq galères catalanes, que sa flotte avait prises; Murviedro ouvrit ses portes au roi d'Aragon, et la garnison, redoutant le ressentiment du roi de Castille, s'enrôla au service de don Enrique. Enfin don Pedro, recueillant pour tout fruit de cette campagne manquée la prise d'Orihuela, reprit le chemin de ses États (1365).

La France était alors désolée par le fléau des *grandes compagnies*. Ces aventuriers, Bretons pour la plupart, habitués à vivre de pillage, et réduits à l'inaction par la paix qui venait de se conclure avec l'Angleterre, erraient maintenant d'un bout à l'autre du royaume, et y vivaient à discrétion comme en pays ennemi. Le sage roi Charles V et ses conseillers avisèrent aux moyens de délivrer la France de ce fléau : on essaya de les envoyer en Hongrie pour combattre les Turks; mais ils répondirent « qu'ils n'iraient si « loin guerroyer, » et on n'osa les y contraindre. Une occasion meilleure se présenta bientôt : don Pedro, rebelle à tous les commandements de l'Église, avait maltraité les messagers du saint-père, et s'était, malgré les avis et les menaces de la cour de Rome, allié à des princes musulmans. Le pape Urbain, s'il faut en croire Froissard, lui ordonna de venir à Rome en personne, pour se purger de ces méfaits : don Pedro s'y refusant, il fut en plein consistoire « excommunié, réputé pour incrédule, et l'on décida que les grandes compagnies seraient employées à le bouter hors de son royaume. »

vérité, si j'avais pour vassaux les gens du roi d'Aragon, je n'hésiterais pas à combattre la Castille, et même l'Espagne tout entière; et, afin que vous sachiez pourquoi je vous tiens tous tant que vous êtes, je vous dirai qu'avec ce pain que voici, je nourrirais sans peine tout ce qu'il y a de loyaux vassaux en Castille. »

Si Urbain V ne déclara pas don Pedro déchu du trône, du moins laissa-t-il ce bruit se répandre en France. Il aida Charles V à payer au *prince Noir* la rançon de Bertrand Duguesclin, l'illustre *condottiere* breton, le seul chef auquel voulussent obéir ces terribles routiers. Duguesclin, sorti de prison, alla traiter avec eux, moyennant deux cent mille francs promis par le pape, et cent mille florins par le roi d'Aragon, en sus de leur solde; le bâtard de Transtamare y ajouta de riches promesses, dans le cas où il remonterait sur le trône, et les *compagnies* se décidèrent enfin à délivrer la France de leur présence. Louis de Bourbon, comte de la Marche, chef nominal de l'expédition, fut chargé d'aller venger la mort de Blanche et l'affront fait à la France; mais le chef réel fut Duguesclin, connu de tous les chefs des routiers pour avoir fait la guerre quinze ans avec eux ou contre eux.

En passant par Avignon, les *compagnies* envoyèrent au saint-père leur *confession*, et réclamèrent de lui l'absolution de leurs péchés et les deux cent mille francs promis. « Le seigneur pape, raconte Froissard, « trouva la requête moult déplaisante : » « On a cou- « tume, dit-il, de nous donner de grandes sommes « pour être absous de tout péché, et il faut que « nous absolvions ceux-ci à leur vouloir, et encore « que nous leur donnions du nôtre! » Le saint-père tardant à s'exécuter, nos bandits se mirent à piller le comtat Venaissin; le pape, pour se débarrasser d'eux, leur envoya enfin son absolution et ses florins, et les *compagnies*, continuant leur route, arrivèrent aux Pyrénées, qu'elles franchirent à grand'peine en décembre 1365, et arrivèrent à Barcelone, au nombre

de trente mille, Gascons, Anglais et Bretons [1].

Le roi d'Aragon leur fit grand accueil, fit asseoir leurs chefs à sa table, et paya à ses redoutables créanciers leurs cent mille florins, outre vingt mille en pur don. Un corps aragonais se joignit aux *compagnies*, sans parler des proscrits castillans qui formaient à eux seuls une petite armée, et tous ensemble s'acheminèrent vers la frontière de Castille. Chemin faisant, les routiers gascons pillèrent la ville de Barbastro, appartenant à leur allié le roi d'Aragon. Arrivés sur la frontière, ils mandèrent à don Pedro de Castille « qu'il voulût ouvrir les pas et détroits de son royaume, et administrer vivres et pourvéances aux pèlerins de Dieu, qui avoient entrepris, par grande dévotion, d'aller au royaume de Grenade, pour venger la souffrance de Notre-Seigneur, et détruire les incrédules, et faire triompher notre foi. Le roi dam Pietre de ces nouvelles ne fit que rire, et dit qu'il n'en feroit rien, et que jà il n'obéiroit à telle truandaille. »

Calahorra ouvrit ses portes au comte de Transtamare qui s'y fit proclamer roi, sous le nom de Enrique II (1367). Pedro, qui se sentait perdu, n'essaya pas même de tirer l'épée, et quitta brusquement Bur-

[1] On trouvera des détails sur les *grandes compagnies* dans Froissart, d'abord, puis dans le poëme contemporain de Cuvelier (vers 7117); dans une chanson languedocienne de 1367, citée par M. Michelet. Voir aussi la Chronique en prose de Duguesclin, éditée par M. Francisque Michel.

Voici quelques vers du poëme de Cuvelier, sur la *Confession* des compagnies, envoyée par Duguesclin au pape pour en obtenir l'absolution :

« Ils ont ars (brûlé) maint moutier, mainte belle maison,
Occis femmes, enfans, à grande destruction,
Pucelles violées et dames de grand nom,
Robé vaches, chevaux, et pillé maint chapon,
Et bu vin sans payer et *robé* maint mouton,
Et *emblé* (volé) maint *joiel* (joyau) à tort et sans raison,
Calices de moutier, argent, cuivre, laiton, etc. »

gos, dont les habitants le suppliaient en vain de ne pas les abandonner. La plupart de ses chevaliers, que la peur seule retenait auprès de lui, se rallièrent à don Enrique, et Pedro n'emmena avec lui que les six cents cavaliers de l'Emir, et quelques *ricos homes* restés fidèles à sa fortune. Burgos, trahie par son souverain, n'hésita pas à se donner à son rival. Bientôt des députés de toutes les villes du royaume accoururent pour prêter serment au nouveau roi; et telle était la haine de la Castille pour le tyran, que vingt-cinq jours après le couronnement de don Enrique, le royaume tout entier, sauf la Galice, Astorga, Logroño et Soria, était dans son obéissance. Le roi reçut de son mieux tous ceux qui vinrent lui prêter serment, et leur accorda toutes les franchises et faveurs qui lui furent requises, en sorte qu'à homme du royaume il ne fut refusé chose qu'il eût demandée. Don Enrique trouva dans le château de Burgos une partie des trésors de son frère, et les Juifs y ajoutèrent un million de MS. Mais, ses coffres une fois remplis, il lui fallut solder ses alliés, et l'épargne de don Pedro passa presque entière aux mains des *grandes compagnies*. Quant aux chefs, le roi donna à messire Duguesclin son propre comté de Transtamare; à Hugues de Calverly, le comté de Carrion; à don Tello, la Biscaye et les comtés de Lara et d'Aguilar, et parmi tous ceux qui l'avaient servi, grands et petits, il ne s'en trouva pas un qui ne fût comblé de ses dons.

Dans cette même année 1367, date du règne éphémère de Enrique II, le roi se hâta de convoquer ses Cortès à Burgos. Le tiers-état, sortant enfin de la longue nullité où l'avait réduit Pedro Ier, fit acheter cher à l'usurpateur sa sanction. Enrique n'était pas

en mesure de marchander les concessions, et il accorda tout de bonne grâce. Une amnistie fut octroyée pour tous les délits politiques, et les bannis réintégrés dans leurs biens. Enfin, par une innovation grave au profit de la bourgeoisie, le roi consentit à admettre dans son conseil douze prud'hommes, pris dans chacune des bonnes villes du royaume. Les Cortès, attribuant aux juifs tous les maux du dernier règne, voulaient qu'on leur interdît l'accès du palais; mais le roi se contenta de les bannir de son conseil. Après cette prise de possession de sa couronne, don Enrique se mit en route pour Tolède, qui lui ouvrit ses portes, et les juifs de cette ville lui avancèrent un million, comme ceux de Burgos. Enrique confia sa nouvelle conquête à l'archevêque, de retour de son exil, et se mit en route pour Séville, où le roi déchu était allé chercher un refuge.

Dans cette situation désespérée, une seule pensée préoccupait Pedro, c'était celle de sauver ses trésors : après les avoir fait venir d'Almodovar, il les fit embarquer avec Martin Yanez, leur gardien, sur une galère qui fit voile pour le Portugal; mais le peuple, animé par l'approche de don Enrique, se mit à piller l'alcazar, et Pedro, se décidant, à regret, à abandonner une partie de ses richesses pour sauver le reste, s'embarqua avec deux de ses filles. En mer, le premier navire qu'il rencontra fut une galère du roi de Portugal, qui lui renvoyait sa fille aînée, fiancée à l'infant portugais, et refusait de lui donner asile. Privé de ce dernier espoir, Pedro se fit débarquer en Algarve, et, s'enfonçant dans l'intérieur de la Péninsule, il vint chercher un refuge à Albuquerque, au nord de Badajoz; mais les portes se fermèrent devant

lui, et une partie de son escorte l'abandonna pour se donner à son rival. Pedro, dans sa détresse, fit demander au roi de Portugal un sauf-conduit pour se rendre en Galice; celui-ci l'accorda, non sans difficulté, et se fit livrer en échange la fille de don Enrique, que le roi fugitif emmenait en otage.

Arrivé enfin sain et sauf en Galice, Pedro écrivit au roi de Navarre et au prince de Galles pour réclamer leur appui. Fernan de Castro et l'archevêque de Santiago, ses derniers partisans, vinrent se concerter avec lui. Toutes les forces qui lui restaient se bornaient à sept cents lances, et à deux mille hommes de pied. L'armée de son rival était heureusement à l'autre bout de l'Espagne, et les chemins étaient encore ouverts pour se retirer en France. Trois semaines durant, Pedro hésita sur le parti qu'il avait à prendre; mais les nouvelles devenant chaque jour plus mauvaises, il se décida, à la fin, à s'embarquer pour Bayonne, et à aller, en personne, traiter avec le *prince Noir*. Toutefois, au moment de quitter la Péninsule, le tyran voulut lui laisser ses adieux : l'archevêque de Santiago passait pour posséder un riche trésor; Pedro le fit assassiner, aux portes de sa ville, tandis que lui-même, monté sur la tour de l'église, se repaissait de ce spectacle, et criait, sûr de n'être pas obéi, qu'on épargnât le prélat.

Avant de demander un asile au *prince Noir*, Pedro crut prudent d'envoyer sonder ses intentions. Le noble prince ne pensa pas que la disgrâce de son allié l'eût dégagé de sa parole envers lui, et il faisait équiper une flotte pour aller à sa rencontre, quand le roi fugitif arriva avec ses trois filles et une vingtaine de vaisseaux. De tous ses trésors il ne lui restait plus

que 30 mille *doblas* et ses joyaux ; le reste avait été pris avec Yanez par l'amiral génois, et 3,600 livres d'or, sans compter les pierres précieuses, avaient été pour don Enrique le fruit de cette riche capture.

Le *prince Noir* accueillit l'ex-roi de Castille avec une courtoisie toute chevaleresque, affectant en toute occasion de le faire passer avant lui, et de le traiter avec les égards dus au malheur. Pressé par don Pedro d'embrasser sa cause, le prince n'hésita pas à le promettre, en dépit de ses conseillers qui lui rappelaient les crimes du roi déchu et son ingratitude notoire : « Ce « n'est mie droit, leur répondit-il, de voir un bâtard « bouter hors du royaume un sien frère, l'héritier du « trône par loyal mariage; et tous rois et enfants de « rois ne le doivent consentir, car c'est un grand pré- « judice contre l'état royal. » Le prince, en écrivant à son père, fit valoir les anciens traités qui unissaient la Castille à l'Angleterre, et la protection accordée par la France et l'Aragon à l'usurpateur; Édouard se rendit à ces raisons, et le *prince Noir*, « au nom « de Dieu et de saint George, » fut autorisé à mettre au service de don Pedro les forces de l'Angleterre et de la moitié de la France. Les hardis barons anglais et aquitains, avides d'aventures et de pillage, se montrèrent tout prêts à l'entreprise : « Mais nous « voulons savoir, dirent-ils, qui nous délivrera nos « gages, car on ne met pas gens d'armes hors de leurs « hôtels, pour aller guerroyer en étrange pays, sans « les payer auparavant. » Pedro engagea tout l'argent qu'il avait, et en promit trente fois autant, quand il serait remonté sur le trône. Le prince de Galles se fit caution de cette promesse, en hypothéquant la créance sur la Biscaye que le roi de Castille devait lui aban-

donner, et il garda comme otages les filles de don Pedro.

Don Enrique, en entrant à Séville, y avait été reçu aux acclamations du peuple. L'Emir de Grenade, oubliant son traité avec l'ancien roi de Castille, se hâta de faire alliance avec le nouveau. Le premier soin de don Enrique fut de se débarrasser de ses hôtes, les routiers des *compagnies*, qui vivaient à discrétion dans les riches campagnes de Séville; et en agissant ainsi, il songea plus au bien de la Castille qu'à sa propre sûreté. Il ne garda que Duguesclin avec ses Bretons, et Hugues de Calverly avec quelques Anglais, en tout quinze cents lances, et se mit en route vers le Nord pour aller pacifier la Galice. La Castille tout entière était soumise; mais il fallait s'assurer le roi de Navarre, qui pouvait à son gré ouvrir ou fermer le passage au roi fugitif et à ses alliés. Charles de Navarre jura sur l'Évangile de fermer à don Pedro tous les défilés de ses montagnes; don Enrique, en retour, promit de lui donner la ville de Logroño.

Le traité à peine conclu, Charles n'eut rien de plus pressé que de s'engager avec Pedro et le prince de Galles à leur livrer le passage, et à les aider de ses troupes et de sa personne. Pedro lui offrit en retour Logroño, Calahorra et Alfaro avec le Guipuscoa, plus 200 mille florins d'or, et Charles n'hésita pas à préférer l'allié qui l'achetait le plus cher. Mais comme le prudent roi de Navarre se souciait peu de se mêler à ce conflit, il traita sous-main avec Olivier de Mauny, l'un des hommes de Duguesclin, pour que Mauny s'emparât de sa personne, pendant qu'il irait à la chasse, et lui fournît ainsi une excuse pour ne pas assister à la bataille. Ce singulier contrat fut

exécuté : Mauny se rendit maître du roi de Navarre, et le retint prisonnier pendant toute la guerre, et sa peine lui fut payée d'un beau fief et de 3,000 francs d'or de rente.

Bientôt, la cause du prétendant essuya un rude échec par le départ de Hugues de Calverly avec quatre cents hommes d'armes Anglais et Gascons qui, sommés par le prince de Galles leur suzerain de « se « retraire tout bellement du service du bâtard, » obéirent à cet ordre. Quelque sensible que lui fût cette perte, Enrique eut l'âme assez grande pour ne pas savoir mauvais gré à des vassaux de leur fidélité, et pour les combler encore de ses dons. Mais tout d'un coup, arriva comme la foudre la nouvelle que don Pedro et le *prince Noir* avaient passé, de l'aveu du roi de Navarre, le port de Ronçevaux, et qu'ils étaient sous les murs de Pampelune (février 1367). Enrique, faisant face au danger, vint avec son armée camper à San Domingo, sur la route de Burgos à Tolède. Aussi aimé de ses sujets que Pedro en était haï, il avait convoqué le ban et l'arrière-ban de ses vassaux, et tous avaient accouru à son appel. Bon nombre de *ricos homes* aragonais, y compris un infant, servaient dans son armée. Enfin son fidèle Duguesclin avait été lui chercher en France des renforts qu'on attendait d'un moment à l'autre ; le duel entre la France et l'Angleterre avait ainsi changé de champclos, et se poursuivait maintenant de l'autre côté des Pyrénées.

Quand le *prince Noir* apprit que don Enrique s'avançait à sa rencontre : « Par ma foi, s'écria-t-il, ce « bâtard Henri est un vaillant chevalier, et lui vient « de grande prouesse de nous quérir ainsi ! » Son ar-

mée se rangea sur-le-champ en bataille devant Victoria, et bientôt l'on aperçut les éclaireurs ennemis. Don Tello, dans une escarmouche heureuse, battit quelques-uns des chevaliers du *prince Noir*. Ces premiers succès enflèrent le cœur du roi de Castille; le sire Arnoul d'Andrehen, envoyé vers lui par le sage roi de France, lui conseillait, « au lieu de risquer une « bataille contre le premier général et la fleur de « toute la chevalerie du monde, de garder les dé- « troits et passages, pour les déconfire tous sans coup « férir. — Messire, répondit le prince, par l'âme de « mon père, je désire tant de voir le prince et d'éprou- « ver ma puissance contre la sienne, que jà nous ne « partirons sans bataille [1]. »

Duguesclin à son tour revint de France avec quatre mille hommes d'armes, l'élite de la chevalerie française, angevine, et bretonne. Les premiers mots du vieux capitaine furent pour conseiller au roi la prudence : « Sire, dit-il, de long tems je connois bien le « prince : si ayez avis sur ce; car vous avez bien mé- « tier que vous regardiez à vos besognes et ordon- « niez vos batailles. — Dam Bertran, répondit Henry, « ce soit au nom de Dieu! par sa grâce en qui je me « confie, et le bon droit aussi que j'ay en la que- « relle. »

Enfin, après bien des marches et contre-marches, les deux armées se trouvèrent, le 3 avril 1367, en présence près de Najera, séparées seulement par une petite rivière. La supériorité du côté de don Enrique

[1] Suivant Ayala, on tint conseil à ce sujet dans la tente de don Enrique; mais tous ses conseillers furent d'avis que, s'il avait l'air d'éviter la bataille et de ne pas se fier à son bon droit, toutes les villes du royaume et tous ses chevaliers s'en iraient au roi don Pedro, quoiqu'ils ne l'aimassent guère; et don Enrique se rendit à leur avis.

était énorme: il avait d'abord assis son camp dans une position très-forte, qu'il quitta pour descendre dans la plaine, par un absurde point d'honneur, et pour ne garder aucun avantage sur ses ennemis; car pour combattre le *prince Noir*, il falloit se conduire en chevalier accompli.

« Vers minuit, raconte Froissart, les trompettes sonnèrent dans l'armée du roi Enrique, et chacun se prépara au combat. A l'aube du jour, l'armée sortit de ses tentes et se divisa en trois *batailles*. La première, composée surtout d'étrangers, était commandée par messire Duguesclin, et comptait bien quatre mille chevaliers, « moult frisquement armés à l'usage « de France. » La seconde, qui avait pour chef don Tello, et pouvait monter à seize mille hommes de cheval, se plaça un peu en arrière de la première, sur la gauche. La troisième et la plus nombreuse, était celle du roi don Enrique, forte de sept mille cavaliers et fantassins, et elle forma l'aile droite. Quand chacun se fut rangé à sa place, Enrique, monté sur une mule, suivant l'usage du pays, s'en alla visiter l'un après l'autre, tous les chefs de son armée en les priant de bien « garder son honneur, et « en leur remontrant la besogne de si bonne chère « que tous en avoient joie. »

Jean Chandos, l'ancien rival de Duguesclin, se chargea de ranger l'armée du *prince Noir*. « Et quand le soleil fut levé, c'étoit grand' beauté de voir ces bannières ventiler, et ces armures resplendir contre le soleil. » Alors, les trois corps d'armée commencèrent à se mouvoir; le prince ouvrit les yeux en regardant vers le ciel, et joignant ses mains, il s'écria : « Vrai « père Dieu Jésus-Christ, consentez par votre bé-

« nigne grâce que la journée d'huy soit pour moi « et pour mes gens, si comme vous savez que pour « raison et droiture, je veux remettre ce roi déshérité « en son royaume. » Après ces paroles, il tendit la main à don Pedro, qu'il venait d'armer chevalier avec quatre cents autres, et le prit par la main en lui disant : « Sire roi, vous saurez huy, si jamais vous « aurez rien au royaume de Castille. » Et il cria ensuite d'une voix forte : « Avant, avant, bannières! au « nom de Dieu et de saint George! »

A ce signal le duc de Lancastre et Jean Chandos, qui menaient l'avant-garde, vinrent se heurter contre l'aile que commandait Duguesclin, et le combat s'engagea vivement sur ce point. Bientôt la seconde aile suivit l'exemple de la première, le prince de Galles et don Pedro contre don Tello, les uns criant : « Guienne et saint George! » les autres « Castille et Santiago! » Mais tout d'un coup don Tello, soit peur, soit trahison, s'enfuit avec trois mille hommes d'armes. Alors les Anglais chargèrent avec vigueur les gens de pied qui restaient à cette aile et les mirent en désordre. Le prince et don Pedro attaquèrent ensuite le troisième corps commandé par le roi Enrique, et là, dit Froissart, « fut faite mainte belle appertise d'armes, et combattirent moult vaillamment Français et Aragonais... Et sachez de vérité que si les Espaignols eussent fait leur devoir comme eux, Anglais et Gascons eussent eu plus à souffrir. Quant au roi Henry, il ne cessa pas un seul instant de combattre vaillamment, et de reconforter ses gens, en disant à ceux qui branloient : « Seigneurs, vous m'avez « fait roi de toute Castille, et juré que pour mourir « ne me faudrez; gardez, pour Dieu, votre serment,

« et vous acquittez envers moi, comme je me acquit-
« terai envers vous; car jà plein pied ne fuirai tant
« que je vous verrai combattre. »

Trois fois, par ses paroles et par son exemple, il ramena vers l'ennemi ses gens qui fuyaient; mais, malgré tous ses efforts, la partie n'était pas égale entre des milices communales, sans pratique de la guerre, et les vieilles bandes que le vainqueur de Poitiers menait depuis dix ans à la victoire. Les frondes des Espagnols étaient une arme bien grossière à côté de ces terribles flèches des archers anglais qui perçaient un homme de part en part. Aussi la bataille ne fut-elle sérieuse que du côté où Duguesclin et ses hommes d'armes, avec les *compagnies*, se trouvaient opposés à la chevalerie anglaise et gasconne. L'infant don Jayme de Mayorque, qui était venu servir dans l'armée du prince de Galles, se distingua par son courage. Il n'y eut pas jusqu'à Pedro lui-même qui ne remplît en ce jour son devoir de roi et de chevalier, « car là étoit-il, moult échauffé, qui durement
« désiroit encontrer son frère le bâtard, et disoit: où
« est ce juif, fils de p..... qui s'appelle le roi de
« Castille? »

Jean Chandos eut l'insigne honneur de faire pour la seconde fois prisonnier son vieil adversaire, messire Bertrand, toujours battu, et qui avait aussi bonne grâce à être vaincu que d'autres à vaincre. Le comte don Sancho, frère de don Enrique, fut pris, ainsi que messire d'Andrehen, le Bégue de Villaines, et soixante *bons* prisonniers, en état de payer une riche rançon. Une foule d'autres y perdirent la vie, et l'aile victorieuse de Jean Chandos, retournant sur le corps de don Enrique, vivement chargé par le prince de

Galles, acheva de le mettre en déroute. Le roi essaya en vain de rallier ses troupes en désordre; force lui fut de les suivre à la fin, après avoir changé de cheval. Il se mêla aux fuyards, mais sans prendre le chemin de la ville de Najera, car il savait trop bien que s'il était pris, il n'avait pas de merci à attendre de son frère. Les hommes d'armes anglais et gascons, montant alors à cheval [1], se mirent à la poursuite des Espagnols qui s'enfuyaient vers « la grosse rivière » (l'Èbre). La plupart se jetèrent à l'eau, aimant mieux encore être noyés que passés au fil de l'épée, et on voyait l'eau au-dessous de Najera rouge de sang et gonflée de cadavres. Les Anglais les poursuivaient de si près qu'ils entrèrent avec eux dans la ville, qui fut prise et pillée, et l'on trouva au palais du roi une grande quantité d'or et d'objets précieux.

Quand on eut cessé de combattre, le prince de Galles fit planter sa bannière sur une hauteur, et tous ses grands vassaux vinrent se ranger autour d'elle. Don Pedro descendit de cheval, dès qu'il aperçut le prince, et voulut s'agenouiller devant lui; mais le prince ne le souffrit pas et l'engagea à remercier Dieu, « car la victoire, leur dit-il modestement, vient de « lui et non de moi. » On alla ensuite visiter les morts, et l'on compta sur le champ de bataille cinq cent soixante hommes d'armes espagnols et français contre quatre Anglais ou Gascons, et sept mille hommes des communes, sans parler de ceux qui furent noyés. Pedro avait espéré trouver son frère Enrique [2] parmi les morts; trompé dans son attente, il voulait faire

[1] Par une particularité assez bizarre, dans cette bataille, presque tous les hommes d'armes des deux partis combattirent à pied.

[2] Suivant l'auteur du *Compendio*, le prince de Galles, après la bataille,

égorger son frère don Sancho et tous les nobles prisonniers; mais le prince de Galles lui demanda leur vie en *pur don*, et Pedro fut, bien malgré lui, forcé de l'accorder. L'armée victorieuse se mit en route pour Burgos. Là, le prince de Galles, mécontent déjà du roi qu'il venait de faire, l'invita courtoisement à s'acquitter envers lui et envers ses chevaliers. Pedro ne nia pas ses dettes, mais demanda du temps pour les payer, et autorisa le prince, en attendant, à prendre possession de la Biscaye; mais en même temps il fit dire sous-main aux Biscayens de ne pas agréer leur nouveau seigneur, ordre auquel ceux-ci ne se firent faute d'obéir. Les deux alliés se quittèrent ensuite, assez peu satisfaits l'un de l'autre, et l'armée anglaise, s'abattant sur les campagnes de Valladolid, se paya de ses propres mains.

Une seule bataille avait décidé du sort de la Castille, en l'enlevant au roi qu'elle avait choisi pour la livrer à un tyran qu'elle détestait. Des adhésions, dictées par la peur, arrivaient chaque jour à don Pedro, remis sur son trône par la grâce de Dieu et du *prince Noir*. Chemin faisant, le roi, affranchi de la tutelle du prince anglais, lâcha la bride à son humeur cruelle, et des têtes tombèrent dans chaque ville qu'il traversait. A Séville, il fit périr à la fois l'amiral génois et Martin Yanez, l'un pour lui avoir pris ses trésors, l'autre pour ne les avoir pas défendus. Mais l'ennemi dont il eût acheté la tête au prix de la moitié de son royaume lui avait échappé; don Enrique avait franchi les Pyrénées par Jaca, non sans risque d'être pris

demanda avec empressement si le bâtard était mort ou pris, et comme on lui répondit que non : « *Non ay res fait* » (Il n'y a rien de fait), s'écria-t-il sur-le-champ.

en chemin, et était venu chercher un asile à Montpellier auprès du comte d'Anjou. Le pape Urbain V s'intéressa vivement à la cause du proscrit; mais il n'osa pas l'inviter à le venir voir à Avignon, tant était grande la terreur qu'inspirait le *prince Noir*[1]. Don Tello, gagnant en toute hâte Burgos, emmena la reine, femme de don Enrique, avec ses deux enfants, et tous arrivèrent sains et saufs à Saragosse, rendez-vous général de tous les fugitifs. Le roi d'Aragon, beaucoup moins chevaleresque que le *prince Noir*, fit froide mine aux réfugiés, sous prétexte que don Enrique, en montant sur le trône, n'avait pas tenu ses engagements envers lui, et dès cette époque, il commença à traiter avec le prince de Galles. Quant au roi de Navarre, à peine sorti de sa prison, il trouva un moyen de se libérer envers son geôlier : ce fut de retenir Mauny captif à son tour, jusqu'à ce qu'il lui eût rendu ses otages, et renoncé au fief et aux trois mille francs de rente que le roi lui avait promis.

Messire Duguesclin, cependant, s'ennuyait fort à la cour du prince, qui n'avait pas envie de l'en laisser sortir, « voire même pour rançon et finances. » Lassé de sa réclusion, messire Bertrand fit dire au prince qu'il tenait à grand honneur d'être ainsi gardé prisonnier par lui, « car on dit par tout le royaume « de France et ailleurs que vous avez peur de moi, et « que vous ne m'osez mettre hors de votre prison. » Prendre le vainqueur de Poitiers par le point d'honneur, c'était le prendre par son faible; il fit donc

[1] Froissart prétend, à tort, qu'avant de se rendre en France, don Enrique passa par Valence, où il vit le roi d'Aragon. Froissart affirme aussi que l'entrevue eut lieu avec le pape; mais la politique de la cour de Rome s'accommode mieux, ce me semble, de la version d'Ayala.

répondre sur-le-champ à messire Bertrand que « s'il « vouloit se mettre lui-même à rançon, il n'avoit « qu'à fixer la somme, et que, fût-ce la valeur d'un « fétu de paille, c'en seroit assez pour le racheter. » L'espoir du prince était que Duguesclin fixerait une somme très-minime, et ménagerait sa bourse aux dépens de son honneur; mais Bertrand répondit que « bien qu'il ne fût qu'un pauvre chevalier, ce-« pendant il comptoit assez sur la bonne volonté de « ses amis pour se taxer à cent mille francs en or, dont « il lui donneroit bonne caution. » Le prince accepta à regret la proposition, et Duguesclin s'adressa aussitôt à ses compagnons d'armes. Tous lui envoyèrent leurs sceaux, pour qu'il les taxât lui-même à la somme qu'il voudrait, et le prisonnier, sur leur caution, obtint sa liberté; mais le roi de France ne voulut pas se laisser vaincre en générosité, et s'empressa de prendre la dette à son compte[1].

Le fils d'Édouard III était toujours à Valladolid, et réclamait de don Pedro le paiement de sa créance. Celui-ci, de son côté, pressait le prince de « retraire du pays ces maldites gens des *compagnies*, » qui le mettaient hors d'état de payer aucun impôt. Bientôt les chaleurs, les fruits et l'*air d'Espaigne* répandirent dans l'armée anglaise les germes des maladies. Au dire des historiens anglais, les quatre cinquièmes de l'armée laissèrent leurs os dans la Péninsule; le prince lui-même en garda sa santé détruite pour toute sa vie, et le bruit se répandit que Pedro, pour

[1] J'ai suivi ici le récit d'Ayala, de préférence à celui de Froissart, qui fait fixer par le prince lui-même la rançon à 100 mille francs. Le récit d'Ayala est bien plus conforme aux mœurs chevaleresques et aux deux caractères donnés.

se débarrasser de sa dette, l'avait fait empoisonner. Le prince enfin, sur les instances de tous les siens, se décida à partir, « moult mélancolieux, » en laissant derrière lui l'infant de Mayorque, trop malade pour être transporté. Mais il fallait sortir maintenant de cette Espagne, ouverte, comme un piége, à qui veut entrer, et fermée à qui veut sortir. On racontait que le roi de Navarre, changeant encore une fois de parti, avait traité avec la France et don Enrique, pour fermer le passage aux Anglais. Quoiqu'il n'en fût rien, le prince, se méfiant, à bon droit, de son allié, envoya négocier avec le roi d'Aragon; après un mois de pourparlers, celui-ci ouvrit enfin le chemin de ses montagnes à l'armée anglaise, qui se retira par Jaca, « le plus courtoisement qu'elle put, en payant tout ce qu'elle prenoit, sans molester ni violence faire. »

Le duc d'Anjou, après avoir accueilli de son mieux le prince fugitif, prit à son égard les ordres du roi de France. Charles le Sage, qui se préparait à recommencer la guerre avec l'Angleterre, jugea utile de s'assurer un allié de plus. Il fit compter à l'ex-roi de Castille 50 mille francs d'or, et lui donna un comté en Languedoc, avec un château-fort sur la frontière d'Aragon. Le duc d'Anjou joignit 50 mille francs du sien à ceux du roi de France, et don Enrique, « moult allègre et content, » se mit aussitôt à lever des troupes, et à racheter au prince de Galles tous ses prisonniers. Français et Castillans accoururent en foule à l'appel du royal *condottiere;* car, en ce siècle d'aventures, toute entreprise conduite par un chef habile et brave trouvait toujours des volontaires pour y prendre part.

Don Pedro, toujours à Séville, continuait à susciter contre lui la haine de la Castille. Déjà quelques soulèvements partiels avaient eu lieu, et don Enrique avait été de nouveau proclamé roi. Les amis qu'il comptait dans l'armée du prince de Galles lui écrivaient que celui-ci, à jamais dégoûté de servir don Pedro, n'aspirait qu'à sortir de l'Espagne, pour n'y plus rentrer, et que, les Anglais une fois partis, toute l'Espagne se soulèverait en sa faveur. Le roi de France craignant de se trouver entraîné, avant le temps, à rompre avec l'Angleterre, défendit à son allié de porter la guerre sur le territoire anglais; mais les volontaires français n'en affluèrent pas moins auprès du roi proscrit, qui se trouva bientôt à la tête de quatre cents lances. Les nouvelles de la Castille devenaient chaque jour meilleures : Ségovie, Valladolid, Avila et la Biscaye s'étaient déjà déclarées pour don Enrique. Le roi d'Aragon, il est vrai, lui refusa le passage à travers ses États; mais l'infant don Pedro, oncle de ce monarque, offrit au prétendant le passage sur ses domaines, et le roi d'Aragon n'y apporta aucun obstacle.

En septembre 1367, le roi don Enrique franchit de nouveau, à la tête d'une armée, ces montagnes où, six mois auparavant, il passait en fugitif. A sa suite marchait l'élite de la chevalerie de France et de Castille; en Aragon même, malgré la défense de Pedro IV, un puissant parti se rangea sous ses drapeaux. Froissart évalue l'armée du prétendant, à sa sortie de l'Aragon, à trois mille chevaux et six mille hommes de pied; si c'était trop peu pour une conquête, c'était assez pour la prise de possession d'un royaume où tous les cœurs volaient au-devant de lui.

Arrivé à la frontière, don Enrique, après s'être assuré qu'il foulait aux pieds le sol de la Castille, descendit de cheval, et faisant une croix sur le sable de l'Èbre : « Je jure par cette croix, dit-il, que, tant « que je vivrai, onc plus ne sortirai de ce mien « royaume. » Bientôt les adhésions arrivèrent en foule: Calahorra, la première ville qu'il rencontra, se hâta de lui ouvrir ses portes, et sa petite armée se grossit de six cents lances, castillanes ou bretonnes, échappées à la déroute de Najera. Logroño, seule, tint bon pour le roi don Pedro; mais Burgos, qui avait encore sur le cœur les cruautés du tyran, s'empressa d'accueillir son frère.

Bientôt arriva la nouvelle que Cordoue avait proclamé don Enrique. Pedro, inquiet sur les dispositions de sa capitale, faisait fortifier Carmona, où il avait enfermé ses trésors. Toute la Castille vieille avait déjà reconnu le prétendant, et Tolède commençait à se déclarer pour lui. Après un mois perdu à assiéger Dueñas, la soumission de cette ville entraîna celle de Léon et de toute la Galice. Restait à décider si l'on assiégerait Tolède ou si l'on marcherait vers l'Andalousie. Dans chaque ville prise, il avait fallu laisser une garnison, et Enrique ne comptait plus dans ses rangs qu'un millier de chevaux; Tolède, à elle seule, en possédait six cents, sans parler des gens de pied, et Pedro venait encore d'y envoyer des renforts. Mais l'aventureux Enrique n'hésita pas à établir son camp sous ses remparts, pour y attendre l'arrivée de Duguesclin.

Don Pedro, apprenant chaque jour quelque nouveau succès de son frère, implora le secours de l'Emir de Grenade, qui lui envoya sept mille chevaux avec

une nombreuse infanterie ; et, à la tête de quarante mille hommes, tant chrétiens que musulmans, Pedro s'en vint assiéger Cordoue. Les Maures, animés par le désir de reconquérir ce siége de leur ancien empire, livrèrent à la ville un furieux assaut ; déjà même ils avaient franchi les murs sur plusieurs points, lorsque les vierges chrétiennes, courant les cheveux épars dans les rues de Cordoue, supplient leurs défenseurs de ne pas les laisser tomber aux mains des infidèles ; Ces femmes éplorées, leurs cris, leurs prières, raniment le courage des habitants ; ils retournent aux remparts, jettent en bas les musulmans, brûlent leurs machines, et, chassant devant eux les fugitifs, les poursuivent assez loin dans la plaine. Cette nuit même, les murs battus en brèche furent réparés, et des danses et des fêtes populaires célébrèrent la victoire des chrétiens. Pedro, poussé à bout par cette résistance inattendue, jura, s'il parvenait à prendre Cordoue, de n'y pas laisser pierre sur pierre. Mais l'héroïque résistance des habitants fit traîner le siége en longueur ; les Maures, découragés, s'en retournèrent à Grenade, en pillant sur leur passage amis et ennemis, et Pedro, perdant tout espoir de s'emparer de la ville, dut reprendre le chemin de Séville.

En janvier 1369, la guerre ayant éclaté de nouveau entre les rois d'Angleterre et de France, ce dernier conclut avec don Enrique un traité d'alliance offensive et défensive, que scella bientôt l'arrivée de Duguesclin en Castille avec deux mille lances. Appuyé sur ce nom, qui valait une armée, don Enrique ne laissa plus aux Tolédans un instant de repos. Déjà une partie des habitants, chassés par la faim, étaient venus chercher un refuge dans le camp du prétendant ;

tous les chevaux étaient mangés, et la fanègue de blé valait 1,200 maravédis. La ville ne pouvait tarder à se rendre, lorsque arriva la nouvelle que don Pedro marchait à son secours; aussitôt don Enrique, laissant une partie de son armée sous les murs de la place, marcha avec deux mille lances au-devant de son frère. Don Pedro en comptait à peu près autant, en milices des communes d'Andalousie, plus quinze cents genêts, envoyés par l'Emir. Don Enrique ayant réuni son conseil, Duguesclin fut d'avis qu'on attaquât sur-le-champ don Pedro, sans lui laisser le temps de ranger ses troupes en bataille; « car, ajouta-t-il, si nous al- « lons à lui sans qu'il le sache, nous le prendrons, lui « et ses gens, si au dépourvu, qu'ils seront déconfits. » Et le conseil de messire Bertrand fut suivi.

Après avoir passé la nuit dans le château de Montiel, Pedro en était parti le matin, et chevauchait assez en désordre, ne s'attendant pas à être attaqué ce jour-là. Tout d'un coup l'ennemi apparut, enseignes déployées, et le roi reconnut les bannières de ses frères, don Enrique et Sancho, et de messire Bertrand. Les hommes d'armes français et castillans, chevauchant bien serrés, abaissèrent leurs lances, et vinrent férir « de plein élan et de grande volonté » au milieu des musulmans, en s'écriant : « Castille au roi Henry! et Notre-Dame Guesclin! » La bataille ne dura pas longtemps, car, au dire d'Ayala, Maures et chrétiens ne songèrent qu'à s'enfuir. Mais, suivant Froissart, don Pedro, voyant les siens si malmenés, « s'arrêta tout coi, comme bon chevalier et hardi qu'il étoit, et fit développer sa bannière, pour rallier ses gens autour de lui; et là y eut grande bataille, dure et merveilleuse. » D'après l'avis de Duguesclin,

on ne fit quartier à personne, vu la grande quantité de mécréants et de juifs qui se trouvaient là. Don Pedro combattit jusqu'à la fin, tenant à la main une hache, dont il donnait de si grands coups que nul n'osait l'approcher; et il se décida à la fin à se retirer dans le château de Montiel, où il fut reçu lui douzième seulement.

Don Enrique apprit bientôt que son frère s'était réfugié dans Montiel; aussitôt il fit ceindre le château d'un mur de pierre, et l'entoura de gardes qui y veillaient nuit et jour. La place ne pouvait songer à se défendre, car elle n'avait pas de vivres pour quatre jours, et les assiégés étaient guettés de si près, « qu'un oiseau n'aurait pu se partir du chastel sans être aperçu. » Don Pedro, sachant bien que son frère ne voudrait entendre parler de paix ni d'accord, se décida à sortir, à tout prix. Une nuit, Duguesclin était chargé de faire le guet, lorsqu'un des gens de don Pedro lui offrit, de la part du roi, six villes en fief et 200 mille *doblas*, s'il voulait le laisser échapper. Duguesclin en fit part au roi, qui l'engagea à faire semblant d'accepter, et promit de tenir pour son compte tout ce que son frère lui promettait. Duguesclin alors, s'il faut en croire Ayala, engagea don Pedro à sortir du château, en promettant de le faire conduire, sous escorte, là où il lui plairait de se rendre. A l'heure dite, Pedro, suivi de quelques chevaliers, se rendit secrètement dans sa tente, et descendant de cheval, « Eh bien! partons-nous? » dit-il au chef breton. Personne ne répondit, et Pedro, soupçonnant une trahison, voulait se retirer; mais il fut retenu par un des gens de messire Bertrand, pendant qu'on allait prévenir le roi.

On regrette de voir souiller de cette tache la vie d'un des plus braves capitaines dont s'honore la France; mais le silence de Froissart[1] ne suffit pas pour laver Duguesclin de la trahison dont le chargent à la fois Ayala et les Mémoires de Pedro d'Aragon. Les sympathies chevaleresques de Froissart ne lui permettaient pas de croire qu'un chevalier pût déshonorer son écu par une bassesse; mais, s'il faut en croire les Chroniques contemporaines[2], cet écu si glorieux n'était pas tout à fait sans tache, et la loyauté n'était pas le trait saillant du caractère de ce hardi Breton qui donna deux fois un roi à la Castille.

Don Enrique, au moment où on vint l'informer de cette importante capture, était debout et armé, le bassinet en tête. « En entrant dans la tente de messire Bertrand, le roi ne reconnut d'abord pas son frère : « Où « est ce fils de p....., juif, qui s'appelle roi de Castille? » s'écria don Enrique; et Pedro répondit : « C'est toi « qui es le fils de p....., car je suis fils légitime du roi « de Castille. » Et en même temps, saisissant son frère dans ses bras, il l'abattit sous lui, et mit sa main à son poignard pour le tuer; mais le vicomte de Rocaberti, Aragonais, saisit le pied de don Pedro, et le renversa

[1] Suivant lui, ce fut le Bègue de Villaines qui arrêta Pedro, au moment où il cherchait à s'échapper par une nuit fort noire.

[2] Voici le portrait que trace de lui M. Michelet, *Histoire de France*, t. III, p. 447 : « Bon enfant et prodigue; souvent riche, souvent ruiné; donnant parfois tout ce qu'il avait pour racheter ses hommes; mais, en revanche, rusé et pillard, rude en guerre et sans quartier. Comme les autres capitaines de ce temps, il préférait la ruse à tout autre moyen de vaincre, et restait toujours libre de sa parole et de sa foi. »

Suivant M. Henri Martin, *Histoire de France*, t. VI, p. 20, messire Bertrand promit au roi de délivrer le royaume des *compagnies*; mais, loin de là, il souffrit que ses Bretons enlevassent dans les villages et sur les grands chemins tout ce qui était à leur convenance. Aussi l'opinion le confondait-elle, ou peu s'en faut, avec les chefs des *compagnies*.

à son tour sous son adversaire; alors don Enrique, dégaînant un long poignard qui pendait à sa ceinture, l'enfonça dans le corps de son frère, et ses gens, accourant à lui, l'aidèrent à l'achever. Le corps resta trois jours entiers gisant par terre, et les Espagnols, heureux de se voir délivrés de leur tyran, venaient de toutes parts insulter à son cadavre, et le charger de leurs malédictions.

Ainsi mourut le roi de Castille, le 23 mars 1369, à l'âge de trente-cinq ans, après en avoir régné dix-neuf. Il était, d'après Ayala, haut de taille, le teint blanc et coloré, et bégayait un peu en parlant; fort modéré sur le boire et le manger, il aimait passionnément la chasse, et supportait à merveille toute espèce de fatigue. Il fut de tout temps très-porté pour les femmes, et avait une telle manie de thésauriser qu'à sa mort on trouva, dit-on, 30 millions en diamants et étoffes précieuses; 70 millions en or et argent monnayé dans la tour de l'Or à Séville, et 30 dans les mains de ses percepteurs, en tout 130 millions, somme qu'à coup sûr on n'aurait pas réunie dans toute la Castille.

Don Pedro, dans son testament, légua son royaume à doña Béatrix, l'aînée des trois filles de la Padilla, à condition qu'elle épouserait l'infant de Portugal Fernando; ledit infant, du vivant de sa femme, devait être roi de Castille; et si le mariage n'avait pas lieu, le mari de doña Béatrix, quel qu'il fût, régnerait avec elle. A défaut d'enfants de Béatrix, ses sœurs devaient hériter du trône après elle, suivant l'ordre de leur naissance, et il leur était enjoint à toutes trois de ne jamais épouser ni don Enrique, ni un infant d'Aragon. Enfin, en cas de mort des trois filles du roi, le trône devait passer à son fils naturel don Juan.

Le jugement sur le caractère de don Pedro est déjà porté par ceux qui ont lu sa vie : à mesure qu'on avance dans cette histoire, on est de plus en plus frappé du rôle lâche et odieux que joue ce monstre, chez qui tous les penchants bas s'allient à tous les penchants cruels, et que, pour l'honneur de l'humanité, il faut croire atteint d'une espèce de vertige. Vouloir le réhabiliter est une tâche qui a pu plaire à l'esprit de paradoxe, mais qui répugne au véritable esprit de l'histoire. Peut-être, comme notre Louis XI, l'implacable rigueur de Pedro I[er] contre les nobles le fit-elle bienvenir de la bourgeoisie, au sein de laquelle il aimait à prendre ses familiers et les agents de son pouvoir; mais nous n'irons pas jusqu'à croire qu'il ait mérité par sa rigide équité[1] le nom de *Justicier*, si étrangement accolé au sien par quelques historiens. Toute la teneur de sa vie, sa cruauté, sa perfidie, sa basse convoitise, excitée, comme celle d'un roi barbare, par le seul aspect de l'or, réfutent cette assertion, que démentent d'ailleurs toutes les Chroniques contemporaines. Si don Pedro fut jamais populaire, et il est permis d'en douter, il ne le dut qu'à la haine des communes contre les nobles, et aux préventions de la Castille contre le joug d'un bâtard, plus digne du trône cent fois que son roi légitime.

[1] Voici le portrait que trace de lui un écrivain presque contemporain, l'auteur de la *Cronica de don Pero niño, conde de Buelna*, sous le règne de Juan II : « Pedro, dit-il, était justicier, mais d'une justice qui tournait trop à la cruauté. Toute femme qui lui plaisait, mariée ou non, il la voulait, et se souciait peu de savoir à qui elle était. Pour un petit tort, il donnait grande peine; il faisait ses favoris d'hommes de peu de chose, et jamais d'*hidalgos* et d'hommes de grand crédit, etc... » (p. 14.)

CHAPITRE III.

ESCLAVAGE ET FÉODALITÉ EN CASTILLE.

Dans le volume précédent, nous avons analysé l'organisation municipale de la Castille; il nous reste à rendre compte de sa constitution féodale, différente sur plusieurs points de celle des autres États de l'Europe, y compris même l'Aragon. Au XIVe siècle, en effet, le système féodal, malgré la résistance des rois, est arrivé à son complet développement; la noblesse, enrichie par les fiefs dont ses souverains l'ont dotée en terres conquises, s'est constituée en face du trône comme un pouvoir rival et souvent ennemi. C'est à cette époque critique, apogée de la puissance nobiliaire en Espagne, qu'il convenait d'en renvoyer l'étude. Il s'agit de bien nous rendre compte de ce qu'était en Castille la féodalité; d'analyser à fond ses diverses natures de propriété, les rapports du suzerain avec le vassal, et les différentes espèces de vasselage. Après avoir cherché, au sein de la commune espagnole, les lois qui la régissent, il nous reste à étudier, à l'ombre du manoir seigneurial, la vie du malheureux serf, colon et soldat tour à tour, ne récoltant jamais pour lui les fruits du sol qu'il cultive, et enviant le sort de ces communes privilégiées que la liberté console de leurs misères.

Toutefois, avant d'arriver au colon, il faut commencer par l'esclave, que le colon ou le serf tend peu à peu à remplacer, par une transition qui se retrouve partout dans l'histoire du moyen âge chrétien. On sait la place immense que tenait la servitude dans le code gothique; or, ce code étant demeuré, pendant plusieurs siècles, en vigueur sous la royauté asturienne, l'esclavage dut subsister chez un peuple attaché, comme tous les montagnards, aux coutumes de ses aïeux. Souvent aussi des hommes libres, trop pauvres ou trop faibles, abdiquaient leur liberté pour se donner à un maître plus puissant, et achetaient du pain et une protection au prix de la servitude [1]. Enfin nous avons vu, sous le roi don Aurelio, dans le petit royaume des Asturies, l'oppression des maîtres pousser les esclaves à la révolte, sans que l'histoire nous donne aucun détail sur cette espèce de guerre servile [2].

Jusqu'à l'époque des *fueros*, vers le XI[e] siècle, la masse de la population asservie ne paraît pas avoir diminué en Espagne, ainsi que l'attestent toutes les chartes [3]. Le *fuero* de Jaca, en 1090, enjoint aux bourgeois de nourrir leurs captifs sarrazins, « parce « que l'esclave est un homme et non une bête, » progrès évident sur les codes romains et gothiques, où les lois

[1] .... Ego minime habeo unde me vel pascere vel vestire debeam; ideo petii pietate vestra ut me in vestrum *mundoburdum* (*mund*, tutelle en allemand) tradere vel commendare deberem... ut quidquid de mancipia tua facilis tam vendendi, commutandi, ita de me potestatem faciendi habeas. (*Append. formul.* Marculf., f. 16, p. 58; *Formul. Sirmond.*, f. 44, ap. Baluz.; voyez aussi Ducange, au mot *Obnoxiatio*.)

[2] Voyez t. II.

[3] *España Sagrada*, t. XXXIV, p. 447 et 454. Id., t. XXXVII, p. 314 et 345. Id., t. XXXVIII, p. 452. — *Hist. de Sahagun*, par Escalona. App. III, p. 452.

comme les mœurs [1] le repoussaient en dehors de l'humanité. Vers le début du XIIe siècle, l'histoire [2] nous parle d'un « méchant eunuque qui faisait « le commerce des esclaves, et les obligeait par ses « mauvais traitements à se racheter sept fois plus « cher qu'il ne les avait payés. » Dans le royaume de Léon, où le code gothique avait conservé plus d'autorité, la servitude était encore la peine légale du félon (*desleal*) [3] et du débiteur insolvable [4]. Mais en Castille, où l'empire des *fueros* lutte déjà contre celui du *forum judicum*, la servitude a cessé d'être une peine légale, et le mot d'*esclave* n'est prononcé que très-rarement dans les *fueros*. Depuis sa séparation avec Léon, la Castille s'empreint chaque jour davantage des habitudes de la vie féodale. Le nom d'esclaves y est remplacé par ceux de vassaux, vilains ou colons (*collazos*), et le servage s'y substitue par dégrés à l'esclavage, que le christianisme a adouci, mais non pas détruit.

La guerre permanente contre les Arabes, tout en recrutant la population servile, dut contribuer à l'émancipation des esclaves chrétiens, qui deviennent de plus en plus rares, à mesure que la féodalité s'organise. C'est alors que s'établirent, à l'instar des ordres de *la Merci* et des *Rédempteurs* en France, ces *Alfaquèques* (voir t. III, p. 499), qui se vouaient au rachat des captifs. Néanmoins un commerce très-actif d'esclaves se continua en Espagne jusqu'au XIVe

[1] « Servi e personis res fiebant (Institut., lib. I, tit. III). » O demens! ita servus homo est (Juvenal, *satir.* VI).

[2] *Hist. de Sahagun.*

[3] *For judic.*, lib. II, tit. I, l. 7.

[4] Id., lib. V, tit. VI, l. 5.

siècle : des chrétiens indignes de ce nom enlevaient même leurs compatriotes pour les vendre aux Sarrazins. A cette *traite des blancs* on ajouta, dans le siècle suivant, la vente des malheureux habitants des Canaries, et la *traite des nègres* de Gelope. Enfin il y avait aussi des esclaves juifs, et cet arrière-faix des servitudes du moyen âge subsista jusqu'au XVI[e] siècle, où nous voyons Philippe II ne laisser d'alternative à cette race malheureuse que l'abjuration ou l'exil ; et c'est l'exil qu'ils préférèrent.

Voyons maintenant la législation de l'esclavage sous Alonzo X, qui l'a résumée dans ses *Partidas* [1]. Il y a trois sortes d'esclaves : 1° les captifs en guerre ; 2° ceux qui naissent en esclavage; 3° les hommes libres qui se laissent vendre. L'enfant né d'un homme libre et d'une femme esclave est esclave, car l'enfant suit la condition de la mère ; comme dans la loi romaine, les enfants de mère libre et de père esclave sont libres. Les chrétiens qui fournissent des armes aux infidèles doivent être réduits en servitude.

L'esclave est tenu de garder son seigneur de tout dommage; il doit lui obéir en tout, à lui, à sa femme et à ses fils, et mourir pour les sauver de mort ou de déshonneur. Le seigneur a pouvoir absolu sur son esclave, pour faire de lui ce qu'il veut, mais non le tuer ni le mutiler sans l'ordre du juge, ni le frapper trop rudement, ni le faire mourir de faim, sauf le cas où il le surprendrait avec sa femme ou sa fille. Si un maître est trop cruel, ses esclaves peuvent se plaindre au juge, qui doit les faire vendre au profit de celui-ci. Tout ce qu'ils gagnent appartient au maître,

[1] *Part.* VI, t. XXI.

même les biens qui leur sont échus par testament. Il est défendu aux Juifs, Maures et hérétiques de posséder des esclaves chrétiens, sous peine de mort; et si ceux qui les servent embrassent le christianisme, ils deviennent libres par ce seul fait.

Le maître peut affranchir (*afforrar*, de *fuero*) son esclave en Église, ou devant le juge, ou par testament. La femme esclave que son maître prostitue devient libre, de même que celle qui épouse une personne libre avec le consentement de son maître; si le seigneur épouse son esclave, elle est affranchie de droit [1]. Les ordres sacrés conferent aussi la liberté à l'esclave, pourvu qu'il les ait reçus du consentement du maître. L'esclave que son maître ne réclame pas devient libre au bout de dix ans, et au bout de vingt en pays étranger; mais s'il s'est réfugié en terre des Maures, et s'en échappe, il devient libre [2].

L'affranchi doit toujours obéir à son maître, et l'honorer lui et ses fils. Il ne peut le citer en justice sans la permission du juge, et doit l'aider de sa personne et de ses biens, s'il tombe dans la pauvreté; le tout, sous peine de rentrer en servitude. Si l'affranchi meurt sans testament et sans héritiers de condition libre, ses biens font retour à son maître; mais en revanche, le patron perd ses droits sur l'affranchi s'il le laisse mourir de faim ou s'il le maltraite.

Dans toutes ces lois sur l'esclavage, il y a évidemment progrès sur la loi gothique: l'esclave a cessé

[1] Comparez avec la loi gothique, où le mariage entre la maîtresse et l'esclave est défendu, sous peine pour tous deux d'être brûlés vifs. (Voir t. I, p. 411.)

[2] La loi, ne pouvant empêcher l'expatriation des esclaves, cherche du moins à la restreindre. Rome était plus à l'aise avec ses esclaves; car, le monde entier lui appartenant, le droit d'asile leur était interdit de fait.



d'être une chose, comme dans les codes romains, et n'est pas loin d'être une personne; la servitude devient moins dure, l'affranchissement plus facile. Ce n'est plus là qu'un vieil abus qui se meurt, et la loi, qui n'ose le supprimer, le laisse tout doucement s'éteindre. A lire ce titre des *Partidas*, on ne peut douter que l'esclavage ne tende à disparaître d'un ordre social où déjà il est plutôt un embarras qu'une force.

De l'esclavage au servage féodal, la transition est facile: car ce dernier est à la fois la conséquence et le correctif de l'autre. La substitution du serf à l'esclave est à elle seule un immense progrès dans la condition des classes souffrantes de l'humanité. Tout le monde en effet pouvait avoir des esclaves, et les nobles et les clercs peuvent seuls avoir des serfs. L'empire du seigneur sur son vassal, si dur qu'il soit, est bien moins dur et moins dégradant que celui du maître sur son esclave: il ne l'a pas acheté ou conquis à la guerre, il ne peut pas le vendre, et le serf espagnol a de plus, sur tous ceux de l'Europe, l'avantage de pouvoir à son gré changer de seigneur, et quitter la glèbe qu'il cultive.

Quant à l'origine du servage, elle se rattache à la fois à l'ancien colonat romain et au patronage gothique: on se souvient de ces *coloni censiti* ou *adscriptitii* [1] des derniers temps de l'Empire, classe intermédiaire entre l'esclave et l'homme libre, transition de la servitude antique au servage féodal; on se rappelle aussi cette singulière organisation du patronage chez les Goths [2], où le client conserve, dans

[1] Voyez mon tome Ier, p. 437.

[2] *Ibid*, p. 438.

son assujettissement volontaire, ses habitudes d'indépendance barbare, et peut à son gré changer de patron et de glèbe. Telles sont, en Espagne du moins, les deux origines du servage, qui se lie d'ailleurs à la constitution même du système féodal.

Le point de départ de ce système est ici le même que dans le reste de l'Europe, et se perd dans la double nuit des âges et des forêts de la Germanie: il est dans ces coutumes que les Goths, comme tous les barbares qui envahirent l'Empire, importèrent dans la Péninsule, et qui émigrèrent avec eux dans les monts des Asturies, après la conquête arabe. Au patronage gothique, qui imposait déjà au client l'obligation de suivre son patron à la guerre, succède le *fief d'armes*, le don du cheval, de la lance et de la cuirasse, à la charge de guerroyer pour le chef qui vous arme. Puis, quand la restauration asturienne, la *reconquête*, comme disent les Espagnols, fait reculer l'invasion musulmane, alors, au lieu de *fiefs d'armes*, ce sont des fiefs *terriens* que les roitelets de Léon distribuent à leurs vassaux, devenus de hauts et puissants barons, et que ceux-ci partagent en arrière-fiefs entre leurs compagnons. Les plus braves se trouvent naturellement au premier rang, et desservent ces arrière-fiefs qui se changent plus tard en chevaleries; les moins braves, les plus grossiers, ceux qui ne sont bons qu'à labourer la terre, restent attachés à la glèbe pendant les expéditions du clan; ils descendent au servage, comme les autres montent vers la chevalerie; et bien que dépendants tous deux du même suzerain, une distance énorme s'établit entre le serf qui cultive la terre et l'homme d'armes qui la défend.

La classe des serfs se grossit en outre des débris de celle de l'esclavage, qui tend chaque jour à disparaître, des esclaves chrétiens émancipés, des captifs sarrazins, des musulmans tributaires qui restent établis dans le territoire conquis; des petits propriétaires libres et pauvres qui se *recommandent* au seigneur, et se font ses hommes-liges. La société féodale s'organise, et laissant en dehors de son cadre les bourgeois chartrés (*aforados*) qui habitent les villes de la couronne, et se meuvent dans son ressort, elle se trouve ainsi composée : 1° des hauts barons, vassaux directs du monarque, et suzerains du fief qu'il leur a concédé; 2° des vassaux, tenanciers des arrière-fiefs, et prêtant en échange au suzerain le service militaire; 3° enfin des serfs, vilains, colons ou *gens de pooste* (*gentes potestatis*), issus, comme on l'a vu, d'origines fort diverses, mais se tenant tous par ce trait commun qu'ils cultivent un sol qui n'est point à eux, et sont sujets à l'autorité arbitraire du seigneur.

Le système féodal une fois constitué à tous ses degrés, une réaction inévitable a lieu : c'est celle d'une noblesse souveraine dans ses domaines, contre l'autorité légale du monarque, réaction des coutumes contre la loi écrite, de l'esprit de morcellement, toujours cher à l'Espagne, contre l'unité monarchique qui cherche à se constituer. La Castille présente alors l'aspect d'une véritable fédération, composée d'une foule de petites républiques municipales et de petites monarchies nobiliaires ou ecclésiastiques, héréditaires ou électives, avec des lois, des coutumes et des intérêts distincts et opposés; à leur tête siége un chef commun, le roi, chef que tous reconnaissent, au

moins de nom, et auquel tous obéissent, dans une certaine mesure. Un pas de plus dans cette voie, comme le remarque fort bien un publiciste moderne [1], et la Castille en serait venue au même système fédéral qui s'est depuis développé en Allemagne, avec son pêle-mêle de rois vassaux, de cités libres, d'évêques souverains, et de suzerainetés médiates, avec l'Empereur pour chef commun, et la diète fédérale pour centre et pour organe.

Mais bientôt la nation se partage en deux camps: d'un côté les rois, les communes et le clergé, appuyés sur le code gothique et sur les *fueros* municipaux, émanés de la royauté; de l'autre côté, la noblesse, entourée d'un peuple de vassaux, et opposant au droit écrit, monarchique ou municipal, ses *fueros* seigneuriaux, où la coutume gothique revit, sous une forme nouvelle, dans la coutume féodale. Le véritable code nobiliaire du moyen âge espagnol, c'est le *fuero viejo* ou *de los hijos d'algo*. Nous avons vu [2] l'origine de cette *magna charta* castillane, imposée par des nobles rebelles à Alonzo X, qui l'inscrivit dans ses *Partidas*. C'est dans ces deux codes que nous chercherons l'analyse du système féodal castillan. Quant à l'ordre à suivre dans cette difficile étude, nous traiterons 1° de la nature du fief, et des lois qui le régissent; 2° des rapports des vassaux avec leur suzerain et entre eux; 3° des diverses formes de la propriété féodale; 4° des différentes classes de colons ou serfs y attachés; 5° des charges de toute nature qui pesaient sur ces colons; 6° enfin de l'établissement de l'hérédité des fiefs.

[1] Pidal, Essai sur le *fuero viejo*, *Revista de Madrid*, t. III, n° 18, p. 495.

[2] Tome III, p. 467.

1° Étudions d'abord dans les *Partidas* la nature du fief, et les droits et les obligations qu'il entraîne. « Le fief (*feudus*, de *fé*, foi [1]) est une sorte de bénéfice que les seigneurs confèrent aux vassaux, pour en recevoir hommage en retour; le vassal s'engage en outre à fournir au seigneur un certain nombre de cavaliers ou de soldats, ou à lui rendre tout autre service stipulé. Il y a en Castille trois sortes de fiefs, le premier en domaines, le deuxième en argent, le troisième en dignités. Le premier, le *fief* proprement dit, consiste en une ville ou château, ou autre domaine foncier (*raïz*); on ne peut l'ôter au vassal que s'il manque à la tenure (*postura*), ou s'il fait quelque acte de nature à *commettre son fief*. Il est le seul des trois qui entraîne le service militaire. Le second, appelé *fief de chambre* (*feudo de camara*), est l'argent que le roi assigne à un *rico home* sur sa *chambre* [2] ou sur un de ses domaines [3]. Le troisième, ou *fief de dignité*, consiste en un gouvernement, comté ou marquisat que le roi confère à un de ses nobles, et comme le *feudo de camara*, il demeure révocable à volonté. Les rois, les *ricos homes* et les prélats ont seuls le droit de conférer un fief en domaines à tout homme qui n'est pas déjà le vassal d'un autre; car on

[1] Cette étymologie du mot *feudus*, purement espagnole, est fausse, on n'en peut douter. De toutes les étymologies de ce mot, la plus plausible est celle qui le fait dériver du teuton *fehd*, guerre, querelle; *faïda* dans la langue des codes germaniques. (Voir, entre autres, *Lex Longobard.*, l. I, t. XXXVII, loi 1 et 2.)

[2] Suivant Ducange, *Camera*, la chambre du roi, signifiait trésor dans le latin du moyen âge.

[3] Il existait encore quelques autres fiefs en argent: ainsi l'on appelait *terre* (*tierra*) la rente que le roi assignait sur un lieu fixe, et *honneur* (*honor*), celle qui était assise sur un de ses domaines. Ces deux derniers genres de fief ne pouvaient se perdre que par forfaiture, et n'imposaient aucune tenure.

ne peut servir deux seigneurs à la fois. Le vassal, à genoux, met ses deux mains dans celles de son seigneur, et lui jure d'accomplir les tenures de l'hommage; le seigneur l'investit ensuite avec l'anneau ou la baguette (*vara*), et tous deux se doivent, en guerre comme en paix, service et assistance réciproques. » (*Partida* IV, tit. 26.)

Les fiefs, en Castille comme partout, se substituent de mâle en mâle, à l'exclusion des femmes[1]. Mais ce qui distingue ici cette institution, c'est que les fils partagent également le fief, et que la loi n'autorise pas sa substitution en faveur du fils aîné. Dans la loi gothique, les filles héritaient, à défaut de mâles, des domaines donnés au client par le patron, et les transmettaient à leurs maris. Mais plus tard, dans l'Espagne chrétienne, le fief s'étant organisé avec tenure militaire[2], les femmes s'en trouvèrent naturel-

[1] Voir à ce snjet la loi salique, t. LXXII, loi 6, et mon tome I, p. 422.

[2] On s'est demandé souvent pourquoi la féodalité, institution toute militaire, ne s'était pas établie chez les Romains, le grand peuple militaire de l'antiquité; mais les Romains, doués du génie de l'organisation, au moins autant que du génie de la conquête, portaient avec eux leur gouvernement, profondément unitaire, partout où ils s'établissaient en maîtres. C'est l'inverse des invasions barbares, qui, faites an hasard, et tendant de leur nature à morceler plutôt qu'à rénnir, durent emprnnter leur constitution sociale aux habitudes mêmes de la conquête, et à la dispersion de la race victorieuse sur le territoire conquis. Du reste, après avoir trouvé à Rome le germe de l'institution du jury (Voyez t. I, p. 434), et dans Homère le *Wehrgeld* ou la *composition* germanique (t. I, p. 432), nous retrouvons aussi dans la Rome impériale une tentative peu connue d'organisation féodale. Alexandre Sévère, nous dit Lampridius, donna des terres conquises aux chefs et aux vétérans de la frontière pour eux et leurs héritiers mâles, à charge de service militaire « *Sola, quæ de hostibus capta sunt, limitaneis ducibus et militibus donavit, ita ut eorum essent, si hæredes illorum militarent, nec unquam ad privatos pertinerent..... addens ut eorum filii, ab anno decimo octavo, mares duntaxat, ad militiam mitterentur* (*Historiæ Augustæ scriptor*. Edit. Casaubon., p. 202.) » Ajoutons que la libéralité de Sévère resta sans effet : ses vétérans préférèrent Rome à des pays lointains, et la féodalité romaine périt ainsi dans son germe.

lement exclues. Les fiefs, dit la loi, ne se transmettent pas comme d'autres héritages. Ils ne peuvent échoir ni aux filles, ni aux clercs, ni aux infirmes. Les fils seuls ou petits-fils par les mâles ont droit à se les partager; mais les arrière-petits-fils n'héritent pas, et le fief, en ce cas, fait retour au seigneur. Le fief descend par ligne directe, et ne remonte pas, à défaut d'héritiers descendants, au père ou à l'aïeul. Le service militaire étant le grand but de la législation féodale, il faut avant tout des hommes valides et jeunes pour *servir le fief*. Le frère, en mourant, peut le transmettre à son frère, mais seulement quand il l'a reçu lui-même par héritage.

Le vassal perd son fief[1] s'il le vend ou l'aliène, s'il manque à sa tenure, s'il abandonne son seigneur en bataille, s'il l'accuse, ou s'il lève la main sur lui, ou séduit sa femme, sa fille ou sa parente. Mais si le seigneur commet les mêmes offenses envers son vassal, il perd la propriété de son fief, qui passe à ce dernier. Le fils du vassal, après la mort du père, doit prêter hommage au seigneur, sous peine de perdre son fief. Enfin les différends entre le seigneur et un de ses vassaux doivent être jugés par un ou deux autres vassaux, choisis d'un commun accord par les deux parties. Les différends entre vassaux du même domaine se jugent par le seigneur, et ceux entre un de ses vassaux et un étranger par le juge ordinaire,

[1] C'est ce que le droit français appelle *commettre* son fief. « On commet son fief, dit Renaudon, *Dictionn. des fiefs*, art. *Fief*, pour ingratitude, ou délit, ou désaveu, ou déni absolu de la mouvance. Les cas sont les mêmes en Espagne, en Allemagne et en France. Seulement, en France, les cas de *commise* sont plus nombreux, et la félonie plus sévèrement punie. » Voir Struvius, *Tract. de feudis, aphor.* 17; *Assises de Jérusalem*, ch. 203; *Établissements de saint Louis*, ch. 48 et 50.

la juridiction seigneuriale étant alors suspendue.

Toutes ces lois féodales, comme on le voit, sont celles qui ont cours dans le reste de l'Europe, qui les a plus d'une fois copiées mot à mot dans les *Partidas*. Mais ce qui manque à la féodalité espagnole, c'est la garantie de la durée dans la dépendance, puisque le vassal peut à tout instant rompre ses liens en renonçant à son *suzerain*, pour s'en choisir un autre. Il suffit pour cela, aux termes de la *Partida* IV, t. xxv, loi 10, qu'il l'ait servi un an, et qu'il lui dise en le quittant : « Je me dépars de vous, je vous baise « la main, et ne suis plus votre vassal. » Et il peut « après cela se faire vassal d'un autre, mais il ne doit « jamais lever la main sur son ancien seigneur, si ce « n'est pour défendre le nouveau, et encore doit-il le « frapper de manière à ne pas le tuer. »

Nous ne saurions trop insister sur ce trait saillant de la féodalité castillane, où le vasselage n'est jamais qu'à temps, et où le libre arbitre du vassal est un droit qu'il n'aliène pas, même dans sa dépendance. C'est là, en Espagne, le côté faible de cette organisation féodale, si forte dans le reste de l'Europe. C'est par là que les rois de Castille jusqu'à Alonzo X parvinrent, en détachant du service de leurs seigneurs les vassaux des *ricos hommes* [1], à miner peu à peu l'influence de cette caste redoutable. Mais tous les

[1] Ce ne sont pas, du reste, les rois d'Espagne seulement qui ont lutté par ces moyens, fort honorables et fort permis, contre la prépondérance de la noblesse féodale. Nous lisons dans Glanville (l. v, ch. 5), cité par Hallam (t. Ier de la traduct., p. 361), qu'en France, au XIIIe siècle, on accordait, dans les villes affranchies par charte du roi ou de leurs seigueurs, le droit de bourgeoisie aux serfs, même échappés de la glèbe, qui venaient s'y réfugier : « Si quis nativus quiete per unum annum et diem in villa privilegiata manserit, et tanquam civis receptus fuerit, a *villenagio* (roture) liberabitur. »

résultats de cette sage politique furent annulés par les folles libéralités d'Alonzo X et de ses successeurs. Le domaine royal, loin de s'accroître des dépouilles des nobles, les enrichit, au contraire, à ses dépens. Du XIII[e] au XV[e] siècle, ce qui a manqué à la monarchie castillane, c'est un système suivi de résistance aux empiétements de la noblesse; aussi n'a-t-il fallu rien moins que le génie et l'accord des *rois catholiques*, et les forces réunies de leurs deux royaumes, pour ramener à leurs rôles de sujets ces roitelets féodaux, qui avaient, depuis si longtemps, désappris à obéir.

2° Passons maintenant aux rapports des grands vassaux avec la couronne. « Si un *rico home*, vassal du roi, dit le *Fuero viejo* (tit. III, l. I), veut *se quitter* de lui, il doit lui expédier un de ses vassaux pour lui dire : « Au nom d'un tel, je vous baise les mains, car « il ne veut plus être votre vassal. » Si un des grands vassaux du roi est banni par lui, ses amis et vassaux doivent aller avec lui pour le garder, et l'aider à acquérir un autre seigneur [1]. Si le roi viole le *fuero* à son préjudice, ils doivent l'aider à se faire rendre justice devant les tribunaux royaux. Si le roi viole le *fuero* contre un des vassaux du *rico home*, et ne veut pas lui faire droit, tous deux peuvent *se quitter* de lui pour se donner à un autre; mais si un noble s'en va du royaume sans être banni, il ne doit faire guerre ni dommage au roi ou à ses vassaux; et s'il le fait, celui-ci peut le punir en dévastant ses héritages, mais sans les confisquer. Quand le roi exile un *rico home* qui ne l'a pas mérité, il doit lui donner, pour sortir de ses États, un délai de trente jours, puis de

[1] Voyez t. II, p. 478, l'Appendice de Bernard de Carpio.

neuf, puis de trois, avec un cheval, un guide, et lui fournir des vivres au prix courant, et il ne doit pas dévaster ses domaines. » Ainsi, qu'on le remarque bien, en compensation de ce droit excessif qu'a le vassal de *se quitter* du roi son suzerain, sans autre motif que son bon plaisir, le roi a celui de le bannir, suivant son bon plaisir aussi, et *sans qu'il l'ait mérité*, et dans cette étrange législation, un abus du moins compense l'autre. Si le banni, atteint par cette espèce d'*ostracisme* monarchique, se *recommande* à un nouveau seigneur, et qu'en faisant la guerre à son ancien suzerain pour le compte du nouveau, il ait enlevé du butin, il doit renvoyer au roi, la première fois, tout ce qu'il a reçu en partage, la deuxième fois, la moitié, et la troisième, rien [1]. Si le roi arme contre le banni, celui-ci, avant la bataille, doit se dire encore son vassal, et le prier à merci de ne pas y entrer : car il ne veut pas tirer l'épée contre lui, ni lui faire tort ni dam; et si le roi s'y refuse, le banni, tout en combattant, doit ménager sa personne, et éviter avec soin de porter la main sur lui.

Du *Fuero viejo* aux *Siete partidas*, le progrès est sensible, et tout à l'avantage de la noblesse : Le *rico home* peut être banni pour trois causes : par mauvais vouloir du roi, pour méfait, et pour trahison ou félonie (*traycion o aleve*). Dans le premier cas, il doit demander merci au roi tout seul, puis devant une ou deux personnes, puis devant toute sa cour; et si le roi le refuse, il part avec tous ses vassaux, et a trente jours pour sortir du royaume. Une fois sorti, il *peut faire la guerre au roi pour gagner de quoi*

[1] Voyez le poëme du Cid (Sanchez, *Poesias antiguas*, t. I), mais le Cid n'envoyait que le quint, suivant l'usage musulman.

vivre, parce que le roi l'a banni sans lui dire pourquoi. Mais, dans cette guerre, il ne doit ni voler, ni entrer de vive force dans ville ou château, si ce n'est dans un château ou domaine du roi, qui vaille autant que celui que le roi lui a repris; et il peut le retenir en gage jusqu'à ce que le roi lui rende l'autre, et le roi ne peut faire mal pour cela ni à sa femme ni à ses fils. S'il est banni pour *méfait*, ses vassaux peuvent le suivre pour l'aider à gagner pain d'un autre roi, mais pour trente jours seulement, et ni lui ni ses vassaux ne peuvent faire guerre au roi, *si ce n'est par ordre d'un nouveau seigneur*, et non par vengeance contre l'ancien. S'il est banni pour trahison, ses vassaux ne peuvent le suivre, sous peine de partager sa ruine. Enfin, sans être banni, il conserve le droit de quitter le royaume à sa volonté, et ses vassaux peuvent le suivre, mais pour peu de temps [1].

Ainsi ce code, essentiellement monarchique, reconnaît au *rico home* banni sans motif (*sin merecimiento*) le droit de porter les armes contre le souverain dont il *se quitte*, droit que le *Fuero viejo* n'a pas expressément reconnu. Les *Partidas*, non contentes de sanctionner toutes les usurpations du code nobiliaire, les aggravent encore en régularisant ce fatal droit de guerre du vassal contre son suzerain, source de tous les malheurs de la Castille.

L'anarchie, du reste, n'est pas seulement constituée au sommet de l'échelle féodale, elle se retrouve également à tous ses degrés. Le titre v du *fuero viejo* nous donne les formes du défi entre *hidalgos*, qui

[1] *Part.* IV, tit. XXIV.

doit être précédé de neuf jours de trève, sous peine de trahison; et, après ces neuf jours, l'offensé peut défier son ennemi et l'outrager, et, après trois jours, le tuer. Le frère à qui son frère a enlevé sa part de l'héritage, après avoir épuisé tous les degrés de juridiction, peut, si celui-ci refuse de comparaître, le défier et le tuer, *sans pour cela moins valoir*. Les amis de deux *hidalgos* qui se battent peuvent prendre part à la querelle, et tuer ou blesser leur adversaire, sans valoir moins ni faire mal. Si une commune est en guerre avec une autre, et qu'un *hidalgo* soit tué en combattant pour elle, la commune opposée doit payer l'amende de l'homicide, et *racheter l'inimitié* des collègues du défunt. Si c'est un laboureur qui est tué, ce sont, au contraire, les *hidalgos* qui doivent payer. L'amende d'un *hidalgo* qui en a frappé ou déshonoré un autre, ou sa femme, ou son écuyer, est de 500 sous [1].

3° Nous arrivons enfin aux diverses formes de la propriété féodale, qui se divise en deux classes: le *solar* et la *behetria*. Le *solar*, au dire des *Partidas* [2], est une espèce de domaine où « l'homme est planté « en sol d'autrui, et peut en sortir, quand il veut, avec « ses biens meubles, mais sans pouvoir aliéner le « fonds, ni demander une indemnité pour les amé« liorations qu'il y a faites; car ce fonds doit rester « au seigneur. » La *behetria*, au contraire, est « une « espèce d'héritage qui s'appartient à lui-même, en « restant indépendant de celui qui l'occupe; et le

[1] Si l'offenseur n'est pas assez riche pour payer l'amende, il doit fournir quelqu'un pour subir la même offense, pourvu qu'il ne s'agisse pas de coups de lance ou d'épée (tit. v, loi 13).

[2] *Part.* IV, tit. xxv, loi 2.

« propre de ce genre de domaine est de pouvoir se « choisir le maître qu'il préfère, et celui qui lui fait « le plus de bien [1]. »

Le sort des colons *solariegos*, beaucoup plus nombreux, ne paraît guère avoir été plus heureux que celui des *coloni censiti* de la fin de l'empire, première origine du servage féodal. Le client goth [2] lui-même jouissait de plus d'indépendance et de bien-être que le vassal espagnol, quand celui-ci n'était pas protégé par quelque *fuero*. Nous avons vu [3] par les chartes de protection accordées aux colons de la Marche de Gothie combien était précaire, au IXe siècle, le sort de ces *solariegos*, héritiers directs de *l'esclave* antique, véritables serfs de la glèbe, abandonnés au caprice et à la tyrannie de leurs maîtres. « Ceci est *fuero* de Castille, dit le *Fuero viejo*, qu'à tout *solariego* le seigneur puisse saisir le corps et tout ce qu'il possède au monde, et que celui-ci ne puisse, pour ce, clamer à *fuero* devant personne. Et s'il traduit son seigneur en justice, pour injure que celui-ci a faite, il ne peut le traduire qu'une fois » (tit. VII). Ajoutons cependant qu'aux termes du même code, la condition du *solariego* se trouve déjà fort adoucie, au moins pour les colons qui venaient s'établir dans les nouvelles *Poblaciones* du Duero ; car le seigneur, dit la loi, ne peut les dépouiller sans motif ; et le colon, en cas de violences non motivées, a recours direct au roi. Aussi, grâce à cette loi tuté-

[1] « Behetria quiere tanto decir como heredamiento que es suyo, quito de aquel que vive en el ; e puede rescibir por señor á quien quisiere, que mejor le faga » (loi 3).

[2] Voyez tome I, p. 438.

[3] Tome II, p. 75

laire, et aux priviléges toujours croissants des *Poblaciones* fondées en terre conquise, le vasselage ordinaire alla-t-il se substituant peu à peu au dur servage du *solariego*, et vers le début du xv[e] siècle, on ne trouve plus trace de ce dernier en Castille.

Mais, à côté de ces *solariegos*, la classe des serfs la plus humble et la plus opprimée, les colons de *Behetria* jouissaient de franchises d'un ordre bien plus élevé. « *Behetria*, *Bienhetria*, disent les *Partidas*, vient de *beneficium*[1], bienfait, par opposition à *malhetria*, *maleficium.* » Dans cette propriété privilégiée, intermédiaire entre la *devisa* (franc alleu) et le *solar*, le vassal, libre de changer de suzerain à son gré, pouvait en outre traduire son seigneur en justice, chaque fois que celui-ci lui avait fait tort[2]. Quant à l'origine de ces *behetrias*, la définition la plus complète qu'on en connaisse se trouve dans la Chronique de Pedro *le Cruel*, par Ayala, chap. XIV. « Vous devez savoir qu'il y a des villes et des lieux en Castille que l'on appelle *behetrias de mar à mar*, c'est-à-dire que leurs habitants peuvent se choisir le seigneur qui leur convient, d'une mer à l'autre, depuis Séville jusqu'à la Biscaye; d'autres *behetrias*, au contraire, ne peuvent prendre seigneur que dans certains lignages originaires du lieu même; mais des unes comme des autres, on a coutume de dire qu'elles peuvent changer de seigneur jusqu'à sept fois par jour, c'est-à-dire autant de fois qu'il leur plaît. Et voici comment la coutume en est venue : quand les chevaliers qui s'étaient associés pour guerroyer contre

[1] On fait aussi venir ce nom de *beneficium*, de *bonum fisci;* mais cette étymologie est évidemment fausse.

[2] *Fuero viejo*, tit. VII.

les Maures, s'emparaient de quelques lieux en plaine, ils les peuplaient et les partageaient entre eux, et les rois n'en prenaient souci, sauf de la justice qui appartient au monarque; et les chevaliers réglèrent, d'accord entre eux, que si l'un d'eux opprimait ses vassaux, et ne les défendait pas contre toute attaque, ceux-ci pourraient élire un autre seigneur du même lignage, celui qui leur plairait et qui pourrait le mieux les défendre, et de là on a dit: « *Behetria*, ou « qui leur fait du bien, que celui-là les possède. »

Ainsi la *behetria* castillane est née de l'extension illégale du pouvoir des nobles, et de la concurrence qu'ils faisaient aux rois, en attirant par ce privilége des colons sur les terres qu'ils voulaient peupler. Mais bientôt les rois, effrayés de ces usurpations, défendirent aux nobles d'établir de nouvelles *behetrias* sans leur autorisation; et en octroyant des *fueros* plus larges aux *Poblaciones* royales, ils disputèrent à leur tour aux *behetrias* les colons seigneuriaux[1].

La principale différence entre le colon *solariego* et celui de *behetria*, c'est que le premier peut passer d'un domaine sur un autre en emportant ses biens meubles, mais en renonçant au champ qu'il cultive, et à toutes les améliorations qu'il y a faites, tandis que le colon de *behetria*, né sur un sol libre, et qui lui appartient, peut à son gré changer de maître avec le sol, sans renoncer à rien de ce qu'il y possède. Ainsi, dans le droit féodal comme dans le droit romain, l'*ager*, le fonds de terre, est le point

[1] De même en Allemagne les villes libres (*Reich-Staedte*), appuyées sur l'empereur, leur allié naturel, offraient aux serfs féodaux droit d'asile et de bourgeoisie entre les murs de la ville et leurs palissades; d'où le nom de *Pfahl-Bürger*, bourgeois du pieu. Il y avait aussi des *Ausbürger*, bourgeois du dehors, qui, sans y résider, jouissaient du droit de cité.

de départ de tout droit, et c'est sur cette base toute matérielle que la société repose. Seulement en Espagne, moins qu'ailleurs, l'homme est enchaîné à la glèbe, et les liens qui l'attachent à elle sont plus faciles à rompre. Il n'est pas jusqu'à l'humble *solariego*[1] qui, à condition de rendre au seigneur de la terre les bienfaits (*beneficia*) qu'il en a reçus, ne soit libre de la quitter, pour aller porter ailleurs sa dépendance.

Nulle loi n'a consacré aussi nettement que la loi féodale de Castille ce précieux privilége qui met ainsi la liberté au même du vasselage. Ce privilége date en Espagne de la loi gothique, qui dit expressément : « Si le client se choisit un autre patron, qu'il ait la faculté de *se recommander* à qui il veut, parce qu'on ne peut défendre à un homme libre ce qui est en son pouvoir; mais qu'il rende au patron qu'il a abandonné tout ce qu'il en a reçu » (liv. v, t. III, l. I). La loi des Lombards (liv. III, tit. 14) laisse aussi au client la même faculté que celle des Visigoths et aux mêmes conditions; toutefois, cette faculté est bientôt restreinte par les capitulaires des rois d'Italie[2], et Charlemagne, effrayé de ses conséquences, définit les causes pour lesquelles le vassal peut quitter son seigneur, quand il en a reçu quelque chose[3]. Mais en Espagne, ce droit qui n'est ail-

[1] Le *Fuero*, de Léon, en 1020, le plus ancien des codes de la Castille, ordonne déjà que tout homme de *behetria* (*homo de benefactoria*) puisse aller où il veut avec ses biens et héritages. Il parle aussi du *Solariego* qu'il appelle *junior*, vassal, par opposition à *senior*, seigneur.

[2] *Capitul. Pippini regis ad ann.* 793, édit. Baluz., t. I, p. 536.

[3] *Capitul. Karoli Magni ad ann.* 813, ap. Baluz., t. I, p. 510. « Quod nullus seniorem suum dimittat, postquam ab eo acceperit solidum unum, excepto si eum vult occidere, aut baculo cædere, aut uxorem aut filiam maculare, seu hereditatem ei tollere. » — Voir aussi an. 806, tit. VII, VIII et X, p. 443. Ce dernier titre permet seulement au vassal libre, après la

leurs [1] qu'une tolérance de la loi, accordée seulement dans certains cas graves, est reconnu comme inhérent au vasselage. C'est à lui qu'il faut surtout attribuer le rapide accroissement de puissance des *Poblaciones*, peuplées en grande partie de ces vassaux échappés à la glèbe nobiliaire.

Du reste les *behetrias* elles-mêmes, malgré leurs priviléges, n'étaient pas exemptes de charges oppressives: la plus lourde était celle du *conducho*, ou droit de conduite, taxe en nature qui consistait en provisions (*viandas*) que les communes de *behetria* devaient fournir à leurs seigneurs en voyage (*Fuero Viejo*

mort de son maître, de se *recommander* à qui il veut dans les trois royaumes; ce qui tend à détruire de fait l'hérédité naissante des fiefs. — Voir enfin p. 536, les *Capitular. Karoli Calvi ad ann.* 877.

[1] On trouve cependant dans le droit féodal français plusieurs textes qui reconnaissent au vassal le droit de se quitter de son suzerain, et même de lui faire la guerre. Les *Établissements de saint Louis* portent que, « si justice est refusée par le roi à un de ses vassaux, celui-ci peut sommer ses tenanciers, sous peine de confiscation du fief, de l'assister jusqu'à ce qu'il ait obtenu justice par la force. » Pierre de Dreux, comte de Bretagne, se *quitte* de son souverain, et le défie, comme les *ricos homes* castillans leur roi Alonzo X. « Un vassal, dit Ducange, *Observat. sur Joinville*, dans la *Collect. des mémoires*, t. I, p. 196, doit retirer son hommage avant de faire la guerre à son seigneur. » Suivant Beaumanoir, le vassal ne peut se quitter de son seigneur, même en abandonnant le fief « se il n'y a raisonnable cause. »

Les *Assises de Jérusalem*, fidèle reflet de l'esprit du droit féodal français, établissent, ch. 272, « comment le seignor et l'home se peuvent entrequitter l'un l'autre de la foi qu'ils s'entredoivent, » et donnent la formule de cette renonciation. On y voit aussi, ch. 190, « pourquoi celui qui ne veaut (veut) son fié (fief) déservir, le doit *comander* au seigneur, parce qu'en faisant ainsi il peut le ravoir après l'an et jour, sans autre amende. » Quant au vilain, il ne doit pas quitter la terre de son seigneur, et, s'il cherche un asile ailleurs, celui qui l'a en sa terre ne le peut ni doit retenir (ch. 277). Enfin M. Beugnot signale dans sa préface un fait important: si le seigneur maltraite son vassal, ou retarde sa solde, celui-ci, au lieu de se plaindre du seigneur au suzerain, comme en Europe, réunissait ses gens, et tous ensemble venaient *gager* le seigneur, et lui déclarer que, s'il ne faisait pas justice, ils l'abandonnaient tous, et ne lui devaient plus rien.

liv. I, tit. VIII, loi 1). Les prud'hommes doivent évaluer le prix de ce qui a été fourni, et le seigneur doit le payer au bout de neuf jours ou donner des gages. Si les *vecinos* s'y refusent, le seigneur a le droit de leur prendre leur bétail ou leur argent, jusqu'à ce que le *conducho* soit fourni. En outre, il a le droit de se loger en passant (*posar*) dans chaque maison, mais sans en chasser les bœufs. Ce droit onéreux ne pouvait être exigé que trois fois par an, à trente jours de distance, et chaque fois pour trois jours.

Nous avons passé en revue les différentes espèces de vasselage; ajoutons que le même domaine pouvait dépendre d'un monastère, d'un *rico home* ou d'un roi, ou être à la fois domaine *solariego* et de *behetria*. On devine les pénibles conflits qui naissaient de toutes ces prétentions opposées, et le surcroît de charges qu'elles faisaient peser sur les colons. Le droit même que ceux-ci possédaient de changer de seigneur à leur gré était une source de désordres nouveaux. Le roi Pedro *le Cruel*, voulant remédier à ces désordres, essaya vainement d'ôter aux communes ce droit de *behetria*, et Enrique II, qui l'essaya à son tour, n'y réussit pas plus que lui.

Les domaines de *franc alleu* (*alaudios* ou *devisa*)[1], qu'il ne faut pas confondre avec la *behetria*, existaient dès la plus haute antiquité en Castille. Ces sortes de domaines appartenaient à leurs maîtres de

[1] *Alleu*, de *alode*, dans les lois germaniques, vient de l'allemand *loos*, sort, en français *lot*. L'origine de ce mot est dans le *lot* des deux tiers des terres conquises échus aux West-Goths, aux Burgundes, aux Lombards; non pas, bien entendu, les deux tiers de toutes les terres, mais des terres de chaque endroit où un barbare s'établit. (Voyez M. Guizot, XII[e] leçon, cours de 1821.) L'alleu est l'origine de toutes les propriétés; mais il tend bientôt à se convertir en *bénéfice*, du moment où l'indépendance n'est qu'un danger de plus.

droit héréditaire, et étaient indépendants de toute suzeraineté. Mais en Espagne, comme dans le reste du monde féodal, cette classe de propriétaires libres, destituée de protection, tendit de bonne heure à disparaître; les terres libres furent *recommandées* au roi ou à des seigneurs puissants, et reprises ensuite à titre de fiefs [1], à charge de protection d'une part, et de dépendance de l'autre. L'axiome de *nulle terre sans seigneur* régna dans l'Espagne comme dans la France féodale, et les fiefs s'y divisèrent également en *fiefs dominants* et en *fiefs servants.*

Mentionnons encore quelques droits seigneuriaux à ajouter aux charges, déjà si lourdes, qui pesaient sur les vassaux : le droit de *mañeria* (de *mañero*, stérile) attribuait au roi ou au seigneur du fief les biens de la femme ou de l'homme qui mourait sans enfants, et ses ascendants même étaient frustrés de son héritage. Ce droit inique tirait son origine de la loi gothique (liv. V, tit. VII, loi 13 et 14), qui confère au patron les biens des affranchis morts *ab intestat* ou sans enfants; les nobles seuls en étaient exempts. Le droit d'*hospedage* ou *albergueria* assurait aux rois, à leurs messagers et aux militaires en voyage un asile chez tout citoyen, sauf les clercs, les *caballeros*, et les veuves sans enfants. Les possesseurs de fiefs exigeaient aussi ce service de leurs vassaux. Le droit de *vereda* [2] obligeait ceux-ci à fournir au seigneur des messagers à pied et à cheval. Enfin on appelait *facendera* toute espèce de corvée personnelle des serfs roturiers [3] envers leur suzerain. Ce

[1] Voir Florez, *Españ. sagr.*, t. XXVIII, p. 149 et 158, et t. XXIX, p. 461.

[2] *Veredus*, en basse latinité, signifie cheval. En espagnol, *vereda* veut dire sentier, et *verederos*, messagers.

[3] Roturier vient de *ruptuarius*, qui rompt la glèbe. Le mot de roturier,

droit, sujet à tant d'abus, était illimité : aboli en Espagne, il y a quelques années seulement, nous n'oserions affirmer qu'il y ait aujourd'hui cessé sur tous les points.

Quant aux services militaires, le premier de tous, le *fonsado*, était l'obligation de guerroyer pour le seigneur[1], différente du tribut de guerre appelé *fonsadera*. Les vassaux du roi, en temps de guerre, devaient se joindre à lui avec leurs arrière-vassaux. Nobles, bourgeois et vilains étaient soumis à ce service. La solde des milices féodales leur était payée en argent, en domaines ou en exemptions d'impôt. Les grands vassaux de la couronne dépensaient leurs revenus à tenir sur pied des troupes nombreuses de *fidèles*; cette espèce de domesticité militaire était alors, à défaut de commerce, la seule profession en honneur. Le service des *vigilias* obligeait les vassaux à monter la garde pour prévenir les attaques des Sarrazins. Enfin celui de *castilleria* contraignait les vilains à construire et à réparer les châteaux de leurs seigneurs, et au besoin à les défendre. De là cette maxime du droit féodal espagnol : « Que chevalier armé ne fasse pas de *fuero*, s'il n'habite un château fort[2]. »

Reste maintenant à expliquer par quelle transition

dit fièrement Hallam, n'existe pas en anglais; cependant la chose a existé de tout temps en Angleterre comme ailleurs.

[1] Cette tenure est aussi vieille que les *beneficia* eux-mêmes; mais, comme le remarque fort bien M. Guizot, il y avait des vassaux ou *fidèles* avant les fiefs, comme des hommes libres avant les alleux : l'état des personnes a précédé celui des choses.

[2] *Fuero* de Villavicencio, *Hist. de Sahagun app.* 3, *escrit.* 225. Aux termes de ce *fuero*, les vassaux devaient travailler dix ans au château un jour par semaine, et ensuite, lorsqu'ils cesseraient d'y travailler, payer le quinzième de la valeur de leurs biens meubles.

les *bénéfices* temporaires furent convertis en *bénéfices* viagers, puis héréditaires, emportant la propriété du fonds avec la jouissance de l'usufruit. Sous la monarchie asturienne, le patrimoine royal se composait de villes et châteaux soumis au roi, et des fiefs concédés par lui à ses grands vassaux. Quant aux revenus, ils procédaient : 1° du produit de ces fiefs; 2° du quint des dépouilles de la guerre; 3° des droits productifs appelés *regalias*. La couronne ne pouvait alors, pas plus que sous la loi gothique, aliéner la propriété de ses biens; son droit se bornait à en concéder l'usufruit à titre de fief, à temps, ou tout au plus pour la vie du donataire. « Et en les « concédant, disent les *Partidas*[1], le roi doit se ré« server les droits essentiels à sa couronne, comme « celui de guerre et de paix, de monnaie et de haute « justice; car ces droits, nul ne les peut acquérir que « de lui. »

Il est difficile de préciser l'époque où ces fiefs, de temporaires ou viagers, devinrent héréditaires. De nombreuses chartes du x[e] siècle prouvent qu'à cette époque ils ne l'étaient pas devenus encore[2] et que parfois, à la mort du père, le roi les donnait au fils cadet, du vivant de l'aîné. Quant aux *fiefs de dignité*, gouvernements, comtés ou duchés, ils étaient essentiellement amovibles; mais les nobles qui tenaient de la royauté un gouvernement ou un *bénéfice* avaient tous le même intérêt à conquérir l'hérédité de leur titre; et la fraude et la violence furent également employées pour la fixer dans leurs familles. Dès le

[1] Voyez, pour la définition des droits de la couronne, la *Partida* II, tit. xv, loi 5, t. xvii, loi 1, et titre xxvi, loi 5.

[2] Florez, *Esp. sagr.*, t. XVIII, app. 14, 15 et 16.

XIe siècle, l'inamovibilité des fiefs tend visiblement à s'introduire et on peut la considérer comme établie vers le XIIe. Le *fuero* de Tolède, donné par Alonzo VI, en 1085, la sanctionne clairement : « Quand un chevalier a reçu du roi cheval et cuirasse, et autres armes, ses fils doivent en hériter ainsi que de *l'honneur* (fief) de leur père, et la veuve doit vivre honorée de *l'honneur* de son mari. »

Les conquêtes des rois de Castille en Andalousie leur permettaient de récompenser, sans s'appauvrir, le dévouement de leurs grands vassaux : c'est ainsi que les concessions de fiefs aux *ricos homes* marchent de front avec les concessions de domaines à l'Église, et de *fueros* aux *Poblaciones*. Mais à dater du règne d'Alonzo X, la source de ces concessions gratuites est épuisée, et les rois ne peuvent plus faire de largesses à leurs nobles qu'aux dépens du patrimoine royal. On a vu les impuissants efforts d'Alonzo XI pour mettre un terme à ces perpétuelles aliénations du domaine de la couronne, aliénations qu'il finit par sanctionner dans ses Cortès d'Alcalà, par un tardif désaveu de tous les précédents de son règne.

En résumé, le trait saillant de la féodalité castillane, ce qui la distingue de toutes les autres, c'est cette faculté qu'a le vassal de se choisir un maître et d'en changer à son gré, trait inhérent à la nature même du peuple espagnol, et qui se retrouve chez lui à tous les degrés de l'échelle féodale. De là, deux résultats bien opposés ; d'une part, l'indépendance factieuse des nobles, de l'autre, le progrès de pouvoir et de liberté des communes, peuplées en grande partie de serfs échappés à la glèbe nobiliaire. Ainsi, l'histoire de la Castille, qui n'est au dehors qu'une longue croisade

pour l'émancipation du territoire, n'est au dedans qu'un long progrès des vassaux de la couronne, ou de ceux de la noblesse, vers l'indépendance et vers le bien-être.

A une époque à peu près pareille, vers la fin du XIIIe siècle, ces deux luttes, si opiniâtrément poursuivies, sont également couronnées de succès : la Péninsule, avec Fernando III, s'affranchit du joug des infidèles; la noblesse, sous Alonzo X, s'affranchit à son tour du joug de la royauté; enfin les communes, fortes du besoin qu'on a d'elles, arrachent à la faiblesse des rois leurs franchises politiques après leurs franchises locales; le gouvernement représentatif naît en Castille des embarras du pouvoir royal comme des abus du pouvoir seigneurial; et les communes émancipées commencent avec la noblesse ce duel de deux siècles que la royauté doit finir en écrasant les deux adversaires, et en confisquant leurs dépouilles.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

SOURCES DE L'HISTOIRE D'ARAGON.

(Voyez page 94.)

Les sources pour le règne de Jayme I sont tellement nombreuses, qu'à l'embarras de la pauvreté succède tout d'un coup celui des richesses. Nous citerons d'abord *la Historia de Cataluña*, par Bernaldo Desclot, contemporain de Jayme I et de Pedro III. Cette chronique, un peu diffuse et tout à fait insignifiante pour les faits intérieurs de l'histoire d'Aragon, traite avec grand détail des conquêtes de Mayorque et de Valence. La chronique catalane de Ramon Muntaner, traduite par Buchon, plus connue et plus digne de l'être, n'a que quelques lignes sur les siéges de Mayorque et de Valence; mais elle contient des détails curieux, et devient surtout une source capitale pour le règne suivant. L'auteur écrivait au commencement du XIVe siècle.

Mais la source la plus riche est, sans aucun doute, la chronique du roi Jayme I, écrite par lui-même en catalan, sous ce titre : *Chronica ó comentari del gloriosissim rex Jaume, per la gracia de Deus rey de Aragon, etc., Valencia*, 1557, *in-fol.* On a voulu jeter quelques doutes sur l'authenticité de cette curieuse biographie; mais il suffit d'en lire quelques pages pour être convaincu que jamais une main étrangère n'aurait pu lui donner ce cachet de bonhomie héroïque et de grâce naïve. A cela près de la difficulté du

langage, c'est une des lectures les plus amusantes et des peintures de mœurs les plus instructives que j'aie jamais rencontrées. On doit regretter vivement que cette chronique, curieuse à tant de titres, n'ait point été traduite.

Parmi les auteurs contemporains, on trouve fort peu de chose dans les *Gesta comit. Barcin.*, *apud* Marca, p. 755, dans le *Chron. Ulianense, ibid.* p. 959, et dans le *Chron. Barcin. España Sagrada*, t. XXVIII. J'ai cité quelques extraits d'un vieil auteur catalan du xve siècle, Carbonnell, beaucoup trop abrégé. La vie de Jayme I par Miedes (Valencia, 1572, fol°), n'est qu'un diffus bavardage, entremêlé de longues dissertations écrites en castillan assez pur pour un Catalan. Zurita, bien que fort postérieur, peut être considéré à l'égal des sources par l'abondance, l'ordre et l'excellent choix de ses matériaux. On peut encore consulter avec fruit les appendix de Marca, et le *Viage literario* de Villanueva, t I et IV; les *Indices* de Zurita, qui ne sont pas tout à fait la même chose que ses *Anales de Aragon;* Hieron. Blancas, *Aragon. rerum comment.*, *ab an.* 714 *ad an.* 1588, *ap.* Schottum, *Hisp. illustr.*, III, 566; Beuter, *chron. de Valencia, Val.* 1550, *f°;* Diago, *Anal. de Valencia*, 1613, *f°;* Escolano, *hist. de Valencia*, 1610, 2 vol. f°. Parmi les modernes, Schmidt a ajouté peu de chose au récit de Zurita; Aschbach, qui a un peu trop abrégé ce beau règne, le traite avec son soin et son exactitude ordinaires, et ses renseignements bibliographiques sur les sources de l'histoire d'Aragon sont, comme toujours, fort complets et fort exacts.

Quant à Zurita, voici quelques détails sur sa vie et sur ses travaux. Geronimo Zurita, né à Saragosse, en 1512, d'une famille illustre, reçut la tonsure en 1522, suivant l'usage espagnol, qui décide à dix ans de la vocation d'un enfant pour l'épée ou pour l'église. Après qu'il eut achevé ses études à Alcalà de Henarès, l'empereur Charles-Quint distingua bientôt son mérite, et finit par le nommer, en 1548. *contador general* de l'inquisition d'Aragon. En 1547, les Cortès de Monzon ayant voté la rédaction des *Anales d'Aragon*, cette honorable mission fut confiée à Zurita, qui y voua désormais sa vie entière. Toutes les archives du royaume, publiques ou privées, lui furent ouvertes; toutes les vieilles chroniques manuscrites passèrent par ses mains; enfin il compléta ses laborieuses recherches par un voyage en Sicile et en Italie, pays auxquels se rattachent les plus brillantes pages de l'histoire d'Aragon. En 1562 parurent les dix premiers livres de ses Annales, qui vont jusqu'à la mort du roi Martin, en 1410. Les attaques, ignorantes autant que pas-

sionnées, qu'on dirigea contre cette première publication, furent victorieusement réfutées par l'auteur, et par un annaliste contemporain, le Castillan Ambrosio de Moralès.

La seconde partie de ce beau travail, que l'auteur conduit jusqu'à la mort de Fernando *le Catholique*, en 1516, parut peu de temps avant la mort de Zurita lui-même, arrivée en 1580. J'ai parlé si souvent du mérite de cet ouvrage, mérite atténué seulement par sa prolixité, et par le manque de citations et de textes, qu'il est inutile d'y revenir ici. Plût au ciel que les Cortès de Castille eussent aussi chargé de la rédaction de leurs annales un autre Zurita! De pénibles recherches eussent été épargnées aux écrivains qui essaient aujourd'hui de remplir cette tâche, et la vérité, faussée sous la plume servile des historiens ecclésiastiques, eût encore pu se faire jour au milieu de tant de mensonges.

Je terminerai cette courte revue bibliographique par un mot sur les deux sources principales de l'histoire de Castille et de Léon aux XIIe et XIIIe siècles, qui toutes deux nous manquent brusquement, à peu près vers la même période. Rodrigue de Tolède, l'un des prélats qui honorent le plus l'Église espagnole, était né en Navarre; c'était l'homme le plus instruit de son siècle, comme saint Isidore l'avait été du sien. Rodrigue avait fait ses études à Paris, centre du mouvement intellectuel de l'époque, et nous l'avons vu se mêler à tous les grands événements de l'histoire de Castille, avant que sa plume se chargeât de les raconter. Son récit, dicté souvent par une partialité excusable en faveur de son pays, est cependant véridique, et plus dégagé de préjugés qu'on ne pourrait l'attendre de l'homme et de l'époque. L'emphase de son style n'empêche pas d'y reconnaître une certaine candeur d'honnête homme, rare dans un prélat historien. Rodrigue revenait de Rome, où il était allé faire valoir les droits du primat de Tolède sur les églises d'Espagne, lorsqu'en passant le Rhône il se noya, en 1247.

Lucas de Tuy, beaucoup plus partial en faveur de ses souverains et de son pays de Léon, me paraît de tous points inférieur à Rodrigue. On sait qu'il était chancelier de la reine Berenguela; sa chronique se termine à l'an 1243. L'auteur mourut, comme Rodrigue, pendant un voyage en Italie, en Grèce et en Palestine, l'an 1250; et la mort de ces deux savants prélats, presque simultanée, laissa pour quelque temps la Castille veuve d'historiens.

II.

DON GARCIA PEREZ DE VARGAS.

(Voyez page 142.)

« ..... Et don Garcia Perez et un autre chevalier, étant sortis du camp, virent dans le chemin sept Maures à cheval; ce que voyant, le chevalier dit à don Garcia : « Seigneur, retournons en arrière, « car les Maures sont sept et nous ne sommes que deux;» et don Garcia répondit : « Il ne me paraît pas qu'il faille faire ainsi; mais « allons notre chemin tout droit, et ils ne nous attendront pas. » Le chevalier répondit que c'était grande folie que deux chevaliers voulussent passer au milieu de sept, et ce disant, il tourna bride et s'en retourna au camp, se cachant le mieux qu'il put pour n'être pas vu. Le roi Fernando, du haut de sa tente placée sur une éminence, avait vu tout cela, et il ordonna à ses gens d'aller secourir le hardi chevalier. Mais Lorenzo Suarez dit au roi : « Seigneur, ce chevalier est « Garcia Perez, et pour combattre ces sept Maures il n'a nul besoin « d'aide; si les Maures le reconnoissent, point n'oseront-ils l'atta- « quer; et s'ils l'attaquent, Votre Altesse verra quelle bonne lance « est Garcia Perez. »

« Et en effet, quand celui-ci arriva près des Maures, il demanda ses armes à son écuyer, et lui dit de ne pas le quitter, et en laçant son casque, il laissa tomber la coiffe sans s'en apercevoir. Puis il suivit son chemin tout droit, et les Maures, en le voyant de près, le reconnurent à sa devise, car c'était un chevalier de renom; et, n'osant pas l'attaquer, ils s'en allèrent d'un côté et de l'autre. Et don Garcia poursuivit son chemin bien tranquille; et, quand il fut éloigné, il s'aperçut, en délaçant son casque, qu'il avait perdu sa coiffe; et, reprenant ses armes, il retourna sur ses pas pour la chercher, et l'écuyer lui dit : « Comment, messire, vous voulez vous « mettre en si grand péril et tenter la fortune pour une coiffe! et « n'est-ce pas assez d'avoir passé seul devant sept Maures à cheval,

« et d'en être sorti avec honneur? — Ne me parle plus de cela, dit « don Garcia, tu vois bien que je suis trop chauve pour rester sans « coiffe. » Et, ce disant, il revint sur ses pas.

« Et les Maures, le voyant revenir, crurent qu'il voulait les attaquer, et n'osèrent pas l'attendre. Et don Garcia, ayant retrouvé sa coiffe, la fit ramasser par son écuyer et la remit sur sa tête. Et étant retourné au camp, on lui demanda devant le roi quel était ce chevalier qui l'avait abandonné, et don Garcia, grandement empêché, répondit qu'il ne le connaissait pas : car il était ainsi fait que, quand on le louait en sa présence, il en était tout décontenancé. Et plusieurs fois on s'enquit de lui du nom de ce chevalier, et onc il ne voulut le dire, quoiqu'il le connût bien, et le rencontrât chaque jour dans le *real*. Mais il ne voulait pas lui faire perdre son renom de bon chevalier, et il défendit à son écuyer, sur les yeux de sa tête, de dire qui il était. » (*Chron.* de Fernando III, p. 24).

III.

OEUVRES LITTÉRAIRES D'ALONZO X.

(Voyez page 222.)

Nous avons vu Alonzo historien et législateur; quant à Alonzo littérateur, ses autres ouvrages sont : 1° *El libro del Tesoro*, traité de philosophie rationnelle, empreint de l'esprit de subtilité pédantesque qui appartient à l'époque. Ce traité a été traduit en langue franco-romane par le célèbre Brunetto Latini, de Florence.

2° Un autre ouvrage, sous le même titre, mais qui traite cette fois de la pierre philosophale, dont le secret aurait été donné à l'auteur par un sage égyptien. (Voir Davila, *Ecclesiæ hispalensis theatr.*, t. II, p. 5.)

3° *El libro de las querellas*, œuvre poétique en vers dodécasyllabes, *de Arte mayor* ou du style héroïque. Le poëte couronné y épanche ses plaintes, parfois touchantes, contre l'ingratitude de ses nobles. En voici un échantillon extrait du prologue, en vers de dix

syllabes, adressé par l'auteur à un des rares vassaux qui lui étaient demeurés fidèles:

A ti Diego Perez Sarmiento, leal
Cormano, e amigo, e firme vassallo :
Lo que a mios homes de cuita les callo,
Entiendo dezir, plañendo mi mal...
Como yaz solo el rey de Castilla,
Emperador de Alemania que foe,
Aquel que los Reyes besavan el pie,
E Reynas pedian limosna e mançilla ;
El que de hueste mantuvò en Sevilla
Cien mil de a cavallo, y tres doble peones;
El que acatado en lexanas regiones
Fue por sus tablas, y por su cuchillo.

4° Un poëme héroïque en vers de divers rhythmes, qui a pour titre *Libro de la vida y hechos de Alexandro magno*. On y voit Alexandre, lassé de conquêtes, se faire pèlerin et prendre le bourdon pour aller visiter le temple de Jupiter Ammon.

5° Un poëme de divers rhythmes, en dialecte galicien ou portugais ; poëme dédié à la Vierge, à ses louanges et à ses miracles, sous ce titre : *Loores y milagros de la santa Virgen*, etc. En voici un échantillon,

Beneydo foi o dia	Béni fut le jour
E benaventurada	Et bien aventurée
A ora que a Virgen,	L'heure où la Vierge,
Madre de Dens, foi nada !	Mère de Dieu, fut née !

6° Divers traités d'astronomie et des sphères armillaires, traduits de l'arabe d'Albatenius, d'Ali ben Rachel, Avicenne et Averroes. Alonzo, dans ces travaux, s'aida, comme on le sait, des lumières de savants arabes et juifs. Suivant Nicolas Antonio (*Bibliotheca vetus*, l. VIII, ch. 2), Alonzo exempta d'impôts les savants ses collaborateurs.

Nous mentionnerons, en terminant, une légende, citée par Ortiz (*Compendio cronologico*, etc., t. IV, p. 184), et extraite par lui d'un *Ms.* de la bibl. roy. de Madrid.

« Le samedi 2 avril 1284, le roi Alonzo étant à genoux dans sa chambre, à prier devant une image de la Vierge Marie, une clarté soudaine remplit la chambre, et la face d'un ange d'une beauté merveilleuse apparut dans cette clarté, dont le bon roi fut grandement effrayé; et l'ange lui dit : « Tu sais qu'un jour, étant à table dans cette ville, tu as blasphémé et dit : « Si j'avais été avec Dieu le père

« quand il a fait le monde, je lui aurais donné de bons avis. » Et « Dieu le père a été fort offensé de ton dire, et il a rendu sentence « contre toi que, puisque tu as méprisé celui qui t'a mis au monde, « et t'a fait honoré parmi les hommes, tu serais méprisé par ta « propre descendance, et finirais tes jours dans l'abaissement..... Et « sache qu'en raison de ta dévotion à la Vierge, mère de Dieu, ton « âme entrera dans trente jours au purgatoire, pour passer de là, « l'heure venue, dans la gloire éternelle. »

« Et cela dit, l'ange disparut, laissant le roi fort effrayé. Et durant les trente jours, il se confessa et communia tous les trois jours, et il ne mangea chaque jour, sauf les dimanches, que trois bouchées de pain, et ne but que de l'eau; et à la fin des trente jours, son âme abandonna son corps, suivant la promesse de l'ange, etc. »

IV.

DE LA JUSTICE EN CASTILLE.

(Voyez page 258.)

Voici quelques vers d'un poëte du temps, Fernan Martinez, qui donnent une idée triste et exacte de cette tour de Babel judiciaire, avec sa confusion des langues et des codes. « Bien que Dieu ait confié aux rois de la terre le soin de rendre la justice, la malice règne dans leur cour, et chaque brebis égarée qui vient, y est traînée par mille sentiers divers, et exposée à mille ruses et fraudes, et n'en sort jamais que bien tondue..

« Alcaldes, notaires et auditeurs, si je compte bien, sont plus de soixante, qui trônent comme de vrais empereurs, auxquels le roi lui-même paie impôt. D'autres docteurs, il y en a bien cent quatre-vingt-dix, qui exploitent et bernent le pays, et en quarante ans, pas un seul procès ne s'achève.

« Une affaire vient-elle devant le juge, vite, voici Barthole et le Digeste, Jean Andrès et Balde; et vous avez plus d'avis qu'il n'y a de grains de raisin dans un panier, et chaque avocat se tient prêt,

quand il a bien discuté, à recommencer *ab ovo* tout le procès, si l'on a erré sur un seul point...

« En terre de Maures, un seul alcalde juge, au civil et au criminel; là il n'y a point d'Azon ni de Décrétales, ni de Robert et de bulle Clémentine; mais il y a le bon sens et la bonne doctrine qui suffisent à bien juger, et à bien vivre. »

Extrait de la *Chronique d'Alonzo X*, par Mondejar, append. XVI.

V.

VÊPRES SICILIENNES.

(Voyez page 264.)

Un auteur sicilien, Michele Amari, a publié récemment, sous le titre de *Un Periodo delle Istorie Siciliane* (Palermo, 1842, et à Paris, chez Baudry), une monographie très-curieuse des *Vêpres Siciliennes*. Dans ce travail consciencieux et approfondi, l'auteur passe en revue tous les écrivains, contemporains ou postérieurs, qui traitent de ce grand événement. L'idée dominante du livre de M. Amari, c'est que l'insurrection qui chassa Charles d'Anjou de la Sicile fut une commotion populaire et rien de plus, une saillie de vengeance et de républicanisme, tout à fait indépendante de la conspiration de Procida, que l'auteur n'ose pas supprimer tout à fait, mais dont il nie l'importance. L'espace me manque pour exposer en détail ces assertions, que l'on trouvera développées pages 67 à 71 et 306 de l'édition de Palerme. Deux mots suffiront pour les réduire à leur juste valeur.

Et d'abord, il est vrai que l'émotion populaire qui fit massacrer les Français à Palerme fut indépendante de la conspiration de Procida, qu'elle ne contredit ni n'exclut; mais je suis loin de voir dans l'état de choses qui naquit de ce coup de main d'un peuple soulevé, la couleur exclusivement démocratique que lui attribue M. Amari. Tout lecteur de bonne foi sera frappé de l'empressement que mettent ces prétendus républicains à offrir la couronne à don Pedro d'Ara-

gon, à l'aller chercher jusqu'au fond de l'Afrique, et à lui jurer obéissance à son sacre. Pour passer de cette forme démocratique, si chère à la Sicile, de ce *bon état*, comme on disait alors, à la forme monarchique, pas la moindre protestation, pas la moindre résistance. A Palerme, à Messine, partout enfin, ce roi étranger, qui n'a rien fait encore pour gagner la couronne qu'on lui offre, a tout le monde pour lui dès qu'il se présente; preuve évidente que les esprits avaient été préparés de longue main par les trames de Procida et de ses associés: que l'insurrection de Palerme, tout imprévue qu'elle fût, se rattacha bien vite au complot de Procida et des nobles Siciliens; que le peuple enfin, un instant maître de la situation, se trouva, comme il arrive d'ordinaire en pareil cas, bientôt dépossédé de ce pouvoir qu'il n'avait su ni employer, ni garder.

Somme toute, le livre de M. Amari, dégagé de ces préoccupations républicaines auxquelles il n'a pas su assez échapper, fait honneur à la fois à l'écrivain et à son pays. Puisque la malheureuse Italie, cette sœur de la France, a besoin, pour se sentir la plume et la parole libres, de se réfugier dans le passé, on aime à voir des travaux aussi sérieux occuper pour elle les loisirs de la servitude ou de l'exil; c'est ainsi qu'en étudiant l'histoire de ses libertés perdues, elle se rendra digne de les reconquérir un jour.

Ce récit des vêpres siciliennes, emprunté aux chroniques italiennes, m'a donné occasion de comparer les annalistes de la Sicile à ceux de l'Espagne, et sauf Villani, je n'ai pas trouvé que l'Espagne perdit à la comparaison. Pour le charme des détails et la vive allure du récit, aucun des historiens de l'époque n'est comparable à Jayme, dans ses mémoires, ni même à Muntaner, malgré ses vanteries et ses inexactitudes. Barth. de Neocastro (*apud* Muratori XII) et Nicol. Specialis, fatiguent par leur emphase, et leur latin à la fois prétentieux et corrompu. Le *chronicon siculum* (Murat. XI), rebutant à lire par ses longueurs et ses burlesques prétentions au beau style, contient néanmoins, comme Specialis, de précieux détails de mœurs; à la naïveté près, qui manque aux Italiens, on croirait lire une chronique espagnole. Mais avec Giovanni Villani, la langue italienne apparaît enfin et l'histoire avec elle; Villani n'est pas un chroniqueur, mais un historien, le précurseur de Guicciardini et de Machiavel, formé à la même école qu'eux, c'est-à-dire à l'école de l'antiquité. Déjà l'on y trouve cette sagacité italienne qu'on pourrait appeler parfois d'un autre nom, cette science précoce de la vie, qui donna de bonne heure aux disciples du saint-siége tant de supériorité sur leurs rudes contemporains.

Il faut lire dans Villani (Murat. XIII, p. 367), cette belle page où il nous raconte le jubilé de 1300, et le cœur de Boniface VIII s'enflant d'une joie orgueilleuse à la vue de l'univers chrétien agenouillé à ses pieds, et des deux cent mille pèlerins que Rome comptait dans ses murs. C'est alors, ajoute-t-il, qu'en face des merveilles de l'antiquité, et en relisant les œuvres des Tite-Live et des Tacite sur le sol qui les inspira, l'idée lui vint de raconter les événements de son temps. Ainsi devait naître l'histoire moderne, aux lieux même où a fini l'ancienne. Ainsi germèrent de cette pensée féconde les premières annales que l'Italie ait possédées depuis la chute de l'Empire, le premier essai d'histoire universelle, où l'auteur domine son sujet, au lieu d'être dominé par lui. Qui sait même si, en face de ce grand spectacle, où Villani puisait l'idée de ses annales, Dante, pèlerin comme lui, n'emprunta pas la pensée de son jubilé des morts à ce jubilé des vivants. L'histoire et la poésie, ressuscitant ensemble, rallumèrent ainsi leur flambeau au feu qui couvait encore sous les cendres de l'antiquité !

Un fait bizarre, c'est que Néocastro et Spécialis, au lieu de rendre à Procida la justice qu'il mérite, passent complétement sous silence le rôle important joué par lui dans l'affranchissement de son pays. Le savant Sicilien Gregorio Rosario a joint à la *bibliothèque historique de la Sicile sous les rois d'Aragon* une chronique contemporaine, en patois sicilien, où pleine justice est rendue à Procida. M. Buchon, que la science vient de perdre, a eu l'heureuse idée de publier, à la suite de la traduction de Muntaner, celle de cette courte chronique, rivale de Muntaner pour la vivacité du récit.

Enfin, notre revue des annalistes de la Sicile ne serait pas complète si nous ne disions un mot des *annales ecclesiastici*, ce curieux monument de la politique du saint-siége. A côté de l'histoire laïque de cette époque, décousue, partielle, toujours vue de bas en haut, il en existe une autre plus vaste, qui embrasse d'un coup d'œil l'ensemble que les chroniques morcèlent. Cette histoire, c'est celle de l'Église, rédigée par les pontifes eux-mêmes dans leurs brefs et dans leurs bulles, majestueuse biographie de la papauté, qui se déroule sans lacune pendant plus de sept siècles. Malgré l'aridité de la forme et la prolixité des détails, c'est un grand livre que les *Annales ecclésiastiques*, ou recueil de tous les actes du pontificat depuis son origine. Là, les hommes, si puissants qu'ils soient, ne sont rien en comparaison de l'œuvre à laquelle ils travaillent ; ils meurent, mais les traditions vivent, et, assise par assise, l'édifice s'élève peu à peu sur un plan dont la grandeur dépasse les

conceptions humaines. Pendant tout le moyen âge chrétien, c'est de Rome que tout part, c'est à Rome que tout aboutit. Les archives de sa diplomatie sont celles du monde civilisé, qui lui appartient, comme une conquête déjà faite, et le monde barbare, comme une conquête encore à faire. Ouvrez ces curieuses archives, véritable histoire universelle, tracée à l'insu même de ceux qui l'écrivent, et vous restez saisi d'étonnement et de respect, à la vue de cette infatigable activité de la politique romaine, qui a un œil sur chaque coin du globe, une main dans chaque événement, un arrêt dans chaque grand litige. Tout vacille, tout change autour d'elle, elle seule n'hésite ni ne varie; comme Rome sa devancière et son modèle, elle ne cède jamais, même vaincue; pour combattre, toutes les armes lui sont bonnes, jusqu'à la prière; menacer la dispense de frapper, et comme le Jupiter d'airain qu'elle a transformé en saint Pierre, elle tend à baiser la main qui peut lancer la foudre. Au point de vue divin, on peut lui reprocher d'avoir manqué souvent à sa mission de paix et de charité; au point de vue humain, jamais elle n'a failli à sa destinée de pouvoir temporel. Étrange enseignement de la Providence, qui a voulu que le monde vît deux fois, au pied des mêmes Sept collines, la tradition du pouvoir se perpétuer, et Rome régner encore par la pensée, après avoir régné par la force!

VI.

ROGER DE FLOR.

(Voyez page 370).

C'est un curieux épisode de l'histoire d'Aragon, que les aventures de ce Roger de Flor, racontées par Muntaner avec une prédilection bien naturelle pour l'aventurier dont il a partagé les périls. Je les résumerai en peu de mots, en renvoyant à l'original (chap. 194 à 255) tous ceux qui voudront y chercher le tableau des mœurs de l'époque, et comprendre cette fièvre d'entreprises que les croisades avaient jetée dans tous les rangs de la société.

Roger de Flor, né d'un fauconnier de l'empereur Frédéric II, marié dans la Pouille, avait huit ans, lorsqu'un frère servant du Temple

vint à Brindes faire radouber sa galère, et se prit d'amitié pour l'enfant qui se jouait en grimpant comme un chat dans les agrès du navire. Le frère demanda Roger à sa mère, lui promettant d'en faire « un bon homme du Temple ; » la mère ne demanda pas mieux, et l'enfant partit avec le navire, pour chercher fortune au service du Temple ; à quinze ans, Roger était un des premiers marins du monde pour la pratique ; à vingt, il possédait tout ce qu'on savait à cet âge de la théorie de l'art de naviguer. Le grand maître du Temple, qui le vit ainsi jeune et plein d'ardeur, voulant confisquer cette ardeur au profit de son ordre, le fit frère servant, et lui donna un grand navire, acheté aux Génois et nommé *le Faucon*. Roger depuis lors fit toutes les campagnes d'Orient, et notamment celle d'Acre, avec la flotte du Temple, et y fit merveilles. Aussi généreux que brave, tout ce qu'il gagnait était pour les autres, et il ne gardait pour lui que l'honneur; aussi se fit-il force amis parmi les chevaliers.

Mais des envieux l'ayant noirci auprès du grand maître, celui-ci se saisit de tout ce qu'il possédait, et voulut l'arrêter lui-même ; Roger fit ses adieux à l'ordre et s'en vint à Gênes, où il s'était fait des amis qui lui équipèrent un vaisseau. Sûr de sa fortune, du moment où il se sentit le pont d'un navire sous ses pieds, il vint à Catane offrir ses services au duc de Calabre, qui ne l'accueillit bien « ni de fait ni de parole. » Alors Roger, changeant de camp, alla s'offrir au roi Frédéric. Celui-ci, mieux avisé, lui fit grand accueil, et lui assigna des revenus et des fiefs. Le frère Roger paya sa dette à son nouveau suzerain en harcelant les côtes de la Calabre et les flottes de son duc. Nous l'avons vu, par un prodige de hardiesse, ravitailler Messine en plein jour, en présence de la flotte du duc qui n'osait bouger, et par un vent d'ouest où nul autre qu'un enfant perdu, comme lui, n'eût osé tenir dans cette *bouche d'enfer* que l'on appelle le phare.

Lorsque la paix fut enfin conclue, paix aussi désirée de la Sicile que maudite des aventuriers aragonais et catalans dont elle était la ruine, « Frère Roger, dit la chronique, au milieu de ces fêtes brillantes, était en grande pensée : « Ce pauvre seigneur est perdu, se « disait-il en parlant du roi Frédéric, aussi bien que les gens de Ca- « talogne et d'Aragon ; désormais il ne pourra rien leur donner, et ils « lui causeront grand souci, car nul ne peut vivre sans manger et « sans boire, et n'ayant rien de lui, ils feront carême par force, ou « ravageront tout le pays. Il faut donc aviser aux moyens de le dé- « barrasser d'eux, à son honneur et à leur profit. »

Aussitôt il va trouver le roi, et lui propose de le délivrer en une fois de tous ces aventuriers, en les emmenant au service de l'empereur

de Grèce, qui, ayant besoin de bons hommes de guerre pour résister aux Turcs, en prenait de toutes mains et à tout prix, et en aurait acheté au diable lui-même. Le bon roi Frédéric fut aussi enchanté de la proposition de Roger que Charles V, quand Duguesclin lui proposa d'emmener en Espagne les routiers des *grandes compagnies*. L'empereur, consulté à son tour, promit quatre onces d'or le mois par cheval armé (l'once à 84 fr. au cours d'aujourd'hui), et une once par homme de pied, plus la main de sa nièce pour Roger, et le titre de *Mégaduc* et de grand-amiral. Celui-ci fit aussitôt proclamer à son de trompe et de tambour cette croisade laïque, et Catalans et Aragonais accoururent en foule sous ses drapeaux. Bien que l'empereur n'eût demandé qu'un ou deux milliers d'hommes, deux mille cinq cents *ricos homes* et chevaliers, et cinq mille Almogavares s'enrôlèrent en peu de jours, tous gens de sac et de corde, qui depuis longtemps ne connaissaient ds patrie que leur drapeau; la bande s'embarqua sur dix galères que leur donna le roi, et sur huit qui appartenaient à Roger, et cingla vers le Bosphore, suivie de ses femmes, enfants et maîtresses, cortége obligé de ces aventuriers.

Reçus à bras ouverts à Constantinople, ils n'y trouvèrent froide mine que de la part des Génois, établis dans le faubourg de Pera, et jaloux de voir passer aux Catalans l'influence exclusive dont ils avaient joui jusque-là. Les noces du Mégaduc furent célébrées sur-le-champ, et dans les joies de la fête, une bagarre eut lieu, où les Catalans tuèrent quatre mille Génois, au dire de Muntaner. Les Catalans, soldés d'avance, partirent pour faire la guerre aux Turcs en Anatolie (Asie-Mineure), et rendirent à l'empereur des services signalés en refoulant ces hordes barbares qui inondaient déjà tout l'empire; mais bientôt l'appui des Catalans devint plus funeste aux Grecs que l'inimitié des Turcs; l'empereur, pressé de se débarrasser d'eux, les solda en fausse monnaie, et les autorisa à payer avec elle ses sujets, ingénieux moyen que la politique du bas-empire employait pour les brouiller avec les habitants. Enfin Roger et sa terrible *compagnie*, rappelés par l'empereur, évacuent l'Anatolie dévastée, mais refusent de désarmer; respectueux en paroles et hostile en actes, Roger tyrannise à genoux le faible et perfide empereur, et se fait nommer par lui César, dignité qui le rendait en tout l'égal d'Andronic, « si ce n'est qu'il était assis sur un siége d'un demi-pan plus bas. » Il se fait céder pour apanage le royaume d'Anatolie avec toutes les îles de la mer Égée. Las du joug, Andronic s'en délivre par un assassinat, et fait égorger le César catalan avec une bonne partie de ses aventuriers.

Quinze cents Catalans, échappés au massacre, se réfugient à Gallipoli sur l'Hellespont, et y envoient défier l'empereur et dix de ses plus braves guerriers, en combat singulier, pour venger la mort de leur chef. Kyr Michel (Κύρος, seigneur), fils et collègue d'Andronic, marche contre eux et se fait battre à plusieurs reprises; quinze cents hommes en tuent vingt-six mille, et n'en perdent que trois, au dire du véridique Muntaner. Après ce succès, les volontaires affluent dans les rangs de la *Compagnie*. Trois mille Turcs, leurs anciens ennemis, se joignent à eux; ils interceptent tout le commerce de la Grèce avec la mer Noire, et dévastent les deux rives de l'Hellespont jusqu'aux portes de Constantinople. Gallipoli est le chef-lieu de cette pillarde république, « et pendant cinq ans, ajoute Muntaner, l'un de ses premiers dignitaires, nous vécûmes des bontés de Dieu, sans semer, planter ni labourer. »

L'infant En Ferrand, fils du roi de Mayorque, est envoyé par le roi de Sicile, pour leur faire reconnaître la suzeraineté de Frédéric; mais nos aventuriers refusent de s'y soumettre. Enfin le manque de vivres et la discorde les forcent à se disperser; les Turcs se retirent et sont massacrés en chemin par une trahison de l'empereur. Les Catalans vont en Grèce, où le duc d'Athènes, Gauthier de Brienne, avait établi sa précaire souveraineté, en partageant la Grèce par moitié avec le prince de Morée. G. de Brienne, jaloux de détourner ce fléau de ses États, marche au-devant de ces bandits, à la tête de deux cents chevaliers français et d'une nombreuse armée; mais attiré par eux dans un marais, il y reste avec ses chevaliers, et sa famille et tous ses partisans sont chassés du royaume qu'il avait fondé. Les aventuriers, au nombre de trois mille cinq cents chevaliers et quatre mille piétons, mélange de toutes les nations où cependant les Catalans dominaient, s'emparent de l'Attique et de la Béotie, sans avoir même un chef à leur tête (1313). Ils se partagent les veuves, les filles, et l'héritage des chevaliers qu'ils ont tués, et pendant vingt-quatre ans, ils sont la terreur de la Grèce. Enfin leurs désordres, toujours croissants, les forcent de reconnaître la suzeraineté de la maison de Sicile, qui, pendant tout le cours du XIVe siècle, dispose du duché d'Athènes comme d'un fief ou d'un apanage princier. (Voir Pachymer, l. XI, et Gibbon, *ad an.* 1300.)

Ainsi se dépensa en pure perte, dans de stériles dévastations, tout ce courage qui, mieux réglé, et conduit par un chef habile, tel que Roger de Flor, eût pu régénérer le vieil empire grec, et recommencer pour lui de nouvelles destinées. Ainsi, comme la maison de France, son émule, la maison d'Aragon se mêle à tous les grands événements

de l'Europe et de l'Orient. Étrange destinée de ces deux peuples, l'Aragonais et le Catalan, accouplés l'un à l'autre, malgré leur génie si divers, et qui, sous des rois dignes de leur commander, arrivent tous deux à la grandeur, l'un par la liberté, l'autre par le commerce!

VII.

CHRONIQUE D'AYALA.

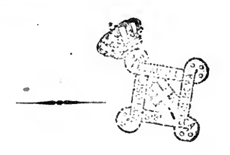
(Voy. page 445.)

Nous arrivons enfin avec le règne de Pedro *le cruel*, aux chroniques de don Pedro Lopez d'Ayala, que l'Espagne oppose avec un juste orgueil à notre Froissart, son contemporain et son rival. Ayala, chancelier de Castille, n'a raconté, comme la plupart des historiens de l'antiquité, que des événements qu'il a vus et où il a joué un rôle. Écrivain, homme d'État et guerrier, il s'est trouvé aux deux grandes batailles qui décidèrent deux fois sous le règne de don Pedro du sort de la Castille. Aussi, dans cette lutte passionnée où il fallait prendre un parti entre les deux frères rivaux, ne devons-nous pas attendre de notre chroniqueur beaucoup d'impartialité : il combat pour Enrique II de la plume aussi bien que de l'épée, et traduit devant le tribunal de l'histoire, avec une implacable fidélité, tous les crimes de son adversaire.

La fortune a prononcé contre Pedro : mais fût-il mort sur le trône, l'histoire eût porté contre lui la même sentence. Les chroniqueurs étrangers, et Froissart surtout, qui fait autorité pour le règne de don Pedro, sont d'accord sur ce point avec le chroniqueur castillan. Aussi Zurita et Ferreras, après lui, ont-ils fait justice de la fable absurde qui veut que la chronique d'Ayala soit une chronique mensongère (*fingida*), dictée par l'esprit de parti, et que la vérité réside tout entière dans une chronique manuscrite de don Juan de Castro, évêque de Jaën, que personne n'a jamais rencontrée ; chronique portée en Angleterre à l'infante Constanza, fille de don Pedro et duchesse de Lancaster, et qui reportée depuis au couvent de N. D.

de Guadalupe, aurait passé de là aux mains de l'historiographe Carvajal, censeur et réviseur des chroniques de la monarchie, sans que depuis on ait entendu parler ni d'elle, ni de son auteur. Ceux qui voudraient voir réfuter plus en détail cette thèse absurde, la trouveront dans la préface de Zurita, mise en tête de la belle édition des chroniques d'Ayala, par don E. Llaguno de Amirola, publiée à Madrid, in-4°, en 1779, et dans une dissertation de l'éditeur, insérée page 579. Ce dernier cite avec raison, comme preuve de la véracité d'Ayala, la parfaite conformité de ses chroniques avec de nombreux passages des historiens contemporains, où don Pedro est peint avec des couleurs plus noires encore que celles de son biographe. Ainsi, pour n'en citer qu'un, Matteo Villani, le père de l'histoire italienne au XIVe siècle, parle en ces termes de Pedro de Castille : Crude« lissimo e bestiale rè..., forsennato rè... perverso tiranno di « Espagna, non degno d'essere nomato rè. »

Quant à la manière de l'auteur, on la jugera par les fréquents extraits que j'en ai donnés dans le cours de ce volume; on sera frappé en les lisant, de cette manière, ferme et candide à la fois, de présenter les faits, sans réflexions et sans commentaires, mais de façon néanmoins à faire naître dans l'esprit du lecteur la pensée muette que l'auteur indique au lieu de l'exprimer; espèce de partialité d'autant plus dangereuse qu'elle est plus cachée, et qu'on se méfie moins de l'historien qui raconte sans conclure, et amène le blâme qu'il ne veut pas prononcer lui-même.



TABLE

DU QUATRIÈME VOLUME.

LIVRE X.

LIVRE XI.

LIVRE XII.

LIVRE XIII.

LIVRE XIV.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.





